

REVUE ARCHÉOLOGIQUE DE BORDEAUX

# REVUE ARCHÉOLOGIQUE DE BORDEAUX



TOME XC  
ANNÉE 1999

**BU LETTRES**



0BXN0030996

publiée par la Société Archéologique de Bordeaux  
avec le concours de la Municipalité de Bordeaux,  
du Conseil général de la Gironde  
et de la Direction régionale des Affaires culturelles d'Aquitaine

TOME XC ANNÉE 1999

# *Revue archéologique de Bordeaux*

*Tome XC  
Année 1999*

*Revue publiée avec le concours de la Municipalité de Bordeaux  
du Conseil général de la Gironde  
et de la Direction régionale des Affaires culturelles, Service régional de l'Archéologie*



*Société Archéologique de Bordeaux  
1 place Bardineau  
33000 Bordeaux*

*Société fondée en 1873  
reconnue d'utilité publique  
par décret du 11 mars 1915*

Conformément à la tradition, la Société Archéologique de Bordeaux ne prend sous sa responsabilité ni les opinions émises ni les analyses développées par les auteurs.

Elle interdit toute reproduction totale ou partielle de documents sans son autorisation écrite.

### ***Photographie de couverture :***

*Château de Rauzan.*

*Vue du logis prise du haut de la tour-maitresse.*

*Cliché Christian Corvisier.*

## ***In memoriam Le docteur Jacques Charon***

Le docteur Jacques Charon est décédé subitement à Paris, le 19 janvier 2001, à l'âge de 72 ans. Il s'était rendu dans la capitale pour participer au colloque des Amis de saint Jacques et des études compos-tellanes. Ainsi, jusqu'à ses derniers moments est-il resté au service de sa foi et de sa passion pour l'histoire et l'archéologie.

Jacques Charon avait passé sa jeunesse dans le cadre harmonieux de la belle demeure XVIII<sup>e</sup> siècle de Castel d'Andorte, au Bouscat, entourée d'un grand parc aux essences rares. La tradition familiale le conduisit naturellement vers la médecine et après son internat au "château Picon", il se spécialisa en psycho-somatique afin de mieux répondre à sa vocation profonde d'être à l'écoute des patients. Il fut pendant quelque temps médecin au dispensaire des soins de la ligue antialcoolique et l'estime de ses pairs le fit entrer au conseil de l'Ordre départemental des médecins et au conseil d'administration de l'hôpital Charles Perrens.

Une immense curiosité intellectuelle conduisit Jacques Charon à s'intéresser aussi bien à l'anthropologie humaine et à l'écologie qu'à la botanique et à la musique, à la bibliophilie et à l'art. Dans tous ces domaines, il eut à cœur de prendre des responsabilités



en devenant membre de nombreuses associations : la Société internationale d'Ecologie humaine et celle d'Anthropologie du Sud-Ouest, la Société française d'Archéologie, la Société des Bibliophiles de Guyenne, l'Association des amis du château de Benauges, la Société d'art sacré de Verdelais, les Amis des musées de Bordeaux...

Mais son engagement le plus déterminé fut, sans doute, en faveur de l'archéologie régionale et de la protection des lieux jacquaires. Epris de cyclisme et de randonnées pédestres, il partait à la découverte des sites archéologiques, des églises romanes et des chemins de saint Jacques. Trois fois à bicyclette et une fois à pied, il se rendit à Compostelle, en historien et en pèlerin.

Dès l'âge de 22 ans, Jacques Charon adhéra à la Société archéologique de Bordeaux qui s'appropriait à fêter son jubilé avec d'autant plus de reconnaissance qu'il en avait assuré, après avoir été vice-président de l'Union scientifique d'Aquitaine, la présidence pendant ces trois dernières années. Le Président Charon a rempli son mandat avec une totale disponibilité et une autorité chaleureuse et attentive. En tant que chercheur, il fit des communications d'un grand

intérêt pour notre *Revue*<sup>1</sup> et pour le *Mois scientifique bordelais*<sup>2</sup>. En tant qu'administrateur, il renégocia avec la Ville de Bordeaux la convention de partenariat concernant le dépôt de nos œuvres d'art et documents précieux au Musée d'Aquitaine et aux Archives municipales. Défenseur du patrimoine et des lieux jacquaires, il alerta, par lettre officielle, la Municipalité sur la situation de péril de l'église de l'ancien hôpital Saint-Jacques de la rue du Mirailh ; une réponse de la Ville l'assura que le dossier avait été transmis aux autorités culturelles compétentes. Ces dernières sont malheureusement restées indifférentes à l'avertissement et les voûtes du précieux monument se sont écroulées depuis. Mais il aura été épargné au Président Charon de connaître ce désastre.

Notre Société gardera de Jacques Charon le souvenir d'un homme gai, attentif aux autres, dévoué qui fut un grand président et, au sens classique du terme, "un honnête homme".

1. La soutenance de thèse de philosophie de Jean de Parly au collège de la Madeleine en 1721, ci-après p. 133 et suivantes.

2. Petite histoire du "castel d'Andorte" ; Le château de Benauges ; Des italianismes à l'anglomanie ; Le pays de Buch avant Arcahon ; La pérennité des voies de Compostelle.

## *Bilan et orientation de la recherche archéologique en Aquitaine en 1999*

### Paléolithique

Dans la région Aquitaine, l'essentiel du renouveau scientifique provient de l'ensemble des travaux effectués pendant l'année 1999 sur le tracé de la future autoroute A89. Cette autoroute, longue de 340 kilomètres, entre Bordeaux à Clermont-Ferrand, doit permettre de relier la façade atlantique au Centre et à l'Est de la France. Débutant à Arveyres en Gironde, elle se termine à Combronde dans le Puy-de-Dôme. Entre Bordeaux et la Corrèze, elle suit dans un premier temps les vallées de la Dordogne puis de l'Isle jusqu'à Saint-Astier. Le premier bilan qui peut être dressé par période chronologique permet de pondérer un net déséquilibre qui existait entre des zones bien prospectées telles que les terrasses alluviales du Libournais (Moisan 1978, 1987) ou le secteur Montpon-Mussidan bien étudié par J. Gaussen et ses collaborateurs (Gaussen 1980 par exemple) et d'autres délaissées jusqu'alors.

La section 1 de 26 kilomètres, de Libourne-Ouest à Coutras et la section 2.1 de 22 kilomètres entre Coutras et Montpon-Ménestérol ont déjà fait l'objet d'études archéologiques de 1996 à 1998.

Au cours de l'année 1999 ont été réalisées plusieurs opérations de diagnostic, d'évaluation et de fouille qui achevaient l'étude du secteur 2.1 alors même qu'était présenté le D.F.S. relatif aux prospections de cette section (Rouzeau et Gé, 1999). En ce qui concerne la section 1, Arveyres-Coutras, une ultime opération de fouille a été achevée en

1999 sur un site paléolithique moyen à "Champ de Bossuet". L'ensemble de ces travaux a donné lieu en 1999 à six volumes de DFS dont une présentation synthétique est présentée ici.

#### La section 1

Les prospections ont concerné les terrasses alluviales perchées qui se développent sur les flancs orientaux de la vallée de l'Isle. Conformément aux conclusions de l'étude documentaire préalable, les résultats de cette opération de diagnostic ont confirmé l'ancienneté et la densité de l'implantation humaine préhistorique dans ce secteur. Le Paléolithique se rencontre au sein de pièges sédimentaires formés d'anciens axes drainants comblés.

Dans la commune de Saint-Denis de Pile au lieu-dit "Champ de Bossuet", un site du Paléolithique moyen, préservé sur une large superficie a été identifié, évalué et fouillé finalement en 1999. L'industrie, en silex, se caractérise par un débitage d'éclats de type discoïde qui, en l'absence d'analyse approfondie, s'inscrit dans la variabilité d'autres sites étudiés précédemment sur le tracé (La Rogère, Les Forêts).

#### La section 2.2

En 1999 les nouveaux travaux de diagnostic archéologique ont concerné la section 2-2 (Montpon-Mussidan), c'est à dire la moyenne vallée de l'Isle, dans un secteur vallonné et boisé au sein duquel s'insère une plaine agricole sur 7 kilomètres.

Cette région de France intégrée au département de la Dordogne présente une unité géologique et géomorphologique issue d'une mosaïque de faciès géographiques qui constituent le Landais et sa traversée par la moyenne vallée de l'Isle. Dans ce secteur l'étude documentaire préalable (Gaillard *et al.*, 1998) avait recensé 51 sites paléolithiques connus et 30 sites néolithiques et chalcolithiques. Le tracé passe très près de deux grands sites préhistoriques de la Dordogne : la grotte de Gabillou avec ses gravures du Magdalénien et le gisement de plein air "Les Tares" avec de l'industrie moustérienne abondante associée à de la grande faune.

Les premières occupations rencontrées sont attribuables au Paléolithique moyen. La régularité des indices archéologiques et la récurrence des sites attribuables à la période du Paléolithique moyen dans les secteurs de la fin de la section 2.1 et du début du secteur 2.2 est à noter. Les indices de sites dans le secteur de la moyenne vallée de l'Isle sont associés à des contextes géologiques, géomorphologiques et stratigraphiques similaires qui indiquent parfois une remobilisation importante du matériel lithique dans des zones piégées comme les gouttières drainantes et les talwegs (Gerber *et al.*, 1999).

Ainsi, aussi bien le D.F.S. de prospection 99.5 (Gerber *et al.*, 1999) que le D.F.S. 99.06 sur Saint-Martial d'Artenset "Les Sauziers" et "Le Bois de Reymondeau" (Detrain *et al.*, 1999) fournissent un cadre géologique, chronostratigraphique et paléopédologique à l'ensemble des opérations archéologiques de la période du Pléistocène et de l'Holocène. La synthèse des corrélations stratigraphiques entre les formations de versant et les dépôts situés au niveau de la limite de partage des eaux (Gé *in* Detrain *et al.*, 1999 : 27-29) ainsi que la présentation d'un tableau synthétique de l'étude géoarchéologique et géomorphologique du site "Le Bois de Reymondeau" (Gé *in* Detrain *et al.*, 1999 : 31) représentent des contributions significatives à l'attribution chronostratigraphique des occupations humaines dans cette région de France. Ces recherches mériteraient d'être intégrées aux synthèses qui y ont été précédemment élaborées dans les domaines géologiques et chronostratigraphiques (Dubreuilh, Karnay 1994 ; Bertran, Texier 1990, 1993 ; Texier 1982).

### Saint-Martial d'Artenset : "Le Bois de Reymondeau"

La fouille de sauvetage urgent de ce site de plein air a justifié deux mois de terrain avec un effectif variant entre 12 et 30 personnes pendant une période hivernale particulièrement pluvieuse qui a déterminé des conditions de travail particulièrement difficiles. Dans une aire explorée de plus de 2000 m<sup>2</sup>, 1331 m<sup>2</sup> ont été reconnus et finalement 400 m<sup>2</sup> ont été finement fouillés.

Le mobilier récolté, essentiellement du silex et des matières minérales (5329 pièces dans le secteur principal) s'avère appartenir à une phase d'occupation considérée comme unique bien que des indices taphonomiques aient permis de soulever l'hypothèse d'une mise en place polyphasée. L'analyse lithologique identifie plusieurs approvisionnementnements en silex en distinguant notamment du silex du Mestrichtien et des silex du Sénonien. Les schémas de production, identifiables sur les nucléus et sur le débitage, indiquent la coexistence de différents schémas. Les deux principaux types de débitage sont Levallois avec plusieurs variantes (centripètes, à éclat préférentiel, laminaires) et discoïdes. De nombreux produits témoignent de l'exploitation de faces inférieures d'éclats par la méthode "Kombewa" (Detrain *et al.*, 1999).

De nombreux remontages effectués confirment ces schémas et permettent de visualiser les déplacements horizontaux des produits de débitage dans l'aire du site. Une production bifaciale est présente bien que discrète au sein de l'ensemble archéologique du niveau 1.

L'outillage retouché est abondant et composé essentiellement de racloirs. D'un point de vue typologique, l'assemblage serait classé, selon les normes de la méthode Bordes (Bordes, 1984), avec des séries moustériennes attribuées au Moustérien de tradition acheuléenne de type A similaires à celles du Moustier couche G ou du Pech de l'Azé I couche 4.

L'analyse spatiale laisse percevoir des regroupements d'objets perceptibles sous forme de densités plus fortes dans certains secteurs.

Ce site à la stratigraphie complexe a révélé trois niveaux archéologiques dont le niveau le plus récent (niveau 1) qui était aussi le plus riche et le plus accessible a été concerné par l'opération de sauvetage. Les autres niveaux (2 et 3) ont été reconnus dans des tranchées.

L'intérêt complémentaire de ce site est aussi de pouvoir, en l'absence toujours regrettable de méthodes de datations absolues, de disposer d'un cadre paléopédologique susceptible de servir de base à des propositions chronostratigraphiques.

Le niveau 3 qui possède une composante bifaciale distincte de celles du niveau 1 pourrait ainsi être antérieur à une pédogenèse d'âge würmien.

Le niveau 2 est plus difficile à localiser mais semblerait contemporain du stade isotopique 5.

Le niveau 1, le plus évident, est clairement antérieur au dépôt du pseudogley sableux corrélé au dernier périglaciaire (stade isotopique 2) et le contenu dans un dépôt d'argiles grises massives du dernier cycle glaciaire marqué par une phase d'amélioration climatique (fin du stade isotopique 3).

### Sur la commune des Lèches, au lieu-dit "Le Plan du Prêtre"

Dans une zone de rétablissement en déblais, un sauvetage urgent a porté sur une implantation paléolithique découverte fortuitement par un amateur. Sur 500 m<sup>2</sup> environ ont été recueillis un millier de pièces lithiques. Le débitage très laminaire et la caractérisation typo-technologique du matériel lithique permettent de l'attribuer aux industries localement bien documentées du Badegoulien ou du Magdalénien ancien. Des amas de débitage localisés ont autorisé des remontages et permis de reconnaître une organisation spatiale des activités.

### Sur la commune de Sourzac, "La Bleynie"

Un indice a donné lieu à une évaluation. Situé immédiatement au sud et à 200 m du site "Les Tares", le niveau archéologique était enfoui à 3 m de profondeur. Sur près de 600 m<sup>2</sup> décapés mécaniquement, seul un secteur offrant une concentration intéressante a été fouillée minutieusement sur 80 m<sup>2</sup>. Le mobilier assez pauvre (240 pièces) ne comporte que peu d'outils retouchés typologiquement significatifs. Un débitage discoïde associé à des racloirs et à un biface sur éclat pourrait être attribué au Paléolithique moyen. Par ailleurs, des outils retouchés et un débitage laminaire mais aussi lamellaire semblent plus tardifs sans qu'il soit possible de les situer au sein du Paléolithique supérieur ou du Tardiglaciaire.

Ces nouvelles données permettent de compléter les cavités d'occupation de la moyenne vallée de l'Isle et de réévaluer à partir d'éléments numériquement plus importants et sur les bases d'une variabilité culturelle différente, le peuplement paléolithique de cette région.

Si le Paléolithique inférieur demeure absent des zones prospectées par sondage, des indices demeurent répertoriés dans l'étude documentaire.

Le Paléolithique moyen est essentiellement représenté par du Moustérien. Sa présence est très régulière dans les sondages et dans des situations géomorphologiques similaires. Les comportements humains dont témoignent aussi bien le choix de l'implantation que le contenu techno-économique des sites pourront être abordés lors d'une étude synthétique.

Les variations observées dans les schémas d'exploitation des nucléus couvrent une large étendue de méthodes au sein desquelles les conceptions Levallois, discoïde et Kombewa sont les plus fréquentes.

Le Paléolithique supérieur est présent sur la commune de Sourzac à "la Bleynie" et sur la commune des Lèches au

"Plan du Prêtre". Les travaux précédents dans la section 2.1. entre Saint-Médard de Guizières et Montpon avaient déjà démontré les fortes probabilités de découvertes d'indices attribuables au Paléolithique supérieur sur les moyennes terrasses de l'Isle.

Le Mésolithique paraît absent de ce secteur. Un seul indice de site peut être rattaché à la période néolithique.

### Datations absolues et grands travaux

La difficulté de procéder à des datations absolues, par des méthodes pratiquées seulement au sein d'un petit nombre de laboratoires dont les programmes de recherche sont chargés, a été rencontrée depuis 1997. La thermoluminescence sur silex brûlés est une des rares solutions autorisant l'accès à des datations pour les sites de plein air qui ne comportent la plupart du temps que des vestiges lithiques. Une solution a finalement pu être négociée avec le C.R.P.P.A. de l'Université de Bordeaux III, elle sera mise en oeuvre sur le matériel du site "Les Forêts" et, espérons-le, sur d'autres gisements importants comme le "Bois de Reymondeau".

### A Marsas, Gironde

Une série de sondages réalisés dans le cadre des travaux de dédoublement de la R.N. 10 a livré du mobilier archéologique piégé dans le remplissage de paléochenaux, anciennes gouttières drainantes entaillées dans le substrat molassique. Au lieu-dit "Les Sablons" une petite série lithique du Paléolithique supérieur (47 produits de débitage et dix-huit outils) paraît attribuable au Magdalénien. Les matières premières, en partie d'origine allochtone, attestent d'échanges avec la vallée de l'Isle ou de la Dordogne. Le site apparaît conservé sur près de 1000 m<sup>2</sup> dans cette zone très humide et mal connue.

### En Lot-et-Garonne à Foulayronnes au lieu-dit "Le Caoulet"

Une opération de diagnostic a mis en évidence une occupation paléolithique identifiée lors de sondages de prospection, sur le contournement d'Agen par la RN 21.

Le mobilier archéologique taillé à partir de galets de quartzite comprend une production d'éclats et de produits bifaciaux. La faune ancienne héritée du substrat molassique tertiaire et trouvée à proximité n'est donc pas associée à cet assemblage qui, quant à lui, présente les caractéristiques lithologiques mais aussi techniques et typologiques du Paléolithique moyen des terrasses de la Garonne.

La tentative de détermination d'un cadre chronostratigraphique à cette occupation paléolithique n'a pas été couronnée de succès.

## Dans les Pyrénées-Atlantiques

Les fouilles programmées d'Arancou, d'Isturitz et d'Iholdy se sont poursuivies. A Isturitz le bilan de l'étude des niveaux archéologiques préservés dans la salle Saint-Martin a concerné essentiellement les occupations du début de l'Aurignacien. Les observations en cours sur les matières premières mais aussi la caractérisation typologique et technologique du mobilier lithique et osseux contribueront à la connaissance de cette phase ancienne de l'Aurignacien pyrénéen que G. Laplace qualifia de «Proto-Aurignacien».

J.M.G.

## Dans les Landes

A Brassempouy, l'extension des recherches dans des cavités jusqu'alors inexplorées laisse espérer le raccordement de plusieurs galeries et par conséquent l'établissement de corrélations stratigraphiques entre des remplissages sédimentaires appréhendés jusqu'à présent de manière disjointe.

Un niveau d'occupation solutréen a été identifié en avant de la ligne d'abris, en plein air, dans les formations alluviales du Pouy, la rivière située en contrebas du site.

## En Dordogne

A la grotte XVI (Cénac-et-Saint-Julien), un sondage dans les niveaux moustériens dans la zone profonde de la cavité a permis d'estimer à plusieurs dizaines de mètres carrés l'extension d'une aire de combustion précédemment étudiée dans la partie centrale de l'occupation moustérienne du site. Ce type d'aire de combustion étendue qui avait déjà été étudiée dans la cavité voisine, la grotte Vaufray, tout en apparaissant désormais comme une particularité du moustérien régional, demeure énigmatique.

A Creysse, à Cante Louette, près de Bergerac, sur le plateau de Pécharmant une série de sondages dans les formations superficielles a révélé l'existence d'une succession d'occupations paléolithiques. Si des indices de Paléolithique supérieur sont présents sur cet emplacement peu éloigné des sites de Barbas et de Corbiac, ce sont les industries du Paléolithique moyen et du Paléolithique inférieur qui doivent retenir l'attention. La présence de débitage Levallois et de production bifaciale est à souligner ainsi que l'existence discrète mais incontestable d'une industrie très ancienne sur fragments de silex qui est similaire à celle identifiée à la base de la séquence de Barbas I.

Dans les grottes ornées de Dordogne, plusieurs petites opérations ponctuelles de relevés d'art pariétal ont eu lieu. A signaler aussi l'acquisition en cours, par le conseil général de la Dordogne et à la demande du service régional de l'archéologie, de la grotte Jovelle à La Tour Blanche qui

depuis sa découverte et malgré un classement en urgence et d'office au titre des Monuments historiques, demeurait une propriété privée difficile à protéger à surveiller. C'est cependant l'achèvement de la vaste entreprise de relevé d'enregistrement et d'archivage des oeuvres pariétales de Lascaux qui demeure la plus importante et la plus impressionnante des opérations dans ce domaine du fait de son intérêt mais aussi à cause de l'effet cumulatif des travaux prolongés dans cette cavité emblématique. Après le diverticule axial et la Salle des Taureaux c'est la partie droite de la grotte qui va être l'objet des travaux des années à venir.

## Néolithique et Age du Bronze

Deux opérations de fouille méritent d'être signalées en 1999, pour cette période, qui fait rarement l'objet d'opérations importantes en Aquitaine.

Il s'agit, premièrement, des sondages réalisés par M. Fischer à Festalemps en Dordogne, sur une enceinte néolithique à Bois du Fau. Les travaux entrepris par ce fouilleur ont permis d'examiner le comblement d'un des fossés du camp. Une quantité importante de mobilier céramique a pu être dégagée, notamment des éléments de fonds de grands vases portant des traces de vannerie. L'ensemble de ce lot paraît attribuable à la culture des Matignons. Dans les mêmes niveaux stratigraphiques, les restes de deux sépultures ont été découverts. Des datations <sup>14</sup>C sont en cours.

A Biarritz, F. Marembert a débuté la fouille programmée de la grotte du phare. Les premiers résultats sont à la hauteur des attentes de ce jeune chercheur. D'importants niveaux d'occupation du Bronze final III et Bronze final II avec de nombreux foyers sont apparus dans la grande salle de la galerie. Ils recouvrent une strate du Néolithique final qui a livré notamment un superbe collier de coquillages. Bien que les conditions de la fouille sont extrêmement difficiles, il est fort probable que la poursuite des opérations dans les trois années à venir devraient fournir des éléments capitaux pour la connaissance de l'Age du Bronze et du Néolithique de la côte atlantique.

A Lapartens (commune de Vendays-Montalivet), Julia Roussot-Larroque et son équipe ont achevé le sauvetage des éléments de bois de l'Age du Bronze menacés par la déviation d'un ruisseau. Cette même équipe a pu procéder à un sauvetage d'urgence sur la commune de Saint-Germain d'Esteuil en août 1999. Des travaux de déboisement ont en effet amené la découverte de deux dépôts de haches en bronze, déposées dans des vases. Il s'agit de dix-huit haches à rebord et une à talon sans anneau, divers fragments de haches, un fragment de pointe de lance, un petit

poignard à deux rivets, un marteau à douille et des morceaux de bracelets, le tout attribuable au Bronze moyen. L'intervention rapide de cette équipe a permis, pour une fois, d'analyser les conditions de dépôt de cet ensemble archéologique.

Enfin à Sanguinet, sur le site de Put Blanc, B. Maurin continue l'exploration de l'habitat de la fin de l'Age du Bronze découvert sous le lac. Cette année, il a pu étudier l'organisation de la structure du plancher de bois qui supporte une sole-foyer. Un inventaire complet du mobilier archéologique a aussi été réalisé et une première publication de cette cabane a été proposée à la revue *Aquitania*.

## L'Antiquité

Deux opérations programmées ont pris fin en 1999. Il s'agit du projet collectif sur les établissements viticoles antiques du Sud Ouest dirigé par C. Balmelle et du projet de D. Tardy sur l'étude du décor architectonique de Périgieux antique. Ces deux recherches font l'objet déjà de projets de publication ; pour la première dans le cadre d'un article dans la revue *Gallia* (manuscrit remis en novembre 1999) ; pour la seconde, d'un projet de supplément *Aquitania* financé par la ville de Périgieux (manuscrit en cours d'achèvement).

Sur le terrain, les opérations, portant sur la période antique, ont été plus limitées.

Pour les villes, seule Périgieux a fait l'objet de quelques opérations d'envergure. Le projet d'aménagement du musée de la villa des Bouquets a permis de procéder à quelques vérifications stratigraphiques et de dégager superficiellement une grande salle, interprétée comme l'entrée monumentale de la villa. La dimension de cette salle s'ouvrant sur le portique bordant une rue antique, semble plaider en faveur de cette interprétation.

Restons en Dordogne pour signaler la reprise par Alain Bouet, maître de conférence à Bordeaux, de l'étude des structures archéologiques découvertes au début du XXe siècle à Coulounieix-Chamiers, dans la banlieue de Périgieux. Ces vestiges dont il ne nous reste qu'un plan, des photographies et des éléments de mobilier, avaient été interprétés, encore très récemment, comme les restes d'une grande demeure antique aux portes de Vesuna. L'étude d'Alain Bouet, appuyée sur des comparaisons nombreuses et une excellente connaissance de l'architecture antique, lui permette de proposer une toute autre lecture de ces vestiges.

Il semble que nous soyons en présence d'un grand sanctuaire du culte impérial, dont la situation, la superficie, la qualité architecturale et la précocité vont probablement

amener historien et archéologues à reconsidérer la place de la cité des Petrucores dans l'Aquitaine antique. Cette étude historiographique et archéologique paraîtra dans le tome 16 de la revue *Aquitania*, au premier semestre 2000.

Toujours en Dordogne, à Saint-Médard-de-Mussidan, les opérations de fouilles sur le tracé de l'autoroute A89 ont permis d'étudier les restes de trois fours de potiers dont l'activité est située à la fin du IIe siècle et au début du IIIe siècle. L'étude de la production de ces fours a été confiée à Madame M. Genin.

Bien qu'il soit encore difficile de savoir s'il s'agit d'une unité de production liée à un domaine avec une diffusion locale ou d'un relais sur l'axe Bordeaux-Périgueux-Limoges, cette fouille d'un atelier constitue un jalon très utile pour la connaissance de la céramique commune en Aquitaine.

Le domaine minier antique a fait l'objet depuis quelques années d'une attention toute particulière des chercheurs régionaux. Après le travail de Madame B. Cauuet sur les mines d'or de Jumilhac (Dordogne) et du Pays-Basque (Cambo et Ixassou), Mademoiselle A. Beyrie a commencé, dans le cadre d'une thèse, l'inventaire des sites métallurgiques des Pyrénées. Une première campagne, en 1999, a permis de localiser des exploitations antiques dans le secteur d'Hasparren. Parallèlement, Messieurs Bruno Ancel et Gilles Parent ont repris l'étude des mines en galerie de Banca. Les premières analyses confirment les datations obtenues en 1998 et proposent une première exploitation du plomb argentifère de Banca à l'époque gallo-romaine. Ces deux opérations devraient se poursuivre en 2000 et 2001.

Enfin, nous terminerons en évoquant la mise en évidence de nouvelles mosaïques à Hure (Gironde), appartenant à un important ensemble architectural du IVe et Ve siècle se développant autour de l'église romane, ensemble déjà signalé à plusieurs reprises au XIXe et XXe siècle.

## Le Moyen Age

La déviation routière d'Agen (R.N. 21) a été l'occasion de la réalisation de deux opérations de sauvetage importantes à Foulayronnes et à Colayrac.

A Foulayronnes, lieu dit Bordeneuve, Madame D. Bonnissent a pu fouiller les restes d'une nécropole rurale du VIIe-VIIIe siècle. Une trentaine de tombes installées probablement en bordure d'un chemin a été dégagée. Il s'agissait soit de tombes en pleine terre soit d'inhumations en sarcophages. Quelques boucles de ceintures décorées, en cours de restauration, permettront de confirmer la chronologie de ce petit ensemble funéraire, recouvert à la fin du Moyen Age par un petit habitat, abandonné dans le courant du XVIIIe siècle.

Le site de Naux à Colayrac, a été fouillé par Mademoiselle C. Ballarin. Il s'agit d'une importante maison forte du XIV<sup>e</sup> siècle, entièrement détruite et arasée, probablement un siècle après sa construction, pour des raisons encore inconnues. Le bâtiment et ses annexes ont fait l'objet d'une étude archéologique fine qui devrait rapidement aboutir à une publication.

Les châteaux d'Espelette (Pyrénées-Atlantiques), Commarque (Dordogne), Bisqueytan et Saint-Sulpice de Pommiers (Gironde) sont les quatre grands sites castraux ayant fait l'objet de recherches en 1999.

Monsieur B. Pousthomis a poursuivi le dégagement et l'étude des restes du château médiéval des barons d'Espelette. Le plan complet du château arasé a été établi, et une étude architecturale des tours a pu être réalisée. Le même fouilleur a mené une série d'opération de suivi archéologique des travaux d'aménagement touristique du château de Commarque. C'est tout le secteur, de la porte d'accès au castrum et les environs de la chapelle, qui a été examiné.

Monsieur J.-L. Piat et Madame S. Faravel ont procédé aux relevés détaillés des élévations et à une étude historique complète des sites du château de Bisqueytan et de l'important castrum de Saint-Sulpice de Pommiers. L'ancienneté de ces deux ensembles (XI<sup>e</sup> siècle) est maintenant bien attestée. Des sondages devraient venir conforter, en 2000, ces observations.

Enfin, signalons pour conclure, la découverte à Bayonne d'un beau pavement décoré de la fin du XIII<sup>e</sup> ou du début XIV<sup>e</sup> siècle sur l'emplacement de l'ancien couvent des Cordeliers. Cet ensemble a été déposé et fera l'objet d'une présentation lors de l'ouverture du dépôt archéologique d'Hasparren.

Dany Barraud,  
Jean-Michel Geneste  
Janvier 2000

|                          | DORDOGNE | GIRONDE | LANDES | LOT-ET-GARONNE | PYRENEES ATLANTIQUES | TOTAL |
|--------------------------|----------|---------|--------|----------------|----------------------|-------|
| Sondages                 | 15       | 9       | 1      | 6              | 9                    | 40    |
| Sauvetages               | 9        | 9       | 1      | 9              | 2                    | 30    |
| Fouilles programmées     | 5        | 1       | 1      | 0              | 6                    | 13    |
| Relevés                  | 10       | 2       | 1      | 0              | 1                    | 14    |
| Analyses                 | 0        | 0       | 0      | 0              | 0                    | 0     |
| Prospections programmées | 0        | 0       | 1      | 0              | 2                    | 3     |
| Prospections inventaires | 12       | 14      | 0      | 3              | 7                    | 36    |
| Projets collectifs       | 3        | 3       | 0      | 0              | 1                    | 7     |
| Total                    | 54       | 38      | 5      | 18             | 28                   | 143   |

# Travaux et recherches en Gironde en 1999

## Bazas

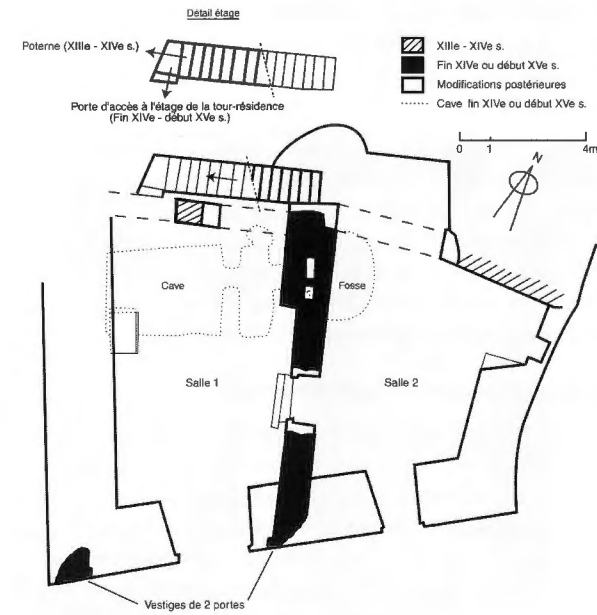
### La Poterne de la Brèche

La "Poterne de la Brèche" est située en contrebas de la place centrale de Bazas. Elle constitue le sous-sol d'une maison particulière et se compose de deux salles et d'une cave creusée dans le rocher. Cet édifice est adossé à une portion de l'enceinte médiévale de la ville. Préalablement au projet de la municipalité de restaurer les lieux en vue de son ouverture au public, le service régional de l'archéologie d'Aquitaine a prescrit une rapide étude archéologique du bâti et un suivi des travaux de terrassement à l'intérieur. Ces recherches ont été confiées au bureau d'études Hadès.

"La poterne de la Brèche" est aujourd'hui un des rares vestiges de l'enceinte médiévale de la ville de Bazas que le public aura tout loisir de visiter et de comprendre. Ce lieu est connu depuis le XIX<sup>e</sup> siècle au moins, puisque Léo Drouyn en donne une description en 1865 dans son ouvrage sur *la Guienne militaire*. Mais, malgré tout son intérêt, il semble qu'aucune autre étude n'ait été depuis réalisée. Cette analyse archéologique complétée de sondages (réalisés par Jean-Luc Piat) permet donc de préciser celle de Drouyn et surtout de mettre en évidence les différentes phases de la construction du bâtiment. Loin de correspondre à un vaste édifice homogène, la "poterne" résulte d'apports successifs dont le plus remarquable est celui d'une tour datée de la fin du XIV<sup>e</sup> ou du XV<sup>e</sup> siècle.

### L'enceinte et la tour au Moyen Age

Les plus anciens vestiges conservés sont ceux de l'enceinte de la cité dont la construction remonte comme pour d'autres villes de la Gironde, à la seconde moitié du XIII<sup>e</sup> ou au début du XIV<sup>e</sup> siècle. Il ne s'agit ici que d'une petite portion du front sud, bâtie sur le rocher à l'aide de moel-



Bazas - La "Poterne de la Brèche". Plan général.

lons de calcaire ou de grès. Les courtines, peu épaisses, étaient dotées d'un chemin de ronde construit en encorbellement à l'extérieur, qui subsiste encore au dernier niveau de la maison.

La base des murs est ouverte par deux arcades brisées dont la singularité vient contredire le caractère défensif de l'enceinte. Il faut vraisemblablement voir dans le choix de tels ouvrages une réponse à un problème géologique ou tout simplement au désir d'ouvrir une poterne. L'escalier placé derrière les arcades permettait, par une ouverture dont on peut encore voir les claveaux, d'accéder à l'intérieur de la ville. Malgré l'absence de raccord susceptible d'établir leur chronologie relative, il ne semble faire aucun doute que leurs fonctions soient liées. Le front sud de la ville ne possède d'ailleurs pas d'autre entrée. La poterne située en haut de l'escalier comble cette lacune en servant de porte secondaire à la ville et en permettant l'entretien des murs.

À la fin du XIV<sup>e</sup> ou au XV<sup>e</sup> siècle, l'enceinte est dotée d'une vaste tour de plan rectangulaire de 6 m de large par 10 m de long. La maçonnerie est particulièrement soignée avec des pierres de taille de calcaire. Le rez-de-chaussée est ouvert de deux portes ornées d'un large chanfrein, sans doute en arc brisé. Un seul jour est conservé dans le mur oriental laissant supposer un niveau peu éclairé. La tour était dotée de latrines sur deux niveaux dont le conduit, aménagé dans l'épaisseur du mur, évacue les déjections dans une fosse. Celle-ci est creusée dans le rocher et est accessible par une cave voûtée dont la trappe se situe contre le mur ouest. Un sas, également voûté et de plan barlong, sépare les deux espaces précédents. Cette disposition devait ainsi éviter aux odeurs de se répandre à l'intérieur de la tour. La typologie de ces latrines rappelle de nombreux ouvrages particulièrement présents dans des tours maîtresses du XIV<sup>e</sup> siècle.

Des incertitudes sur la distribution de l'édifice subsistent, ainsi que sur sa fonction. Le plan rectangulaire de cette tour, mieux adapté à l'habitation qu'au flanquement et ses latrines à fosse qui dénotent d'un certain souci de confort laissent davantage supposer une fonction mixte de défense et de résidence. Elle est peut-être à mettre en relation avec le palais épiscopal situé à deux pas.

### Les modifications postérieures

Suite à la destruction partielle de la tour, peut-être au XVI<sup>e</sup> siècle, les murs sont épaissis au sud et à l'est. Une seconde salle est ajoutée à l'est. Le nouveau bâtiment prend alors des allures de forteresse avec des murs de 2 m d'épaisseur, le reste des élévations étant moindre aux niveaux supérieurs. Les deux salles, dont la maçonnerie permet de dire qu'elles sont contemporaines, sont reliées par une porte

en partie conservée. Lors du passage de Léo Drouyn, l'arc existait encore et sa restitution a été possible par la gravure qu'il en avait donné. Cet ouvrage en plein-cintre, orné d'un chanfrein, pourrait dater du XVI<sup>e</sup> siècle. Son seuil se situe en hauteur par rapport aux sols des deux salles qui avaient, comme l'ont montré les sondages, des niveaux différents. L'hypothèse d'un plancher intermédiaire dans la tour suppose que cette porte permettait d'accéder au deuxième niveau de celle-ci. Un escalier de bois assurait l'accès à la seconde salle.

L'analyse archéologique révèle également que la construction de la salle ouest résulte de l'intégration d'une élévation antérieure à l'est. Cette observation peut laisser entendre qu'une brèche, dont la ruelle qui monte vers la place centrale de la ville portait le nom au XIX<sup>e</sup> siècle, était percée dès cette époque. Les guerres de Cent Ans et de Religion, qui ont laissé beaucoup de traces à Bazas, sont sans aucun doute responsables de ces destructions, ce qui permettrait de dater l'agrandissement de la tour du XVI<sup>e</sup> siècle.

C'est peut-être au XVIII<sup>e</sup> siècle qu'il faut attribuer l'ouverture de l'arcade en plein-cintre au fond de la salle orientale de la "poterne". Cet ouvrage est difficilement datable mais n'est pas sans rappeler celui qui sépare les deux tours de la porte du Gisquet dont l'état actuel ne remonte qu'au XVIII<sup>e</sup> siècle. J.-B Marquette, dans son étude sur *Bazas* dans l'*Atlas des villes de France*, fait d'ailleurs une remarque intéressante sur les bazadais qui vont garder très longtemps les symboles de cette enceinte : la plus forte image de ce conservatisme est la reconstruction de la porte du Gisquet.

Lorsque Léo Drouyn visite la poterne au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, elle sert d'animalerie dont le souvenir est conservé par les encoches d'une mangeoire. Les niveaux supérieurs de la maison servent alors d'habitation. L'étude de Drouyn est intéressante puisqu'elle permet d'affirmer que ce n'est qu'après son passage que le bâtiment est entièrement transformé en habitation. La façade actuelle reflète d'ailleurs la nouvelle distribution des espaces.

Cette étude archéologique du bâti, complétée par les sondages, permet d'offrir aux futurs visiteurs des précisions quant aux différentes phases dont résulte la construction. Des interrogations demeurent mais la découverte d'une vaste tour de plan rectangulaire de la fin du XIV<sup>e</sup> ou du XV<sup>e</sup> siècle est captivante. Il est donc à souhaiter que de nouvelles études historiques soient entreprises afin d'approfondir la connaissance de cet édifice.

Sandrine Conan  
Jean-Luc Piat

## Bordeaux

### Hôtel de Saige

La fouille préventive de l'Hôtel de Saige (ancienne préfecture de la Gironde) s'est déroulée du 30 août au 24 septembre 1999. La construction, dans la cour intérieure du bâtiment, d'un parking souterrain à un seul niveau par la S.E.G. Fayat (agissant pour le compte de la S.N.C. Hôtel de Saige), est à l'origine de l'intervention archéologique.

Cette intervention a permis l'observation d'un ensemble de structures et de niveaux archéologiques compris entre le XIV<sup>e</sup> et le XVIII<sup>e</sup> siècle. La présence de mobilier antique en position secondaire permet, par ailleurs, de donner un aperçu de la chronologie des occupations antérieures. En fait, il semble que ce secteur de *Burdigala* ait fait l'objet d'une fréquentation quasi continue, entre la fin de la Protohistoire et la fin du Bas Empire. Une épaisse couche de "terres noires" marque la transition entre la fin de l'Antiquité et le début du XIV<sup>e</sup> siècle. Ce niveau pourrait correspondre à une longue phase de mise en culture des lieux.



Bordeaux, hôtel de Saige. Autel anépigraphe.

C'est au début du XIV<sup>e</sup> siècle qu'apparaît attribuée une véritable urbanisation avec la mise en place d'une rue bordée de plusieurs maisons. C'est durant cette même période qu'est construite la troisième enceinte de Bordeaux qui englobe le quartier dans lequel se situe ce site.

La rue, formée de plusieurs recharges de graviers et de galets, est orientée nord-sud et pourrait correspondre à l'ancienne rue de Marseille. Certaines maisons, très partiellement observées, ne semblent pas subir de grandes modifications jusqu'à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle. La réalisation du glacis du Château Trompette par Vauban, à partir de 1685, se traduit par une destruction et un nivellement général parfaitement perceptible sur l'ensemble de la zone explorée. Il faut attendre ensuite la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle pour voir se développer un nouveau programme de constructions dans ce quartier avec la réalisation de l'Hôtel de Saige par Victor Louis. De cette période, subsistent les restes de quatre puissants piliers de soubassement destinés à supporter une double colonnade à l'antique à claire-voie, qui fut abattue au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle lors de l'extension de l'immeuble et de la fermeture complète de sa cour intérieure.

Christophe Sireix

## Quartier Sainte-Croix

Le suivi archéologique du creusement d'une large tranchée d'enfouissement d'un réseau électrique E.D.F de haute tension dans le quartier Sainte-Croix de Bordeaux a concerné les rues de l'Abattoir, des Etables, de Tauzia, des Beaux-Arts, de Saget, de Jean Descats et le quai de Paludate. L'opération réalisée par le bureau archéologique Hadès sur les prescriptions du service régional de l'archéologie visait à recueillir des informations sur la nature et la chronologie des terres et structures traversées. Malgré les difficultés d'observations liées à l'étalement des parois au fur et à mesure de l'avancée du chantier pour des raisons de sécurité et aux bouleversements déjà nombreux du sous-sol par des tranchées de réseaux antérieurs, de nombreux faits archéologiques peuvent être signalés.

Ainsi, plusieurs couches de remblais contenant du matériel d'époque moderne (XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles) ont été rencontrées, notamment dans des tronçons de voiries ayant pu servir de zone de dépôt. A proximité de l'ancien cimetière de Sainte-Croix, quelques ossements humains dispersés dans des terres de remblais ont été observés. Dans ce secteur, il a pu être dégagé un niveau de sol de circulation d'époque antique enfoui à plus de deux mètres sous la voie.

Des maçonneries en pierres de taille ont été dégagées à plusieurs reprises, notamment un épais mur de clôture d'un ancien jardin (enclos de l'abbaye Sainte-Croix ?) et plusieurs pans de murs d'habitations des XV<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> siècles, aujourd'hui enfouies sous les chaussées. Le rempart de la troisième enceinte n'a été recoupé qu'une seule fois, précisément dans le prolongement de la portion qui subsiste le long de la rue Peyronnet. La fondation de pierres calcaires et de galets de lest, plus massive et plus large que la partie conservée en élévation, a été observée à plus de 2,40 m de profondeur sous la chaussée. Au-delà de cette enceinte de ville, les indices archéologiques observés se font beaucoup plus rares. On note quelques scories ferrugineuses, indice des activités sidérurgiques du quartier au XIX<sup>e</sup> siècle.

L'ensemble de ces données révèle des modifications de parcellaires lors de la mise en place de la voirie actuelle et confirme l'intérêt archéologique du quartier Sainte-Croix dans l'étude du développement topographique de Bordeaux. L'indice d'une occupation antique au cœur même du site d'implantation de la nécropole médiévale est confirmé tandis que l'habitat ancien repéré paraît se concentrer à l'intérieur de la clôture de ville.

Jean-Luc Piat

## Basilique Saint-Seurin

En 1999, les travaux à la basilique Saint-Seurin se sont essentiellement concentrés sur le suivi du chantier de restauration et d'aménagement du narthex. Dans un premier temps, ils ont consisté à l'enlèvement des planches de bois installées sur les sondages pratiqués dans les années soixante par R. Duru. Ensuite, le sol de dalles calcaire posées au XIX<sup>e</sup> siècle a été retiré. Les coupes de sondages furent redressées et nettoyées et l'une des excavations agrandie vers l'est.

La coupe est-ouest ainsi réalisée fait apparaître tous les niveaux de surélévation du porche et de la nef, par remblaiement au XVIII<sup>e</sup> siècle. Cet apport de terre fait suite à l'effondrement des voûtes de la nef, le 5 septembre 1698. Après cette catastrophe, les travaux de restauration, dont nous possédons des devis précis, avec une indication des cubages de terre apportés, relevèrent de près de trois mètres le sol intérieur de l'église. Le chœur qui s'élevait d'environ deux mètres au-dessus du pavé de la nef et le narthex où il fallait descendre dix-huit marches pour accéder à l'église, furent mis quasiment au même niveau.

Dans le cadre de ces sondages, le sol dit "roman" a été nettoyé et les sarcophages tardifs installés à travers ce sol ont été de nouveau repositionnés sur le plan général de l'édifice.

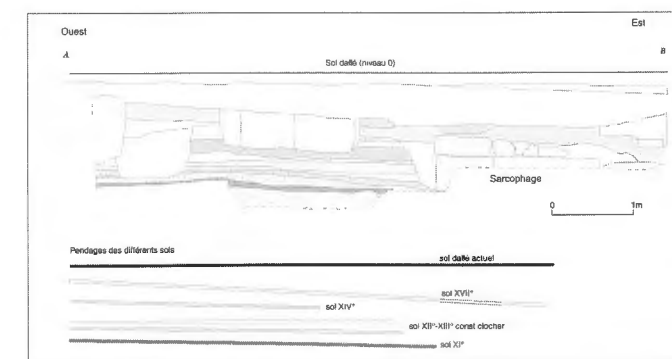
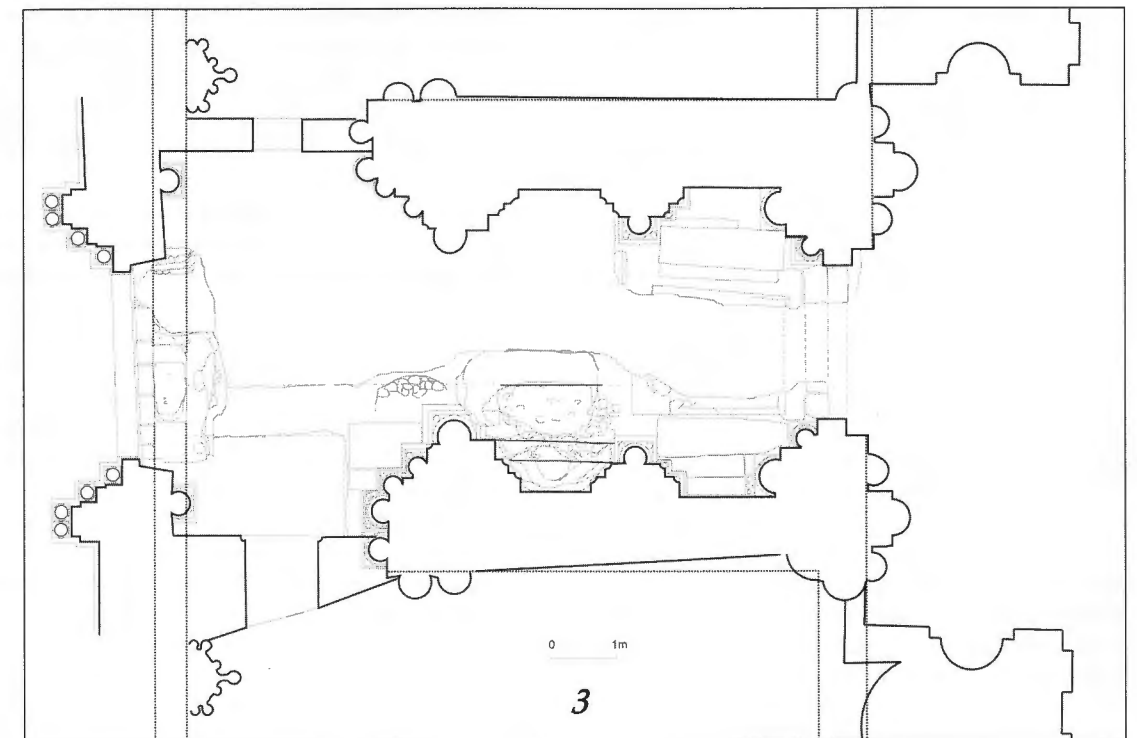
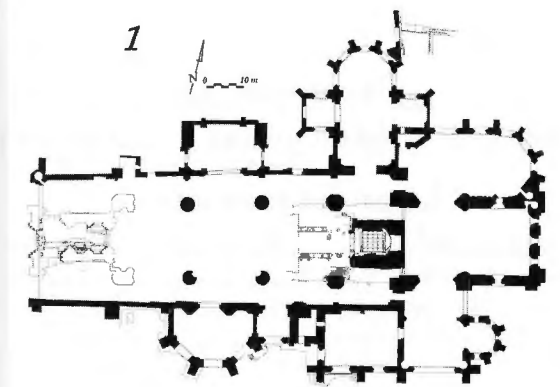
Sous la porte d'entrée actuelle, construction de l'architecte Poitevin entre 1828 et 1829, les restes de l'ancien portail gothique (première moitié du XIII<sup>e</sup> siècle), ont été retrouvés et localisés précisément.

Les opérations sont arrêtées depuis mars 1999 dans l'attente du projet d'aménagement de l'architecte en chef des monuments historiques. Deux solutions sont à l'étude : enlèvement total des remblais et des niveaux modernes, visant à redonner tout son volume architectural au narthex ; création d'une passerelle permettant de laisser les sondages de R. Duru apparents après consolidation. L'architecture, notamment les bases de colonne, serait ainsi totalement visible et la circulation continuerait à se faire de plain-pied entre l'extérieur de l'édifice et la nef.

La crypte historique n'a fait l'objet d'aucune recherche nouvelle en 1999 en l'attente du projet d'aménagement. Un devis de nettoyage, et d'étude des enduits par M. S. Pulga, a été transmis à la conservation régionale des monuments historiques.

En l'état actuel, il semble préférable d'envisager la publication des travaux réalisés avant d'engager de nouvelles investigations sur Saint-Seurin, recherches qui seront liées aux aménagements des monuments historiques.

Dany Barraud  
Jean-François Pichonneau



Bordeaux - Basilique Saint-Seurin.

1 : Bases de piliers du narthex (cliché S.R.I.).

2 : Plan d'ensemble de l'église.

3 : Plan du narthex avec emplacement des sondages, des sarcophages et des restes de l'ancien portail "gothique".

4 : Coupe stratigraphique est-ouest dans le narthex.

## Tramway : opérations archéologiques préliminaires

### Le projet tramway

Bordeaux et quelques-unes des communes de sa proche banlieue (Lormont, Cenon, Pessac, Talence, Mérignac) entrent dans une période de grands travaux avec la construction d'un tramway et de nombreuses opérations d'accompagnement. Ce sera un réseau en trois lignes se développant de part et d'autre du centre-ville, avec trois pôles d'échange ligne à ligne : place Pey-Berland, allées d'Orléans, place de Bourgogne. Au total ce réseau représentera 43 km de voies, soit 22 km en première phase (prévue pour janvier 2003) et 21 en seconde (prévue pour 2006). La mise en place de chaque ligne suppose des terrassements de 7 mètres de large sur 0,80 m à 1,20 m de profondeur. Même si les travaux restent relativement en surface, ils ne sont pas, selon toute probabilité, sans porter atteinte à des niveaux archéologiques en certains endroits. Par ailleurs, l'établissement de la plate-forme suppose en préalable le déplacement des réseaux enfouis sous l'emprise, et l'enfouissement de certains réseaux aériens. Les saignées qui seront ainsi réalisées, parfois très ponctuelles, parfois longeant l'emprise des voies sur des distances assez grandes, dépasseront dans certains cas deux mètres de profondeur.

Plusieurs travaux d'accompagnement auront un impact direct sur le sous-sol. Les opérations les plus importantes consistent en la réalisation d'un certain nombre de parkings souterrains. Un premier ensemble de quatre parkings nouveaux est soumis à appel d'offres de concession ; ils ont fait l'objet d'un diagnostic dont rendait compte le précédent bilan scientifique (p. 52-57) et les projets ne sont pas encore opérationnels. Un second ensemble est placé sous la maîtrise d'ouvrage directe de la communauté urbaine ; il s'agit de la place Fernand-Lafargue et de la rue Vieille-Tour, ces deux sites ayant fait l'objet d'une étude documentaire en 1999. Au moins quatre, voire six, autres projets existent mais ne sont pas encore, et ne seront peut-être jamais, au stade des études de faisabilité.

Les autres travaux d'accompagnement sont *a priori* moins traumatisants pour l'archéologie, ne fût-ce que par leur superficie et leur profondeur, mais ne sont pas pour autant toujours négligeables. Ils portent sur la réalisation de différents postes techniques souterrains, sur la réalisation ou la réhabilitation de nombreux parkings de surface, sur la construction de voies nouvelles en banlieue et sur la rénovation de certains axes urbains ou le réaménagement de certains espaces, sur des déplacements des trémies d'accès à des parkings souterrains existants. Hormis des contacts administratifs et techniques, ces projets n'ont eu aucune concrétisation en 1999.

## Etudes documentaires

Conformément aux recommandations faites lors de l'instruction de la déclaration d'utilité publique, une étude documentaire a été réalisée. Au tracé du tramway lui-même, ont été ajoutés les projets de parkings placés sous la maîtrise d'ouvrage de la Communauté Urbaine de Bordeaux.

### Tracé du tramway

L'ensemble du projet a été divisé en trois secteurs : la rive droite (Lormont, Cenon, Bordeaux-Bastide), la banlieue sud-ouest (Pessac, Talence, Bordeaux jusqu'à la Victoire) et Bordeaux centre. Il était en effet nécessaire de distinguer la ville historique et sa périphérie, non seulement pour la densité des sites recensés, mais aussi pour la précision des connaissances préalables que l'on peut en avoir.

Les secteurs de rive droite se caractérisent essentiellement par la densification progressive d'une occupation médiévale de type rural sur les coteaux et, en contrebas, dans la palu. Celle-ci pouvait déjà être plus ou moins stabilisée et colonisée dès l'Antiquité mais hors de l'axe concerné : l'avenue Thiers n'a en effet été ouverte qu'au début du XIXe siècle sur des projets du XVIIIe. Sur la berge de la Garonne était installé un port de passage, antérieurement à la construction du Pont de Pierre ; un fort fut établi dans ces parages par les Bordelais lors de la Fronde, et rapidement démantelé. Le tracé du tramway reste en périphérie des pôles de peuplement médiévaux du coteau : le village de Cenon et surtout la sauveté de Lormont qui dépendait de l'archevêque.

La banlieue sud-ouest de Bordeaux correspond à un secteur de défrichement médiéval. A l'origine c'était une vaste forêt traversée par un axe routier antique devenu chemin de Saint-Jacques et par l'aqueduc alimentant Bordeaux que le tramway devrait rencontrer sur le cours de l'Argonne. A partir du XIe siècle, les défrichements en clairières se multiplient ; une bastide fut même fondée, mais eut une vie très brève et n'a laissé aucun vestige aujourd'hui répertorié. L'organisation paroissiale décentre très fortement l'église Saint-Genès de Talence et provoque l'établissement de plusieurs chapelles dont l'une deviendra le site de l'actuelle église Notre-Dame.

Le cas de Bordeaux centre est à l'opposé de ces zones essentiellement rurales : la ville se structure progressivement à partir du VIe siècle avant notre ère, les quelques niveaux de cette époque observés localement formant la base d'une stratigraphie ininterrompue.

Dans ce secteur, où la densité des sites recensés n'est pas pour étonner, la meilleure appréhension des zones

archéologiquement sensibles reste dans les aménagements de voiries nouvelles au XIXe siècle dans la mesure de ce que les réseaux enfouis en ont laissé. Ce sont notamment : le cours Pasteur, la place Pey-Berland, le cours Alsace-et-Lorraine, la rue Vital-Carles. On adjoindra à cette première liste : la place de la Comédie, le cours du 30 juillet, les allées d'Orléans. Sur ce dernier site, les travaux porteront atteinte à la façade sud-ouest du château Trompette (porte Royale, courtines) et à ses défenses avancées (bastions du Roi et de Navarre, réduit du Chapeau-Rouge, chemin couvert, etc.). Une opération préventive est évidemment à programmer au plus tôt.

D'une manière générale, il apparaît que d'ores et déjà, la carte archéologique des communes concernées est profondément renouvelée. Du point de vue des opérations du tramway, un certain nombre de sites d'interventions potentielles apparaissent. Mais il est impératif de préciser le positionnement des vestiges et surtout de déterminer les niveaux d'enfouissement. Ce n'est qu'à cette condition qu'il sera possible d'établir la réalité des risques archéologiques.

### Parking de la place Fernand-Lafargue

Cette place prit ce nom il y a moins d'un siècle ; auparavant elle portait celui du "Vieux Marché" qui y était établi depuis au moins le XIIIe siècle. Le site se trouve sur la rive sud du Peugue, dans la position qu'occupait cette rivière après son détournement lors de l'établissement du castrum. Il est donc immédiatement extérieur à la ville du Bas-Empire, mais il appartient bien à l'emprise urbaine du Haut Empire. Il est partie intégrante du bourg Saint-Eloi que la seconde enceinte réunit à la ville médiévale. On peut envisager que le port qui s'est développé sur le Peugue au pied de la muraille antique se substitua au port intérieur sur la Devèse qui dut s'envaser assez tôt. Ce processus pourrait être à l'origine du bourg et de son marché, peut-être dès le Haut Moyen Âge.

### Parking de la rue de la Vieille-Tour

La "Vieille Tour" défendait l'angle nord-ouest du castrum. Elle prit au XIVe siècle le nom de "tour du Canon" ; elle commandait alors la troisième enceinte, qui doublait ici la première, et la tour Saint-Seurin établie sur l'angle d'un de ses redans. En 1812, elle était encore à peu près intacte ; les constructions établies depuis lors l'ont partiellement englobée. Le site concerné est immédiatement voisin et chevauche la muraille antique. Une étude du bâti est indispensable avant tout projet de réaménagement et surtout de démolition.

## Diagnostics sur le tracé du tramway

### Principes de l'intervention

Si l'étude documentaire localise un certain nombre de sites par rapport au tracé du tramway, il est rare qu'elle permette d'apprécier le niveau d'enfouissement et la nature exacte des structures émergentes sur la profondeur menacée par les travaux. Il est, bien sûr, aussi plausible que des sites existent, qui n'ont pas été recensés par des observations antérieures. Il est donc nécessaire de réaliser un diagnostic de terrain. L'option retenue est d'utiliser les tranchées de déplacement des réseaux pour établir ce diagnostic : un suivi archéologique de ces travaux préliminaires donnera une vision du terrain tout au long du réseau sur une épaisseur supérieure à 1,20 m, permettra de déterminer les zones où des fouilles préventives doivent être mises en place et de préciser les problématiques à mettre en œuvre.

Les procédures s'inspirent très directement des normes de travail établies pour les diagnostics de l'autoroute A89, en les adaptant au contexte particulier, en les simplifiant et les amendant en fonction de l'expérience acquise au cours du développement de cette opération. Dans l'ensemble, il s'agit de relever des logs significatifs, de préférence et dans la mesure du possible à intervalles réguliers de 20 m. Ceci, que les observations soient archéologiquement positives ou non. Dans le cas où les travaux rencontrent des structures anciennes, des relevés stratigraphiques se substituent aux logs.

Ainsi s'établira progressivement un diagnostic du mètre d'épaisseur auquel le tramway portera atteinte. A terme, on disposera, de plus, d'une stratigraphie générale de Bordeaux et de ses proches banlieues sur environ 2 m de surface.

Les fichiers de logs, de coupes, d'unités stratigraphiques et de topographie, formant une base FileMaker compatible avec l'application D.F.S., ont été établis en étroite collaboration par le responsable de l'opération (W. Migeon), un informaticien (Ph. Couprie) et un géoarchéologue (Th. Gé), dans la double perspective de simplifier autant que possible l'acquisition, la normalisation et la consultation des données, sans pour autant perdre d'acuité scientifique.

### Première réalisation

Une section de faible emprise a déjà été réalisée, en amont même de la déclaration d'utilité publique du tramway. Il s'agit d'une partie de la rue Camille-Pelletan à Cenon. Pour l'ensemble des intervenants, cette opération limitée avait une valeur de test de faisabilité ; la même perspective a été adoptée pour l'archéologie.

Cette opération n'a pas révélé de données intéressantes directement l'archéologie : les observations ont porté sur des traces de peu antérieures à l'urbanisation du secteur et sur des niveaux géologiques. Cependant ce fut l'occasion de préciser utilement les procédures retenues sur les plans administratifs, scientifiques, techniques et pratiques. La montée en puissance des opérations de déplacement de réseaux est programmée pour les années 2000 et 2001.

### Place Pey-Berland

Dans le cadre de l'étude de faisabilité du déplacement de la trémie d'accès au parking Saint-Christoly, des sondages de surface furent menés avec le double objectif de localiser les réseaux enfouis et de reconnaître le toit et la nature des niveaux archéologiques. Il apparaît ainsi que les structures démantelées au siècle dernier affleurent dès 35 cm sous la chaussée actuelle, quitte à être réduites en lambeaux par les réseaux enfouis. On a toutes raisons de considérer, mais ce sera une hypothèse à préciser, que ce cas de figure existe sur toute la place Pey-Berland et sur le cours Pasteur ; en revanche la rue Vital-Carles a sans doute été profondément marquée par la plate-forme de l'ancien tramway et le cours Alsace-Lorraine par la canalisation du Peugue.

### Conclusion

L'ensemble complexe des travaux liés au tramway n'est pas totalement fixé ; au contraire, il est en constante évolution, aussi bien dans la définition exacte des opérations, voire même de leur emplacement, que dans leur programmation. Si cette observation est avérée à l'échelle globale, elle l'est plus encore pour la mosaïque de petits travaux ponctuels correspondant aux déplacements de réseaux. Une constante vigilance et une grande souplesse d'intervention sont indispensables.

Au delà de la complexité de la mise en œuvre d'une intervention archéologique de cette envergure, et malgré la faible profondeur de la plupart des travaux, les enjeux sont considérables et l'on attend d'importants progrès dans la connaissance archéologique de Bordeaux et de ses banlieues.

Geneviève Caillabet-Duloum  
Wandel Migeon  
Pierre Régaldo-Saint Blancard

## Cadillac

### Porte de la mer

A Cadillac, la Porte de la Mer, construite dans le courant du XIV<sup>e</sup> siècle, donnait un accès privilégié vers la Garonne. En 1999, ce site a fait l'objet d'un projet de réaménagement et de mise en valeur urbaine.

Les sondages archéologiques réalisés dans son environnement ont permis de mettre en évidence des structures directement liées à la courtine : une archère et les premières marches d'un escalier. En avant de cette courtine, un mur et différents types de sols de circulation plus ou moins bien marqués, ont été exhumés. Ils témoignent des aménagements successifs du "carruet", petite rue qui bordait le rempart du côté intérieur.

En ce qui concerne la tour elle-même, si le sondage effectué à sa base s'est avéré négatif, l'observation de ses élévations a permis de remarquer des vestiges d'éléments architecturaux dégradés et partiellement oblitérés : il s'agit d'archères au rez-de-chaussée et des remplages d'une fenêtre gothique au premier étage.

Bien que cette intervention apporte quelques renseignements sur l'évolution de cette porte médiévale, ils restent insuffisants pour une compréhension globale des structures et de leur liaison avec le rempart. Seule une étude du bâti global pourrait aborder une meilleure connaissance de l'édifice.

Christian Scullier

## Camiac-et-Saint-Denis

### Darnac

Des sondages effectués en mars 1998 au lieu-dit Darnac avaient confirmé la présence -pressentie par des découvertes de surface (notamment une stèle funéraire épigraphiée trouvée en 1960) - d'un habitat du Haut Empire relayé par une nécropole tardive. La commune de Camiac-et-Saint-Denis souhaitant créer un lotissement sur les parcelles appartenant sans doute à l'ancien *fundus* de cet établissement antique, il était nécessaire de délimiter l'extension de ce dernier ainsi que l'emprise de la nécropole de la fin de l'Antiquité.

Une opération de sondages de grande envergure, portant sur les dix hectares du site potentiellement concernés, et couvrant près de 2 % de la superficie, a permis de préciser que les structures antiques, d'époque augusto-tibérienne, voire un peu plus tardives (claudiennes) se sont implantées au sud du site sur une petite butte actuellement plantée en vignes. Ces constructions (fonds de murs et radiers de sols) sont dans un état de dégradation très avancé.

L'emprise de la nécropole de la fin de l'Antiquité ou du Haut Moyen Age, dont deux sarcophages monolithes, entièrement arasés, ont été découverts en limite de parcelle, n'a pas été circonscrite. Celle-ci s'étend vraisemblablement, pour l'essentiel, en dehors de la zone sondée. Une structure ovale comblée de pierres et à la fonction indéterminée, appartenant peut-être à la fin de l'époque mérovingienne pourrait trahir une occupation tardive qui se situerait plutôt aux abords du bourg actuel.

Au nord-est du site a été repérée une fréquentation néolithique livrant quelques silex ; elle ne s'accompagne pas de structures visibles, à moins qu'elles soient trop ténues pour être détectées par des sondages ponctuels.

Nicole Gangloff

## Cenon-Salleboeuf

### Tracé de gazoduc

Dans le cadre de l'enfouissement d'une canalisation de gazoduc sur un tracé de 10 km entre Cenon et Salleboeuf et traversant les communes de Tresses, Pompignac et Artigues-près-Bordeaux, le bureau d'études archéologiques Hadès s'est vu confier, sur les prescriptions du service régional de l'archéologie, la surveillance des travaux de tranchées exécutés par la société Gaz du Sud-Ouest. Cette surveillance paraissait nécessaire eu égard à la fréquence des sites répertoriés sur ce secteur de l'Entre-deux-Mers.

Ainsi, sur la commune de Salleboeuf les tranchées ont livré un aménagement de voie empierrée d'époque médiévale et un niveau d'habitat antique du Haut Empire. A Pompignac, une aire de foyer d'époque protohistorique a été repérée en bordure du lit d'un ruisseau. Enfin, il a été mis en évidence à Tresses, un second aménagement de voie médiévale et un ancien fossé comblé de matériel gallo-romain.

L'ensemble de ces découvertes présente la particularité de se situer en fond de vallée, sous des hauteurs de terres importantes, souvent au plus bas des tranchées qui atteignent 1,30 m de profondeur. C'est, semble-t-il, la marque d'un alluvionnement ou colluvionnement consécutif à des bouleversements de terrain dont on ignore précisément les causes. Cette surveillance archéologique sur un tracé ayant traversé des terrains traditionnellement agricoles ou forestiers, loin des zones de concentration de l'habitat ancien, intentionnellement évitées, sauf le hameau de Mézac, complète utilement la carte archéologique des cinq communes parcourues.

Jean-Luc Piat  
Olivier Henry

## Entre-Deux-Mers

L'opération conduite en 1999 vise à compléter la carte archéologique des secteurs des sources de L'Engranne et du château de Benauges. Elle s'articule autour d'un complément de repérage aérien sur des sites partiellement reconnus au cours des années précédentes et autour de prospections systématiques.

Une première phase du travail a porté sur le site du moulin de la Place, à la limite des communes de Gornac et Saint-Pierre-de-Bats. Ce site se caractérise par une occupation gauloise, la nécropole de Marin, à laquelle succède une villa gallo-romaine, repérée dès 1982 lors de travaux agricoles. Compte tenu des conditions climatiques favorables, printemps et fin d'été secs, deux nouvelles zones de bâtiments ont été révélées.

Les prospections systématiques ont permis de découvrir deux bâtiments, implantés de part et d'autre de la vallée de l'Engranne, sur la commune de Lugasson. Un recoupement avec les sources documentaires écrites indique qu'il pourrait s'agir d'un ancien moulin.

Sur la commune de Mourens, à proximité de l'église de Montpezat, un premier repérage a débouché sur la localisation de structures bâties inédites, probablement à mettre en relation avec le site de l'église et de la nécropole.

A Gornac, un bâtiment a été découvert dans une parcelle de vigne.

Enfin, quatre autres sites restent à identifier plus clairement sur les communes de Coirac, Mourens et Vignonnnet, sur les bords de la Dordogne.

Jean-Pierre Petit

## Eysines

### R.N. 215

### déviations entre Cantinolle et la rocade

Une opération de sondage-diagnostic a été réalisée du 13 au 17 décembre 1999 sur la partie méridionale de la future déviation d'Eysines (programme d'aménagement de la route du Verdon), la réalisation de cette intervention n'est que la première phase du projet total.

Le terrain de l'opération se situe sur la rive droite de la Jalle de Blanquefort, affluent gauche de la Garonne en aval de Bordeaux. Le contexte archéologique d'Eysines est peu connu et rares sont les données référencées au sein de la carte archéologique régionale.

Au total, 36 sondages de 20 m de long en moyenne sur 2 m de large ont été creusés (qui représentent 4 % de la surface totale de cette phase) sur un tracé linéaire de 1200 m environ. Hormis la zone d'entrée du chantier et une partie du secteur sud-ouest de l'emprise, inaccessible à cause du couvert végétal, l'assiette du projet routier a été intégralement sondée. Le toit de la terrasse de graviers a été reconnu à une profondeur variant de 0,40 m à 2,60 m sauf dans les sondages 26 à 35, où jusqu'à 3,95 m de profondeur seule de l'argile a été reconnue.

Le sondage 17 a révélé le fond d'une fosse de 1,40 m de long sur 1 m de large et 0,35 m de profondeur, à - 0,40 m par rapport au sol actuel. Le mobilier archéologique récolté dans cette fosse est datable de la fin de l'Age du Fer, Ier siècle avant J.-C. Il se compose d'un lot homogène de 46 tessons en mauvais état de conservation, de deux fragments d'argile rubéfiée et d'un éclat de silex également rubéfié de provenance locale. Il constitue le seul indice positif de cette opération. Un petit décapage de 15 m<sup>2</sup> autour de ce vestige n'a révélé aucun autre indice.

Patrick Massan

## Gradignan

### Castéra d'Ornon

Le castéra d'Ornon était le château fort des comtes d'Ornon, chevaliers au service du roi d'Angleterre, au Moyen Age, utilisé jusqu'au début du XV<sup>e</sup> siècle. Il fut pris, saccagé et incendié par les troupes françaises de du Guesclin en 1405.

Les douves du château dans leur partie nord ont subi un curage, afin d'améliorer le débit d'eau dans cette partie, comme dans les parties ouest et sud. Une entreprise spécialisée a procédé à l'opération et les terres enlevées ont été passées au tamis.

Des morceaux de pierres de constructions ont été sortis : elles provenaient de la muraille surplombant cette partie des douves. Aucune n'était sculptée ou travaillée (pas d'angle droit).

Quelques morceaux de poteries des XIII<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles ont été trouvés provenant d'objets utilitaires (assiette, cruche, pichet...) ainsi qu'un certain nombre d'objets métalliques et de matériaux modernes (ciment, brique).

Une prospection électromagnétique a été réalisée sur l'ensemble des boues sorties des douves : seuls des objets récents (casseroles, boutons, cartouches de fusils, morceaux d'acier ou d'aluminium) ont été trouvés. Il semble, d'après

les informations du propriétaire actuel, que ces douves, dans lesquelles existent cinq sources d'eau vive, avaient déjà fait l'objet d'un nettoyage dans les années 1950.

François Magnant

## Grande Lande

### Territoires communaux

Le plan d'occupation des sols historique et archéologique (P.O.S.H.A.) de la Haute-Lande a été amorcé en 1999 et doit être achevé en mai 2000 (soit 9 mois de travail). L'aire d'étude s'est concentrée sur les 21 communes landaises du Parc naturel régional des Landes de Gascogne. Le P.O.S.H.A. a fait l'objet d'une convention entre le Parc et l'université de Bordeaux III – Michel de Montaigne (Centre Ausonius). Une autorisation de prospection a été délivrée par le service régional de l'archéologie d'Aquitaine. Les P.O.S.H.A. dont Charles Higounet fut le créateur, ont pour objet de constituer un inventaire archéologique diachronique à la disposition des chercheurs et des instances administratives de la Culture (Inventaire, Monuments historiques, Archéologie), et de procurer aux municipalités concernées un état de leur patrimoine archéologique et historique, en vue d'une protection et d'une éventuelle mise en valeur.

Le P.O.S.H.A. de la Haute-Lande doit être publié sous l'égide de l'université et faire l'objet d'un C.D. Rom. A cette fin, une base de données est alimentée, comprenant les sites antérieurs à 1600, bénéficiant d'une recherche approfondie et d'un dossier iconographique conséquent. En parallèle, un dossier communal complémentaire intègre toutes les informations que la rigidité d'un catalogue ne permet pas d'aborder (origine de la paroisse, répartition de l'habitat, réseau de chemins anciens...), ainsi que tous les sites récents (édifices civils avant 1800, sites industriels antérieurs à 1870). La recherche documentaire se décompose en plusieurs volets.

### La prospection archéologique

Elle n'occupe qu'une faible part du travail, compte tenu du temps imparti et du vaste territoire. Adoptant la méthode de J.-Cl. Merlet et B. Gellibert en Marsan, nous nous sommes cantonnés à couvrir en prospection au sol les parcelles de semis de pins récents, dans l'intervalle court entre plantation et repousse de végétation. La zone d'étude n'autorise qu'une prospection en pointillés, au hasard des travaux sylvicoles, et non sur des aires prédéfinies d'implantation humaine supposée. Une zone-test du bassin de l'Estrigon (communes de Brocas, Vert, accessoirement Cère) a révélé une occupation protohistorique relativement

dense. A Brocas, deux sites (la Téoulère-est et Libbon) ont livré un mobilier céramique peu caractéristique, le premier pouvant appartenir au Bronze final, l'autre à l'Age du Fer. A Vert, le site de Bernatche correspondrait à un habitat de même période, tandis que Peyran fournit des indices de fréquentation de la Protohistoire et du Moyen Age. A Cère, une belle hache polie (long. 31 cm) a été recueillie à L'Oustalot, malheureusement isolée, et un site du Second Age du Fer au Pont de Junca. Ni vestige antique, ni vestige médiéval véritable d'un habitat isolé n'ont été relevés lors de la prospection.

La vérification des sites archéologiques connus par la documentation, la Carte archéologique de la Gaule – Landes (B. Boyrie-Fenié) en particulier, s'est avérée délicate en raison d'une végétation omniprésente. Un camp à Sore (Castelsarrazin) a cependant été localisé, probablement néolithique (artefacts lithiques collectés) et relevé sommairement. Il couvre une surface circulaire d'un demi-hectare et est pourvu au sud d'une enceinte d'argile rapportée.

### L'enquête historique

La consultation des séries d'archives de toute nature est un apport indispensable à l'inventaire "total" vers lequel le P.O.S.H.A. aspire. Ainsi est-on surpris de rencontrer un tumulus à Sabres relevé dans un compte-rendu de travaux sur chemins vicinaux (série S), ou une nécropole du Haut Moyen Age annexée à une chapelle Saint-Laurent à Brocas dans une correspondance (série T).

Pour le Moyen Age, les territoires abordés par le P.O.S.H.A. couvrent l'Albret (compris Labouheyre et le comté de Belhade), et une partie du Marsan (Brocas, Garein, Lencouacq). L'absence d'archives médiévales, outre celles émanant de la chancellerie anglaise aux XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles (*Recogniciones Feodorum*, *Rôles Gascons*) a constitué un important frein à la connaissance de l'occupation du sol médiévale de la Grande-Lande. Par défaut, le recours aux archives modernes (terriers, minutes notariales, archives révolutionnaires) et contemporaines (XIX<sup>e</sup> siècle) a permis de valider bien des sites connus par une simple mention durant les périodes précédentes, et d'en découvrir d'autres. Pour exemple, signalons une grange cistercienne avec sa chapelle annexée à Labrit, le prieuré du Sen rasé en 1930, le site castral de Belhade à l'emprise circonscrite, la motte et le castelnau de Labouheyre, le château de Sabres ... La superposition des cadastres ancien et moderne, avec en parallèle le dépouillement systématique des états de sections a permis d'évaluer l'évolution de la morphologie des bourgs, la relation église – château, château – moulin banal.

Pour les églises, l'attention s'est concentrée sur les édifices paroissiaux méconnus plus que ceux conservés, quantités d'églises landaises ayant été déplacées (Mano, Callen,

Labrit, Luxey) ou défigurées par des restaurations modernes (le Sen, Brocas, Luglon, Pissos, Labouheyre). L'œuvre photographique de l'ethnologue et historien Félix Arnaud (1844-1921), à ce titre, a été d'un secours constant pour nombre d'édifices aujourd'hui disparus.

Un corpus des sites industriels avant 1860, accompagné d'un géoréférencement précis illustre une activité diversifiée liée à une économie traditionnelle, et les initiatives pionnières d'une première révolution industrielle (forges de Brocas et Pissos, verreries de Moustey ...), avant l'apparition du chemin de fer et de la mono-industrie gemmière.

Le résultat de cette enquête sur 21 communes (22 paroisses) du plateau landais se révèle assez surprenant. Le contexte landais reste d'une approche difficile : la couverture forestière interdit la visibilité au sol, efface le moindre relief, et surtout gêne la lecture du paysage ouvert d'avant l'ère du pin. La rareté de certaines ressources minérales (calcaire, silex) rend extrêmement fugaces sites archéologiques et vestiges de bâti ancien. Cependant, contre toute attente, la lande n'est pas, du moins pour la Protohistoire et le Moyen Age, le "désert humain" que l'historiographie nous dépeint. Les prospections en Marsan (Merlet, Gellibert) donnent un ratio d'un site pour 10 hectares, proportion sans doute voisine de l'espace prospecté du bassin de l'Estrigon. Comme J.-B. Marquette l'a clairement démontré pour le domaine de Bordessoules à Luxey au XIII<sup>e</sup> siècle, ce pays "neuf" de landes planes et désolées, certes peu peuplé au Moyen Age, est une contrée fréquentée, à l'espace mesuré et connu et dont on sait tirer avantage.

La moisson d'informations fournie par ce genre d'enquête diachronique nous incite à souhaiter la poursuite et le développement du programme des P.O.S.H.A., en y associant d'autres compétences, notamment celles liées à l'archéologie du paysage (géologie, analyse des parcellaires, sciences du paléo-environnement).

Hervé Gaillard

## Hostens

### Le Bourg

Devant l'imminence d'un aménagement de la place de la salle des fêtes d'Hostens, un sondage s'avérerait nécessaire, la place étant située à proximité de l'église et au centre du bourg. Nous ne connaissions pas avec certitude les limites de l'ancien cimetière, et la découverte de trois sarcophages en mai 1999, entre l'église et la gendarmerie, nous avait alertés. Ces travaux auraient pu mettre au jour

des structures médiévales ou plus anciennes. Une série de sondages avant travaux a montré l'absence de structures qui auraient nécessité une intervention de sauvetage. Néanmoins, ces sondages ont permis de mieux connaître l'histoire de la place et donc du village. Deux coupes ont mis en évidence plusieurs couches archéologiques distinctes. Elles contiennent des tessons de céramique de diverses époques : notamment des XI<sup>e</sup>-XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècles ou protohistoriques, ceux-ci associés à quelques éclats de silex. Il est à noter la présence, dans ces mêmes couches, de matières organiques (huître, charbon de bois, os) témoignant d'une occupation anthropique toute proche. Il convient donc de rester vigilant pour tous travaux dans le secteur.

Gwénolé Belbeoc'h

## Lapouyade

### Les Fontenelles

C'est dans le cadre d'une étude d'impact préalable à l'aménagement d'un centre d'enfouissement technique (déchetrie) que le service régional de l'archéologie a été consulté en septembre 1998. En fait, ce centre fonctionnait déjà depuis plusieurs mois et cette étude "préalable" n'a été réalisée qu'en raison de nombreux recours administratifs, déposés par les opposants au projet.

C'est donc sur une surface de 33 ha, en grande partie déjà excavée ou recouverte par des zones de stockage des terres de découverte, que les sondages ont été effectués. Des tranchées ont été creusées jusqu'au sol vierge ; en fond de fouille des niveaux sablonneux, plus ou moins argileux, ont été atteints sur l'ensemble du site.

Aucune trace d'occupation humaine n'a été décelée sur l'implantation du projet ; le "risque archéologique" consistait principalement en la découverte de structures de production de verre de céramiques.

Jean-Baptiste Bertrand-Desbrunais

## Lignan-de-Bordeaux

### Le Bourg

Dans le cadre des travaux de tranchées d'enfouissement du réseau gaz de la commune de Lignan-de-Bordeaux, un suivi archéologique a été réalisé sur la partie du tracé

concernant le bourg de cette commune. Cette opération a été conduite par le bureau d'étude Hadès dans le courant du mois de mars 1999. La proximité du sanctuaire et du cimetière paroissial, l'existence de vestiges antiques et la découverte ancienne de tombes rupestres dites "monolithes" en bordure de la route traversant le bourg imposaient une surveillance de l'entaille des chaussées effectuée pour la pose des conduites de gaz.

Les coupes stratigraphiques relevées dans les tranchées ont permis une reconnaissance précise du substrat sur lequel se sont établies les habitations du bourg de Lignan dont l'origine est ancienne mais les développements topographiques récents.

Les découvertes archéologiques se limitent à quelques murets et sols de circulation d'époque moderne, des niveaux de remblais des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles et quelques sépultures médiévales à l'ouest du mur de clôture du cimetière actuel.

Ces quelques données permettent une lecture originale de la topographie du bourg de Lignan et précisent l'emprise du cimetière paroissial dont l'étendue était plus large au Moyen Age qu'elle ne l'est aujourd'hui. Par ailleurs, il a été démontré que les creusements situés à proximité des sarcophages rupestres, jadis interprétés comme des réceptacles aménagés pour recueillir les eaux de ruissellements, n'étaient en fait que des cuvettes de décalcifications naturelles.

Jean-Luc Piat

## Le littoral atlantique d'Arcachon à Biscarosse

Les formations sableuses de la dune du Pilat ont en partie pu être datées grâce aux quatre paléosols identifiés et aux vestiges archéologiques qu'ils renferment (datant de la Protohistoire au XIX<sup>e</sup> siècle).

Si la zone du Pilat a souvent fait l'objet d'une prospection, par des promeneurs férus d'archéologie ou bien les archéologues eux-mêmes, la zone contiguë qui longe le littoral jusqu'à Biscarosse-plage n'avait pas, quant à elle, fait l'objet d'investigation attentive.

La campagne de prospection pédestre menée durant cette année 1999 a donc eu pour objet de sillonner les différents massifs dunaires (jusqu'au couvert forestier) qui bordent le littoral entre la zone de la dune du Pilat jusqu'à Biscarosse-Plage et d'arpenter la zone intertidale aux périodes des fortes marées.

Vers le sud de la dune du Pilat, dans le paléosol III, un site à forte concentration de vestiges archéologiques a été repéré. On y trouve aussi bien des éclats de silex retouchés, de la céramique non tournée à pâte granuleuse ou bien encore de la céramique tournée à pâte lisse et fine. La chronologie proposée pour ce niveau, fréquemment appelé "à débris de cuisine" va du Moyen Age au XVII<sup>e</sup> siècle. Il nous a été possible de voir deux pièces archéologiques (pierre à affûter et plat vernissé) trouvées à cet emplacement par un promeneur dans les années 1986-1987.

Au fil de notre progression vers le sud (depuis le Pyla en direction de Biscarosse-Plage), nous pouvons mentionner la découverte d'une zone à forte concentration de tessons de céramique non tournée, à pâte épaisse et dégraissant grossier, non caractéristiques. Ils ne sont pas directement inclus dans un sol archéologique mais semblent avoir glissé de celui qui les surplombe. Un outil de silex, quant à lui, a été récolté, environ 1 kilomètre au nord de la plage de la Lagune, à flanc de dune, à l'évidence en dehors de tout sol archéologique.

Nous avons prospecté, à l'occasion des grandes marées, après le passage de tempête ou de vents importants. Néanmoins, notre progression sur le littoral, ne nous a pas offert la possibilité de repérer et d'identifier des sites archéologiques inédits ou bien de grand intérêt. Cette opération a toutefois permis de souligner la présence, sur le littoral, de nombreux paléosols, en affleurement de dune ou bien sur la zone intertidale. Ces informations seront communiquées au département de géologie et d'océanographie (Bordeaux I, professeur Monsieur Tastet) qui pourra ainsi en effectuer l'étude et la datation.

Les systèmes dunaires aquitains sont en constant mouvement au gré des effets conjugués des vents et des marées. Après chaque tempête, coup de vent ou travail de sape de la marée, les systèmes dunaires changent de configuration, pouvant ainsi révéler la présence de vestiges archéologiques.

Il faut avoir bien à l'esprit cependant que bon nombre de dunes primaires ont été fixées à l'aide de plantations de pins. Le couvert forestier n'est pas un lieu propice à la prospection : sol jonché d'épines de pins, de branche, etc. masquant la présence de vestiges.

Nous pensons qu'un récolement régulier d'informations auprès des promeneurs, des gardes forestiers, ainsi que des douaniers maritimes pourrait sur du long terme, permettre la découverte de nouvelles traces de la présence de l'homme sur nos côtes.

Olivia Hulot

## Loupes

### Le Petit Verdus

Sur ce lieu-dit, limitrophe des communes de Sadirac, Lignan et Loupes, le curage des fossés routiers a révélé de nombreux tessons, avec des zones de concentration, et des amas de terre cuite, matériau issu de la destruction de fours. Le site était menacé par les intempéries et le passage des riverains ; il fut rapidement fouillé avec l'aide de bénévoles de la société archéologique de Lignan et du canton de Créon.

Deux fours furent dégagés. Assez peu profondément enfouis, ils dépendaient d'une même fosse d'accès qui se développe sous la route. Du plan circulaire classique, avec alandier et mur de refend, ils étaient construits en briques liées à l'argile, avec adjonction de quelques pierres pour l'un deux. Celui-ci était le plus petit : 1,20 m de diamètre. L'autre était plus vaste, avec un diamètre de 2 m, et semblait aussi un plus élaboré.

Le matériel céramique recueilli ; qui n'a pas encore été étudié de façon approfondie, est typique de la fin du XVI<sup>e</sup> siècle et du début du XVII<sup>e</sup> siècle.

Ces caractéristiques rendent ce site exactement semblable à celui qui a été fouillé en 1986 à Fréchinnet, commune de Sadirac<sup>1</sup>. On avait alors pu déterminer que le plus petit des deux fours était un peu plus ancien que l'autre ; la même raison pourrait rendre compte des différences structurelles observées au Petit Verdus. La coïncidence entre les deux sites permet de préciser un modèle de structure de cuisson intermédiaire entre les fours médiévaux au foyer simplement creusé dans le sol et les fours monumentaux qui se développent à partir du milieu du XVII<sup>e</sup> siècle.

Il ne fait guère de doute que d'autres structures contemporaines des fours, notamment une maison, voire même des éléments plus anciens, existent dans un environnement immédiat. Il conviendra de garder une certaine vigilance sur ce secteur.

Service régional de l'archéologie d'Aquitaine

1. Régaldo-Saint Blancard, Pierre. Sadirac au début de l'époque moderne : Fréchinnet, un village de potiers abandonné au début du XVII<sup>e</sup> siècle, *Revue archéologique de Bordeaux*, 1987, 78, p. 51-60.

## Lugos

### Eglise Saint-Michel de Vieux-Lugo

En amont d'un projet d'assainissement de l'église de Vieux Lugo sur la commune de Lugos, établi par l'architecte en chef des monuments historiques, le bureau d'études archéologiques Hadès a mené trois sondages d'évaluation afin de déterminer la nature du sous-sol autour du sanctuaire. Il s'agissait notamment de définir les contraintes archéologiques du terrain au cas où un drain serait réalisé. Cette opération conduite au mois de mars 1999 a permis d'observer la profondeur des niveaux sépulcraux, principalement des inhumations d'enfants, et de préciser les datations des différentes parties de l'église. Ainsi, il apparaît que les sépultures dégagées sont creusées dans un sédiment sableux, à plus de 50 cm de profondeur. Ces inhumations en pleine terre, en cercueil de bois ou en linceul, sont datées de l'époque médiévale et moderne (XIIe-XVIe siècles). Les sondages ont aussi permis de confirmer l'attribution chronologique de la tour occidentale à la fin du XVe siècle : cet édifice fut appuyé sur l'ancienne façade romane de la nef dont on a pu dégager les deux angles occidentaux en fondation.

Jean-Luc Piat

## Marsas

### Déviations R.N. 10

Cette opération de sondages-diagnostic s'inscrivait dans le cadre des travaux de doublement de la R.N. 10 au nord de la Gironde entrepris par la direction départementale de l'équipement de ce département. Elle concernait plus précisément le futur tracé de la déviation prévue au sud du village de Marsas. Le site médiéval attendu après prospection n'est pas apparu dans l'emprise du projet. En revanche, la présence insoupçonnée de vestiges du Paléolithique supérieur, probablement magdaléniens, a été révélée. Le mobilier lithique prélevé se caractérise par une homogénéité techno-typologique et une diversité des matériaux siliceux. Une fouille préventive complète y sera engagée en 2000.

Jean Catalo

## Mios

### La Broustère

La réalisation d'une carrière à ciel ouvert d'une superficie de 6 hectares environ, au lieu-dit La Broustère, a motivé un diagnostic archéologique sur l'ensemble de l'emprise

du futur aménagement. Les cinquante-six sondages réalisés à la pelle mécanique n'ont permis de mettre au jour aucun vestige, ni indice archéologique.

Cyrille Pironnet

## Moulis-en-Médoc

### Eglise Saint-Saturnin

Préalablement à la reprise en sous-œuvre prévue le long du bas-côté nord de l'église par la conservation régionale des monuments historiques, un sondage a été pratiqué par le service régional de l'archéologie. En effet, des travaux réalisés le long de la façade sud avaient déjà livré quelques sarcophages. Devant le nombre de vestiges repérés et leur complexité (certaines cuves ayant servi de fondations aux contreforts), il fut décidé de revoir totalement le projet de consolidation de l'édifice. La fouille fut donc évitée mais l'un des sarcophages mis au jour, très endommagé, menaçait de s'effondrer et s'emplissait de sédiment. Il fut donc décidé d'en effectuer la fouille. La cuve, recouverte d'un couvercle en bâtière, contenait trois individus dont une femme et un enfant, vraisemblablement déposés successivement. Le seul mobilier associé était un peigne en os à une seule rangée de dents, orné d'ocelles.

Claire Carrillon

Jean-Baptiste Bertrand-Desbrunais

## Pellegrue

### Place de l'église Saint-André

Au cours d'un suivi de décapage autour de l'église Saint-André, qui devait se limiter à une quarantaine de centimètres de profondeur, la municipalité a souhaité que soit explorée en sondage une salle souterraine comportant des murs bâtis en moyen appareil et larges de 1,10 à 1,30 mètres. Cette salle qui se développe au sud-ouest du site, face au portail d'entrée de l'église appartient sans conteste à l'ancien château médiéval mentionné en 1242 lequel préexiste à la bastide fondée au cours du dernier tiers du XIIIe siècle. Les restes de cette forteresse étaient peu à peu tombés dans l'oubli au point que l'on ne savait trop où en situer l'emplacement.

La pièce repérée, d'orientation est-ouest, présente une largeur de 5,60 mètres ; sa longueur totale est indéterminée. Elle était comblée par deux épaisses couches de démolition successives, la plus ancienne datant de la fin du Moyen Age ou du début de l'époque moderne ; la plus récente des

XVIe-XVIIIe siècles. Les fondations des murs, qui occupaient toute la largeur du sondage, ont été anciennement recreusées (vers la fin du Moyen Age ?) pour l'aménagement d'une structure oblongue à fond plat dont la nature exacte n'a pu être précisée (silo, dépotoir ?). Le creusement de cette "fosse" a entraîné la disparition du niveau de circulation de cette pièce dont elle matérialise un second état. Ce sol, qui se situait bien en contrebas du niveau de circulation médiéval de la place, confirme qu'il s'agit là d'une salle souterraine.

Cette pièce était peut-être accolée au rempart médiéval qui passe quelques mètres plus loin à l'ouest et qui présente encore deux meurtrières dans les parties basses. Ainsi l'existence du château est confirmée dans la partie la plus élevée du site, aujourd'hui partiellement occupée par des jardins.

Nicole Gangloff

## Le Pout

### Eglise Saint Martin

Une ultime campagne de travaux de drainage, effectuée au pied du mur nord de l'église Saint Martin, a fait l'objet d'une surveillance archéologique.

L'église Saint Martin est constituée d'une nef à deux travées, terminée par un chœur plat, flanquée d'un collatéral nord. Un porche barlong précède le portail occidental.

A l'occasion de précédents travaux, les premiers niveaux de construction de l'église, datant du XIIe siècle, ont été mis en évidence, ainsi que les fondations d'un ensemble de murs devant la façade occidentale. Un contrefort tronqué a permis d'affirmer que l'entrée originelle de l'église ne se faisait pas par la façade occidentale, mais par le nord, et que celle-ci était précédée par un avant corps.

La tranchée effectuée en septembre 1999 était d'une profondeur de 80 centimètres et d'une largeur de 1 mètre. Située contre le mur nord de l'église, au niveau de la dernière travée, elle a dégagé que l'élévation jusqu'à sa semelle de fondation. De toute évidence, ce mur avait été construit ou reconstruit postérieurement aux deux contreforts qui délimitent la dernière travée de la nef. La céramique associée aux niveaux fouillés date de l'époque moderne.

Hélène Silhouette

## Saint-Denis-de-Pile

### "Le Grand Caillevat"

Dans le cadre des travaux annexes à la construction de l'A.89, l'entreprise Guintoli SA a repris l'exploitation d'une carrière d'environ 17,5 ha dont près des 2/3 ont été exploités dans les années 70, sans surveillance archéologique. Préalablement à l'intervention, en raison de la mise en place de voiries, la surface accessible pour les sondages a été ramenée à 4 ha.

Elle s'étend à 4,5 km en rive gauche de l'Isle, à l'emplacement de terrasses alluviales anciennes (notées Fu et Fv sur la carte géologique). La parcelle est délimitée par deux ruisseaux affluents du Vignon, assez profondément incisés dans la topographie (entre 4 et 7 m par rapport à l'altitude moyenne). Conformément aux protocoles élaborés pour les sondages de l'A.89, les parcelles ont fait l'objet de tranchées systématiques de 20 m x 2 m, disposées en quinconce et orientées parallèlement aux axes de plus grande pente (42 sondages).

Au sud, la grave grossière pléniglaciaire se trouve généralement sous le labour. Dans quelques modestes dépressions, on observe aussi une accumulation de colluvions récentes (présence de faïence et de tuiles). Au nord, les alluvions grossières sont surmontées par des dépôts alluviaux fins qui peuvent atteindre 5 m d'épaisseur.

L'un des sondages a livré un éclat de silex appartenant au Paléolithique moyen. Une extension de décapage n'a livré qu'une seule autre pièce. Ces témoins se retrouvent vraisemblablement en position anachronique dans des colluvions holocènes et indiquent le démantèlement d'une occupation située très en amont. Les autres témoins archéologiques se résument à quelques fossés de parcellaire et autres structures liées à l'agriculture, toutes postérieures à l'époque moderne.

Le caractère récent de ces témoins et l'absence d'une occupation paléolithique bien structurée n'ont justifié aucune intervention archéologique complémentaire.

Frédéric Prodéo

## Saint-Germain-d'Esteuil

### Le Grand Bois

Un dépôt de bronzes a été mis au jour fortuitement, fin août 1999, à l'occasion de travaux de débroussaillage, dans une parcelle de terre dénommée "le Grand Bois". Ce terrain est situé en bordure de route, dans un bas-fond, peut-être un ancien marais, actuellement drainé par des fossés



Saint-Germain-d'Esteuil - Le Grand Bois.

Dépôt de haches.

(altitude 7 m d'après la carte I. G. N.). Une première hache à rebords, en bronze, fut accrochée transversalement par le godet de la pelle. Elle devait être à une profondeur relativement faible, guère plus de 30 cm sous le niveau actuel du sol. La pelle l'avait poussée à faible distance du dépôt, que trahissait un halo de vert-de-gris. Il s'agissait d'un vase, renfermant à sa partie supérieure une série de haches disposées en rond, le tranchant vers le haut. Dix-huit haches entières, principalement de grandes haches médocaines du Bronze moyen, étaient posées sur une masse métallique comprenant des objets divers, brisés pour la plupart, et quelques déchets de fonderie, l'ensemble représentant 50 objets ou fragments.

Le vase ayant été laissé en place par l'inventeur, nous avons sollicité une autorisation de fouille d'urgence afin de dégager le récipient et ses abords. Visible de l'intérieur après l'enlèvement des bronzes, ce vase, encastré dans une argile jaune compacte, apparaissait très fracturé. L'enlèvement en bloc semblait la meilleure solution pour permettre d'envisager une bonne reconstruction en laboratoire. Il convenait donc d'enlever d'abord les terres environnantes, en laissant subsister tout autour du vase un épais manchon d'argile protecteur, ceinturé de bandelettes de tissu. Restait ensuite à scier à la base la colonne formée par le vase et son bloc d'argile protectrice, et enfin, à procéder à l'enlèvement, à l'aide d'une pelle mécanique obligeamment fournie par le propriétaire. Mais, au cours de cette opération, est apparu, à moins d'un mètre de distance du premier dépôt, un groupement de trois pierres calcaires de faibles dimensions dont l'une, épannelée, de forme subcirculaire, s'est avérée être le couvercle d'un second vase, recelant également un dépôt de bronzes. Devant l'intérêt de la trou-



aille, et du fait que, pour la première fois en Aquitaine, il était possible de fouiller un dépôt en place, il a été décidé de procéder à l'enlèvement en bloc de ce second dépôt, en même temps que le vase ayant contenu le premier.

Cette délicate opération a pu être menée à bien. Les deux vases et leur contenu ont été, avec l'accord du service régional de l'archéologie, provisoirement transportés dans les réserves du musée d'Aquitaine où a été opéré l'inventaire du premier dépôt, ainsi que son dépôt en chambre humide, pour contrôler la stabilité des produits de corrosion. Le second vase n'a pas pu encore être fouillé, dans l'attente d'une radiographie : en effet, une première tentative n'est pas parvenue à donner des renseignements explicites sur la disposition des objets.

Quoi qu'il en soit, l'intérêt de cette trouvaille est déjà très grand car, pour la première fois en Aquitaine, se trouvent associés dans le premier dépôt des objets brisés, des déchets de fonderie et des haches médocaines à rebords, entières et en bon état.

Julia Roussot-Larroque

## Saint-Médard-en-Jalles

### L'église

En octobre 1999, les services de la communauté urbaine de Bordeaux ont fait part au service régional de l'archéologie de la découverte de deux sarcophages, lors de travaux à proximité de l'église. Un sauvetage urgent fut organisé qui a permis la fouille rapide des sépultures.

Ces deux tombes constituées de sarcophages trapézoïdaux recouverts de couvercles en bâtière, contenaient chacune un individu en connexion, ainsi que de nombreux ossements provenant vraisemblablement de réductions.

Aucun élément chronologique n'a été découvert, ce qui ne permet pas de dater les individus dans les sarcophages. Les couvercles présentaient de nombreuses traces de manipulations anciennes, ces sarcophages n'ont donc pas eu un usage unique.

Jean-Baptiste Bertrand-Desbrunais

## Saint-Quentin-de-Baron

### Vallée et château de Bisqueytan

Dans la perspective d'un programme de recherche sur la vallée et le site de Bisqueytan en Entre-deux-Mers, une série d'investigations a été menée au cours des mois d'août et de septembre 1999. Cette campagne de travaux, gérée par l'Association Historique des Pays de Branne a été réalisée avec les moyens logistiques et l'encadrement technique du bureau archéologique Hadès. En outre, elle reçoit le soutien d'une équipe de chercheurs universitaires associée au projet de recherche.

Les travaux devaient apporter des informations sur les origines du château de Bisqueytan et engranger des données sur l'espace territorial autour du site, des époques préhistoriques aux temps modernes. Des prospections au sol ont livré quelques résultats sur la mise en place d'un terroir de défrichement au XVe siècle et permis de cerner les potentialités de sites préhistoriques de plein air ou de pied de falaise.

Par ailleurs, des sondages sur le donjon roman du château de Bisqueytan ont révélé le comblement intérieur de l'édifice réalisé dans le courant du XVe siècle au profit d'une terrasse de tir. Cette tour carrée, mentionnée dès le milieu du XIIe siècle, s'est établie aux XIe ou XIIe, d'abord sous la forme d'un édifice de plan rectangulaire, puis resserrée sur une tour carrée à la fin du XIIe. L'édifice s'est plaqué à l'intérieur d'une enceinte datée des Xe-XIe siècles dont on a retrouvé les substructures sous les fondations du donjon.

Enfin, l'analyse du bâti de l'ensemble des courtines du château a permis de redessiner l'évolution du système défensif de la forteresse. D'abord d'un simple éperon barré par un rempart préroman, elle s'est dotée au XIIe siècle d'un donjon de défense, d'une chapelle et d'un logis seigneurial. Avant le milieu du XIVe siècle, la place est enfermée d'un mur d'enceinte percé de niches d'archères. Sur ces fortifications, on établit aux XVe ou XVIe siècles une ligne de défense supérieure pour le tir à l'arme à feu, avec la création d'un chemin de ronde, d'échauguettes, d'une plate-forme de tir sur l'emplacement du donjon et de bouches à feu sur tout le périmètre de l'enceinte.

L'ensemble de ces résultats permet d'envisager un programme de travail de trois ans orienté sur l'étude du site castral et de son environnement.

Jean-Luc Piat

## Le Tuzan

### La Honteyre

#### Présentation du gisement

Le gisement de plein-air de la Honteyre (commune du Tuzan) a été découvert par G. Belbeoc'h en 1990 à la faveur du creusement d'un fossé de drainage. Il se situe près d'une dépression humide, au cœur du massif forestier de la haute Lande girondine, à proximité des anciennes mines de lignite d'Hostens, dans un secteur riche en petites lagunes d'origine glaciaire.

Ce gisement à l'écart des autres sites du Paléolithique supérieur de la Gironde est proche des gîtes de silex campanien du bombement anticlinal de Villagrains. Une campagne d'évaluation, effectuée en 1997, en a révélé les potentialités ; elle a été suivie de deux campagnes de fouilles. Ces travaux ont permis de dégager l'unique niveau archéologique sur une vingtaine de mètres carrés. Ce niveau ne comporte que des vestiges lithiques, silex taillés, galets fragmentaires et débris d'oxydes de fer. Les restes organiques ne se sont pas conservés dans le sédiment, constitué de sables humiques. Le niveau archéologique est peu profond et il montre un léger pendage vers le sud, en direction du fossé de drainage, en bordure duquel il apparaît plus dilaté que dans la partie nord de la fouille. Des perturbations liées à des bioturbations, des phénomènes de ruissellement et des ornières dues au passage d'engins agricoles (le gisement se place sous un chemin forestier) se manifestent par endroits, mais elles sont de faible amplitude et ce niveau semble bien conservé dans sa partie profonde.

## Les vestiges archéologiques

Les vestiges archéologiques ont une densité de répartition assez forte si l'on tient compte des morceaux d'oxydes nettement plus abondants dans les carrés fouillés au cours de la récente campagne de fouille. Les silex sénoniens bruns ou brun gris foncé dominant et ils semblent pour la plupart provenir de galets marins ou fluviaux. Le silex local (silex du crétacé de Villagrains), bien que présent, est nettement moins abondant ; il en est de même des silex lacustres cénozoïques du Bazadais. L'industrie est laminaire et lamellaire et elle se caractérise par un débitage soigné, parfois même élégant. Il y a des lames à crête, des tablettes de ravivage et la gamme complète des produits et sous-produits de débitage. Seules quelques grandes lames, parfois patinées et en silex zoné, pourraient avoir été apportées déjà débitées. L'outillage commun est riche en burins, avec dominance des burins dièdres, pour la plupart sur fragments de lames. Les grattoirs et les outils composites sont rares. Les perçoirs sont relativement abondants avec plusieurs microperçoirs. Il y a trois burins bec de perroquet, quelques lames tronquées, des fragments de lames retouchées, de nombreuses lamelles à dos, pour la plupart à dos épais, rarement tronquées ou denticulées, deux petits triangles, une pointe à dos. L'ensemble évoque clairement le Magdalénien supérieur. L'abondance et la diversité des types d'oxydes représentés sur le site, leur origine et leur rôle (colorants, éléments de foyers) retiennent notre attention. L'existence d'un gisement de Magdalénien supérieur de plein-air dans ce secteur constitue un élément nouveau pour l'étude du peuplement de la Grande Lande et la présence de ce niveau archéologique, apparemment peu perturbé, dans un sédiment superficiel qui ne paraît pas avoir subi de pédogénèse et qui pourrait donc être de mise en place récente, postglaciaire, pose problème.

Michel Lenoir  
Gwenolé Belbeoc'h

## Vendays-Montalivet

### Lapartens

En 1999 a été poursuivie la fouille de ce site palustre, découvert à l'occasion d'un reprofilage de la craste de la Barreyre qui l'avait entamé. La campagne précédente avait permis de reconnaître, sur une surface d'environ 75 m<sup>2</sup>, quatre structures principales clairement individualisées, constituées d'éléments de bois architecturés. La commune de Vendays ayant procédé à l'achat de la parcelle adjacente afin de détourner la craste, et les menaces les plus immédiates qui planaient sur le site ayant été ainsi levées, l'opération s'est provisoirement arrêtée en 1999 afin de procéder à la publication des premiers résultats.

La structure 1, quadrangulaire, d'une emprise au sol d'environ 6 m<sup>2</sup>, a donc été fouillée jusqu'à la base et entièrement démontée. Deux faits importants ont été constatés. En premier lieu, il s'est confirmé que dans la construction avaient été inclus des bois travaillés dont la destination première n'était pas architecturale, en particulier un age d'araire, traversant obliquement l'édifice. Un autre élément d'araire - une sole en bois amovible - avait été dégagé en 1998, planté verticalement sur la façade orientale de cette même structure. En second lieu, l'organisation générale des bois de la structure 1 est beaucoup moins simple que ne l'aurait fait croire une observation superficielle. La disposition des éléments constitutifs reflète une séquence de dépôts empilés. A un moment qui reste à préciser, ces dépôts ont été confortés à l'ouest par quelques pieux verticaux et contenus ou délimités, à la partie supérieure seulement, par une sorte de coffrage constitué d'éléments horizontaux. Les premières datations <sup>14</sup>C, et surtout les observations préliminaires de l'étude dendrochronologique de B. Szepertyski, accordent à cette structure une étonnante longévité : les dépôts de bois s'y seraient succédé sur plusieurs siècles, édifiant ainsi progressivement ce curieux monument du Bronze moyen. Vu la nature particulière de plusieurs des bois encastrés - fragments de pirogue, éléments d'araire - on ne peut esquiver l'interrogation portant sur le sens de cet étrange édifice. L'hypothèse rituelle ne peut être écartée, compte tenu de l'importance des dépôts palustres dans les cultures de l'Age du Bronze.

La structure 2, un peu plus récente d'après le <sup>14</sup>C, appartient à la fin du Bronze moyen ou au début du Bronze final, du moins pour son "étage supérieur" (car les bois inférieurs n'ont pas encore été datés). Plus petite que la précédente, elle est très différente. De forme trapézoïdale, elle est construite selon les principes du *blockbau*. Les bois, moins volumineux que ceux de la structure 1, sont disposés horizontalement, et assemblés aux angles par des biseaux ou des mortaises, fort bien ajustés. Le chêne constitue l'élément dominant ; quelques éléments mineurs, surtout des cales, sont en bois blanc, aulne ou saule. Ici, le centre de la structure est vide, hormis quelques bois probablement intrusifs. L'hypothèse d'un bassin pourrait être, dans ce cas, retenue, d'autant que les interstices entre les bois étaient encore par endroits soigneusement colmatés d'un mélange de terre compacte et d'éléments végétaux. On n'oubliera pas, cependant, qu'un autre araire, de forme différente de celui de la structure 1, se trouvait intégré dans l'étage supérieur de la construction. Sa longueur nettement plus grande que celle des éléments constitutifs du coffrage, comme sa position oblique par rapport à l'axe de celui-ci, le font apparaître comme un élément particulier, ne correspondant pas à un simple remploi. Un autre bois travaillé, planté le long de l'une des façades de la struc-

ture 2, n'a pu être dégagé. Les conditions de travail, exécutables à la fin de la campagne de fouille du fait des intempéries et de la montée rapide des eaux, n'ont pas permis le démontage complet de cette structure. Ses assises ont été laissées en place.

La structure 3 s'organisait autour d'un noyau constitué de deux demi-troncs de chêne excavés. A l'origine, ces deux demi-troncs étaient maintenus face à face, en position verticale, par des piquets plantés dans le sol, mais, par l'effet de l'affouillement par le courant d'eau de la craste, l'un de ces demi-troncs s'était légèrement incliné. Le dégagement de la terre boueuse environnante a fait apparaître, au voisinage immédiat, d'autres fragments de tronc(s) excavés dont certains confortaient la structure, et une longue portion de tronc, également excavé, gisant en position horizontale au contact de la structure, et se prolongeant, sur plus de deux mètres de longueur, jusqu'à l'angle sud-ouest de la fouille. La partie bombée se trouvait au-dessus, la partie excavée regardant vers le sol. Après dégagement, on a pu constater qu'il s'agissait d'éléments de pirogue(s) dont l'un a conservé une partie du plat-bord. Un autre fragment, qui devait se situer vers l'une des extrémités, comporte sur sa face concave une mortaise rectangulaire en relief, percée d'un orifice borgne. Aucune datation <sup>14</sup>C n'a encore été effectuée sur cette structure. Elle pourrait, elle aussi, appartenir à l'Age du Bronze. Sa fonction soulève les mêmes interrogations que les deux précédentes.

La structure 4 diffère totalement de ses voisines. Ici, contrairement aux structures 1, 2 et 3 qui ont utilisé principalement le chêne, ce sont les résineux qui dominent, avec de longues perches droites pouvant dépasser 3 m, taillées en biseau à l'extrémité ; le bois blanc, saule ou aulne, a également été mis à contribution. En 1998, une première série avait été dégagée dans l'angle sud-est de la fouille. Elle se composait de longs bois bien rangés parallèlement, par rang de taille décroissante vers l'est, suivant une orientation nord-ouest/sud-est. En 1999, une nouvelle série, presque perpendiculaire à la première, a été mise au jour dans l'angle sud-ouest de la fouille. Contrairement à la précédente, elle a été perturbée par l'édification de la structure 3. Ses bois, qui se prolongent vers le sud-ouest au-delà des limites de la fouille, n'ont pu être entièrement dégagés. Un reste de plancher (?) formé de demi-rondins de bois blanc, sur la bordure orientale de la structure 3, semble être un vestige d'une première phase de construction correspondant à la structure 4. D'après les dates <sup>14</sup>C, cet établissement est bien antérieur aux trois autres structures et appartient au Néolithique moyen. La disposition des bois qui le constituaient suggère qu'il pourrait s'agir, soit d'une préparation en vue de l'édification d'une maison (?) sur un sol alors ferme, soit du dé-

montage d'une construction préexistante. En faveur de cette hypothèse, on retiendra la présence de trous de poteaux vides, reconnus en 1998 au nord immédiat de la première rangée de bois néolithiques, ainsi que le rangement prémédité des longs bois, et la présence de chevilles en chêne.

Julia Roussot-Larroque

## Le Verdon-sur-Mer

### et communes voisines

Comme chaque année la prospection des sites côtiers du nord Médoc a permis la découverte de nombreux artefacts plus ou moins dispersés par la mer.

La découverte la plus intéressante a été faite sur la plage de Soulac-sur-Mer, c'est celle d'une très belle pointe de lance en cuivre pur datant de l'époque Chalcolithique.

Parmi le lot habituel de monnaies antiques, signalons une pièce assez rare ; c'est une silique d'argent d'HONORIVS pour ARCADIVS frappée à Milan aux environs de l'année 400.

Jacques Moreau

## Villandraut

### Les douves du château

Le château de Villandraut reste célèbre par son maître d'ouvrage, le pape Clément V, qui fit édifier cette résidence fortifiée à partir de 1305. La construction était proche de l'achèvement à sa mort en 1314. Si l'on sait que le château fut très probablement habité jusqu'à la fin du XVIIe siècle, rien ne permet aujourd'hui d'avancer la date d'assèchement des douves, on peut seulement constater qu'elles furent en partie remblayées aux XVIIIe et XIXe siècles avec des déblais issus du château lui-même.

L'étude du matériel céramique issu des fossés s'inscrit dans une action d'année menée par l'association Adichats. La création d'une base de données met en place une méthode d'étude systématique du vaisselier céramique issu de ce contexte de remblais-dépotoirs accumulés sous les ouvertures. Le lot de départ correspond au secteur 1, fouillé en 1997/1998 sans stratigraphie déterminée, situé à l'angle sud-ouest des fossés à l'aplomb de la salle du pape et de l'*aula*. Il comprend environ 8 000 tessons.

La représentation chronologique est très large (du milieu du XIV<sup>e</sup> siècle à aujourd'hui) et ne trahit pas d'interruption notable dans l'occupation du site. La céramique moderne est proportionnellement plus représentée que la céramique médiévale.

La fragmentation et l'isolement du matériel sont remarquables (très peu d'individus archéologiquement complets).

Certaines formes comme la jatte à oreilles par exemple ne se retrouvent pas dans la production des sites proches reconnus tels Sadirac, Bazas ou certains sites de Charente.

La pâte particulière observée dans la production des pots-marmites révèle nettement une origine locale.

Cette étude en cours est destinée à élargir un champ d'investigation double. D'une part, appliquée à l'ensemble des secteurs du site à mesure de leur prospection, elle devrait apporter des données nouvelles notamment sur l'affectation des espaces du château et sur la date d'assèchement des douves. D'autre part, elle ne prend pleinement sens qu'en rapport à un contexte plus large. A la lumière de la comparaison à d'autres sites tels Hostens, Bazas ou Blaye, qui ne demande qu'à être approfondie, étendue et systématisée, elle apparaît désormais comme un point de départ et un outil de réflexion incontournable quant aux questions de productions locales et de sphères de diffusion.

Yolaine Lenoir  
Sylvie Maleret

## Villenave-d'Ornon

### Sarcignan, Chemin de Camparian

Une opération de sondages archéologiques a eu lieu en 1999 sur le site de Camparian, l'ensemble des parcelles concernées avaient fait l'objet, dans les années 1970, d'une fouille qui avait révélé une portion d'aqueduc antique.

Cette recherche avait pour but de localiser précisément ces vestiges et de délimiter les possibilités d'extension du lotissement prévu à proximité.

Les sondages, menés sur la totalité de la surface concernée par le projet immobilier, n'ont pas révélé d'autres structures que celles découvertes en 1973.

Par contre, cette reconnaissance archéologique a permis de constater qu'une grande partie des vestiges de cet aqueduc (dont le relevé et les différentes hypothèses de tracés ont été publiés par l'Académie Royale des Sciences, Belles Lettres et Arts de Bordeaux en 1826), est encore en élévation.

En comparant cet élément d'architecture avec la photo publiée dans l'ouvrage *La Garonne et ses affluents* (Rebsomen, 1913), on peut constater que cette structure s'est "globalement" bien conservée. Cependant, il serait raisonnable d'envisager rapidement des mesures de conservation pour cristalliser l'ensemble.

Jean-Baptiste Bertrand-Desbrunais

## Rive du Lugan

En juin 1999, le service régional de l'archéologie a été informé de la découverte d'un site antique sur le chantier d'aménagement d'un golf à la limite des communes de Bègles et de Villenave d'Ornon.

Sur la rive sud du Lugan (cours d'eau qui délimite les deux communes), quelques fragments de tuiles, des moellons, des tessons de céramiques étaient visibles.

Des sondages réalisés au moyen des engins du chantier ont permis de constater qu'il n'existait pas de structures en place, mais que nous étions en présence de l'ancien lit du Lugan comblé par de la terre et des matériaux antiques déplacés.

Lors de cette opération a été découverte, à proximité de la zone de sondage, une fosse d'environ 6 m<sup>2</sup>, creusée dans l'argile jusqu'aux niveaux sableux sous-jacents. Elle contenait des fragments d'augets à sel sur une épaisseur de 25 cm.

Il est cependant peu probable qu'il s'agisse d'un site de production de sel, car le degré de salinité de l'eau ne semble pas suffisant. L'hypothèse d'une production d'augets, destinés à être expédiés pour utilisation, ne peut être retenue en raison de la fragilité de ces récipients lorsqu'ils sont vides. La seule explication est la présence à proximité d'un site nécessitant une grande abondance de sel comme une conserverie.

L'ensemble de ces découvertes doit engendrer une grande vigilance en ce qui concerne la surveillance archéologique de ce secteur.

La présence des éléments de démolition, d'une fosse d'extraction d'argile, d'une grande abondance d'augets à sel, permet d'envisager à proximité une zone d'habitat, un atelier céramique, ainsi qu'un lieu de conservation alimentaire.

Jean-Baptiste Bertrand-Desbrunais

## Le décor architectonique de l'Aquitaine antique

La dernière année du projet collectif de recherche sur le décor architectonique d'Aquitaine a été consacrée, d'une part à compléter l'étude de la provenance de la pierre ayant servi aux constructions et aux sculptures de Périgieux antique, et d'autre part à terminer le catalogue et à rédiger la synthèse sur le décor architectonique de Périgieux antique dont la publication est programmée dans un supplément à la revue *Aquitania*.

Les recherches effectuées en 1998 avaient mis en évidence deux types de calcaires utilisés dans les constructions antiques : le calcaire dit "de Périgieux" (coniacien c4), dont tous les affleurements proches de Périgieux avaient fait l'objet d'une prospection, et le calcaire à rudistes (Turonien C3), dont il restait à étudier les gisements affleurant dans la forêt de Lanmary, commune d'Antonne, au nord-ouest de Périgieux. Ce secteur a donc été prospecté en 1999 et avec l'aide du service régional de l'archéologie d'Aquitaine (Cl. Girardy) et de l'équipe du musée du Périgord, le site dit "du trône du roi des Chauzes" a été nettoyé et réinterprété.

Il se situe sur une butte, à 170 m d'altitude, au sud-ouest du hameau des Chauzes, commune d'Antonne. On y accède par une forte pente et il se présente sous la forme d'une large excavation (2 m), à proximité de laquelle, sur la surface plane et légèrement en pente de l'affleurement rocheux, se trouve un ensemble de cupules. A quelque distance, un souterrain-refuge, d'une quinzaine de mètres de développement, est creusé dans le calcaire. Il est accompagné de silos. Lors du Congrès Préhistorique de France, en 1915, M. de Fayolle décrit cet ensemble "trône et cupules". Il y voit "peut-être un lieu d'assemblée et probablement des traces de rites ou de pratiques cultuelles". Plus récemment en 1979, J.-C. Carrère (*Subterranea* 1979, 4) écrit à propos de la proximité du souterrain et de l'ensemble trône-table à cupules : "Ces monuments ne voisinent pas par hasard avec le rocher du roi et attestent de la permanence en ces lieux, à travers les âges, de croyances tenaces et de cultes païens, en dépit de toute christianisation". L'examen des structures en place a permis de définir, sans aucun doute, la véritable nature du "trône", simple cavité d'extraction ancienne du calcaire à rudistes, comme en témoignent la présence de saignées périphériques, creusées au pic pour délimiter les blocs. Les cupules, qui constituent des amorces de débitage de la roche, sont à mettre également en relation avec l'activité d'extraction. Ce site qui a marqué les imaginations, s'apparente à une simple carrière ancienne où a été extrait le calcaire à rudistes, exploité - cet exemple nous le confirme - dans ses moindres affleurements.

Le second objectif de la recherche : l'inventaire et l'étude du matériel architectonique de Périgieux antique sont achevés. Ils ont permis de mettre en évidence plusieurs phases privilégiées dans le développement urbanistique de la ville. La présence de plusieurs chapiteaux de grand module, découverts à proximité de la Tour de Vésone et attribuables à la période augustéenne, permet d'évoquer la présence d'un monument public, probablement un sanctuaire, dans le secteur du forum et de la Tour. Ils confirment, comme dans d'autres villes de l'Aquitaine antique (Saintes, Poitiers), la mise en place par le pouvoir, de véritables "vitrines de la romanité". La présence d'un bloc architectonique provenant d'un mausolée de même époque permet d'évoquer l'existence, dans la décennie avant le changement d'ère, d'une élite perméable aux modes funéraires romaines.

Contrairement à ce que l'on rencontre à Saintes, l'architecture publique et privée (funéraire) du premier siècle est très peu représentée dans les éléments conservés alors que se détache un important ensemble datable de la seconde moitié du second siècle. L'ensemble des blocs attribuables à cette période présente une remarquable cohérence stylistique et relève aussi bien de l'architecture publique que de l'architecture privée à caractère funéraire suggérant ainsi l'existence d'un atelier urbain de sculpture architecturale dont les cartons affirment, à côté des influences de l'école d'Aquitaine, des traditions héritées du décor oriental.

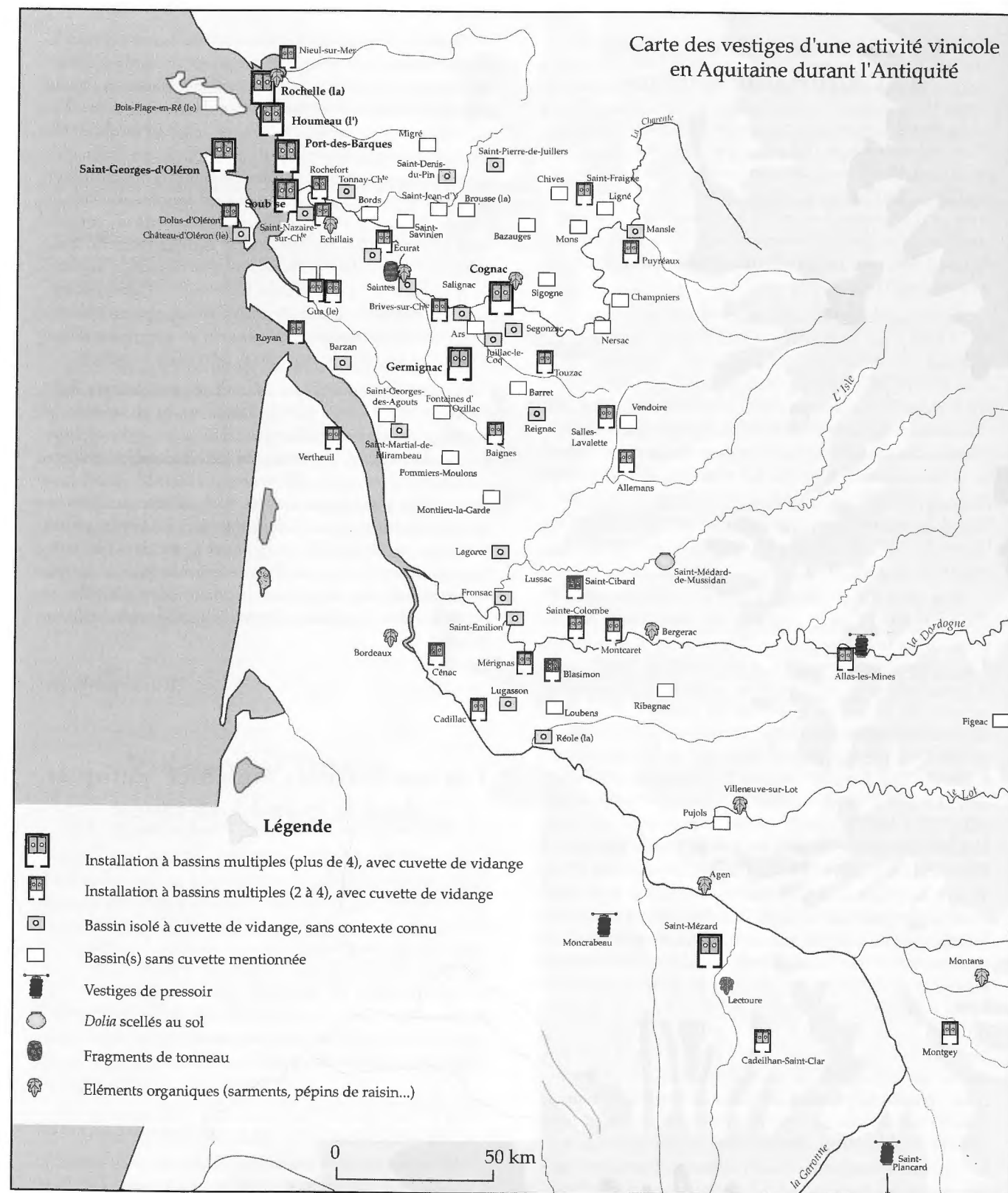
Dominique Tardy

## Les installations vinicoles antiques dans le grand Sud-Ouest

Le programme que s'était fixé l'équipe pour l'année 1999, troisième et dernière année du projet collectif de recherche sur les installations vinicoles antiques dans le grand Sud-Ouest, a été pleinement réalisé. Il s'agissait, rappelons-le, de compléter la base de données documentaire, de rédiger un article collectif qui ferait le point des données sur la viticulture en Aquitaine gallo-romaine et, dans la mesure du possible, d'entreprendre des recherches archéologiques sur un site estimé intéressant et prometteur (voir *Bilan scientifique* 1998, p. 159).

### Enrichissement de la base de données : l'apport des recherches archéologiques récentes

De nouvelles découvertes, au nord comme au sud de la Garonne, ont fait avancer de façon très sensible nos connaissances sur les installations vinicoles de ces régions de la Gaule romaine.



Les installations vinicoles antiques dans le grand Sud-Ouest.

Dans l'Aquitaine atlantique, le dossier relatif au département de la Charente-Maritime, qui était déjà très nourri, s'est enrichi en 1999 de nouvelles données : à Belmont près de Royan, des cuves et un chai ont été mis au jour lors d'interventions conduites par K. Robin, A.F.A.N. (Association pour les Fouilles Archéologiques Nationales) ; à Port-des-Barques, l'évaluation archéologique du site des Chapelles par Ph. Duprat a permis d'avoir une vision globale de la *villa* et de son équipement vinicole.

En Aquitaine méridionale, où, en revanche, très peu de vestiges liés à la viticulture avaient été jusqu'alors reconnus, les recherches archéologiques menées par C. Petit-Aupert et P. Sillières en Gascogne gersoise en juillet 1999 se sont avérées très fructueuses. En effet les sondages effectués dans le long bâtiment agricole de la *villa* de Lestagnac, près de Saint-Mézard, dont le plan avait été repéré par C. Petit-Aupert en 1995 lors de prospections aériennes, ont bien montré qu'on était en présence d'une installation vinicole équipée de cuves et d'un pressoir.

### Publication collective

#### sur la viticulture antique en Aquitaine

Deux réunions à Bordeaux, en avril et en septembre, ont permis de mettre au point un article collectif qui présente un bilan sur la viticulture en Aquitaine gallo-romaine. Après une présentation de la documentation de référence, une partie synthétique met l'accent sur les données très nouvelles issues des fouilles récentes et de réinterprétations de structures anciennement découvertes. Le manuscrit (45 pages, 27 figures) a été remis au comité de rédaction de la revue *Gallia*, en novembre 1999. Il paraîtra dans le n°2001 de cette revue qui comporte un dossier consacré à la viticulture en Gaule.

Catherine Balmelle,  
avec la collaboration de Dany Barraud,  
Jean-Pierre Brun, Hervé Gaillard,  
Catherine Goyaud, Philippe Jacques,  
Louis Maurin, Catherine Petit-Aupert,  
Didier Rigal, Karine Robin, Philippe Roudié,  
Pierre Sillières, Christian Vernou.

## Bibliographie archéologique régionale

Cette bibliographie a été réalisée à partir des documents (revues, monographies, actes de colloques) reçus au centre de documentation du SRA et des informations transmises par les auteurs des notices, depuis la parution du dernier bilan. Les documents qui étaient sous presse en 1998 sont donc inclus dans l'édition de 1999. Le bilan de 1999 est pris en compte dans son ensemble mais n'a pas fait l'objet d'un dépouillement par auteur.

### Préhistoire

BEYNEIX, Alain. Aperçu sur la céramique du Néolithique moyen en Lot-et-Garonne. *Bulletin du Musée d'Anthropologie Préhistorique de Monaco*, 1999, n° 42, p. 77-80.

BEYNEIX, Alain. Les sépultures chasséennes du sud de la France. *Zephyrus*, 1997, n° 50, p. 125-178.

BUISSON, Dominique. A propos de trois raccords de «propulseurs» In *Préhistoire d'os. Recueil d'études sur l'industrie osseuse préhistorique offerte à Henriette Camps-Fabrer*. Aix-en-Provence, Publications de l'Université de Provence, 1999, p. 89-95, ill.

CASTEL, Jean-Christophe. *Comportements de subsistance au Solutrén et au Badegoulien d'après les faunes de Combe-Saunière (Dordogne) et du Cuzoul-de-Vers (Lot)*. Thèse d'université, 1999.

CELERIER, Guy, TISNERAT, Nadine, et VALLADAS, Hélène. Données nouvelles sur l'âge des vestiges de chien à Pont d'Ambon, Bourdeilles, (Dordogne). *Paléo*, 1999, n° 11, p. 163-165, ill.

CHAUCHAT, Claude, et al. L'habitat magdalénien de la grotte du Bourrouilla à Arancou (Pyrénées-Atlantiques). *Gallia Préhistoire*, 1999, t. 41, p. 1-151, ill.

CHEVILLOT, Christian, DUTEIL, Yvon, et TRANCHON, Joël. Nouveaux anneaux-disques néolithiques de la vallée de la Dronne (Dordogne). *Documents d'Archéologie et d'Histoire Périgourdines*, 1999, n° 14, p. 5-14, ill.

CHIOTTI, Laurent. Remontage d'un pic dans l'Aurignacien ancien de l'abri Pataud (Les Eyzies-de-Tayac, Dordogne). *Préhistoire du Sud-Ouest*, 1999, t. 6, n° 1, p. 33-56, ill.

CHO, Tae-Sop. *Etude archéozoologique de la faune du Périgordien supérieur (couches 2, 3 et) de l'Abri Pataud (Les Eyzies, Dordogne) : paléocologie, taphonomie, paléoeconomie*. Paris, 1998, 2 vol., 534 p. Thèse de Doctorat du Muséum National d'Histoire Naturelle, discipline préhistoire, Institut de Paléontologie Humaine.

COSTAMAGNO, Sandrine. *Stratégies de chasse et fonction des sites au Magdalénien dans le sud de la France*. Thèse d'université, 1999.

DELLUC, Brigitte, et DELLUC, Gilles. A l'orée du XXe siècle... L'archéologue Otto Hauser à la lumière de quelques documents périgordins. *Bulletin de la Société Historique et Archéologique du Périgord*, t. 126, n° 4, p. 705-748, ill.

DELPECH, Françoise. La chasse au Bison dans le sud-ouest de la France au cours du Würm : choix humain ou contraintes paléoenvironnementales ? In *Le Bison : gibier et moyen de subsistance des hommes du Paléolithique au Paléoindien des Grandes Plaines. Colloque international Toulouse, 6-10 juin 1995*. Antibes, Association pour la Promotion et la Diffusion des Connaissances Archéologiques, 1999, p. 63-84, ill.

DETRAIN, Luc, et TURQ, Alain. Structures de combustion des niveaux sauveterriens et mésolithiques indéterminés du Roc Allan, Sauveterre-la-Lémance (Lot-et-Garonne). In *Rencontres méridionales de Préhistoire récente 1, Valence juin 1994*. Valence, 1999, p. 11-17, ill.

DIOT, Marie-Françoise. Le pléistocène de la façade atlantique du Nord-Médoc (France) : synthèse sur la palynologie des «Argiles du Gup» s.l. et comparaison avec les données de l'Aquitaine. *Quaternaire*, 1999, t. 10, n° 2-3, p. 213-225, ill.

DUMONTIER, Patrice. La grotte d'Apons à Sarrance (Pyrénées-Atlantiques). Note préliminaire. *Bulletin de la Société Préhistorique Française*, 1999, t. 96, n° 3, p. 444-447, ill.

FERULLO, Olivier, LENOBLE, Arnaud, et MADELAINE, Stéphane. Bordenueve : essai d'interprétation d'une spécificité faunique. In *Le Bison : gibier et moyen de subsistance des hommes du Paléolithique au Paléoindien des Grandes Plaines. Colloque international Toulouse, 6-10 juin 1995*. Antibes, Association pour la Promotion et la Diffusion des Connaissances Archéologiques, 1999, p. 231-247, ill.

FISCHER, François. Le Bois du Fau à Festalemps : un site Matignons en Dordogne. *Bulletin de la Société Préhistorique Française*, 1999, t. 96, n° 3, p. 444, ill.

FRITZ, Carole. *La gravure dans l'art mobilier magdalénien, du geste à la représentation, contribution de l'analyse microscopique*. Paris, Maison des Sciences de l'Homme, 1999, 216 p., ill. (Documents d'Archéologie Française ; 75).

GENESTE, Jean-Michel, et JAUBERT, Jacques. Les sites paléolithiques à grands bovidés et les assemblages lithiques : chronologie, technologie et cultures. In *Le bison : gibier et moyen de subsistance des hommes du Paléolithique aux Paléoindiens des Grandes Plaines. Colloque international Toulouse, 6-10 juin 1995*. Antibes, Association pour la Promotion et la Diffusion des Connaissances Archéologiques, 1999, p. 185-214, ill.

GUIBERT, Pierre, et al. Datation par thermoluminescence de sédiments chauffés provenant d'une aire de combustion moustérienne, Grotte XVI, Cénac-et-Saint-Julien, Dordogne, France. *Revue d'Archéométrie*, 1999, n° 23, p. 163-176, ill.

KLARIC, Laurent. Le site de Garet à Serreslous-et-Arribans (Landes) : un gisement aurignacien de plein air. *Archéologie des Pyrénées Occidentales et des Landes*, 1999, n° 18, p. 101-112, ill.

KRTOLITZA, Yovan, et LENOIR, Michel. Un gisement du Gravettien à burins de Noailles en Gironde, l'abri Lespau à Saint-Quentin-de-Baron. *Revue Archéologique de Bordeaux*, 1998, t. 89, p. 47-68, ill.

LE GALL, Olivier. *Ichtyophagie et pêches préhistoriques. Quelques données de l'Europe occidentale*. Thèse d'Etat, 1999.

LENOIR, Michel. La Préhistoire ancienne en Benauges. In *Benauges, essai historique*. Bordeaux, Association pour la Sauvegarde du Patrimoine et de l'Environnement du Canton de Targon, 1999, p. 15-19, ill. (A la Découverte de l'Entre-deux-Mers).

LENOIR, Michel, et BELBEOC'H, Gwenolé. Recherches sur l'occupation du sol dans la région d'Hostens. *Travaux et Colloques scientifiques*. Parc naturel régional des Landes de Gascogne, 1998, n° 2, p. 37-42, ill.

MARCHAND, Grégor. *La néolithisation de l'Ouest de la France : caractérisation des industries lithiques*. British Archaeological Reports, International Series 748.

MORALA, André. «Grandes pièces arquées du Magdalénien supérieur» : une nouvelle préforme de grand nucléus à lames découverte en Lot-et-Garonne. *Paléo*, 1999, n° 11, p. 199-209, ill.

NESPOULET, Roland. Remontage d'une microgravette dans une séquence de débitage laminaire du gravettien final de l'abri Pataud (Les Eyzies-de-Tayac, Dordogne), niveau 3 : Périgordien VI. *Préhistoire du Sud-Ouest*, 1999, t. 6, n° 1, p. 57-77, ill.

PAILLET, Patrick. *Le bison dans les arts magdaléniens du Périgord*. Gallia Préhistoire, 1999, sup. 38, 475 p, fig.

PIGEAUD, Romain. Autour du Cap-Blanc : quelques remarques sur la «forme-cheval». *Anthropologie*, 1999, t. 103, n° 4, p. 569-616, ill.

PLASSARD, Jean. *Rouffignac. Le sanctuaire des Mammouths*. Paris, Ed. du Seuil, 1999. (Arts Rupestres).

ROUSSOT-LARROQUE, Julia. La Préhistoire récente dans l'ancien comté de Benauges. Le Néolithique et l'âge du Cuivre et du Bronze. In *Benauges, essai historique*. Bordeaux, Association pour la Sauvegarde du Patrimoine et de l'Environnement du Canton de Targon, 1999, p. 21-32, ill. (A la Découverte de l'Entre-deux-Mers).

SORESSI, Marie. Variabilité technologique au Moustérien. Analyse comparée du débitage Levallois MTA A du Moustier (Dordogne, France). *Paléo*, 1999, n° 11, p. 111-134, ill.

TASTET, Jean-Pierre. Le pléistocène de la façade atlantique du Nord-Médoc (France) : état des connaissances sur la lithologie et la chronostratigraphie des «Argiles du Gup» s.l. *Quaternaire*, 1999, t. 10, n° 2-3, p. 199-212, ill.

TESSIER, Emile, et LENOIR, Michel. A propos d'un biface en quartzite découvert dans la banlieue bordelaise. *Préhistoire du Sud-Ouest*, 1999, t. 6, n° 2, p. 125-131, ill.

TIXIER, Jacques, et TURQ, Alain. Kombewa et alii. *Paléo*, 1999, n° 11, p. 135-143, ill.

TORCHY, Laurent. Les cavités du site préhistorique du Regourdou. *Spelunca*, 1999, n° 73, p. 39-42, ill.

TRANCHON, Joël. L'atelier de taille des «Bailles-Ségélard», commune de Puyrénier (Dordogne). *Documents d'Archéologie et d'Histoire Périgourdines*, 1999, n° 14, p. 139-146, ill.

TURQ, Alain. Reflections of the Middle Palaeolithic of the Aquitaine Basin (réflexions sur le paléolithique moyen dans le bassin aquitain). In *The Middle Palaeolithic occupation of Europe*. Leiden, University of Leiden, 1999, p. 107-120, tabl.

TURQ, Alain, ANTIGNAC, Ghislaine, et ROUSSEL, Pierre. Les silifications coniaciennes du Sarladais et du Gourdonnais : inventaire et implications archéologiques. *Paléo*, 1999, n° 11, p. 145-160, ill.

TURQ, Alain, GUADELLI, Jean-Luc, et QUINTARD, Alain. A propos de deux sites d'habitat moustérien de type Quina à exploitation du bison : l'exemple du Mas-Viel et de Sous-les-Vignes. In *Le Bison : gibier et moyen de subsistance des hommes du Paléolithique au Paléoindien des Grandes Plaines. Colloque international, Toulouse, 6-10 juin 1995*. Antibes, Association pour la Promotion et la Diffusion des Connaissances Archéologiques, 1999, p. 143-158, ill.

### Protohistoire

ARMBRUSTER, Jean-Jacques, CHEVILLOT, Christian, et FONMARTY, Gérard. Prospection-inventaire : vallée de la Dordogne de Prignonrieux au Fleix (Dordogne). *Documents d'Archéologie et d'Histoire Périgourdines*, 1999, n° 14, p. 117-128, ill.

AUJOULAT, Norbert, et CHEVILLOT, Christian. A propos de gravures pariétales de l'Age du Bronze en Dordogne. *Préhistoire du Sud-Ouest*, 1999, t. 6, n° 2, p. 175-187, ill.

BEYNEIX, Alain. Précision sur la sépulture à incinération d'Ambrus (Lot-et-Garonne). *Aquitania*, 1997-1998, t. 15, p. 309-318, ill.

BITARD, Jean-Marie, et CHEVILLOT, Christian. Pour en finir avec une polémique : non! les bracelets de la Calevie ne proviennent pas d'une sépulture, mais d'une cachette! *Documents d'Archéologie et d'Histoire Périgourdines*, 1999, n° 14, p. 147-150, ill.

BLANC, Claude, et ESCUDE-QUILLET, Jean-Marie. L'épée du tumulus T3 de Lons (P.-A.), fouille 1986. *Archéologie des Pyrénées Occidentales et des Landes*, 1999, n° 18, p. 7-12 ill.

BLOT, Jacques. Promenade archéologique en montagne basque. *Le Festin*, 1999, n° 30, p. 26-28, ill.

BOLLE, Annie, FOUERE, Pierrick, et GOMEZ DE SOTO, José. Age du Bronze et Tène ancienne sur la déviation de Saint-Martial-de-Ribérac à Ribérac (Dordogne). *Aquitania*, 1997-1998, n° 15, p. 7-25, ill.

CERT, Claudine. Etat des données sur les moules de métallurgistes de l'Âge du bronze dans les Pyrénées occidentales. *Archéologie des Pyrénées Occidentales et des Landes*, 1999, n° 18, p. 171-182, ill.

CHEVILLOT, Christian. Dépôts de bronze, pratiques de dépôt et occupation du sol en Périgord à l'Âge du Bronze (XXIII<sup>e</sup> au VIII<sup>e</sup> siècle av. J.-C.). *Aquitania*, 1999, n° 16, p. 7-30, ill.

CHEVILLOT, Christian. Hache plate de Cendrieux et pointes de lance de la région du Fleix (Dordogne). *Documents d'Archéologie et d'Histoire Périgourdines*, 1998, n° 13, p. 5-12, ill.

CHEVILLOT, Christian. Un nouveau dépôt de haches en bronze découvert à Journiac (Dordogne). II. Etude technique et typologique. *Documents d'Archéologie et d'Histoire Périgourdines*, 1998, n° 13, p. 13-28, ill.

CHEVILLOT, Christian. Occupation du sol et organisation territoriale à la fin de l'Âge du Bronze en Périgord (950-750 av. J.-C.). *Documents d'Archéologie et d'Histoire Périgourdines*, 1999, n° 14, p. 23-34, ill.

CHEVILLOT, Christian, et COLIN, Anne. Quelques réflexions sur les fortifications de l'oppidum de la Curade à Coulounieix-Chamiers (Dordogne). *Documents d'Archéologie et d'Histoire Périgourdines*, 1999, n° 14, p. 35-42, ill.

CHEVILLOT, Christian, et FONMARTY, Gérard. Prospection-inventaire : l'exemple du seigneur de Prigonrieux (Dordogne). *Documents d'Archéologie et d'Histoire Périgourdines*, 1998, n° 13, p. 47-54, ill.

CHEVILLOT, Christian, et al. Prospection-inventaire : vallée de la Dronne de Bourdeilles à Villars (Dordogne). *Documents d'Archéologie et d'Histoire Périgourdines*, 1999, n° 14, p. 129-138, ill.

COFFYN, André. Antiques sculptures médocaines. In *Archéologie des Celtes. Mélanges à la mémoire de René Joffroy*. Montagnac, éd. Monique Mergoil, 1999, p. 89-92, ill. (Protohistoire européenne ; 3).

COURTAUD, Patrice. La sépulture d'Elzarrek Karbia. *Archéologia*, 1999, n° 356, p. 44-51, ill.

DHENNEQUIN, Laurent. *L'armement au début de l'âge du fer dans le sud-ouest de la France*. Paris, Université de Paris I-Panthéon-Sorbonne, 1999, 2 vol., 332 p., ill. Mém. maîtrise : Histoire de l'art et archéologie.

DOLLE, Pierre. Note technique sur le dolmen de Peyrelevade. *Bulletin de la Société Historique et Archéologique du Périgord*, 1999, t. 126, n° 3, p. 437-438, ill.

ESCOLA, Marina. Le crâne trépané du Trou-de-Gourjout (Teyjat - Dordogne). *Documents d'Archéologie et d'Histoire Périgourdines*, 1999, n° 14, p. 15-22, ill.

ESCUDE-QUILLET, Jean-Marie. Etat des données sur les découvertes d'objets en bronze (Bronze moyen et final) en Aquitaine méridionale et dans les Pyrénées occidentales. *Archéologie des Pyrénées Occidentales et des Landes*, 1999, n° 18, p. 155-170, ill.

GELLIBERT, Bernard, et MERLET, Jean-Claude. L'habitat Bronze final de Pouyblanc 2 (Commune de Canens-et-Réaut, Landes). *Archéologie des Pyrénées Occidentales et des Landes*, 1999, n° 18, p. 113-130, ill.

HARIELLE, Béatrice. Pratiques funéraires et géographie humaine au cours du Premier âge du Fer (VII<sup>e</sup>-Ve siècles av. J.-C.) : l'exemple du groupe Glandon-rochechouart dans le faciès Limousin-Périgord. *Documents d'Archéologie et d'Histoire Périgourdines*, 1998, n° 13, p. 29-46, ill.

MAURIN, Bernard, DUBOS, Bernard, et LALANNE, René. L'enceinte protohistorique de l'Estey du large : site archéologique sublacustre du lac de Sanguinet. *Aquitania*, 1997-1998, n° 15, p. 73-107, ill.

PAUVERT, Dominique. Le menhir de «Lacoste» à Castelnaud (Dordogne). *Documents d'Archéologie et d'Histoire Périgourdines*, 1998, n° 13, p. 119-122, ill.

POMMAREDE, Pierre. Le dolmen de Margaux. *Bulletin de la Société Historique et Archéologique du Périgord*, 1999, t. 126, n° 3, p. 435-436.

## Histoire

ALLINNE, Cécile, et TRIBES, Ludivine. *Etude de bâti : bâtiment est du monastère Saint-Jean-de-Sorde, Sorde-l'Abbaye (Landes)*. Tours, Université François Rabelais, UFR Sciences Humaines, 1999, 2 vol., 36, 85 p., ill. Mém. maîtrise : Sciences et Techniques d'Archéologie préventive.

ANDRAULT-SCHMITT, Claude. L'abbaye de Boschaud. In *Monuments en Périgord. 156<sup>e</sup> Congrès archéologique de France*, 1998. Paris, Société Française d'Archéologie, 1999, p. 105-117, ill.

ANDRAULT-SCHMITT, Claude. L'église abbatiale de Brantôme (Saint-Pierre et Saint-Sicaire). In *Monuments en Périgord. 156<sup>e</sup> Congrès archéologique de France*, 1998. Paris, Société Française d'Archéologie, 1999, p. 143-160.

BABELON, Jean-Pierre, et REMY, Christian. Les châteaux de Bourdeilles. In *Monuments en Périgord. 156<sup>e</sup> Congrès archéologique de France*, 1998. Paris, Société Française d'Archéologie, 1999, p. 119-142, ill.

BABELON, Jean-Pierre. Hauteffort : les étapes de la construction du château neuf. In *Monuments en Périgord. 156<sup>e</sup> Congrès archéologique de France*, 1998. Paris, Société Française d'Archéologie, 1999, p. 225-240, ill.

BALLARIN, Catherine, et BERDOY, Anne. Les céramiques médiévales du site du Castéror à Sarron (Landes). *Aquitania*, 1999, n° 16, p. 317-338, ill.

BALMELLE, Catherine. La maison romaine en Aquitaine. In *La maison urbaine d'époque romaine en Gaule narbonnaise et dans les provinces voisines. Colloque Avignon, 11-13 novembre 1994. Documents d'Archéologie Vauclusienne*, 1999, n° 6, p. 117-127, ill.

BARBET, Alix, et HEIDET, Sandrine. Stucs, peintures et *opus musivum* du site de Chamiers (Dordogne). *Aquitania*, 1999, n° 16, p. 245-249, ill.

BARBET, Alix, et al. *La peinture romaine. Fresques de gladiateurs à Périgueux*. Catalogue de l'exposition, musée du Périgord, 14 mars- 13 septembre 1999. Périgueux, 1999, 32 p., ill.

BARRIERE, Claude. «Domus Pompeia» rue des Bouquets à Périgueux. Inventaire du mobilier archéologique, IV. *Documents d'Archéologie et d'Histoire Périgourdines*, 1998, n° 13, p. 71-90, ill.

BARRIERE, Claude. «Domus Pompeia» rue des Bouquets à Périgueux. Inventaire du mobilier archéologique, V. *Documents d'Archéologie et d'Histoire Périgourdine*, 1999, n° 14, p. 43-64, ill.

BAUNAC, Stéphane. La nécropole mérovingienne de «La Blancherie» commune de Paussac-et-Saint-Vivien (Dordogne). *Documents d'Archéologie et d'Histoire Périgourdines*, 1998, n° 13, p. 91-116, ill.

BELINGARD, Jean-Marie, LAGRANGE, Jacques, et POMMAREDE, Pierre. *Le Périgord des maisons fortes*. Périgueux, Pilote 24 édition, 1999, 207 p., ill.

BENEJEAM, Mireille. La lanterne des Morts de Sarlat, le prodigieux vestige de l'ancienne abbaye Saint-Sauveur. *Bulletin de la Société d'Art et d'Histoire de Sarlat et du Périgord Noir*, 1999, n° 78, p. 97-102, ill.

BENEJEAM-LERE, Mireille. Sarlat : la cathédrale Saint-Sacerdos. In *Monuments en Périgord. 156<sup>e</sup> Congrès archéologique de France*, 1998. Paris, Société Française d'Archéologie, 1999, p. 303-319, ill.

BENEYTOUT, Sophie. *Etude architecturale du château de Rauzan*. Bordeaux, Université Michel de Montaigne Bordeaux III, 1999, 2t., 95, 225 p., ill. T.E.R. de maîtrise d'histoire de l'art médiéval.

BERDOY, Anne. Maisons médiévales des vallées béarnaises. *Le Festin*, 1999, n° 31-32, p. 72-75, ill.

BERNAT, Patrick, et CELADOR, Guy. Découverte des dépendances d'un bâtiment gallo-romain «villae» à Civrac. *Cahiers Méduziens*, 1999, n° 32, p. 21-24, ill.

BERTHAULT, Frédéric. Les amphores de la place Camille-Jullian à Bordeaux. *Aquitania*, 1999, n° 16, p. 251-293, ill.

BERTHIER, Marcel. Titulaire et patron de l'église de Trémolat. *Bulletin de la Société Historique et Archéologique du Périgord*, 1999, t. 126, n° 2, p. 175-179.

BERTHIER, Marcel, et LAGRANGE, Jacques. Calvaires autour du cingle (1<sup>ère</sup> partie), calvaires de Trémolat. *Bulletin de la Société Historique et Archéologique du Périgord*, 1999, t. 126, n° 2, p. 319-332, ill.

BERTHIER, Marcel. Calvaires autour du cingle (2<sup>ème</sup> partie), calvaires de Calès. *Bulletin de la Société Historique et Archéologique du Périgord*, 1999, t. 126, n° 3, p. 516-526, ill.

BERTHIER, Marcel. Calvaires autour du cingle (3<sup>ème</sup> partie), calvaires de Paunat et Pezuls. *Bulletin de la Société Historique et Archéologique du Périgord*, 1999, t. 126, n° 4, p. 795-803, ill.

BEYNEIX, Alain, et al. *Astaffort et son histoire à travers les cartes postales anciennes*. Editions C.T.R. Marsolan, 1999, 96 p., ill.

BLONDIN, Alain. L'église d'Orliaguet. *Bulletin de la Société Historique et Archéologique du Périgord*, 1999, t. 126, n° 2, p. 263-265, ill.

BLONDIN, Alain. L'église de Salignac. *Bulletin de la Société Historique et Archéologique du Périgord*, 1999, t. 126, n° 2, p. 267-273, ill.

BLONDIN, Alain. Eglises, prieurés et chapelles relevant de l'abbaye de Saint-Amand-de-Coly au Moyen Âge, (1<sup>ère</sup> partie). *Bulletin de la Société d'Art et d'Histoire de Sarlat et du Périgord Noir*, 1999, n° 77, p. 68-72, ill.

BLONDIN, Alain. Eglises, prieurés et chapelles relevant de l'abbaye de Saint-Amand-de-Coly au Moyen Âge, (2<sup>ème</sup> partie, diocèse de Sarlat). *Bulletin de la Société d'Art et d'Histoire de Sarlat et du Périgord Noir*, 1999, n° 78, p. 119-124, ill.

BLONDIN, Alain. Eglises, prieurés et chapelles relevant de l'abbaye de Saint-Amand-de-Coly au Moyen Âge (3<sup>ème</sup> partie, diocèses de Périgueux, de Cahors et de Limoges). *Bulletin de la Société d'Art et d'Histoire de Sarlat et du Périgord Noir*, 1999, n° 79, p. 154-157, ill.

BOUET, Alain, et CARPONSIN-MARTIN, Catherine. Enfin un sanctuaire "rural" chez les Pétrucos : Chamiers (Dordogne). *Aquitania*, 1999, n° 16, p. 183-234, ill.

BOURDES, Céline. Serreslous-et-Arribans : histoire d'un village. *Bulletin de la Société de Borda*, 1999, n° 3, p. 273-293, ill.

BOUTOUILLE, Frédéric. Les premiers seigneurs de Blagnac (fin XI<sup>e</sup>-milieu XIII<sup>e</sup> siècle). *Mémoire des Pays de Branne*, 1999, n° 6, p. 27-41, ill.

BOYER, Richard, et PIOT, Céline. Bronze figuré en Agenais : une tête au cirrus inédite découverte dans la Garonne (commune du Passage, Lot-et-Garonne). *Aquitania*, 1997-1998, n° 15, p. 319-326, ill.

BROQUA, Alain. Nouvelles découvertes de fusaïoles crantées en plomb. *Bulletin de la Société Archéologique et Historique de l'Albret*, 1999, n° 21, p. 22, ill.

BROQUA, Alain. Le padouen, un nouveau toponyme dans la commune d'Andiran (Lot-et-Garonne). *Bulletin de la Société Archéologique et Historique de l'Albret*, 1999, n° 21, p. 24.

BRUNEAU, Odette. Procès entre le monastère de Sorde et le seigneur de Membrède en cour de Navarre en 1507. *Bulletin de la Société de Borda*, 1999, n° 4, p. 493-498, ill.

BRUNEAU, Odette. Les cloches d'Escos. In *La modernisation du monde rural en Aquitaine. Actes du LI congrès d'études régionales tenu à Pont-du-Casse les 25-26 avril 1998*. Bordeaux, Fédération Historique du Sud-Ouest, 1999, p. 133-143, ill.

BUZON, Philippe. *Palmae argentae, Les feuilles votives dans l'Empire romain*. Toulouse, Université de Toulouse-le Mirail, U.F.R. d'Histoire, d'Histoire de l'Art et d'Archéologie, 1999, 2 vol., 341, CLV p., ill. D.E.A. : Sciences de l'Antiquité.

CABRERO-RAVEL, Laurence. L'église Saint-Martin d'Agonac. In *Monuments en Périgord. 156<sup>e</sup> Congrès archéologique de France*, 1998. Paris, Société Française d'Archéologie, 1999, p. 95-104, ill.

CAILLABET-DULOUM, Geneviève. *Les nécropoles gallo-romaines de Bordeaux sous le Haut-Empire : types de sépultures et inventaire du mobilier funéraire. Catalogue du mobilier funéraire de la nécropole de Terre-Nègre, de la nécropole de l'enclos des Chartreux, de la nécropole de la rue Planterose et de la nécropole du cours Pasteur conservé au Musée d'Aquitaine de Bordeaux*. Bordeaux, Université de Bordeaux III, 1999, 3 vol., 90, 32, 310 p., ill. T.E.R. d'Histoire de l'Art et d'Archéologie.

CASTAGNET, Isabelle. *Commentaire des comptes de la fabrique St-Michel de Bordeaux de 1486 à 1490. Transcription des comptes de la fabrique St-Michel de Bordeaux de 1486 à 1490*. Bordeaux, Université de Bordeaux III, U.F.R. d'Histoire, 1999, 2 vol., 51, 85 p.

CHAMP, Alain. Une ruille signée à Montagnac-sur-Auvignon (Lot-et-Garonne). *Bulletin de la Société Archéologique et Historique de l'Albret*, 1999, n° 21, p. 23, ill.

CHAVIER, Laurent. Pierre Goyer de la Rochette, fontainier d'hospices. *Revue Archéologique de Bordeaux*, 1998, t. 89, p. 219-223, ill.

CHEVILLOT, Christian. *Aux origines de la céramique*. Plaquette pour l'exposition tenue au Bugue du 17 au 31 juillet 1999 dans le cadre de la Foire aux Potiers du Bugue, 4 p.

CHEVILLOT, Christian. Archéologie expérimentale et implications pédagogiques au Parc Archéologique de Beynac (Dordogne - France). *Convegno Internazionale di Archeologia Sperimentale Turin, 9-12 décembre 1999*, (pré-actes), p. 58-61.

CLEMENS, Jacques. Les grottes de Ferrand d'après Elie de Bétoulad (fin XVII<sup>e</sup> siècle). In *La modernisation du monde rural en Aquitaine. Actes du LI congrès d'études régionales tenu à Pont-du-Casse les 25-26 avril 1998*. Bordeaux, Fédération Historique du Sud-Ouest, 1999, p. 47-63, ill.

COQUILLAS, Didier. La tombe gallo-romaine de Saint-Ciers-de-Canesse. *Bulletin de la Société des Amis du Vieux Bourg*, 1999, n° 5, p. 8.

COSTEDOAT, René. Vieilles maisons de Bergerac. *Le Festin*, 1999, n° 31-32, p. 65-71, ill.

COSTES, Alain. *Approches de la poterie du Midi-Toulousain et de la Gascogne (XVI-XX<sup>e</sup>me). Fabriques et typologie de la poterie du Sud-Ouest de la France*. Groupe de Recherche en Ethnographie, Céramologie et Archéologie en Midi Toulousain, 1999, 199 p., ill. (Grésale ; HS 1).

CUBELIER DE BEYNAC, Jean. Les moulins de la Lède à Casseneuil. *Revue de l'Agenais*, 1999, n° 3, p. 337-352, ill.

CURSENTE, Benoît. Chronique de l'Archéologie médiévale en Aquitaine (début 1993-début 1998). *Aquitania*, 1997-1998, n° 15, p. 347-358.

DANGLES, Philippe. Château de Mareuil. In *Monuments en Périgord. 156<sup>e</sup> Congrès archéologique de France, 1998*. Paris, Société Française d'Archéologie, 1999, p. 251-266, ill.

DASSIE, Jacques. La grande lieue gauloise. Approche méthodologique de la métrique des voies. *Gallia*, 1999, t. 56, p. 285-311, ill.

DELLUC, Brigitte, et DELLUC, Gilles. A propos de quelques coupes atypiques du Périgord. *Bulletin de la Société Historique et Archéologique du Périgord*, 1999, t. 126, n° 2, p. 223-240, ill.

DELLUC, Brigitte, et DELLUC, Gilles. L'archéologie du Périgord vue par les timbres-poste. *Bulletin de la Société Historique et Archéologique du Périgord*, 1999, t. 126, n° 3, p. 421-433, ill.

DELVIT, Philippe. Les espaces de l'eau naviguée : fleuves, rivières, ruisseaux dans le bassin de la Garonne. *Revue de l'Agenais*, 1999, n° 3, p. 353-383, ill.

DESTRIAU, Agnès. *La nécropole carolingienne du quartier Fondaudège à Bordeaux*. Bordeaux, Université de Bordeaux I, UFR de Sciences biologiques, 1999, 34 p., ill. D.E.A. : anthropologie.

DOUAN, Cécile. Les sculptures de Chamiers (Dordogne). *Aquitania*, 1999, n° 16, p. 235-243, ill.

DUBEDAT, Paul. Notes historiques autour de Saint-Sever. *Bulletin de la Société de Borda*, 1999, n° 4, p. 467-480, ill.

DUBREUIL, Jacques. Le cadastre de la paroisse de Casseneuil (1759-1767). *Revue de l'Agenais*, 1999, n° 3, p. 273-328, ill.

DUBOIS, Claude, et PIZANO, Ludovic. La forge de Savignac-Lédrier (Dordogne) : l'apport des fouilles archéologiques. *Archéologie Industrielle en France*, 1999, n° 34, p. 57-62, ill.

DUBUISSON, Paul. Réflexions à propos des six bas-reliefs de l'église paroissiale de Brantôme. *Bulletin de la Société Historique et Archéologique du Périgord*, 1999, t. 126, n° 2, p. 199-222, ill.

DUCLOT, Jean-François. Histoire de la maison forte du Bédar, paroisse de Saint-Aubin-de-Blaignac en Entre-deux-Mers. *Mémoire des Pays de Branne*, 1999, n° 6, p. 73-82, ill.

DUFournier, Daniel. Résultats des analyses chimiques effectuées sur vingt échantillons céramiques provenant de Sarron et Montanx (Landes). *Aquitania*, n° 16, p. 339-343, tabl.

ETIENNE, Robert. Les moissonneuses gallo-romaines. In *La modernisation du monde rural en Aquitaine. Actes du LI congrès d'études régionales tenu à Pont-du-Casse les 25-26 avril 1998*. Bordeaux, Fédération Historique du Sud-Ouest, 1999, p. 31-46, ill.

EYMERI, Bernard. L'église Saint-Eloi d'Andernos-les-Bains. *Bulletin de la Société Historique et Archéologique d'Arcachon et du Pays de Buch*, 1999, n° 100, p. 54-61.

FAIVRE, Jean-Bernard, et SINGER, Régis. Eglise Saint-Michel de Bordeaux, deux cloches anciennes retrouvées. *Revue Archéologique de Bordeaux*, 1998, t. 89, p. 181-191, ill.

FERRY, Stéphan. Bisqueytan : autopsié. *Acquis Science*, 1999, n° 21, p. 36-37, ill.

FORME, Séverine. *La deuxième enceinte de Bordeaux*. Bordeaux, Université de Bordeaux III, 1999, 109 p., annexes, ill. T.E.R. d'histoire médiévale,

FOURNIOUX, Bernard. L'hôtellerie du bourg d'Auriac (Dordogne) sous l'ancien régime. *Documents d'Archéologie et d'Histoire Périgourdines*, 1999, n° 14, p. 65-74, ill.

FOURNIOUX, Bernard. A propos d'une clef de voûte provenant de l'église de Montignac (Dordogne). *Documents d'Archéologie et d'Histoire Périgourdines*, 1999, n° 14, p. 157-158, ill.

FOURNIOUX, Bernard. Autour de la mesure à grains du château de la Faye commune d'Auriac (Dordogne). *Documents d'Archéologie et d'Histoire Périgourdines*, 1999, n° 14, p. 159-162, ill.

FRAYSSE, Patrick. Monflanquin, maisons de bastide. *Le Festin*, 1999, n° 31-32, p. 50-54, ill.

FRITZ, Jeanne-Marie. Les mottes de «Castillon» à Sarbazan. *Bulletin de L'Association Landaise de Recherche et de Sauvegarde*, 1999, n° 13, p. 5-10.

GABORIT, Michelle. *Peintures murales médiévales de Saint-Emilion*. Bordeaux, Confluences, 1999, 140 p., ill., (Patrimoine de Saint-Emilion ; 1)

GABORIT, Michelle. Aspects de la peinture murale médiévale en Périgord. In *Monuments en Périgord. 156<sup>e</sup> Congrès archéologique de France, 1998*. Paris, Société Française d'Archéologie, 1999, p. 83-93, ill.

GABORIT, Michelle, LACOSTE, Jacques, et REGALDO-SAINT BLANCARD, Pierre. *Léo Drouyn, Les albums de dessins. Vol. 4 : L'Entre-deux-Mers de Lormont à La Sauve Majeure*. Camiac-et-Saint-Denis, Comité de Liaison de l'Entre-deux-Mers, 1999, 175 p., ill. (Archives et Chroniques de l'Entre-Deux-Mers).

GADRAT, Marie-Laurence. L'architecture de Saint-Pierre et Saint-Paul de Casseneuil. *Revue de l'Agenais*, 1999, n° 3, p. 251-255, ill.

GARRIGOU-GRANDCHAMP, Pierre. Les «maisons 1400» en Périgord : étude sur une transition. *Bulletin de la Société Historique et Archéologique du Périgord*, 1999, t. 126, n° 4, p. 591-622, ill.

GARRIGOU-GRANDCHAMP, Pierre. L'architecture domestique des bastides périgourdines aux XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles. In *Monuments en Périgord. 156<sup>e</sup> Congrès archéologique de France, 1998*. Paris, Société Française d'Archéologie, 1999, p. 47-71, ill.

GARRIGOU-GRANDCHAMP, Pierre. L'hôtel Plamon à Sarlat, une grande résidence urbaine du XIV<sup>e</sup> siècle. In *Monuments en Périgord. 156<sup>e</sup> Congrès archéologique de France, 1998*. Paris, Société Française d'Archéologie, 1999, p. 321-342, ill.

GOMEZ DE SOTO, José. Habitats et nécropoles des âges des métaux en Centre-Ouest et en Aquitaine. La question de l'or absent.. In *L'or dans l'antiquité : de la mine à l'objet, colloque international, Limoges, novembre 1994*. *Aquitania*, 1999, sup. 9, p. 337-346, ill.

GRILLON, Louis. Notes sur la fin de quelques léproseries du Périgord. *Bulletin de la Société Historique et Archéologique du Périgord*, 1999, t. 126, n° 3, p. 439-454, ill.

GRILLON, Louis. Note sur un censier nontronnaise du XIII<sup>e</sup> siècle. *Documents d'Archéologie et d'Histoire Périgourdines*, 1998, n° 13, p. 137-142, ill.

GRILLON, Louis. Pèlerins et croisés en Périgord au moyen âge. *Documents d'Archéologie et d'Histoire Périgourdines*, 1999, n° 14, p. 151-156, ill.

GRIMBERT, Laurent, VEYSSIERE, Frédéric, et BALLARIN, Catherine. Un bâtiment agro-pastoral du XVIII<sup>e</sup> s. à Pau (Pyrénées-Atlantiques). *Archéologie des Pyrénées Occidentales et des Landes*, 1999, n° 18, p. 23-34, ill.

GRUPE DE TRAVAIL SUR LE CANTON DE SAINT-CYPRIEN. Saint-Cyprien. V. La banlieue : ouest, sud-ouest, sud. *Bulletin de la Société d'Art et d'Histoire de Sarlat et du Périgord Noir*, 1999, n° 76, p. 6-9, ill.

GRUPE DE TRAVAIL SUR LE CANTON DE SAINT-CYPRIEN. Saint-Cyprien. VI. Banlieue est et centre. *Bulletin de la Société d'Art et d'Histoire de Sarlat et du Périgord Noir*, 1999, n° 78, p. 91-94, ill.

GRUPE DE TRAVAIL SUR LE CANTON DE SAINT-CYPRIEN. La banlieue de Sarlat. II. La banlieue sud et sud-ouest. *Bulletin de la Société d'Art et d'Histoire de Sarlat et du Périgord Noir*, 1999, n° 77, p. 51-54, ill.

GUILLAUME, Jean. Le château de Puylaugue. In *Monuments en Périgord. 156<sup>e</sup> Congrès archéologique de France, 1998*. Paris, Société Française d'Archéologie, 1999, p. 281-291, ill.

GUILLIN, André, et DIDIERJEAN, François. Découverte d'un nouveau souterrain aux Bigoussies à Saint-Méard-de-Drôme. *Documents d'Archéologie et d'Histoire Périgourdines*, 1998, n° 13, p. 131-136, ill.

HERVET, Myriam. Inventaire descriptif des églises médiévales du canton de Fronsac. *Revue Historique et Archéologique du Libournais*, 1999, n° 252, p. 59-72, ill. ; n° 254, p. 109-116, ill.

HULOT, Olivia. *Un exemple d'archéologie subaquatique : application aux pirogues monoxyles du lac de Sanguinet (Landes). Etude complétée par un programme de datations dendrochronologiques*. Bordeaux, Université de Bordeaux III, Histoire de l'Art et Archéologie, 1999, 2 tomes, 208 p., ill. Mém. maîtrise : Histoire de l'Art et Archéologie.

IGNACE, Jean-Claude. Les dépendances monastiques étrangères dans l'ancien diocèse de Périgueux. *Bulletin de la Société Historique et Archéologique du Périgord*, 1999, t. 126, n° 2, p. 241-262, cartes.

JANNEAU, François. L'hôpital d'Hautefort en Dordogne. In *Monuments en Périgord. 156<sup>e</sup> Congrès archéologique de France, 1998*. Paris, Société Française d'Archéologie, 1999, p. 241-249, ill.

JEAN, Ezéchiel. *Occupation du sol et peuplement de la paroisse Sainte-Croix de Bordeaux intra-muros entre 1300 et 1492 (d'après les fonds ecclésiastiques)*. Bordeaux, Université de Bordeaux III, U.F.R. d'Histoire, 1999, 2 tomes, 537 p., ill. T.E.R.

LABAT, Pierre. Une grande borne dans la lande d'Audenge, un souvenir de Dauberval. *Bulletin de la Société Historique et Archéologique d'Arcachon et du Pays de Buch*, 1999, n° 100, p. 15-20, ill.

LABATUT, Fernand. Dans les landes du pays de Buch sous l'ancien régime, prélude à l'ensemencement des dunes. *Bulletin de la Société Historique et Archéologique d'Arcachon et du Pays de Buch*, 1999, n° 101, p. 41-67.

LABORIE, Yan, et al. Note sur la découverte d'un lot de mobilier gallo-romain de la fin du I<sup>er</sup> siècle av. J.-C. commune de Lembras (Dordogne). *Documents d'Archéologie et d'Histoire Périgourdines*, 1998, n° 13, p. 55-70, ill.

LACOMBE, Claude. La nécropole du Haut Moyen Age de Pech-Pelé commune de Saint-Crépin-et-Carduc (Dordogne). *Documents d'Archéologie et d'Histoire Périgourdines*, 1998, n° 13, p. 123-130, ill.

LACOMBE, Claude. Autour de l'exemple du Périgord. Interprétation de la comptabilisation des faïences, de la dénomination de leurs tailles, ainsi que de leurs prix au XVIII<sup>e</sup> siècle. *Documents d'Archéologie et d'Histoire Périgourdines*, 1999, n° 14, p. 75-98, ill.

LAROCHE, Claude. Saint-Front de Périgueux : la restauration du XIX<sup>e</sup> siècle. In *Monuments en Périgord. 156<sup>e</sup> Congrès archéologique de France, 1998*. Paris, Société Française d'Archéologie, 1999, p. 267-280.

LARRIERE, Bernard, et al. *Léo Drouyn, les albums de dessins. Vol. 5 : Léo Drouyn et Saint-Emilion*. Camiac-et-Saint-Denis, Comité de Liaison de l'Entre-deux-Mers. Saint-Emilion, Société Archéologique de Saint-Emilion, 1999, 123 p., ill. (Archives et Chroniques de l'Entre-Deux-Mers).

LASSERRE, Georges. Habitation troglodytique et hameau de Pouey, commune d'Astaffort, (Lot-et-Garonne). *Bulletin de la Société Archéologique et Historique de l'Albret*, 1999, n° 21, p. 25-27, ill.

LAVERGNE, Christian de. L'histoire retrouvée de l'église de Bougue et de son prieuré du Moyen Age à nos jours. *Bulletin de l'Association Landaise de Recherche et de Sauvegarde*, 1999, p. 11-13, ill.

LEGAZ, Amaia. *Espace et société dans une région des Pyrénées au Moyen Age : l'exemple de la Basse-Navarre*. Toulouse, Université de Toulouse II-le Mirail, 1999, 2 vol., 75, 91 p., ill. D.E.A.

*Les bastides de Gironde, Entre-deux-Mers et Grand Libournais*. Camiac-et-Saint-Denis, Comité de Liaison de l'Entre-deux-Mers, 1999, 24 p., ill.

*Les moulins à eau de l'Entre-deux-Mers*. Camiac-et-Saint-Denis, Comité de Liaison de l'Entre-deux-Mers, 1999, 24 p., ill.

MAFFRE, Philippe. Un document contemporain pour servir à l'histoire médiévale. Le plan de situation des tombeaux de la cathédrale Saint-André de Bordeaux dressé par Henri de Marquessac. *Revue Archéologique de Bordeaux*, 1998, t. 89, p. 245-250, ill.

MARTIN, Christian. Les vases de Mazeyres. *Revue Historique et Archéologique du Libournais*, 1999, n° 245, p. 97-103, ill.

MARTIN, J.-F. Robert. *Le cartulaire de l'Abbaye Saint-Jean-de-Sorde*. Biarritz, Ed. Atlantica, 1999, 360 p.

MARTIN, Thierry. Le port de Bordeaux et la diffusion atlantique des sigillées montanaises. In *Mélanges Claude Domergue*. PALLAS, 1999, n° 50, p. 27-41, bibliogr.

MARTIN, Thierry. Les procédés de fabrication des céramiques sigillées montanaises. *VII<sup>e</sup> Rencontres archéologiques de Saint-Céré, 28 septembre 1998. Annales des Rencontres Archéologiques de Saint-Céré*, 1998, n° 6, p. 56-68, ill.

MARTINAUD, Michel, et al. Sur l'intégration des résultats géophysiques avec des résultats de sondages mécaniques ponctuels. *Revue d'Archéométrie*, 1999, n° 23, p. 33-45, ill.

MASSAN, Patrick, et al. Le site archéologique de Cénac. *Bulletin de la Société Archéologique de Lignac-de-Bordeaux et du canton de Créon*, 1999, n° 5, p. 21-109, ill.

MATEU, André. Quand Casseneuil était cathare. *Revue de l'Agenais*, 1999, n° 3, p. 227-249, ill.

NORMAND, Christian. Les maisons fortes de la vallée de la Bidouze. *Archéologie des Pyrénées Occidentales et des Landes*, 1999, n° 18, p. 35-71, ill.

ORTEGA, Pierre, et VIRLET, Jean-Baptiste. L'église Saint-Etienne, commune de Saint-Estèphe. *Bulletin de la Société Historique et Archéologique du Périgord*, 1999, t. 126, n° 2, p. 275-294, ill.

PENAUD, Guy. Le voyage de Saint-Géry en Périgord (début du VII<sup>e</sup> siècle). *Bulletin de la Société Historique et Archéologique du Périgord*, 1999, t. 126, n° 2, p. 167-174.

PEYRISSAC, Michèle. L'hôtel de Ragueneau. *Revue Archéologique de Bordeaux*, 1998, t. 89, p. 201-211, ill.

PIAT, Jean-Luc. Le site et le château de Bisqueytan à Saint-Quentin-de-Baron des origines à aujourd'hui (3<sup>e</sup> partie). *Mémoire des Pays de Branne*, 1999, n° 6, p. 43-72, ill.

## Valait-il la peine de frapper la monnaie divisionnaire dans les cités de la péninsule Ibérique à l'époque julio-claudienne ?

par Jean-Pierre Bost

P. P. Ripollès et J. M. Abascal ont récemment consacré un très remarquable ouvrage aux monnaies de l'atelier hispanique de *Segobriga*, municipale augustéenne de l'actuelle Nouvelle Castille, qui a émis des as et des *semissae* entre le règne d'Auguste et celui de Caligula.

Derrière un volume réduit et une présentation modeste se cache une information très riche qui ne s'attache pas seulement à décrire le fonctionnement et la production de cet atelier, mais qui embrasse plus largement toute l'histoire des officines hispaniques, sans dissimuler aucune des difficultés de l'enquête. C'est la richesse même de la réflexion de ces deux savants collègues espagnols qui m'a incité à prolonger leur travail. J'ai choisi d'isoler ici le dossier du coût des émissions monétaires, mais on verra que s'interroger sur la rentabilité de celles-ci entraîne bien d'autres questions.

Les calculs statistiques effectués par des méthodes modernes ont prouvé que, même si les fouilles archéologiques les rencontrent communément partout, les monnaies issues des officines hispaniques ont été frappées en faible quantité. C'est le cas de *Segobriga* où l'estimation la plus haute donne une production moyenne annuelle d'environ 10 000 as, c'est-à-dire 2 500 sesterces. C'est très peu : la loi coloniale d'*Urso*, en Bétique, indique, par exemple, que les dépenses administratives locales atteignaient au minimum chaque année la somme de 18 000 sesterces,

environ. Par ailleurs, le classement et la chronologie des frappes montrent que celles-ci n'étaient que sporadiques, c'est-à-dire (sauf dans quelques cités comme *Caesaraugusta* / Saragosse), assez rares ou très rares.

Malgré cela, on imagine mal que, même peu abondante, et même si images et légendes monétaires mettent plutôt en valeur le caractère honorifique des émissions, la monnaie, une fois livrée au public, n'ait pas servi dans la vie courante. Il est évident que ces émissions, si modestes qu'elles aient été, ont rempli leur fonction naturelle d'instrument des échanges, à la fois là où elles étaient produites et là où elles ne l'étaient pas : c'est bien ce que révèle leur dispersion dans toute la péninsule. À une époque où, dans toutes les villes, à *Segobriga* et ailleurs, s'ouvraient de grands chantiers urbains, entraînant des dépenses considérables et faisant appel à une main-d'œuvre nombreuse et diversifiée, ces fractions de cuivre ou de bronze ont facilité les transactions en fournissant aux possesseurs d'*aurei* ou de deniers les pièces divisionnaires indispensables. D'autant plus indispensables que, au même moment, l'État romain, par indifférence, par incapacité, ou par calcul, n'envoyait vers les Espagnes que des quantités réduites de numéraire de base.

Mais alors, pourquoi cette indéniable utilité n'a-t-elle pas conduit partout à l'ouverture d'un atelier monétaire ? Il y a d'abord à cela des raisons administratives et juridiques : il fallait en effet, pour battre monnaie, obtenir l'autorisation de le faire, et il est certain à mes yeux (si l'on ex-

PIAT, Jean-Luc. Deux documents nouveaux sur l'église de Saint-Aubin-de-Branne. *Mémoire des Pays de Branne*, 1999, n° 6, p. 85-86, ill.

PINÇON, Jean. « Découverte » d'un hôtel particulier du XVIII<sup>e</sup> siècle, l'hôtel Mel de Fontenay, 23 rue Monbazou à Bordeaux. *Revue Archéologique de Bordeaux*, 1998, t. 89, p. 237-244, ill.

PIOT, Céline. Note sur deux statuettes gallo-romaines en calcaire découvertes à Saint-Sever. *Bulletin de la Société de Borda*, 1999, n° 3, 1999, p. 321-332, ill.

PIOT, Céline. La villa de Lamolie à Astaffort (Lot-et-Garonne) : un domaine rural antique d'Aquitaine méridionale. *Mémoires de la Société Archéologique du Midi de la France*, 1999, t. 59, p. 41-56, ill.

PIOT, Céline. Au dossier des marques sur amphores découvertes en Lot-et-Garonne : les estampilles sur amphores vinaires. *Bulletin de la Société Archéologique et Historique de l'Albret*, 1999, n° 21, p. 1-21, ill.

PLAT-FERREYRO, Jacqueline. Mondinet à Jugazan, un manoir sur les hauts de l'Engrenne. *Mémoire des Pays de Branne*, 1999, n° 6, p. 83-84, ill.

POMMAREDE, Pierre. Un prieuré oublié : le Badeix. *Bulletin de la Société Historique et Archéologique du Périgord*, 1999, t. 126, n° 2, p. 181-198.

PRADALIER, Michele. Les églises des bastides du Périgord méridional, (Molières, Monpazier, Beaumont). In *Monuments en Périgord. 156<sup>e</sup> Congrès archéologique de France, 1998*. Paris, Société Française d'Archéologie, 1999, p. 73-82.

PROUST, Evelyne. L'église de Saint-Jean-de-Côle. In *Monuments en Périgord. 156<sup>e</sup> Congrès archéologique de France, 1998*. Paris, Société Française d'Archéologie, 1999, p. 293-301, ill.

PROUST, Evelyne. L'abbaye Saint-Pierre de Tourtoirac. In *Monuments en Périgord. 156<sup>e</sup> Congrès archéologique de France, 1998*. Paris, Société Française d'Archéologie, 1999, p. 343-350, ill.

PUYOO, Laurence, et ZUBILLAGA, Inaki. Les forges d'Abesse (Saint-Paul-les-Dax, Landes). II. Le XVIII<sup>e</sup> siècle; III. Le XIX<sup>e</sup> siècle. *Bulletin de la Société de Borda*, 1999, n° 1, p. 75-90, ill., n° 3, p. 295-320, ill.

RATEAU, Michel. Mauzac et Saint-Mayme-de-Rozens, Patrimoine religieux, essai d'inventaire. *Bulletin de la Société Historique et Archéologique du Périgord*, 1999, t. 126, n° 3, p. 455-492, ill.

REGALDO-SAINT BLANCARD, Pierre. Fort Louis. *Revue Archéologique de Bordeaux*, 1998, t. 89, p. 69-142, ill.

REGALDO-SAINT BLANCARD, Pierre. « Pagus benalgensis » le pays de Benauges dans l'Antiquité et le Moyen Âge. In *Benauges, essai historique*. Bordeaux, Association pour la Sauvegarde du Patrimoine et de l'Environnement du Canton de Targon, 1999, p. 33-42, ill. (A la Découverte de l'Entre-deux-Mers).

REGUER-GIRON, Françoise. *Recherches sur les tombeaux épiscopaux de la cathédrale Saint-André de Bordeaux*. Bordeaux, Université Michel de Montaigne - Bordeaux III, 1999, 2 t., 144, 101 p., ill. DEA : Histoire de l'Art contemporain.

REIGNIEZ, Pascal. La question posée par les « puits funéraires » du plateau des quatre fils Aymon à Cubzac-les-Ponts. *Revue Historique et Archéologique du Libournais*, 1999, n° 252, p. 78-87, ill.

RIGAL, Didier. Découvertes métallurgiques en Dordogne : lingot de fer. *L'Archéologie Archéologie Nouvelle*, 1999, n° 44, p. 78-79.

ROMAIN, Mary-Jean. *Les mérovingiens en Lot-et-Garonne à travers leurs sépultures*. Toulouse, Université de Toulouse-le Mirail, U.F.R. d'Histoire, d'Histoire de l'Art et Archéologie, 1999, 267 p., ill. Mém. Maîtrise.

ROUSSET, Jeanine, et LAGRANGE, Jacques. L'église de Saint-Pierre-de-Chignac. *Bulletin de la Société Historique et Archéologique du Périgord*, 1999, t. 126, n° 2, p. 295-318, ill.

ROUSSET, Valérie. Le pont du Bélonce à Borce (Pyrénées-Atlantiques). *Archéologie des Pyrénées Occidentales et des Landes*, 1999, n° 18, p. 13-21 ill.

SARRADET, Max. Marqueyssac (Dordogne) et son site. *Documents d'Archéologie et d'Histoire Périgourdines*, 1999, n° 14, p. 163-168, ill.

SERAPHIN, Gilles. Salles et châteaux gascons, un modèle de maisons fortes. *Bulletin Monumental*, 1999, t. 157, n° 1, p. 11-42, ill.

SERAPHIN, Gilles. Le castrum de Comarque. In *Monuments en Périgord. 156<sup>e</sup> Congrès archéologique de France, 1998*. Paris, Société Française d'Archéologie, 1999, p. 161-193, ill.

SERAPHIN, Gilles, et REMY, Christian. Le château d'Excideuil. In *Monuments en Périgord. 156<sup>e</sup> Congrès archéologique de France, 1998*. Paris, Société Française d'Archéologie, 1999, p. 195-223, ill.

SIREIX, Christophe. *Les grands ovoïdes de l'atelier de Vayres (Gironde), Production et diffusion d'un type particulier de vase à provisions (vers 30 avant J.-C. - vers 40 après J.-C.)*. Bordeaux, Université de Bordeaux III, 1999, 93 p., ill.

SIREIX, Christophe. Catalogue typologique et aspects fonctionnels d'un important lot de céramiques communes du I<sup>er</sup> siècle découvert sur le site de la place Camille-Jullian à Bordeaux. In *Productions de céramiques dans les différentes régions de Suisse : technologie, production et marché. Congrès de Fribourg, 13-16 mai 1999*. Marseille, Société Française d'Etude de la Céramique Antique en Gaule, 1999, p. 237-260, ill.

THIERRY, François. A propos du fanum de Lamothe : les temples celto-romains. *Bulletin de la Société Historique et Archéologique d'Arcachon et du Pays de Buch*, 1999, n° 100, p. 1-14, ill.

THORAVALL, Simone. Saumos à travers l'histoire. *Bulletin de la Société Historique et Archéologique d'Arcachon et du Pays de Buch*, 1999, n° 99, p. 36-58.

TOKPASSI, Hervé. L'hôtel Leberthon, un chef d'œuvre de l'architecture privée du XVIII<sup>e</sup> siècle à Bordeaux. *Revue Archéologique de Bordeaux*, 1998, t. 89, p. 225-236, ill.

VACHIA, Florence. L'église Saint-Michel de La Bastide (Monestier, canton de Sigoulès). *Bulletin de la Société Historique et Archéologique du Périgord*, 1999, t. 126, n° 4, p. 749-755, ill.

VILLARET, Alain. L'association de l'empereur et des dieux en Aquitaine. Son rôle dans la société et les mentalités. *Aquitania*, 1999, n° 16, p. 127-151.

VILLEMIANE, Michel. Les sources de l'histoire de Gensac. *Revue Historique et Archéologique du Libournais*, 1999, n° 252, p. 73-77, ill.

VIRCOULON, Jean. Les moulins de la paroisse de Ligueux au 18<sup>e</sup> siècle. *Revue Historique et Archéologique du Libournais*, 1999, n° 251, p. 36-43.

YVONNET-NOUVIALE, Valérie. A propos de neuf chapiteaux de Saint-Caprais d'Agen : influences croisées, Toulouse et Moissac un domaine rural antique d'Aquitaine méridionale. *Mémoires de la Société Archéologique du Midi de la France*, 1999, t. 59, p. 57-71, ill.

cepte *Ebusus* (Ibiza) qui est un cas particulier), que seules l'ont obtenu les cités "romaines", c'est-à-dire les colonies et les municipes. Mais il a dû y avoir aussi des raisons d'ordre économique, et ce sont ces raisons que je voudrais exposer. Pour cela, il nous faut revenir sur les émissions.

Attachons-nous d'abord à ce que l'on peut savoir de la production des ateliers, et, pour cela, restons sur l'exemple de *Segobriga*. Les estimations établies par P. P. Ripollès, à partir du nombre des coins d'avvers utilisés, donneraient une production globale d'environ 780 000 as, 100 000 *semisses* et 60 000 *quadrantes*. Essayons maintenant d'en répartir la masse entre les différentes émissions déterminées par notre collègue (deux émissions d'as et une de *quadrantes* sous Auguste, une d'as et de *semisses* sous chacun de ses successeurs). La comparaison entre le nombre des monnaies conservées (506 as, 121 *semisses* et 27 *quadrantes*) et le nombre des coins (d'avvers) connus (44 en tout, dont 36 as), révèle que ces derniers ont eu une activité de durée inégale que nous évaluerons approximativement, grâce au calcul de l'indice caractérisant (nombre des monnaies connues divisé par le nombre des coins), pour rétablir la capacité de chacun. Pour les as, ce coefficient s'établit ainsi :

- première émission d'Auguste : 47 exemplaires : 4 coins = 11,75
- seconde émission d'Auguste : 39 exemplaires : 6 coins = 6,75
- émission de Tibère : 253 exemplaires : 12 coins = 21,08
- émission de Caligula : 167 exemplaires : 14 coins = 11,93

Au total, pour 36 coins d'avvers utilisés et un coefficient total de 51,51, soit un coefficient par coin de 36 : 51,51 = 0,7, la répartition par règne (et pour une production évaluée (très largement) à 20 000 exemplaires par coin) donne (toujours pour les as) le volume de production suivant :

- première émission d'Auguste : 0,7 x 11,75 x 20 000 = 164 000 as environ
- seconde émission d'Auguste : 0,7 x 6,75 x 20 000 = 94 000 as environ
- émission de Tibère : 0,7 x 21,08 x 20 000 = 295 000 as environ
- émission de Caligula : 0,7 x 11,93 x 20 000 = 167 000 as environ,

soit en tout une production de 720 000 as environ.

Tâchons ensuite d'estimer le poids de métal utilisé et le coût de la frappe. Les analyses effectuées dans divers monnayages de la péninsule depuis plus de vingt ans prouvent que les ateliers ont progressivement produit des flans en cuivre de plus en plus pur, mais que, au moins sous Auguste, les produits hispaniques sont des alliages ternaires dans lesquels, outre le cuivre (lui-même en quantité très variable, puisqu'une monnaie de *Segobriga* atteint tout juste 47 % de ce métal), se rencontrent le plomb et l'étain. Admettons que, en règle générale, le cuivre atteint, sous

Auguste, puis dépasse, sous ses successeurs, les 90 %. Selon ce calcul (bien sûr très approximatif, mais il est de toute façon impossible ici d'aboutir à des résultats exacts) le cuivre utilisé à *Segobriga* lors des sept émissions d'époque impériale représente :

- sous Auguste : environ 2 580 kg, soit à peu près 7 900 livres de 327g ;
- sous Tibère : environ 2 950 kg, soit à peu près 9 000 livres ;
- sous Caligula : environ 1 670 kg, soit à peu près 5 100 livres.

Ajoutons 144 kg de métal (environ 440 livres) pour les *quadrantes* émis sous Auguste, et 367 kg (environ 1120 livres) pour les *semisses* de Tibère, puis 217 kg (environ 665 livres) pour ceux de Caligula, et l'on arrive à un poids de cuivre utilisé d'un peu plus de 7 900 kg, ou un peu plus de 24 000 livres, total maximum envisageable puisqu'on sait que la résistance des coins était très variable, et que les plus résistants n'arrivaient sans doute pas à frapper les 20 000 exemplaires retenus ici.

Comment, maintenant, évaluer le prix de revient des frappes monétaires ? Nous savons assez bien ce que coûte le métal. Sous Auguste, les as issus de la réforme de 23/19 av. J.-C., sont émis au 1/32 de livre. Comme ils sont de cuivre pur, on admettra que 32 as (= 8 sesterces, ou 2 deniers) représentent le coût de la livre de cuivre (monnayé). Par ailleurs, on possède, grâce à Plinius l'Ancien, plusieurs informations précieuses sur le prix de la livre de plomb (7 deniers), de la livre d'étain (80 deniers) et de la livre d'alliage plomb / étain utilisé pour les soudures (20 deniers).

En appliquant ces valeurs aux données offertes par les émissions de *Segobriga*, on obtient des résultats très différents selon que l'on choisit de retenir l'un ou l'autre des chiffres fournis par nos sources. L'estimation totale la plus basse atteint (pour le cuivre) une dépense de 66 639 sesterces sous Auguste, 81 149 sous Tibère et 46 465 sous Caligula. Au prix fort des métaux alliés, les chiffres deviennent 164 600, 189 775 et 63 470 sesterces, tandis que, au tarif de l'alliage plomb / étain, on redescend à respectivement 125 366, 127 700 et 58 681 sesterces, soit deux fois et demie et encore une fois et demie plus que la valeur basse. Ce sont là de fortes sommes, qu'il faut encore en principe augmenter des frais annexes du travail et de la main-d'œuvre.

Sur ces deux plans, on ne sait pas grand-chose. Il est à peu près certain que les ouvriers se déplaçaient en équipes itinérantes, aux effectifs certainement limités à quelques personnes et à un outillage sommaire composé de quelques instruments indispensables (enclumes, pinces, tenailles, marteaux...). En prenant pour base une équipe de trois personnes produisant 1 200 pièces à la journée, et en retenant – même s'il paraît trop élevé – le chiffre de 20 000

| Règles   | Emissions | Total du métal monnayé (en livres) | COÛT DE LA FRAPPE                      |                        |    |    |              |                               |        |                               |                    |                                   | Total des valeurs émises | Balance (en HS) | %       |
|----------|-----------|------------------------------------|----------------------------------------|------------------------|----|----|--------------|-------------------------------|--------|-------------------------------|--------------------|-----------------------------------|--------------------------|-----------------|---------|
|          |           |                                    | Prix du métal (en HS, à 8 HS la livre) | Coins (10 HS par coin) |    |    |              | Main-d'œuvre (3 ouv.) (en HS) | Divers | Coût total du travail (en HS) | % du coût du métal | Total des frais de frappe (en HS) |                          |                 |         |
|          |           |                                    |                                        | A/                     | R/ | T  | Prix (en HS) |                               |        |                               |                    |                                   |                          |                 |         |
| AUGUSTE  | As        | 5 015                              | 40 122                                 | 4                      | 10 | 14 | 140          | 200                           | 100    | 440                           | 1,09               | 40 562                            | 41 000                   | + 438           | + 1,01  |
|          | Qd        | 440                                | 3 520                                  | 3                      | 8  | 11 | 110          | 76                            | 50     | 236                           | 6,70               | 3 756                             | 3 750                    | - 6             | - 0,16  |
|          | As        | 2 875                              | 22 997                                 | 6                      | 7  | 13 | 130          | 117                           | 50     | 497                           | 2,16               | 23 494                            | 23 500                   | + 6             | + 0,002 |
| TIBÈRE   | As        | 9 021                              | 72 171                                 | 12                     | 38 | 50 | 500          | 369                           | 200    | 1069                          | 1,48               | 73 240                            | 73 750                   | + 510           | + 0,70  |
|          | S         | 1 122                              | 8 978                                  | 3                      | 7  | 10 | 100          | 76                            | 50     | 226                           | 2,52               | 9 204                             | 7 500                    | - 1704          | -18,50  |
| CALIGULA | As        | 5 107                              | 40 856                                 | 14                     | 17 | 31 | 310          | 212                           | 100    | 622                           | 1,52               | 41 478                            | 41 750                   | + 272           | + 0,65  |
|          | S         | 663                                | 5 304                                  | 2                      | 4  | 6  | 60           | 50                            | 50     | 150                           | 3,02               | 5 464                             | 5 000                    | - 464           | - 8,50  |

Fig. 1. — Evaluation des frais d'émission (frappe) et des bénéfices éventuels à *Segobriga*

pièces par coin, les opérations de frappe auraient nécessité, sous Auguste, 45 jours de travail pour les as de la première émission, 26, pour ceux de la seconde émission, et 17 pour les *quadrantes*. Sous Tibère, il en aurait fallu environ 82 (as) et 17 (*semisses*), et enfin, sous Caligula, environ 47 pour les as et 11 pour les *semisses*.

Quant au coût global des opérations, très probablement à la journée de travail (et non à la livre de métal travaillé), il faut le répartir entre la gravure des coins (10 sesterces par coin ?), la fabrication des flans et la frappe proprement dite. En comptant six as par jour par poste de travail, on arrive à environ 200 sesterces pour la première émission d'as sous Auguste, environ 370 sous Tibère (pour les as) et environ 210 (pour les as) sous Caligula. Ajoutons-y les frais de combustible, de matériel, d'entretien et d'hébergement de l'équipe, du moins s'ils ne sont pas compris dans le prix de la journée. L'addition de toutes ces dépenses conduit, pour l'ensemble du travail de fabrication (fig. 1), à un peu plus de 3 000 sesterces, chiffre modeste si on le compare aux frais d'achat du métal.

Au total, les différentes séries émises à *Segobriga* ont pu coûter respectivement, sous Auguste, environ 40 000, 3 700 et 23 500 sesterces, sous Tibère, environ 73 000 et 9 200 sesterces, et, sous Caligula, environ 4 500 et 5 500 sesterces.

On le voit, les sommes engagées dans chaque opération considérée isolément sont élevées, mais pas énormes (à la même époque, un réseau de fontaines à Bordeaux a été payé deux millions de sesterces par un évergète dévoué) et l'on imaginera que la ville a trouvé sans trop de peine, dans ses propres ressources (puisqu'elle pouvait étaler sur plusieurs budgets la préparation d'une émission) ou dans l'aide de ses bienfaiteurs, les fonds nécessaires. Tous, apparemment, en avaient les moyens : *Segobriga* paraît avoir été alors l'une des cités les plus prospères de la péninsule inté-

rieure, capable, comme l'a montré G. Alföldy, de produire une élite fortunée dont les membres sont entrés jusque dans l'ordre sénatorial. Admettons donc que le sacrifice, limité dans le temps et dans les engagements financiers, fut parfaitement supportable pour la communauté des *Segobrigenses*.

Mais en allait-il toujours ainsi ? Il est sûr, en effet, que, dans certaines cités, celles où l'atelier fut particulièrement (comme à *Emerita* ou à *Caesaraugusta*) et peut-être inconsiderment (comme à *Calagurris* ?) productif, le total des frais a atteint des sommes beaucoup plus considérables. Essayons de nous en faire une idée, même approximative.

D'après les calculs de P. P. Ripollès, J. Muñoz et M. del Mar Llorens, *Caesaraugusta* (Saragosse), l'atelier, le plus prolifique de la péninsule, a utilisé entre 450 et 550 coins d'as pour 26 émissions entre les règnes d'Auguste et de Caligula. En prenant la valeur moyenne de 500 coins d'as et en donnant à chacun une capacité de 20 000 pièces, on arrive à une production totale de 10 000 000 d'as, soit environ 385 000 par émission, représentant chaque fois un poids de métal de 3, 8 tonnes, soit 11 800 livres romaines. Au tarif le plus bas (8 sesterces la livre monnayée), cela fait environ 94 000 sesterces. Et même si, le plus souvent, les coins n'atteignaient probablement pas les 20 000 pièces retenues comme un ordre de grandeur commun (c'est-à-dire, si l'on frappait en réalité moins / beaucoup moins de métal), la dépense reste élevée, d'autant plus qu'elle a été répétée vingt-six fois. On conclura néanmoins, que les *Caesaraugustani* ont aisément supporté le sacrifice financier, puisque la cité a été une des dernières à arrêter ses émissions.

A *Carthago Nova* (Carthagène), selon M. M. Llorens (toujours à 20 000 sesterces par coin) la dépense a varié entre 50 000 et 65 000 sesterces par émission quinquennale, tandis que, à *Calagurris* (Calahorra), chaque série a pu coûter environ 57 000 sesterces. Pour *Emerita* (Mé-

rida), enfin, on atteint une dépense totale de 550 000 sesterces sous Auguste, et, sous Tibère, de 870 000 sesterces, soit une dépense par "type" frappé de 29 000 sesterces environ. Même si l'on reste apparemment dans des ordres de grandeur qui sont voisins des (rares) données chiffrées relatives à des actes évergétiques contemporains d'importance moyenne (entre environ 23 000 sesterces à *Iguvium* (Gubbio), et, à *Emporiae* (Ampurias / Empúries), 45 000 sesterces), ce sont là des efforts dont l'importance pouvait devenir pesante, surtout qu'ils en accompagnaient d'autres, parfois de vaste ampleur, puisque cette époque a été justement celle des grands programmes monumentaux entrepris par les cités de la péninsule.

En retour, la frappe rapportait-elle quelque avantage financier à qui en prenait l'initiative et en supportait le poids ? Sur ce point, il paraît bien qu'il faut répondre par la négative. On voit sur les colonnes de la figure 1 que le profit est très mince pour les as, tandis que, logiquement, le déficit est net pour les petites divisions. Comme l'a dit S. Bolin, la surévaluation des monnaies n'entraînait pas pour autant du bénéfice. Si les choses se passaient toujours ainsi, il n'est pas inimaginable que beaucoup de cités ou d'évergètes éventuels aient reculé devant des sacrifices jugés trop élevés, non rentables (même si le prestige de la cité s'en trouvait rehaussé) et donc dissuasifs. Outre les raisons politico-juridiques signalées au début, on en aurait là d'autres, qui permettraient d'expliquer pourquoi, dans l'ensemble de la péninsule Ibérique, seule une trentaine de villes se sont donné un monnayage. Et l'on tiendrait peut-être même le motif pour lequel les cités, renonçant peu à peu à ces frappes coûteuses, les auraient interrompues définitivement sous Caligula.

Depuis longtemps, les numismates et les historiens s'interrogent sur les causes qui ont entraîné, vers 39/40 ap. J.-C., la "fermeture" - apparemment simultanée - des ateliers hispaniques encore ouverts à cette date. En gros, les hypothèses d'explication se réduisent à deux, qui prétendent chacune, en s'appuyant occasionnellement sur les témoignages numismatiques, apporter à la question posée une réponse globale.

La première est politique, et a été illustrée notamment par des chercheurs anglo-saxons, puis par R. Etienne. Etudiant les manifestations du culte impérial dans la péninsule Ibérique, celui-ci conclut que, sous Caligula, et après lui, sous Claude, "l'empereur n'a plus besoin de l'opinion populaire provinciale pour asseoir sa souveraineté", et qu'il "ne voit sans doute pas de raison de maintenir un monnayage local à tendance politique ; de plus, les types des émissions romaines de Claude montrent un intense effort de propagande : pour la diriger, le gouvernement central

vaut mieux que les autorités locales" (p. 438). Centraliser la propagande impériale aurait finalement conduit à ce que, vers 39/40, les cités se voient toutes à la fois interdire de poursuivre leurs émissions.

A cela, les auteurs de *RPCI* ajoutent que les empereurs, ont pu penser que le prestige impérial se trouvait diminué par le fait qu'il existait des cités "romaines" dont les monnayages ne suivaient pas les types romains. Il n'est pas du tout invraisemblable que Caligula soit allé jusqu'à considérer cela comme une offense, même si, de son temps, seules huit d'entre elles étaient encore concernées par la chose. Enfin, on a mis en avant la volonté des princes de réaliser l'unité de l'Occident en n'y faisant circuler que leurs propres divisions. Après tout, il était bien normal d'attendre des municipes et des colonies de la péninsule, qu'ils n'utilisent que la monnaie en quelque sorte "nationale".

Vraie ou supposée, cette décision, politique s'il en est, a conduit ce même Occident à une crise très grave de numéraire, parce que, peu de temps après son arrivée au pouvoir, Claude a interrompu la production de l'atelier de la capitale. Dans une période où les besoins de la circulation, encore réduits sans doute, étaient pourtant en augmentation constante, cette décision, qui venait ajouter ses conséquences à la pénurie née de l'arrêt des officines hispaniques et du décri du monnayage de Caligula, n'a fait qu'aggraver les choses : elle a créé une situation de famine monétaire généralisée qui n'a pu être compensée que par les fabrications locales, bien connues sous le nom d'"imitations" ou de "copies claudiennes". Dans ces conditions, il est évident que si l'unification monétaire de l'Occident a été recherchée pour réserver à l'empereur et à Rome le monopole, le prestige et les éventuels bénéfices de la frappe des divisions de métal vil, ce n'est pas sous Claude qu'elle a été réalisée : il a fallu pour y parvenir, attendre la réforme de 64, c'est-à-dire la fin du règne de son successeur.

Parce qu'elles ne copient que des types romains, les imitations claudiennes viennent d'ailleurs, pour certains chercheurs, étayer l'hypothèse politique. Le raisonnement est simple : si elles ont été préparées dans les villes qui avaient produit les émissions des règnes précédents, et si elles y ont remplacé les types locaux, c'est que ces derniers en avaient été volontairement écartés. En réalité, l'argument ne vaut qu'à deux conditions : d'une part, il faut (ce qui semble bien peu probable, on l'a vu) que les anciens ateliers urbains aient disposé auparavant d'installations permanentes que, pour la circonstance, l'on aurait en somme simplement remises en état de fonctionner, mais surtout, il faut que les copies soient effectivement sorties de ces anciens ateliers. Or ce n'est vraisemblablement pas le cas. Si l'on suit les propositions, très convaincantes parce que plus

logiques, de J.-B. Giard, ces monnayages de nécessité résultent d'initiatives privées d'hommes d'affaires et de manieurs d'argent. L'argument perd alors beaucoup de sa force, car il devient tout à fait normal que les fabricants de ces imitations aient choisi de prendre pour modèles les types les plus communs des frappes officielles.

Une dernière faiblesse de l'explication politique globale vient - les auteurs de *RPCI* l'ont reconnu - de ce que l'arrêt soudain des frappes hispaniques a été précédé de beaucoup de changements. Des 25 ateliers ouverts sous Auguste, six ont disparu dès la mort du fondateur de l'Empire ; sous Tibère, quelques promotions certaines ou probables au rang de municipe en ont fait naître six nouveaux et donc ont maintenu leur nombre total à 25, mais huit seulement ont fait renouveler par Caligula leur autorisation. Si l'on se souvient par ailleurs que la production des officines municipales a été très sporadique, on voit que l'irrégularité l'emportait, et que, finalement, dans ce domaine, seule paraît avoir compté la volonté des cités.

Va-t-on alors considérer comme la plus plausible la seconde hypothèse, celle de la disparition des officines hispaniques pour des raisons économiques ? Avancée par Grant (*FITA*, p. 203, n. 13) et reprise par Crawford (*CMRR*, p. 272), elle a peut-être souffert d'avoir été exposée de manière abrupte sous la forme d'une réponse à la ruine des finances municipales. On ne peut pas, évidemment, retenir cette proposition que démentent partout dans la péninsule à l'époque julio-claudienne - notamment dans les villes-ateliers - les signes très parlants d'une grande prospérité. Reste cependant, que battre monnaie coûtait cher : le total des dépenses engagées dans la frappe entre le règne d'Auguste et celui de Caligula, atteint approximativement - toujours à 20 000 pièces par coin - 196 000 sesterces à *Segobriga* (c'est deux fois le niveau de fortune que, au début du II<sup>e</sup> siècle, Plinius le Jeune considère comme le cens décurional) ; à *Calagurris*, ce sont 970 000 sesterces, 1 200 000 à *Carthago Nova* / Carthagène, 1 400 000 à *Emerita*, et enfin 2 400 000 à *Caesaraugusta*. Même si, sous des formes diverses (sommés honoraires, taxes, amendes, contrats), une partie plus ou moins importante de cet argent entraînait ou finissait par retourner dans les caisses publiques, ce sont là des sommes considérables. R. MacMullen estime que, dans une ville, un tout petit nombre de familles riches (et dévouées !) suffisait, en l'espace d'une génération ou à peine plus, à doter celle-ci de l'ensemble des équipements qu'on estimait nécessaires pour répondre aux besoins des habitants et assurer à ces derniers le confort collectif jugé indispensable. Mais peut-on être certain, au vu des coûts (même très approximatifs) avancés ici, que ces mêmes bienfaiteurs aient mis autant d'ardeur à dépenser leur argent dans une entreprise (celle de frapper la petite

monnaie) qui, à leur manière de juger, ne se révélait pas si rentable ni peut-être si nécessaire (puisqu'elle ne les concernait pas forcément et que l'Etat lui-même ne s'en souciait pas) ? Dans un moment où les dépenses urbaines cumulées entraînaient les fortunes privées comme les fonds publics dans des programmes de construction multiples autrement contraignants, il est tout à fait possible que, tant les collectivités que les éventuels évergètes, aient finalement estimé que l'honneur du monnayage n'était pas une priorité absolue, y compris dans des cités aussi prestigieuses qu'*Emerita* ou *Tarraco*, deux des plus puissantes et des plus dynamiques de l'*Hispania*. Ainsi s'expliqueraient facilement, par de simples choix d'investissements contrôlés, les fluctuations du nombre des officines hispaniques et l'arrêt des productions de la plupart d'entre elles dès avant la mort de Tibère. Reconnaissons toutefois que cette proposition ne rend pas compte à elle seule de l'arrêt, probablement brutal, quelques années plus tard, des officines restées encore ouvertes.

En résumé, l'histoire des officines hispaniques relève de deux hypothèses d'explication, également vraisemblables et également insuffisantes. Mon impression est qu'il faut sans hésiter retenir l'explication économique pour la période antérieure à 39. En revanche, je crois (après beaucoup d'autres) qu'on doit attribuer à des raisons politiques l'arrêt général des ateliers encore en activité au début du règne de Caligula.

Mais d'où est venue l'initiative, des cités ou du maître de l'Empire ? On peut supposer, en effet, que, en 39/40, la crise du complot de Gaetulicus, la disgrâce des sœurs du jeune prince, et l'évolution fâcheuse des dispositions de celui-ci, précisément dans le moment qui correspond à la cessation de leur activité, ont conduit les cités à suspendre d'elles-mêmes leurs émissions. Hésitant désormais à célébrer les vertus d'un tyran, elles auraient répondu aux inquiétantes excentricités d'un empereur aux humeurs imprévisibles par un silence prudent. Cette suggestion a été avancée par R. Etienne, mais celui-ci, avec d'autres historiens du règne, conclut néanmoins en mettant finalement en avant le despotisme de Caligula qui lui a fait vouloir s'assurer le contrôle absolu du monnayage. C'est cette dernière proposition que l'on retiendra, et c'est donc à une interdiction venue de la capitale qu'on croira en fin de compte. Elle fut d'ailleurs définitive puisque (si l'on excepte le cas d'*Ebusus*/Ibiza) aucune cité de la péninsule n'a plus émis par la suite le moindre monnayage.

Ainsi s'achevait l'histoire des ateliers hispaniques après une activité qui, pour certains, sporadiquement sans doute, mais réellement néanmoins, avait duré soixante ans.

## Bibliographie

- Alföldy, G., *Römisches Städtewesen auf der neukastilischen Hochebene*, Heidelberg, 1987.
- Bolin, S., *State and currency in the Roman Empire to 300 A. D.*, Stockholm, 1958.
- Burnett, A., Amandry, M. et Ripollès, P. P., *Roman Provincial Coinage. I, From the Death of Caesar to the death of Vitellius (44 BC – AD 69)*, Londres-Paris, 1992, 2<sup>e</sup> éd., 1999 (= *RPC I*).
- Crawford, M., *Coinage and Money under the Roman Republic. Italy and the Mediterranean Economy*, Londres, 1985 (= *CMMR*).
- Curchin, L. A., *The local Magistrates of Roman Spain*, Toronto, 1990.
- Duncan-Jones, R., *The Economy of the Roman Empire. Quantitative Studies*, Cambridge, 1974.
- Id., *Structure and Scale in the Roman Economy*, Cambridge, 1990.
- Etienne, R., *Le culte impérial dans la péninsule Ibérique d'Auguste à Dioclétien*, Paris, 1958 (BEFAR, 191).
- Grant, M., *From Imperium to Auctoritas. A historical Study of AES Coinage in the Roman Empire, 49 B. C. – A. D. 14*, Cambridge, 1946 (= *FITA*).

- Il capitolo delle entrate nelle finanze municipali in Occidente ed in Oriente*, Actes de la Xe Rencontre franco-italienne sur l'épigraphie du monde romain, Rome 27-29 mai 1996, Rome, 1999 (communications diverses, et conclusions de M. Corbier, p. 285-293).
- Llorens Forcada, Ma. del Mar, *La ciudad romana de Carthago Nova : Las emisiones romanas*, Murcie, 1994.
- MacMullen, R., *Roman Social Relations, 50 B. C. to A. D. 284*, Yale Univ. Press, 1974.
- Parrado Cuesta, Ma Soledad, *Composición y circulación de la moneda hispano-romana en la Meseta Norte*, Valladolid, 1998.
- Ripollès, P. P., Muñoz, J., et Llorens, M. M., The original number of dies used in the Roman provincial coinage of Spain, *Actes du Xe congrès international de Numismatique, Bruxelles 1991*, Louvain 1993, I, p. 315-324.
- Ripollès Alegre, P. P., et Abascal Palazón, J. M., *Las monedas de la ciudad romana de Segobriga (Saelices, Cuenca)*, Asociación Numismática Española, Museo de la Casa de la Moneda, Barcelona-Madrid, 1996.

## Le cimetière carolingien de la gare Citram à Bordeaux

Agnès Bergeret\* et Marie-Noëlle Nacfer\*\*

Le cimetière carolingien de la gare Citram se situe sur une parcelle<sup>1</sup> localisée au nord-ouest du centre ville de Bordeaux, sur le site de l'ancienne gare routière, plus connue sous le nom de la compagnie qui a exploité ce moyen de transport, depuis le début du siècle. La fouille, réalisée en 1998, a été implantée dans la cour, seul espace vierge de bâti, située à l'ouest-nord-ouest de la parcelle.

L'intervention archéologique a permis de cerner la genèse de l'occupation de ce secteur, qui remonte au I<sup>er</sup> s. de notre ère<sup>2</sup>. L'habitat antique, dont une *domus* a été en partie dégagée, est abandonné aux environs de la seconde moitié du III<sup>e</sup> siècle, lorsque l'occupation se resserre au sein de l'enceinte du *castrum*. Les éléments du bâti seront par la suite en grande partie récupérés jusqu'au Ve siècle.

Durant le haut Moyen Age, la nature de l'occupation se modifie avec la mise en place d'un pôle funéraire. Après l'abandon de cet espace sépulcral, le secteur se couvre de vignes<sup>3</sup>, jusqu'à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle où un "magasin à poudre", autre nom d'une salpêtrière, est élevé à l'écart de l'habitat moderne. Il faudra attendre le XVIII<sup>e</sup> siècle pour que l'expansion de la ville permette à ce quartier, jusqu'alors relativement isolé, de se développer jusqu'à se fondre aujourd'hui dans l'urbanisme bordelais.

### Le réseau paroissial

Au Moyen Age, la parcelle étudiée se situe au sein du faubourg Saint-Seurin, vaste étendue qui englobe l'ensemble de l'espace suburbain situé au nord de la ville. Ce secteur se trouvera toujours hors emprise du tracé des encein-

tes successives qui ont enclos la ville, au début du XIII<sup>e</sup> siècle et au début du siècle suivant. L'extension du domaine urbain protégé par les remparts a, en effet, sans cesse privilégié les faubourgs situés au sud de la ville et il faudra

\* Assistante d'études auprès de l'Association pour les fouilles archéologiques nationales, Antenne-Méditerranée.

\*\* Chargée d'études auprès de l'Association pour les fouilles archéologiques nationales, Antenne-Grand-sud-ouest.

1. La parcelle n° 47 sur laquelle a été aménagée la gare routière, en 1931, mesure 3695 m<sup>2</sup>. L'opération archéologique a concerné 400 m<sup>2</sup>, soit environ 10 % de la surface totale concernée par les travaux. Cette parcelle est sise au sein d'un îlot encadré par la rue Huguerie au sud, la rue Lafaurie de Monbadon à l'ouest, la rue Fondaudège au nord et la rue Lhôte à l'est.

2. La fouille s'est déroulée du 31 mars au 15 mai 1998, suivant des prescriptions scientifiques définies par Pierre Régald Saint-Blancard, ingénieur au Service régional de l'archéologie d'Aquitaine, responsable du diagnostic en janvier 1998. Sa réalisation a été confiée à l'Association pour les Fouilles Archéologiques Nationales : Agnès Bergeret (responsable de l'opération), Béatrice Boisseau, Fabrice Leroy, Nathalie Moreau, Marie-Noëlle Nacfer et Serge Salvé.

3. Lavaud 1993 : 112. Les éléments de mobilier archéologique, céramique et monnaie, liés à l'occupation post-funéraire ont été retrouvés, soit à l'intérieur d'unités stratigraphiques dont la mise en place est associée à une mise en culture de l'espace, soit, de façon résiduelle, dans des contextes récents, mêlés à du mobilier daté des XVII<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles. Ainsi, outre le mobilier céramique, l'occupation datée des XIV<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècles est représentée par un denier des ducs d'Aquitaine, celle datée de la fin du XVI<sup>e</sup> siècle par un double tournoi. Les monnaies ont été datées par Jean-Baptiste Bertrand-Desbrunais. Le denier est une édition du prince de Galles émise entre <1365-1375>. Le double tournoi a été émis sous Henri III (1574-1589).

attendre la mise en place du front septentrional de l'enceinte du XIV<sup>e</sup> siècle pour que la fortification vienne investir timidement cette portion du faubourg, à quelques centaines de mètres de la parcelle fouillée.

Au nord de ces remparts, le faubourg Saint-Seurin constitue également le cadre de la paroisse du même nom et s'inscrit dans un réseau diocésain dont le découpage est mis en place au début du XII<sup>e</sup> siècle<sup>4</sup>. L'église associée à la paroisse est la basilique Saint-Seurin<sup>5</sup>, établie, de longue date, depuis le IV<sup>e</sup> siècle. C'est seulement au début du XII<sup>e</sup> siècle qu'apparaissent dans les textes d'autres églises ou prieurés au voisinage de la basilique, et placés sous son ressort. Parmi ces édifices, se trouvent l'église Saint-Étienne<sup>6</sup> et l'église Saint-Germain<sup>7</sup>. C'est à proximité de cette dernière que se développe le cimetière de la gare Citram.

L'église Saint-Germain a été localisée par les historiens grâce au nom d'une des portes de la deuxième enceinte médiévale, la porte Sent-German<sup>8</sup>, qui tire son nom de la proximité de cet édifice. Située sur la place Fondaudège et la rue Lafaurie de Monbadon, l'église Saint-Germain se trouve à une dizaine de mètres, au nord-nord-ouest de la parcelle fouillée. Tardivement mentionnée dans le cartulaire de Saint-Seurin, elle est avant tout connue pour avoir été une étape processionnelle sur le chemin de l'investiture du nouvel archevêque du diocèse : "*l'archevêque, parti de la rive droite de la Garonne, s'arrêtait à Saint-Germain et y prêtait un premier serment en faveur du chapitre*"<sup>9</sup>. Elle semble avoir été détruite au début du XIV<sup>e</sup> siècle<sup>10</sup>.

## Contexte archéologique funéraire

### Découvertes antérieures

La zone périurbaine antique qui nous intéresse est traversée notamment par l'axe qui relie la ville au Médoc, le gran camin du Médoc<sup>11</sup> et le long duquel deux cimetières se développent. Le premier, localisé à proximité de la fouille, est connu par la découverte au XIX<sup>e</sup> siècle, d'urnes funéraires et de monnaies augustéennes, place Charles Gruet et rue Lafaurie de Monbadon<sup>12</sup>. L'expansion de la ville ouverte durant le Haut Empire, et l'urbanisation de ce secteur bientôt jouté par le Palais Gallien, a entraîné l'abandon de ce cimetière augustéen et la mise en place d'un nouveau pôle funéraire décalé vers le nord-ouest, sur le site dit de Terre Nègre (au niveau de la rue Répond) fouillé de 1803 à 1830 par F. Jouannet<sup>13</sup>.

Le cimetière carolingien de la gare Citram se développe à proximité du premier pôle funéraire. Peut-être même empiète-t'il en partie sur ce dernier, dans un secteur aujourd'hui construit.

### La datation du cimetière

Sur le site étudié, deux sépultures ont fait l'objet d'une datation au radiocarbone. Les inhumations, dont les échantillons ont été envoyés durant l'intervention archéologique, ont été choisies sur la portion alors dégagée du cimetière, au nord de l'emprise de la fouille. La première sépulture se trouvait être l'inhumation la plus profonde (SP032), la seconde, l'inhumation la plus haute (SP056). Les datations obtenues indiquent une fourchette comprise entre la fin du VII<sup>e</sup> siècle et la première moitié du VIII<sup>e</sup> siècle, pour la sépulture en coffre la plus profonde<sup>14</sup>, et une fourchette comprise entre le début du VIII<sup>e</sup> siècle et la première moitié du Xe siècle pour l'autre sépulture<sup>15</sup>.

4. Higounet 1963 : 109, 112. "La paroisse de Saint-Seurin", écrivait le sacriste Barbe au XVIII<sup>e</sup> siècle, "était la plus grande du diocèse. De fait, son étendue était considérable. Prise entre les limites naturelles que formaient, au sud-ouest, la Devise, au nord-est, les marais de Fondaudège, elle recouvrait à l'est, à l'ouest et au nord, en direction du Médoc, un territoire qui répondrait aux actuelles communes de Cauderan et du Bouscat, aux quartiers de Bacalan, des Chartrons et du Jardin Public, tandis que, du côté de la villeclose, elle n'était arrêtée que par les pointes que poussaient, hors les murs nord, les paroisses de Saint-Rémi, de Saint-Maixent et du Puy-Paulin - trois paroisses de la ville réduite, mais dépendantes du Chapitre et elles-même démembrées de Saint-Seurin." (Maillé 1959 : 242).

5. La basilique Saint-Seurin est l'objet de recherches depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Dans le cadre du PCR sur les monuments paléochrétiens du Sud-Ouest, son étude a été récemment reprise sous la direction de Dany Barraud, Conservateur régional de l'Archéologie en Aquitaine. Nous renvoyons le lecteur à une synthèse de l'historique des recherches et des fouilles réalisée par ce dernier, In Barraud 1996a.

6. Premiers chrétiens... 1986 : 77.

7. Maillé 1956 : 232 - 233.

8. Drouyn 1875 : 348.

9. Maillé 1959 : 244.

10. Drouyn 1875 : 348.

11. Aujourd'hui rue Fondaudège, rue croix-de-Seguey. Lavaud 1993 : 122.

12. Mentignac 1880 : 99-100 ; Jouannet 1831 : 123.

13. Jouannet 1831. Qu'elle soit antérieure ou contemporaine de ces sites funéraires, la nature de l'occupation urbaine, à proximité de la parcelle étudiée, a été cernée essentiellement grâce aux fouilles réalisées rue Huguerie (La clinique Tourny) et rue du Palais Gallien (Les Bons Livres) (Gaidon 1988, 1989 et 1989a). Structurée autour d'un *cardo* et d'un *decumanus*, c'est alors une portion d'un quartier artisanal et des entrepôts qui ont été reconnus. Si ces axes sont encore utilisés au cours du Ve siècle, l'abandon des structures artisanales semble effectif à la fin du Bas-Empire (Gaidon 1989, 5), en corollaire de la construction de l'enceinte du *castrum*.

14. Ly-8657. 688-750 ap. J.-C., Sépulture localisée dans la deuxième rangée. Recherche réalisée par Christine Oberlin, Centre de datation par le Radiocarbone, Université Claude-Bernard Lyon I.

15. Ly-8726. 718-956 ap. J.-C., Sépulture localisée dans la première rangée.

À ces éléments s'ajoute la découverte, en bordure orientale du cimetière carolingien, d'un sarcophage mérovingien. La datation au 14<sup>e</sup> de la sépulture primaire a permis de cerner sa mise en place entre la seconde moitié du VI<sup>e</sup> siècle et la première moitié du VII<sup>e</sup> siècle<sup>16</sup>. Ces éléments joints à la présence d'autres fragments de cuves de sarcophages nous ont permis de restituer l'existence d'un cimetière dès l'époque mérovingienne.

## Le cimetière Saint-Germain ?

Au sein de ce diocèse, les vestiges archéologiques liés à une occupation durant le haut Moyen Age se rapportent à un contexte exclusivement funéraire et concernent la basilique et le cimetière de Saint-Seurin, auxquels il convient d'ajouter, aujourd'hui, le cimetière de la gare Citram.

Située au sud de la paroisse et au sud-ouest du site archéologique étudié, la basilique Saint-Seurin, dont la mise en place au IV<sup>e</sup> siècle apparaît maintenant dès l'origine, comme strictement funéraire<sup>17</sup>, illustre le développement d'ampleur d'un cimetière ad sanctos.

L'étude spatiale du cimetière carolingien de la gare Citram a démontré que les sépultures dégagées se situent sur la frange orientale de la zone funéraire. L'ensemble des tombes dégagées est localisé sur les trois quarts de l'emprise de la fouille. Toutefois, si l'extension du cimetière, hors emprise du chantier archéologique, est attestée au nord, au sud et à l'ouest, la fouille a mis en évidence la limite sud-est de la zone d'inhumation. Il est dès lors tentant de restituer un développement de ce pôle funéraire d'ouest en est, en débutant au voisinage, voir au contact même, de l'église Saint-Germain.

Malgré une mention tardive, l'église Saint-Germain, par son patronyme, pourrait être mise en place à une date antérieure<sup>18</sup>. La présence maintenant attestée d'un pôle funéraire dès l'époque mérovingienne, au sein duquel l'inhumation a perduré au moins jusqu'à la première moitié du Xe siècle, nous incite à nous demander si la mise en place de l'église Saint-Germain ne serait pas liée au cimetière limitrophe. Au sein de cet immense espace du faubourg Saint-Seurin, la présence de deux pôles funéraires ne paraît pas surprenante. L'église et le cimetière Saint-Germain ont peut-être été implantés en liaison avec un habitat groupé du haut Moyen Age.

Deux hypothèses peuvent alors être avancées. La première tendrait à associer, dans le temps, la mise en place de l'église et du cimetière, dès l'époque mérovingienne. Toutefois, il n'est pas impossible, et c'est la deuxième hypothèse, que la construction de l'église soit intervenue dans un second temps, après la mise en place des premières inhumations. L'implantation de l'église s'inscrirait alors dans le cadre de la christianisation du cimetière à l'époque carolingienne<sup>19</sup>.



Fig. 1. — Portion septentrionale du cimetière, vue depuis l'est. Cliché A. Bergeret.

Lors de la structuration du réseau paroissial, seule la basilique Saint-Seurin aurait conservé le privilège de sépultures, l'église Saint-Germain, toujours présente dans le paysage, ne subsistant que par son rôle "d'étape processionnelle sur le chemin de l'investiture du nouvel archevêque du diocèse".

## Données de terrain

### L'emprise du cimetière

Sur les franges septentrionale et occidentale du chantier archéologique, plusieurs fosses modernes ont occulté les inhumations alors présentes (fig. 1). Ne subsistent, au nord, comme témoignages du développement du cimetière, qu'une partie des membres inférieurs droits d'un individu immature auquel s'ajoutent plusieurs ossements humains

16. Cf. Bergeret et Nacfer *infra*.

17. Barraud 1996b.

18. Saint-Germain, évêque d'Auxerre, mort en 448 à Ravenne.

19. L'étude de la christianisation des cimetières et de l'encadrement des morts par une Eglise de plus en plus présente est développée par Cécile Treffort, in Treffort 1996.

présents au sein du comblement des excavations modernes, et sur la frange ouest qu'une tombe d'un autre individu immature cernée par des creusements récents. La limite arbitraire d'emprise de fouille laisse apparaître, en bordure méridionale du terrain, une portion de fosse d'inhumation qui se poursuit plus au sud, ne laissant aucun doute sur le déploiement des tombes dans cette direction.

Seule la limite orientale du cimetière est connue. Bien qu'aucun élément d'une éventuelle clôture n'ait été retrouvé, la limite d'extension du cimetière a pu être cernée au travers de la désorganisation des sépultures (recoupements et sujet en décubitus latéral) et de leur nombre restreint. La surveillance des travaux de décaissement après l'intervention archéologique a validé cette absence de sépultures dans la portion orientale de la parcelle.

### Le dénombrement des individus

Sur l'ensemble des opérations archéologiques (diagnostic et fouille), le nombre minimum d'individus s'élève à 36. Parmi ces individus, il faut dissocier les sépultures en place (25), des sépultures antérieures remaniées (4), individualisées par la présence d'ossements humains à l'intérieur du remplissage de fosses récentes ou de sépultures en place, et les inhumations dégagées lors du diagnostic (5 retenues sur les 7 dénombrées)<sup>20</sup>. Ces sépultures se répartissent entre 8 enfants et 20 adultes. Parmi ces derniers, on dénombre 8 femmes, 6 hommes et 6 indéterminés.

## La gestion du cimetière

### L'organisation spatiale

Le cimetière, sur la portion dégagée, se caractérise par une organisation rigoureuse de l'espace sépulcral en rangées de tombes, séparées par des zones de circulation (fig. 2). L'unique recoupement de sépulture mis en évidence et le seul individu enterré en décubitus latéral ont été placés à l'est, en limite d'extension de la zone funéraire.

Sur cette emprise du cimetière, trois rangées sont bien renseignées et la mise en place d'un autre alignement peut être avancée. Ces rangées sont toutes axées selon une direction nord-est-sud-ouest (fig. 2).

La première rangée "rangée 1", sur laquelle 10 individus ont été enterrés, a été dégagée sur une bande d'une longueur de 11 m. À son extrémité sud-ouest, une couche de démolition antique a été nivelée et en partie entaillée lors de l'utilisation du cimetière. Dans ce secteur, subsiste un espace vierge de squelette où nous notons cependant la présence d'une fosse d'inhumation vide (FS107).

Bien qu'occulté en partie par la tranchée du diagnostic, le développement de la seconde rangée peut toutefois être restitué grâce à l'organisation cohérente du cimetière<sup>21</sup>.

Les sépultures, au nombre de 9, sont alignées sur une bande dégagée sur une longueur de 9 m. À son extrémité sud-ouest, où se trouve un mur périmétral de la domus, nous notons la présence d'un espace vierge de sépulture.

La troisième rangée, fouillée faute de temps seulement à ses extrémités, se déploie sur une longueur dégagée de 15 m. Sur son tracé, 9 inhumations ont été dégagées, parmi lesquelles se trouve une tombe recoupée. Nous avons signalé précédemment que le déploiement de cette rangée pouvait être poursuivi, en direction du sud, grâce à la découverte en limite de fouille d'une bordure de sépulture. De même, il convient de préciser de nouveau que le prolongement de ces trois alignements, en direction du nord-nord-est, a été occulté par le creusement d'une fosse récente aux dimensions importantes qui a bouleversé tout ce secteur de la fouille.

D'une quatrième rangée, ne subsiste qu'une inhumation cernée par des creusements de fosses récentes.

Ces rangées sont séparées par deux espaces de circulation d'une largeur comprise entre 0,80 m et 1 m environ.

### L'orientation des sépultures

Les corps ont été enterrés selon une orientation générale ouest-est, le regard tourné vers l'est, seuls deux individus ont été placés selon un axe nord-sud. La position de ces deux dernières tombes témoigne d'une utilisation tardive du cimetière. En effet, l'une d'elles, celle d'un enfant (SP055), a été placée dans l'espace de circulation aménagé entre deux rangées de sépultures, la mise en place de la seconde, celle d'un adulte (SP142), a entraîné le recoupement d'une inhumation antérieure. Ce bouleversement de sépulture pourrait valider l'existence d'une limite prégnante du cimetière, limite voisine d'un espace sur lequel il n'était pas possible de déborder.

20. L'attribution des individus dégagés, lors du diagnostic, au cimetière carolingien repose sur la restitution de leur localisation et de leur position communiquées oralement par le responsable de l'opération. Toutefois, en l'absence de données plus précises, leur appartenance au cimetière carolingien reste sujette à caution.

21. Malgré l'absence de relevé en plan des inhumations repérées lors du diagnostic, l'organisation cohérente du cimetière et les renseignements oraux dont nous disposons nous permettent de proposer cette restitution de l'emprise de la seconde rangée. Hormis la sépulture S.1, localisée sur une portion de terrain non dégagée en fouille, ce sont quatre sépultures qu'il est possible de repositionner. Deux sépultures entières S.2.S.3 et S.5, d'une part, et, d'autre part, deux inhumations incomplètes dont le squelette a été partiellement ramassé lors du diagnostic S.2.S.3 et S.7. Ces tombes ainsi individualisées peuvent alors être replacées dans un espace d'une longueur de 4,50 m. Dans la rangée la plus complète, la première rangée, au sein d'un espace d'une largeur identique, ce sont six individus qui ont été enterrés côte à côte.

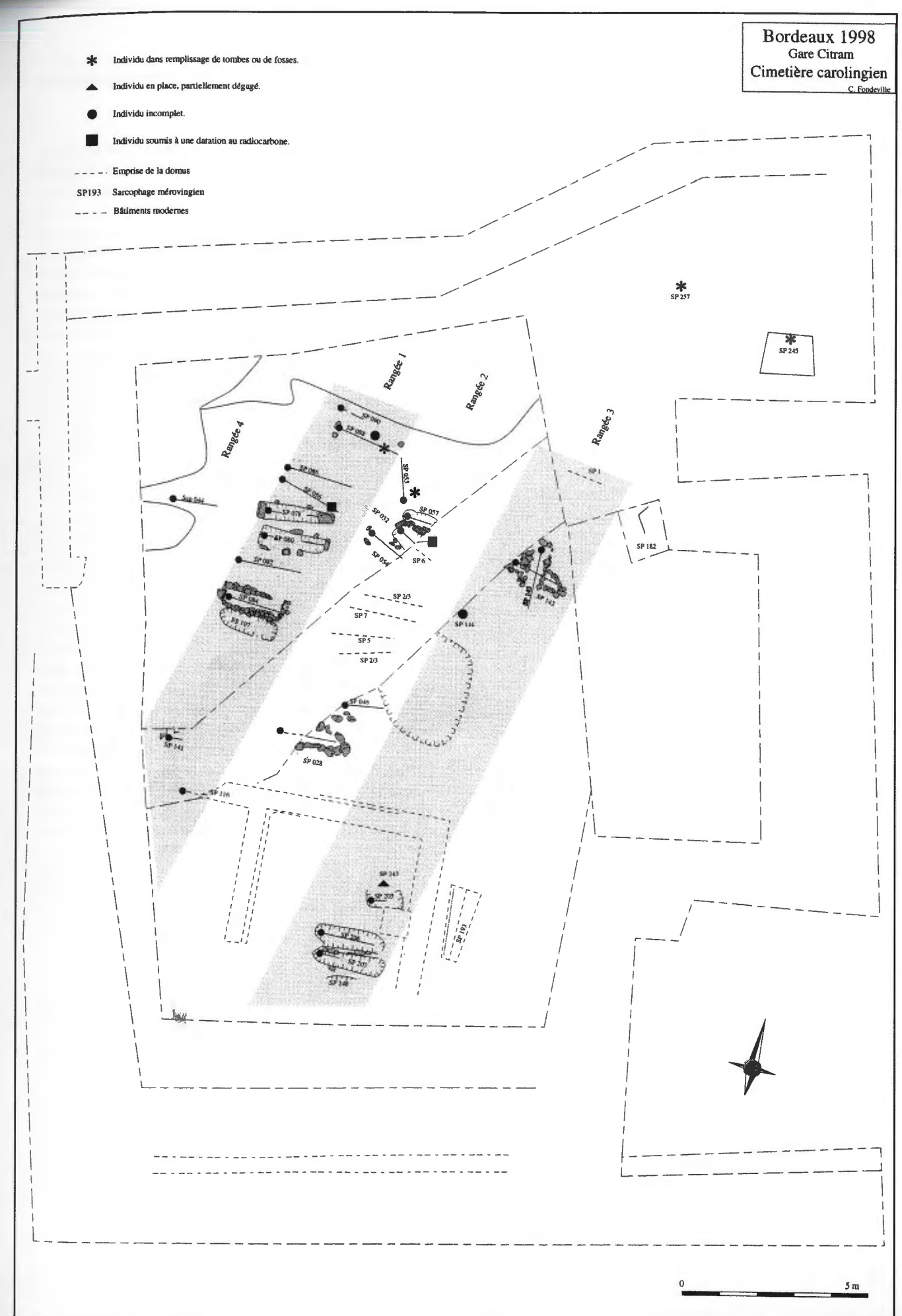


Fig. 2. — Plan d'ensemble du cimetière carolingien

## Le marquage des tombes

Au sein de ce cimetière, un type de signalisation de tombe est attesté, un deuxième s'impose indirectement.

Le premier type de signalisation est une pierre fichée à la tête de la sépulture. Il s'agit, en l'occurrence d'un fragment de cuve de sarcophage, taillé dans du calcaire coquillé à grains fins (SP078), dépassant d'environ 0,18 m le crâne de l'individu. Sur les pieds, une lauze effondrée a été dégagée, qui constituait vraisemblablement le pendant de la pierre plantée à la tête de l'inhumation. Initialement identifié comme un élément de couverture, il semblerait plus probant de l'interpréter comme un élément de signalisation de tombe. Sa chute sur les membres inférieurs est due à l'affaissement du remplissage de la tombe, sous l'effet de la décomposition du corps. Cette tombe disposerait alors de deux éléments de marquage.

Enfin, l'ordonnancement des sépultures sur le site et l'absence de recoupement multiple induisent la mise en œuvre d'éléments de signalisation temporaire ou en matière périssable. Le plus simple mais aussi le plus éphémère est le tertre de terre amassé sur la tombe fraîche<sup>22</sup>. Le dispositif le plus courant semble toutefois être le poteau ou la croix de bois. L'existence de ces aménagements restant archéologiquement le plus difficile à retrouver, seule l'absence de recoupement des inhumations induit leur présence.

## Le niveau d'utilisation du cimetière

Si aucun niveau de circulation n'a été identifié sur la portion fouillée du site, nous disposons toutefois de données permettant de cerner la topographie d'ensemble du cimetière.

Une coupe, réalisée sur la totalité de la portion de la première rangée dégagée et l'extrémité méridionale de la troisième rangée, met en évidence une organisation de l'espace funéraire en terrasses. Au nord de la portion du site fouillée, les squelettes sont localisés à une altitude comprise entre 7,10 m NGF et 7,16 m NGF. Au sud de la portion dégagée du cimetière, la profondeur d'enfouissement des corps est comprise entre 5,73 m NGF et 6,03 m NGF, soit une différence de 1,07 m à 1,37 m. Toutefois, l'absence d'information concernant le substrat, sur l'ensemble de la fouille, interdit toute mise en évidence d'un éventuel aménagement en terrasses, adapté à la topographie du site<sup>23</sup>.

La mise en évidence d'un élément de marquage de tombe au travers d'une pierre fichée à la tête de la sépulture "dépassant d'environ 0,18 m le crâne de l'individu", pourrait induire une connaissance du niveau de circulation du cimetière, ou, à contrario, devrait nous permettre de restituer ce niveau de circulation. Or, il faut bien reconnaître

que nous ne disposons d'aucun élément fiable qui nous aurait permis de connaître le niveau d'enfouissement des sépultures.

## L'ordonnancement des sépultures

La distribution des tombes en rangées séparées par des zones de circulation, et la rareté des recoupements induisent, outre la présence de marques de surface, une "gestion" constante du cimetière, pendant la durée de son utilisation.

De la réalité de cette gestion, nous ne pouvons que soupçonner l'existence. Pour appréhender son système d'organisation nous disposons de quelques indices. Les espaces vides, repérés au sein des deux premières rangées et la fosse (FS107), également vide, dégagée à l'extrémité sud de la première rangée, témoignent de l'existence d'espaces très probablement "en attente" de corps. La mise en évidence de ces espaces libres est d'autant plus facile, qu'ils s'insèrent dans un schéma organisationnel rigoureux. De plus, voisine d'une inhumation en coffre la fosse vide offre des dimensions et des contours proches de ceux de la fosse de sépulture<sup>24</sup>. L'hypothèse d'une destination de ces espaces à des fins de regroupement familiaux peut être avancée, sans toutefois être prouvée. Si les textes, en général, ne se font pas l'écho de l'existence de tels dispositifs privilégiés, ils nous apprennent cependant que cette gestion raisonnée du cimetière revient sans doute au prêtre<sup>25</sup>. L'approche paléodémographique, rapportée aux données de terrain, montre que le recrutement de ce cimetière est de type «paroissial». En effet, il n'existe pas de discrimination sexuelle évoquant une population triée a priori comme dans un couvent ou un monastère par exemple. Toutes les classes d'âges sont représentées, et même si le groupe des enfants est déficitaire par rapport au groupe des adultes, ceci est une donnée classique pour les nécropoles du haut Moyen Âge<sup>26</sup>. La répartition spatiale en fonction de l'âge et du sexe des défunts ne fait pas apparaître d'organisation préétablie, basée sur ces deux critères de distinction.

22. Alexandre-Bidon 1993 : 185.

23. Le substrat a été dégagé uniquement à l'intérieur d'un sondage implanté au nord du site. A cet endroit, son horizon se situe à 6,59 m NGF. L'absence de description stratigraphique et de repère altimétrique, sur les coupes réalisées à l'occasion du diagnostic, nous empêchent d'apprécier la topographie initiale du secteur et son évolution.

24. La fosse FS107 voisine de la sépulture SP084. La fosse FS107 offre un pourtour de forme oblongue, mesurant 1,57 m de longueur et de 0,38 m à 0,48 m de large. La fosse de sépulture mesure 1,64 m de longueur et de 0,35 m à 0,39 m de largeur.

25. Alexandre-Bidon 1996 : 91.

26. Alduc-Le Bagousse 1986 ; Buchet 1986.

Signe d'une gestion relâchée ou plus vraisemblable d'une utilisation tardive du cimetière comme nous l'avons déjà signalé, deux tombes localisées en limite orientale de la partie dégagée du cimetière, se superposent et se recoupent. La première sépulture mise en place (SP142) est orientée ouest-est. Elle a été recoupée lors du creusement de la fosse d'une tombe, elle aussi en coffre, qui lui est superposée, selon une orientation divergente, nord-sud (SP143). Lors de la réalisation de ce creusement, le fémur droit de l'individu en place a été soulevé. Malgré cette découverte inopinée, et après avoir déposé le fémur ainsi bouleversé sur le ventre de la personne inhumée, la seconde sépulture a été aménagée comme prévue initialement.

## Les modes d'inhumation

### L'architecture des tombes

Trois types de tombes ont été discernées au sein du cimetière : l'inhumation en pleine terre, l'inhumation en fosse avec couverture en matière périssable et l'inhumation en coffre de pierres. Les sépultures repérées lors du diagnostic ne sont pas incluses dans ce chapitre.

Avant d'aborder leur analyse dans le détail, il nous faut d'ores et déjà éliminer l'hypothèse de l'utilisation du cercueil<sup>27</sup>. Nous notons, en effet, outre l'absence de toutes traces de matière ligneuse qui auraient permis de signaler l'existence de planches, une présence très restreinte de clous dans le remplissage des sépultures. Leur nombre n'excédant jamais cinq éléments, l'utilisation du cercueil ne semble pas avoir été mise en œuvre, sur la portion du site fouillée<sup>28</sup>. D'une façon générale, la morphologie des tombes se caractérise par une fosse étroite, de plan oblong et un profil en «U» à parois pratiquement verticales.

TYPE 1 : l'inhumation en pleine terre se rencontre deux fois. La détermination du contour exacte de la fosse de sépulture, a été difficile, mais possible, la nature et la couleur du sédiment encaissant étant identiques à celles du sédiment utilisé lors du remplissage des tombes.

La première sépulture est localisée dans la première rangée (SP056). L'observation taphonomique a permis de mettre en évidence une décomposition du corps en espace colmaté. La position de la seconde inhumation, en décubitus latéral (SP182), ne laisse quant à elle aucun doute sur la dépose de l'individu au contact direct d'une fosse creusée dans les remblais encaissants. Toutefois, dans ce dernier cas, cela n'exclut pas l'éventualité d'une couverture disparue.

TYPE 2 : la présence de couverture en matière périssable est mise en évidence pour 14 sépultures<sup>29</sup>. Son existence a été décelée par la présence de blocs ou de fragments de tegulae, placés le long des parois des fosses de sépulture,

la position de ces éléments selon une altimétrie relativement constante ne pouvant être le fruit du hasard.

La détermination de l'existence de cette protection n'a posé aucun problème au fouilleur lorsque les éléments du support ont été dégagés, plaqués contre les parois des fosses de sépulture<sup>30</sup>. Lorsque ces éléments étaient en nombre restreint<sup>31</sup> ou absents à la fouille<sup>32</sup>, l'étude taphonomique a seule autorisé à placer les inhumations dans cette catégorie, par une observation de "la mise à plat incomplète des thorax et des bassins".

La couverture était, dans les cas les plus complets, soutenue par 6 éléments<sup>33</sup> (fig. 3). La disposition de ces derniers ne semblent pas avoir obéi à un schéma préétabli, leur grosseur étant semble-t-il le facteur déterminant pour l'existence d'un pendant, de l'autre côté de la fosse. Les blocs en remploi et autre moellons ou fragment de tegula étaient ainsi placés, au niveau des bras (humérus ou épaule), au niveau du bassin ou de la cuisse (hanche ou fémur) et au niveau des jambes (genou ou tibia). Une constante toutefois, un bloc est toujours présent aux pieds de l'individu. Quelquefois cette protection est soutenue par quatre blocs judicieusement placés. Ainsi, une mère, enceinte de 7 mois environ, est recouverte par une planche soutenue en quatre points seulement<sup>34</sup>.

Le matériau employé pour la réalisation de la couverture semble bien être le bois. En effet, la décomposition rapide d'une (ou des) planche(s) qui assura(en)t la protection du corps, a entraîné une pénétration "précoce" des sédiments de remplissage dans "l'espace sépulcral donnant ainsi l'image d'une décomposition en espace colmaté"<sup>35</sup>, mais l'ouverture des cages thoraciques induit un début de décomposition des chairs dans un espace ouvert.

27. Cercueil : contenant mobile du corps, en bois, dont les éléments (côtés, fond, couvercle) sont rendus solidaires par des clous ou des cornières métalliques. Définition in Colardelle 1996 : 306.

28. Le nombre de clous utilisés pour l'assemblage des planches entre elles est très variable. Actuellement, on utilise en moyenne 30 clous. Des exceptions toutefois, avec à Auxerre / Saint-Germain (Yonne) une sépulture en cercueil qui a livré 63 clous. Henrion 1996 : 201.

29. SP044, SP090, SP088, SP078, SP080, SP082, SP141, SP055, SP057, SP046, SP028, SP205, SP206, SP207.

30. SP057, SP078, SP080, SP088, SP141.

31. SP086, SP090.

32. SP044, SP082, SP086, SP055, SP082, SP206, SP207.

33. SP078 et SP080.

34. SP088 : à la tête 7,20 NGF, de part et d'autre du crâne : 7,26 NGF, aux pieds : 7,26 NGF.

35. Cf. Chapitre Etude anthropologique, Le cimetière carolingien.

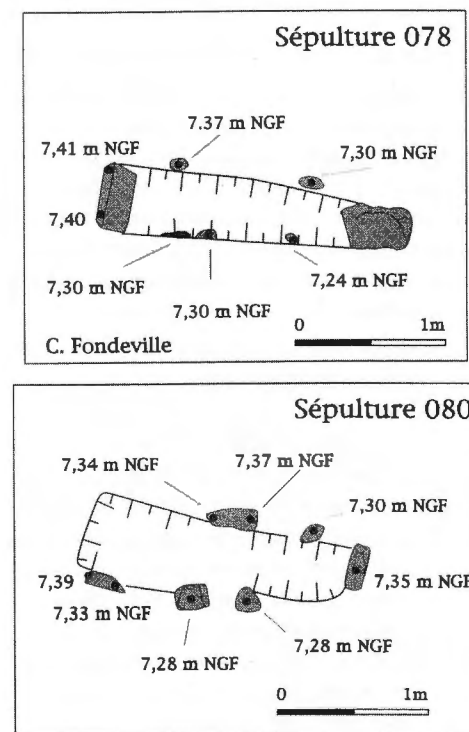


Fig. 3. — Éléments de supports de couverture en matière périssable.

TYPE 3 : réparties sur l'ensemble du cimetière dégagé, 4 inhumations en coffre de pierres ont été fouillées<sup>36</sup>. Ces coffres, peu profonds, ont été réalisés avec des blocs provenant des niveaux de démolition voisins des tombes. Ainsi, le coffre de la sépulture SP084 se compose de fragments de sol construit et de blocs dégrossis prélevés dans la couche entaillée lors du creusement de la fosse de sépulture. Ces éléments se répartissent, en fonction de leur grosseur, sur un ou deux niveaux.

Deux autres tombes<sup>37</sup> possèdent des coffres réalisés avec des blocs de calcaire froid, de taille diverse, triés au sein de la démolition proche, les gros fragments de tegula ayant été soigneusement occultés. Ces coffres accusent un contour de forme anthropomorphe peu marqué.

Une seule inhumation (SP032) conserve, en plus des éléments de bordure, des éléments de couverture en lauze en partie effondrés à l'intérieur de la tombe. L'aménagement du coffre met en œuvre des blocs aux dimensions plus importantes que ceux utilisés pour les inhumations précédentes auxquels se mêle un fragment de plinthe en marbre. La conservation d'éléments de couverture nous permet de restituer un espace au sein duquel le corps a été enterré, d'une hauteur de 0,29 m et d'une largeur de 0,36 m aux épaules.

Le cas d'une sépulture n'a pas pu être tranché. Ainsi, un doute subsiste pour l'appartenance de cette tombe au type 1 ou au type 2 (SP054). La présence de plusieurs blocs, localisés au sommet ou à la droite du crâne et à hauteur du coude droit, suggère l'existence d'une couverture en matière périssable. Le mode de décomposition du corps suppose, quant à lui, une décomposition au sein d'un espace colmaté.

## Etude anthropologique

### Les données issues de la phase de diagnostic<sup>38</sup>

Les données recueillies lors du diagnostic n'ont pas été intégrées à la série provenant de la fouille proprement dite à cause de l'absence de localisation précise pour les 6 individus dénombrés. En effet, en l'absence de preuves formelles, leur appartenance à la nécropole carolingienne ne peut être que supposée.

### Résultats de l'étude taphonomique.

La gestion rigoureuse du champ sépulcral a permis une conservation remarquable de l'ensemble des sépultures situées dans l'emprise de la fouille. Durant la période d'utilisation de la nécropole, une seule tombe a été coupée par une inhumation postérieure et deux cas de remaniements de tombes antérieures ont été repérés par la présence d'ossements humains épars dans les comblements des fosses sépulcrales.

Après l'abandon du cimetière, deux sépultures situées à la périphérie de la zone cémétériale conservée, ont été tronquées par une grande fosse moderne, une troisième a eu le membre inférieur gauche coupé par une petite excavation également moderne.

Toutes les sépultures étudiées contiennent des inhumations primaires simples. Aucune réduction de corps n'a été observée. Le nombre minimum d'individus étudiés pour la nécropole carolingienne s'élève à 29.

Les observations taphonomiques ont été possibles sur un groupe de 24 individus parmi lesquels on note la présence d'un fœtus in utero dont l'orientation et la position ne sont pas prises en compte dans les résultats suivants.

36. SP032, SP084, SP142, SP143.

37. SP142 et SP143.

38. Cf. note 2.

La posture générale et l'orientation des défunts ont pu être définies dans tous les cas. Cependant, les sépultures parfois incomplètes n'ont permis l'observation de la position des crânes qu'à 18 reprises, celle des membres supérieurs a fait l'objet de 16 constats, enfin les membres inférieurs ont fourni 22 images.

Tous les individus reposent en décubitus dorsal à l'exception de l'occupant de la sépulture SP182 qui a été inhumé en décubitus latéral. Les crânes et les mandibules souvent en position secondaire les uns par rapport aux autres, mais aussi vis à vis des rachis cervicaux indiquent le recours fréquent à des coussins en matière périssable. La position des membres supérieurs n'est pas significative. En effet, parmi les 16 observations réalisées on relève 9 schémas différents. Les membres inférieurs sont, quant à eux, toujours en extension dans l'axe général du corps hormis pour le sujet SP182, inhumé en décubitus latéral, qui a les membres inférieurs en «chien de fusil».

Pour que la lecture du processus de décomposition de cet ensemble soit juste il convient de prendre en compte les données architecturales de la tombe qui sont de trois types. Coffre ou simple fosse, l'espace réservé au dépôt du cadavre est toujours ajusté n'excédant que rarement la carrure de l'individu. Par contre, il existe souvent une marge en longueur qui a favorisé les éventuels mouvements des crânes.

Les déplacements de pièces osseuses, hors du volume initial du corps, sont peu nombreux. Les mises à plat des thorax et des bassins sont le plus souvent incomplètes et les compressions des épaules sont fréquentes. Tous ces phénomènes sont à mettre en relation avec l'étroitesse des fosses qui a exercé un moyen de contention sur les corps. De même, ces espaces exigus ont contribué au maintien en position anatomique de pièces osseuses réputées instables comme la patella par exemple. Enfin, malgré la couverture, l'étanchéité de la tombe devait être plus illusoire que réelle et le sédiment déstabilisé par le creusement a pu dans certains cas, envahir précocement l'espace sépulcral donnant ainsi l'image d'une décomposition en espace colmaté.

L'enveloppement<sup>39</sup> a été pratiqué sur ce site, les indices en sont les suivants. Des marques «vertes» dues à l'imprégnation de l'os par des oxydes métalliques ont été relevées sur les squelettes de 6 sujets. Ces traces se rencontrent essentiellement sur les squelettes appendiculaires et ne sont jamais localisées sur les faces médiales ou internes des os. La présence d'épingles en bronze, à deux reprises, et la localisation de ces taches, suggèrent l'utilisation de linceuls épinglés. Cependant, en l'absence de marque sur l'os ou d'épingle elle-même, ce sont les positions très comprimées des épaules associées à celles des membres supérieurs en

extension présentant une rotation interne et enfin à celles des mains en pronation sur le pubis, qui évoquent le recours à un «maillot»<sup>40</sup> cousu ou noué<sup>41</sup> enserrant solidement le cadavre lors du transport du corps vers le lieu de l'inhumation.

La «sépulture habillée» n'a pas été attestée dans le cimetière carolingien. Aucune n'a livré de mobilier pouvant se rattacher à des pièces vestimentaires. De même, les éléments de parure ou les viatiques de toutes natures, monnaie, objet religieux ou profane, sont absents de l'ensemble des sépultures.

### Résultats de l'étude paléodémographique.

La fouille d'une portion de nécropole propose toujours une image tronquée de la population inhumée et constitue un échantillon largement biaisé de la population vivante d'origine. Malgré cette partition, les observations faites sur l'échantillon issu de la nécropole de la gare Citram à Bordeaux, apportent des informations sur la nature du groupe et ses conditions de vie.

### Estimation de l'âge au décès

Le premier dénombrement par classe d'âge réalisé lors du prélèvement sur le terrain a été affiné lors de l'étude morphologique. Parmi les 29 individus recensés, on compte : 1 fœtus, 8 enfants et 20 adultes.

Pour les sujets immatures, deux paramètres ont été pris en compte suivant l'état de conservation des squelettes concernés. La méthode visuelle basée sur le stade de maturation dentaire, éruption et degré de calcification<sup>42</sup> a été appliquée à 3 reprises. Pour les autres sujets immatures, c'est la méthode d'évaluation de l'âge diaphysaire et de l'âge épiphysaire qui a été retenue. L'âge diaphysaire est estimé en mesurant la longueur des os longs, en se référant aux tables de Stloukal et Hanakova<sup>43</sup> et de Sundick<sup>44</sup>. L'âge épiphysaire est évalué à partir des points d'ossification et de leur synostose<sup>45</sup>.

39. Enveloppement : action d'envelopper dans un linceul.

40. Maillot : pièce ou bande d'étoffe dont on enveloppait le corps d'un jeune enfant et qui enfermait les bras et les jambes.

41. Alexandre-Bidon 1993.

42. Ubelaker 1989.

43. Ferembach 1979.

44. Sundick 1978.

45. Birkner 1980.

| Classes d'âge      | foetus | 0-1 an | 1-4 ans | 5-9 ans | 10-14 ans |
|--------------------|--------|--------|---------|---------|-----------|
| Nombre d'individus | 1      | 1      | 4       | 2       | 1         |

En ce qui concerne le fœtus conservé et fouillé in utero, les mesures de ses os longs, réalisées par H. Duda<sup>46</sup>, ont permis d'établir le décès de la mère au cours du septième mois de grossesse.

L'estimation de l'âge au décès des individus matures n'est pas aisée. En effet, jusqu'à trente ans environ, on peut parfois observer les dernières traces d'immaturité sur l'extrémité médiale de la clavicule ou sur la crête iliaque qui sont des points d'ossification secondaires tardifs. L'âge au décès peut également être évalué en observant le degré de synostose des sutures crâniennes<sup>47</sup>, méthode qui présente une faiblesse face à des variations individuelles importantes et à l'existence d'un lien entre le dimorphisme sexuel et la vitesse de synostose. Enfin, les indicateurs morphologiques des symphyses pubiennes<sup>48</sup> et des surfaces auriculaires sacro-iliaques<sup>49</sup> ont été pris en compte. L'ensemble de ces méthodes a été utilisé de manière complémentaire, lorsque le matériel osseux le permettait, pour arriver aux résultats suivants.

| Classes d'âge | Homme | Femme | Indéterminé |
|---------------|-------|-------|-------------|
| 20-24 ans     | 1     | 0     | 0           |
| 25-30 ans     | 1     | 5     | 1           |
| + de 30 ans   | 3     | 3     | 0           |
| Indéterminé   |       | 1     | 5           |

Détermination du sexe

Le très bon état de conservation des os coxaux sur ce site a permis une détermination satisfaisante du sexe des adultes. La méthode retenue est celle de J. Bruzek<sup>50</sup> sur l'os coxal, les autres pièces ostéologiques n'ont pas été prises en compte pour cette détermination.

|                    | Homme | Femme | Indéterminé |
|--------------------|-------|-------|-------------|
| Nombre d'individus | 6     | 8     | 6           |

Le sexe des sujets immatures n'a pas été déterminé.

Examens morphologiques<sup>51</sup>

Une étude anthropologique exhaustive de la population exhumée devrait permettre, à terme, d'appréhender assez finement les conditions de vie ainsi que les apparentements à l'intérieur du groupe considéré. Pour l'étude réalisée ici un certain nombre d'observations macroscopiques ont été faites ; elles concernent essentiellement l'état des dents, les troubles pathologiques et les caractères "discrets".

Pathologie orale

L'état dentaire est un reflet de l'état sanitaire global du groupe. Les observations portent en premier lieu sur l'usure générale de la denture, puis sur les caries en notant leur importance et leur localisation, enfin sur la présence de tartre.

Ici l'usure est généralisée, il n'est pas rare que la couronne soit abrasée jusqu'au sommet de l'apex. La pathologie orale est le lot commun de l'ensemble des individus inhumés sur la parcelle qui a fait l'objet de notre étude. En effet, hormis les enfants, pour lesquels la denture est saine, tous les individus adultes ont perdu des dents ante mortem, chutes caractérisées par la résorption de l'os alvéolaire. Les dents les plus exposées sont les premières et deuxième molaires inférieures ainsi que les deuxième pré-molaires inférieures. Trois cas d'abcès ont été répertoriés.

Pathologies et traumatismes

Les troubles pathologiques sont répartis suivant trois grands groupes : les traumatismes, les pathologies infectieuses et les pathologies dégénératives.

Les traumatismes sont principalement des fractures (parfois luxation et blessure par arme) qui affectent l'ensemble du squelette appendiculaire et le thorax ; elles ne sont identifiables que lorsque qu'elles présentent un certain degré de réparation. Les pathologies infectieuses peuvent provoquer deux types de réponse de l'os : résorption (activité ostéoclastique) comme dans la tuberculose osseuse et les atteintes syphilitiques ou prolifération (activité ostéoblastique) comme dans les périostites ou les ostéomyélites. Les pathologies dégénératives sont les plus nombreuses. Parmi elles, l'eburnation des articulations est courante et s'observe sur toutes les articulations appendiculaires. On note également la formation fréquente d'ostéophytes qui affectent principalement les os longs.

Dans la série de la gare Citram, 7 individus présentent des fractures ; pour 3 d'entre-eux, il s'agit de fractures multiples dont la contemporanéité ne peut pas être établie.

46. H. Duda, Directeur de recherches au CNRS, Laboratoire d'anthropologie de l'université de Bordeaux I.

47. Masset 1982.

48. Brooks et Suchey 1990.

49. Lovejoy 1985.

50. Bruzek 1991.

51. Toutes les pièces osseuses pathologiques ont été montrées à Henri Duda, Directeur de Recherches au CNRS, qui a confirmé et affiné les diagnostics

Un enlèvement de matière osseuse est nettement visible sur la face antérieure d'une fibula par ailleurs non fracturée.

Un cas de coxalgie a été repéré. Il peut s'agir d'une atteinte de tuberculose osseuse, cependant le coxal et le fémur de cet individu nécessiteront un examen plus approfondi pour déterminer avec certitude l'affection dont souffrait le défunt. Un cas d'ostéo-nécrose aseptique a laissé des traces sur la face postérieure d'une patella.

Les traces arthrosiques sont très souvent présentes à tous les étages du rachis et se rencontrent aussi dans le poignet poignet (3 cas) et la cheville (2 cas).

Deux cas d'enthésopathie causée par une hyperactivité de la masse musculaire sont visibles sur une clavicule et sur un calcanéum.

Caractères discrets

La mise en évidence des liens de parenté à l'intérieur du groupe d'individus inhumés est essentiellement fondée sur la recherche de variantes squelettiques non métriques dont la transmissibilité est héréditaire. Ces caractères discrets sont notés en terme de présence / absence ou non observable. Il s'agit donc de caractères discontinus par opposition aux caractères à variation continue que constituent les caractères ostéométriques. On distingue des caractères «hyperostotic» résultant de l'ossification d'éléments cartilagineux, tendineux ou ligamentaire ou des caractères «hypostotic» soulignant une ossification ou une synostose incomplète sans rapport avec l'âge de l'individu et parfois persistance d'un stade fœtal ou immature.

Parmi les dix caractères discrets crâniens recherchés, cinq ont été trouvés, dont un à deux reprises, il s'agit d'une suture métopique. En ce qui concerne les douze caractères discrets post-crâniens admis, six différents ont été observés ; la facette acromiale est présente chez cinq individus et la perforation olécraniene chez trois sujets.

Toutefois seules deux femmes présentent deux caractères communs : une suture métopique et une facette acromiale bilatérale. Si la suture métopique peut avoir un déterminisme génétique, elle peut également être liée à des problèmes de carences alimentaires, de même le déterminisme génétique des facettes acromiales ne semble pas démontré ; ainsi malgré la proximité de ces individus dans le cimetière, ces deux seuls caractères communs ne permettent pas de conclure à une parenté biologique.

L'examen sommaire de la population issue de la zone fouillée de la nécropole de la gare Citram à Bordeaux fait apparaître un état sanitaire général médiocre. Cependant l'étude présentée ici ne donne que l'image d'une situation biologique «moyenne» pour la population de cette région à cette époque. Un manque d'arguments historiques et archéologiques rend impossible une identification du niveau social des individus étudiés et du contexte environnemental de cette population. En tout état de cause, les traumatismes sont fréquents aussi bien chez les hommes que chez les femmes. Les fractures sont principalement le lot des hommes de plus de 40 ans. Ce résultat n'est pas surprenant puisque le vieillissement physiologique est une des causes de fragilité osseuse. L'étude des caractères transmis génétiquement n'a pas permis de reconnaître d'éventuels regroupements familiaux ou des phénomènes de consanguinité.

Une étude approfondie de cette population est en cours dans le cadre d'un diplôme universitaire. Malheureusement les populations de référence font cruellement défaut pour cette période dans notre région.

Conclusion

L'apport de cette fouille à la connaissance de la topographie funéraire du haut Moyen Age de la ville de Bordeaux est essentiel. Ce cimetière dont l'occupation est attestée, sur la portion dégagée, de l'époque mérovingienne à l'époque carolingienne, s'insère dans un secteur du territoire bordelais qui est dévolu aux sépultures, dès l'époque augustéenne. Le cimetière de Saint-Seurin développé ad sanctos se confronte avec le cimetière Saint-Germain qui s'accroît apud ecclesiam. Le premier connaît un développement d'ampleur qui ne faiblira jamais jusqu'au XVIIIe siècle et générera une superposition multiples de tombes, monopolisant vraisemblablement le droit de sépultures lors de la mise en place du réseau paroissial. Le second, sur la frange dégagée, se marque par un horizon unique des tombes et sera abandonné après trois siècles environ d'utilisation.

## Bibliographie

- Alduc-Le Bagousse 1986 : Alduc-Le Bagousse (A.), Pilet-Lemiere (J.). - «Les sépultures d'enfants en édifices religieux : l'exemple du cimetière de l'église Notre-Dame à Cherbourg (Manche)». In *Le matériel anthropologique provenant des édifices religieux. Actes des Deuxièmes Journées Anthropologiques de Valbonne* 1983. Valbonne éd. du CNRS, 1986, p. 61-68.
- Alexandre-Bidon 1993 : Alexandre-Bidon (D.). - «Le corps et son lin-cueil». In *A réveiller les morts. La mort au quotidien dans l'Occident médiéval*. Aubenas : Presse Universitaires de Lyon, 1993, 183-206.
- Alexandre-Bidon 1996 : Alexandre-Bidon (D.). - «Images du cimetière chrétien au Moyen Age». In Alexandre-Bidon (D.) dir., Treffort (C.) dir. - *Archéologie du cimetière chrétien*, Actes du 2e colloque A.R.C.H.E.A., Orléans, 29 septembre - 1er octobre 1994. Tours : 1996, p. 79-93.
- Barraud 1996a : Barraud (D.). - «Bordeaux. Saint-Seurin. Cimetière et édifices cultuels (?)». In ADAM (J.-P.) et alii. - *Les premiers monuments chrétiens de la France*, vol. 2, Sud-Ouest et Centre. Paris : 1996, p. 37-46.
- Barraud 1996b : Barraud (D.), Pichonneau (J.-F.). - «Saint-Seurin». In *Revue Archéologique de Bordeaux*, t. LXXXVII. Bordeaux : 1996, p. 12-16.
- Birkner 1980 : Birkner (R.). - *L'image radiologique typique du squelette*. Paris : 1980.
- Brooks 1990 : Brooks (S.), Suchey (J.-M.). - «Skeleton age determination based on the os pubis : a comparison of Ascadi-Nemeskéri and Suchey-Brooks methods». *Human Evolution*, vol. 5. 1990. p. 227-238.
- Bruzek 1991 : Bruzek (J.). - «Proposition d'une nouvelle méthode morphologique dans la détermination sexuelle de l'os coxal». Table ronde «Méthodes d'étude des sépultures». 8, 9, 10 mai 1991 Saintes, GDR 742 du CNRS. Paris : 1991.
- Buchet 1986 : Buchet (L.). - «L'inhumation en basilique funéraire : observations, interprétations et commentaires». In *Le matériel anthropologique provenant des édifices religieux. Actes des Deuxièmes Journées Anthropologiques de Valbonne* 1983. Valbonne éd. du CNRS : 1986, p. 69-73.
- Colardelle 1996 : Colardelle (M.). - «Terminologie descriptive des sépultures antiques et médiévales». In Galinie (H.) dir., Zadora-Rio (E.) dir. - *Archéologie du cimetière chrétien*, Actes du 2e colloque A.R.C.H.E.A., Orléans, 29 septembre - 1er octobre 1994. Tours : 1996, p. 305-310.
- Drouyn 1874 : Drouyn (L.). - *Bordeaux vers 1450. Description topographique*. Bordeaux : 1874.
- Ferembach 1979 : Ferembach (D.), Schwidetsky (I.), Stlonkal (M.). - «Recommandations pour déterminer l'âge et le sexe sur le squelette». *Bull. et Mém. de la Soc. d'Anthrop. de Paris*, t. 6, série XIII. Paris : 1979, p. 7-45.
- Gaidon 1988 : Gaidon (M.-A.) avec la collaboration de Bertrand-Desbrunais (J.-B.) et Nacfer (M.-N.). - «Chroniques d'archéologie bordelaise 1987 : la clinique Tourny, 54 rue Huguerie et Les Bons Livres, 66 à 70 rue du Palais Gallien». In *Société Archéologique de Bordeaux*, t. LXXVIII. Bordeaux : 1988, p. 3-8.
- Gaidon 1989 : Gaidon (M.-A.). - «Clinique Tourny, 54 rue Huguerie». In *Bulletin de liaison et d'information, 1987, Archéologie en Aquitaine*. Bordeaux : 1988, p. 33-35.
- Gaidon 1989a : Gaidon (M.-A.). - «Les Bons Livres, 66-70 rue du Palais-Gallien». In *Bulletin de liaison et d'information, 1987, Archéologie en Aquitaine*. Bordeaux : 1988, p. 35-37.
- Henrion 1996 : Henrion (F.), Hunot (J.-Y.). - «Archéologie et typologie du cercueil et du coffrage de bois». In Galinie (H.) dir., Zadora-Rio (E.) dir. - *Archéologie du cimetière chrétien*, Actes du 2e colloque A.R.C.H.E.A., Orléans, 29 septembre - 1er octobre 1994. Tours : 1996, p. 197-204.
- Higounet 1963 : Higounet (Ch.). - *Bordeaux pendant le haut Moyen Age*. Bordeaux : 1963.
- Jouannet 1831 : Jouannet (F.). - «Notice sur les antiques sépultures populaires du département de la Gironde». In *Mémoire de l'Académie royale de Bordeaux*. Bordeaux : 1831, p. 123-164.
- Lavaud 1993 : Lavaud (S.). - *Saint-Seurin : une grande seigneurie du bordelais (XIVe-XVe siècles)*. Thèse de doctorat d'université, Université de Bordeaux III, 1993.
- Lovejoy 1985 : Lovejoy (C.-O.), Meindl (R.S.). - *Chronological metamorphosis of the auricular surface of illium : a new method for the determination of the adult skeletal age and death*. Prysbeck, Mensforth : 1985.
- Maillé 1959 : (Marquise de) Maillé. - *Recherches sur les origines chrétiennes de Bordeaux*. Paris : Editions A. & J. Picard et Cie, 1959.
- Masset 1982 : Masset (C.). - *Estimation de l'âge au décès par les structures craniennes*. Thèse de doctorat d'état en Sciences Naturelles, Université de Paris VII, ronéotypée, 301p, 1982.
- Mensignac 1880 : Mensignac (C.). - «Emplacement de la ville romaine de Bordeaux». In *Bulletin de la Société Archéologique de Bordeaux*, t. VII. Bordeaux : 1880, p. 63-150.
- Premiers temps chrétiens en Gaule méridionale. Antiquité tardive et haut Moyen Age. IIIe - VIIIe siècle*. Lyon : 1986.
- Renouard 1965 : Renouard (Y.). - *Bordeaux sous les rois d'Angleterre*, t. III, Histoire de Bordeaux sous la direction de Ch. Higounet. Bordeaux : 1963-1965.
- Sundick 1978 : Sundick (R.). - «Human skeletal growth and age determination». *Homo*, Band XXIX. Heft : 1978. p. 228-249.
- Treffort 1996 : Treffort (C.). - *L'église carolingienne et la mort*. Lyon : PUF, 1996.
- Ubelaker 1989 : Ubelaker (D. H.). - *Human Skeletal Remains, Excavations, Analysis, Interpretation*. Washington D. C. : Smithsonian Institution Press : 2nd Ed. 1989.

## Le sarcophage mérovingien de la gare Citram à Bordeaux

par Agnès Bergeret \* et Marie-Noëlle Nacfer \*\*  
avec la collaboration de Michel Gourdin \*\*\*

Unique élément découvert témoignant de l'existence d'un probable cimetière mérovingien, le sarcophage étudié s'inscrit, comme un jalon, dans le cadre de l'étude des sarcophages généralement rassemblés dans le groupe du «type de Bordeaux».

### Contexte archéologique

Le sarcophage <sup>1</sup> a été dégagé lors de la fouille d'un cimetière carolingien, au sein duquel il se démarque par sa position et son orientation <sup>2</sup>. Seule sépulture orientée nord/sud, il est localisé au sud-est de la partie de cimetière postérieure dont l'organisation rigoureuse en rangées de tombes contribue à rejeter cet individu sur la frange orientale du nouveau espace funéraire.

Le contour de la fosse d'inhumation n'a été repéré que sur son côté septentrional, il offre une largeur de 0,12 m environ. La découverte de ce pourtour de fosse, visible à environ 0,10 m de profondeur en-deça du rebord supérieur de la cuve, indique que le sarcophage devait être en partie enterré.

La sépulture était recouverte par un niveau de terre homogène, à l'intérieur duquel se trouvait du mobilier céramique lié à l'occupation d'une *domus*, abandonnée au IIIe siècle de notre ère, mêlé à deux fragments de céramique estampée <sup>3</sup>, attribuée au Ve siècle ou au VIe siècle, et à un fragment de pot à lèvres rainurées, attribué de façon plus large à une période courant du VIIe siècle au IXe siècle.

### Technique de taille et décor

Le sarcophage se compose d'une cuve monolithe trapézoïdale sur laquelle repose un couvercle en bâtière évidé. La cuve mesure 1,97 m de longueur et 0,85 m de largeur à la tête pour 0,44 m de largeur aux pieds. Le couvercle employé pour fermer le contenant est en débordement de 0,15 m en largeur par rapport à la cuve, le rebord occidental de cette dernière s'alignant sur celui du couvercle. Malgré l'inadéquation entre la cuve et son dispositif de fermeture, aucun élément n'interdit de valider l'hypothèse d'une association de l'ensemble au moment de l'inhumation plutôt que celle d'une association tardive, lors d'une violation de la sépulture.

\* Archéologue, Assistante d'études au sein de l'Association pour les Fouilles Archéologiques Nationales.

\*\* Archéologue, Chargée d'études au sein de l'Association pour les Fouilles Archéologiques Nationales.

\*\*\* Restaurateur en lapidaire, Musée de la ville de Bordeaux.

1. Site n°33 2 08 063 121 AH : rue Lafaurie de Monbadon.

2. cf. *infra* : A. Bergeret, M.-N. Nacfer, «Le cimetière carolingien de la gare Citram à Bordeaux».

3. Parmi lesquels un fragment de forme 56. Les datations et l'identification des différents types de céramique ont été réalisées par Sylvie Soulas et Sylvie Fabre-Dupont-Maleret.



Fig. 1. — Intérieur de la cuve.



Fig. 2. — Fond de la cuve.

## Technique de taille

L'ensemble est taillé dans un calcaire coquillier dur, à grains fins provenant d'une carrière qui n'a pas, à ce jour, été identifiée. L'outil majoritairement utilisé à tous les stades du travail, pour dégrossir la cuve, évider le couvercle et réaliser la sculpture, est la broche à percussion posée (avec percuteur). Les traces de débitage présentes à l'intérieur de la cuve, permettent de restituer le geste du tailleur de pierre et de discerner les reprises éventuelles qui témoignent, pour une même face, de la division en secteur de travail et de plusieurs déplacements du tailleur de pierre.

Ainsi, après avoir débité le cœur du bloc, le tailleur se positionne debout, au-dessus des parois de la cuve<sup>4</sup>. Il travaille alors les faces internes, de haut en bas, dans un geste arrondi, dont les traces laissées par l'outil viennent mourir sur le fond de la cuve (fig. 1). Le tailleur de pierre change ensuite de position, se plaçant dans le sens inverse, face au nouveau secteur à travailler. L'extrémité de chaque paroi est ainsi achevée par des enlèvements horizontaux qui débudent à proximité des traces précédentes pour s'achever contre les parois de tête ou de pied. Certaines reprises, plus serrées et plus profondes, viennent peaufiner cette taille. L'absence de juxtaposition entre les traces d'outils courbes et les traces d'outils horizontales induit une conservation d'une portion brute de la matière, achevée en dernier lieu, le tailleur de pierre œuvrant alors de nouveau debout, au dessus de la cuve, et retrouvant son geste arrondi de haut en bas. Parce que l'ouvrier a disposé de peu d'espace pour progresser dans son travail, le geste accompli pour parfaire la taille du matériau est suivi sur les faces latérales et plus irrégulier sur les côtés de tête et de pied.

Le fond de la cuve a subi un débitage grossier, au pic lancé. Aucune finition n'ayant ensuite été mise en œuvre, une partie importante du matériau a été conservée, marquée par de nombreuses irrégularités (fig. 2).

## La sculpture

Si les traces laissées par l'outil témoignent d'une parfaite maîtrise du tailleur de pierre, elles révèlent avant tout, une réelle volonté décorative dans leur mise en œuvre qui se traduit par une exploitation quasi complète du répertoire décoratif de la taille brochée (en arête de poisson, en chevrons, verticales). Ce sont ainsi chaque face externe de

4. J.-Cl. Bessac, 1987, p. 110. "Les positions de travail avec la broche sont beaucoup plus souples et variées qu'avec le pic.... On peut donc travailler à peu près dans toutes les positions, dans la mesure où l'on a suffisamment de recul pour l'évolution du percuteur".

Fig. 3a. — Tête du couvercle.

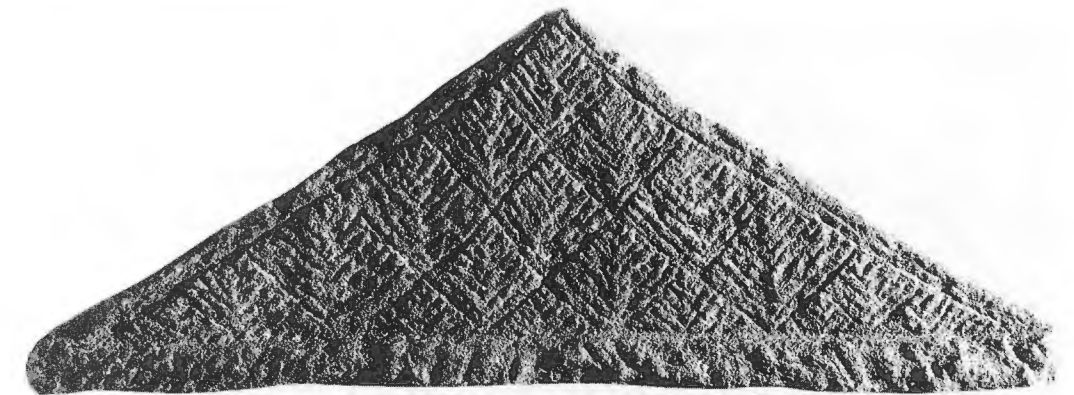
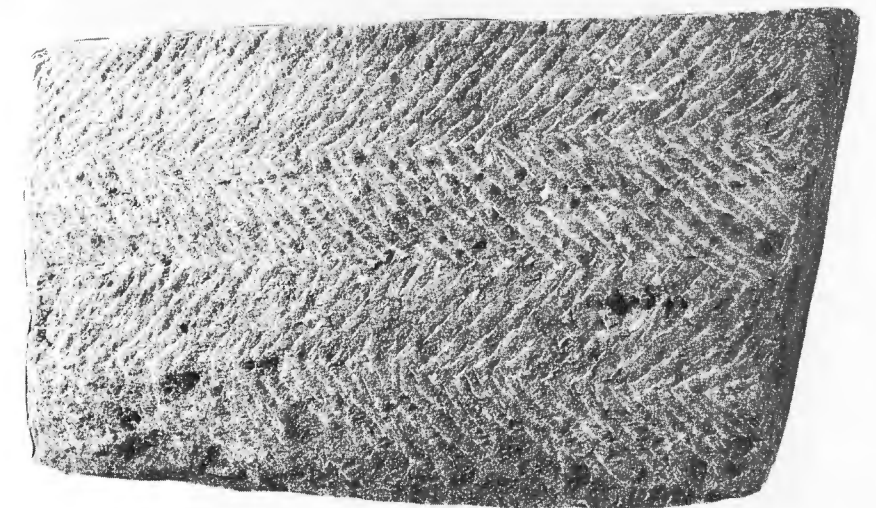


Fig. 3b. — Tête de la cuve.



la cuve et du couvercle qui a reçu un décor. Si on ajoute à cette sculpture les traces courbes imposées à la broche, pour le dégrossissage intérieur de la cuve<sup>5</sup>, nous nous trouvons en présence d'un sarcophage qui a fait objet du plus grand soin de la part du (ou des) tailleur (s) de pierre.

Pour la cuve, cette sculpture s'inscrit dans un cadre délimité par un liseré réservé en bordure, d'une largeur irrégulière comprise entre deux ou trois centimètres. Ce liseré est présent sur les côtés latéraux et le côté bas de chaque face alors que le décor prend immédiatement naissance, en limite du rebord supérieur de chaque face. Les faces latérales de la cuve présentent un décor de stries verticales continues, régulièrement espacées. Les veines de coquillage présentes à l'intérieur du calcaire donnent à l'ensemble un aspect parfois ondulé, qui vient adoucir la régularité des stries. Les extrémités de la cuve ont été le support d'un décor plus varié, chaque face présentant un motif dif-

férent. La tête s'orne d'un double décor superposé d'arêtes de poissons, le rang inférieur étant le moins soigné (fig. 3.b). Le pied de la cuve est garni d'un losange central à décor de chevrons, encadré par des stries obliques dans les angles restants (fig. 4. a). Si les stries sont parallèles aux côtés du losange central dans la partie supérieure de la surface, elles sont disposées perpendiculairement aux côtés du losange dans la partie inférieure de l'espace. "Faiblesse" dans ce décor, les stries sont très faiblement imprimées dans le calcaire, dans l'angle inférieur droit de la face concernée.

5. J.-Cl. Bessac, *op.cit.*, p. 112. La taille brochée, les sillons sont produits assez régulièrement, équidistants, parallèles et rectilignes. Dans les cas extrêmement rares où ils présentent des courbures, cela est voulu et calculé afin de produire un effet esthétique.



Fig. 4b — Pied du couvercle.



Fig. 4a. — Pied de la cuve.

C'est cependant le couvercle qui présente, sur ses extrémités, le décor le plus affiné. Le motif de stries longitudinales régulièrement espacées, présent sur les faces latérales de la cuve, se retrouve, également localisé sur les parties les plus importantes, ici, les pans de la bâtière. Chaque extrémité de ce couvercle est ornée d'un décor de chevrons inscrits dans des losanges disposés en quinconce, le tout reposant sur un bandeau en débordement, d'une hauteur de 0,06 m (fig. 3. a et 4. b). Le nombre de chevrons à l'inté-

rieur d'un losange varie entre six et sept. L'ensemble de la sculpture est réalisée dans un espace triangulaire délimité par un double cadre, la délimitation du cadre extérieur n'étant pas toujours continue.

La finesse de l'ensemble du décor suggère une réalisation de la sculpture peu de temps après l'extraction du bloc, lorsque le calcaire coquiller était encore mouillé.

## Insertion dans le contexte aquitain

### Un sarcophage du "type de Bordeaux"

Le sarcophage découvert s'insère dans un groupe de sarcophages plus connu sous le nom de "type de Bordeaux". Cette dénomination fait référence à des sarcophages qui se caractérisent par un couvercle en bâtière très prononcé... et des parois latérales... décorées de sillons... tandis que les extrémités offrent souvent des combinaisons de groupes de sillons qui se contrarient et forment des motifs décoratifs<sup>6</sup>. Si des exemplaires très proches ont été mis au jour sur le site de Saint-Seurin, à Bordeaux<sup>7</sup>, des sarcophages au décor identique ou voisin ont également été trouvés sur d'autres sites localisés en dehors du territoire bordelais<sup>8</sup>. La date généralement admise pour l'utilisation primaire de ces sarcophages est comprise entre le VI<sup>e</sup> siècle et le VII<sup>e</sup> siècle. Cette datation demandant cependant à être précisée à la lumière des découvertes récentes<sup>9</sup>.

### Analyse de la sépulture

Malgré une inadéquation entre le couvercle et la cuve du sarcophage une relative étanchéité a été assurée par la couverture ne laissant filtrer qu'une faible quantité de sédiment dans l'angle nord-est de la cuve.

Lors de l'ouverture de la structure, le squelette, non recouvert de terre, est immédiatement visible, il apparaît en position secondaire repoussé contre le montant occidental de la cuve. La translation latérale qu'on a fait subir au squelette a supprimé toutes les connexions anatomiques en conservant pourtant aux pièces osseuses leur localisation d'origine (fig. 5)<sup>10</sup>. Lors du démontage, seules des relations de proximité sont établies, c'est le cas de la jambe et de la cheville droites par exemple.

L'inventaire des os montre que le squelette est complet et possède des éléments de petites taille, os hyoïde, pisi-formes, sésamoïdes etc ainsi que des pièces fragiles, cartilages thyroïde et cricoïde ossifiés ; la présence de ces os et le déplacement latéral exposé plus haut plaident en faveur d'un remaniement du squelette, de type réduction, à l'intérieur de la cuve et non à une inhumation secondaire.

On note un état de conservation différentiel des segments du squelette ; le crâne et certains os longs ont fusé, cette détérioration est caractéristique d'un séjour dans un espace confiné. Le membre inférieur droit situé dans une partie déprimée de la cuve est bien conservé ; il a bénéficié de la protection constituée par le dépôt de la fraction limonneuse fine contenue dans les eaux d'infiltrations.



Fig. 5. — Inhumation primaire après la fouille.

Le squelette appartient à un adulte de sexe masculin âgé de plus de 30 ans. Sa stature a été évaluée à 1,70 m.

Le mobilier trouvé dans la tombe est indigent. Il se réduit à deux petits clous en fer à tête ronde qui évoquent des éléments de décoration sur bois ou sur cuir. A cela

6. Delahaye, 1991, p. 296.

7. Maurin, 1992, p. 200.

8. Barraud, 1989 ; Gautier, p. 1969.

9. Delahaye, 1991, p. 296.

10. Auteurs des clichés. A. Bergeret : figures 1, 2, 3a et 3b, 4a et 4b ; M.-N. Nacfer : figure 5.

s'ajoute la présence de fibres textile conservées dans les aspérités du fond de la cuve. Témoignage de la présence d'un tissu (vêtement ou linceul) qui entourait le corps du défunt. Cette absence de mobilier pour une époque où on a l'habitude de pratiquer la sépulture habillée est étonnante.

L'étude anthropologique atteste d'une utilisation unique du sarcophage. En effet, aucun os exogène n'a été enregistré lors de l'inventaire du squelette alors que, il n'est pas rare lors du curage d'une cuve que des petits os soient piégés dans les dépressions dues à la taille du calcaire. Comment expliquer alors l'absence de mobilier et le remaniement de la sépulture. Cette dernière opération qui a en effet nécessité la manipulation d'un couvercle dont le poids avoisine les 366 kg ne peut pas être fortuite. Il semble que le seul motif soit le pillage. En effet, il n'y a pas eu réduction de corps au sens strict et la place libérée n'a pas été utilisée pour y déposer un autre défunt.

## Eléments de datation

Grâce à l'étude anthropologique, l'unique squelette présent à l'intérieur du sarcophage a pu être identifié comme une inhumation primaire. La datation réalisée sur les ossements découverts revêt alors un double intérêt.

Cette datation, par le radiocarbone <sup>11</sup>, nous permet de cerner la mise en place du squelette entre la seconde moitié du VI<sup>e</sup> siècle et la première moitié du VII<sup>e</sup> siècle <sup>12</sup>. Ces éléments chronologiques nous permettent, tout d'abord, de dissocier cette sépulture des tombes datées de l'époque carolingienne et de ne pas l'attribuer, comme cela aurait été légitime, sans datation fine, à un remploi au sein d'un cimetière postérieur <sup>13</sup>. Mais surtout, ils autorisent également à poser comme un jalon, l'utilisation de ce type de contenant, au plus tard, sur la première moitié du VII<sup>e</sup> siècle. Toutefois, sur ce point précis, il convient de rester prudent, cet élément se devant d'être confronté à d'autres, beaucoup d'autres, pour être vraiment significatif.

## Bibliographie

Barraud 1989 : BARRAUD (D.). - "Saint-Genis du Bois". In *Archéologie des églises et des cimetières en Gironde, Mémoires*, n° 1, Société Archéologique de Bordeaux. Bordeaux : 1989.

Bergeret 2000 : BERGERET (A.) et Nacfer (M.-N.). - "Le cimetière carolingien de la gare Citram à Bordeaux". *infra*.

Bessac 1987 : BESSAC (J.-Cl.). - *L'outillage traditionnel du tailleur de pierre de l'Antiquité à nos jours*. Paris : 1987.

11. La réalisation d'une datation au radiocarbone sur un squelette qui n'est plus en place peut surprendre. La découverte du squelette poussé contre la paroi ouest de la cuve, ne contredisait cependant nullement l'hypothèse de l'identification de l'individu avec une inhumation primaire. Identification qui a été confirmée par l'étude anthropologique.

12. Ly- 8727. Age calibré : 545-652 ap. J.-C. Recherche réalisée par Christine Oberlin, Centre de datation par la Radiocarbone, Université Claude-Bernard, Lyon I.

13. Les datations obtenues indiquent une fourchette comprise entre la fin du VII<sup>e</sup> siècle. et la première moitié du VIII<sup>e</sup> siècle, pour la sépulture en coffre la plus profonde, et une fourchette comprise entre le VIII<sup>e</sup> siècle et la première moitié du Xe siècle pour l'autre sépulture.

14. A ces éléments s'ajoutent d'autres fragments dégagés, sur le site, à l'intérieur d'une des pièces de la *domus* et qui proviennent également de cuves de sarcophages retaillées, selon des modules voisins. Ces blocs en attente étaient peut être destinés au marquage d'autres tombes ou à la délimitation de fosse d'inhumation. Signalons, enfin, la découverte à proximité d'un fragment de cuve de sarcophage, lors de la fouille rue Huguerie réalisée par Marie-Agnès Gaidon. Cette dernière information nous a été communiquée par Jean-Baptiste Bertrand Débrunais que nous tenons à remercier pour sa disponibilité et son aide précieuse.

15. Le couvercle pèse 366 kg., la cuve pèse 495 kg.

Delahaye 1991 : DELAHAYE (G.-R.). - "Les sarcophages mérovingiens". In Duval (N.), Fontaine (J.), Février (P.-A.), Picard (J.-Ch.), Barruol (G.), *Naissance de arts chrétiens. Atlas des monuments paléochrétiens de la France*, Imprimerie Nationale. Paris : 1991.

Gauthier 1969 : GAUTHIER (M.). - *Le site de la Réole, commune de la Réole*. Rapport de fouille dactylographié, Service Régional de l'Archéologie. Bordeaux : 1969.

Maurin 1992 : MAURIN (L.). - *Les racines de l'Aquitaine. Vingt siècles d'histoire d'une région vers 1000 avant J.-C. vers 1000 après J.-C.* : Bordeaux, 1992.

## Conclusion

Au terme de cette étude, les éléments rencontrés semblent indiquer que nous trouvons aux abords d'un cimetière et non pas face à un sarcophage isolé. Les premiers indices sont d'ordre chronologique, ils ont déjà été abordés ci-dessus. A cela s'ajoute la découverte de plusieurs fragments de cuves de sarcophage (x 7) sur l'emprise de la fouille, dont un est utilisé en remploi comme élément de signalisation de tombe au sein du cimetière postérieur <sup>14</sup>. Enfin, quel motif pourrait justifier le déplacement d'un sarcophage, d'un poids total de 861 Kg <sup>15</sup>, à l'intérieur duquel l'inhumation primaire a été conservée.

La tombe dégagée sur le site de la gare Citram ne semble donc pas être un *unicum* ou un élément déplacé et il conviendrait, dès lors, de parler d'un cimetière mérovingien dont la fouille n'aurait atteint que la frange de son emprise et sur lequel l'inhumation a été poursuivie durant l'époque carolingienne.

# Le château de Rauzan

par Christian Corvisier \*

Edifié en bordure d'un bourg castral jadis clos de murailles, le château de Rauzan n'a pas l'ampleur et l'ambition de parti des grandes réalisations contemporaines de Clément V et de son entourage. Ce n'est pas non plus une forteresse d'importance stratégique à l'échelle de Blaye ou de La Réole, mais plutôt une belle maison seigneuriale fortifiée compensant la relative modestie des défenses de son enceinte par l'élancement altier des formes architecturales du noyau résidentiel formé par le logis et la tour-maîtresse.

Cette silhouette hiérarchisée a valu au château de Rauzan depuis l'époque romantique la réputation méritée d'une «belle ruine féodale», l'une des plus belles du Bordelais, voire du Sud-Ouest de la France : de celles qu'aimaient les graveurs et les photographes (fig. 1).

En l'occurrence, le temps ne s'y était arrêté que peu avant la Révolution, l'œuvre médiévale n'était pas parvenue «pure», mais le délabrement avait heureusement estompé la trace des aménagements les plus tardifs, et unifié les constructions du XVI<sup>e</sup> siècle à celles du moyen-âge dans une composition pittoresque finalement homogène.

Etudié en bonne place par Léo Drouyn dans sa *Guienne Militaire* <sup>1</sup> qui, il est vrai, n'oublie rien, Rauzan a surtout été revalorisé depuis qu'Henri-Paul Eydoux, en 1972, l'a fait figurer au nombre de ses *Châteaux fantastiques*, publication bien diffusée <sup>2</sup> qui, en son temps, éveilla plus d'une vocation de castellologue, par l'approche sensible de quelque quatre-vingt châteaux médiévaux français, célèbres ou méconnus. Depuis lors, ce château peut paraître distingué,

notoire, aux yeux des amateurs, mais un examen bibliographique démontre qu'avant les ouvrages récents de Jean Mesqui <sup>3</sup>, Rauzan restait ignoré des grandes synthèses nationales et des ouvrages de vulgarisation sur l'architecture castrale médiévale.

Plus d'un siècle s'était écoulé depuis Léo Drouyn lorsque l'actualité du chantier de réhabilitation des ruines par l'équipe de Roger Coste fournit l'occasion d'une remise à l'étude monographique du monument entre 1972 et 1987 <sup>4</sup>.

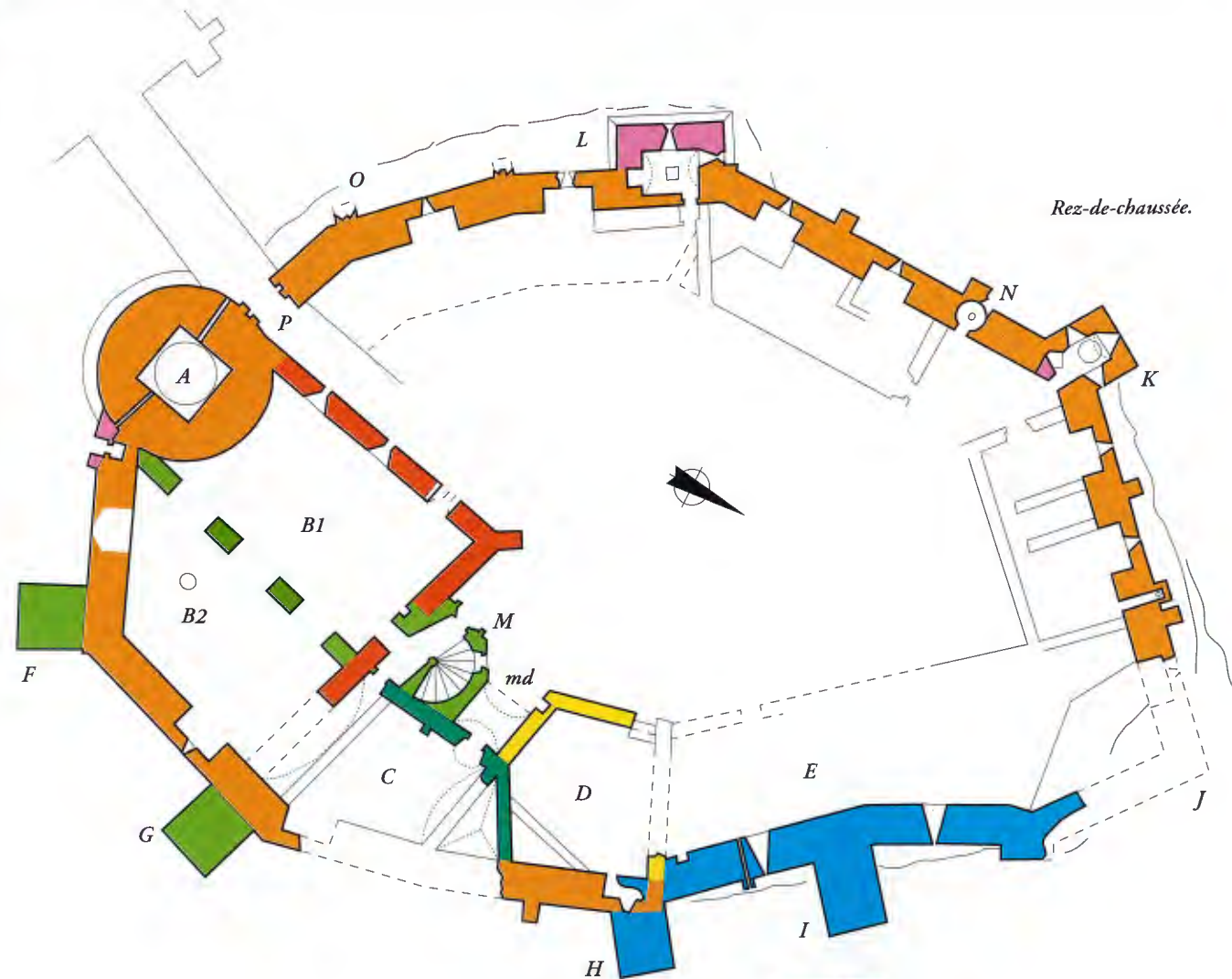
\* Docteur en archéologie médiévale.

1. L. Drouyn, *La Guienne militaire*, Bordeaux-Paris, 1865, t. I, p. 83-92 : le château de Rauzan. L'ouvrage fondamental de Drouyn a été en partie complété par la thèse de J. Gardelles, *Les châteaux du Moyen-âge dans la France du Sud-Ouest, La Gascogne Anglaise de 1216 à 1327*, «Bibliothèque de la Société française d'Archéologie» n° 3, Droz, Genève, 1972, p. 204-205 : Rauzan.

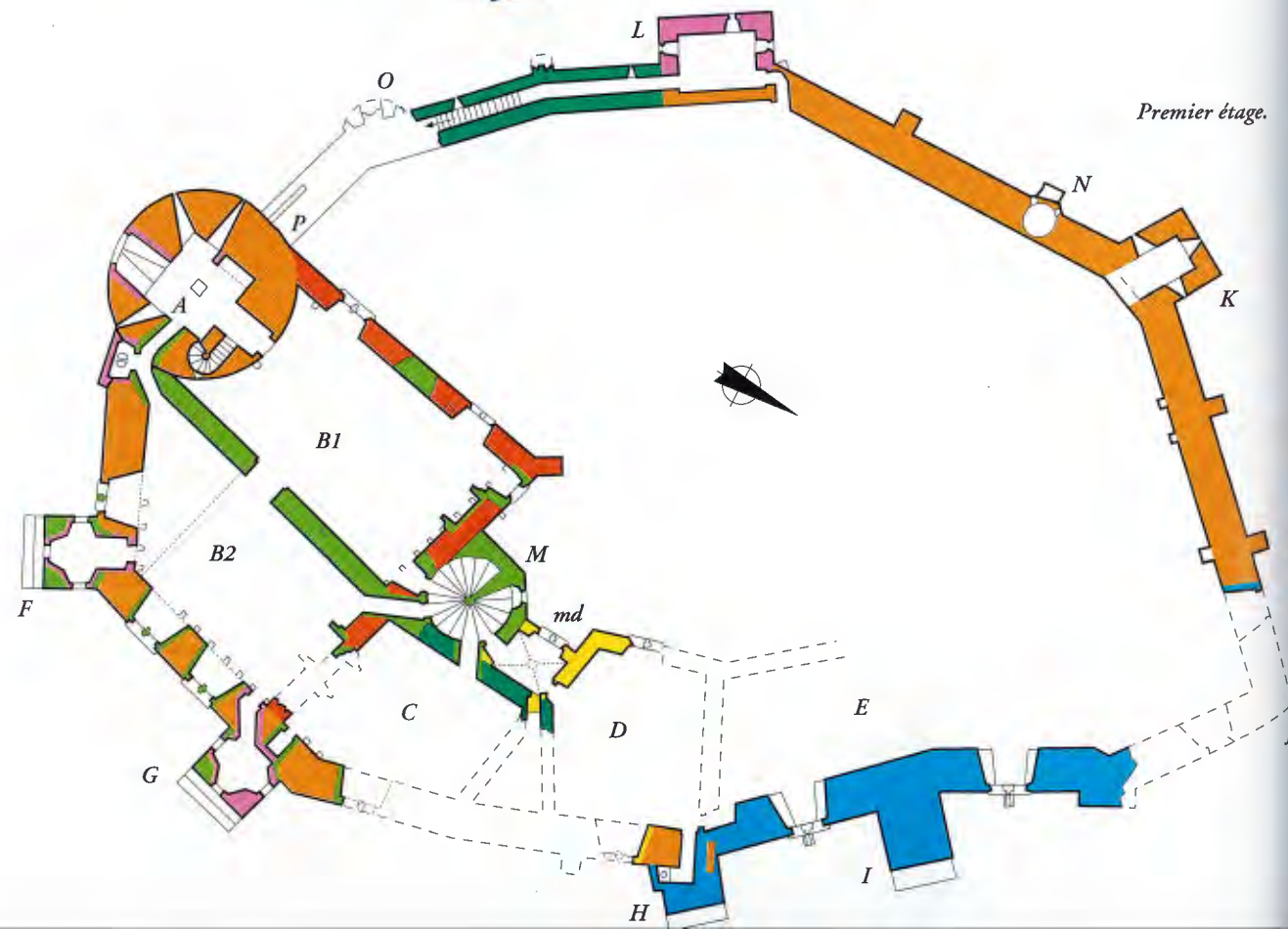
2. H.-P. Eydoux, *Châteaux fantastiques*, Paris, Flammarion, 1972, t. IV, p. 54-63 : Rauzan.

3. J. Mesqui, *Châteaux et enceintes de la France médiévale*, Paris, Picard, 2 vol., 1991-1993, et *Châteaux-forts et fortifications en France*, Paris, Flammarion, 1997 (p. 316-317 : Rauzan).

4. R. Coste et alii, *Rauzan en quête de son passé, dix ans de recherches historiques et archéologiques à Rauzan*, t. I, Rauzan, 1981, notamment p. 92-111 (historique) et ch. IX-X-XI, p. 199-248 (architecture) ; P. Araguas, «Le château de Rauzan», *Congrès archéologique de France*, 1987, *Bordelais et Bazadais*, t. 145 (Paris, S. F. A., 1990), p. 169-184.



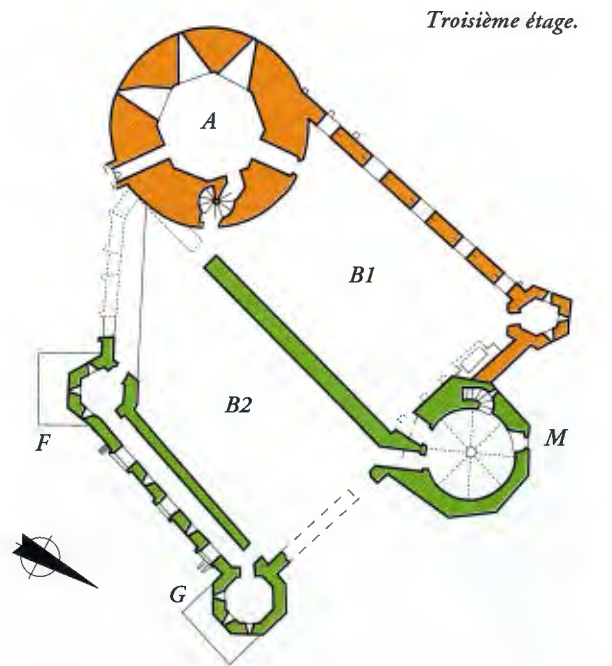
Rez-de-chaussée.



Premier étage.

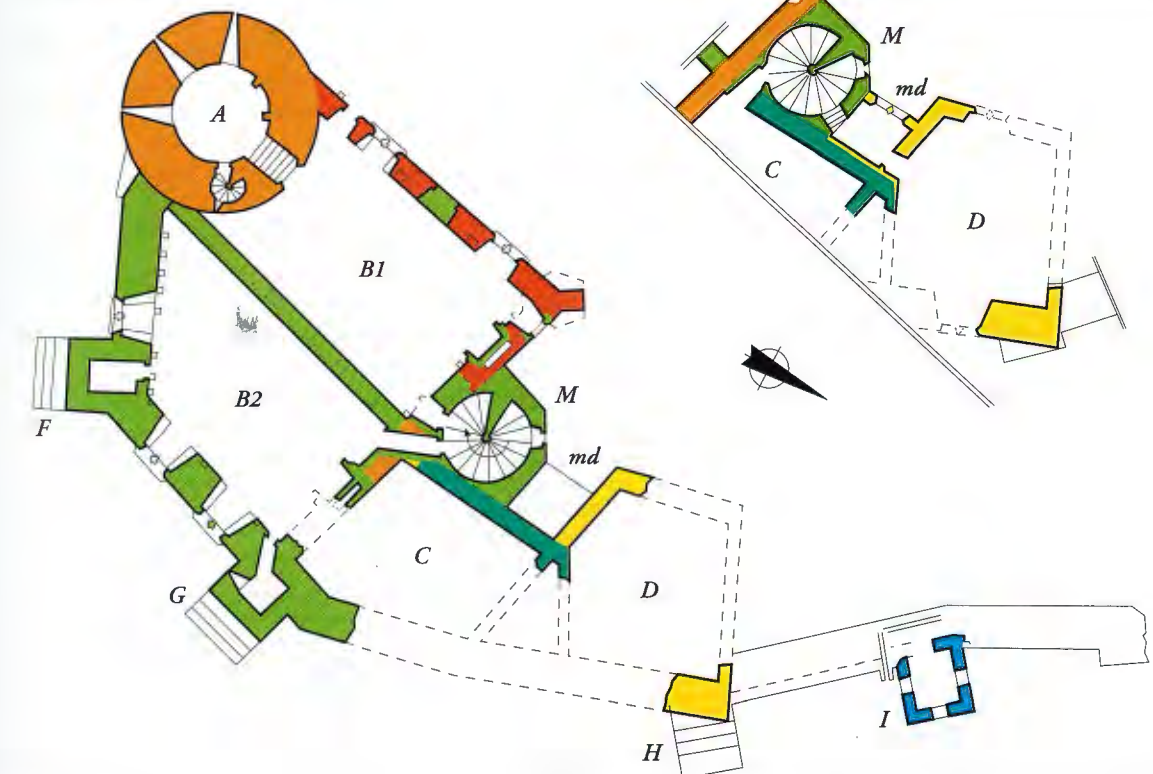
- Campagnes :
- Fin du XIII<sup>e</sup> ou début du XIV<sup>e</sup> siècle, phase 1.
  - Fin du XIII<sup>e</sup> ou début du XIV<sup>e</sup> siècle, phase 2.
  - Antérieure au milieu du XV<sup>e</sup> siècle.
  - Troisième quart du XV<sup>e</sup> siècle.
  - Fin du XV<sup>e</sup> ou début du XVI<sup>e</sup> siècle.
  - 1506-1520
  - Reprises du dernier tiers du XVI<sup>e</sup> et de la première moitié du XVII<sup>e</sup> siècle.

0 5 10 20 m



Troisième étage.

Deuxième étage du logis et de la tour.



Deuxième étage des annexes du logis

Toutefois, certains problèmes de chronologie soulevés alors et laissés en suspens, le fait qu'aucune étude ne se soit encore appuyée sur un relevé architectural fiable, laissent champ libre à une nouvelle monographie d'archéologie monumentale susceptible d'apporter, avec un nécessaire recul critique, quelque nouveauté à l'état des connaissances sur le château de Rauzan<sup>5</sup>. La programmation d'une étude préalable à des travaux de restauration sous la maîtrise d'œuvre de l'architecte en chef des Monuments Historiques m'a donné l'opportunité de cette contribution<sup>6</sup>.

Il convient d'en préciser d'emblée les limites : seul le château *stricto sensu* fait l'objet de ce travail, à l'exclusion des restes de l'enceinte du bourg, et l'approche d'archéologie du bâti est privilégiée sur celle des preuves historiques : on ne cherchera donc pas ici un renouvellement des connaissances sur les sources originales d'Ancien Régime.

## Maîtres d'ouvrage et campagnes de construction

La première mention du château (*castrum*) de Rauzan date de 1216 : il est alors cédé par le roi-duc Jean Sans Terre, avec celui de Pujols, à son *balistarius* Ferrand, cession confirmée par une charte de Henri III du 14 septembre 1218<sup>7</sup>. Le statut de ces deux *castra* est donc celui de fortifications royales anglaises, peut-être alors de fondation récente, confiées à la garde d'un châtelain, ce qui ne permet pas d'identifier le château alors mentionné à la maison seigneuriale du lignage chevaleresque portant le nom de Rauzan depuis le XI<sup>e</sup> siècle. Une charte de Henri III datée du 4 décembre 1222 fait état la prise des châteaux de Pujols, Rauzan et Blaignac par les hommes du roi de France<sup>8</sup>, qui ne tiendront ces places qu'un an.

## Le château d'un fidèle officier du roi d'Angleterre

Dès 1229, les seigneuries de Rauzan, Pujols et Pellegrue sont inféodées au lignage des Rudel de Bergerac, issu d'une branche cadette des comtes de Périgord<sup>9</sup>, représenté alors par Hélié Rudel I. Par un acte du 6 septembre 1242, les châteaux de Pujols et Rauzan sont concédés officiellement par le roi d'Angleterre Henri III à Rudel, frère cadet d'Hélié Rudel II de Bergerac<sup>10</sup>. En 1251 ou 1254, le patrimoine des Rudel est partagé entre les deux branches, Rauzan, Pujols et Pellegrue constituant le domaine de la branche cadette fondée par Rudel, qui en fait hommage au roi en 1256<sup>11</sup>. Le 19 mars 1274, l'hommage de ce domaine féodal, châteaux compris, est rendu par son fils (ou petit-fils) Guilhem-Raimond de Gensac au roi Édouard I<sup>12</sup>. Ce seigneur, qui détient Rauzan jusqu'après 1316<sup>13</sup>, avait exercé la charge de capitaine de Blaye pour le roi d'Angleterre durant la

première guerre de Gascogne, et était -de fait- un personnage important de l'entourage des Plantagenêt, qui le gratifièrent en 1304 et 1305 d'importants dons en argent pour services rendus<sup>14</sup>. Le successeur de Guilhem-Raimond de Gensac à Rauzan et à Pujols fut l'époux d'Alaïs, sa fille et héritière : Guilhem-Amanieu de Madaillan. Ce seigneur est mentionné notamment en 1331, date à laquelle il obtient du roi d'Angleterre, par lettre du 9 juillet, l'autorisation de faire construire une maison-forte à Cenon près de Bordeaux au lieu-dit le Cypressat<sup>15</sup>. En 1329-1330, pendant la guerre de Saint-Sardos, il avait entretenu dans son château de Pujols une garnison de 19 hommes d'armes et 100 sergents, au service et avec les subsides du roi. Néanmoins, lorsque les hommes du roi de France prennent possession du château de Pujols en 1338, Guilhem-Amanieu de Madaillan est gratifié par ce même souverain des biens saisis d'Arnaud de Durfort, en compensation de pertes subies du fait des anglais<sup>16</sup>, ce qui atteste d'un retournement d'alliance du seigneur de Rauzan<sup>17</sup>.

5. J'ai pris connaissance en cours d'étude du récent mémoire de maîtrise de Sophie Beneytout, *Etude architecturale du château de Rauzan*, Dir. J. Lacoste et P. Durand, Université de Bordeaux, 1998-1999. Ce travail applique une méthodologie plus descriptive qu'analytique, et ne propose pas d'hypothèses se démarquant nettement de l'historiographie du monument. Ne lui ayant rien emprunté, je n'aurais pas d'autre occasion de le référencer.

6. Je remercie ici Michel Goutal, A. C. M. H., d'avoir fait appel à moi pour ce travail d'expertise, dont le présent article est le prolongement.

7. *Calendar of Patent Rolls, Henri III, 1216-1223*, London, 1907, t. I, p. 169, cité par J. Gardelles, p. 204.

8. *Idem*, p. 249.

9. C. Bémont et F. Michel, *Les Roles Gascons*, Paris, 1885-1905, t. I,

10. J.-P. Trabut-Cussac, «Un rouleau de lettres patentes du prince Édouard, mai-octobre 1254», *Mélanges Brunel*, Paris, Ecole Nat. des Chartes, Mémoires et documents, 1955, t. II, p. 599-615.

11. *Archives historiques de la Gironde*, Bordeaux 1859-1936, t. III, p. 7 ; H. Rubiella, in R. Coste, 1981, p. 99.

12. C. Bémont, *recueil d'actes relatifs à l'administration des rois d'Angleterre en Guyenne (Recognitiones feodorum)*, Paris, 1914, n° 205.

13. L. Drouyn, *Variétés girondines*, Bordeaux, 1886, t. I, p. 199, cite d'après des archives du château de Naujan, le dernier acte connu mentionnant ce seigneur, daté du 14 août 1316, et le premier mentionnant son successeur, daté du 13 février 1320.

14. C. Bémont et F. Michel, *Les Roles Gascons*, Paris, 1885-1905, t. III, n° 4647, 4655, 4933, 4966, 5012.

15. Voir J. Gardelles, *Les châteaux...*, 1972, p. 162.

16. Lettres du 15 janvier 1338 du roi de Bohême, lieutenant du roi de France en Gascogne, confirmées par lettres royales données à Maubuisson en mars 1338 (cité sans référence dans *Les seigneurs de Rauzan et leur participation aux événements sous la domination anglaise de 1214 à 1417*, *Cahiers historiques et archéologiques du Rauzannais*, 2e trim. 1979, t. I, n° 1, p. 9).

17. D'après L. Drouyn, *Variétés girondines*, t. I, p. 201, qui se réfère à la fois aux *Roles Gascons* et aux transcriptions manuscrites de Bréquigny dans la «collection Moreau» de la BNF, le roi d'Angleterre aurait révoqué le 18

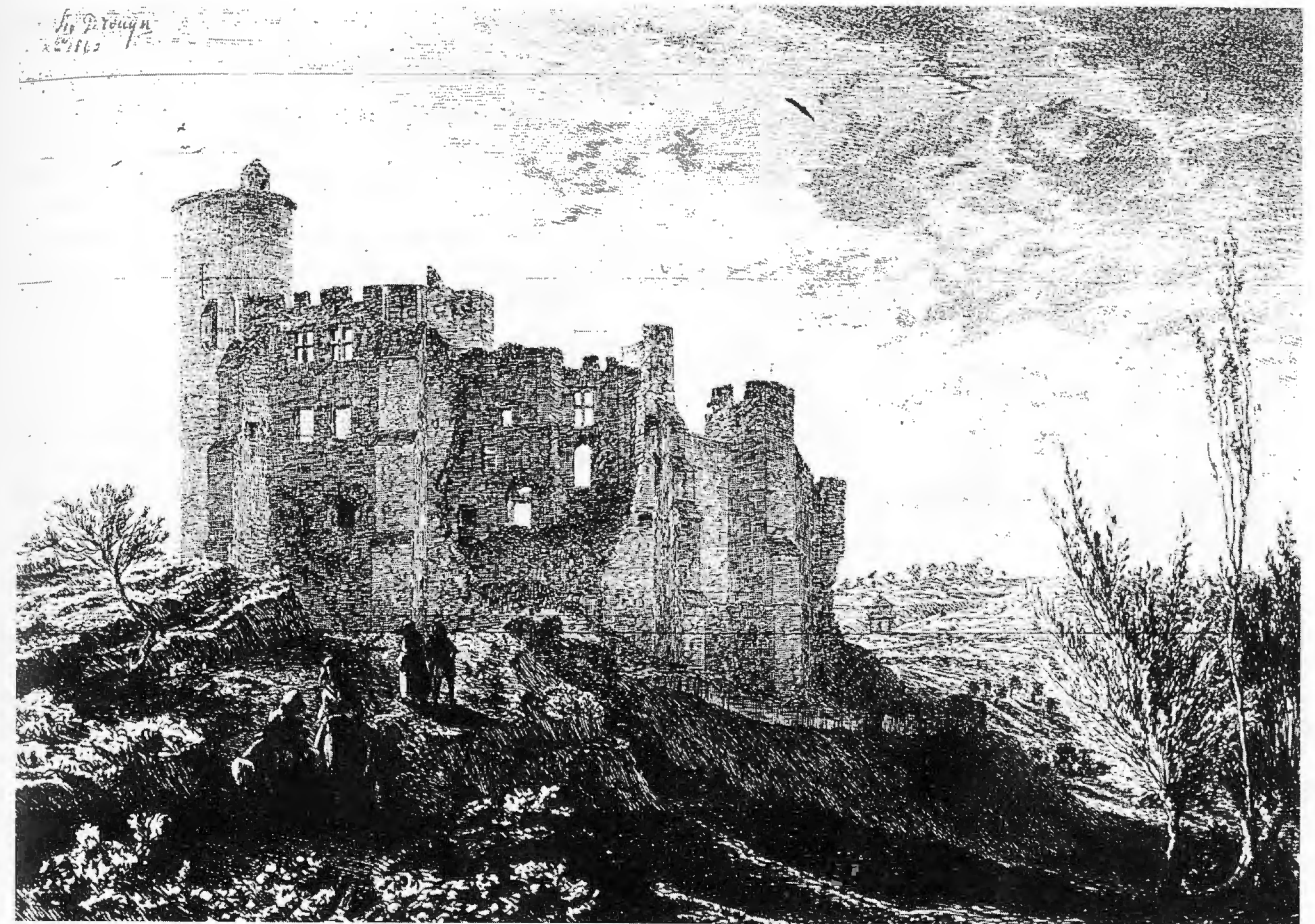


Fig. 1. — Vue du château côté est, gravure de Léo Drouyn, publiée dans le « *Guienne militaire* », 1860.

La construction de l'actuel château de Rauzan est habituellement attribuée à ces deux derniers seigneurs, le contexte politique paraissant favorable à l'édification d'une forteresse jouant à la fois le rôle de résidence seigneuriale de personnages bien en cour, et celui d'un point d'appui stratégique possible pour le roi d'Angleterre. Si une incitation à bâtir du roi à son vassal, voire une aide financière, sont imaginables quoique non démontrées, le programme architectural du château de Rauzan reste avant tout celui d'une «maison-forte» seigneuriale assez ambitieuse, non celui d'un château-fort d'essence royale.

Dans sa thèse sur les châteaux de la Gascogne Anglaise, Jacques Gardelles privilégiait le rôle de Guilhem-Raimond de Gensac tant pour le projet architectural de Rauzan que pour sa réalisation, comportant l'enceinte, la tour maîtresse et le logis principal<sup>18</sup>, ce qui revient en principe à attribuer l'essentiel du château à la période 1280-1316. Suivant toutefois son prédécesseur Léo Drouyn pour les comparaisons architecturales entre Rauzan (tour maîtresse circulaire, archères...) et d'autres réalisations castrales de la région,

notamment celles dues à Clément V et sa famille (Villandraut, etc...), Jacques Gardelles induit une option tardive dans cette hypothèse de datation, au plus tôt vers 1310. Philippe Araguas a proposé de prêter davantage à Guilhem-Amanieu de Madaillan<sup>19</sup>.

octobre 1341 les chartes de concession des terres tenues en Guyenne par les Madaillan pour les accorder au Durfort. De ce fait, J. Gardelles, *Les châteaux...*, 1972, p. 204, a écrit que Rauzan était alors entré dans le patrimoine des Durfort, en concédant que ceux-ci ne s'y étaient installés qu'à la fin du XVe siècle. C'était donner trop d'importance à cette révocation, au prix d'un raccourci qui ne tient pas compte de la continuité des Madaillan dans leur seigneurie de Rauzan, et des seigneurs suivants jusqu'au début du XVI<sup>e</sup> siècle.

18. J. Gardelles, *Les châteaux...*, 1972, p. 205.

19. L'auteur précise curieusement que «les parties les plus importantes de la forteresse» lui paraissent dater «de la deuxième moitié du XIV<sup>e</sup> siècle». Ne faut-il pas plutôt lire «second quart du XIV<sup>e</sup> siècle» ? P. Araguas, p. 171.

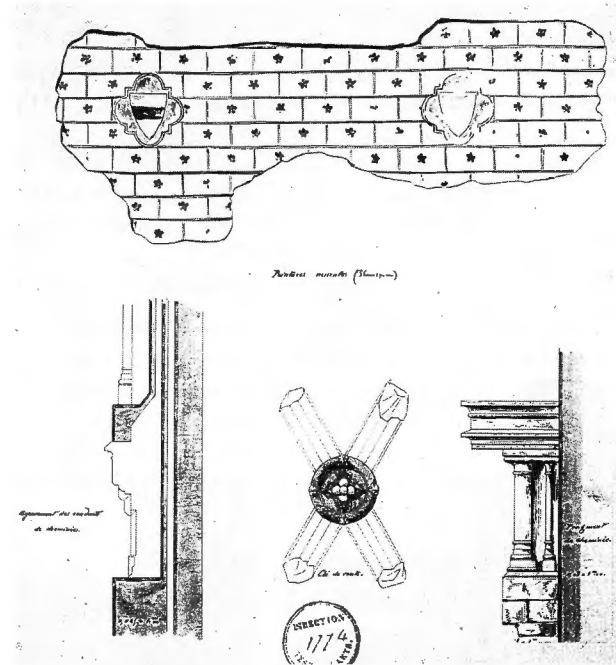


Fig. 2. — Relevé du décor mural XIVe siècle d'une clef de voûte et de la cheminée du logis par Ch. Durand (1851). Paris Médiathèque du Patrimoine.

Cet auteur de la plus récente monographie publiée a la prudence de ne retenir à peu près rien de la chronologie absolue et des propositions de datation des plus anciennes constructions du château proposées par Roger Coste en 1981, non à partir de ses fouilles sur le site, mais par l'étude des marques de tâcherons<sup>20</sup>. Pour intéressante qu'elle soit par ce qu'elle peut révéler de la répartition des tâches et de la chronologie relative d'un chantier de construction castrale du moyen-âge, cette méthode d'approche ne saurait pour autant fonder des certitudes sur l'âge précis des diverses tranches de construction mises en évidence, et sur l'écart chronologique séparant leur mise en œuvre. De fait, l'hypothèse de Roger Coste, selon laquelle les ouvrages du château qu'on accorde à Guilhem-Raimond de Gensac auraient été édifiés à la fois bien avant (plusieurs phases de la fin du XIIe siècle à la première moitié du XIIIe siècle), et bien après (campagne fin XIVe siècle pour le logis, les étages supérieurs de la tour et une surélévation de la muraille d'enceinte), ne peut être créditée. Une telle chronologie est aberrante au regard des critères de datation typologiques, comparatifs et contextuels utilisés auparavant avec une incontestable pertinence par Drouyn et Gardelles, et retenus aujourd'hui<sup>21</sup>.

La question d'une antériorité au début du XIVe siècle de certaines portions de la muraille d'enceinte, notamment à gauche de la porte d'entrée, mérite toutefois d'être posée, compte tenu de sensibles différences de qualité de mise en œuvre des parements, et de l'existence certaine d'un château d'intérêt public sur le site au moins dès le début du XIIIe siècle.

Il faut ajouter au programme architectural du château du premier tiers du XIVe siècle ci-dessus défini (enceinte-tour-logis), la mise en place de bâtiments de servitudes adossés à la muraille d'enceinte dans le secteur allant de la porte d'entrée à la tour de flanquement la plus proche dite «de la prison», ce qui indique *a priori* que les bâtiments du château se répartissaient à l'origine exclusivement dans la partie antérieure de l'enceinte.

L'importance politique des seigneurs de Rauzan ne se dément pas à la génération qui suit Guilhem-Amanieu de Madaillan, mais on ne sait si la construction du premier château du XIVe siècle était alors complètement achevée, ou s'il faut attribuer les derniers aménagements au temps de Guillaume-Raimond de Madaillan. Ce chevalier, sujet d'Edouard, prince de Galles, dit le Prince Noir auquel il prête hommage de ses terres en 1356, lors d'une cérémonie en la cathédrale de Bordeaux, s'était marié à Isabeau de Pons. Les sources écrites ne sont d'aucun secours pour juger de l'apport de cette génération au château de Rauzan, et les critères archéologiques ou stylistiques, notamment ceux fournis par les restes de décor intérieur peint du logis (fig. 2), ne prêtent pas sérieusement argument à une datation fine de certaines parties du château au sein du second tiers du XIVe siècle. Isabeau de Pons avait apporté à la succession des Madaillan de Rauzan l'importante seigneurie de Lesparre dont on peut supposer que le château fut dès lors prééminent sur celui de Rauzan, notamment comme résidence seigneuriale.

En 1377, lors d'une des campagnes de Duguesclin en Guyenne, le château de Rauzan fut assiégé et pris par un parti français<sup>22</sup>, mais la relation de l'épisode par Froissart ne donne aucun détail utile sur l'état des lieux.

20. Voir note 4.

21. La datation fin XIVe siècle imaginée par Roger Coste part du principe qu'après le siège subi par le château en 1377, une campagne de renforcement et reconstruction partielle aurait été nécessaire. Jean Mesqui a rendu compte (*Bulletin Monumental*, 1983, p. 221) de la publication de R. Coste, 1981, sans prendre position sur ces attendus de datation non conformistes, auxquels il n'a pas adhéré par la suite.

22. Jean Froissart, *Chronique*, ed. Buchon, liv. II, p. 7.

## La résidence modernisée et agrandie à la fin de l'âge gothique

Il faut attendre au moins un siècle pour voir s'amorcer une nouvelle campagne de construction de grande ampleur au château de Rauzan, apportant en plusieurs étapes une très importante refonte des aménagements et de la distribution des bâtiments résidentiels, non sans conséquences sur la muraille d'enceinte. Cette campagne comporte une extension progressive des locaux habitables dans l'enceinte.

Séquestré et réuni à la couronne anglaise pendant vingt ans avec Lesparre et Blasimont, Rauzan est attribué en 1438<sup>23</sup> par le roi Henri VI à son favori Bernard Angevin, juge aux affaires criminelles de Guyenne. Annobli en 1445, ce «robin» arriviste vécut jusqu'en 1480. La protection du roi d'Angleterre lui valu d'assurer des missions diplomatiques d'intérêt national, notamment lors des négociations de traités de paix en 1451 et 1453, où il fut l'interlocuteur de Jean de Dunois, frère bâtard et représentant du roi de France. Obscur clerc sorti du rang, habile politique âpre à défendre ses intérêts<sup>24</sup>, Bernard Angevin appartenait à une nouvelle race de seigneurs qui ne dédaignait pas de laisser sa marque en faisant bâtir au goût du jour. A cet égard, il a très probablement joué un rôle moteur dans la modernisation de son château de Rauzan. Toutefois, et malgré la longévité remarquable de ce maître d'ouvrage, l'importante mutation architecturale du château s'est largement prolongée au temps ses successeurs. Jacques Angevin, son fils, lui succéda jusqu'à sa mort, le 25 juin 1504. Lui-même n'avait qu'une fille, épouse dès 1478 de Jean de Durfort, membre du lignage des seigneurs de Duras, fils de Gaillard IV de Durfort, qui était conseiller du roi d'Angleterre à Bordeaux.

Le gendre de Jacques Angevin, Jean de Durfort, maire de la ville de Bordeaux en 1480, 1487 et 1490<sup>25</sup>, est seigneur de Blanquefort à la mort de son père en 1487. Les importants travaux de refonte, à la fois militaires et résidentiels, apportés au château de Blanquefort au XVe siècle, sont entièrement attribués par les auteurs à Antoine de Chabannes, comte de Dammartin, mis en possession de ce château au service du roi de France Charles VII qui l'avait confisqué à Gaillard de Durfort, entre 1453 et 1463<sup>26</sup>. Certaines analogies entre Blanquefort et Rauzan dans les aménagements résidentiels et dans la forme de certaines embrasures de tir porteraient à attribuer le gros des travaux de Rauzan à cette même période du second tiers du XVe siècle. Mais on peut aussi être tenté de voir une influence plus directe d'un chantier à l'autre, ce qui reviendrait à dater implicitement une partie de ces travaux vers 1480, alors que Jean de Durfort est à la fois futur seigneur de Blanquefort et gendre du seigneur de Rauzan, Jacques Angevin. Quoique vivant jusqu'en 1520, Jean de Durfort, qui avait épousé en secondes noces Catherine de Foix, dame

de Montbadon, ne sera jamais seigneur en titre de Rauzan, dont son fils homonyme Jean hérite de son grand-père maternel Jacques Angevin en 1504. Jean de Durfort fils ne jouira pas longtemps de cet héritage : par testament daté du 9 décembre 1506, il le transmet à son frère François de Durfort<sup>27</sup>, époux de Catherine de Gontaud-Biron. Il est probable toutefois qu'à cette dernière époque, Jean de Durfort père et sa seconde épouse eurent des droits directs sur Rauzan, soit entre 1506 et 1520 : c'est au moins ce qu'on peut conclure d'armoiries sculptées à cette époque dans l'église paroissiale de Rauzan<sup>28</sup>.

Après la fin de ces grands aménagements tributaires des logis préexistants, une nouvelle campagne de reconstruction bien distincte et localisée, datable de la première moitié du XVIe siècle, semble avoir eu pour origine l'écroulement accidentel d'une portion de la muraille d'enceinte à laquelle s'adossaient des bâtiments. Cette partie de muraille fut reconstruite en retrait de l'alignement d'origine, sur le socle rocheux dont une partie avait dû se détacher du fait d'une érosion naturelle ou d'une sape volontaire. Le programme de cette reconstruction ne se limita pas à l'édification d'une nouvelle courtine, mais prit la forme d'un logis neuf bâti à grands frais avec un souci de luxe évident. S'il a été achevé, ce logis n'a pas dû connaître une longue durée d'utilisation. Peut-on préciser l'âge de ce logis ? Roger Coste et ses collaborateurs ont proposé d'en dater la construction des années 1542 ou 1547, et y ont relevé des

23. La donation des château, terre et seigneurie de Rauzan, avec faculté de transmission héréditaire précède celle de Pujols, faite en 1439 aux mêmes conditions. Le roi confirme ces deux concessions par acte du 19 juillet 1440, et y ajoute Blasimont en 1445. L. Drouyn, *Variétés girondines*, t. I, p. 209-210, d'après les *Roles Gascons* et Bréquigny.

24. Sentant le vent tourner en 1456, Bernard Angevin fit des avances au roi de France, en sorte que Henri VI d'Angleterre voulut le déposséder de Rauzan et Pujols en faveur de Jean de Moulon. la victoire française laissa cette mesure sans effet.

25. Liste des maires de Bordeaux établie par une commission nommée par Henri Brochon, maire, Le père Anselme, *Histoire généalogique et chronologique de la Maison Royale de France...*, Paris, 1728, t. V, p. 734.

26. Voir, en dernier lieu, P. Grosjean, *Blanquefort, une forteresse de la seconde moitié du XVe siècle*, Blanquefort, G. A. H. BLE, 1989.

27. Ce dernier obtint de François Ier en 1520 des concessions de foires et marchés à Blanquefort, Duras, Rauzan, Pujols, Villandraut ; Le père Anselme, t. V, p. 735.

28. On note que les clefs des voûtes flamboyantes du bas-côté sud de l'église de Rauzan portent les armes des Angevin et des Duras écartelées de Biron et de Foix, ce qui permet d'en situer la construction après 1507, date de prise de possession de la seigneurie par François de Durfort et Catherine de Biron, et avant 1520, date de la mort de Jean de Durfort, seul à justifier la présence des armes de Foix, du chef de sa seconde épouse, en même temps que celles des Angevin.



Fig. 3. — Façade extérieure du logis nord est (E) du XVI<sup>e</sup> siècle (cl. C. Corvisier).

marques d'appareilleurs, formant ici seulement des chiffres romains. Cela revient - toujours pour Roger Coste - à attribuer le chantier à Symphorien de Durfort-Duras, fils et successeur de François de Durfort à la seigneurie de Rauzan, mort en 1563. Quelles que soient les raisons justifiant cette hypothèse de datation, il faut convenir que par son style architectural, le logis neuf du château paraît singulièrement retardataire pour une œuvre - à fortiori luxueuse - de la fin du règne de François I<sup>er</sup> (fig. 3). En l'absence de preuves formelles pour les dates proposées, on est tenté de se tourner vers une période plus précoce, comme celle de Jacques de Pons, seigneur de Mirambeau, second époux de Catherine de Gontaud-Biron, qui s'intitule seigneur de Rauzan dans sa prestation d'hommage à François I<sup>er</sup> le 7 juin 1536<sup>29</sup>, ce qu'il est encore en 1544<sup>30</sup>.

Toutefois, les indices héraldiques péremptoires qu'on trouve dans l'église de Rauzan permettent de formuler une autre proposition mieux fondée : l'essentiel de cette construction se situerait avant 1520, soit à l'initiative de François de Durfort et Catherine de Biron, soit à celle du père de François, Jean de Durfort, marié en secondes nocces à

Catherine de Foix<sup>31</sup>. Il est aussi possible qu'à une même époque, ces deux générations de Durfort aient cohabité dans l'enceinte du château de Rauzan, l'une dans les logis

29. L. Drouyn, *Variétés girondines*, t. I, p. 215, et pièce justificative n° 1, dans le t. II, p. 139-140. Le texte de réception de l'hommage par le roi, établi à Lyon, indique que Jacques de Pons tient cette terre à cause de sa femme Catherine de Biron.

30. Acte du 1 mai 1544 des archives du château de Roquefort mentionnant Jacques de Pons, seigneur de Rauzan, cité par L. Drouyn, *Variétés girondines*, t. I, p. 215. Ceci pose le problème des droits de Symphorien de Durfort à cette date, ce dernier étant réputé fondateur de chapelles collatérales de l'église de Rauzan en 1542 (R. Coste, p. 224).

31. Roger Coste a souligné l'identité des marques de tâcherons présentes sur les pierres de parement du collatéral sud de l'église de Rauzan avec celles de la courtine-façade du logis neuf : cela revient à dater les deux constructions de la même période 1506-1520, d'après les armoiries des clefs de voûte de ce collatéral (voir ci-dessus, note 28). On se demande alors pourquoi Roger Coste persiste à proposer les dates 1542 et 1547, en attribuant logis et bas-côté à Symphorien de Durfort, qui n'est peut-être fondateur que d'une chapellenie dans l'église.

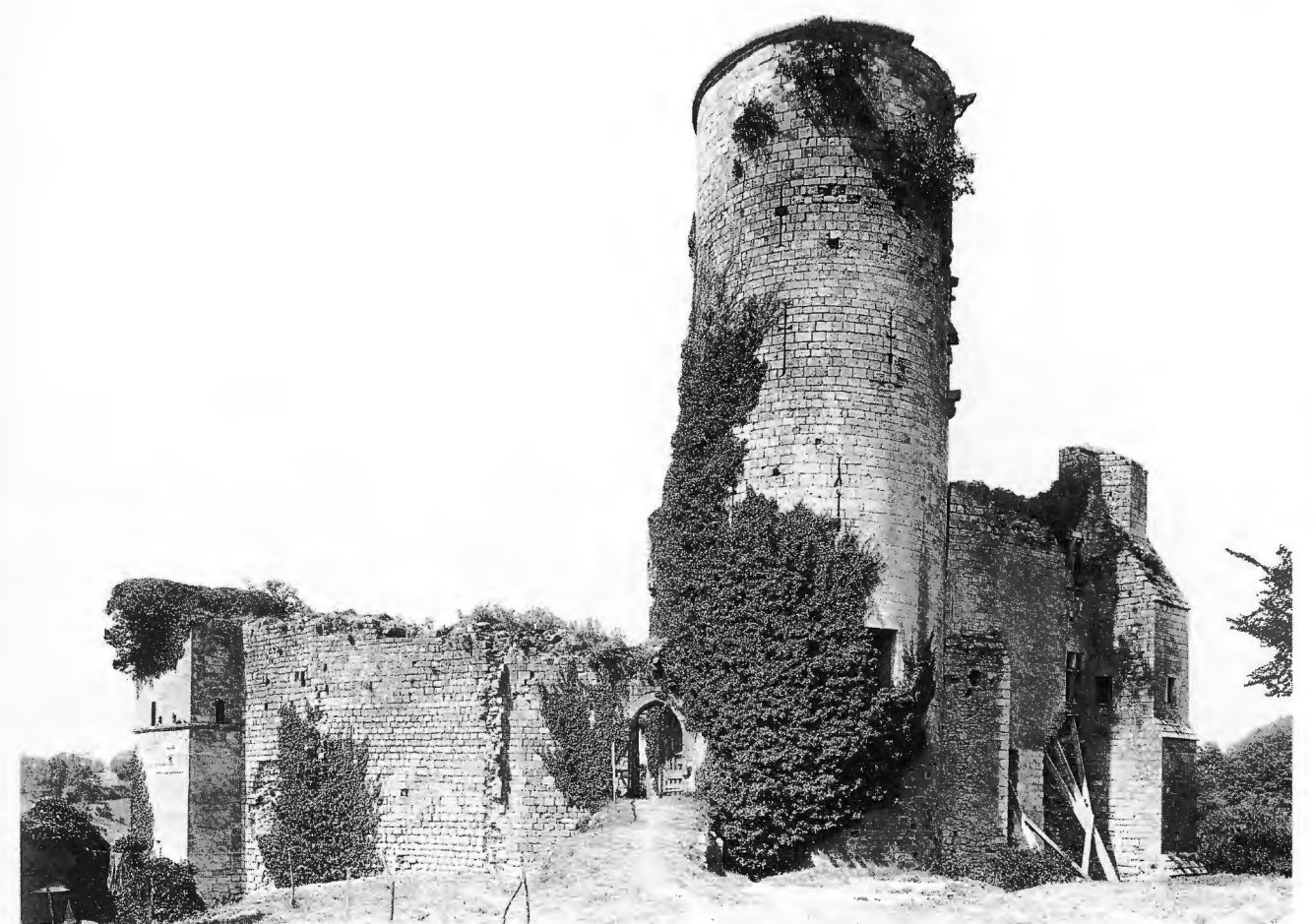


Fig. 4. — Front d'entrée du château vers 1930, photo Estève, Paris, Archives photographiques. A gauche la «tour de la prison», au centre la tour-maitresse et son couronnement en terrasse de 1669.

seigneuriaux anciens modernisés et augmentés, l'autre dans le logis neuf construit pour servir de pied-à-terre indépendant. De la même manière, dans le second quart du XVI<sup>e</sup> siècle, Symphorien de Durfort et Jacques de Pons, second époux de sa mère, ont-ils pu se partager, dans le château, à la fois les droits seigneuriaux et les bâtiments résidentiels.

### Le temps des Guerres de Religion et de la Fronde

Une autre reconstruction ponctuelle non documentée a aussi pour origine un effondrement accidentel, et peut être datée au plus tôt du temps de Symphorien de Durfort<sup>32</sup>, voire du dernier tiers du XVI<sup>e</sup> siècle : il s'agit de la moitié verticale d'une des tours de l'enceinte médiévale, dite «Tour de la Prison» (fig. 4). La construction d'un des bâtiments adossés à l'enceinte à proximité de cette tour a pu être daté de cette même époque par la fouille stratigraphique.

La «Tour de la Prison» ainsi rénovée, porte, comme la tour maîtresse, des impacts de boulets de petits calibre et de balles d'arquebuses ou de mousquets qui témoignent plus vraisemblablement des troubles civils de la Fronde (1648-1653) que de ceux des guerres de Religion. En effet, on sait par les sources diplomatiques que le capitaine de Saint-Luc occupait le château de Rauzan avec une troupe d'hommes d'armes, sur ordre du cardinal de Mazarin, en 1650. Les Durfort-Duras, seigneurs de Rauzan, furent fortement impliqués dans les guerres civiles tant de la fin du XVI<sup>e</sup> siècle que du milieu du XVII<sup>e</sup> siècle, et connurent à ce titre honneurs et disgrâces éphémères. Guy-Aldonce,

32. En 1557, Symphorien de Durfort, chevalier, fils puiné de François de Durfort et Catherine de Biron, époux de Barbe de Maupas, devait fournir 3 chevaliers-légers pour les paroisses de Duras, Rauzan, Pujols et Landerouet ; J. de Bourrousse de Laffore, *Noblesse de Guyenne et Gascogne*, t. III, p. 250

héritier des titres de marquis de Duras et de comte de Rauzan attribués successivement à son père Jacques de Durfort par Henri IV et par Louis XIII, est seigneur de Rauzan pendant la Fronde. L'engagement de son fils Jacques-Henri auprès de Prince de Condé, contre le parti royal, ne date que de 1651, en sorte que l'occupation du château de Rauzan par les troupes de Saint-Luc a pu se faire en accord avec les Durfort-Duras, non par représailles contre eux. Or, la seule campagne de travaux datée du château de Rauzan l'est par le millésime 1649 figurant sur une pierre à la voûte sommitale de la tour maîtresse. La construction de cette voûte correspond sans doute à un aménagement de terrasse d'artillerie au sommet de cette tour, ouvrage plus sûrement décidé par le seigneur de Rauzan que par le capitaine d'une troupe d'occupation qui, en 1650, manquait de moyens pour entretenir ses hommes<sup>33</sup>.

Guy-Aldonce de Durfort-Duras, seigneur de Rauzan de 1626 à 1665 est vraisemblablement le maître d'ouvrage d'autres travaux de réaménagement à caractère résidentiel portant sur la tour maîtresse et sur le principal corps de logis du château. La composante défensive qui persiste, aussi modeste soit-elle, dans ces aménagements du XVII<sup>e</sup> siècle, n'a en effet plus vraiment de justification à la génération suivante.

### Des dernières modernisations à la décadence de la demeure

C'est encore la fouille stratigraphique, à l'occasion des campagnes dirigées par Roger Coste entre 1975 et 1981, qui a permis de reconnaître la nature des travaux effectués au château de Rauzan au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle. Alors, les bâtiments adossés à la muraille d'enceinte en face des logis devaient tomber en ruine, puisqu'il fut procédé à leur démolition. Sans doute dans la continuité de cette intervention destructrice, le sol de la cour, comportant auparavant une pente descendant plus fortement qu'aujourd'hui de la porte d'entrée jusqu'au point opposé, fut nivelé par un apport de terres de remblai prélevées sur des zones d'occupation ancienne<sup>34</sup>. Les sols des bâtiments détruits furent enterrés, et un escalier en pierres fut construit pour l'étage de la «tour de la Prison», dont la desserte était auparavant tributaire de ces bâtiments. Ceci témoigne sans doute du souci de maintenir en fonction la prison seigneuriale. D'autres aménagements mineurs furent effectués dans ce secteur, notamment le recloisonnement de la seule travée non détruite des bâtiments adossés. Ces travaux limités ont probablement été exécutés en régie par des officiers du domaine seigneurial. C'est sans produire de preuves que Roger Coste propose de dater du XVIII<sup>e</sup> siècle le remplacement du pont-levis de la porte du château par une arche dormante en pierre, et la mise en place de la corniche en boudin couronnant le parapet de la terrasse de la tour

maîtresse (supposée posée «vers 1769» ?<sup>35</sup>). Ces dispositions pourraient aussi bien remonter au siècle précédent, la seconde pouvant être logiquement associée aux travaux de 1649.

Le château de Rauzan n'était plus guère habité par ses possesseurs qui lui préférèrent celui de Duras dès le dernier quart du XVII<sup>e</sup> siècle. L'ambition personnelle de ces grands militaires de carrière ne s'accommodait sans doute plus du confort relatif de la vieille maison-forte médiévale. Jacques-Henri de Durfort, rentré en grâce après la Fronde, succédant à son père en 1665, était éloigné de ses terres domaniales par ses charges de gouverneur de Bourgogne et de Franche-Comté. Promu Maréchal de France en 1675, il obtint l'érection de sa terre de Duras en duché-pairie en 1689, après s'être illustré à la tête de l'armée du roi lors de la campagne d'Allemagne. C'est à Paris qu'il mourut en 1704. Le titre de comte de Rauzan était attribué à des cadets de la famille, sans que cela implique éléction de domicile au château éponyme. Jean-Baptiste de Durfort-Duras, héritier de son père le maréchal Jacques-Henri, obtint les charges de gouverneur de Guyenne (1722) et du Château-Trompette à Bordeaux, qui le rapprochèrent de ses terres patrimoniales, mais jusqu'à sa mort en 1770, survenue à Paris, seul son château de Duras fit l'objet d'importantes campagnes de modernisation destinées à en faire une résidence dont la qualité soit digne de son rang ducal.

On ne connaît pas la date du début de la décadence et de la ruine du château de Rauzan, dont l'entretien devait toutefois être assez négligé au moins dès la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle. Une tradition locale prête à un Durfort ayant émigré à la Révolution, l'initiative de la vente des éléments de couverture en plomb des logis seigneuriaux. Cette tradition, rapportée par Léo Drouyn<sup>36</sup>, associe à l'épisode le nom de Foulques de Durfort, supposé fils de Jean-Baptiste de Durfort, et inconnu des généalogistes. A partir de 1789, l'héritier du patrimoine des Durfort-Duras est Emmanuel-Céleste, qui s'installe à Bordeaux en 1792 pour assumer la charge de général en chef de la Garde Nationale de la Gironde, avant d'émigrer en Allemagne, puis en Angleterre où il meurt en 1800. Il n'est pas impossible que ce personnage, obéissant à un intérêt à court terme, ait effectivement fait vendre les plombs de couverture du château de Rauzan dans cette période difficile pour les aristocrates,

33. C'est ce qu'indiquent des lettres du 17 et 19 décembre 1650 envoyées par M. de Saint-Luc à Mazarin, citées par Léo Drouyn.

34. D'où la présence de mobilier du XII<sup>e</sup> siècle épars dans ces strates du XVIII<sup>e</sup> siècle.

35. R. Coste, p. 212, pl. 108 et p. 234.

36. L. Drouyn, *Variétés girondines*, t. I, p. 218.

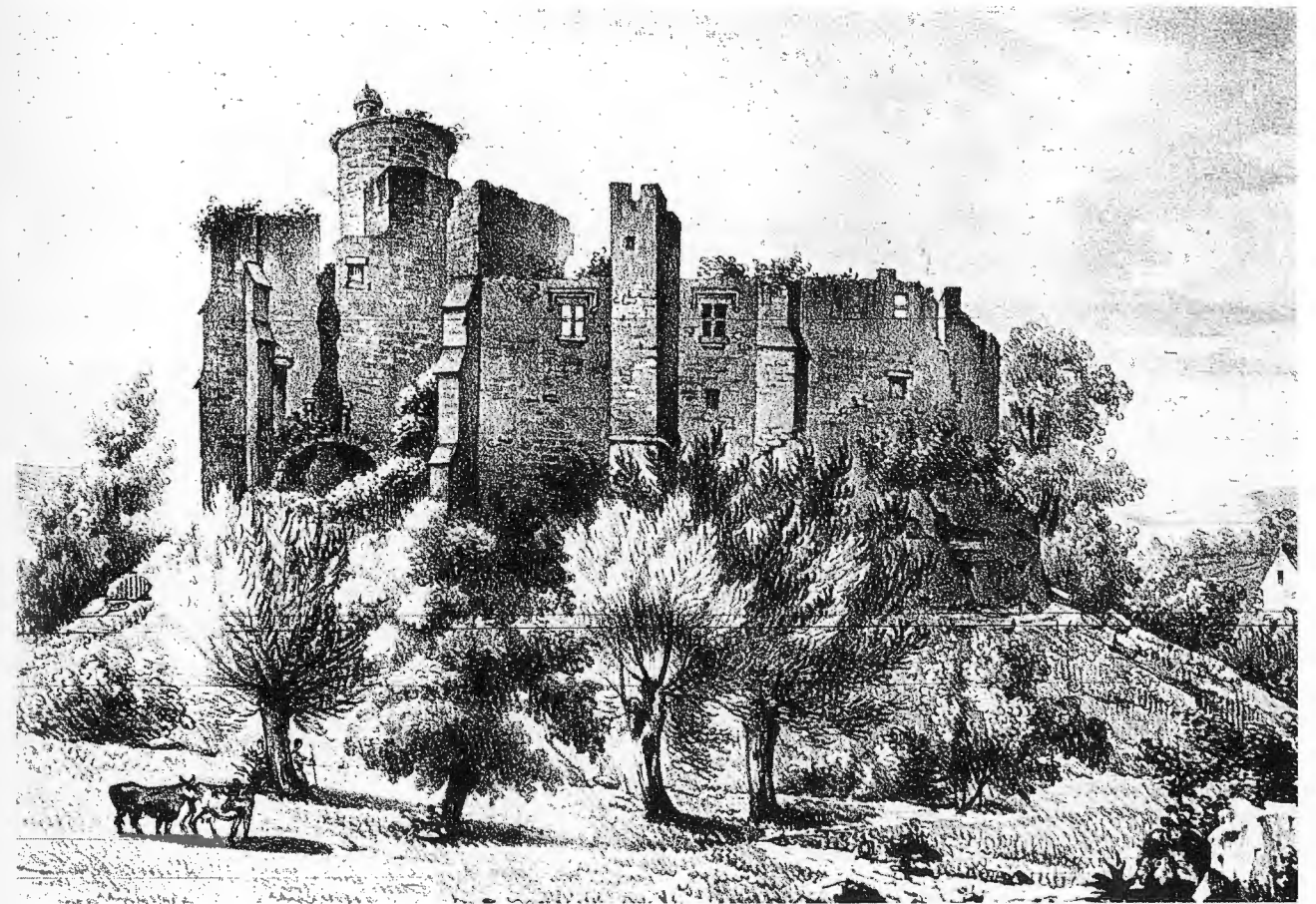


Fig. 5. — Le château de Rauzan, vue au nord est, dessin de Mousquet lithographié par Lége, 1828 (BMB).

faute d'envisager de sauver l'ensemble d'un délabrement inéluctable. Quoiqu'il en soit, des graffiti datés de 1787 figurent sur un enduit mural en étage à l'intérieur du logis, ce qui signifie qu'à cette date, planchers et couvertures existaient bien encore, mais que les locaux étaient suffisamment délaissés pour qu'on tolère la présence de graffiti dans une salle résidentielle noble. Le déblai archéologique des gravois accumulés dans ce logis a permis à Roger Coste d'affirmer qu'aucun sinistre brutal (incendie) n'est la cause de la chute des toiture et planchers des logis<sup>37</sup>. Il est certain qu'après la découverte partielle, le château saisi comme bien d'émigré, baillé à ferme mais non vendu<sup>38</sup>, a fait l'objet d'un pillage systématique de ses matériaux de second œuvre, de pierres de taille accessibles, voire de pièces de charpente. L'effondrement d'un pan important de la muraille d'enceinte tenant aux logis et formant façade extérieure a certainement résulté à la fois des récupérations de pierres de parement en pied de mur sapant la maçonnerie, et de la poussée de charpentes affaissées. L'énorme brèche

alors ouverte, évenant à la fois logis et enceinte, était déjà aussi importante qu'aujourd'hui au temps des premières estampes romantiques, soit vers 1828 (fig. 5).

### Le «Monument historique»

La ruine du château s'est aggravée en deux autres points, plus tard dans le XIX<sup>e</sup> siècle. Léo Drouyn a rapporté les circonstances de la première de ces mutilations<sup>39</sup>, due à une destruction volontaire, contre laquelle il alerta la commission des Monuments Historiques du département de la

37. R. Coste, p. 215.

38. Le «ci-devant château» est qualifié de *vieille maison* dans le bail à ferme du 18 janvier 1798 (8 pluviôse an VI), L. Drouyn, *Variétés girondines*, t. I, p. 221.

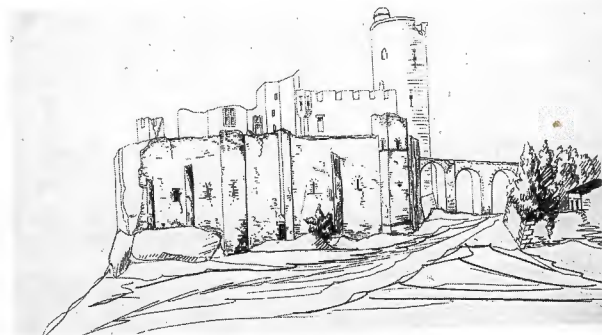
39. L. Drouyn, *notes archéologiques*, ms., Archives municipales de Bordeaux, t. 46, p. 667 (1856) et *La Guienne militaire*, t. I, p. 88.



Fig. 6. — Deux vues en élévation du château (au nord est et à l'ouest) par Ch. Durand (1851).  
Paris Médiathèque du Patrimoine.

Gironde, qui put interrompre les destructions et charger en 1851 l'architecte Charles Durand<sup>40</sup> d'une campagne de relevés sommaires (fig. 6). Henri-Louis de Chastellux, propriétaire, époux de l'héritière de Durfort-Duras, fait duc de Rauzan par Louis XVIII, avait autorisé en 1844 le bailleur à ferme de son château de Rauzan à faire entamer l'important rocher qui portait la pointe de l'enceinte castrale opposée à l'entrée, pour en extraire des blocs de pierre dure prise par les marbriers funéraires du bordelais. Cette exploitation de carrière entraîna la disparition de la portion d'enceinte fondée sur cette partie du rocher : le plan cadastral «napoléonien» (1837) et les estampes antérieures à 1845 indiquent cette partie disparue comme une muraille formant apparemment un simple angle droit. L'identification d'une tourelle-contrefort carrée ayant existé à cet angle avant juillet 1845 n'est indiquée rétrospectivement par Léo Drouyn, qu'en 1865, dans sa notice de *La Guienne militaire*<sup>41</sup>, ses notes antérieures n'en faisant pas état. Malgré le manque de preuves, et la possibilité d'une confusion de l'auteur, la reprise de l'hypothèse par Roger Coste, suivi par P. Araguas, a fait de cette «tour nord» une pseudo-certitude archéologique.

À la suite de sa visite d'expertise faite à titre gratuit en 1851 au château de Rauzan, Charles Durand rendit un rapport et un projet sommaire de consolidation à la Commission des Monuments Historiques, projet chiffré à 2011 f. et portant sur les points les plus menaçants : partie de parement en porte-à-faux en haut de la tour maîtresse, étanchéité de sa terrasse dallée, et de celle de la grande vis des logis, piliers en pierre pour rempacer un poteau de bois soutenant la petite vis dans le mur d'enceinte à l'est. Le rapport du 18 juin 1852 rendu à la Commission sur cette affaire par Prosper Mérimée traduit une certaine défiance à faire engager des travaux aux frais du gouvernement, le duc de Rauzan n'ayant donné aucune garantie de veiller à la conservation de son château, et la commune manifestant un intérêt à cette conservation sans s'engager à une quelconque contribution financière. Mérimée conclut : «Je ne comprends pas trop le danger dont on fait ce me semble un peu trop



de bruit. Pourquoi l'architecte en parlant de la difficulté de la réparation n'indique-t-il pas en quelques mots les moyens d'exécution ? Comment cette reprise si difficile (parement en haut de la tour) ne coûte-t-elle en définitive que 4 ou 500 F ?»<sup>42</sup>.

Les consolidations prévues furent cependant exécutées, au moins celles concernant la tour maîtresse, dans laquelle un industriel put établir en 1853 un petit atelier de fonderie de plomb de chasse et un logement, l'accès à cette tour se faisant par la porte d'origine du premier étage au moyen d'un escalier de bois. Ces tentatives d'utilisation, peu viables, furent éphémères : elles étaient abandonnées dès 1856<sup>43</sup>. La façade sur cour et le mur-pignon d'un petit corps de logis à deux étages ajouté au XVe siècle se sont effondrés à une date inconnue entre 1865 et 1880<sup>44</sup>. L'arrêt de classement du château ne date que de 1875 et la commission des Monuments Historiques chargeait en 1881 l'un de ses photographes attitrés, Médéric Mieusement, d'une

40. Cet architecte, Pierre-Charles (1824-1891) est surnommé Durand fils, par référence à son père Gabriel-Joseph Durand (1792-1858) architecte de la ville de Bordeaux de 1840 à 1849.

41. P. 88 : «L'extrémité septentrionale du château fait un angle à peu près droit ; sur cet angle s'élevait encore, le 30 septembre 1844, une belle tour assez saillante pour flanquer les courtines qui l'avoisinaient. Le 18 juillet de l'année suivante, la tour n'existait plus : des carriers étaient occupés à extraire des pierres sur son emplacement, et se disposaient à faire tomber peu à peu tout le château... Cette tour est figurée sur ma gravure publiée dans le «choix des types de l'architecture au moyen-âge dans la Gironde...». L'examen de la gravure en question ne permet pas plus que celui des autres estampes antérieures, de reconnaître une tour à l'angle nord.

42. Dossier travaux Monuments Historiques, Paris, Médiathèque du Patrimoine.

43. L. Drouyn, *notes archéologiques*, ms., Archives municipales de Bordeaux, t. 46, p. 370 (1854) et p. 668 (1856). Sur les photos du château prises par Médéric Mieusement en 1881, on voit encore la gaine de descente des plombs de chasse adossée à la tour.

44. Ce bâtiment n'est pas écroulé lorsque Léo Drouyn publie *la Guienne militaire*, mais il l'est sur les photographies de Médéric Mieusement (1881).



Fig. 7. — Vue générale du château à l'ouest photo Médéric Mieusement (1881).  
Paris Médiathèque du Patrimoine.

mission comportant des prises de vue à Rauzan (fig. 7). Une erreur de transcription sur la liste de 1889, remplaçant le château par l'église, obligea à rétablir le classement en 1900, à la demande de la commune de Rauzan qui avait racheté les ruines le 5 mai de cette année, et souhaitait obtenir l'aide de l'administration pour leur conservation.

Le service des Monuments Historiques chargea son architecte en chef territorialement compétent, Henri Rapine, d'établir un devis descriptif de travaux, approuvé le 10 mars 1906. Ce devis comporte des reprises de maçonnerie au mur d'enceinte côté ouest, partie soutenant le chemin de ronde et menaçant ruine, à la porte d'entrée, aux parements dans la cour intérieure, à un piedroit de porte, à une brèche, au pied et à la face extérieure d'un contrefort décollé, à une brèche au sommet du donjon... la dalle sommitale du «donjon» fut aussi refaite sur ce poste. C'est l'architecte ordinaire A. Bontemps qui procéda à la réception des travaux effectués par l'entreprise Lerain, le 21 juillet 1908. Après cette première campagne de restauration, le château fut laissé en l'état, sans gros entretien, et certains éléments anciens, comme le crénelage de la tourelle-contrefort au

milieu de la muraille reconstruite au XVIe siècle, ou la logette des latrines XIVe siècle de la tour maîtresse, furent ruinés au cours du premier tiers du XXe siècle.

Durant la seconde guerre mondiale, l'occupant allemand réquisitionna le château de Rauzan, situé depuis 1940 à la frontière entre la zone occupée et la zone libre, et l'utilisa comme camp retranché. Pour assurer l'impénétrabilité de l'enceinte, deux murs furent élevés au droit des deux principales brèches de l'enceinte, en y créant des embrasures pour les mitrailleuses. Le murage de la fenêtre XVIIe siècle de la tour maîtresse, ménageant une meurtrière, date aussi de cette époque. En 1942, une demande pour le tournage du film de Serge de Poligny et Jean Cocteau «Le Baron fantôme» permit d'effectuer au frais de l'Etat Français le déliage des ruines, sous la responsabilité de l'architecte en chef Julien Polti.

Un projet de restauration de la courtine attenante à la tour maîtresse fut lancé en 1957, suite à un effondrement accidentel du parement ; le crédit alloué sur l'exercice 1958 permit à l'architecte en chef Michel Mastorakis d'effectuer les travaux urgents. Un nouveau devis aboutit à deux tran-

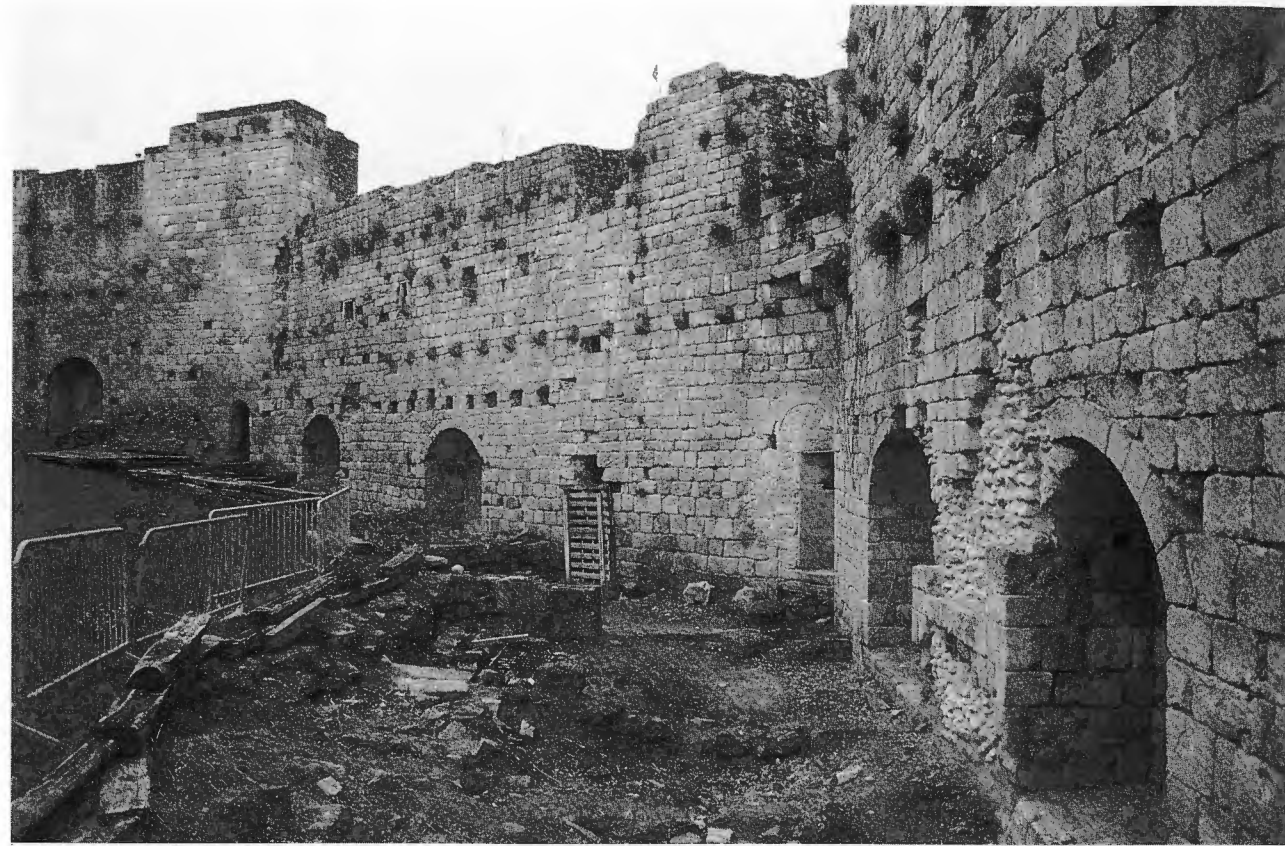


Fig. 8. — Vue intérieure de la muraille d'enceinte du front ouest avec des niches d'archères. (cl. C. Corvisier).

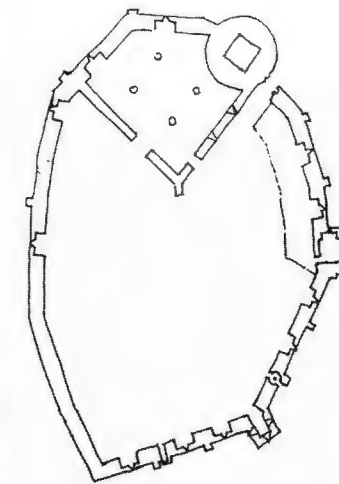
ches de travaux, l'une engagée en décembre 1959, l'autre en novembre 1961. Elles comportaient d'importantes reprises de parements en pierre neuve de Pontbreton dans la moitié supérieure de la tour maîtresse, vers l'est, corniche comprise, sur la courtine-façade qui s'y rattache (réfection de parement dans la brèche sans restitution d'archère) et sur l'embase du gros contrefort attenant. Les travaux furent effectués par l'entreprise Cazenave frères à Libourne, sous la direction de Mastorakis et de l'architecte des bâtiments de France Duru. En 1965, le même architecte des bâtiments de France de la Gironde dirigeait un chantier de consolidation de l'angle nord-ouest du logis sur cour intérieure.

Au début des années 1970, l'état d'abandon dans lequel était laissé le château, à nouveau envahi de végétation parasite, était dénoncé par Henri-Paul Eydoux, et suscita la mobilisation d'une équipe de bénévoles locaux constituée par Roger Coste. A partir de février 1972 s'ouvrit la grande campagne de mise en valeur des ruines du château, qui commença par le débroussaillage, et qui se poursuivit

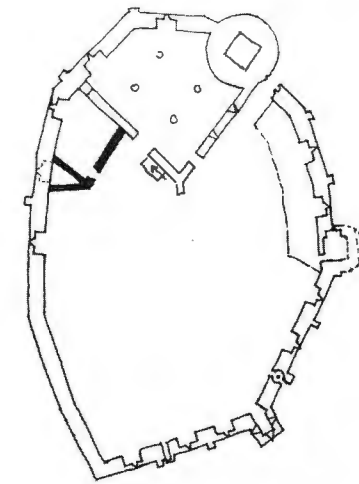
dans une série de fouilles archéologiques reconduites par le chantier de jeunes bénévoles de 1973 à 1982. Des travaux de restauration, apparentés à du gros entretien, ont été conduits parallèlement durant cette période. L'entreprise Dagan, Bornet et Cie, de Périgueux, sous la direction de l'architecte des bâtiments de France, a assuré les plus importants : En 1973 : restauration des arches du pont dormant, 1975 : reprise-restitution des parements en partie inférieure du pan de courtine crénelé formant façade extérieure du logis principal, avec restitution d'une archère ; 1977-1978 : restauration des portions de la muraille d'enceinte entre la porte du château et la tour de la Prison.

Après la fermeture du chantier de bénévoles en 1985 et 1987, deux campagnes de restauration sous la direction de l'architecte en chef Bernard Fonquernie ont porté sur le logis : maçonneries du mur de refend à arcades, maçonneries au revers de la tourelle d'escalier. Les travaux les plus récents, consécutifs à l'étude préalable de 1991, ont consisté en une consolidation générale des courtines au nord et au nord-ouest de l'enceinte du château.

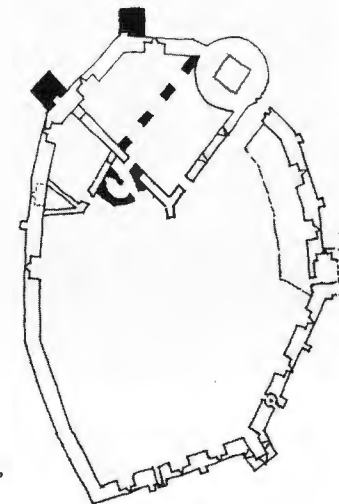
Etat achevé au XIV<sup>e</sup> siècle.



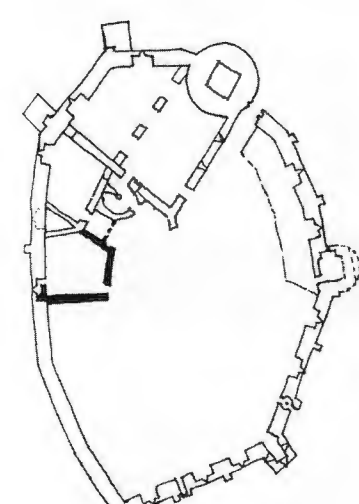
Première campagne Bernard Angevin, c. 1440-1460.



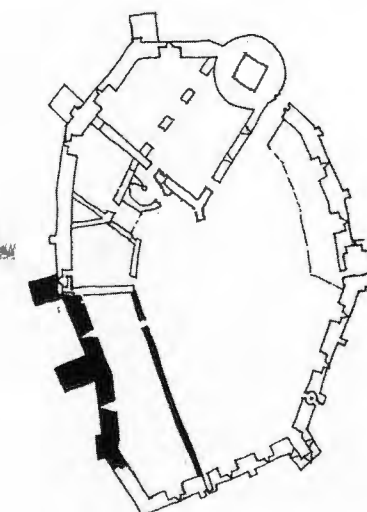
Deuxième campagne Angevin à Jean de Durfort, c. 1460-1485.



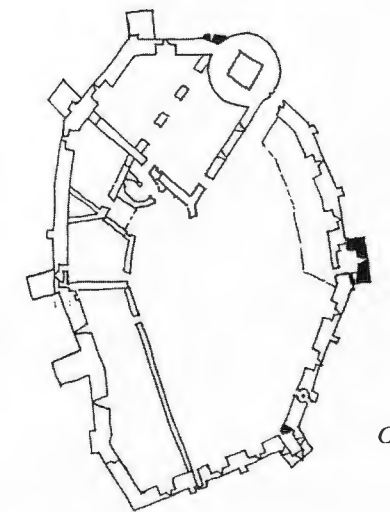
Troisième campagne Angevin-Durfort, c. 1480-1500.



Campagne Durfort, c. 1506-1520.



Campagnes c. 1560 et 1649.



Plans indicatifs des principales campagnes de construction.

## Analyse architecturale <sup>45</sup>

Le château de Rauzan se compose d'une enceinte de plan approximativement ovoïde à pans multiples édifiée à partir de la fin du XIII<sup>e</sup> siècle ou du début du XIV<sup>e</sup> siècle sur un socle rocheux qui se détachait naturellement d'un flanc de vallée. Les contours de ce petit éperon avaient été dès l'origine du château actuel - sinon plus tôt - en partie retaillés à la verticale pour les régulariser, ce travail d'aménagement du site comportant aussi et surtout le creusement du fossé qui retranche le château de la vaste plate-forme sur laquelle s'étend le bourg de Rauzan.

La cour intérieure du château, tributaire de l'irrégularité de l'affleurement rocheux, est en assez nette déclivité depuis le sud, au point où est percée la porte, jusqu'au nord, dans le grand axe du plan. En partie compensée au XVIII<sup>e</sup> siècle par un apport de remblai, cette déclivité est néanmoins encore sensible. La principale conséquence de cette contrainte topographique sur l'architecture est l'abaissement progressif du niveau auquel sont percées dès l'origine les archères à niches de rez-de-chaussée dans les pans du mur d'enceinte ouest, en partant de la porte (P) jusqu'au point bas du site (J) (fig. 8).

### L'enceinte

Le périmètre de la muraille d'enceinte d'origine est intercepté par une tour maîtresse cylindrique élançée (A) commandant la porte (P). Cette tour et les courtines attenantes sont de construction homogène, donc contemporaine. Les pans de l'enceinte ne comportaient pas d'autre ouvrage de flanquement fort, mais étaient raidis à la fois de contreforts peu importants à intervalle assez régulier et de tourelles flanquantes creuses de plan quadrangulaire. De celles-ci restent deux exemplaires (L et K) à l'ouest, implantées à une distance à peu près équivalente à partir de la tour maîtresse, en alternance avec les contreforts, de manière à respecter un certain rythme, tout en favorisant le flanquement réciproque des ouvrages <sup>46</sup>. Ces deux tourelles appartiennent bien à la construction d'origine, même si toute l'élévation de la partie saillant hors-œuvre de la première (L), dite « tour de la Prison » a été reconstruite au XV<sup>e</sup> siècle. Une troisième tourelle à l'angle nord (J), réputée détruite en 1845, reste, on l'a vu, très incertaine. Cette portion de l'enceinte formait l'angle le plus aigu du plan général, mais les circonstances même de sa disparition dans l'exploitation en carrière du banc calcaire qui lui servait de socle, nous privent à jamais de toute trace archéologique. Faute de preuves retrouvées corroborant le seul témoignage rétrospectif de Léo Drouyn, on ne peut faire figurer de manière fiable cette tourelle conjecturale du nord au nombre des ouvrages de flanquement de l'enceinte d'origine <sup>47</sup>.



Fig. 9. — Tourelle (L) dite « de la prison » vue nord-ouest. (cl. C. Corvisier).

La première tourelle (L) (fig. 9) est dans son état actuel nettement plus large et moins saillante que la seconde (K). Ce qui reste de son volume intérieur d'origine, en enclave dans l'épaisseur de la courtine, indique trois côtés à angle droit couverts au rez-de-cour d'une voûte en berceau, avec mur de gorge maigre et niche d'archère flanquante au sud. Le corps hors-œuvre du XIV<sup>e</sup> siècle était vraisemblable-

45. Les lettres de repérage renvoient aux plans.

46. Principe de base héritée des « shell-kepps » ou des « shell-walls » à tour maîtresse tangente. On le retrouve à La Brède, St Jean d'Angle, Muro, et à Montaner (Gaston Fébus 1375-1380)...

47. Une tourelle en ce point J compléterait très logiquement le rythme et le plan de flanquement observés par les tourelles K-L. Ce raisonnement incitatif n'est-il pas cependant celui même qui a conduit Drouyn à se souvenir de cette tourelle vingt ans après la démolition ?



Fig. 10. — Vue extérieure du front sud-est, le logis (B), les contreforts (F-G) et la tour-maîtresse (A). Photo Médéric Mieusement (1881). Paris Médiathèque du Patrimoine.

ment plus en saillie qu'il n'a été reconstruit au XVI<sup>e</sup> siècle, et rien ne prouve qu'il n'était pas de plan semi-circulaire plutôt que carré. Les deux premiers niveaux de la tour maîtresse voisine (A) prouvent par l'exemple qu'un volume intérieur carré voûté en berceau n'est pas incompatible avec un corps extérieur circulaire<sup>48</sup>. Une salle basse voûtée aveugle avec accès zénithal, qui fut peut-être utilisée comme cachot, plutôt comme réserve, règne en soubassement. La construction du XVI<sup>e</sup> siècle s'est parfaitement raccordée à la voûte d'origine à l'intérieur du local en rez-de-cour, maintenu comme chambre de tir ; les archères y ont fait place à des embrasures pour l'arquebuse plus sophistiquées que pratiques. L'accès latéral et coudé à la chambre du premier étage, dans lequel on prenait pied par un bâtiment adossé, desservait à l'origine une latrine en encorbellement dans l'angle rentrant, que le maître d'œuvre du XVI<sup>e</sup> siècle n'a pas rétablie. Dans l'ensemble, le style de l'élévation extérieure de cette tourelle, avec son talus marqué et son bandeau mouluré, les baies cintrées de l'étage, est bien typé Renaissance et ne cherche pas à imiter l'œuvre médiévale.

La seconde tourelle (K) conserve l'ensemble de ses dispositions d'origine, notamment sa chambre de tir voûtée en berceau à trois archères flanquantes et frontale au rez-de-cour. La tourelle était ouverte à la gorge sur la cour au niveau de cette chambre de tir, mais cette ouverture a été rétrécie par un murage partiel à une époque tardive. Cette large ouverture sur cour se justifiait sans doute par les fonctions autres de cette chambre voûtée, dans laquelle débouchait, au centre, l'unique puits du château, et, dans un renforcement latéral, une profonde cavité de plan carré à la fonction mal élucidée (silo ?).

Entre les deux tourelles, au revers du contrefort le plus proche de la seconde, est aménagée une *vis* (N) dans l'épaisseur de la muraille, qui desservait à la fois le chemin de ronde d'arase et une *poterne* en fond de fossé placée sous la protection de la tourelle (K). Mode d'accès moins usité pour un chemin de ronde d'arase que des escaliers à volée droite adossés et à ciel ouvert, cette vis n'avait aucune fonction de desserte de bâtiments adossés, ceux-ci n'ayant été construits dans ce secteur qu'après la fin du moyen-âge. D'après ses fouilles, Roger Coste suppose que la travée de bâtiment trapézoïdale qui incluait à la fois l'accès à cette vis et celui de la tourelle «du puits» (K), était complètement ouverte en «halle» vers la cour, du fait de sa fonction distributive.

Après les deux niches d'archères du segment de courtine (K-L) qui fait suite à la seconde tourelle, s'ouvre le couloir d'accès rectiligne à une *latrine* en encorbellement. Cet aménagement paraît originel, bien qu'un bâtiment ne soit venu s'adosser qu'après coup à cette partie de la muraille d'enceinte. Ce bâtiment daté par la fouille du XVI<sup>e</sup> ou du

XVII<sup>e</sup> siècle comportait à l'étage une cheminée insérée dans le parement intérieur du mur d'enceinte entre les deux niches d'archères, emplacement cloisonné plus tard, au XVIII<sup>e</sup> siècle, de deux murs de refend.

La moitié est de la muraille d'enceinte (A-F-G-H-I-J) est beaucoup moins bien conservée que la moitié ouest dans son état d'origine pour plusieurs raisons :

D'abord, l'ensemble des corps de logis résidentiels du château (B-C-D-E) construits entre le début du XIV<sup>e</sup> siècle et le XVI<sup>e</sup> siècle s'adosse tous à ce côté de l'enceinte. De ce fait, toutes les campagnes de construction ou transformation vécues par ces logis ont donné lieu dès le XVe siècle à des reprises, percements et reconstructions de plus ou moins grande ampleur aux pans de la muraille d'origine. Ces pans de courtines constituaient en effet les façades extérieures des bâtiments résidentiels du château. Les deux gros contreforts (F) et (G), dont le volume équivaut à celui de la tourelle (K) ont été ajoutés au XVe siècle contre la muraille dans le secteur auquel s'adosse le logis principal (B), probablement à l'emplacement de minces contreforts d'origine (fig. 10).

En outre, dans la portion (H-I-J) de l'enceinte, il ne reste plus rien de la construction du début du XIV<sup>e</sup> siècle, dont les pans de courtine formaient sans doute un front convexe en avant de l'alignement de la courtine-façade actuelle, construite dans le premier tiers du XVI<sup>e</sup> siècle.

Enfin, les pans de courtine qui régnaient entre (G) et (H) ont pratiquement disparu à la suite d'un effondrement survenu au début du XIX<sup>e</sup> siècle (fig. 11).

Ce qu'on peut encore observer de l'état d'origine de la muraille en (A-F-G-H) est toutefois suffisant pour constater que le rythme des contreforts y était plus lâche et moins régulier qu'au front occidental de l'enceinte, l'existence passée de tourelles de flanquement étant en outre des plus incertaines.

Les *archères* à fente en croix pattée, percées au fond de larges niches voûtées en berceau segmentaire, étaient multipliées dans la muraille d'enceinte, peut-être pour compenser l'insuffisance des ouvrages de flanquement. Ce qui reste de la muraille d'enceinte d'origine permet de constater que chaque pan délimité à l'extérieur par deux contreforts, ou par un contrefort et une tourelle, était occupé par une de ces archères, à deux exceptions près : le pan dans

48. L'usage le plus répandu dans les cas de tours ou tourelles flanquantes semi-cylindriques adossées à l'enceinte de quelques châteaux de Gascogne et Guyenne Anglaise de la même période (Benauges, Sauveterre-la-Lémance, La Brède, etc...) est toutefois un plan intérieur circulaire ou polygonal centré.



Fig. 11. — Vue générale du château, côté nord-est. Photo Médéric Mieusement (1881). Paris Médiathèque du Patrimoine.

lequel est percé la porte du château (P), et un pan court entre la tourelle (K) et le contrefort au revers duquel est aménagée la *vis* (N) ; on note cependant que les jours d'éclairage de cette vis sont traités comme des fentes d'archères.

Il reste au total onze des archères à niche de l'enceinte, dont six complètes et bien conservées dans la muraille ouest, les autres persistant à l'état de vestiges très mutilés, certains peu lisibles (en D-H), d'autres valorisés (F-G/G-H) ou occultés (A-F) par les restaurations de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Il est tentant de restituer une douzième archère au droit de la travée triangulaire du logis C.

Le niveau d'écrêtement actuel de la portion de la muraille d'enceinte (L-K-J) correspond à peu près au sol du *chemin de ronde d'arase* de la construction d'origine. En revanche, les trois pans situés entre la porte du château (P) et la première tourelle (L) ont été remaniés dans la partie supérieure de leur élévation. Dans l'état d'origine, la déclivité du sol à l'intérieur de l'enceinte se répercutait sur le niveau d'arase des courtines, en sorte que l'arase sur le pan au-dessus de la porte (P) régnait environ 2 m plus haut que

sur le pan attenant à la tourelle (L). Le chemin de ronde sur le pan intermédiaire comportait un segment en escalier rachatant la différence de niveau, sans doute bordé par un crénelage en crémaillère, et aboutissant à une *échauguette* (O) couronnant le contrefort d'angle le plus voisin de la porte, et constituant une défense complémentaire de celle-ci<sup>49</sup>. La partie basse du chemin de ronde et l'escalier existent encore, mais ils ont été incorporés dans une «gaine», passage couvert logé dans une surélévation de la muraille. Cette surélévation, bien visible par son collage à l'angle de la façade sur cour de la tourelle (L) (fig. 12), ne peut être datée précisément, mais elle est de construction différente et probablement antérieure à celle de la partie XVI<sup>e</sup> siècle de la même tourelle.

49. Il ne reste de cette échauguette que les corbeaux qui en délestaient la souche de part et d'autre du contrefort. Compte tenu de sa position commandant la porte, rien ne s'oppose à ce que cette échauguette soit un élément d'origine.



Fig. 12. — Vue intérieure de la muraille d'enceinte autour de la tourelle « de la prison » (L).  
(cl. C. Corvisier).

Au début du XIV<sup>e</sup> siècle, l'élévation des deux travées attenantes des bâtiments adossés à la muraille d'enceinte depuis la porte jusqu'à la tourelle (L) ne dépassaient certainement pas l'équivalent d'un niveau en rez de cour, couvert d'un comble en appentis, compte tenu de la faible hauteur initiale de la muraille au dessus du sol de la cour. Une première rangée de corbeaux sur la face intérieure de la courtine correspond à l'appui des solives du plafond de ces travées de bâtiments adossés d'origine. La seconde rangée de corbeaux, 2 m au dessus, fait partie de la maçonnerie de surélévation.

L'élévation de la muraille conservée dans le segment (L-K-J), équivalente à deux niveaux (R-C + étage) de bâtiments adossés, s'étendait certainement, au XIV<sup>e</sup> siècle, à toute la moitié est de l'enceinte (A-F-G-H-I-J). La portion entièrement reconstruite au XVI<sup>e</sup> siècle (H-I-J) respecte cette élévation de référence ; le segment détruit (G-H) ne paraît pas l'avoir de beaucoup dépassée après qu'on y ait adossé au XV<sup>e</sup> siècle les nouveaux corps de logis (C) et (D). Seuls, les deux pans (A-F-G) formant façade extérieure du logis principal, ont été surhaussés d'un étage au XV<sup>e</sup> siècle, lors du réaménagement profond de ce logis.

Jusqu'aux campagnes du XVI<sup>e</sup> siècle, le principe de la circulation défensive sur chemin de ronde d'arase crénelé couvrant la totalité du circuit de l'enceinte, et butant contre la tour-maîtresse sans y pénétrer, a été respecté. Toutefois la segmentation de ce chemin de ronde s'était accrue au XV<sup>e</sup> siècle du fait du report d'une partie du circuit (A-F-G) un étage plus haut que dans l'état d'origine, au niveau du crénelage de la façade sur cour du logis (B).

Les caractères généraux de cet ensemble sont intéressants à rapprocher de ceux d'un château aquitain à peu près contemporain dont la forme et les dimensions en plan sont très comparables, celui de Sauveterre-la-Lémance. On y retrouve les mêmes archères à niches en front de courtine, mais celles de Sauveterre sont percées dans des murailles épaisses de trois mètres, soit un mètre de plus qu'à Rauzan. Du fait de sa masse, la muraille d'enceinte polygonale de Sauveterre n'est renforcée d'aucun contrefort, mais flanquée de trois fortes tours circulaires à front de gorge plat, dont une tour maîtresse de quinze mètres de diamètre, soit six mètres de plus que la tour (A) de Rauzan. A Sauveterre, petite forteresse royale construite sur l'ordre d'Edouard I<sup>er</sup> vers 1290-1305, la puissance défensive, active ou passive (la grosse tour n'a pas d'archères) prime sur le programme résidentiel, ce qui n'est pas le cas à Rauzan.

## La porte, ses défenses, sa barbacane

Le treuil de la herse de la porte du château (P), desservi par le chemin de ronde d'arase des courtines, était nécessairement abrité par une superstructure formant un local d'étage couvert. Cette superstructure appuyée à la tour maîtresse (A) ne constituait pas pour autant un ouvrage d'entrée à part entière de type « tour-porte » qui aurait laissé au sol, au revers de la porte et au flanc de la tour et du logis des traces d'ancrage plus apparentes. Un secteur bien déterminé du parement de la tour-maîtresse (A) est rubéfié, dessinant le fantôme d'un édicule, hourd ou galerie en charpente avec toit à deux pentes qui coiffait simplement le local de levage de la herse, apparemment sans former machicoulis en encorbellement, et aura été détruit par le feu. Cet état premier de la superstructure de la porte a été remplacé à une date inconnue, peut-être lors d'une des campagnes de réaménagement du XV<sup>e</sup> ou du XVI<sup>e</sup> siècle, par une construction haute à deux étages, dont ne restent que les traces (fig. 13). Couverte en appentis contre la tour, elle s'avancait en encorbellement sur la porte pour ménager un machicoulis<sup>50</sup> dont au moins un corbeau à ressauts en quart de rond était encore en place dans les années 1930 au dessus de l'arc de la porte (fig. 4). Peut-être l'étage haut de cette construction avait-il été mis en liaison avec celui du logis (B), en utilisant une porte d'origine s'ouvrant en balcon dans la façade. Depuis la disparition de ces superstructures, la défense de la porte du château apparaît dans son état d'origine, limité à la herse dont la glissière évide l'arc en tiers-point de l'entrée (fig. 14), et aux vantaux jouant sous l'arrière-voûture segmentaire, avec verrouillage par une barre coulissante<sup>51</sup>. A une époque indéterminée, la porte a été pourvue d'un pont-levis assez sommaire dont Léo Drouyn a décrit le fonctionnement : « au dessus de la clef de l'arc brisé... un petit orifice dont la partie inférieure est usée par la chaîne unique qui faisait mouvoir le pont-levis ». Les restaurations du XX<sup>e</sup> siècle ont fait disparaître le souvenir des aménagements authentiques situés au dessus de l'arc de la porte, trou de halage du pont-levis, corbeaux de machicoulis, et deux « creneaux » qui appartenaient peut-

50. Les traces d'appui, trous d'ancrage et solin, de cette construction disparue, visibles au flanc de la tour maîtresse dans ce secteur surplombant la porte, suffisent à prouver son caractère d'adjonction incompatible avec certains des aménagements médiévaux.

51. A une date ignorée mais tardive (XVIII<sup>e</sup> siècle?), l'arcade de la porte avait été murée pour n'y ménager qu'un passage piéton ; cet état des lieux est documenté par les dessins de Drouyn et les relevés de Durand.



Fig. 13. — Façade sur cour du logis (B) et raccord à la porte (P) et à la tour-maîtresse (A) avec traces des superstructures de la porte.  
(cl. C. Corvisier).



Fig. 14. — La porte et le pont du château vus du fossé à l'ouest. (cl. C. Corvisier).

être à un état très tardif du parapet<sup>52</sup>. En lieu et place ont été restituées deux encoches dans les assises hautes du parapet, suggérant un pont-levis à flèches qui n'a jamais pu exister<sup>53</sup>. Le système décrit par Drouyn est concevable dès le XIII<sup>e</sup> siècle, mais il est alors rarement appliqué à des portes charretières, et l'arcade de la porte est généralement inscrite dans un tableau rectangulaire en retrait dans lequel s'insère le tablier en position levée. Le même système revient aussi en usage à la fin du moyen-âge et jusqu'au début du XVII<sup>e</sup> siècle, notamment dans le cas de défenses ajoutées hâtivement à un état existant, scénario plausible à Rauzan au temps des Guerres de Religion, sinon de la Fronde.

La porte était en outre défendue par un petit ouvrage avancé en tête de pont, ou *barbacane*, arasée au moins depuis le début du XIX<sup>e</sup> siècle, la souche subsistante ayant été en partie détruite par la suite, entre 1865 et 1885, et ensevelie sous un apport massif de remblais destiné à en combler le fossé. La forme en «fer à cheval» de cette barbacane est bien connue, notamment par les relevés de Charles Durand (fig. 15), mais sa date est loin d'être sûrement établie. Léo Drouyn semble l'avoir considérée implicitement comme un ouvrage d'origine, et Roger Coste suppose qu'elle a été construite dans la seconde moitié du XIV<sup>e</sup> siècle en remplacement d'un ouvrage en bois<sup>54</sup>. Il n'y a aucune preuve à cela, et la forme de l'ouvrage l'apparente plutôt à la famille des barbicanes qui se diffusent largement à partir du second tiers du XV<sup>e</sup> siècle face à la généralisation de l'artillerie à feu. Certaines des barbicanes des portes de ville de Bordeaux (porte Dijaux), celles de la porte Saint-Romain et du château à Blaye<sup>55</sup> adoptent le même plan en fer-à-cheval, dont le petit ouvrage de Rauzan paraît être une réduction. Deux particularités de celui-ci, en désaccord avec le modèle-type ont été soulignées : d'une part la porte percée dans l'axe de la barbacane et non dans le flanc<sup>56</sup>, donc n'imposant pas une chicane au chemin d'accès, d'autre part les contreforts aux angles du front de gorge. Ces contreforts se justifiaient par la nécessité de contrebuter dans le sens de la pente du terrain, côté fossé, cet ouvrage finalement pas très solidement construit<sup>57</sup>. Quant à la porte dans l'axe, elle correspond au dernier état connu, précédé d'une arche de pont dormant qui, comme celle qui a remplacé le tablier du pont-levis de la porte du château, ne datait que du XVII<sup>e</sup> ou du XVIII<sup>e</sup> siècle. L'élévation arasée de la barbacane n'est documentée que par un plan sommaire de 1745 indiquant l'accès frontal, dont le sol a été dégagé en 1973. Ces éléments ne sont pas suffisants, compte tenu du fait que le mur d'enveloppe est en majeure partie démolé jusqu'au dessous de l'ancien niveau de circulation dans l'ouvrage, pour affirmer que cette porte est une disposition d'origine. Il n'est donc pas impossible que cet accès qui privait la barbacane de toute utilité pour empêcher la porte du château d'être battue de front, ait remplacé au

XVIII<sup>e</sup> siècle, pour faciliter la circulation, une porte plus latérale précédée d'un pont-levis et suivie d'une chicane dans l'ouvrage.

### La tour maîtresse

Cette tour (A) est un ouvrage de flanquement à part entière dont les archères, réparties sur quatre niveaux au dessus d'une salle-basse aveugle vouée au stockage, défendaient efficacement les approches du château. Pourtant, cette mission défensive n'imposait pas un aussi grand nombre d'étages. Son caractère symbolique de tour maîtresse (qui la fait usuellement appeler «donjon»<sup>58</sup>) s'affirme du fait de l'absence d'autre tour au moins égale en volume flanquant la muraille d'enceinte, mais aussi précisément par cette élévation haute et élancée qui en fait un élément

52. Léo Drouyn a dessiné ces creneaux, et les mentionne dans une description manuscrite du pont-levis, antérieure à la publication de la *Guienne militaire* : «...un pont en bois qui devait se lever au moyen de chaînes qui ont usé la pierre entre les deux créneaux qui sont au-dessus de la porte.» Archives municipales de Bordeaux, Fonds Drouyn, Ms. 283, carnet de notes archéologiques, t. 46, compte rendu de visite du 31 juillet 1856, p. 666.

53. La structure de la porte ne laisse aucun vide pour rabattre la partie interne lestée des flèches lorsque le pont est levé. Roger Coste et Philippe Araguas ont été induits en erreur à ce sujet.

54. R. Coste, p. 200, 203, pl. 93-95-96. N. Faucherre, «Barbicanes, boulevards, ravelins, et autres demi-lunes ; inventaire incertain», in *Aux portes du château*, actes du troisième colloque de castellologie de Flaran, 1989, p. 105-115, reprend (p. 108) la chronologie relative de Roger Coste, tout en datant la barbacane de la fin du XIII<sup>e</sup> siècle (p. 111). J. Mesqui (1991-1993, t. I, p. 354) a d'abord admis non sans réserves la date proposée par Roger Coste, mais a préféré plus récemment (1997, p. 316) signaler cette barbacane comme un ouvrage non daté.

55. N. Faucherre, «La citadelle de Blaye», *Congrès archéologique de France*, 1987, *Bordelais et Bazadais*, t. 145 (Paris, S. F. A., 1990), p. 39-76, date la barbacane Saint-Romain de la fin du XV<sup>e</sup> siècle (p. 60), mais se risque à proposer la première moitié du XIV<sup>e</sup> siècle pour celle du château (p. 54 et note 39), sans autre argument que la comparaison avec Rauzan.

56. La barbacane du château de Carcassonne, ouvrage capétien du XIII<sup>e</sup> siècle, a bien une porte dans l'axe de celle du château. Malgré son plan en hémicycle, elle est cependant assez peu comparable à celle de Rauzan à la fois par ses vastes dimensions et par l'absence de fossé. Le terme de comparaison le plus souvent invoqué : la barbacane de la porte Brunet de Saint-Emilion, s'apparente plus à deux demi tourelles basses saillant symétriquement sur une grosse pile médiane du pont qu'à une véritable barbacane, et son âge n'a rien d'assuré.

57. Rien ne prouve que ces contreforts aient porté les échauguettes qu'a restitué graphiquement R. Coste.

58. Il est impropre d'appeler donjon cette tour seule. S'il faut employer ce terme, il paraît plus pertinent de l'appliquer à l'ensemble formé par cette tour et le logis attenant, comme le faisait d'ailleurs Léo Drouyn.

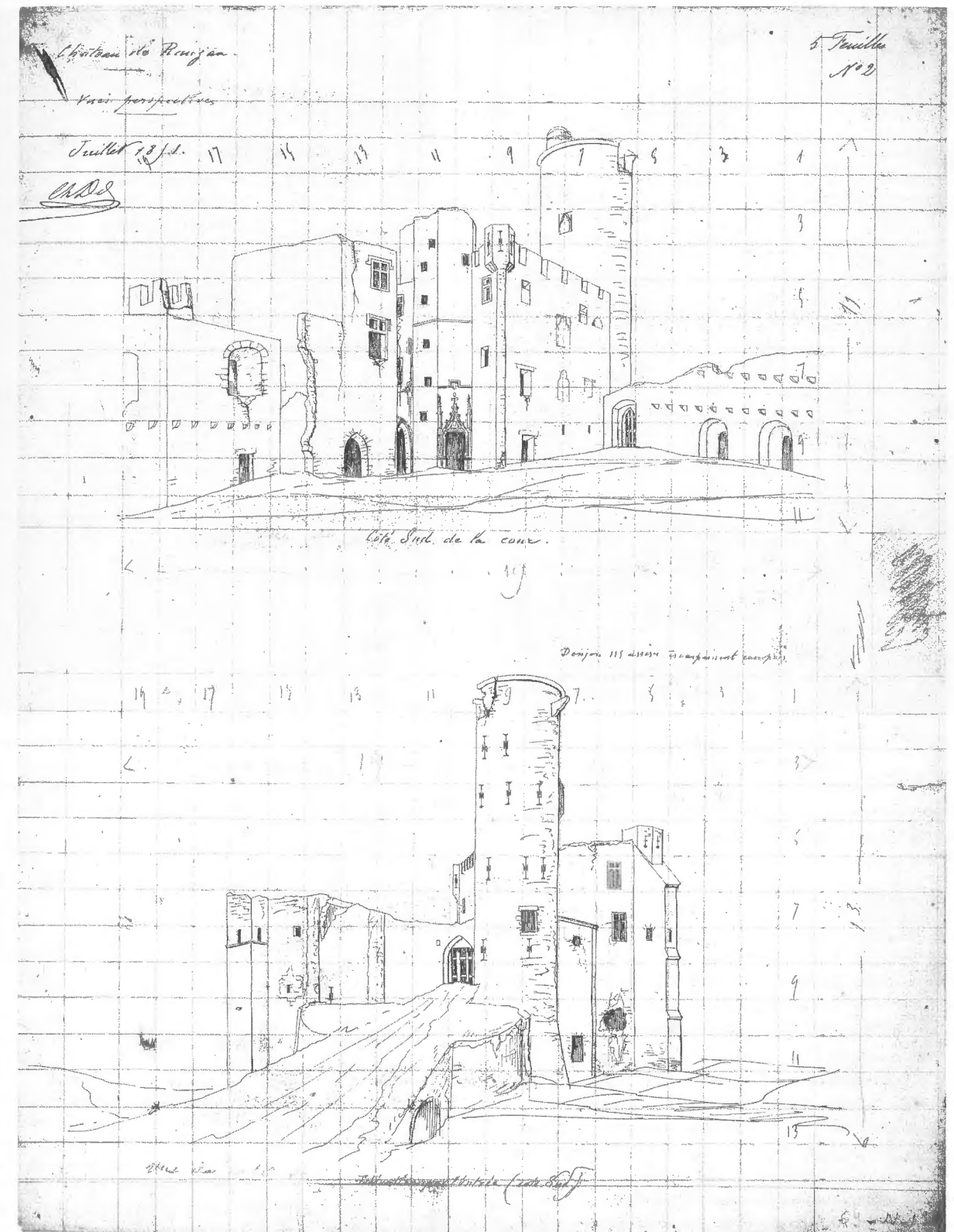


Fig. 15. — Vue du front d'entrée du château, avec pont et barbacane, par Ch. Durand (1851). Exemplaire au SDA Gironde.

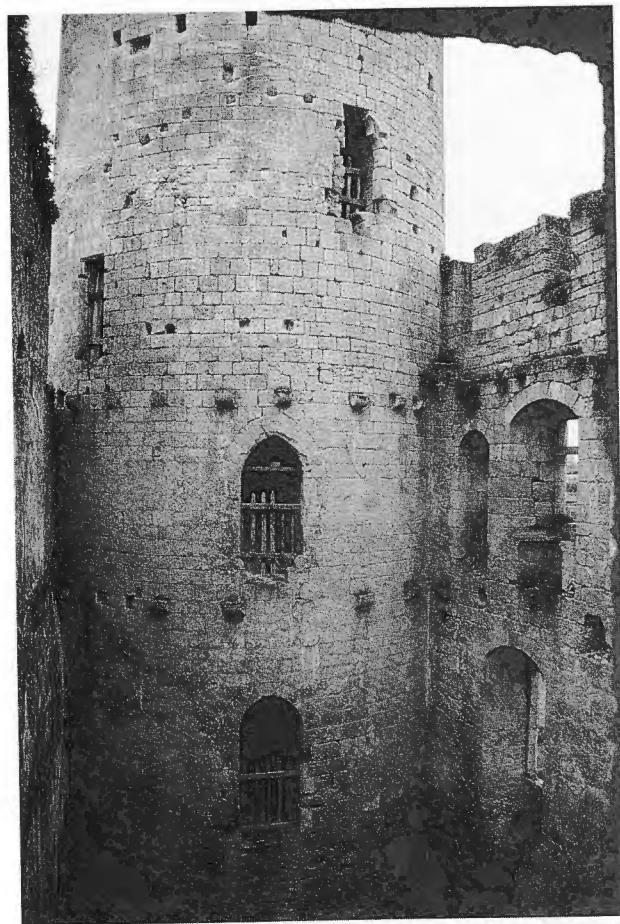


Fig. 16. — Vue intérieure de la tour-maitresse aux niveaux 4 et 5, archères. (cl. C. Corvisier).

vertical fort dominant le château, permettant des vues lointaines et une présence architecturale bien marquée dans le paysage.

Cette tour a été construite, au moins dans sa moitié inférieure, en phase avec la muraille d'enceinte. S'il existe une chronologie relative dans la construction de son élévation complète, que révéleraient des différences dans les marques de tâcherons, il ne s'agit pas pour autant de deux campagnes de construction bien distinctes séparées par plusieurs décennies. Il est en effet impossible de mettre en évidence un état d'élévation achevé qui aurait fonctionné avec deux étages seulement, surmontés d'un couronnement défensif, et aurait été surélevé après coup de deux étages supplémentaires<sup>59</sup>. En revanche un phasage de la construction au sein de la même campagne fin XIII<sup>e</sup>-début XIV<sup>e</sup> siècle, avec arrêt provisoire du chantier de quelques mois, voire quelques années, et changement d'équipe de maçons, est imaginable. On remarque dans le parement extérieur, sur une assise au niveau d'arasement formant transition entre le 3<sup>e</sup> et le 4<sup>e</sup> étage et seulement en ce point, une série



Fig. 17. — Vue de la tour-maitresse (A) depuis l'intérieur du logis (B1). (cl. C. Corvisier).

de trous de boulins très régulièrement espacés (certains sont soigneusement rebouchés d'une pierre) dans lesquels devaient être engagées des pièces de bois rayonnantes. Ce dispositif paraît correspondre à un relai d'échafaudage de construction ayant permis de monter le reste de l'élévation de la tour sans maintenir en place des échafaudages aux niveaux inférieurs. Peut-être y a-t-il eu interruption de

59. Les nuances d'exécution des «pattes» évasant les extrémités des fentes cruciformes des archères entre la partie basse et la partie haute de la tour constituent un *distingo* trop subtil pour qu'on puisse en tirer argument, comme le fait Roger Coste, pour proposer deux campagnes bien distinctes et assez éloignées dans le temps. Il existe d'autres différences de structure entre les meurtrières d'un niveau à l'autre, dont on ne peut pas plus tirer de conclusion chronologique : seules celles du premier étage ont une plongée, ce qui n'a d'ailleurs pas augmenté la longueur de leur fente extérieure ; L'ébrasement de celles des deux étages supérieur est plus large. A côté de cela, la continuité très homogène de l'escalier en vis du sol du 1<sup>er</sup> étage à la terrasse haute, l'unité évidente du parement extérieur dépourvu de toute trace de reprise plaident en faveur d'une campagne unique.

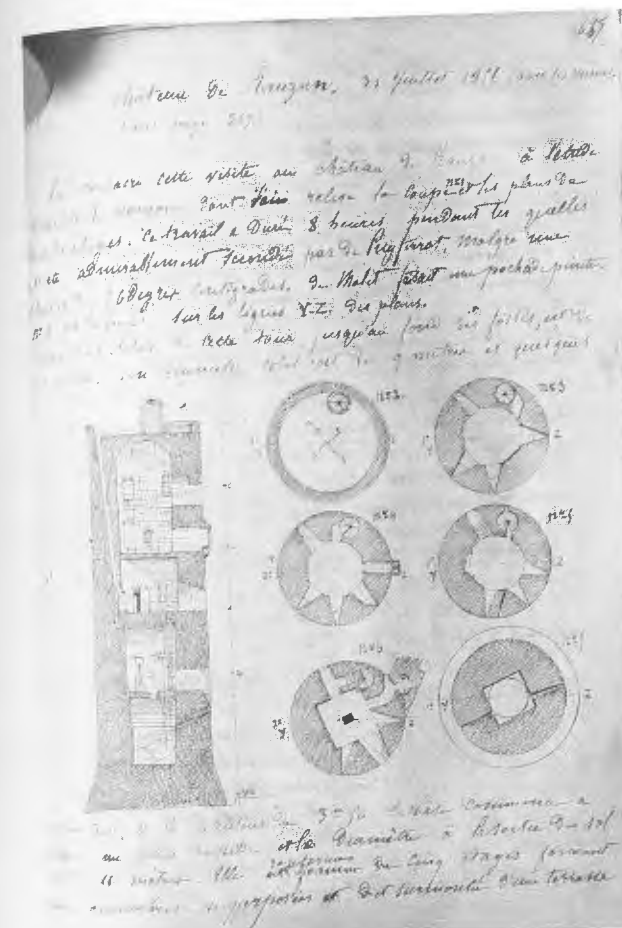


Fig. 18. — Relevé de la tour-maitresse (A) par Léo Drouyn page manuscrite du carnet de « Notes d'archéologie ». A.M.Bx. (cl. C. Corvisier).

chantier à ce niveau. On n'y saurait voir les traces d'un hourd défensif qui témoignerait d'un état achevé s'arrêtant là. Il paraît peu probable qu'une interruption de chantier ait pu intervenir à ce niveau, compte tenu de la frappante identité architecturale des deux étages qu'il sépare. (fig. 16)<sup>60</sup>.

On repère un phasage de construction entre la tour maitresse (A) et le logis (B), dont la façade sur cour se greffe au flanc de la tour avec des discordances d'assises dans les parements. Toutefois, en partie inférieure, le parement de la tour attenant à la porte (P) donne naissance en continuité d'assise à l'amorce du mur de façade du logis, le mauvais raccord d'assises se faisant là entre cette amorce et le reste de la façade. Ceci prouve que la construction du logis était prévue au programme architectural de cette campagne initiale, même si elle n'a été réalisée qu'après la mise en œuvre des trois premiers niveaux de la tour, voire après l'achèvement complet de celle-ci<sup>61</sup>.

De fait, la logique de distribution de la tour, avec ses deux portes correspondant au premier et au second étage, est conçue en fonction de l'existence du logis (B), ces portes étant accessibles de plain-pied depuis les deux étages correspondant de ce logis<sup>62</sup> (fig. 17). La tour a donc dès l'origine été conçue pour former un ensemble avec le logis attenant, et le fait qu'elle ne dispose d'aucune poterne communiquant avec le chemin de ronde d'arase de la muraille d'enceinte ou avec la cour du château prouve que cette tour n'avait pas vraiment d'autonomie à l'égard du logis, bien que son programme fût principalement

60. Le relevé des marques de tâcherons fait par R. Coste paraît démontrer qu'une même équipe d'appareilleurs a travaillé à la construction de ces deux étages sans discontinuité apparente. Les marques paraissant caractériser l'intervention de cette équipe (Type F du relevé de R. Coste) se retrouvent sur le logis (B).

61. Les marques de tâcherons permettent de supposer que le logis a été construit par la même équipe de maçons et d'appareilleurs que les deux étages supérieurs de la tour (voir note précédente). En vérité, ces observations témoignent davantage d'une logique de répartition de la tâche que d'une chronologie. Un chantier comme celui du château de Rauzan n'a guère pu être mené à bien que sur une durée de dix ans ou plus. On peut donc induire *a priori* du fait que les marques de tâcherons des deux étages supérieurs de la tour-maitresse (soit du type F) soient complètement différents de ceux de ses trois premiers niveaux, que l'équipe de maçons responsable de ces marques est intervenue après les autres non seulement pour la tour, mais pour la totalité des ouvrages portant ces marques, dans une phase correspondant peut-être à une accélération du chantier et sans doute à son achèvement du chantier.

Il est logique que la construction de la tour, entité architecturale à part entière, élément à la fois symbolique et structurellement plus fort, plus profondément fondé dans le sol que le logis, ait été amorcée en premier lieu. D'autre part les chantiers du moyen-âge procédaient souvent par tranches verticales, montant complètement l'élévation de sous-ensembles architecturaux cohérents les uns après les autres plutôt que de monter en phase l'ensemble des élévations d'un vaste complexe. Ceci considéré, il est acceptable que l'équipe de maçons occupée à la tour ait doté sa vis d'escalier de fentes d'éclairage qui pourtant allaient bientôt donner dans des salles. De même, cette équipe a limité sa tâche pour le logis à une amorce de mur en attente de la façade, n'en montant d'ailleurs qu'une partie de l'élévation et laissant à la seconde équipe chargée du logis le soin de traiter en son temps le raccordement à cette amorce et, plus haut, au flanc de la tour. Les discordances d'assises dans des parements non réglés qui résultent de ces différences de phase et d'équipe ne témoignent donc que d'une chronologie relative, et non de reprises tardives avec changement de programme. On constate les mêmes mauvais raccords entre le flanc d'une tour ronde et un mur rectiligne s'y raccordant dans d'autres châteaux, comme à Sauveterre-la-Lémance.

62. Une tour initialement conçue comme isolée n'aurait classiquement eu qu'une seule porte, celle du premier étage, accessible par un escalier extérieur desservant une passerelle volante. De même, les corbeaux insérés dans le parement de la tour pour porter les extrémités du solivage des planchers des deux étages du logis paraissent en place d'origine, et non réincrûs après coup.

défensif<sup>63</sup>. Les étages de la tour ne peuvent pour autant être considérés exclusivement comme des chambres de tir sans aucune capacité locative (fig. 18) : on note la présence d'une cheminée ancienne au second étage, d'une petite fenêtre civile à coussiège prenant jour au dessus du toit du logis aux troisième et quatrième étage, le troisième disposant en outre d'une latrine en encorbellement. Les voûtes en berceau couvrant les trois premiers niveaux de cette tour, salle-basse comprise, appartiennent à la construction d'origine, même si cette forme de voûte, adaptée au plan carré de la salle basse et du premier étage, est par contre un parti moins cohérent s'agissant du second étage de plan circulaire.

### Remaniements apportés à la tour, XVe-XVIIe siècle

Les plus importants remaniements ayant affecté l'état d'origine de la tour paraissent dater seulement du XVIIe siècle : Outre la création de la terrasse sommitale<sup>64</sup>, bien datée de 1649 par le millésime intaillé dans la voûte en berceau pierre et briques qui la porte, on note un réaménagement assez important du premier étage. Cette pièce, sans doute considérée alors comme plus logeable que les autres du fait de son plan carré, a été transformée en chambre, annexe des deux travées de salle contenues alors dans le logis. Dans ce but, une cheminée a été créée dans un angle de la pièce tandis qu'on perceait une grande fenêtre près de l'angle opposé, à l'emplacement d'une ancienne archère. En outre, un double cabinet de latrines fut aménagé dans l'angle rentrant entre tour et courtine, formant une petite construction hors-œuvre fondée dans le fossé. Le couloir coudé traversant le mur de la tour et desservant au passage ces latrines (accès actuel de la tour) existait vraisemblablement avant la création de celles-ci, et avait dû être percé lors du grand réaménagement du logis au XVe siècle, pour permettre une communication directe entre le premier étage de la tour et la travée est (B2) du logis<sup>65</sup>. Une autre porte a été percée dans la tour lors de ces réaménagements du XVe siècle : c'est celle qui met en communication directe l'escalier en vis de la tour avec le 3eme étage (combles) du logis<sup>66</sup>.

### Le logis principal (B) (fig. 19)

Dans son état initial, le logis, appuyé à la fois à la tour maîtresse (A) et à la muraille d'enceinte forme un bloc presque carré, réduit par le pan coupé que forme la muraille en (A-F). En l'absence de traces de divisions internes d'origine, la reconstitution de principe des planchers dans ce large volume sans grand axe, et celle du toit qui l'a d'abord couvert, posent problème.

Les corbelets d'appui de solives encastrés dans les murs et dans la tour, les gros empochements de poutres, témoignent de la structure des *planchers* d'étage d'origine, avec poutres dans l'axe est/ouest, entre façade principale sur cour et courtine, portant solives dans l'axe transversal, entre la tour et le côté nord du logis. Ce principe n'est toutefois pas systématique, comme en attestent les corbelets de solives présents au revers de la muraille est (F-G) là où auraient dû logiquement aboutir des poutres. Cette particularité suppose l'existence de supports verticaux intermédiaires qu'imposait à l'évidence l'ampleur du volume, beaucoup trop important pour des poutres d'une seule portée (16m). Le mur de refend actuel, construit au XVe siècle, résoud ce problème de portée en définissant deux travées (B1-B2), mais qu'en était-il au début du XIVe siècle ?

63. Le fait que l'accès à la tour imposait d'entrer préalablement dans le logis, et de prendre pied dans ses salles d'étage a vocation résidentielle pose problème s'agissant de la spécialisation des espaces et de leurs accès, le passage obligé, dans les salles, d'hommes d'armes desservant les postes de tir de la tour étant une contrainte assez illogique. De même, la seule circulation verticale d'origine en «dur» entre les deux étages du logis paraît avoir été la vis de la tour. Tout ceci paraît induire une vocation mixte, et non exclusivement défensive, des locaux abrités dans cette tour, comme l'a observé Jean Mesqui, *Châteaux et enceintes*, t. I, p. 173-174. Ces caractères incitent à comparer le programme de ce complexe logis + tour avec celui plus élaboré et plus évidemment homogène du château de Bourdilles, construit pour Géraud de Maumont à la même époque. Voir C. Rémy et J.-P. Babelon, *Les châteaux de Bourdilles*, Congrès Archéo. de France, Périgord, 1998, p. 119-142.

64. Ce remaniement complet du couronnement de la tour ne permet pas d'affirmer sans réserves que l'état antérieur ne comportait pas de machicoulis, comme l'a fait Jacques Gardelles. Cependant les machicoulis en pierre sur consoles, s'ils apparaissent dès cette époque à la tour maîtresse de Bourdilles, n'en restent pas moins relativement rares avant la seconde moitié du XIVe siècle. Le plus probable est que la tour maîtresse de Rauzan ait eu un couronnement crénelé avec trous pour installer des hourds, comme aux tours du château de Villandraut.

65. La création de ce couloir est liée à la construction du mur de refend divisant la «salle» du logis en deux travées sans communication directe entre elles. J. Gardelles, *Les châteaux...* 1972, p. 205, note 4, a supposé que ce couloir était un aménagement d'origine destiné à desservir des latrines réutilisant une fosse antérieure à la construction de la tour. Cette idée curieuse est issue de l'a priori injustifié de cet auteur selon lequel la tour aurait été ajoutée après coup à l'enceinte et au logis. Bien qu'il ne défende pas cette hypothèse, P. Araguas, p. 176 suit son prédécesseur en écrivant que le couloir desservait dès l'origine une latrine, seulement modifiée au XVIIe siècle par la construction du petit avant-corps. Tout ceci est infirmé par le caractère de reprise manifeste de ce couloir dans le mur de la salle, dont témoignent de mauvais raccords de maçonnerie.

66. La vis était le seul emplacement où l'on pouvait percer facilement une communication entre la tour et ce dernier étage, faute de concordance de niveau de sol entre ce dernier et le troisième étage de la tour. La fenêtre de ce troisième étage, masquée par le comble du logis dans son état du XVe siècle n'a pas pour autant été alors convertie en porte (comme pourrait le laisser croire l'état de démolition actuel de son allège), se trouvant trop haut percée.

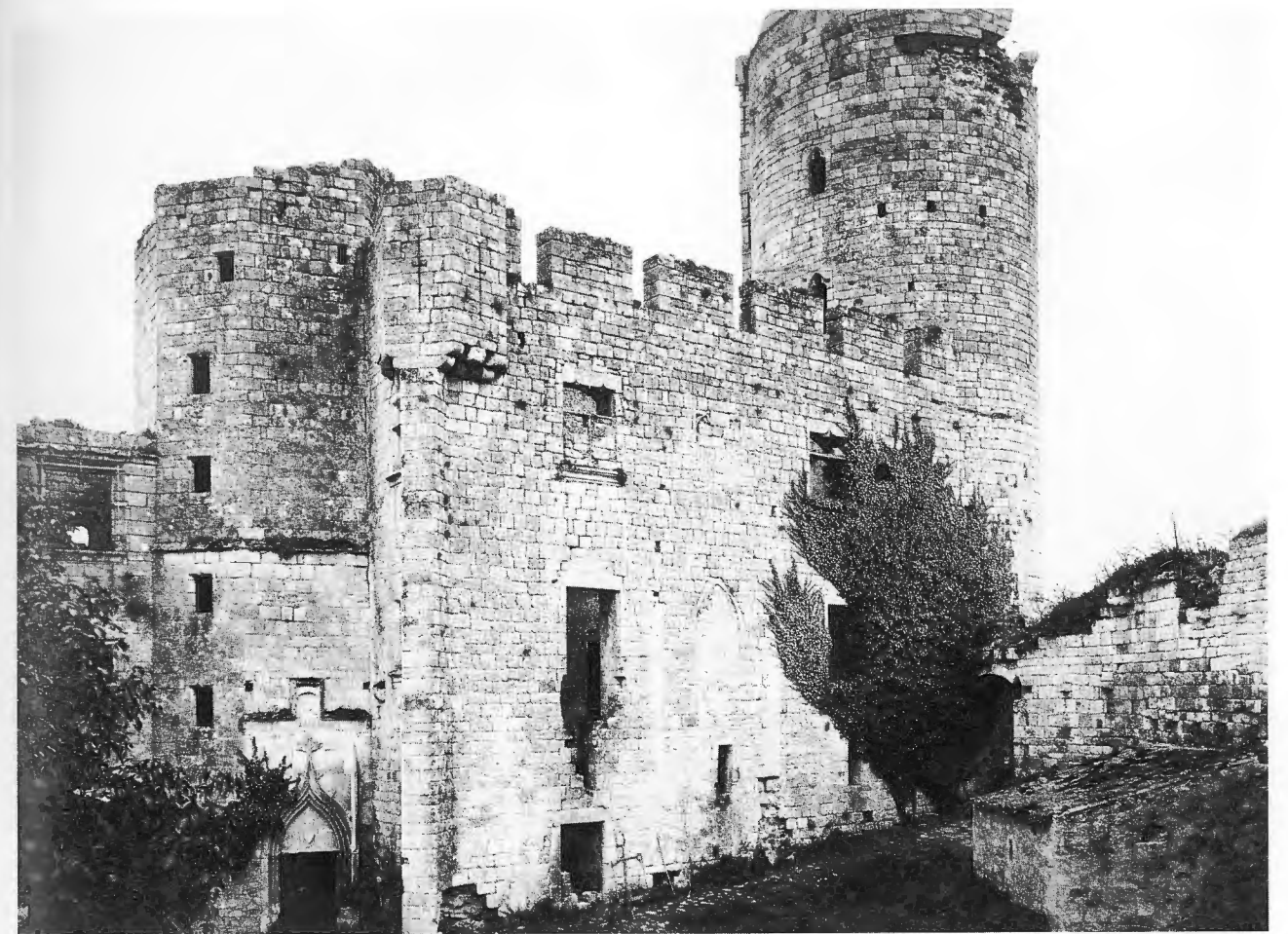


Fig. 19. — Vue côté cour du logis (B), de la grande vis (M) et de la tour-maîtresse (A). Photo Médéric Mieusement (1881). Paris Médiathèque du Patrimoine.

Dans l'actuelle travée B2 subsiste la base d'un pilier cylindrique que Roger Coste a supposé avoir appartenu à un ensemble de quatre piliers identiques disposés au carré au milieu du volume pour offrir des relais à peu près équidistants au système de poutraison portant les planchers et leurs solives<sup>67</sup>. Ce dispositif était nécessairement reproduit aux deux étages du logis, et devaient délester de même la charpente de la couverture.

La forme du *toit* primitif peut être reconstituée approximativement à partir des traces de solins, les trous de pannes et de chevrons visibles sur la tour, et qui témoignent de trois états successifs de toiture, tous d'axe nord-sud.

Le premier état<sup>68</sup> paraît avoir été un toit très plat à deux versants dont la dissymétrie répercutait la différence de niveau d'arase entre la façade sur cour du logis, comportant trois niveaux, et celle de la muraille d'enceinte, limitée à deux niveaux. Il en résultait un pan court à très faible pente

qui passait au raz de l'appui de la fenêtre du 3e étage de la tour et portait sur le crénelage de la façade sur cour, et un long pan retombant probablement en (F-G) sur le premier crénelage de la muraille d'enceinte.

Le niveau 1, ou rez-de-cour, du logis avait principalement une fonction de cellier, et prenait jour par trois baies étroites, haut percées dans le mur de façade sur cour. Deux portes y donnaient accès de plain-pied avec la cour : la première à l'ouest a aujourd'hui son encadrement complètement remanié ; la seconde, vers le nord, était plus large, permettant le passage d'objets volumineux (tonneaux,

67. Quoique ne manquant de preuves archéologiques, l'hypothèse est très plausible, en implantant ces piliers dans l'axe des empochements des poutres visibles dans le mur ouest et dans le mur de refend du XVe siècle. Des piliers cylindriques de ce type existent dans certains «châteaux gascons».

68. Celui dont les traces sont les plus ténues



Fig. 20. — Vue intérieure du logis B1 mur nord.  
(cl. C. Corvisier).

etc) <sup>69</sup>, mais elle a été rétrécie de moitié au XVe siècle lorsqu'on y a adossé la grande vis (M). Ce premier niveau avait aussi une vocation partiellement défensive, deux des archères à niches de l'enceinte (pans A-F/ F-G) s'y ouvrant.

Le premier étage hébergeait une *salle noble*, comme l'indiquent les trois fenêtres à meneaux de la façade ouest sur cour, toutes d'origine bien que remaniées. Le prestige de la salle était confirmé par un décor mural peint de faux appareil avec registre à écussons, dont restaient encore d'importants vestiges au XIXe siècle (fig. 2). Dans leur état premier, les fenêtres étaient couvertes d'un arc brisé inscrivant un remplage à formes polylobées à jour. Une seule des fenêtres à meneaux actuellement percées dans la muraille d'enceinte, celle du pan sud (A-F) attenante à la tour maîtresse, existait déjà dans son principe à l'origine, à en juger par les traces de son premier état. On ne sait rien des éventuels cloisonnements intérieurs de cette «grande salle», et aucun vestige n'atteste de la présence de cheminées à cet étage - pas plus qu'au second - dans l'état des lieux au XIVe

siècle. Selon l'usage à l'époque de la construction, la grande salle du premier étage avait sans doute son accès particulier depuis la cour par un escalier droit monumental hors-cœur <sup>70</sup> : l'emplacement le plus vraisemblable tant pour cet escalier, que pour la porte de la «salle», est celui de la grande vis actuelle (M), qui l'aura logiquement remplacé au XVe siècle. L'ancienne baie encore que la porte palière actuelle de la vis à la salle (B1) a été condamnée et remplacée (fig. 20) correspond peut-être à la porte primitive. Une petite fenêtre ogivale s'ouvrait en outre de ce côté, près de l'angle.

Le second étage avait, comme le premier, trois fenêtres dans la façade ouest (cette fois à lancettes trilobées inscrites sous le linteau), et une autre fenêtre au nord, condamnée au XVe siècle par l'adossement de la grande vis (M). Près du raccord de la façade ouest à la tour maîtresse (A), une porte couverte en arc brisé, bien conservée quoique murée de longue date (fig. 13), communiquait avec une sorte de *balcon* couvert dominant le débouché sur cour de la porte (P) du château, balcon dont ne restent apparents que des empochements et corbeaux d'appui de la structure en charpente. S'agissait-il d'un aménagement purement civil, ou d'une ultime défense verticale de l'entrée du château ? On ne saurait trancher.

La pente dissymétrique du toit devait imposer une division du volume interne de ce second étage entre une salle sous plafond côté ouest, équivalent à la future travée (B1) et un galetas sous comble à l'est, confinant au chemin de ronde d'arase de la muraille d'enceinte, sur le crénelage duquel portait vraisemblablement l'égoût du toit.

Au dessus du plafond de la salle (B1) existait un comble communiquant avec le crénelage <sup>71</sup> et déservant l'échauguette d'angle de la façade ouest, le tout formant un étage défensif à caractère au moins aussi ostentatoire que fonc-

69. Ces dispositions et utilisation de rez-de-chaussée se retrouvent, traitées de manière très semblable pour ce qui est des baies et portes, dans divers «châteaux gascons», ou au logis-donjon de Larresingle (Gers), réalisations sensiblement contemporaines de Rauzan.

70. Il est très plausible qu'aucune communication verticale directe n'existait à l'origine entre le cellier et la «salle».

71. La trace du solin d'origine s'étend jusqu'au sommet des merlons mais paraît très basse. On ne voit pas comment ce crénelage aurait pu être découvert, compte tenu de la forte épaisseur des merlons qui ne dégagent l'arase du mur à l'intérieur que sur une largeur insuffisante pour disposer un chemin de ronde praticable, sans compter le surcroît sur lequel aurait dû reposer l'égoût du toit. Un tel dispositif est possible si l'on suppose que le crénelage n'était qu'un écran de premier plan au devant du toit, purement ostentatoire et sans chemin de ronde ; cette hypothèse expliquerait la présence de ce qui semble être une ancienne gargouille à la base de ce crénelage, près de l'échauguette, que seul un égoût à ciel ouvert disposé sur l'arase du mur paraît justifier.



Fig. 21. — Vue du logis prise du haut de la tour-maîtresse (A). (cl. C. Corvisier).

tionnel (fig. 21). Des vues et des tirs étaient toutefois possibles depuis ce couronnement qui commande les courtines du front ouest de l'enceinte. Les créneaux paraissent avoir été pourvus de mantelets, soit des volets pivotant verticalement sur un axe haut dont restent les encoches entaillées sur les pierres d'arase des merlons. L'échauguette, magnifiquement conservée, est de plan hexagonal symétrique un peu étiré et repose principalement sur un contrefort diagonal renforçant l'angle un peu aigu du logis. Ses arbalétriers cruciformes en harmonie avec celles de l'enceinte ou de la tour maîtresse ne permettent pas de douter de sa contemporanéité à la construction initiale des années 1300-1330. On trouve à la fois le même type d'échauguette et une fenêtre identique à celles du premier étage, état initial, au beau logis fortifié de la commanderie d'hospitaliers de Sallebruneau, peu distante de Rauzan, et sans doute de construction contemporaine.

#### Le grand réaménagement du logis au XVe siècle

Plusieurs campagnes de construction échelonnées entre le milieu et la fin du XVe siècle répondent à un même programme : l'augmentation des espaces résidentiels du

château, l'amélioration du confort et de la distribution du logis déjà existant.

Les modifications apportées à ce logis (B) peuvent se résumer de la manière suivante :

- Division du volume interne en deux travées (B1-B2) par la construction d'un mur de refend porteur, parallèle à la façade principale sur cour. Ce mur de refend relaye la poutraison portant les planchers, il est aveugle aux étages et ne comporte de baies de communication directe entre les deux travées qu'au niveau du rez-de-cour (arcades), qui conserve son usage de cellier.
- Exhaussement de la muraille d'enceinte délimitant le logis à l'est, sur la valeur d'un étage, reportant son arase au niveau de celle de la façade crénelée sur cour (ouest) et du mur de refend. Cette surélévation est pourvue d'un chemin de ronde crénelé, partiellement à ciel ouvert (en F-G), qui est ponctué de deux *échauguettes*. Le crénelage et la forme polygonale des échauguettes témoignent d'une volonté d'imitation de principe du couronnement de la façade sur cour du logis XIVe siècle. Cependant, divers détails diffèrent, comme la présence de meurtrières dans les

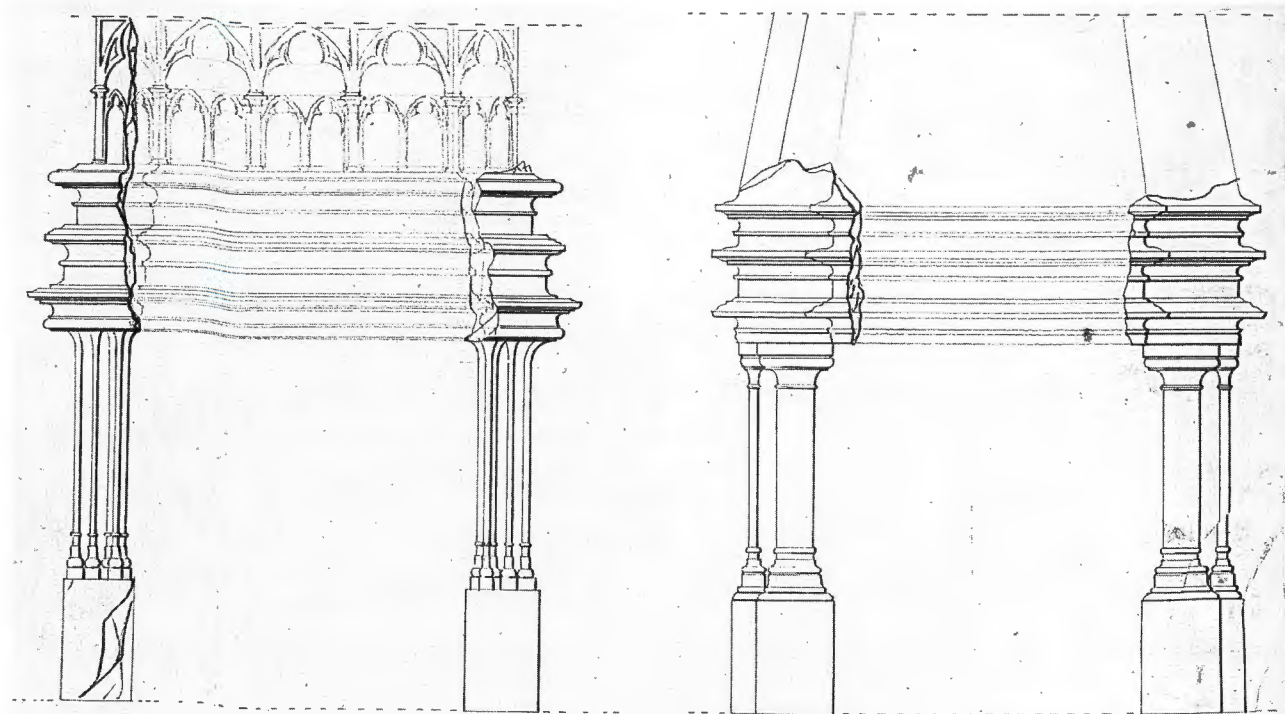


Fig. 22. — Relevé de deux cheminées du logis par Ch. Durand (1851).  
Paris Médiathèque du Patrimoine.

merlons, ou, plus significatives, la moulure d'encadrement des merlons et créniaux, et les meurtrières des échauguettes de type «archère-canonnière» avec trou circulaire à la base de la fente pour la couleuvrine, et non plus archère simple. Ces deux dernières caractéristiques prouvent qu'environ un siècle et demi s'est écoulé (avec une évolution du style et de l'armement) entre la construction du couronnement crénelé de la façade sur cour du logis, et celui de sa façade extérieure.

• Traitement de l'élévation de cette muraille d'enveloppe (A-F-G) comme une façade du logis à part entière, ainsi qu'on vient de le voir : par cette surélévation et cette recherche d'imitation du couronnement défensif de la façade sur cour, mais aussi par le percement de nombreuses fenêtres à meneaux croisés aux deux étages. L'accroissement de la hauteur de cette partie de la muraille, combinée avec l'augmentation du nombre des «vides» (fenêtres) a déterminé les maîtres d'œuvre du XVe siècle à consolider la façade ainsi composée par la construction de deux *gros contreforts* (F et G). Les deux *échauguettes* ou guérites polygonales du couronnement sont, de ce fait, non pas en encorbellement comme l'échauguette sur cour du XIVe siècle, mais emboîtées dans le glacis d'amortissement de ces gros contreforts. Un réduit voûté est aménagé d'origine au se-

cond étage seulement, dans la masse de chacun de ses contreforts.

• Modification de la forme des fenêtres de la façade sur cour, adoptant le modèle moderne, généralisé au XVe siècle, de la fenêtre à meneaux coisés simple dont le linteau droit de couvrement remplace les anciens arcs et lancettes à réseaux. Seule, les fenêtres des deux étages de la travée centrale de cette façade sont purement et simplement condamnées par murage : cette opération a entraîné à la fois la mutilation et la conservation partielle de la disposition ancienne des remplages. Les fenêtres du XVe siècle sont pourvues de coussièges, mais il ne semble pas que celles du XIVe siècle en aient comporté<sup>72</sup>. Deux petites fenêtres (demi-travées) sont percées l'une au dessus de l'autre côté nord, près de l'angle, celle du premier étage seule remplaçant un jour du XIVe siècle plus petit et décalé.

• Construction de cheminées monumentales, à corps de moulures horizontales élégantes et vigoureuses, aux deux étages de chacune des deux travées (B1-B2), contre le mur

72. Ceux conservés dans la fenêtre du second étage, côté cour, sont nettement rajoutés dans le tableau de l'embrasure.

nord. Les hottes de ces cheminées, curvilignes ou à pans, sont toutes cassées, mais les relevés de Ch. Durand signalent que l'une d'elles (au premier étage de la travée B1) portait encore en 1851 les arrachements d'un décor d'arcatures gothiques dont le style se rapportait plutôt à la première moitié ou du milieu du XVe siècle qu'à une date plus tardive (fig. 22). Il existait une certaine hiérarchisation de qualité des salles et chambres d'étage exprimée entre autres par le plus ou moins grand raffinement des formes de certaines cheminées, en sorte qu'on ne peut tirer de ces formes un argument de chronologie malgré la tentation de juger plus ancienne une cheminée à hotte à pans au premier étage de la travée (B2), du fait de ses piédroits à corbeaux simplement chanfreinés.

• Construction de la *grande vis* logée dans une tourelle à pans hors-œuvre (M) adossée en angle rentrant à la fois au mur nord du logis principal (B), et au mur de façade du logis annexe (C), qu'elle desservait aussi. Cette grande vis améliore et rationalise les circulations verticales tout en constituant un morceau d'architecture à la mode, élément de prestige à la porte duquel sont affichées les armoiries du seigneur (devenues illisibles). Cette porte de style flamboyant, à pinacles et fleuron (fig. 23), rappelle celle de la grande vis du château de Blanquefort, dont la composition semble toutefois un peu plus moderne ; cette ressemblance est rendue plus significative par la présence dans ces deux grandes vis de Rauzan et Blanquefort, d'une main-courante au profil torique incorporée dans la paroi circulaire de la cage. Cette tourelle de Rauzan et la grande vis de Blanquefort sont probablement contemporaines, mais n'ont jamais été comparées. Les années 1460, qu'on propose traditionnellement pour Blanquefort, ne sont-elles pas trop précoces compte-tenu du style adopté ? On serait tenté de proposer une date plus proche de 1480, le contexte permettant alors, on l'a vu, d'imaginer une influence directe d'un chantier sur l'autre *via* Jean de Durfort.

Au rez-de-chaussée, cette tourelle d'escalier (M) est un passage obligé pour desservir la travée (B1) du cellier, et, aux étages, elle distribue par deux portes distinctes en forme de passages biais, chacune des deux travées, de part et d'autre du mur de refend, ces travées étant par ailleurs étanches l'une à l'autre<sup>73</sup>. On a vu les modifications que le percement de ces paliers a imposé aux baies qui existaient de ce côté nord du logis au XIVe siècle. La grande vis s'arrête au palier du 3e étage du logis, mais la tourelle qui la loge se dégage au dessus en volume octogonal irrégulier logeant une chambre d'étage. Le sol de cette chambre repose sur les reins de la voûte d'ogive rayonnante à pilier central (en «palmier») qui couvre la vis en portant sur son noyau. Cette chambre haute de la tourelle, jadis couverte d'un toit en poivrière à pans<sup>74</sup> était desservie par un petit escalier mural

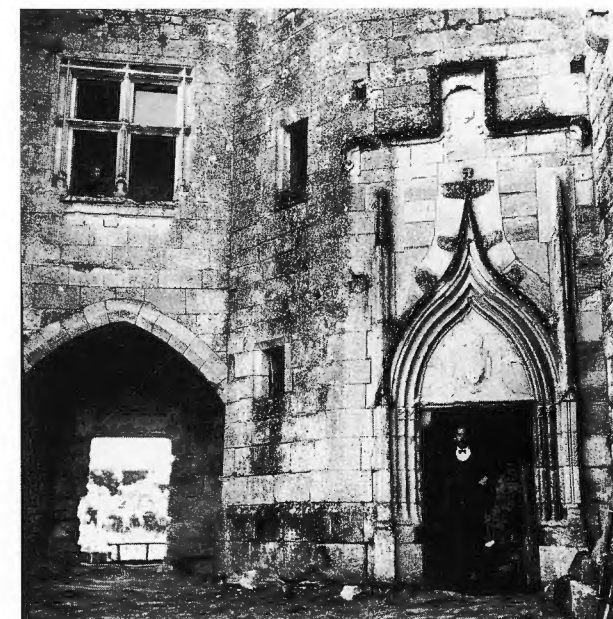


Fig. 23. — Vue de la porte de la grande vis (M) et de l'oriel sur porche (M) et la porte du logis (C).  
(cl. C. Corvisier).

courbe insoupçonnable de l'extérieur ; elle est aujourd'hui écriée et aménagée en terrasse à ciel ouvert.

• Modification de la *toiture* du logis permettant d'abriter un 3e étage sous comble à part entière dans chacune des deux travées (B1-B2). Ce 3e étage, le seul auquel les deux travées pouvaient communiquer par une percée dans le mur de refend, était dépourvu de cheminée et de véritables fenêtres : il ne prenait jour que par les créniaux du couronnement, sauf dans la partie (F-G) de la travée (B2), où le chemin de ronde est isolé du comble par un mur de surcroît aveugle. Les traces de solin et de chevrons autorisent à la rigueur deux interprétations quand à la forme du toit : La plus vraisemblable est un dispositif de deux toits parallèles et mitoyens à deux versants, séparés par un chéneau porté par l'arase du mur de refend, et s'écoulant du côté de la tour. Une disposition de ce type existe au château du Grand-Puch (Saint Germain du Puch), en Bordelais, supposé construit vers 1330 avec modification des charpentes au XVe siècle. La pente des toits du logis de Rauzan était toutefois nettement plus faible qu'au Grand-Puch.

73. Au premier étage, ces deux travées de salles peuvent aussi communiquer entre elles par l'intermédiaire de la tour (A), à la faveur du couloir percé alors entre la chambre de la tour et la travée (B2).

74. Elle a connu un état tardif (XVIIIe siècle ?) tronqué et couvert en appentis.



Fig. 24. — Détail du contrefort (G) du logis, XVe siècle, remanié XVIIe siècle. (cl. C. Corvisier).

Une autre possibilité de forme de toit, assez peu plausible à cause du plan du logis plutôt hexagonal irrégulier que carré, serait un grand toit d'un seul tenant à quatre versants peu pentus. Les traces de solin laissés sur la tour (A) seraient alors celles d'un versant descendant dans lequel le volume cylindrique de la tour aurait pénétré. Dans tous les cas, la faible pente des versants interdit d'imaginer des lucarnes dans le toit. Au total, le réaménagement complet du logis a pu s'échelonner sur une période de vingt ans, entre 1460 et 1480 environ.

### Les reprises du XVIIe siècle

Moins importantes dans leur impact sur le logis que les ouvrages du XVe siècles, ces reprises ont beaucoup plus touché les aménagements de la travée (B2) que ceux de la travée (B1)

Les retouches communes aux deux travées sont :

- Au premier étage, la modification des fenêtres par suppression des meneaux de pierre et des coussièges.

- La reconstruction complète du toit, sous la forme d'un grand comble unique à deux versants dont le solin et les empochements de pannes sont très visibles sur le parement de la tour (A). C'est l'état de toiture le moins plat qu'ai connu le logis.

Les réaménagements de la travée (B2) ne concernent guère que le premier étage, mais s'étendent à la réfection des deux planchers qui le définissent, celui qui le sépare du rez-de-cour et celui du second étage qui lui tient lieu de plafond. Les poutres sont changées dans leur espacement et dans leur écharissage, plus grêle.

La reprise la plus importante concerne les deux contreforts (F-G) : Dans leur masse fut creusée une chambrette communiquant par une porte percée à neuf avec la salle, et éclairée sur les 3 faces libres d'une petite fenêtre avec *embrasure pour le mousquet* dans l'allège (fig. 24). La salle elle-même reçut des cloisons dont l'empreinte est encore visible sur l'enduit mural, dont une définissait semble-t-il une grande travée rectangulaire et une petite triangulaire. Un placard mural à étagère fut créé dans le mur de refend<sup>75</sup>. A la même logique d'aménagement appartient le double cabinet de latrine commun à la tour (A), et les aménagements internes du premier étage de celle-ci, déjà mentionnés.

### Le logis annexe (C)

Ce petit corps de logis dont la façade sur cour semble à première vue prolonger l'axe du mur de refend construit au XVe siècle dans le corps principal (B) est la plus ancienne construction rajoutée au parti initial du XIVe siècle. En effet, la chronologie relative indique qu'il est antérieur à la construction de la grande vis (M), et certains indices tendent à prouver qu'il a été achevé et a fonctionné quelque temps avant que cette grande vis ne soit mise en chantier.

Le plan de ce corps est curieux, en ce qu'il comporte dès sa construction un volume principal de plan pentagonal très irrégulier tendant au trapèze, associé à une très étroite travée de plan triangulaire séparée de lui par un mur de refend. Ce petit espace triangulaire paraît avoir été voûté d'ogives dès l'origine au niveau 1 et son emprise pourrait avoir correspondu à celle d'une niche d'archère de la muraille du XIVe siècle. La porte de ce bâtiment (C) s'ouvre en rez-de-cour : c'est un ouvrage simple du XVe siècle, avec petite fenêtre de jour ménagée au dessus du linteau. Aux 1er et 2e étage du volume principal, une cheminée s'adosait au même mur que celles de la travée (B2) du corps de logis principal. Les vestiges de celle du 1er étage, encore

75. Ce placard traversant pourrait passer pour une porte de communication entre les deux travées, n'étaient les traces d'appui d'étagères. Cela ne semble jamais avoir été le cas.

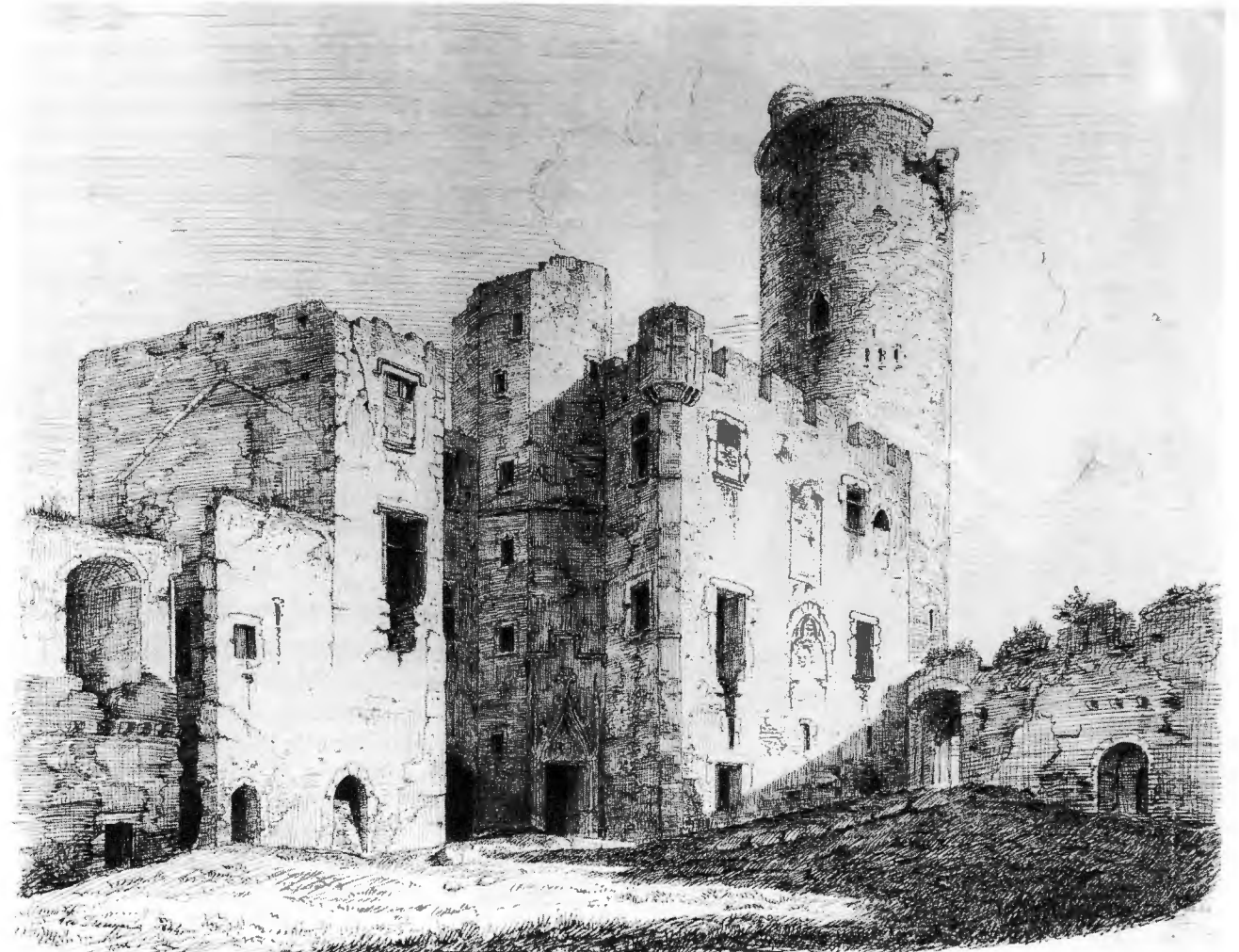


Fig. 25. — Vue générale des logis côté cour au nord en 1844. Dessin de Léo Drouyn. (A.D. Gir., fonds de la commission des monuments historiques).

visibles vers 1900, détruits depuis, prouvent qu'elle était du même modèle gothique du XVe siècle. Il y a décalage de niveaux de sol entre les étages de ce corps et ceux du corps principal (B), qui, de ce fait, ne devaient pas avoir de communication directe entre eux<sup>76</sup>. On ne voit pas bien comment pouvait se faire la desserte des étages avant la construction de la grande vis (M) : Peut-être y avait-il des galeries en bois habillant la façade sur cour, puisqu'on ne relève pas de trace de fenêtre dans cette façade mais seulement de portes. Ce logis ne prenait donc jour que par une ou deux fenêtres percées vers les dehors dans la muraille d'enceinte (G-H) aujourd'hui écroulée.

Le toit de ce corps secondaire paraît avoir été un versant unique dont la sablière haute portait en haut du mur de façade sur cour, et dont l'égout retombait au niveau

primitif du chemin de ronde d'arase de la courtine (G-H), soit : un étage plus bas que l'état XVe siècle du mur (F-G). Ce petit logis annexe a probablement été construit pour Bernard Angevin vers 1440 ; il permit de maintenir un appartement habitable au château durant la grande refonte du logis principal (B) dans les années 1460-1480.

76. Au premier étage, une porte qui donne accès de ce corps (C) à une latrine dans le contrefort (G) paraît plus basse percée que le niveau de sol de l'étage dont témoigne le reste de la fenêtre à meneaux et le palier de la grande vis (M). Il y a donc bien un état des lieux antérieur à la grande campagne XVe siècle, donc à la vis et la grande fenêtre à meneaux. La latrine appartiendrait à ce premier état, et aurait été englobée dans le contrefort (G) dans un second temps.



Fig. 26. — Détail d'un jambage de fenêtre du logis (D).  
(cl. C. Corvisier).

### Les modifications postérieures et l'oriel

Peu après l'adjonction de la grande vis (M) au XVe siècle, le corps annexe (C) a été complètement environné de constructions neuves : D'abord un nouveau corps de logis (D), construit vers la fin du XVe siècle en appui et en saillie sur son mur pignon nord, puis, consécutivement, la petite travée (md) plaquée à sa façade sur cour, élément à trois niveaux bien construit en pierre de taille, qu'on peut qualifier d'*oriel sur porche*. Localement, cet oriel est improprement appelé oratoire, à cause de la voûte d'ogives de son premier étage, dont les culôts à la retombée des nervures figurent des marmousets grotesques, très médiocrement sculptés. Le décor de la clef de voûte (fig. 2) n'a pas plus de caractères religieux que celui des culôts. Cet oriel est avant tout un organe de distribution assurant la desserte des étages du nouveau logis (D) par la grande vis (M), dans la cage de laquelle il fallut percer des portes manifestement non

prévues à l'origine<sup>77</sup>. Il remplaça vraisemblablement des galeries en bois qui, on l'a vu, pouvaient exister à cet endroit avant la construction du logis (D) et de la grande vis (M), à en juger par une porte encore visible au premier étage, quoique condamnée dès la construction de l'oriel, porte qui desservait la petite travée triangulaire du logis (C). Le rez-de-cour de l'oriel forme un porche ouvert d'une grande arcade en tiers point précédant la porte du corps de logis (C) (fig. 23). La voûte (disparue) de ce porche, qui était en berceau, obturait en partie la fenêtre au dessus de cette porte.

A une date inconnue, entre la fin du XVe siècle et le milieu du XVIIe siècle, le rez-de-cour de ce logis (C), travée triangulaire exceptée, a été entièrement couvert d'une voûte en berceau d'axe nord-sud, avec une lunette en pénétration pour dégager l'arrière-voûture de la porte. Cette voûte encore en grande partie conservée dans la première moitié du XIXe siècle est aujourd'hui réduite à des arrachements.

### Corps de Logis (D)

Ce corps de logis dont les trois côtés sur cour étaient conservés sur toute leur élévation jusque les années 1870 (fig. 25), est une construction de la fin du XVe siècle, réalisée assez médiocrement en blocage de moellons dans son gros-œuvre. Il comportait deux étages sur un rez-de-cour dont les niveaux de sol correspondaient à peu près à ceux du corps (C). Ses étages étaient éclairés de fenêtres à meneaux à moulures d'encadrement prismatiques, une à l'ouest dans la façade sur cour et l'autre à l'est dans la muraille (G-H). Il reste un jambage de chacune de ces quatre fenêtres, dont la partie supérieure était encadrée d'un bandeau-larmier portant de part et d'autre sur un petit culot figurant un animal finement sculpté (fig. 26). Le premier étage disposait d'une latrine incorporée au flanc du contrefort (H), dont la porte s'ouvrait à côté d'un petit couloir mural coudé permettant une communication discrète avec le premier étage du dernier logis (E). La desserte des étages de ce corps de logis (D) se faisait par la grande vis (M), en passant par l'oriel (m-d) qui fut construit immédiatement à la suite, soit à une époque postérieure de plusieurs années au minimum (mais guère plus de quinze ou vingt ans), après la mise en service de la grande vis (M). On a vu en effet que celle-ci n'avait à l'origine aucune porte palière de ce côté.

77. Ces portes palières recoupent brutalement la main-courante, et on voit encore le larmier qui court à mi-corps de la tourelle d'escalier dans le local du second étage de l'oriel.

Les dessins antérieurs à son écroulement montrent que ce logis (D) avait, côté cour, une porte couverte d'un arc brisé, qui paraît alors murée. On note aussi la présence, sur son mur latéral côté oriel et grande vis, d'une curieuse baie basse et petite, communiquant à l'intérieur par un conduit étroit, qui s'apparente à un judas ou à une niche de lampe.

### Grand logis (E)

Cette ambitieuse construction en belle pierres de taille impeccablement appareillée se réduit aujourd'hui à sa courtine façade (H-I-J) épaulée de deux gros contreforts, construite vers 1506-1520. Cette façade témoigne d'un programme de rez-de-chaussée affecté au service (simples jours étroits, goulotte d'eaux usées) surmonté d'un étage noble à deux robustes fenêtres à meneaux encadrées en partie supérieure d'un bandeau-larmier. Ces fenêtres à coussièges, qui étaient murées au XIXe siècle, sont bien conservées sans traces d'usage, avec leur «colombe» de verrouillage des chassis sur le meneau, et sont curieusement pourvues d'une gargouille à l'allège.

Il n'est pas impossible que ce logis n'ait jamais été achevé, même si le soubassement de son mur de façade sur cour a été retrouvé en fouille.

Le chemin de ronde d'arase, probablement crénelé à l'origine, comporte un caniveau en pierre et desservait une guérite crénelée surélevée formée par le couronnement du gros contrefort (I).

### Conclusion

Le programme architectural de la première résidence fortifiée construite pour les seigneurs de Rauzan vers 1300, sous l'administration anglaise, est des plus traditionnels. Le couple classique de la salle et de la tour, auquel se limite le plus souvent nombre de maisons-fortes construites à la même époque en Gascogne, est ici inclus dans une enceinte ovalaire à contrefort héritée du modèle du *shell-keep* anglo-normand du XIIe siècle, comme à La Brède. Le même type de muraille d'enceinte à archères et à contreforts, certains portant des échauguettes, se retrouve au proche château de Pujols, qui eut les mêmes possesseurs que Rauzan aux XIIIe et XIVe siècles. Probablement d'importance secondaire au plan résidentiel, Pujols ne conserve pas de souvenir d'une tour maîtresse ou d'un «donjon». A Rauzan, la modernité s'exprime justement dans cette tour maîtresse ostentatoire, par le choix du volume cylindrique élancé, formule assez rare en Guyenne jusqu'alors, et par la relative sophistication de la batterie d'archères en croix pattée qui en percent les étages. Le logis se signale quand à lui, par l'ambition monumentale de sa façade sur cour, dont le couronnement défensif plus prestigieux que vraiment opérationnel, est exceptionnellement bien conservé.



Fig. 27. — Détail d'une fenêtre du logis (E).  
(cl. C. Corvisier).

L'évolution architecturale de cet ensemble à la fin de l'âge gothique, entre le milieu du XVe siècle et le premier quart du XVIe siècle, révèle une volonté d'accroissement du confort, avec adjonction des poncifs architecturaux du temps - à la mode depuis près d'un siècle - que sont la «grande vis» dans une tourelle hors-œuvre et les cheminées multiples. Point d'originalité particulière, mais une certaine habileté des maîtres d'œuvre à combiner entre eux des bâtiments résidentiels apparemment hétéroclites par leur mise en œuvre et leur formes, comme ajoutés au «coup par coup» en adossement de la muraille d'enceinte. L'oriel qui est venu compléter la grande vis peu après sa construction pour concentrer les distributions verticales est un bon exemple de cette ingéniosité compensant un certain manque d'unité du programme. Quant à ce défaut d'unité même, cette juxtaposition de logis, il semble qu'on puisse l'expliquer en partie par une situation de partage de droits sur le château entre divers membres d'une même famille, que laissent entrevoir les sources pour cette époque.

# *Le Franc notre monnaie au cours des siècles*

par Pierre Lecœur

## **Introduction**

Demain, à la charnière des millénaires, va s'achever pour notre franc français une longue histoire qui a empreint fortement la mentalité collective. De par son terme même le franc s'affirme tellement consubstantiel à la France que l'on inclinerait à supposer qu'il en a depuis toujours constitué l'unité monétaire.

Il n'en est rien. Car si c'est au Moyen Age qu'il a été créé, dans une circonstance difficile, il a connu par la suite des phases d'éclipse et de retour, puis une carrière brillante au XIXe siècle et jusqu'en 1914, enfin le déclin.

Nous allons suivre ces cheminements historiques.

## **Les premiers francs d'or**

### **Le "franc à cheval" 1360-1365**



Fig. 1. — Franc à cheval de Jean II (avers).

1356. Le roi Jean II est fait prisonnier le 19 septembre à la bataille que près de Poitiers livre à ses troupes l'armée anglaise conduite par le prince héritier Edouard Plantagenêt, dit le Prince Noir, qui deviendra plus tard un Bordelais bon teint. Le captif est conduit à Bordeaux, puis transféré rapidement à la Tour de Londres.

Dès lors il s'agit, comme il était de règle à l'époque, de négocier sa rançon. Début 1358 un premier projet de traité à ce sujet est présenté par la chancellerie anglaise à Jean II qui non sans légèreté l'accepte, mais il est rejeté par la régence qu'assume en France le fils aîné du roi, Charles de Valois, le futur Charles V. Un autre projet de convention, dit de Londres, est établi, daté du 24 mars 1359, qui fait l'objet d'un nouvel accord du roi puis d'un nouveau refus de la part du régent. L'un et l'autre de ces actes posent en effet des conditions financières si draconiennes que les responsables en charge du royaume, au premier chef le prince Charles, homme prudent et avisé, jugent impossible de les entériner sans péril, alors que le roi Jean, guerrier chevaleresque plus qu'administrateur appliqué, y voit seulement l'avantage de sa libération immédiate.

Les tractations reprennent donc, qui vont aboutir à un projet de traité, signé à Brétigny (près de Chartres) le 8 mai 1360 ; il est ratifié à Londres le 13 juin suivant par les deux rois d'Angleterre et de France, enfin confirmé à Calais le 24 octobre. Le montant de la rançon se trouve ramené à 3 000 000 de deniers d'or équivalant à 500 000 livres esterlins.

Jean II, qui laisse en Angleterre quatre fils en otages, rentre en France. Le 5 décembre, avant même d'atteindre Paris (le 13), il signe une ordonnance, dite de Compiègne, établissant "les aides pour la délivrance du roi" tout en promettant une monnaie solide avec la prescription que "les bons deniers d'or fin que nous avons ordonné être faits, appelés et nommés francs d'or fin, soient pris et mis pour 20 sols tournois la pièce". Tel est l'acte de naissance, tout à fait explicite, du franc.

Il convient de placer ces données monétaires dans leur contexte. Les règnes de Philippe VI (1328-1350) et de Jean II ont été marqués par de nombreuses altérations des pièces d'or comme d'argent, portant sur le titre, le poids ou le cours, du fait surtout de la guerre, de l'épidémie de peste noire (1347), voire de prodigalités.

Aussi ce n'est pas sans motifs que les volontés britanniques se montrent particulièrement précises, en indiquant (article 13 du traité de Brétigny) que les deniers de la rançon doivent se rattacher à l'unité monétaire anglaise, le noble d'or, à raison de deux pour un. Il y a lieu de rappeler que le noble, d'une valeur d'un tiers de livre, est une monnaie récente, de 1344, pratiquement la première en or en usage outre-Manche, à 24 carats de fin, dont le poids se trouve fixé depuis 1351 à 120 grains, soit 7,78 g. Le denier de la rançon doit donc avoir un poids théorique de quelque 3,89 g.

Il ne s'agit pas moins d'une somme colossale, de l'ordre de 11 2/3 tonnes d'or, dont on prévoit que les versements sont à échelonner comme suit : 600 000 écus dans l'immédiat, puis six annuités de 400 000.

Afin d'assurer le premier paiement, le roi impose lourdement non seulement le public mais les villes, les abbayes et autres collectivités. Toutefois, dans l'espace de quatre mois, seulement 400 000 écus environ entrent ainsi dans le trésor royal. C'est alors que la princesse Isabelle, fille de Jean II, va être en quelque sorte vendue au riche duc de Milan, Jean-Galéas Visconti, lequel en contrepartie de cette alliance flatteuse offre les 600 000 écus dus tout de suite aux Anglais.

Le reste de la rançon n'est par la suite acquitté que partiellement du fait des circonstances, en particulier la fuite de l'un des princes otages, Louis d'Anjou, et le retour consécutif du roi Jean à Londres dans les premiers jours de 1364, où il meurt le 8 avril suivant.

Cependant, la frappe ordonnée par lui des nouvelles espèces a débuté très rapidement : la première émission a lieu dès le 12 janvier 1361. Il s'agit de pièces rondes d'or totalement pur à 24 carats, d'un poids moyen de 3,885 g, d'un diamètre de 28,5 mm, et axées à 5 heures. Ce franc vaut 20 sols, c'est-à-dire une livre tournois, monnaie de compte.

Il se présente ainsi :

- au droit, le roi, revêtu d'une armure fleurdelisée et coiffé d'un heaume couronné aux fleurs de lis, galope à gauche sur un cheval caparaçonné d'une housse brodée de fleurs de lis, en tenant de la main gauche la bride, et en brandissant de la droite obliquement vers l'avant l'épée nue.

Inscription circulaire, précédée d'une fleur de lis :

IOHANNES : DEI : GRACIA : FRANCORV : REX

- au revers, dans un quadrilobe accosté de quatre trèfles, une croix fleuronnée à petit quadrilobe central portant un point.

Inscription circulaire, précédée d'une croixette :

XPC (VINCIT (XPC (REGNAT (XPC (IMPERAT

Ce premier franc, somptueux, dont l'iconographie s'inspire manifestement des sceaux, est aussitôt dénommé communément "franc à cheval". Comme par bravade le souverain s'y trouve figuré en lutteur intrépide courant sus à l'ennemi. Le mot franc, bien sûr, n'y apparaît pas comme tel, mais la titulature de roi des Francs, datant du rare écu d'or de Louis IX, et reprise récemment sur diverses pièces blanches, se montre suffisamment significative.

Quant à l'invocation religieuse au revers, prise de la messe des Laudes à Pâques, elle aurait servi parfois de cri de guerre aux chevaliers francs de la première Croisade, et elle est exprimée sur nombre de monnaies royales depuis saint Louis.

Créé sous la contrainte, le franc à cheval n'en est pas moins conçu comme une unité forte, et le pivot d'une réforme devenue indispensable après les turbulences monétaires des décennies précédentes. L'excellence de l'aloi, le respect du poids, la qualité de l'image répondent au souci que des théoriciens de l'époque ont de restaurer ce qu'ils appellent la monnaie droite, appropriée au bien public, comme assurant la stabilité des prix, et donc appartenant davantage à la collectivité qui l'utilise qu'au prince émetteur. Telles s'affirment notamment, dans son "Traicté des Monnoyes" (*De origine, natura, jure et mutationibus monetarum*) de 1355, les théories de Nicolas Oresme, économiste et évêque, conseiller des rois Jean II et Charles V.

## Le "franc à pied" 1365-1385

Lorsqu'il succède à son père, Charles V poursuit d'abord, à son propre nom, dès le 3 septembre 1364, l'émission du franc à cheval, brièvement.

Par une ordonnance du 20 avril 1365 une autre pièce d'or est créée, officiellement désignée "denier aux fleurs de lys", qui dans le langage courant prend vite l'appellation de "franc à pied" du fait de sa typologie.

De même titre, 24 carats, et de même poids que celui à cheval, mais d'un diamètre de 27 mm, et axée à 5 heures 30, elle demeure équivalente à la livre tournois.

Ce franc à pied (sous réserve de multiples variantes de détail), présente :

- au droit le roi, couronné, debout de face sous un dais à pinacles, vêtu de la cotte de mailles sur laquelle est passée une tunique fleurdelisée ; la main droite tient l'épée levée, la gauche la main de justice dressée ; les pieds sont posés sur une marche ornée de sautoirs ; le fond du champ meublé de deux fois sept fleurs de lis.

Inscription circulaire :

KAROLVS (DI (GR (FRANCORV (REX

- au revers, dans un quadrilobe anglé accosté de huit petits lis, croix fleuronnée, à point central, cantonnée de deux lis (en 1 et 4) et de deux couronnes (en 2 et 3).

Inscription circulaire, précédée d'une croixette :

XPC (VINCIT (XPC (REGNAT (XPC (IMPERAT

Cette monnaie stable est frappée à Paris et en province tout au long du règne du roi jusqu'en 1380, exemplaire d'une gestion monétaire saine, volontariste, sagement poursuivie.

Ce système est maintenu encore dans les premières années de son successeur, Charles VI, mais abandonné en 1385 avec la création de l'écu d'or à la couronne.

A la fin toutefois de ce règne des plus bouleversés, et au sein d'émissions guère ordonnées, la production d'un franc d'or, à cheval, va être reprise, fort petitement, en vertu d'ordonnances du régent Charles, le dauphin, du 12 septembre 1422, puis du même devenu le roi Charles VII du 4 novembre 1423. Cette monnaie, éphémère, est aussi à 24 carats, mais d'un poids réduit à 3,06 g.

Disparaît ensuite pour plusieurs siècles le franc d'or.

## Les francs d'argent 1575-1642

Et c'est seulement un siècle et demi plus tard que va renaître l'appellation franc, sous la forme, cette fois, d'une pièce d'argent, d'un franc blanc.

Par lettres-patentes du 31 mai 1575 exécutoires au 26 juillet suivant, le roi Henri III institue une monnaie d'argent lourde, qui équivaut à une livre tournois (bien altérée depuis des années) en lui donnant le beau nom de franc.



Fig. 2. — Franc d'argent d'Henri III.

Cette pièce à l'aloi de 833/1000 d'argent et d'un poids de 14,188 g supplante le teston, à 899/1000, qui pesait 9,598 g. Elle s'accorde au titre des daldres philippes des Pays-Bas espagnols devenus courants en France et périodiquement décriés en vain : on peut dès lors refondre ceux-ci sans affinage ni alliage. Le franc doit s'accompagner d'un demi-franc et d'un quart, selon des modules respectifs de 34,30 et 28 mm.

Tous offrent à l'avvers l'effigie royale personnalisée, à droite, en buste lauré et cuirassé ; au cou ressort soit un col, soit une fraise.

Inscription circulaire :

HENRICVS III D. G. FRANC. ET POL. REX

comportant la double titulature de France et de Pologne. La marque d'atelier se trouve sous le buste ou à l'exergue, le millésime fréquemment aussi.

Le centre du revers est rempli par une croix feuillue fleurdelisée portant en cœur la lettre H. Inscription circulaire, précédée d'une croixette :

SIT•NOMEN•DOMINI•BENEDICTVM

formule religieuse tirée du psaume 112 et utilisée déjà sur le gros tournois de Louis IX (1266).

La mise en circulation du franc et du demi-franc se fait à partir de 1577, mais la frappe du franc, trop facilement rogné, cesse dès 1585 (ce que vient confirmer une déclaration royale du 13 octobre 1586), tandis que débute à ce moment seulement le tirage du quart de franc.

Ces quarts et ces demis continuent de courir après la mort violente en 1589 de Henri III, non sans subir un moment la concurrence de monnayages de la Ligue qui contrôle une partie du royaume. Ici et là de 1590 à 1592 celle-ci en frappe au nom du roi défunt.

Cependant, Henri IV, successeur légitime de son cousin Henri III, assoit progressivement son pouvoir sur l'ensemble du pays. A dater de 1594 il émet à sa propre effigie des demis et des quarts analogues aux précédents, mais à la titulature de roi de France et de Navarre.

Ces productions se poursuivent après l'assassinat du roi en 1610, sous le règne de son fils Louis XIII, selon 16 types différents pour le demi-franc et 9 au moins pour le quart, au fur et à mesure de l'avancement en âge du souverain.

La physionomie change. Le buste, toujours à droite, est lauré ou pas, cuirassé ou pas, l'habit pourvu d'un col large ou étroit, plat ou tuyauté. Bien entendu, c'est la lettre L qui s'inscrit au centre de la croix du revers.

Cet état de choses dure jusqu'à la réforme prescrite par l'ordonnance du 23 septembre 1641 qui instaure une nouvelle espèce, le louis d'argent, de 60 sols. Les derniers quarts de franc sont datés de 1641, les derniers demis de 1642.

Dès lors le franc cesse d'exister comme espèce métallique tout en demeurant monnaie de compte à l'instar de la livre, et volontiers utilisé par le public comme tel indifféremment avec elle, dans la suite du XVIII<sup>e</sup> siècle et au cours du suivant.

## Etablissement du franc décimal 1795

Il faut attendre les dernières années du XVIII<sup>e</sup> siècle pour que soit créé un franc monétaire nouveau, le nôtre aujourd'hui encore, en voie d'absorption dans l'euro.

On connaît les difficultés puis la débâcle financière qui ont découlé des politiques pratiquées par les gouvernements successifs dès avant la Révolution de 1789, et surtout au cours de celle-ci. Les espèces sonnantes (dont les dernières sont frappées en 1793) disparaissent de la circulation, tandis que dès 1791 y entrent les assignats, monnaie de papier émise en quantités de plus en plus considérables, et finalement sans mesure.

On se trouve devant une banqueroute de fait. C'est cette contrainte qui, s'accompagnant d'un certain apaisement des esprits, va conduire à instituer un régime monétaire neuf, approprié.

Les principes du système sont posés en 1795 par la Convention moribonde :

- un décret du 18 germinal an III (7 avril 1795), relatif à l'uniformisation des poids et mesures, établit que le régime monétaire sera décimal, avec pour unité le "franc",
- puis deux décrets du 28 thermidor suivant (15 août 1795) explicitent les modalités, en confirmant par le titre I du premier, article 1, que "l'unité monétaire portera désormais le nom de franc", et en précisant dans son titre II qu'il sera fabriqué des pièces d'argent à 900/1000 de fin, de 5,2 et 1 francs, pesant respectivement 25,10 et 5 g ; le second décret ajoute l'émission de monnaies d'or, aussi à 900/1000, d'un poids de 10 g, sans nominal défini.

En fait, seules vont être frappées, dès l'an IV, où le Directoire est entré en fonction le 4 brumaire (26 octobre 1795), les pièces de 5 francs en argent, d'un module de 37 mm. Elles présentent, gravé par Dupré, le type que le premier décret du 28 thermidor avait pris soin de décrire :



Fig. 3. — 5 francs Directoire.

au droit, "la figure d'Hercule, unissant l'Egalité et la Liberté, avec la légende Union et Force" ; au revers, "deux branches enlacées, l'une de chêne, l'autre d'olivier, avec la légende *République Française*", puis au centre "la valeur de la pièce" et "en chiffres arabes, l'an de l'ère républicaine" (débutée le 22 septembre 1792) ; à l'exergue, "le signe indicatif de l'atelier monétaire" ; la tranche porte "ces mots *Garantie Nationale*".

Sous les vocables communs d'écu ou de thune, cette pièce symbolique de 5 francs, la plus courante de toutes, traversera sans altérations les vicissitudes politiques du XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'à l'arrêt de sa frappe après 1878. Simplement, chaque régime lui impose son imagerie, de république, d'empire ou de royauté. L'Hercule initial repris plusieurs fois, nous reste assez familier puisqu'il est réapparu sur les 10 et 50 francs argent des années 1960/70.

## Le franc "Germinal" Création - 1803

C'est sous le Consulat, instauré le 20 brumaire an VIII (11 novembre 1799) que se produit l'événement monétaire majeur dans une France rétablie : la création d'un franc fort, celui que nous connaissons comme le "franc Germinal".

Il durera, sans à-coups importants, jusqu'en 1914, devenant au fil du temps par sa stabilité un exemple de monnaie saine, non sans influence sur nombre de devises étrangères, voire le signe d'une sorte d'âge d'or mythique.

La loi adoptée le 7 et promulguée le 17 germinal an XI (28 mars et 7 avril 1803) établit un système d'ensemble embrassant, sur la base d'un bimétallisme calculé, fortes et faibles valeurs, en or et en argent :

- le franc se définit par 5 g d'argent au titre de 9/10, et le poids d'or contenu dans un franc doit être 15 1/2 fois moindre,
- en matière d'or, l'unité correspond donc à 322,58 mg à 900/1000 (soit 290,322 mg d'or pur) ; il sera frappé des pièces de 40 et de 20 francs, de 26 et 21 mm, de diamètre, pesant 12,90 et 6,45 g,
- en matière d'argent, toujours à 900/1000, doit se poursuivre la fabrication des 5 francs et être entreprise celle de pièces de 2 et 1 franc (s), de 27 et 23 mm, et 10 et 5 g.

Toutes ces espèces présentent la même typologie :

- au droit, l'effigie tête nue de Bonaparte, par Tiolier, à gauche sur celles d'or, à droite sur celles d'argent, avec l'inscription circulaire *Bonaparte Premier Consul*,
- au revers, le nominal entre deux branches d'olivier, avec l'inscription circulaire *République Française*, et en bas l'année républicaine ainsi que la lettre d'atelier,

- sur la tranche, la formule *Dieu protège la France* (sauf sur le 1 F où la tranche est seulement spiralée et striée).

Dès l'an XI sortent les 40, 20, 5 et 1 F, de même qu'un demi-franc, de 18 mm et 2,50 g, dont le nominal est exprimé en lettres et la tranche marquée de barres et de points. Les premiers 2 F datent de l'an XII. Cette même année commence la frappe d'un quart de franc, de 15,3 mm et 1,25 g, de type analogue au demi, mais avec l'abréviation *Rép. Fra.*

Rappelons qu'à cette époque existent déjà, libellés aussi en francs, des billets de la Banque de France, créée début 1800, de montants très élevés, 1 000 et 500 francs, en faibles quantités, remboursables bien sûr à tout moment en numéraire.

## Sous le Premier Empire 1804-1814

L'an XII voit la fondation de l'Empire, par le sénatus-consulte du 28 floréal (18 mai 1804), selon lequel "le gouvernement de la République est confié à un Empereur qui prend le titre d'Empereur des Français". Il s'ensuit que l'inscription à l'avvers des pièces devient *Napoléon Empereur*, tandis que subsiste au verso la mention *République Française*. L'effigie, retouchée, est signée de Droz et Tiolier sur les monnaies d'or, de Brunet et Tiolier sur les 5 F (où elle sera modifiée à nouveau l'année suivante), de Tiolier seul sur les autres pièces d'argent.

A fur et à mesure du déroulement du règne les changements se montrent juste formels, quoique significatifs, tandis que tend à devenir familière l'appellation "napoléon" pour la pièce de 20 F :

- en 1806 on revient à l'ère grégorienne, le calendrier républicain étant aboli,
- courant 1807 à Paris puis à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1808 en province, la tête du souverain se pare d'une couronne de laurier,
- en 1809 (selon décret du 22 octobre 1808) l'expression *Empire Français* est substituée à *République Française*.

Entre temps, l'effigie souveraine est plusieurs fois rectifiée. Notons aussi que la production du quart de franc cesse après 1809.

Puis les ruptures de régime politique en 1814 et 1815 vont impliquer des révisions obligées de l'iconographie, sans atteinte aux fondements du système monétaire.



Fig. 4. — 40 francs Premier Empire.

## Sous la Restauration 1814-1830

La première Restauration, du 3 mai 1814 au 20 mars 1815, émet uniquement des 20 F or et 5 F argent, à un type entièrement nouveau :

- l'avvers reçoit le buste habillé du roi, tête nue, à droite ou à gauche respectivement, gravé par Tiolier, avec la désignation *Louis XVIII Roi de France*,
- au revers, entre deux branches d'olivier se dessine l'écu couronné aux armes royales, à trois fleurs de lis posées deux et une, avec la mention circulaire *pièce de 20 ou de 5 francs*, et le millésime,
- sur la tranche il est écrit *Domine salvum fac Regem*, la traditionnelle invocation prescrite à la fin de la grand'messe du dimanche.

Survient l'intermède des Cent-Jours, jusqu'au 22 juin 1815. On revient alors aux pièces impériales de 20, 5 et 2 F, mais datées 1815.

Sous la seconde Restauration dans la suite de cette année 1815 s'ajoute aux frappes ayant précédé les Cent-Jours une pièce d'or de 20 F analogue produite à Londres durant l'exil du roi (graveur T. Wyon junior).

Dès l'année 1816, les émissions sont amplifiées, sur le modèle de 1814, gravées désormais par Michaut ; toutes portent au droit le buste nu du roi, et au revers les armoiries mais sans autre mention de nominal que le montant en chiffres et la lettre F. Il s'agit, en plus des 20 F or et 5 F argent, d'espèces de 40 F or ainsi que 2,1 et 1/2 F argent (cette dernière à tranche lisse) ; à partir de 1817 on refraappe aussi un quart de franc, par Tiolier, de module amoindri, 15 mm, sans rameaux au revers, et à tranche lisse.

C'est de cette époque que date le retour de l'expression "louis", reprise de l'Ancien Régime, pour désigner la pièce de 20 F or, nonobstant les différences de poids, dimension et teneur d'avec les monnaies du XVIII<sup>e</sup> siècle.

Lorsque Louis XVIII décède en 1824, l'effigie de son frère et successeur Charles X, tête nue, remplace la sienne sur l'ensemble des pièces ; la gravure du quart de franc est confiée à Michaut, tandis que celui-ci signe avec Tiolier les 5,20 et 40 F.

## Sous Louis-Philippe 1830-1848

L'installation le 9 août 1830 d'une monarchie nouvelle, qui durera jusqu'au 24 février 1848, n'altère en rien le système monétaire de Germinal, mais elle s'accompagne tout de suite d'une mise en conformité de la typologie.

Dès 1830 Tiolier grave pour les 20 F or et 5 F argent la tête nue, à gauche ou à droite, du roi-citoyen avec l'inscription circulaire *Louis Philippe I Roi des Français* ; au revers,

l'écu fait place au nominal et au millésime entre branches de laurier ; et la formule *Dieu protège la France* se retrouve sur la tranche. Une pièce analogue de 1 F, à tranche striée, sort l'année suivante.

Puis, courant 1831 et 1832, toutes les gravures sont revues par Domard, du 40 F au 1/4 de franc, et l'effigie souveraine est ceinte de feuilles de chêne ; les pièces d'argent, à l'exception du 5 F, ont la tranche striée.

La frappe du 40 F est arrêtée, définitivement, en 1839, celle du quart et du demi-franc en 1845, remplacés par des 25 et 50 centimes (la dénomination demi-franc reviendra 120 ans plus tard). Dès lors les seules espèces exprimées en francs demeurent les 20, 5, 2 et 1 F.

De son côté, la Banque de France met en circulation en 1846 un billet de 5 000 F (en 4 000 exemplaires), puis en 1847 une coupure de 200.

### Sous la IIe République 1848-1852

La IIe République est proclamée le 24 février 1848 ; elle disparaîtra le 2 décembre 1852. Aussitôt se produisent des changements importants en matière monétaire.

D'une part, le 15 mars le cours forcé du franc est, pour la première fois, imposé (et l'Institut d'émission se hâte d'émettre une vignette de 100 F) ; la convertibilité sera rétablie seulement en 1850, le 1er août.

D'autre part, un concours est ouvert, jusqu'à fin octobre, aux artistes en vue de créer une figuration républicaine symbolique sur les monnaies ; il donne lieu à une multiplicité d'essais et d'épreuves.

En attendant que ceux-ci aboutissent on reprend simplement, à titre provisoire, selon décret du 3 mai, des sujets datant de la Révolution, pour les deux seules espèces alors frappées :

- le 20 F or reçoit à l'avvers le Génie, dessiné par Dupré pour des pièces du temps de la première Assemblée Constituante en 1791, celui qui, nu et ailé, debout à droite, grave sur une tablette le mot *Constitution*, avec dans le champ faisceau à gauche et coq à droite, et l'inscription semi-circulaire *République Française* ; au revers s'inscrivent le nominal et le millésime dans une couronne de chêne, entourée de la devise *Liberté Egalité Fraternité* ; sur la tranche, *Dieu protège la France* ;

- quant au 5 F argent, il retrouve, à quelques détails près, son image initiale, de l'an IV, due à Dupré aussi ; au droit, Hercule debout de face entre Liberté et Egalité, avec la devise républicaine ; au revers, nominal et millésime entre deux branches de chêne et d'olivier, et mention *République Française*.

C'est en 1849 que vont apparaître les types choisis comme définitifs à la suite du concours, mais que les circonstances ne laisseront en usage que peu d'années.

Le nouveau 20 F or, par Merley, présente à l'avvers la tête à droite d'une Cérès ceinte de feuilles de chêne et d'épis, la chevelure nattée en chignon par derrière, collier de perles au cou, et à l'oreille un pendentif en forme de niveau ; dans le champ, à gauche faisceau, à droite rameau d'olivier, le millésime à l'exergue ; devise républicaine circulairement. La tranche reste inchangée.

Le 5 F argent, par Oudiné, ainsi que les 2 et 1 F dont le tirage recommence, montrent au droit une autre tête de Cérès, à gauche, sous une étoile, couronnée de chêne, olivier, marguerites et épis, avec autre chignon et autre collier, et l'inscription *République Française*, mais son front est ceint d'un bandeau qui porte le mot *Concorde* ; au revers, nominal et millésime entre les branches de chêne et d'olivier, et devise républicaine.

On y ajoute en 1850, c'est une innovation, une pièce d'or de 10 F, de 19 mm et 3,2 g, analogue à celle de 20, mais à tranche striée.

Déjà on s'achemine vers un régime politique de caractère présidentiel, qui va susciter une nouvelle révision de l'iconographie monétaire. En 1852 (décret du 3 janvier) où ne sont produites encore que des unités de base, 20 F or, 5 et 1 F argent, l'image de Cérès s'efface devant l'effigie, gravée par Barre, du prince-président, tête nue, à droite ou à gauche, entourée de sa désignation *Louis-Napoléon Bonaparte* ; au revers, les mots *République Française* remplacent *Liberté Egalité Fraternité*.

### Sous le Second Empire 1852-1870

Bientôt après, le Second Empire, proclamé le 2 décembre 1852, haute période financière s'il en fut, s'emploie à magnifier en plénitude, pendant près de deux décennies, le système de Germinal.



Fig. 5. — 100 francs Second Empire (avers).



Fig. 6. — 100 francs Second Empire (revers).

Dès 1853 règnent sur les avers des pièces de 20 F or, 2 et 1 F argent, l'effigie du souverain, tête nue, entourée de l'inscription *Napoléon III Empereur* ; au revers, il est écrit *Empire Français*.

Puis, avec les décrets des 12 janvier et 12 décembre 1854, le monnayage d'or prend une extension remarquable, tant en aval cette année même au nominal de 5 F (alors que, sous une forme renouvelée, se poursuit la frappe de l'écu d'argent) qu'en amont en 1855 à de fortes espèces, de prestige, de 50 et de 100 F.

Le 5 F or, par Barre, de 14,4 mm et 1,612 g, à tranche striée, offre la même typologie que le 20 F, comme aussi la pièce de 10 F or, à nouveau émise à dater de 1854 mais au module, réduit, de 17,2 mm.

Il en va tout autrement des 50 et 100 F, de la main de Barre également, qui font répondre majestueusement à l'effigie de Napoléon III un revers aux grandes armes de l'Empire :

- dans un écu rectangulaire à fond d'azur posé sous un dais couronné brodé et moucheté d'hermines, l'aigle d'or dynastique, de face, le bec à droite, s'éploie en empiétant un foudre,
- l'écu est entouré du grand cordon de la Légion d'honneur tandis que brochent en sautoir le sceptre à droite et la main de justice à gauche,
- le nominal et la dénomination s'inscrivent de chaque côté, la mention *Empire Français* semi-circulairement, l'atelier et le millésime à l'exergue.

Cette représentation significative a été créée l'année précédente par le graveur Bouvet pour la mise à jour de la pièce de 5 F argent ; seulement, l'effigie s'y tourne, comme d'usage, vers la gauche, et l'aigle se tient dans un écusson rond.

Bien qu'en principe les types monétaires se trouvent de la sorte réglés, plusieurs modifications interviennent dans la suite du règne ;

- courant 1855, les modules des 5 et 10 F or sont l'un élargi à 16,7 mm, l'autre rétabli à 19,
- en 1861 la tête impériale devient laurée sur les 20 F or et 5 F argent, et l'année d'après sur les autres espèces en or (tandis que le module du 5 F or est fixé à 17 mm), enfin en 1866 sur les 2 et 1 F, dont les revers sont désormais revêtus des armes de l'Empire dans un écu rond,
- dans le même temps, le titre de ces deux dernières pièces, mais non celui de l'écu de 5 F, est abaissé à 835 millièmes de fin (lois des 25 mai 1864 et 14 juillet 1866) pour tenir compte de l'évolution des cours internationaux du métal.

La diffusion de l'ensemble de ce monnayage relativement complexe se révèle de plus en plus considérable puisqu'il ne comprend pas moins de huit unités (dont deux pour le même nominal, si utilisé, de 5 F), et qu'il est appelé à pourvoir jusqu'aux besoins les plus importants.

Et, bien sûr, continuent de circuler concurremment les billets de la Banque de France, qui lance en 1864 celui de 50 F.

1870 approche : la guerre à la Prusse est déclarée le 18 juillet, le 12 août le cours forcé rétabli, le 4 septembre l'Empire renversé.

### Sous la IIIe République 1870-1914

Le Gouvernement de la Défense nationale, qui se transfère à Bordeaux, limite d'abord ses frappes aux pièces les plus nécessaires, de 5 et 2 F argent, en se référant à une figuration appropriée à son établissement, non sans quelque flottement.

C'est ainsi qu'avant la fin de l'année 1870 trois types de l'écu de 5 F se succèdent :

- le provisoire Oudiné, qui n'est autre que la reprise du 5 F de 1849 de la IIe République à tête de Cérès, mais avec au revers le nominal et le millésime entre deux branches d'olivier, et sans la devise *Liberté Egalité Fraternité*,
- l'Oudiné rectifié, soit le même, mais avec cette formule réinscrite,
- le Dupré définitif, c'est-à-dire la pièce à l'Hercule de 1848, elle-même similaire à l'écu de l'an IV.

L'atelier de Bordeaux sort uniquement (non sans variantes de détail) le 5 F provisoire Oudiné.

Quant au 2 F, on le traite à Paris sous les deux formes du 5 F Oudiné, et à Bordeaux du seul provisoire.

Dans le cours de l'année suivante, 1871, la production de Bordeaux s'aligne sur celle de la capitale ; et chaque atelier fabrique une pièce de 1 F sur le type définitif du 2 F. La Commune de Paris dans sa courte existence s'en tient, quant à elle, à la frappe du 11 au 24 mai, sous l'autorité de son délégué Camélinat, du 5 F Dupré à l'Hercule.

En 1871 aussi, Paris reprend le tirage du 20 F or, analogue à celui de Dupré au Génie de 1848.

En même temps, la Banque de France émet à l'usage d'un public plus large des coupures de faibles montants : en 1870 25 F, retiré trois ans plus tard comme mal commode ; en 1871 20 F ; 5 F en 1872.

Mais il faut attendre 1878, où le régime républicain se trouvant mieux assis, les affaires ayant grandement prospéré, et la convertibilité ayant pu être rétablie (le 1er janvier), pour que recommence la fabrication de monnaies

d'or de 100 et de 50 F, sur lesquelles va s'inscrire le type traditionnel du Génie, hérité de la fin du siècle précédent.

1878 est aussi la dernière année de production des écus d'argent de 5 F.

Puis tout au long des décennies 80 et 90 les frappes des diverses unités se font intermittentes, tandis que leur typologie demeure immobilisée. En 1895 encore, lorsqu'on se remet, après quelque 25 ans d'interruption, à sortir des pièces de 10 F or, elles sont sur le modèle du 20 F Merley de 1849 à tête de Cérès.

C'est seulement dans les ultimes années du siècle que la monnaie de Paris vient à manifester une relative créativité, plus ou moins en style d'époque, en modifiant l'aspect de certaines pièces.

En 1898 celles de 2 et 1 F reçoivent à l'avvers, œuvre de Roty, la Semeuse au bonnet phrygien d'où s'échappe librement une abondante chevelure ; elle s'avance à gauche, pieds nus, besace sous le bras gauche, en jetant de sa main droite le grain... contre le vent ! alors qu'un soleil radieux se lève sur l'horizon. Devenue vite populaire cette figure demeure, presque telle quelle, celle de nos pièces actuelles de 2,1 et 1/2 F, en attendant de se dessiner, demain, sur l'avvers des 50, 20 et 10 centimes d'euro, version française.



Fig. 7. — 1 franc Semeuse 1898.

En 1899 les espèces d'or de 20 et 10 F sont modernisées aussi, gravées par Chaplain : à l'avvers, la tête de Marianne, la République, à droite, coiffée d'un bonnet phrygien orné d'un rameau de chêne ; au revers, un coq rengorgé, bien gaulois, dressé sur ses ergots.

Désormais, jusqu'à la Grande Guerre, tandis que se maintiennent intangibles les principes monétaires de Germinal, les pièces de la Belle Epoque libellées en francs offrent trois types :

- les 100 et 50 F or, dont les dernières sont émises respectivement en 1913 et dès 1904, au Génie écrivant une Constitution,
- les 20 et 10 F or, au coq,
- les 2 et 1 F argent, à la Semeuse.

Les mots *République Française* ainsi que *Liberté Egalité Fraternité* sont écrits sur toutes. Quant à la formule *Dieu protège la France* subsistant sur la tranche des monnaies d'or de 20 et 100 F la République laïcisée la supprime en 1907, en y substituant sa devise *Liberté Egalité Fraternité*.

Par ailleurs, on ne saurait pas ne pas évoquer la constitution au cours de ces périodes, déjà à partir de 1865, autour du franc français d'une sorte de préfiguration souple de l'Europe monétaire d'aujourd'hui, l'Union latine. Celle-ci regroupait quatre, puis cinq pays européens - France Belgique, Suisse, Italie et Grèce - engagés à frapper les uns et les autres des pièces d'or et d'argent de mêmes module, poids et titre, répondant à des parités fixes, et à recevoir sans distinction dans leurs caisses publiques ces espèces respectives. Ce bel agencement sombra en 1914.

## Les francs modernes

### Durant la Grande Guerre 1914-1918

En 1914 en effet tout l'édifice monétaire national et européen s'effondre d'un coup, à jamais. Institution tenue volontiers pour pérenne, le franc révèle sa vulnérabilité.

Le 3 août la France entre en guerre. Le 5 est suspendue, et cette fois pour toujours en fait, la convertibilité des billets en espèces ; autrement dit, le billet qui n'est qu'une dette de l'Institut d'émission payable en monnaie légale est devenu lui-même la monnaie légale, et la seule.

Il n'y aura plus de véritables frappes d'or, et assez peu, plus tard, en argent. Face au billet de banque omnipotent, le franc métallique n'aura plus qu'une fonction d'appoint, sous la forme de monnaies d'alliages quelconques, et de moindre valeur.

Durant la Grande Guerre même on ne produit plus que des pièces de 2 et 1 F, alors que fonctionne à plein la planche à billets, dont le 10 F, créé en 1916. Les espèces d'or sont thésaurisées, et la Banque de France s'efforce d'en obtenir du public le versement volontaire, contre la remise d'une sorte de certificat civique.

### Dans l'entre-deux-guerres 1919-1939

Il en va ainsi jusqu'en 1920, où la monnaie divisionnaire vient à faire défaut ; les Chambres de commerce de Paris et de province sont alors autorisées à émettre à leur nom des pièces de nécessité, en bronze d'aluminium (91 % de cuivre, 9 % d'aluminium), gravées par Domard. Les premières, de 2 et 1 F, de 27 et 23 mm, 8 et 4 g, sont mises en circulation courant 1921, les dernières (dont 50 centimes) en 1929.

Elles représentent à l'avvers Mercure assis à gauche, tenant en main droite le caducée, avec inscription circulaire *Commerce Industrie*, et millésime à l'exergue ; au revers, la mention centrale *Bon pour 1 ou 2 franc (s)*, et l'inscription circulaire *Chambres de commerce de France*.



Fig. 8. — 2 francs Chambres de commerce 1924.

Cependant, à partir de 1926 une prospérité économique croissante et une politique monétaire volontariste assurent au franc, erratique depuis 1914, une certaine stabilisation de fait, que les pouvoirs publics entendent officialiser.

Tel est l'objet de la loi du 25 juin 1928, qui en prévoyant le retour à une relative convertibilité toute théorique fixe une définition nouvelle de l'unité monétaire à 65,5 mg d'or de 900/1000 de fin, soit une chute de plus de 80 % de la valeur du franc Germinal. Ce franc Poincaré devait donner lieu à l'émission de pièces d'or de 100 F, ainsi que d'espèces d'argent de 20 et 10 F à 680/1000, pesant 20 et 10 g.

En fait, seules ces dernières sont frappées, à partir de 1929. Ces 20 et 10 F, de 35 et 28 mm, gravés par Turin, comportent, en style contemporain, à l'avvers une tête laurée de République à droite, coiffée du bonnet phrygien, avec l'inscription *République Française* ; au verso, de haut en bas, entre deux épis verticaux et sur six lignes le nominal en chiffres, le mot *francs*, le millésime, et la devise *Liberté Egalité Fraternité* ; tranche striée.

Mais dès 1930 commence à se faire ressentir la grande crise mondiale, qui va persister pendant presque toute la décennie. La valeur du franc ne tarde pas à s'en trouver affectée, et ses expressions métalliques affaiblies.

Apparaissent en 1931 des pièces, gravées par Morlon, 2 et 1 F, de 27 et 23 mm, et 8 et 4 g, en bronze d'aluminium, avec à l'avvers une tête de République à gauche, couronnée de feuillages et d'épis, à bonnet phrygien, et au revers entre des cornes d'abondance le nominal et le millésime ; tranche lisse.

Surtout, suivent en 1933 deux pièces de 5 F (on n'en avait plus vu depuis 1878, le billet ayant suffi) en nickel :

- l'une, produite uniquement cette année-là, par Bazor, de 23,7 mm et 6 g : à l'avvers, tête à droite de République en bonnet phrygien ; au revers, entre des épis en oblique avec en bas grappe de raisin, la devise républicaine, le chiffre 5 et le mot *francs* ; tranche striée,
- l'autre, par Lavrillier, de 31 mm et 12 g : au droit, tête à gauche de République ceinte d'un rameau d'olivier ; au revers, les lettres RF, le nominal et le millésime avec guirlande d'olivier ; tranche lisse.



Fig. 9. — 5 francs Bazor 1933.

Courant 1938, on se met à utiliser pour elle un alliage de bronze et d'aluminium.

Cependant, à plusieurs reprises à partir de 1936 le franc est dévalué, par réductions de sa définition théorique en or, toujours à 900/1000 : 1er octobre 1936, le franc Auriol, flottant entre 49 et 43 mg ; 22 juillet 1937, le franc Bonnet, fixé à 43 mg ; 12 novembre 1938, le premier franc Reynaud, à 27,5 mg.

### Durant la guerre de 1939-1945

La guerre survient le 3 septembre 1939, s'accompagnant d'un immédiat contrôle des changes, et rapidement d'un gonflement considérable de la circulation fiduciaire. Le 29 février 1940, une nouvelle dévaluation fait se réduire le second franc Reynaud à 23,34 mg d'or à 900/1000.

Puis dès juin 1940, la valeur du franc est fixée impérativement par l'occupant allemand à un vingtième de reichsmark.

La IIIe République disparaît en juillet 1940, remplacée par l'Etat français, qui se maintient pendant presque tout le temps de la guerre, jusqu'à la libération du pays en 1944-1945.

A partir de 1941 la frappe des 2 et 1 F Morlon se fait en aluminium. Et cette même année réapparaît, petitement, la figuration, abolie depuis 1870, du dirigeant national, sur une pièce de 5 F en cupronickel, par Bazor, de 22 mm et 4 g, qui ne sera frappée qu'à ce seul millésime : elle montre au droit l'effigie, tête nue, à gauche, de celui-ci, avec l'inscription *Philippe Pétain Maréchal de France Chef de l'Etat* ; au revers, bâton de maréchal et francisque, avec le nominal, et devise *Travail Famille Patrie*.

Puis en 1942 et 1943 sortent en quantités, avec la même légende, des 1 et 2 F en aluminium, de 23 et 27 mm, 1,3 et 2,2 g, aussi par Bazor, portant à l'avvers la francisque et deux épis avec la mention *Etat français*, au verso le nominal, des feuillages de chêne et le millésime ; ces émissions prennent fin dans le cours de 1944.

Le rétablissement à ce moment de la légalité républicaine se traduit par le retour des pièces d'avant-guerre à l'effigie de Marianne, de 1 et 2 F Morlon, en aluminium.

## Sous la IV<sup>e</sup> République 1945-1958

Les événements de la guerre ont fait s'accroître la dépréciation du franc non sans provoquer une redistribution contestée des énormes disponibilités en billets de banque. C'est pourquoi une décision sans précédent des pouvoirs publics impose la démonétisation et l'échange, du 4 au 15 juin 1945, de toutes les coupures de 50 F et plus (à cette occasion on met en circulation, entre autres, une vignette au nominal exceptionnel de 300 F). Un second échange a lieu en janvier 1948, seulement des billets nouveaux de 5 000 F.

Quant à la référence or du franc, officiellement maintenue, elle continue de décroître très vite. Contre 23,34 mg à 900/1000 en 1940, il ne représente plus le 24 décembre 1945, franc Pleven, que 8,29 mg, puis avec le franc Petsche du 16 août 1950 2,80 mg.

Dans la circulation métallique est reprise en 1945 la frappe du 5 F d'abord en bronze d'aluminium, bientôt en aluminium et réduit à 3,5 g ; on l'arrête en 1952. De même on retrouve, jusqu'en 1949, la 10 F Turin, mais aussi en aluminium, et de 26 mm et 7 g.

A cette dernière se substitue en 1950 une monnaie de bronze d'aluminium de 20 mm et 3 g, d'un type neuf, gravée par Guiraud : à une tête à gauche de Marianne à chevelure ondulée répond un revers avec coq à droite, branchage, nominal, millésime, et devise républicaine. En même temps sortent, de mêmes type et alliage, des 20 ainsi que des 50 F, de 23,5 mm et 4 g, et de 27 mm et 8 g respectivement - première utilisation de métal commun pour cette dernière valeur.

A dater de 1954, il en est de même pour une pièce de 100 F en cupronickel, de 24 mm et 6 g, par Cochet, avec à l'avant un buste de Marianne à droite porteuse de torche, et au revers des rameaux et épis près des mentions ordinaires.



Fig. 10. — 100 francs Cochet 1954.

## Sous la Ve République depuis 1958

La faiblesse de la devise nationale (chacun tend à devenir millionnaire dans une monnaie de définition infime) est arrivée à un degré tel que la République renouée va procéder à une opération qui se veut à la fois de vérité et de prestige, unique elle aussi dans notre Histoire.

Après avoir constaté, et entériné, de nouveaux reculs de sa valeur : 2,35 mg d'or pour le franc Pinay le 24 juillet 1958, puis 2 mg tout juste, à 900/1000, pour le franc Baumgartner le 27 décembre suivant, c'est sur cette base estimée saine qu'à cette date une ordonnance prescrit qu'au 1<sup>er</sup> janvier 1960 "il sera créé une nouvelle unité monétaire, dont la valeur sera égale à 100 F" ; elle s'appelle "nouveau franc".

Diviser autant le franc d'un jour à l'autre a pu apparaître comme une sanction réaliste des faits mais aussi comme la sauvegarde d'une certaine mystique, fétichiste peut-être, du franc fort.

Quoi qu'il en soit, ce "nouveau franc" de 1960, qu'il a été si ardu de faire entrer dans les habitudes, s'est traduit notamment par le lancement d'espèces métalliques adaptées :

- le 1 F Semeuse en nickel, de 6 g, selon Roty, qui court toujours,
- et un 5 F également Semeuse, mais en argent à 835/1000, de 29 mm et 12 g.

Ce retour à une monnaie d'argent pour la première fois depuis 1939 a été suivi par la production de deux autres de même métal mais à 900/1000, sans davantage de créativité dans l'iconographie puisque s'y trouve repris une fois de plus Hercule accosté de la Liberté et de l'Égalité, tel que tracé par Dupré en 1795 : il s'agit d'espèces de 10 F en 1965, de 37 mm et 25 g, puis de 50 F en 1974, de 41 mm et 30 g.

Ces pièces de prestige, les dernières en métal précieux, ont peu duré : jusqu'en 1969 quant au 5 F, 1973 le 10 F, et 1979 le 50 F. Celle-ci n'a pas été remplacée, tandis qu'à la première en a succédé une de type identique mais en cupronickel, et au 10 F une pièce de style moderne dessinée par Mathieu, en alliage de cuivre, nickel et aluminium, de 26 mm et 10 g, qui présente au droit une carte de la France, au revers des évocations des activités économiques. Ce 10 F a été lui-même remplacé à partir de 1988 par un autre en bronze d'aluminium et nickel, de 23 mm et 6,5 g, avec au droit le Génie de la Bastille, au verso le nominal.

Aujourd'hui circulent, en francs : un demi-franc nickel recréé en 1965 à l'image de la Semeuse (19,5 mm et 4,5 g) ; le 1 F Semeuse de 1960 ; depuis 1979 un 2 F Semeuse nickel presque analogue (26,5 mm et 7,5 g) ; le 5 F Semeuse de 1970 ; et le 10 F bicolore de 1988.

S'y sont ajoutées à partir de 1982 et jusqu'en 1998 un certain nombre de pièces commémoratives de personnalités ou d'événements, de 1, 2, 5, 10, 20 et 100 F, en nickel, en alliages divers, et même en argent à 900/1000 quant aux 100 F, en quantités fort variables. Elles ont été presque

toutes émises en une seule fois ; pour quelques-unes néanmoins le tirage a duré plusieurs années, c'est le cas du 100 F Panthéon de 1982, et surtout du 20 F Mont-Saint-Michel de 1992, qui, de par les quantités produites, a pu être considéré comme semi-circulant.

L'expression "nouveau franc" prend fin au 1<sup>er</sup> janvier 1963, et l'unité monétaire poursuit son évolution. Son ultime définition par rapport à l'or est celle du franc Giscard du 8 août 1969 : il pèse en tant que franc lourd 177,7 mg, soit quelque 180 fois moins que le franc Germinal.

Cette relation archaïque et fictive est abandonnée le 1<sup>er</sup> avril 1978. Dès lors, en droit comme en fait, le franc n'est plus qu'une abstraction, ou plutôt sa valeur se calcule au jour le jour en terme de devise, sur le marché des changes, où s'affirme la prédominance du dollar américain. Celui-ci, d'ailleurs, est inconvertible depuis le 15 août 1971, et dépourvu d'équivalence or depuis le 12 février 1973.

Débutent alors les étapes de l'euroisation monétaire. Le franc entre en 1973 dans le "serpent monétaire" au sein duquel on fluctue plus ou moins solidairement, puis en mars 1979 dans le Système monétaire européen, groupement perfectionné de flottement concerté, qui crée comme unité de compte l'écu, European Currency Unit. Celui-ci prélude, en en développant progressivement les chances, à l'unification internationale que concrétise depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1999 l'institution de l'euro, lequel correspond à 6,55957 francs.

Dès lors, l'euro se trouve être notre monnaie officielle, dont le franc représente simplement une fraction, non décimale.

## Conclusion

La fonction régaliennne de battre monnaie étant ainsi délaissée, l'euro doit au 1<sup>er</sup> janvier 2002 se substituer totalement aux devises nationales, faisant disparaître donc notre franc multiséculaire.

Que devient celui-ci en ses derniers jours ? Il se trouve représenté essentiellement par du papier de valeur conventionnelle, qui n'a cessé de s'affaiblir, plus ou moins. Quant à ses expressions métalliques, résiduelles, elles apparaissent médiocres en regard des splendides espèces du passé.

Il est certes curieux de constater que si son créateur en 1360 assimilait le franc à 20 sols nous le décomptions naguère encore pour 20 sous... Mais en fait dans tout le cours de sa longue histoire il s'est tenu, comme n'importe quelle monnaie, dans la dépendance étroite des évolutions économiques et politiques.

Celles-ci ont été particulièrement sensibles depuis deux siècles. Longtemps le franc a pu s'affirmer comme une monnaie de haute référence : rappelons qu'il a connu ailleurs de larges extensions, avec, outre l'Union Latine, les devises de plusieurs Etats vassaux de l'Empire napoléonien, et surtout de nos jours des frères voisins, suisse, belge et luxembourgeois, voire exotiques, francs de Djibouti, C. F. A., Pacifique, comorien, ruandais, chez certains desquels devrait survivre son appellation.

Puis, le franc a éprouvé, longuement aussi, des temps difficiles, de crises et de guerres. Bref, il a été notre compagnon de fortune, et d'infortune.

## *L'échec d'une canonisation au XVe siècle, le cas de Pey Berland*

par Susanne Wolf

A la fin du Moyen Age, la procédure de canonisation est désormais bien cadrée par l'Eglise romaine, en même temps, les canonisations effectives sont devenues fort rares<sup>1</sup>. Notre propos consistera à étudier une tentative se soldant par un échec, dont nous analyserons les causes, tout à la fois sur le plan des difficultés administratives, du contexte politique, et du fond du dossier, rapporté à l'idée que l'on se fait de la sainteté à ce moment. Le procès de canonisation, entrepris pour Pey Berland, tient d'abord, sur le plan local à la vénération qui s'attache à la mémoire de cet archevêque, et ce dans une situation politique très particulière. En effet, l'ancienne relation entre le pouvoir du roi-duc et le milieu ecclésiastique local, caractérisée entre autres par les nominations de chanoines à la cour souveraine de Guyenne comme celle de Theobaldus d'Agès, doyen de Saint-André, de Vincentius de Rivo, trésorier de Saint-André, Petrus Arnaldus de Vicecomitatu, doyen de Saint-Seurin<sup>2</sup> ou le conseiller Pey Berland, l'archevêque lui-même, s'était brisée en 1451-1453, avec la conquête de la Guyenne par les troupes de Charles VII.

Cela signifia pour les Bordelais la perte de leurs anciens privilèges et libertés, acquis sous la domination anglaise. Non seulement les structures administratives furent atteintes, mais naturellement le commerce fut affecté. De plus, les charges et les temporels ecclésiastiques subirent des empêchements et prélèvements. Quant au chapitre de Saint-André, il fut placé en 1456, sous le contrôle de l'archevêque "français", Blaise de Gréelle, conseiller de Charles VII, successeur de Pey Berland, contraint après trois ans de flot-

tements à se retirer. Le vieil archevêque «démis» mourut deux ans plus tard en 1458, en 1465, Blaise de Gréelle à son tour avait un successeur<sup>3</sup>. En moins d'une décennie, l'église de Bordeaux avait connu bien des tribulations, la figure de Pey Berland représentait un repère d'autant plus attachant.

Blaise de Gréelle se présenta dès le début comme justicier du roi face au chapitre, d'où plusieurs querelles, manifestant bien le fossé profond séparant l'archevêque de son chapitre. La liquidation de l'héritage de Pey Berland, qui avait institué comme héritier universel de ses biens person-

1. Vauchez, A., *La sainteté en Occident aux derniers siècles du Moyen Age. d'après les procès de canonisation et les documents hagiographiques*, (Bibliothèque des écoles françaises d'Athènes et de Rome 241), Rome, 1981, p. 72. Ries, M., *Heiligenverehrung und Heiligsprechung in der Alten Kirche und im Mittelalter. Zur Entwicklung des Kanonisationsverfahrens*, dans : *Bischof Ulrich von Augsburg (890-973). Seine Zeit, sein Leben, seine Verehrung. Festschrift aus Anlaß des tausendjährigen Jubiläums seiner Kanonisation im Jahre 933*, ed. Manfred Weitlauff, Weissenhorn, 1993, p. 152 et s.

2. Tous nommés juges le 23 mars 1433 ; Rymer, Th., *Fœdera, conventiones, literae et cujuscumque generis acta publica, inter reges Angliae et alios quosvis imperatores, reges, pontifices, principes, vel communitates, ab ineunte saeculo duodecimo vicesimo, ab anno 1101*, t. IV, pars IV, La Haye, 1740, p. 192.

3. *La conquête française (1429-1453). L'investissement de Bordeaux*, dans : Renouard, Y. (dir.), *Bordeaux sous les rois d'Angleterre Bordeaux*, 1965, p. 521.

nels à la fois son successeur, le chapitre Saint-André et les étudiants du collège Saint-Raphaël, interféra en 1458 avec les premiers différends au sujet du droit de visite, la collation des bénéfices, la faculté de tester, etc. Quelques mois après la mort de Pey Berland, Blaise de Gréelle publiait des ordonnances par lesquelles il attaquait les privilèges qu'il avait juré de respecter peu de temps auparavant<sup>4</sup>. Cependant, au pape Calixte III – favorable à Charles VII – qui avait chargé Blaise de Gréelle de l'informer sur les gens d'Eglise compromis dans le dernier complot contre les Français<sup>5</sup>, succéda Pie II, Aeneas Silvius Piccolomini, qui préoccupa plutôt de condamner la Pragmatique Sanction, et, corrélativement se montra plus attentif aux plaintes des chapitres bordelais<sup>6</sup>. Le 25 février 1459 une bulle de Pie II<sup>7</sup> exemptait de la juridiction de l'ordinaire les églises et sauvegardait de Saint-André et de Saint-Seurin, ainsi que le collège Saint-Raphaël. Le pape prenait ces trois établissements sous sa protection immédiate. Toute *visitatio, potestas aut dominatio* de l'archevêque envers ceux qui en dépendaient, étaient interdites. Il autorisait les chanoines résidents titulaires d'autres bénéfices à s'absenter sans perte de revenus ; Pie II se réservait aussi d'entendre directement les appels des officialités capitulaires, et laissait aux doyens et chanoines la faculté de tester. Pour couper court à toute opposition, le pape défendait à toute personne de porter obstacle à ces dispositions, sous peine d'excommunication. L'archevêque de Toulouse, les évêques d'Aire et de Bazas furent chargés de l'exécution<sup>8</sup>. Blaise de Gréelle réagit le plus vite possible à cette bulle et ainsi naquit une querelle dont le fond était l'application de la Pragmatique Sanction.

Après la mort de Charles VII, le 22 juillet 1461, son fils et successeur Louis XI commença sans tarder une « tournée » de prise de contact politique en France. A Tours, il abrogea tout d'abord la Pragmatique Sanction, déférant ainsi à une requête de Pie II<sup>9</sup>. Il gagna le 25 février la métropole de l'Aquitaine pour assister à Saint-André au mariage de sa sœur Madeleine avec Gaston de Foix, héritier présomptif de la couronne de Navarre après Gaston IV de Foix<sup>10</sup>. Il resta à Bordeaux jusqu'en avril et y constata les séquelles de la guerre. Le port de Bordeaux était vide de navires, le commerce en déclin, les vignes à l'abandon. Pour aider le pays à se relever, il atténua les rigueurs du règne précédent, rendant aux Bordelais une bonne partie de leurs droits antérieurs, tant sur le plan économique qu'administratif.

Dès le 23 septembre 1461, Louis XI avait confirmé par lettres patentes les privilèges et les libertés concédées par Charles VII<sup>11</sup>, en mars 1462, il rendit ceux concédés à Bordeaux par Philippe le Bel en 1295<sup>12</sup> et en ajouta d'autres ; la franchise de coutume de leurs vins, celle à laquelle les Bordelais tenaient le plus, leur fut rendue et avec

cela la base potentielle de leur fortune. Par la suite, Louis XI rouvrit le port aux marchands anglais, dont l'absence avait causé le plus grand dommage au commerce, sous réserve d'un sauf-conduit royal<sup>13</sup>. Louis XI accéda aussi rapidement à une demande ancienne en établissant une chambre de parlement à Bordeaux avec quatre conseillers laïcs et quatre conseillers clercs. Etre le siège d'une telle cour n'était pas un mince atout pour une ville. Les lettres d'institution, datée de Chinon le 12 juin 1462, résultent d'une requête des Trois-Etats du duché de Guyenne, faisant remarquer que la tentative de Charles VII pour doter l'Aquitaine d'une cour souveraine avait tourné court autrefois<sup>14</sup>. Bordeaux n'était pas le seul lieu à retenir l'attention du roi : il confirma également les franchises de Blaye, donna des privilèges et une foire à Bourg, Bazas, Dax, Uzeste, Saint-Sever, Marmande, Agen, Mimisan, et Moissac. Bayonne fut affranchie de toute espèce d'impôts et reçut deux foires<sup>15</sup>. Toute la Gascogne profitait, plus qu'avant, des lettres de rémission, surtout le sud-ouest de la Gascogne<sup>16</sup>.

4. Voir l'article de Pérotin, Y., Les chapitres bordelais contre Charles VII, dans : *Annales du Midi*, t. LXIII, 1961, p. 38 et s. ; Devienne, Dom., *Histoire de la ville de Bordeaux*, première partie, Bordeaux, 1862, p. 79-81.

5. Baronius, C., *Annales ecclesiastici*, continués par O. Rinaldi, t. XVIII, Rome, 1659, ad annum 1458, num. 59.

6. Ribadieu, H., *Histoire de la conquête de la Guienne*, Bordeaux, 1866, p. 422-424.

7. A.D.Gir. G 271.

8. Pérotin, Les chapitres bordelais, p. 39 ; Ribadieu, *Histoire de la conquête*, p. 425 et s.

9. Champion, P., *Louis XI, le roi*, t. II, Paris, 1927, p. 49.

10. Gaufreteau, J., *Chronique bordelaise*, t. I, Bordeaux 1876.

11. Gouron, M., *Recueil des Privilèges accordés à la ville de Bordeaux par Charles VII et Louis XI*, Bordeaux, (A.M. Bordeaux, tome complémentaire), 1938, n° 26, p. 88.

12. *Ibidem*, n° 32, p. 99.

13. *Ibidem*, n° 38, p. 122.

14. Corbin, R., *Histoire de Pey Berland et du pays bordelais au XVe siècle d'après les documents de l'époque avec huit planches et trente pièces justificatives*, Bordeaux, 1888, p. 249 ; Ribadieu, *Histoire de la conquête*, p. 440 ; Philip, M., *Les parlementaires bordelais à la fin du XVe siècle, 1462-1500*, T.E.R. Bordeaux III, 1992, p. 10 et s.

15. Champion, P., *Louis XI*, p. 46.

16. Prétou, P., *Criminogénèses gasconnes du XVe siècle. La criminalité gasconne de 1441 à 1463, d'après les lettres de grâce des rois de France contenues dans le Trésor des Chartes*, T.E.R. Bordeaux III, 1994, p. 168, 174, 213.

Néanmoins à Bordeaux, le roi fait plus ; il considère favorablement la vénération populaire<sup>17</sup> qui s'attache à Pey Berland comme bienfaiteur de la ville contre les menaces françaises, dix ou vingt ans auparavant, et écrit à Pie II pour solliciter la canonisation du prélat. Pendant son séjour à Bordeaux en 1462, le roi a dû constater le culte rendu à Pey Berland, au reste Louis XI manifestait une religiosité profonde, on le voit au fil de son règne multiplier les donations et fondations pieuses ainsi que les pèlerinages aux sanctuaires mariaux<sup>18</sup>. A Bordeaux il institua à Saint-Michel la confrérie de Notre-Dame de Montuzet, qui était une communauté d'intérêt de tous les marins de Gironde et qui vénérât la célèbre Vierge de Montuzet, située à une lieue de la ville de Blaye. Il lui donna des statuts, de grands privilèges et des revenus suffisants pour son entretien, et s'en fit le premier confrère<sup>19</sup>. On ne saurait mieux dire que le roi de France cherche à se faire accepter comme un seigneur naturel et non plus comme un conquérant<sup>20</sup>.

La récupération des démarches pour canoniser Pey Berland flattait non seulement le peuple, mais encore les deux chapitres de Bordeaux. En reconnaissant le rôle du défunt prélat, Louis XI avait donné le signal d'un changement fondamental. En effet, c'est sous son règne que les chapitres recommencèrent à participer au pouvoir local, et sortirent d'une opposition systématique. La nomination des conseillers clercs au parlement en porte témoignage. L'initiative royale quant à la canonisation de Pey Berland est un élément de cette politique de bienveillance et de rapprochement.

## La démarche de la canonisation : le début de l'enquête canonique

Vers le XIIIe siècle, l'exigence pontificale devint plus grande en matière de procès de canonisation et notamment quant à la réception des témoignages relatifs aux miracles. Il s'agissait de rendre l'enquête canonique plus rigoureuse. A l'occasion de celle sur la vie et les miracles de saint Gilbert de Sempringham († 1189)<sup>21</sup>, Innocent III donna les premières règles de procédure : non seulement il exigea l'enregistrement exact des dépositions des témoins et des auditions individuelles, mais encore, que les témoins soient être assermentés et pris sans distinction dans toutes les catégories de la société. De plus, l'enquête devait être précédée de trois jours de jeûne et de prières. Au début du XIIIe siècle, le procès de canonisation avait reçu forme pour cinq siècles<sup>22</sup>.

Chaque procès commençait par une supplique introduite par l'ordinaire du lieu où le saint homme était mort, ou du métropolitain avec le soutien de personnalités in-

fluentes et des autorités locales, laïques et ecclésiastiques. A la supplique, on joignait en général les résultats des enquêtes préliminaires, pour mieux informer le pape et ses cardinaux. Ces procès informatifs diocésains visaient surtout à assurer le Saint-Siège que ce serviteur de Dieu bénéficiait d'une réputation de sainteté (*fama sanctitatis*) suffisante et que des miracles se produisaient à son tombeau. Si le pape jugeait les résultats de cette enquête satisfaisants, ce dont devait décider, à partir de la fin du XIIIe siècle, une commission de trois cardinaux ; il adressait aux prélats qu'il souhaitait charger de l'enquête, des lettres rémissoriales<sup>23</sup>.

Cette enquête, appelée *processus* ou *informatio in partibus*, était confiée à un certain nombre de commissaires, dont en principe au moins un évêque. Pour une plus grande objectivité, l'évêque du diocèse ne faisait pas partie de la commission, dont le mandat est défini comme suit : elle doit examiner, témoins à l'appui, la vie et les miracles du candidat aux autels et transmettre au pape un rapport détaillé sur le déroulement de l'enquête et les témoignages recueillis. En général, on commençait l'enquête au plus vite, afin de profiter de la bienveillance du pape sans perdre de temps. Des notaires mettaient les dépositions en forme publique. Ensuite, la commission des cardinaux au Saint-Siège examinait encore une fois tous les actes. Dans cette phase curiale les prélats rédigeaient des *relationes* concernant la cause. Puis, un premier consistoire entendait ces rapports. Dans une seconde assemblée, les évêques et archevêques présents à la Curie donnaient leur avis, enfin le troisième consistoire publiait le résultat<sup>24</sup>.

17. Voir pour les détails Wolf, S., *Pey Berland, archevêque de Bordeaux. Sa vie et son procès de canonisation*, T.E.R. Bordeaux III, 1997, p. 34-38.

18. Gaussin, P.-R., *Louis XI, un roi entre deux mondes*, Paris, 1976, p. 433.

19. Jullian, C., *Histoire de Bordeaux, depuis les origines jusqu'en 1895*, Bordeaux, 1895, p. 314 ; Gaufreteau, *Chronique bordelaise*, p. 24.

20. Bériac, F., Legrand, F., D'une fidélité l'autre : la noblesse bordelaise de la domination anglaise à celle du roi de France, dans : *Les Ralliements*, Bordeaux, 1997, p. 53-58.

21. Innocent III, bulle *Licet apostolica sedes*, 1201, dans : Foreville, R., *Un procès de canonisation à l'aube du XIIIe siècle (1201-1202) : Le livre de saint Gilbert de Sempringham*, Paris, 1943, p. 27 et s.

22. Vauchez, A. (éd.), *Faire croire. Modalités de la diffusion et de la réception des messages religieux du XIIe siècle au XVe siècle* (Table ronde de l'Ecole française de Rome), Rome 1981, 45 et s. ; Ries, *Heiligenverehrung*, p. 152 et s.

23. Vauchez, *La sainteté*, p. 47-49 ; Ries, *Heiligenverehrung*, p. 152.

24. Vauchez, *La sainteté*, p. 49-51 ; Ries, *Heiligenverehrung*, p. 161.

Pour gagner en précision, Grégoire IX ordonna, à l'occasion de l'ouverture du procès de canonisation de sainte Elisabeth de Thuringe, que les commissaires chargés de l'enquête interrogeraient les témoins selon un formulaire stéréotypé, une *forma interrogatorii*<sup>25</sup>. Un peu plus tard, les papes tentèrent d'obtenir que des miracles et les principaux témoignages fussent directement introduits à la curie — prescription, qui ne fut pas retenue. Dans ces conditions, sur les 48 enquêtes prescrites par Rome entre 1199 et 1276, seules 25 aboutirent à une canonisation. Pour 18, le Saint-Siège ordonna la réitération, parce que les actes ne répondaient pas aux normes<sup>26</sup>.

Nos sources sur le procès de canonisation de Pey Berland commencent avec la bulle du pape Pie II, en date le 23 mars 1463<sup>27</sup>, adressée aux évêques de Périgueux et de Bazas, Elie de Bourdeille et Raimond de Treuil pour ordonner une *informatio in partibus*, en réponse la pétition du chapitre de l'église Saint-André de Bordeaux et la supplique de Louis XI. Les deux évêques commis devaient s'enquérir minutieusement des vie, mœurs et miracles de Pey Berland, selon le questionnaire joint à la bulle<sup>28</sup>. On voit ainsi comment le pape envisageait l'essentiel d'un procès de canonisation : c'est lui seul qui inscrit un personnage objet d'un culte au catalogue des saints et donne en même temps le signe d'une vénération officielle. Le saint lui-même doit se distinguer des autres êtres humains par ses miracles, signes de l'action divine à travers lui.

Il est frappant de constater que Pie II ne cite pas l'archevêque de Bordeaux, Blaise de Gréelle parmi les pétitionnaires. Celui-ci, aux prises avec son chapitre, n'a pas dû porter un vif intérêt à la canonisation de son prédécesseur anglais et gascon de cœur. Au contraire de Blaise de Gréelle, Pey Berland qui personnifiait pour les Bordelais l'image d'un bon pasteur, n'était pas un étranger imposé au clergé et au peuple. Dès son arrivée comme archevêque, Blaise de Gréelle n'était pas très aimé à Bordeaux. Pourquoi alors soutenir la cause d'un quasi adversaire, par-delà la mort ?

## Le dossier de l'enquête avec les interrogatoires

Vers le milieu de l'année 1463, on pouvait commencer à interroger les témoins, mais les sources n'indiquent rien de précis sur le début de l'enquête, car nous ne connaissons que deux fragments de l'enquête<sup>29</sup>, en date du 14 juin 1464, c'est-à-dire un an après la bulle. Les vingt-cinq questions du questionnaire<sup>30</sup> joint à la bulle doivent servir à s'enquérir de *virtute morum et virtute signorum ac operibus et miraculis*. Elles énumèrent tous les aspects d'une vie sainte dans le sacerdoce, ceux que discutent tous les textes

hagiographiques, comme essentiels et exemplaires. Le point de vue officiel du Saint-Siège sur les vertus d'un évêque est fixé dans le *Décret* de Gratien dans "le miroir de l'évêque" (*Distinctiones* 21-101) ; le bon évêque doit être irréprochable dans ses mœurs, sobre et pondéré, avisé, courtois et hospitalier, tempérant dans la nourriture et l'habillement, discret, ni buveur ni batailleur, mais bienveillant, ennemi de la violence et des chicanes, ni néophyte ni usurier<sup>31</sup>. L'essentiel est qu'il ait une bonne moralité et se distingue par ses qualités de bon administrateur. Le questionnaire explicite ces différentes qualités : *humilitas, castitas, fervor in divinis, orationis assiduitas, vitae austeritas, patientia, charitas erga proximum, virtutes et sanctitatis fama*. Les réponses des six témoins qui nous restent de l'enquête, montrent une rédaction bien plus sèche que celle d'une *vita*, car il ne comporte pas de citations scripturaires ni patristiques. L'enquête se présente sous forme de notes prises au mo-

25. Grégoire IX, bulle *Ut caeci viam*, 13 octobre 1232, imprimée : *Bullarium Franciscanum*, t. I, Rome, 1759, p. 86.

26. Vauchez, *La sainteté*, p. 59-61 ; Ries, *Heiligenverehrung*, p. 161.

27. Bulle de Pie II du 23 mars 1463, dans : Laborie, J. H. G. de, *Biographie de Pierre III ou Pey Berland, le LIe archevêque de Bordeaux (1430-1456) et publication de documents tels que bulles, brefs, questionnaire, enquête, supplique et testament, pour servir au rétablissement de son culte et à la reprise de sa canonisation*, Bordeaux, 1885, p. 59 et s. Datation de la bulle au nouveau style (23 mars 1463). Laborie, *Biographie*, p. 59 la date à 1462 et d'après lui Corbin, *Histoire*, p. 252 ; mais à l'époque on a utilisé à la Curie comme à Bordeaux le style de l'annonciation (le 25 mars) d'après le *calculus Florentinus*.

28. Bulle de Pie II du 23 mars 1463, dans : Laborie, *Biographie*, p. 59

29. Du dossier de l'enquête lui-même, il n'existe que deux fragments d'une copie du XVe siècle que le chapitre de Saint-André s'est réservée. Il reste les réponses d'un témoin aux vingt et une dernières questions (5-25), d'un second témoin, Leonardus de Seguoniis aux quinze premières questions (1-15) ; en outre, nous avons les réponses d'un troisième témoin à huit questions (8-15), d'un quatrième à deux (6 et 7), d'un cinquième à sept (11-17) et également d'un sixième à neuf autres questions (10-19). Nous ne possédons donc qu'une partie peu représentative des témoignages quand on pense aux 371 témoins interrogés pour les miracles de Nicolas de Tolentino en 1446. Pour les procès de canonisation du XIVe siècle on connaît un nombre variant des témoins de 17 pour le procès de Brynolf de Skara († 1317) à 243 pour le prêtre Yves († 1303). M. Emile Lalanne a retrouvé ces fragments vers le milieu du XIXe siècle, *Archives historiques du département de la Gironde*, t. III, p. 445-463 et t. IV, p. 155-158 ; aussi Laborie, *Biographie*, p. 76-126. Vauchez, *La sainteté*, p. 585.

30. Le questionnaire est publié par Laborie, *Biographie*, p. 63-68.

31. Vauchez, *La sainteté*, p. 330 et s. ; Gaudemet, J., *Patristique et Pastorale*. La contribution de Grégoire le Grand au "miroir de l'évêque" dans le *Décret* de Gratien, dans : *Etudes d'histoire du droit canonique dédiées à Gabriel Le Bras*, t. I, Paris, 1964, p. 129-139.

ment de l'interrogatoire. Le lecteur y gagne l'impression que la vie d'un homme saint et sans faute doit être racontée. On y trouve exactement les mêmes traits de sainteté que dans une *vita*. En résumant les réponses, nous parvenons à l'image d'un archevêque exemplaire tel qu'il est exigé par l'Eglise Romaine.

Si l'on passe aux réponses particulières, Leonardus de Seguoniis, le dernier secrétaire de Pey Berland pendant quatorze ans, répondit à la première question que l'archevêque avait été un chrétien fidèle et catholique, se confessant et recevant les sacrements de l'Eglise et les administrant également<sup>32</sup>. Leonardus de Seguoniis est le seul témoin pour les quatre premières questions. A la seconde, il donna son avis comme suit : Pierre Berland était le seul fils d'un mariage légitime de ses parents, qui avaient tous les deux une bonne réputation. Pey Berland avait honoré leur mémoire ; il avait fait exhumer du cimetière de l'église de Moulis le corps de sa mère pour qu'il reposât à l'intérieur de l'église, à laquelle il attribua des revenus considérables pour la célébration d'une messe hebdomadaire pour les âmes de ses parents<sup>33</sup>. Leonardus de Seguoniis avoua, qu'il n'avait pas connu lui-même les parents du défunt, ni sa marraine ni son parrain, mais que par sa conduite de bon et fidèle chrétien, Pey Berland portait un excellent témoignage sur son baptême et sa confirmation<sup>34</sup>.

Quant aux mœurs de l'archevêque, il confirma que ses paroles et ses œuvres marquaient une très grande sainteté<sup>35</sup>. De plus, Leonardus de Seguoniis illustra la piété de Pey Berland par un exemple fondé sur sa propre expérience, car il n'était jamais entré dans la chambre de son archevêque sans le trouver à prier, à étudier la Sainte Ecriture ou à méditer. Lui-même, disait-il, avait récité régulièrement toutes les heures canoniques avec l'archevêque. Un autre témoin confirma également que l'archevêque prenait souvent place dans le chœur pour matines, et plus généralement pour la messe et les offices, que chaque jour il disait dévotement une messe dans sa chapelle privée, et qu'il officiait pontificalement les jours de grandes fêtes dans son église métropolitaine<sup>36</sup>.

A la sixième question, les témoins constatèrent unanimement que sa réputation de chasteté et de virginité était sans tache, que ce soit pendant ses études ou ensuite. Aucune femme n'était jamais entrée ni dans sa chambre, ni dans son cabinet. Pour leur donner d'audience, il sortait et ne leur parlait qu'en public. Lorsque le comte de Huntington vint en Guyenne l'an 1439, accompagné de son épouse, Pey Berland était absent ; ils furent logés au palais archiepiscopal, dans appartements particuliers de l'archevêque. A son retour, Pey Berland apprenant que la comtesse y avait suivi son mari, refusa dès lors d'y rentrer et se fit faire d'autres appartements ! Son oncle, le chanoine Antonius Villarii pouvait particulièrement témoigner de ces déposit-

tions, car il avait longtemps vécu avec l'archevêque, pendant ses études, à la cour romaine, ou encore à Bordeaux<sup>37</sup>.

A la septième question concernant les bonnes œuvres et la charité, nous apprenons d'abord quelques détails sur l'immense activité des fondations et constructions de Pey Berland. Il fit réparer les églises de Bouliac, Quinsac et Saint-Martin de Lormont dans l'Entre-deux-Mers et l'église de Sainte-Marie de Soulac en Médoc. De plus, il fit bâtir complètement la chapelle de Saint-Raphaël dans sa paroisse natale de Saint-Pierre d'Avensan en Médoc. Enfin, il pourvut d'ornements, de revenus pour la célébration à perpétuité de deux messes hebdomadaires les églises de Saint-Pierre d'Avensan et de Moulis. Leonardus de Seguoniis, douze ans son aumônier, donne d'autres exemples de sa générosité et de sa serviabilité : premièrement, il donnait chaque semaine trois francs bordelais, aux pauvres et aux hôpitaux, et aussi à diverses personnes particulières de sa connaissance. Les dimanches et fêtes, à la cathédrale, il distribuait de sa propre main un ardit à chacun des pauvres — tout cela indépendamment des autres aumônes aux veuves, orphelins, filles pauvres à marier : "Personne ne se retirait les mains vides". Un autre témoin ajoutait que chaque couvent de Bordeaux — Dominicains, Franciscains, les Augustins et Carmes — recevait régulièrement deux pipes de vin et six boisseaux de blé, et davantage en cas de nécessité, de même les couvents de femmes. Chaque jour Pey Berland donnait à manger dans sa propre maison à six ou sept pauvres, après le repas chacun recevait une piécette. De plus, il lavait les pieds de treize pauvres de Jésus-Christ chaque année le jour de Jeudi-Saint, les nourrissait et les habillait. Au-delà de l'accomplissement régulier — mais ritualisé — des œuvres de miséricorde traditionnelles, nous percevons une attention vraiment réelle aux souffrances de ses diocésains. Au moment des ravages en Médoc par Rodrigue de Villandrando, les gens mourraient de faim et un nombre considérable de personnes se réfugièrent à Bordeaux auprès de l'archevêque Pey Berland voyant leur misère, fit distribuer tout son blé, le vin, l'or et son argent personnel<sup>38</sup>.

32. *Arch. hist. Gironde*, t. III, p. 445-463 et t. IV, p. 155-158 : enquête canonique, question 1/interrogatoire 2.

33. *Ibidem*, question 2/interrogatoire 2.

34. *Ibidem*, question 3/interr. 2.

35. *Ibidem*, question 4/interr. 2.

36. *Ibidem*, question 5/interr. 1, 2.

37. *Ibidem*, question 6/interr. 1, 2, 4.

38. *Ibidem*, question 7/interr. 1, 2, 3, 4.

La neuvième question, qui sert de complément à la septième, établit également les attentions de l'archevêque envers les pauvres et les infirmes, pour lesquels il fonda et dota le nouvel hospice Saint-Pierre l'apôtre près de l'église de Saint-Seurin. Chaque jour, ou du moins chaque semaine, il faisait visiter l'hôpital et les pauvres et leur faisait distribuer des aumônes. Leonardus de Seguoniis ajoutait que l'archevêque fit d'abondantes aumônes au couvent de la bienheureuse Marie de Vauclaire, un couvent de Chartreux du diocèse de Périgueux<sup>39</sup>. Il allait visiter et consoler en personne dans leurs souffrances les chanoines ou autres ecclésiastiques, ce qui prouve bien son amour du prochain. De plus, l'archevêque fonda le collège Saint-Raphaël pour y recevoir douze étudiants pauvres ; il dota la maison et des étudiants et y attacha quelques bénéfices. A ce point, Leonardus de Seguoniis dit explicitement que Pey Berland avait obtenu du pape la permission de fonder à ses frais une université à Bordeaux.

Avec la huitième, les questions s'orientaient vers la vie sacerdotale. Nous apprenons que Pey Berland se confessait<sup>40</sup> chaque jour pour recevoir le sacrement de pénitence. Il assistait presque toujours aux matines dans le chœur et après avoir dit les matines ou prime, il se confessait, puis il allait célébrer la messe à sa chapelle archiépiscopale. Il disait son bréviaire sans s'interrompre et ne l'omettait jamais. Il communiait chaque jour avec "larmes, dévotion et une grande componction" et bien entendu, il disait la messe très dévotement et célébrait les autres offices divins<sup>41</sup>.

Ses vêtements convenaient toujours à la dignité pontificale, mais sans rien de luxueux. Il n'utilisait que des habits communs. A même la peau, il portait un cilice, qu'il ne quittait jamais, même pour se reposer. Sur ce point, Leonardus de Seguoniis comme *camerarius* avait dû garder silence<sup>42</sup>. Mais à sa mort, le fait se répandit : un témoin qui avait soigné l'archevêque la veille de sa mort avec de l'eau de buis et des onguents contre les douleurs de la pleurésie, raconta, que l'archevêque voulut à peine qu'on lui enlevât son habit de pénitence. Le témoin lui-même avait vu les traces laissés sur ce corps, qui n'était plus que la peau et les os<sup>43</sup>.

En outre, Pey Berland ne disait jamais de paroles inutiles ou malhonnêtes ; il n'aimait pas du tout entendre médire d'autrui. Au contraire, il avait pour habitude de se servir des paroles de la Sainte Ecriture ; il racontait beaucoup de choses sur la vie des saints et sur la Terre Sainte qu'il avait visitée<sup>44</sup>. Il gardait silence dans le chœur et pendant l'office divin. A table, au lieu de parler, il écoutait les lectures qu'on y faisait toujours de la Bible ou des sermons de saint Vincent Ferrier<sup>45</sup>.

Il avait supporté avec patience ses maladies et les peines de la vie, sans murmurer. Victime d'une attaque de paralysie, il la supporta avec patience, rendant sans cesse grâce à

Dieu<sup>46</sup> et il se fortifiait par des méditations<sup>47</sup>. A l'occasion de la "male journade", Pey Berland avait démontré une grande pitié envers ses compatriotes terriblement battus par le sire d'Orval en 1450.

A la treizième question les témoins répondirent unanimement que Pey Berland pardonnait avec joie et bonté les injures et ne cherchait jamais à se venger. Son successeur surtout, Blaise de Gréelle lui avait fait beaucoup de tort, alors qu'il s'était déjà retiré au collège Saint-Raphaël<sup>48</sup>. Il pardonna même à un de ses serviteurs qui lui avait volé un jour de Noël toute sa vaisselle ; il avait même ordonné à ses serviteurs de taire le forfait, de ne pas revendre les objets volés et leur en fit racheter d'autres. Plus tard, il lui pardonna et le fit même prêtre<sup>49</sup>. Un autre témoin parle de l'aubergiste de Mimisan, chez lequel Pey Berland avait pris son repas lors d'une visite pastorale. Le bonhomme lui demanda trop cher pour le peu de vin qu'il avait bu, mais il le paya sans murmurer et lui donna l'absolution quand celui-ci en eut besoin parce qu'il avait frappé un clerc. L'archevêque n'exigea pas d'argent, comme s'y attendaient ses serviteurs, il voulut seulement que le coupable apportât un brochet, la première fois qu'il reviendrait à Bordeaux<sup>50</sup>.

Pey Berland voulait que la porte fût toujours ouverte à ceux, riches ou pauvres, qui voulaient entrer demander conseil et secours : cela conforte une fois de plus son image de "Bon pasteur". Même malade, il accueillait les nécessiteux. Il ne se refusait à personne, et aucun de ses serviteurs n'avait osé interdire l'accès auprès de lui<sup>51</sup>.

La quinzième question touchait l'accomplissement des devoirs d'un archevêque, surtout la prédication. On dit que lors qu'il était recteur de l'église de Bouliac, il prêchait et instruisait ses paroissiens chaque dimanche et jour de fête. Pendant son archiépiscopat, il prêchait souvent à Bordeaux, dans son église, mais aussi dans d'autres églises

39. *Ibidem*, question 9/interr. 1, 2.

40. Ses confesseurs furent Petrus Ruffi, auquel succédèrent Johannes de Puyata, Henricus Veyreni et Raimondus de Guto.

41. *Ibidem*, question 8/interr. 1, 2, 3.

42. *Ibidem*, question 10/interr. 1, 2, 3 et 6.

43. *Ibidem*, question, 10/interr. 6.

44. *Ibidem*, question 11/interr. 5.

45. *Ibidem*, question 11/interr. 2, 5.

46. *Ibidem*, question. 12/interr. 3.

47. *Ibidem*, question 12/interr. 1, 2, 3, 5, 6.

48. *Ibidem*, question 13/interr. 5.

49. *Ibidem*, question 13/interr. 1.

50. *Ibidem*, question 13/interr. 6.

51. *Ibidem*, question 14/interr. 1, 2, 3, 5, 6.

de la ville et surtout dans celles de son diocèse pendant ses tournées pastorales. Il montrait dans ses discours, combien les vices et les péchés sont exécrables et il exhortait les fidèles à la vertu et aux bonnes œuvres "comme doit le faire un pasteur"<sup>52</sup>. Il excitait ses auditeurs à bien vivre et à observer les préceptes divins. Apparemment, l'archevêque était entendu avec joie et des foules arrivaient pour l'écouter<sup>53</sup>. De plus, lorsqu'il ne pouvait le faire lui-même, il envoyait des maîtres pour instruire, visiter et exciter le peuple au bien<sup>54</sup>. Pey Berland mettait alors l'accent sur le lien entre religion et comportement, car il avait perçu la nécessité d'expliquer et d'enseigner les croyances.

A la seizième question, les témoins constatèrent n'avoir jamais entendu personne accuser l'archevêque d'une action malhonnête ; il jouissait au contraire d'une bonne renommée<sup>55</sup>. Il se comportait en homme juste et bon face à ses adversaires, qu'il cherchait à ramener à la paix et à la vraie concorde. Il semble que, grâce à lui, nombre de scandales cessèrent en ville et dans le diocèse. Un témoin se rappelait d'une grave dispute entre les Bordelais et un grand seigneur, le captal de Buch, qui trouva une issue grâce à Pey Berland<sup>56</sup>. Interrogés à plusieurs reprises sur la vie vertueuse de Pey Berland, ils répondirent positivement : sa conduite avait été digne d'éloges<sup>57</sup>. A sa mort, on le tenait pour «un homme bon et excellent»<sup>58</sup>. Ni avant ni après son décès, l'archevêque ne fut diffamé pour quelque crime, vice ou une mauvaise action<sup>59</sup> et beaucoup le tenaient pour un saint<sup>60</sup>.

La dernière série de questions se réfère aux miracles, à la réputation de sainteté et à la vénération du défunt ; le seul témoin, dont nous ayons l'interrogatoire, déclara qu'il ne l'avait point vu faire de miracles et qu'il n'avait pas entendu dire qu'il en avait fait pendant sa vie, mais qu'après sa mort il en avait fait un très grand nombre au profit surtout de personnes malades. Il ne se souvenait pas de maladies ni de miracles précis, mais dans l'église de Saint-André il y avait quelqu'un de spécialement chargé de transcrire les événements miraculeux opérés sur son tombeau. Il ignorait également combien de temps après sa mort les miracles commencèrent, ou quand se fit le premier vœu<sup>61</sup>, mais il insistait sur la réputation de sainteté de Pey Berland dans tout le duché d'Aquitaine, dans tous les pays voisins et surtout à Bordeaux<sup>62</sup>. Il avait vu de ses propres yeux nombre de pèlerins venir sur le tombeau du saint homme, de divers pays. Les miracles et les ex-votos offerts en apportaient la preuve<sup>63</sup>.

La vie de l'archevêque Pey Berland est absolument conforme à l'idéal officiel de sainteté épiscopale, mais le dossier souffre, par contre, d'une évidente faiblesse en matière de miracles : les témoignages conservés restent sur ce point beaucoup trop allusifs, *in vita* ou *post mortem*. Un trait distingue Pey Berland des saints évêques du XIIIe et XIVe

siècle : son origine non noble. Tous les saints évêques qui apparaissent dans les procès de canonisation entre 1198 et 1431 sont des nobles, destinés à une carrière ecclésiastique dès leur enfance<sup>64</sup>. Mais comme eux, Pey Berland se distinguait par son ascèse, sa bonne moralité, sa fermeté dans son rôle de chef du diocèse, et dans la défense et la transmission de la foi ainsi que par son souci paternel pour son clergé, sur le plan matériel et spirituel. A cause d'un nouvel idéal de sainteté à la fin du Moyen Age, venus des courants spirituels et des Ordres Mendicants, on met l'accent aussi sur les vertus de contemplation du prélat (5e question de l'interrogatoire).

Nicolas de Tolentino<sup>65</sup> de l'ordre des Augustins, célèbre pour sa vie ascétique et sa prédication, mourut en 1305 et fut canonisé par pape Eugène IV en 1446. Bien qu'il ne fut pas archevêque, un abrégé de sa *vita* composé vers le milieu du XVe siècle, offre un point de comparaison intéressant. Il s'agit du rapport d'un avocat consistorial présenté au pape et aux cardinaux de la commission pour la canonisation de Nicolas<sup>66</sup>. Nous pouvons par conséquent supposer qu'ici se trouve l'essentiel d'une vie sainte, vue selon le point de vue officiel romain, au milieu du XVe siècle. Ce récit ressemble fort aux interrogatoires de l'enquête canonique sur Pey Berland, tant par sa formulation concise que par les critères reconnus de sainteté. Il donne l'impression de répondre à un questionnaire semblable au nôtre. A partir du même vocabulaire, on retrouve les mêmes traits de sainteté : "Nicolas de Tolentino fut d'une conversation humble et bienveillante (...) Il cherchait à éviter les tentations et le mal, il crucifiait sa propre chair ; il châtiât son corps en jeûnes, veilles de nuit, prières, et de durs

52. *Ibidem*, question 15/interr. 1.

53. *Ibidem*, question 15/interr. 1, 2, 3, 5, 6.

54. *Ibidem*, question 15/interr. 6.

55. *Ibidem*, question 16/interr. 1, 5, 6.

56. *Ibidem*, question 17/interr. 5.

57. *Ibidem*, question 18/interr. 1 et 6.

58. *Ibidem*, question 19/interr. 1 et 6.

59. *Ibidem*, question 20/interr. 1.

60. *Ibidem*, question 15/interr. 5.

61. *Ibidem*, question 22/interr. 1.

62. *Ibidem*, question 23 et 24/interr. 1.

63. *Ibidem*, question 25/interr. 1.

64. Vauchez, *La sainteté*, p. 337.

65. Barone, G., Nikolas de Tolentino, dans : *Lexikon des Mittelalters*, t. VI, 1990, col. 1186.

66. *BHL*, 6230 et 6231 ; *AASS*, sept. III, p. 664 et 665.

châtiments ; il menait une vie âpre, mesurée, nette et intègre (...). En outre, les heures accoutumées, pour lesquelles il était continûment le premier, il les priait pour ainsi dire toujours. Chaque jour, ou la plupart, même quand il était malade et, pourvu qu'il puisse marcher, il disait la messe avec une grande dévotion et des larmes ; et toujours avant de la célébrer, il se confessait (...)” etc. “Il resplendit par plusieurs et différents miracles, desquelles ledit Nicolas faisait avant et après sa mort et ainsi est la voix et la rumeur publique dans cette région”<sup>67</sup>. Quant à la *fama sanctitatis*, Pey Berland pourrait bien se mesurer avec Nicolas de Tolentino. Même le secrétaire d'Etat du roi Henry VI, Thomas Beckington, qui avait fait la connaissance de Pey Berland à Bordeaux avant que celui-ci soit parti pour sa mission en Angleterre, lui avait attesté la même “transparence dans ses entreprises” qui était connu de saint Nicolas de Tolentino<sup>68</sup>.

## Les démarches faites par le chapitre de Saint-André et Louis XI

Revenons aux démarches pour la canonisation<sup>69</sup> de Pey Berland qui suivent l'enquête après 1464. Contrairement à Blaise de Gréelle, Artus de Montauban, qui entra en charge 1468, s'intéressa à la canonisation. Pendant son épiscopat la procédure avança. Le 1er avril 1467<sup>70</sup> le chapitre de Saint-André se décida à expédier le dossier — dû apparemment à l'évêque de Bazas — au grand chantre de Toulouse, commis à ce procès par le Saint-Siège : le chapitre priait le chantre d'insister auprès de l'évêque de Bazas, Raymond de Treuil, pour qu'il scelle le procès et en fasse un rapport à Paul II<sup>71</sup>. Trois semaines plus tard<sup>72</sup>, le serviteur de Rainaldus de Tumeriaco<sup>73</sup> porta le dossier, clos et scellé par l'évêque de Bazas au chapitre. Il apporta pareillement une invitation de cet évêque et commissaire à l'archevêque, afin d'en référer directement au pape. L'évêque de Périgueux, Elie de Bourdeille<sup>74</sup> lui-même ne voulait apparemment plus continuer à s'en occuper et refusa ; c'est pourquoi le chapitre renvoya le tout à son archevêque Artus de Montauban pour l'en aviser. En juin<sup>75</sup>, ce dernier envisageait alors d'aller auprès du roi, avec un ou deux chanoines, pour lui faire parvenir le dossier du procès.

Le 16 août<sup>76</sup>, plus de deux mois plus tard, on décida enfin sur proposition du doyen d'envoyer le procès de la canonisation au roi, lequel y montra un fort intérêt ; le chapitre ordonna ensuite qu'Arnaldus Bonelli<sup>77</sup>, qui s'était déjà occupé de cette affaire et avait connu Pey Berland, se rendit à Rome afin d'obtenir, au nom du roi, commission du pape pour la poursuite de la canonisation. Ensuite, il devrait remettre le rapport entre les mains de Louis XI. Pour son voyage, on lui donna quarante écus prélevés sur les oblations à la tombe de Pey Berland. Onze jours après

cette décision, le chapitre changea encore une fois de projet et envoya porter le dossier d'abord vers le roi, par Arnaldus Bonelli et aussi le chanoine Petrus de Sirizay<sup>78</sup>. A part de cela, le chapitre désirait, que le roi demandât au pape une indulgence plénière en faveur de l'église de Bordeaux<sup>79</sup>. Le 22 octobre 1467, Arnaldus Bonelli présentait son rapport au chapitre sur ce qu'il avait traité avec le roi. Louis XI avait reçu le dossier et voulait envoyer Petrus de Sirizay à Rome, afin de poursuivre la canonisation de Pey Berland. Le chapitre décida d'écrire une lettre de remerciements au roi pour son intérêt envers l'église de Bordeaux<sup>80</sup>.

A ce point des démarches, la *causa canonizationis bone memorie domini Petri Berlandi* n'a pas encore beaucoup progressé. C'est maintenant Louis XI, qui est apparemment en possession du dossier, mais la note suivante du

67. AASS, sept. III, p. 664 et s.

68. *It is not to be doubted but, considering the trouthe and simplenesse of the said Archbishop, and he be wel groped and thoroughly examined after the grete wisdom of you, so he folowe not th'instruction which is supposed that he hath here before his departing, but may be so induced oons to leep in the mergyn, he wolde telle the trouth ; the which so remedie be provided therefore, is lyke to be the salvation of this londe, which elles must be needely the losse by the selfe misgouvernaunce, though noon other ennemies were*, lettre à lord Cromwell, Williams, G. (ed.), *Official correspondence of Thomas Bekynnton, Secretery to King Henry VI and Bishop of Bath and Wells*, t. II, London, 1872, p. 192.

69. Edition partielle dans *Arch. hist de la Gironde*, t. X, p. 408 et par Lopes, H., *L'église métropolitaine et primatiale saint André de Bordeaux, commenté par J. Callen*, t. II, Bordeaux, 1884, p. 315-317, mais plusieurs événements portent une date incorrecte.

70. A.D.Gir. G 285, fol. 32v, 16 avril 1467.

71. Pie II mourut en 1464 ; son successeur fut consacré en août de la même année.

72. G 285, fol. 33v, 5 mai 1467.

73. Chanoine du chapitre Saint-André, plusieurs fois nommé en chapitre, la première fois le 8 mars 1464. G 285, fol. 1v.

74. Gams, P. B., *Series episcoporum ecclesiae catholicae*, Ratisbonne, 1886, p. 598.

75. 285, fol. 34r, 4 juin 1467.

76. G 285, fol. 38v, 16 août 1467.

77. Le 17 août 1452 Arnaldus Bonelli, bachelier en décret, reçu chanoine prébendé, (A.D.Gir. G 311, fol. 140r), présent à l'ouverture du testament de Pey Berland, solliciteur du chapitre au parlement en 1465 (A.D.Gir. G 285, fol. 17r), il devrait être mort avant le 4 juillet 1480 (G 285, fol. 162r).

78. Petrus de Sirizay, le vicaire de l'archevêque, reçu chanoine le 13 août 1467 à la prébende vacante par la mort de Johannes Mai, G 285, fol. 38r.

79. G 285, fol. 39v, 27 août 1467.

80. G 285, fol. 42r, 22 octobre 1467.

registre capitulaire concernant ce procès ne se trouve qu'en novembre 1471, quatre ans plus tard ! Et à ce moment-là, ce n'est pas le chapitre, mais le capital de Buch, qui prend l'initiative. Le capital informait ainsi le chapitre que le duc de Guyenne, c'est-à-dire non plus le roi Louis XI, mais son très jeune frère Charles, apanagé de ce duché<sup>81</sup> enverrait des ambassadeurs au pape<sup>82</sup>. Le duc à son tour tentait de gagner le cœur du clergé bordelais en s'occupant de la canonisation<sup>83</sup> ; mais en même temps on peut y voir une tentative d'indépendance de Charles de France contre Louis XI, qui parallèlement négociait avec le duc de Bourgogne. En tout cas, les chanoines prirent peur, remercièrent le capital, mais déclinèrent l'offre pour ne pas faire injure au roi, qui au demeurant conservait le dossier<sup>84</sup>.

Louis XI, n'ayant reçu aucune nouvelle de la chancellerie romaine écrivit au pape Sixte IV<sup>85</sup> au début de 1472 pour le prier de reprendre cette cause. Que s'était-il passé avec le messager Petrus de Sirizay, envoyé ou non à Rome vers la fin de l'octobre 1467 avec le dossier ? Sixte IV répondit au roi par un bref daté du 26 août 1472<sup>86</sup> : jusqu'à ce jour, il n'avait rien reçu d'authentique. Le dossier n'était donc pas parvenu à destination, ou bien il y manquait la description des miracles attribués à Pey Berland. Comme Pie II, Sixte IV attire l'attention du roi sur les *merita et miracula*. Le roi entreprit à nouveau des démarches et écrivit au chapitre, qui de son côté ordonna dès le 22 septembre, que Arnaldus Bonelli, qui avait précédemment remis le dossier des titres au roi, partirait le plus tôt possible vers le roi, afin de traiter l'affaire de la canonisation “pour qui le roi a une dévotion particulière”<sup>87</sup>. On lui donnait un écu par jour pendant son absence. Mais apparemment le roi, désirant prendre une part active dans cette affaire et se méfiant peut-être un peu du chapitre, envoya lui-même un héraut d'armes vers le chapitre pour avoir le dossier et le récit des miracles de Pey Berland. Le chapitre lui adressa des remerciements pour l'intérêt qu'il y prenait et répondit, que conformément à la lettre du pape, dont le roi avait envoyé une copie, Arnaldus Bonelli avait été envoyé vers le roi et avait avec lui les pièces réclamées. En même temps, la publication des lettres du roi dans toute la ville et dans toutes les églises du diocèse fut ordonnée pour avoir la relation de tous les miracles faits par Pey Berland et pour pouvoir les expédier au roi comme il le demande. On organisa pour le dimanche suivant une procession générale au couvent des Carmes de Bordeaux afin de publier les lettres du roi<sup>88</sup>. Arnaldus Bonelli alla voir alors le roi sans avoir le dossier complet, c'est-à-dire sans le récit de tous les miracles. Après six mois, nous apprenons que le chapitre décida en avril 1473 de surseoir provisoirement à la proposition d'envoyer des enquêteurs dans le diocèse de Bordeaux<sup>89</sup>. Plus d'un an plus tard, le chapitre délibéra de vendre la cire qui était sur le tombeau de Pey Berland pour les frais du procès<sup>90</sup>. Le chassé-croisé ne déboucha sur rien.

En 1475 une nouvelle grande manifestation de vénération envers Pey Berland eut lieu : les maire et jurats de Bordeaux, le parlement renouvelèrent leur serment de fidélité à Louis XI au tombeau de Pey Berland<sup>91</sup>. Mais on en était encore, semble-t-il, à fournir au roi ou au Saint-Siège les informations nécessaires et de ce fait nous ne sommes pas étonné d'apprendre que le dossier avait été égaré. Ce qui est frappant, c'est que le roi prend l'initiative de le faire rechercher : le 6 avril 1475 le doyen de Saint-André lut en chapitre des lettres du roi, après cela les chanoines décidèrent d'écrire à l'évêque d'Albi, Louis d'Amboise, pour savoir où se trouvait le dossier du procès, car il était le dernier, auquel le roi avait confié les pièces à porter à Rome. Le chapitre se plaignit qu'on n'avait plus revu le dossier depuis<sup>92</sup>. Cinq jours plus tard, lesdites lettres furent lues au chapitre et on ordonna de les apporter à l'évêque par le prêtre André, également chargé d'extraire des actes des notaires de Toulouse tout ce qui avait trait au procès de Pey Berland. Le chapitre consentit à donner quinze écus provenant de la vente des offrandes du tombeau au messager<sup>93</sup>. Le 29 juin, le chapitre reçu en réponse une lettre de l'évêque d'Albi disant qu'il avait livré le dossier au pape, lequel l'avait remis à un cardinal nommé dans ladite let-

81. Charles de France, frère Louis XI et nommé duc de Guyenne par celui-ci en 1469 ; Stein, H., *Charles de France, frère de Louis XI*, Paris, 1919, p. 398-300, p. 433-437.

82. *Dux mittit Romam ambaxiatores suos pro faciendo obedienciam domino nostro pape*, G 285, fol. 70r, 5 novembre 1471.

83. Le chapitre Saint-André avait élu pour un canonat vacant Raymond d'Aydie à la demande du duc, le neveu de son lieutenant Lescun (G 285 fol. 52r, le 15 septembre 1469). L'espoir des chanoines, que de sérieux avantages pourraient en résulter, se vérifia : cf. confirmation de ses privilèges par le duc le 17 mai 1470 (A.D.Gir. G 285 fol. 56r). A la mort du beau-frère du duc, le prince de Viane, l'archevêque et le chapitre acceptèrent de célébrer les obsèques dans la cathédrale, et qu'un tombeau pourrait être élevé (délibération du 26 février 1471, G 285 fol. 63v).

84. G 285, fol. 70r, 5 novembre 1471.

85. Successeur de Paul II en 1471.

86. Bref de Sixte IV du 26 août 1472, dans : Laborie, *Biographie*, p. 69 et s. ; Corbin, *Histoire*, p. 255.

87. *Noster rex habet magna devocione de faciendo eum canonizari*, G 285, fol. 81, 22 et 29 septembre 1472.

88. G 285, fol. 83r, 18 octobre 1472.

89. G 285, fol. 91v, 1 avril 1473.

90. G 285, fol. 110r, 7 juillet 1474.

91. G 285, fol. 116r, 7 février 1475.

92. G 285, fol. 118v, 6 avril 1475.

93. G 285, fol. 110r, 11 avril 1475.

tre<sup>94</sup>. Ensuite, les chanoines écrivirent au roi pour l'informer de l'affaire et également à Johannes de Seretanis, qui se trouvait à la cour romaine pour hâter la conclusion du procès<sup>95</sup>.

Fin d'octobre, Arnaldus Bonelli devait être envoyé vers le roi pour la poursuite de la canonisation et en cas de sa récusation, le sacriste Raimundus de Furno<sup>96</sup> en serait chargé<sup>97</sup>. Cependant, en novembre, on décida que Raimundus de Furno devrait aller d'abord auprès du roi, et si ce dernier ne voulait pas contribuer aux frais de la canonisation, il devrait rentrer, sans accomplir sa mission à Rome<sup>98</sup>. Toutefois, le sacriste ne consentait à partir qu'avec suffisamment d'argent et une procuration. Le chapitre refuse et chargea l'archidiacre de Blaye, Bernardus de Ambilla, de l'affaire<sup>99</sup>. Deux jours plus tard, ce dernier fit ses propositions<sup>100</sup>. Finalement, le 5 décembre, le chapitre annula sa délibération du 23 novembre et décida que Raimundus de Furno irait comme intermédiaire auprès le roi et ensuite à la cour romaine avec cent écus et une procuration l'autorisant à s'engager au nom du chapitre jusqu'à la somme de quatre cent écus, sous réserve d'obtenir l'indulgence pour l'église de Bordeaux<sup>101</sup>. Arrivé à la cour du roi, le sacriste écrivit au chapitre mi-janvier que le roi était mécontent de ce qu'on ne lui avait pas donné assez d'argent pour les frais de voyage et de séjour à Rome<sup>102</sup>. Quelques jours plus tard<sup>103</sup>, Raimundus de Furno, rentré de la cour, fit son rapport au chapitre et dit avoir livré la copie du procès à maître Baudinotus Dages<sup>104</sup>. On n'arrive pas à déterminer si, à ce stade des démarches, le dossier a été complété par un rapport sur les miracles et des extraits d'actes notariés toulousains, mais des efforts en ce sens ont été fait. De plus, les chanoines ont été constamment gênés pour correspondre directement avec la Curie n'osant manifestement pas s'affranchir de l'intermédiaire du roi, d'autant que Louis XI affichait un intérêt personnel pour l'affaire. Cela compliquait tout.

Le chapitre entreprit alors une deuxième tentative pour déposer le dossier à la cour romaine, tout en ignorant à qui on pouvait attribuer l'échec de la première. Nous avons déjà vu que les dépenses d'un chapitre pour une procédure comme celle d'une canonisation ne sont pas à négliger, surtout en comptant les cadeaux. La mention suivante dans le registre capitulaire y fait allusion : fin-janvier les trois chanoines "privilegiés" et résidant à Rome, Seretanis, Sinibaldis et de Pereriis, reçurent chacun vingt écus de la monnaie de Bordeaux<sup>105</sup>. Puis plus rien jusqu'en 1480 ; Baudinotus Dages est-il allé à Rome avec le dossier du procès de canonisation ?

En 1480 Louis XI et le chapitre de Saint-André mirent en route une troisième tentative. Le roi écrit à plusieurs reprises au chapitre pour le procès-verbal de la canonisation<sup>106</sup>. En 1481 un chanoine est député auprès le roi pour cette affaire et les évêques de Sarlat, Bernard de Rouffignac

et de Bazas, Raymond de Treuil sont priés par le chapitre de rédiger le procès-verbal de la canonisation de Pey Berland. En 1482 on le porte au roi<sup>107</sup>. Un an plus tard, nous apprenons que les sollicitations pour la canonisation sont faites<sup>108</sup> et la même année au mois de juin, les Trois-Etats de Guyenne décident d'y consacrer 3500 livres tournois réunies par les diverses communautés de la province<sup>109</sup>. C'est un des rares témoignages prouvant que l'intérêt pour la canonisation de Pey Berland dépasse les murs de la ville de Bordeaux. D'un autre côté, le chapitre prélève sur les offrandes au tombeau de Pey Berland pour ces démarches, pour la célébration de son anniversaire, mais rien de plus : en particulier, il n'est pas question de tableau ou de statue. L'engagement du chapitre pour la canonisation de son ancien archevêque s'est émoussé. De plus, la mort du roi Louis XI en 1483 retarda encore la procédure. Finalement, nous devons constater que le dossier avec les procès-verbaux et le récit des miracles est arrivé à la cour romaine

94. La lettre n'est que mentionnée au registre, ce qui ne nous permet pas de découvrir le nom du cardinal mentionné. Il ne fut certainement pas le cardinal Jean Jouffroy, si attaché au roi Louis XI, car Jean Jouffroy meurt en 1473. Il avait mérité son chapeau rouge avec l'abdication de Louis XI à la Pragmatique Sanction le 27 novembre 1461. Märkl, C., *Kardinal Jean Jouffroy. Leben und Werk*, Sigmaringen, 1996, p. 125 et s.

95. G 285, fol. 122r, 29 juin 1475.

96. A part de sa fonction de sacriste au chapitre de Saint-André, il était conseiller clerc au parlement de Bordeaux. Il est probablement décédé avant le 22 janvier 1489, parce qu'à ce moment-là il fut remplacé en parlement par Bertrand Piochel. Philip, *Les parlementaires*, annexe, s. v. Raymond Dufour.

97. G 285, fol. 126r, 31 octobre 1475.

98. G 285, fol. 126v, 16 novembre 1475.

99. G 285, fol. 126v, 21 novembre 1475.

100. G 285, fol. 127r, 23 novembre 1475.

101. G 285, fol. 127r, 5 décembre 1475.

102. G 285, fol. 128r, 16 janvier 1476.

103. G 285, fol. 128v, 23 janvier 1476.

104. Bachelier en décret, chanoine, sous-chantre puis doyen de Saint-André en 1479 conseiller clerc au parlement de Bordeaux. Il mourut le 28 novembre 1505. Philip, *Les parlementaires*, annexe, s. v. Baudinot d'Agès.

105. G 285, fol. 128v, 31 janvier 1476.

106. G 285, fol. 128v, 31 janvier 1476.

107. A.D.Gir. G 308, fol. 24, 1481 et 1482.

108. G 308, fol. 25r, 1483.

109. A.D.Gir. G 308, G 274, fol. 25r-26r, juin 1483.

peu avant 1485, date d'un bref<sup>110</sup> du pape Innocent VIII<sup>111</sup>, qui a manifestement remis la cause à l'ordre du jour. Les destinataires étaient les évêques de Bazas, de Sarlat et de Dax. Les preuves des vertus et de la sainteté de Pey Berland n'y étaient pas mises en cause, mais restait à prouver quelques miracles précis pour satisfaire à la forme canonique et corriger la négligence par inadvertance. Quant aux miracles, l'enquête continuait : il y eut encore une fois des instances du chapitre pour la canonisation en 1486, et un an plus tard, il envoya à Rome deux chanoines qui étaient en même temps chargés de demander la création de chanoines semiprébendés<sup>112</sup>. Le 23 mars 1487, des lettres patentes de Charles VIII pour l'université de Bordeaux font encore allusion ; il louait l'ancien archevêque : "Pierre Berland... pour les grans vertuz, merites, devocion et bon exemple de vivre qui estoit en sa personne, on croit piteusement estre saint"<sup>113</sup>. Le roi recommanda l'affaire aux commissaires envoyés en 1491 à la curie. Nous en sommes alors à la quatrième tentative de la canonisation de Pey Berland<sup>114</sup>, et le dossier documentaire actuel s'arrête là. Cette année 1491 marque finalement la dernière trace des efforts entrepris.

## L'arrêt du procès : la question des causes et les critères pour le procès par le Saint-Siège

Finalement, après une trentaine d'années, les efforts pour la canonisation, entrepris par le chapitre de Saint-André, les évêques de Bazas, Périgueux, Sarlat et de Dax, les Trois-Etats, le roi Charles VIII et surtout Louis XI, avaient été vains. Apparemment, on a abandonné l'affaire à cause de l'insuffisance des miracles.

Peut-être les tentatives auraient-elles été couronnées de succès après une autre trentaine d'années, car les procès de canonisation aux XIVe et XVe siècle ne se sont pas passés si vite. L'évêque Antonin de Florence, mort en 1459, n'a été canonisé qu'en 1523 ou Nicolas de Tolentino, mort en 1305, en 1446 et plusieurs papes et commissaires ont dû s'occuper de ces procès-là. Pour la plupart des personnages, morts en odeur de sainteté au XVe siècle, on a dû attendre la confirmation officielle du culte jusqu'au XVIIIe siècle, par exemple de Antoine d'Amendola (OESA), mort en 1435 et canonisé en 1755 ou Thomas Bellacci (OFM), mort en 1447 et canonisé en 1770. Pour les derniers, il s'agit des procès *per viam cultus*, qui étaient effectués sur l'ordre de la papauté entre le XVIIe et le XIXe siècle, pour donner un statut juridique à des saints qui bénéficiaient d'un culte immémorial<sup>115</sup>.

C'est un fait que, à partir de la fin du XIIIe siècle, la durée croissante de la procédure fit baisser le nombre des canonisations. Surtout, la phase curiale du procès avec l'exa-

men méticuleux des actes de l'enquête *in partibus*, et l'établissement d'un rapport par les cardinaux traînant des décennies. Même des dossiers excellents pouvaient ainsi être bloqués à plusieurs reprises. D'autres motifs d'allongement étaient le décès du pape qui avait ordonné le procès, car la commission devait être confirmée de nouveau dans ses fonctions par le successeur, l'augmentation des frais pour l'enquête *in partibus* que devaient supporter les postulants, et en phase curiale, les cadeaux et des dons en argent pour les procureurs et cardinaux chargés de suivre l'affaire, et finalement les faveurs à des personnages influents pour éviter que l'examen du dossier ne s'endormît. Tout cela coûtait très cher aux postulants. Le coût de la phase finale du procès de sainte Brigitte de Suède (1375-1391) se serait élevé à 5000 ducats et en 1429, les envoyés de la ville de Nuremberg payèrent 5000 florins pour obtenir la bulle de canonisation de saint Sebald<sup>116</sup>. Il s'agit certainement de sommes qui n'étaient pas à la portée de tous les bourses<sup>117</sup>.

Voilà les points délicats en face desquels se trouvait le chapitre Saint-André. Les obstacles dans le procès de canonisation de Pey Berland furent plusieurs pontificats très courts, qui se sont suivis, après Pie II, Paul II, Sixte IV,

110. "Bien qu'il soit constant, d'après les procès-verbaux relatifs à la canonisation de Pey Berland, de bonne mémoire, en son vivant archevêque de Bordeaux, que chacun des témoins a suffisamment et pleinement déposé, touchant l'excellence et la sainteté de sa vie, néanmoins, les commissaires par Nous délégués pour mener l'enquête à ce sujet, préoccupés qu'ils étaient d'accumuler dans leurs rapports de nombreux miracles, ont absolument négligé, par inadvertance, d'interroger, plusieurs témoins sur chaque miracle, ainsi qu'il auraient dû le faire ; et attendu que durant ces fêtes, lors même que plusieurs témoins auraient été examinés, on ne peut procéder à l'affaire de cette canonisation ; voulant dans une chose si grave, respecter la forme canonique, Nous confions par les présentes à votre Fraternité et à chacun de Vous, de la probité et de la prudence desquels Nous avons une pleine assurance dans le Seigneur, de l'avis et de l'assentiment de nos vénérables Frères les Cardinaux de la Sainte Eglise Romaine, après en avoir délibéré avec eux en Consistoire le mandat d'examiner les témoins sur les susdits miracles, sur d'autres, s'il y a lieu, ainsi que sur chacun d'eux en particulier, en sorte que leur témoignage concorde à l'endroit de chacun de ces faits, et que Nous puissions Nous-mêmes, comme nous le désirons, avec la grâce de Dieu, procéder à la canonisation elle-même". Bref de Innocent VIII du 4 août 1485, dans : Laborie, *Biographie*, p. 71-73.

111. Successeur de Sixte IV en 1484.

112. G 308, fol. 25v, 1486.

113. Barckhausen, H., *Statuts et règlements de l'ancienne université de Bordeaux (1441-1793)*, Bordeaux, 1886, p. 47.

114. Arch. hist., t. X, p. 408, le 16 septembre 1491.

115. Vauchez, *La sainteté*, p. 664 et s.

116. Vauchez, *La sainteté*, p. 77.

117. Vauchez, *La sainteté*, p. 76 et s. ; Ries, *Heiligenverehrung*, p. 162.

Innocent VIII, ce qui n'a pas pu garantir un minimum de continuité. De plus, les frais du procès et les dons en argent pour les commissaires responsables à la Curie posaient problème au chapitre Saint-André.

Mais comment aborder à la question de l'abandon des démarches pour le procès quand nous ne possédons pas de sources suffisantes pour y répondre ? La condition *sine qua non* du Saint-Siège est nette : il faut des miracles pour la canonisation. Sixte IV en 1472, puis Innocent VIII en 1485 ont souligné les insuffisances du dossier remis. Les papes faisaient bien la différence entre un être humain simple et un personnage qui vit plus dans la gloire de Dieu qu'un autre. Les miracles en attestaient ou non. Faute d'en avoir connaissance, le pape ne fait pas élever un saint sur les autels. La faute est alors à chercher chez ceux, qui auraient voulu poursuivre le procès. Nous avons plusieurs possibilités pour expliquer l'arrêt, sans avoir de certitude, à part le fait, que le procès avait commencé à traîner en longueur, ce qui avait coûté cher : peut-être est-ce la mort du roi Louis XI, qu'y avait porté un grand intérêt et les moyens de financement pour la démarche, ou peut-être la politique de Charles VIII, mal vue des Italiens, ou le fait qu'on avait déjà, après une trentaine des années, oublié les mérites de l'archevêque qui avait lutté pour les Anglais, parce qu'on était déjà bien intégré dans le royaume français. Tout-ça n'est que conjecture.

Le XIX<sup>e</sup> siècle s'est efforcé à nouveau de mettre en marche la cause de Pey Berland. De cette époque-là résultent plusieurs biographies de Pey Berland, qui soulignent toutes, les unes plus que les autres, la sainteté de l'ancien archevêque de Bordeaux<sup>118</sup>. La raison de la redécouverte et la renaissance de l'archevêque Pey Berland doit être recherchée dans le trait nationaliste de cette époque et dans sa valeur pour l'histoire locale. C'est à l'initiative de Laborie qu'une supplique<sup>119</sup> du Cardinal Ferdinand Donnet, archevêque de Bordeaux, fut rédigée en 1879, par laquelle lui-même déclarait, que Pey Berland a "toujours été tenu pour un saint et constamment qualifié de bienheureux par le peuple bordelais"<sup>120</sup>. Mais avec l'énumération des causes, on toucha le point critique du procès d'autrefois : les miracles. Peut-être voulait-on animer la reconnaissance du culte de Pey Berland par un procès *per viam cultus*, mais comment témoigner une vénération immémoriale quand on ne sait même pas précisément où localiser la sépulture de Pey Berland ? En effet, le procès de canonisation n'a jamais été repris malgré la supplique du cardinal Donnet au Pape Léon XIII et une béatification n'eut pas non plus lieu<sup>121</sup>.

## Conclusion

Le procès de canonisation de Pey Berland est né des efforts de Louis XI pour gagner le cœur de la population et du clergé bordelais. Il leur concéda des privilèges et des faveurs et soutint la cause de canonisation, tout en acceptant la réputation de Pey Berland comme bienfaiteur de la ville durant le temps critique de la guerre. Les amis, collègues et concitoyens de Pey Berland ont bien établi sa réputation de sainteté dans leurs réponses au questionnaire de l'enquête canonique. Pey Berland n'aimait pas le luxe, portait un cilice et il remplissait consciencieusement les devoirs de son sacerdoce. Comme administrateur d'un diocèse ravagé par la guerre, il avait tenté de maintenir en vigueur une vie paroissiale bien organisée. Nous reconnaissons-là les traits de sainteté, tels qu'ils se sont formés pendant plusieurs siècles (humilité, chasteté, patience, charité, dévotion, intégrité, modestie) et l'image du "Bon Pasteur", tel que le souhaitait Jean Gerson, alerté par les manquements des prélats, au début du XV<sup>e</sup> siècle.

Les grands efforts, entrepris par le chapitre pour le procès de canonisation pendant une trentaine d'années, répondaient aux désirs du peuple, mais défendaient aussi les intérêts naturels et moraux des chanoines, face au nouvel archevêque français, Blaise de Gréelle. Les chanoines comme le roi ont des buts "politiques" tout en faisant de leur mieux, mais l'affaire s'enlisa dans une procédure trop longue et hors de prix pour le chapitre. Enfin, l'idéal de sainteté retenu par l'Eglise au XV<sup>e</sup> siècle n'était certainement plus d'abord celui du "Bon Pasteur", qui avait prévalu son succès au Haut Moyen Age, on tend plutôt à valoriser les grands prédicateurs de l'époque comme Vincent Ferrier († 1419), Bernardin de Sienne († 1444), Jean de Capistrano († 1456), Jacques de la Marche († 1476). Les deux seuls évêques canonisés de l'époque sont Antonin de Florence († 1459) et Laurent Giustiniani de Venise († 1455), l'un frère prêcheur, l'autre grand mystique.

118. Biographies sur Pey Berland de L. W. Ravenet (1862), E. Barthe (1863), J. H. G. Laborie (1885), R. Corbin (1888).

119. Laborie, *Biographie*, p. 132 et s. ; Corbin, *Histoire*, p. 532 et s.

120. *Semper sanctum habitum fuisse, et appellatum indesinenter beatum, a populo burdigalensi*, Laborie, *Biographie*, p. 132.

121. Quand même on trouve Pey Berland nommé comme *beatus* chez Gams, *Series episcoporum ecclesiae*, p. 520.

Pey Berland n'est pas le seul postulant aquitain à la sainteté à rester au bord du chemin à la fin du XV<sup>e</sup> siècle. Un deuxième procès de canonisation paraît être intéressant pour son contexte : celui d'Elie de Bourdeille (\* 1410, † 1484), issu d'une famille aristocratique du Périgord, franciscain, d'abord évêque de Périgueux, archevêque de Tours et à la fin de sa vie cardinal. En son temps, Elie de Bourdeille avait joué un rôle politique important pour la papauté et les rois de France, Charles VII et Louis XI. Son secrétaire et confesseur Pierre de Bois-Morin eut écrit sa *vita* de 1485 à 1490<sup>122</sup>, mais l'enquête canonique ne date que de l'année 1527, presque un demi-siècle après la mort de l'archevêque vénéré. Et - fait remarquable - l'Eglise de Tours, qui possé-

daît la tombe et les restes précieux de son archevêque, ne fut pas le promoteur de l'enquête ; par contre, ce fut l'Eglise de Périgueux qui prit l'initiative. En fin de compte, la canonisation eut pas lieu, mais Elie de Bourdeille fut quand-même reconnu comme bienheureux. La sainteté épiscopale ne faisait pas recette, faute certainement du puissant relais d'une congrégation régulière.

122. Pierre de Bois-Morin, Vie du cardinal Elie de Bourdeille, publié par Poüan, B.-Th., *Le saint cardinal Hélié de Bourdeille des frères Mineurs, évêque de Périgueux, archevêque de Tours*, t. II, Neuville-sous-Montreuil, 1897, p. 13-42.

## *Demeures de jurats bourgeois bordelais dans la seconde moitié du XVII<sup>e</sup> siècle*

par Laurent Coste

Gérer les affaires de la cité, côtoyer à l'hôtel de ville les vieilles familles de la noblesse locale et les représentants les plus réputés du barreau, telles sont les ambitions secrètes de bien des marchands bordelais. Mais devenir jurat est réservé à une élite qui se distingue alors de la masse des marchands et banquiers de la ville par le titre envié de *civis burdigalensis*, Citoyen de Bordeaux. Ce patriciat urbain est constitué de quelques dizaines de familles, associées pour les mêmes opérations commerciales<sup>1</sup> et unies depuis peu ou des générations par des liens matrimoniaux de plus en plus complexes. Mais s'agit-il toujours des marchands les plus aisés, ce n'est pas si sûr. Une des mesures de la réussite sociale passe par la possession d'une belle demeure en ville (sans compter les propriétés rurales<sup>2</sup>) et par un cadre de vie qui prouve aux parents, amis et clients l'aisance du maître de maison. Malgré leur imperfection<sup>3</sup>, les inventaires après décès permettent d'entrer dans l'intimité des jurats de Bordeaux peu de temps avant le grand essor commercial du XVIII<sup>e</sup> siècle, au cours du règne personnel du Roi Soleil. Le faubourg des Chartrons n'ayant pas encore connu son essor, une grande partie des jurats négociants vivent alors dans le quartier Saint-Michel, comme la plupart des marchands bordelais. Leurs demeures tendent peu à peu à s'agrandir et le luxe s'introduit chez les plus riches d'entre eux.

### **La maison dans la cité**

Atteindre les plus hautes marches du pouvoir local, être coopté par les jurats en place, recevoir après 1683 l'agrément du pouvoir royal est réservé à un petit nombre de marchands et banquiers bordelais. Il n'est donc guère surprenant de ne pas retrouver facilement leur trace dans les archives bordelaises. Dépouillements systématiques des répertoires notariés, sondages effectués en début et fin de période donnent la mesure de ce patriciat très réduit. Entre 1650 et 1715, 164 mariages sont contractés dans le milieu des jurats bordelais sur 4547 contrats répertoriés chez 19 notaires soit 3,6 %. En 1661, sur 252 bourgeois marchands ayant passé des actes notariés, 13 sont des Citoyens soit 5,1 %. En 1711, sur 307 bourgeois et marchands clients de

1. L. Coste, "Une oligarchie à la tête de Bordeaux : intérêts politiques et économiques des jurats bourgeois sous le règne de Louis XIV", dans *Bordeaux et l'Aquitaine*, T. 1, F.H.S.O., 1998, p. 155-173.

2. L. Coste, "Les Citoyens de Bordeaux et la terre : les stratégies foncières de l'élite bourgeoise au temps du Roi Soleil", dans *Bulletin d'Histoire des Espaces Atlantiques*, 1998, n° 8, p. 47-58.

3. J. Quéniart, "L'utilisation des inventaires en histoire socio-culturelle", dans B. Vogler (sous dir.), *Les actes notariés, source de l'histoire sociale, XVI<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles*, Strasbourg, 1979, p. 241-255.

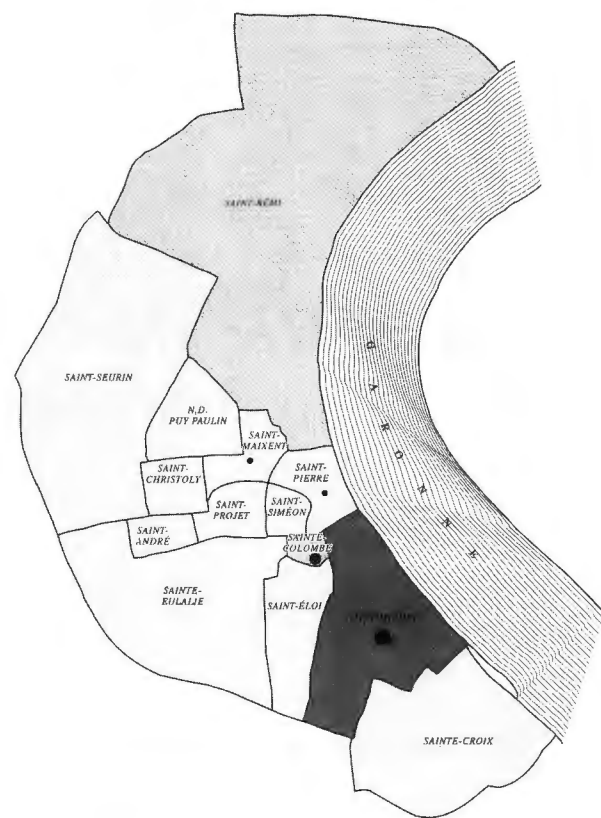
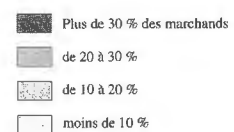


Fig. 1. — Bordeaux en 1661.

Quartiers d'habitation  
des bourgeois marchandsQuartiers d'habitation  
des citoyens de Bordeaux

17 notaires importants de la ville, 23 soit 7,5 % appartiennent à l'élite bourgeoise. Enfin, sur 2449 inventaires après décès répertoriés de 1661 à 1715 chez une trentaine de praticiens, 20 soit 0,81 % concernent des jurats. Décédés entre 1662 et 1698, ils ont exercé des responsabilités dans le commerce, comme consul puis juge de la bourse avant d'accéder à la jurade (voir tableau des carrières en annexe).

Où vivent les jurats ? Seize adresses seulement ont été indiquées par le notaire dressant l'acte. Six (37,5 %) demeurent dans la paroisse saint-Michel, quatre (25 %) à Saint-Pierre et trois (18,76 %) à Saint-Rémy. Les autres logent à Saint-Eloi, Saint-Maixant et Sainte-Colombe. Ils sont donc très représentatifs du milieu des élites marchandes. En 1661, sur treize demeures de Citoyens localisées, sept (53,84 %) le sont à Saint-Michel, quatre (30,76 %) à Sainte-Colombe, les deux autres étant à Saint-Rémy et Saint-Pierre. En 1711,

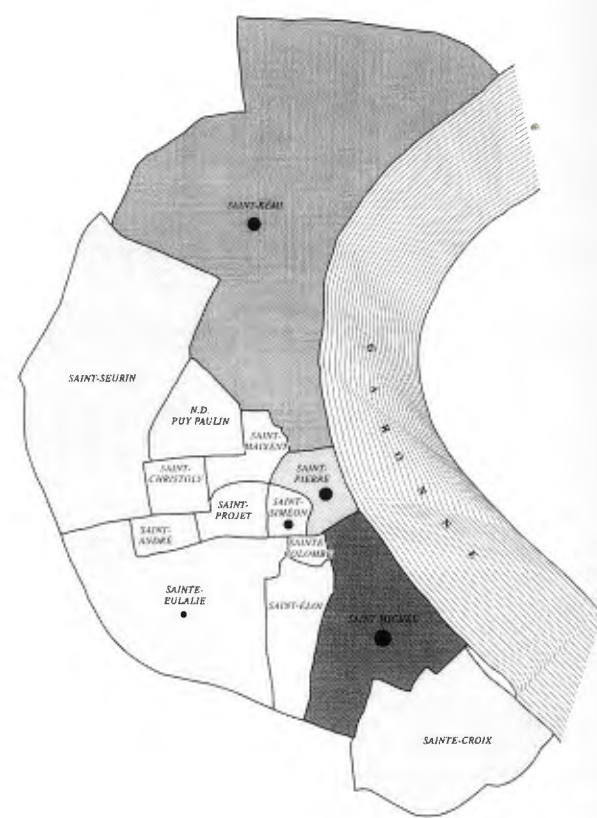
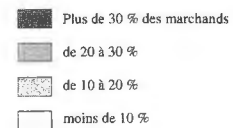
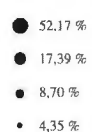


Fig. 2. — Bordeaux en 1711.

Quartiers d'habitation  
des bourgeois marchandsQuartiers d'habitation  
des citoyens de Bordeaux

sur vingt-trois adresses connues des membres du patriciat, douze (52,17 %) concernent Saint-Michel, quatre Saint-Pierre (17,39 %) et quatre Saint-Rémy. Il en est de même pour l'ensemble des marchands <sup>4</sup>. Les trois paroisses de Saint-Michel, Saint-Pierre et Saint-Rémy regroupent en 1661 65,28 % et en 1711 près des trois quarts des marchands bordelais alors qu'à la même époque la moitié des gentilshommes habitent Sainte-Eulalie, Saint-Projet et Saint-Siméon (fig. 1 et 2) En fait, les jurats vivent dans un quartier assez réduit, limité par les quais, les fossés de l'hô-

4. On retrouve la même concentration géographique à Toulouse où les marchands vivent dans les trois capitoulats du Pont-Vieux, Saint-Barthélémy et la Pierre Saint-Géraud. C. Legros, *Les marchands à Toulouse au siècle de Louis XIV, 1660-1715*, T.E.R. s. dir. R. Souriac, p. 7-8.

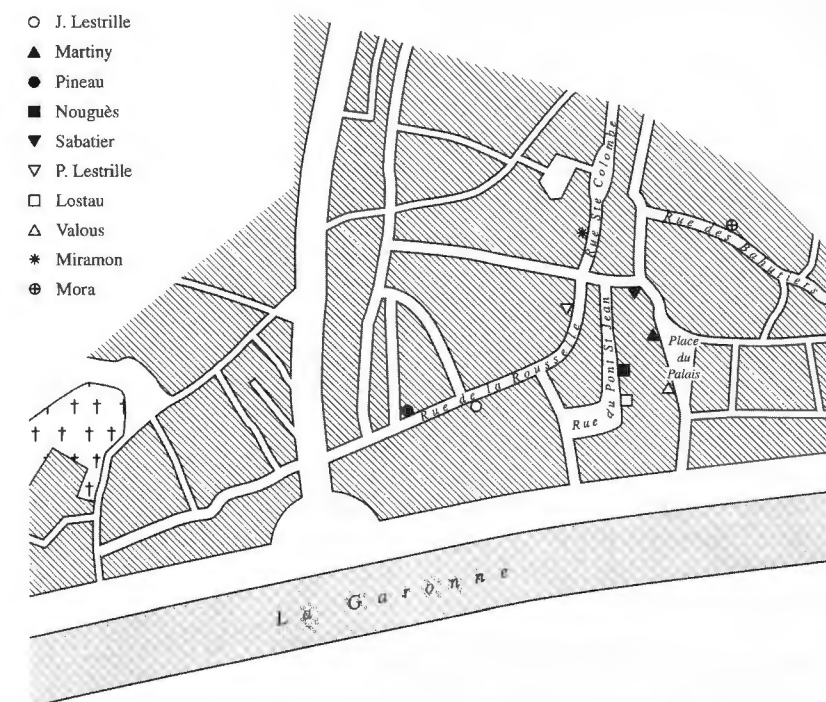


Fig. 3. — Le quartier de la Rousselle, "fief" des Jurats bourgeois. La localisation des adresses est approximative.

tel de ville et la rue des bahutiers (fig. 3). Les adresses sont imprécises car il n'existe pas de numérotation même si certaines descriptions permettent de situer la maison. Arnaud Pineau habite en 1671 à l'angle des rues de la Rousselle et du Soleil <sup>5</sup>. En 1684, la demeure de Jean Sabatier occupe le coin de la rue de la chapelle Saint-Jean sur la place du palais <sup>6</sup>. Celles de Jean de Jehan et de Louis Légèze donnent à la fois sur la rue du Chapeau Rouge et la place Saint-Rémy. En effet, 65 % de ces habitations disposent d'une cour intérieure. Malheureusement les demeures bourgeoises du XVII<sup>e</sup> siècle ont pour la plupart disparu, le quartier du palais de l'Ombrière ayant été fortement remanié. Rares sont les témoignages concrets de l'époque. Toutefois une gravure conservée aux Archives municipales de Bordeaux pourrait représenter la demeure d'Arnaud Pineau au 64 rue de la Rousselle, à l'angle de la rue du Soleil (fig. 4). La localisation n'est pas incompatible avec les données descriptives d'un contrat d'aménagement passé le 20 avril 1659 entre le jurat et le maître maçon Etienne Lalanne. L'ouvrier s'engage à lui "faire une cheminée dans la grande chambre haute du dernier de la maison... et platfondz... laquelle cheminée et plat fondz seront de bonne pierre de Bouchet et le claveau de la dite cheminée sera de pierre de Taillebourg, ...



Fig. 4. — Gravure de la demeure d'Arnaud Pineau (?) A.M. IX B 132.

5. A.D.Gir. 3 E 4091 P 601.

6. A.D.Gir. 3 E 6612 P 240.

le cadre de la dite cheminée... de bonne pierre de Saint-Laurens, la corniche de mesme pierre enrichie d'architecture et le manteau de bonne pierre de Taillebourg". En outre, la maison devait ouvrir "deux croisées dans la mesme chambre pour y bailler jour, l'une du costé de la ruhe du soleil et l'autre du costé de la petite basse cour, de bonne pierre de Saint-Laurens, sauf les quatre pieds droitz... de pierre de Taillebourg"<sup>7</sup>. La croisée de la basse cour devait être équipée de "deux petits courbeaux pour y faire un petit toit pour destourner le vend et pluye de la dite croisée". Enfin la chambre et l'antichambre devaient être blanchies et dotées d'un évier. Le chantier prévu pour deux mois devait coûter 215 l. t. Le soin que mettent les jurats à embellir leur demeure s'explique par leur prix élevé. Ils habitent de belles demeures héritées de leurs parents ou acquises par eux-mêmes. Rares ont été les transactions retrouvées, les contrats cités dans les liasses de papiers correspondant à des minutes notariales disparues. Quelques transactions conservées sont toutefois supérieures à 10000 l. t. Ainsi le 8 septembre 1661 le jurat Jean de Jehan achète à la famille de Lauretan une maison "scize et scittuée en la présente ville sur les grands fosés de ruhe du chapeau rouge du bout du midy à la ruhe qui de la croix de Saint-Remy au pon de la mousque" pour 13500 l. t.<sup>8</sup> A la fin de la période, le jurat Pierre Billate aîné vend le 16 janvier 1711 une maison fossés des Salinières pour 16000 l. t.

## Agencement et ameublement

L'analyse des inventaires a mis en évidence une évolution sensible entre les années 1660-1680 et la période 1680-1700, qui se traduit par une aisance accrue des jurats marchands. Ceux-ci vivent dans des maisons plus spacieuses puisque de 8 pièces en 1662-81, l'on passe à 12 en 1682-1698. De plus si 62,5 % des appartements avaient moins de huit pièces, ils ne sont plus que 40 % à en compter moins de douze à la fin du siècle. Les plus favorisés sont les deux jurats marchands anoblis par le roi ou par charge. Jean de Jehan dispose de treize pièces en 1677 et Louis Légglise de dix-huit en 1692. Toutes les maisons disposent de trois niveaux (rez-de-chaussée, premier et deuxième étage), la moitié environ d'une cave au sous-sol. Premier et deuxième étages disposent à l'époque du même nombre de pièces. Si l'on distingue entre pièces de travail, de rangement et les autres, on constate que les premières restent toujours inférieures à 20 %. Dans la première période, la moitié des inventaires décrit la boutique ou le comptoir, et 60 % à la fin du siècle. Le comptoir fait partie intégrante de la maison marchande dont il constitue l'essentiel du rez-de-chaussée. L'on y trouve le comptoir, le banc, le pupitre et les coffres. Les caves, moins fréquentes, permettent de conserver le vin produit dans les propriétés rurales. Dans la partie habitable (plus de quatre cinquième des pièces) la moitié est constituée de chambres dont l'usage n'était pas

nécessairement le même qu'aujourd'hui. Les cuisines représentent près de 11 % et on les trouve de manière privilégiée au rez-de-chaussée (deux tiers des cas). Le fait nouveau est l'augmentation très nette du nombre de cabinets, pièce de travail du maître des lieux. De moins de 2 % des pièces d'habitation, l'on passe en quelques années à 10 %.

| Répartition des pièces par niveau (%) |          |         |       |         |             |        |       |
|---------------------------------------|----------|---------|-------|---------|-------------|--------|-------|
|                                       | Boutique | Cuisine | Salle | Chambre | Antichambre | Autres | Total |
| Rez-de-chaussée                       | 27,77    | 27,77   | 22,23 |         | 5,55        | 16,68  | 100   |
| Premier étage                         |          | 7,40    |       | 51,85   | 16,66       | 24,09  | 100   |
| Deuxième étage                        |          | 1,81    |       | 61,81   | 23,63       | 12,75  | 100   |

L'enrichissement apparaît nettement au niveau de l'ameublement. Le nombre moyen de meubles augmente fortement, passant de 73,5 à 123,4 (soit une hausse de 67,7 %). Dans le même temps, l'on passe de 17 à 21 types de meubles différents. Les notaires n'indiquent pas la valeur d'un mobilier dont il est difficile d'estimer le prix<sup>9</sup>. La composition interne par contre évolue de manière imperceptible. Il faut beaucoup de sièges pour se reposer, recevoir la famille et les relations. Les sièges représentent 68,41 % des meubles en 1662-81 et 67,31 % en 1682-1698. On reçoit de manière plus confortable. Alors que la part des tabourets et placets tombe de 12,4 à 7,6 %, celle des fauteuils s'élève de 16,1 à 27,1 % des sièges. Gentil Mora et Jean Navarre possèdent même des canapés<sup>10</sup>. En deuxième lieu viennent les meubles de rangement (14,75 % et 13,23 %) Le meuble de rangement le plus fréquent est le cabinet (43,4 % et 48,1 %) mais les notaires omettent systématiquement de décrire sa décoration. Parmi les tables, on remarque la part croissante des guéridons qui sont le plus souvent groupés par deux. Les lits et couchettes sont présents dans de nombreuses pièces, y compris les cuisines. On en compte six par appartement en 1662-81 et dix en 1682-98. La plupart sont constitués d'un chalit de noyer, d'un matelas sur une paillasse et couverts d'une coite et d'une contrepoinette. On y jette des couvertures de diverses couleurs. Si le blanc l'emporte au début du règne de Louis XIV, talonné par le vert, sa domination devient écrasante à la fin du siècle (62,2 % contre 39,4 %). Il n'y a guère d'évolution dans les essences, dans la mesure où elles sont

7. A.D.Gir. 3 E 4079 f° 1012.

8. A.D.Gir. 3 E 12223 f° 444-445.

9. Un acte de 1671 permet de connaître quelques prix : un lit de noyer garni était évalué en moyenne à 86 livres, un cabinet à 27 l. t., un bahut à 24 l. t., une chaise de noyer à 4 l. t. A.D.Gir. 3 E 4091 f° 1228.

10. A.D.Gir. 3 E 13008 f° 360 ; 3 E 6775 f° 461.

précisées ce qui n'est le cas que de 43 % des meubles. Le meuble en noyer, caractéristique de la région, est prépondérant avec près des neuf dixièmes devant le sapin. Les meubles en cuir et en fer sont très peu nombreux. Rares sont les jurats qui possèdent des tables à la chine, c'est à dire à tableau ajouré<sup>11</sup>. Il s'agit de Emmanuel Hugla et de Simon Miramon. Même si une partie est en dépôt chez la blanchisseuse, le linge est pléthorique. On lave peu souvent et il faut beaucoup de pièces de rechange, notamment les serviettes. Le trousseau passe de 262,2 pièces (dont 186 serviettes) à 393,2 (dont 277,4 serviettes). Les femmes de Louis Légglise et Gentil Mora avaient rangé plus de 500 serviettes dans leurs cabinets et leurs armoires. Les instruments de cuisines sont de plus en plus nombreux et variés : 26,57 pièces en moyenne en 1662-81 et 39,2 en 1682-98 ; 23 sortes d'ustensiles puis 30. Les ustensiles en fonte, laiton et plus encore en fer, régressent au profit du cuivre et plus particulièrement du cuivre rouge.

| Ustensiles de cuisine (en %) |           |           |
|------------------------------|-----------|-----------|
|                              | 1662-1681 | 1682-1698 |
| Cuivre                       | 45,34     | 51,04     |
| Airain                       |           | 3,28      |
| Fer                          | 29,81     | 21,95     |
| Fonte-Laiton                 | 24,85     | 23,73     |

## Luxe et mode

La description, souvent incomplète du notaire, permet cependant de déceler les effets de mode dans la décoration, en tous cas de définir les goûts des propriétaires et leur évolution. Même si l'acte n'est pas toujours d'une très grande clarté, il apparaît que l'on apprécie particulièrement les couleurs unies. Chaises, fauteuils et pliants sont le plus souvent garnis à l'aiguille de tapisserie très appréciée à l'époque (46,6 %) <sup>12</sup>. Rouge et cramoi si viennent ensuite (19,9 %) suivis du vert (17,19 %). Le jaune semble passé de mode de même que les garnitures de cuir doré qui sont rangées dans des coffres ou reléguées au grenier. A la fin du siècle, la diversité gagne du terrain. Au lieu de huit couleurs différentes, les notaires en décrivent quinze. Les garnitures à l'aiguille ont nettement reculé ; elles ne représentent plus que 12,99 % des occurrences mais 23,74 % des garnitures rangées. Le violet est aussi en perte de vitesse. Le rouge a légèrement progressé (23,78 %) mais l'on apprécie également le vert et ses variantes, couleur olive et feuille morte (21,8 %). Mais surtout, fauteuils, canapés, chaises et placets sont de plus en plus recouverts de teintes mêlées ; rouge et vert, rouge et noir, vert et blanc, voire rouge vert et blanc (14,98 %). Les coussins sont naturellement en harmonie avec le mobilier et de ce fait le rouge domine. La décoration de la chambre à coucher est légè-

ment différente. En effet même s'il recule de 35,48 à 31,25 % le vert garde la préférence alors que rouge et feuille morte progressent. Le gris assez fréquent en 1662-81 disparaît par contre à la fin du siècle.

Le maître de maison qui reçoit aime montrer son aisance et son goût pour les belles choses. Rien de tel que les murs pour cela. La tapisserie est à la mode et de deux ensembles par appartement on passe à 3,7 en moyenne vers 1700. Les plus belles collections sont celles des jurats anoblis Jean de Jehan et Louis Légglise. Chaque ensemble se composait en moyenne de cinq pièces réparties les plus souvent, mais pas systématiquement dans la même pièce. La tapisserie de Bergame c'est à dire en fait façonnée en Normandie à la façon de Bergame est très nettement majoritaire par rapport aux tapisseries des Flandres ou d'Aubusson<sup>13</sup>. Il est rare, en revanche, que le sujet soit indiqué. Sur 235 pièces, on ne connaît approximativement le thème que pour 120 soit moins de la moitié. Les décors à personnages l'emportent sur les verdure et paysages et ce, de plus en plus avec les années. Les scènes connues sont sans surprise empruntées à la mythologie et à l'Antiquité judéo-chrétienne. Décor antique chez Paul Lestrilles qui, dans la chambre où son portrait en jurat trône sur la cheminée, a disposé une tapisserie presque neuve représentant Paris et Hélène<sup>14</sup>, ou chez Jean de Navarre avec les aventures d'Ulysse<sup>15</sup>. Les femmes illustres décorent les murs de Pierre Carpentey<sup>16</sup> alors que Lavaud et Jehan préfèrent les sujets bibliques, Moïse pour le premier<sup>17</sup>, Joseph pour le second<sup>18</sup>. Signe de l'enrichissement, les murs s'encombrent de miroirs et de tableaux : deux miroirs avant 1682, quatre par la suite ; quatre tableaux puis treize<sup>19</sup>.

Autre effet de la mode de la fin du siècle, les jurats bourgeois sont de plus en plus nombreux à décorer leurs dessus de cheminées avec une garniture en pots de

11. N. de Reynies, *Le mobilier domestique*, Paris, 1987, T. 1, p. 306.

12. P. Kjellberg, *Le meuble français et européen du Moyen-Âge à nos jours*, Paris, 1991, p. 54.

13. H. Havard, *Dictionnaire de l'ameublement*, Paris, s. d., T. 1, p. 194, 297-298.

14. A.D.Gir. 3 E 13509 f° 983.

15. A.D.Gir. 3 E 6775 f° 461.

16. A.D.Gir. 3 E 13007 f° 310.

17. A.D.Gir. 3 E 8506 f° 852.

18. A.D.Gir. 3 E 4097 f° 1452.

19. Voir L. Coste, "Les tableaux des bourgeois et des Citoyens de Bordeaux au temps du Roi Soleil", dans *Revue Archéologique de Bordeaux*, T. LXXXVIII, 1997, p. 111-117.

faïence<sup>20</sup>. Avant 1682, seul Jean de Nougues en possédait alors qu'à la fin du siècle près de la moitié des demeures en sont décorées. Roche et Vallous disposent même de plusieurs horloges<sup>21</sup>. Le monde du négoce s'efforce d'imiter les riches parlementaires. Les livres ne se font plus aussi rares même s'ils sont parfois bien rangés dans des coffres et donc peu utilisés. La fille ou la maîtresse de maison se doit de connaître quelques rudiments de musique. Le maître de musique n'affirmait-il pas à Monsieur Jourdain "il faut qu'une personne comme vous, qui êtes magnifique, et qui avez de l'inclination pour les belles choses, ait un concert de musique chez soi tous les mercredis et tous les jeudis"<sup>22</sup>. Si Louis Légliise possède un clavecin, Jean Lavaud en possède également un ainsi qu'une épinette.

Les armoires, vaisseliers et coffres renferment une vaisselle d'étain de plus en plus abondante avec 65,8 pièces en 1662-81 et 96,4 en 1682-98. Mais le signe le plus éclatant de l'enrichissement est l'argenterie. Certes tous en possèdent dès le milieu du siècle à l'exception de Jacques Lestrilles mais il s'agit de petits formats, deux cuillers chez Hugla, quatorze pièces chez Dumeste, en moyenne 29,8 pièces. La plus belle collection, celle de jurat Jean de Jehan, constituée de 44 pièces pèse 58 marcs soit 14,19 kg. A la fin du siècle, l'argenterie est plus abondante avec 57,2 pièces en moyenne mais 76 chez Carpentey, 79 chez Navarre. Pour les cinq ménagères pesées par le notaire, la moyenne s'établit à 12,337 kg la plus massive étant celle du banquier Jean Roche de La Tuque avec 21,17 kg<sup>23</sup>. L'on reste loin cependant des belles collections de la noblesse bordelaise.

Ainsi à la fin du XVIIe siècle, les jurats bourgeois, enrichis par le commerce des vins, le négoce en gros ou les activités bancaires occupent-ils le devant de la scène. Ils vivent plus la plupart dans des maisons cossues, plus vastes, plus confortables, mieux décorées, plus luxueuses. Certes il subsiste entre eux des écarts de fortune. Jean de Jehan, Louis Légliise, Jean Roche de La Tuque vivent dans un cadre que bien des petits hobereaux envieraient. Le XVIIIe siècle devait accentuer encore la prospérité du négoce et permettre à des Bonnaffé et des Gradis de rivaliser avec la noblesse parlementaire.

Annexe  
Liste des Citoyens étudiés

| Nom                    | Décès | Consul | Juge | Jurat |
|------------------------|-------|--------|------|-------|
| Pierre BILLATE         | 1681  | 1668   | 1679 | 1675  |
| Pierre CARPENTEY       | 1693  |        |      | 1674  |
| Jean DUMESTE           | 1675  | 1634   | 1647 | 1656  |
| Emmanuel HUGLA         | 1682  |        |      | 1649  |
| Jean de JEHAN          | 1677  | 1654   | 1665 | 1659  |
| Jean LAVAUD            | 1694  | 1685   | 1694 | 1690  |
| Louis LEGLISE          | 1692  |        | 1684 | 1680  |
| Jacques LESTRILLES     | 1666  | 1637   | 1646 | 1648  |
| Paul LESTRILLES        | 1685  | 1645   | 1655 | 1658  |
| Pierre LOSTAU          | 1687  | 1661   | 1673 | 1670  |
| Pierre MARTINY         | 1666  | 1643   | 1653 | 1662  |
| Jean MERCIER           | 1662  | 1636   | 1644 | 1654  |
| Simon MIRAMON          | 1691  | 1671   | 1690 | 1687  |
| Gentil MORA            | 1696  | 1685   | 1695 | 1691  |
| Jean NAVARRE           | 1698  |        |      | 1681  |
| Jacques NOUGUES        | 1676  |        |      | 1670  |
| Arnaud PINEAU          | 1671  | 1632   | 1641 | 1657  |
| Jean ROCHE DE LA TUQUE | 1695  | 1657   | 1670 | 1677  |
| Jean SABATIER          | 1684  | 1657   | 1669 | 1671  |
| Pierre VALOUS          | 1687  | 1659   | 1674 | 1671  |

20. P. Thornton, *L'époque et son style. La décoration intérieure (1620-1920)*, Paris, 1986, p. 60.  
21. A.D.Gir. 3 E 3070 f° 517, 3 E 4107 f° 801.  
22. Molière, *Le bourgeois gentilhomme*, Acte II, scène 1.  
23. A.D.Gir. 3 E 3070 f° 513.

La soutenance de thèse de philosophie  
de Jean de Paty  
au collège de la Madeleine en 1721

par † Jacques Charon

De récentes recherches ont attiré l'attention sur l'enseignement secondaire de notre ville sous l'Ancien Régime. Dans la *Revue Française d'Histoire du Livre*, organe des Bibliophiles de Guyenne, Madame Véronique Meyer établit le *Catalogue des thèses illustrées in-folio soutenues aux XVIIe et XVIIIe siècles*<sup>1</sup>. La *Revue Archéologique de Bordeaux*<sup>2</sup>, présentait le travail de Madame Michèle Peyrissac sur *Le collège de la Madeleine au XVIIe siècle*. Par ailleurs, la thèse de doctorat de Monsieur François Cadilhon donne de précieux renseignements sur cette matière peu étudiée<sup>3</sup>. Heureusement, si manque toujours, pour le collège de la Madeleine, une somme comparable à l'ouvrage qu'Ernest Gaullieur consacrait à l'*Histoire du Collège de Guyenne*<sup>4</sup>, celle-ci est une précieuse mine d'informations sur l'établissement concurrent.

Le document

C'est un dessin à la plume, rehaussé de couleurs verte et brune, sur papier de 4 sur 32 centimètres. Une légende manuscrite, toute de la même écriture, l'entoure des deux côtés. En haut, on lit : "Ordre et rang des places des corps de la ville de Bordeaux assemblez dans la Congrégation du Collège des Jésuites, le 9 septembre 1721, à l'occasion d'une thèse de Philosophie, dédiée à Monseigneur le Comte de Toulouse par Mr de Paty, Gentilhomme du Périgord". La suite nous dit, avec emphase : "La thèse de satin enrichie d'un grand cadre doré fut placée sur un riche fauteuil, soutenu d'une grande estrade de 5 marches, couverte d'un grand tapis ; au pied du

fauteuil, un gros carreau de velours, le tout couvert par un magnifique Dais, élevé de terre de 13 ou 14 pieds". La partie centrale de la feuille porte le plan de la salle et la disposition des sièges destinés à la nombreuse assistance. Le tiers inférieur indique la distribution des places et donne des précisions qui aident à évoquer la cérémonie.

Ce document était dans un carton de gravures héritées du Docteur Lalanne, ancien président de la Société Archéologique, qui en fit une brève description, sans indiquer sa provenance<sup>5</sup>. Sans doute l'a-t-il trouvé chez quelque "chineur", car on lit, dans un angle, écrit au crayon : "très curieux - 6 francs - Bordeaux".

On retrouve l'emplacement de la salle dite "Congrégation" sur un dessin du Père Desforges de 1695, reproduit par Madame Peyrissac, mais il ne donne aucune dimension. La pièce est rectangulaire, de grand axe nord-sud, très vaste puisqu'on peut y installer quatre cents personnes. Son usage est mixte, depuis 1611, pour les cérémonies

1. Nos 72 à 81.  
2. Année 1995, tome LXXXVI.  
3. *L'enseignement secondaire à Bordeaux et dans le sud-ouest aquitain de la fin de l'Ancien Régime au début de la IIIe République*, thèse, Paris IV-Sorbonne, 1984.  
4. Paris, Sandoz et Fischbacher, 1874.  
5. *Revue Philomatique de Bordeaux et du Sud-Ouest*, 1921, n° 2.



et vingt-deux le Collège de Guyenne, au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle. Trois se rapportent au XVII<sup>e</sup> et nous concerneraient moins si l'une d'elles n'était, par chance, celle d'Etienne Denis, l'impétrant à la mémorable soutenance duquel se réfère notre document.

Avec Madame Meyer, attardons-nous un instant sur la thèse que Denis présentait en 1695<sup>8</sup>. Au frontispice est gravé le portrait du jeune comte de Toulouse, bâtard légitimé de Louis XIV qui le combla de faveurs : Grand Amiral de France, Gouverneur de Guyenne, puis de Bretagne. Le prince est représenté en armure, cravaté de dentelles, ses armoiries figurent dans un cartouche supporté par deux ancres. L'œuvre est de qualité : "*F. de Troye pinxit. P. Drevet sculpsit*". A défaut de pouvoir admirer "*la thèse de satin enrichie d'un grand cadre doré*", imaginons qu'une gravure comparable ornait la thèse de Paty.

Sans tirer de conclusion téméraire du catalogue de Madame Meyer<sup>9</sup>, risquons toutefois des comparaisons hypothétiques entre les deux collèges. Pour chacun, vingt-et-un exemplaires sont exploitables, concernant deux sortes de soutenances : les actes collectifs, réunissant le plus souvent de quinze à trente collégiens, parfois jusqu'à quarante ; les actes particuliers, moins fréquents, avec un seul candidat ou, exceptionnellement, deux. Pour la Madeleine, entre 1713 et 1769, nous avons dix thèses particulières, contre onze collectives ; pour le collège de Guyenne, quatre actes individuels et dix-sept collectifs, entre 1717 et 1785.

L'âge moyen des jeunes gens est de 17-18 ans. Souvent originaires de Bordeaux, ils viennent aussi en nombre des autres villes de Guyenne et Gascogne. Les provinces voisines en envoient quelques uns ; les colonies du Nouveau Monde, les Iles Britanniques et la Péninsule Ibérique, également. La liste des patronymes des élèves nous montre que les Jésuites, plus que leurs rivaux, paraissent avoir la confiance des familles parlementaires connues, et cela malgré la concurrence nouvelle des oratoriens de Sully, ceux qui éduquèrent Montesquieu. Ce milieu reste fortement représenté à la Madeleine et parmi les dix souteneurs particuliers qu'on y dénombre, sept en sont originaires. A l'opposé, pas un seul n'en provient parmi ceux du collège de Guyenne.

Les choix des dédicataires sont analogues dans l'un et l'autre établissement. On fait appel à de grands personnages : gouverneurs, évêques, intendants du Roi, présidents et procureur de la Cour, ou à des corps constitués : Jurade, Chapitre, Parlement. Certains visent plus haut : un jeune Paty dédie sa thèse "*Deo optimo maximo*"<sup>10</sup>, d'autres à la Vierge Marie<sup>11</sup>. Notons au passage que la protection d'un prince de sang royal, comme celle de personnes célestes n'est relevée que chez les élèves des Jésuites.

## La cérémonie de soutenance

Traditionnellement, c'est un grand événement<sup>12</sup>, une fête municipale, un véritable spectacle qui met les collèges à l'honneur, les corps constitués en représentation\* et la jeunesse en effervescence.

Si les thèses collectives étaient, en règle, soutenues pour la Saint-Louis au Collège de la Ville et pour la Saint-Ignace chez les Jésuites<sup>13</sup>, les actes particuliers se tenaient à des dates variables, de juillet à septembre. La cérémonie se faisait aux frais du candidat. Les dépenses étaient lourdes pour une seule famille, mais son choix lui permettait de se mettre en valeur en distinguant son rejeton. De plus, l'appel à un parrainage éminent était un investissement sur l'avenir, comme sa fortune une aide possible en l'occurrence.

La décoration des lieux, les honoraires des maîtres, l'impression des positions, la mobilisation des soldats du guet pour assurer l'ordre, les cachets des musiciens, toujours coûteux, l'étaient d'autant plus pour les thèses particulières que celles-ci attiraient plus belle assistance.

Deux articles du *Mercur de France*, parus en 1694 et 1695, décrivent deux de ces "actes" particuliers<sup>14</sup>.

Le 3 septembre 1694, M. du Livier, d'une des meilleures familles de Bayonne, soutint une thèse de philosophie dans le collège de Guyenne. Elle était dédiée à M. le Maréchal de Boufflers. M. le Marquis de Sourdis, commandant pour le Roi dans la province, en fit les honneurs. L'assemblée fut la plus nombreuse "jamais vue dans une pareille occasion".

L'article de 1695 rapporte que "*le 16 août, il se passa une action des plus éclatantes dans le collège des Jésuites de Bordeaux. M. Denis, fils de M. le Procureur Général, soutint une thèse dédiée à Mgr le comte de Toulouse*". Tous les corps de la ville avec tous leurs chefs, le Gouverneur, l'Intendant, les "*officiers de Guerre*", la noblesse, l'Archevêque "*à la tête des deux chapitres*", "*se trouvaient à cette action*", comme ils s'étaient rendus à celle de M. de Livier. "Nous avons, comme deux répliques, avec ces articles appuyés par notre plan, notion de ce qui dut rester le "summum" de ces cérémonies à la fin du Grand Siècle le modèle encore cité 26 ans après"<sup>15</sup>.

8. *Ibid.* p. 220-221.

9. *Ibid.* p. 219-236.

10. Cf. ci-après.

11. *Ibid.* p. 222, 230, 233, 235.

12. *Ibid.* p. 207-208.

13. *Ibid.* p. 203.

14. Cités par V. Meyer, p. 209-210.

15. *Ibid.*

Cependant, ce triomphalisme affiché par les collèges rivaux masquait déjà la dégradation progressive de l'enseignement bordelais qui, au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, est en bien mauvaise passe<sup>16</sup>. Déficient et méprisé pour l'université, misérable et décadent au collège de Guyenne, il est en perte de prestige et d'influence à la Madeleine. Au collège de la ville, la situation est grave : vétusté des locaux, indigence, manque de zèle et inconduite de professeurs peu et mal payés, indiscipline, violences et paresse des écoliers donnent une triste image de cette maison jadis célèbre. A la Madeleine, la situation et la gestion restent saines<sup>17</sup>, mais c'est la pensée des Jésuites qui soulève la méfiance d'une partie du clergé et des familles. Ils sont taxés d'intolérance dans leur lutte contre jansénisme et protestantisme, répandus dans la ville et la province. De plus, leur organisation scolaire de type conventuel, leur discipline rigide détournent nombre de jeunes gens vers des collèges extérieurs, voire étrangers<sup>18</sup>. Aussi les effectifs baissent. L'année scolaire 1717-18 n'y voit que 463 élèves, alors qu'on en comptait 600 en 1670 et 1200 sous Louis XIII. Pour réagir, en 1717 les Jésuites ont établi un pensionnat, développé leur encadrement, dispensé une éducation plus complète et plus raffinée. Déjà, en 1721, le renouveau s'affirme.

Plusieurs documents, cités par Barckhausen, nous montrent qu'en ces années noires de l'enseignement à Bordeaux, la présentation des actes publics perdait beaucoup de sa superbe. On note que pour les graduations de maître ès arts, faste, cadeaux, collations et auditions musicales sont supprimés. On déplore que "*très peu de professeurs aient accompagné les candidats*" à la cathédrale où la passation avait lieu. Nous apprenons que parfois même les grades sont conférés dans un local privé, sans témoin ni publicité.

Si nous ne possédons pas de relation de thèse de philosophie à cette époque, on peut penser qu'elles étaient en règle plus modestes et que la solennité s'y faisait rare. La tenue en 1721 d'une cérémonie se référant à celles d'une époque glorieuse était propre à manifester le renouveau et la volonté de puissance toujours présente du collège de la Madeleine.

Il est logique de penser que les Jésuites avaient d'autant plus intérêt à rehausser le prestige de leur classe de philosophie que la chaire de cette discipline au collège de Guyenne était l'objet d'un grave discrédit. Gaullieur en relate longuement les péripéties<sup>19</sup>. Cette chaire était convoitée par le professeur de mathématiques, un irlandais nommé Molagne qui ne réussissait pas à la faire retirer à son titulaire, un certain Sabatier. Tous les moyens épuisés, Molagne ouvrit en 1714, sans autorisation, un cours libre de philosophie au couvent des Carmes. S'ensuivent l'interdiction de la Jurade, l'appel au Parlement qui autorise et la cassation par le Conseil d'Etat qui "*défend au Sieur Molagne d'enseigner la philosophie et de s'en qualifier professeur*". Celui-ci se ven-

gea en donnant des répétitions aux élèves de son confrère et, plus sournoisement, en entretenant opposition et agitation dans la classe de philosophie. A tel point qu'une lettre de Sabatier, écrite en 1719, nous apprend que "*ses écoliers l'ont amusé et qu'à la veille de soutenir un acte, la plupart s'étaient retirés*". L'agressivité longtemps déployée par ce Molagne contre la chaire de Philosophie de son propre collège y causa un profond désordre et fit grand scandale en ville.

C'est dans ce climat envenimé que le 9 septembre 1721, le jeune Paty, seul devant tant de beau monde, soutenait une thèse patronnée par un illustre fils de Louis XIV. L'éclat de la fête favorisait certes le prestige des Jésuites et le renom de leur enseignement, mais la suite va nous montrer qu'il annonçait surtout l'ascension dans l'échelle de l'aristocratie d'un jeune noble ambitieux.

## Jean de Paty, gentilhomme du Périgord

Grâce aux archives de sa famille, aimablement communiquées, on identifie le héros de la fête. On trouve aussi de précieux renseignements sur lui dans le livre très documenté que le grand anatomiste Leo Testut consacrait à *La Bastide de Beaumont-du-Périgord*<sup>20</sup>. Ces deux sources permettent de compléter cette étude en évoquant le parcours d'un caractère bien tranché au siècle des Lumières.

Il s'agit de Jean de Paty du Rayet, né en 1703 au château de Luziès, près de Beaumont, où résidait son père, Léonard, et sa mère, née Jeanne de Laborie. Sa famille venue au XV<sup>e</sup> siècle du Poitou s'implanter en Guyenne, avait donnée des consuls à Lalinde, des jurats à Libourne, des juges en Entre-deux-Mers. A la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, elle est anoblée par une charge de secrétaire de la chambre du Roi. Jusqu'à la Révolution, on y comptera six parlementaires et de nombreux officiers. C'est une lignée très représentative de cette noblesse de robe qui se constitue par des acquisitions de charges et des alliances bien choisies. Elle acquerra plusieurs fiefs, dont Le Rayet, près de Villeréal et Luziès dont elle portera les noms.

En ce premier quart du XVIII<sup>e</sup> siècle, Jean incarne les aspirations sociales de la famille. Son père vit à la campagne dans un château dont il est maître, mais non seigneur

16. Gaullieur, chapitres XXVII et XXVIII.

17. Cadilhon, p. 33-37.

18. Loirette, Gabriel. *Les établissements des Jésuites en France depuis 4 siècles*. S.l., s.d. P. 734-778.

19. Chapitres XXVII et XXVIII.

20. Bordeaux, Férét et fils, 1920. T. II, p. 63 et suivantes.

au sens féodal. Son frère est militaire ; capitaine, il sera tué au siège de Guastalla en 1734. Promis à la notabilité, Jean est reçu conseiller au Parlement en 1727 et siègera à la Grande Chambre. En 1730, il avait épousé Marie-Anne de Gombaud, d'une famille périgourdine qui donna, elle aussi, plusieurs parlementaires. Ils résident, en partie, à Bordeaux, rue Leyteire, ou au château familial de Luziès, près de Beaumont-en-Périgord.

Cependant, titulaire d'une charge aussi honorifique que lucrative, propriétaire à la mort de son père, vers 1732, de plusieurs fiefs, Jean de Paty est simple écuyer ; au rang inférieur de la noblesse, il ne porte pas de titre et ne détient pas de droits de justice. Aussi, dès 1734, demande-t-il à Louis XV l'érection en baronnie de son domaine du Rayet, près d'Agen ; cette faveur lui sera accordée par édit royal du 20 février 1736. Le grand parchemin en est conservé dans les archives familiales, rappelant le parrainage de Mgr de Richelieu, duc d'Aiguillon et comte d'Agenais.

Entre temps, Paty s'était engagé dans une autre action. Soucieux d'acquérir des droits de justice pour son château de Luziès, il profite d'une opportunité dans son voisinage : le démembrement par la famille de Bouillon du comté de Beaumont. Par trois contrats successifs, il achète les droits de haute, moyenne et basse justice sur plusieurs des paroisses détachées ; ce transfert est approuvé par le roi par lettres patentes de décembre 1737. Selon le mot de Testut, " le seigneur haut-justicier venait de grandir ; il voulait grandir encore ! "

La mort en 1763 du président Dangeard, parlementaire bordelais, lui en donna l'occasion. Celui-ci avait acquis, lors du morcellement du comté, la bastide de Beaumont et les quatre paroisses y restant attachées. Il obtint de la présidente, dès qu'elle fut veuve, qu'elle lui cède l'ensemble pour vingt mille livres, " avec haute, moyenne et basse justice (...) cens, rentes et tous autres droits et devoirs seigneuriaux ". Six ans avant de disparaître, Jean de Paty, baron du Rayet, pouvait porter les titres de comte de Beaumont et de seigneur justicier de deux juridictions.

Si l'on est peu documenté sur ses activités à la cour, la chronique de Beaumont, relatée par Testut, est emplie des incidents survenus entre le ville et lui. Champion d'une féodalité obsolète, le nouveau comte, vingt-cinq ans avant la Révolution, déploie un zèle acharné à revendiquer pouvoirs et privilèges.

Un nouveau maire ayant été nommé par le Roi à Beaumont, le nouveau comte s'en prend aussitôt à l'autorité de ce fonctionnaire qui lui portait ombrage. Il obtient par deux arrêts parlementaires successifs l'abattement complet de la girouette que ce malheureux possédait. Il décide de paver les rues de Beaumont provoquant l'opposition du

maire, mieux informé des possibilités financières du lieu. Il fait combler une fontaine d'eau pure, très appréciée, décide de déplacer le foirail et prend d'autres initiatives qui le rendent de plus en plus impopulaire. Ne possédant pas de prison pour sa juridiction de Luziès, il exige la remise des clefs de celle de la bastide, déclenchant un nouveau conflit avec la municipalité.

Il n'entre pas seulement en conflit avec la municipalité, il cherche aussi querelle aux paysans. Ainsi, défenseur jaloux du privilège de chasse, que tant de nobles de nos régions ne revendiquaient déjà plus, il poursuit les chasseurs, fait saisir les fusils. Il ira même jusqu'à citer en justice les parents de jeunes mariés, parce qu'un plat de lièvre était apparu sur la table du banquet de noces <sup>21</sup>.

La fin de l'Ancien Régime et l'avènement de la Terreur marquent tragiquement le destin de cette famille. À sa mort en 1769, Jean laisse trois fils : Léonard, né en 1731, Léonard-Alphonse, en 1732, et Alphonse, en 1733. Elèves de la Madeleine, les deux premiers soutiennent ensemble leur thèse de philosophie, seuls, dans un acte particulier comme leur père. Elle est dédiée " *Deo optimo maximo* " <sup>22</sup>.

L'aîné est conseiller à la Cour, baron du Rayet, seigneur justicier de Luziès et de Beaumont. Il a bien des démêlés avec les autorités municipales et la population : ainsi obtient-il la destitution d'un maire apprécié des habitants et fait-il main basse sur la prison municipale. Au début de la Révolution, il se réfugie à Bordeaux mais il y est guillotiné comme " *ennemi de toujours de la République* ".

Les deux autres fils sont officiers de la marine royale. Léonard-Alphonse émigre, participe courageusement au débarquement de Quiberon en 1795, est fusillé sur ordre de la Convention. Quant à Alphonse, le cadet, il manifeste plus de souplesse : on le retrouve en 1793 membre du comité révolutionnaire de Condom !

Grand XVIII<sup>e</sup> siècle ! Sur une soixantaine d'années, l'apparente réussite sociale d'un fier adolescent et de ses fils, objet de tant d'efforts et de protestations pour sauvegarder l'Ancien Régime, sombrait à jamais dans la tourmente révolutionnaire.

21. Archives familiales.

22. Meyer, *Catalogue*, p. 230.

## L'œuvre de Claude-Clair Francin à Bordeaux entre 1748 et 1765, de la sculpture Rocaille à la sculpture néoclassique

par Catherine Chateau

La carrière de Claude-Clair Francin, sculpteur ordinaire des bâtiments du Roi à Bordeaux débute au mois de juin 1748, au moment où l'Intendant Tourny impatient de voir achever les travaux de sculpture de la place Royale de Bordeaux <sup>1</sup>, se plaint auprès de Ange Jacques Gabriel du retour sans cesse différé de Jacques Verberckt, adjudicataire des travaux de sculpture de la place Royale depuis l'année 1733. Le sculpteur, trop occupé à Paris où des commandes royales le retiennent, propose à l'intendant et à l'architecte Gabriel d'employer Francin qu'il estime être un sculpteur " *capable* " <sup>2</sup>.

Cette période, durant laquelle Francin demeura à Bordeaux est importante dans l'histoire architecturale de la ville et capitale dans la carrière de l'artiste à plus d'un titre. Ce séjour dans la capitale de Guyenne correspond en effet, non seulement au départ du sculpteur pour la province mais aussi et surtout à un changement stylistique dans la sculpture de l'artiste qui va peu à peu s'éloigner de l'esthétique Rocaille pour s'orienter vers les codes néoclassiques dont Bouchardon s'était fait le précurseur quelques années auparavant. Par ailleurs, alors que les chantiers parisiens confiés à Francin concernaient essentiellement des commandes en ronde bosse, la sculpture de Francin à Bordeaux est liée au décor architectural.

Claude-Clair Francin est né à Strasbourg le 8 juin 1702 au sein d'une famille d'artistes reconnus. Fils de François Alexis Francin, sculpteur du Roi, et d'Eléonore Coustou, sœur de Nicolas et de Guillaume Coustou et nièce d'Antoine Coysevox, Claude-Clair Francin, cadet de trois en-

fants, rejoint le clan de la famille Lepaultre, le 10 janvier 1740 en épousant en l'église Saint-Laurent à Paris, Angélique Lepaultre qui lui donnera trois enfants dont Guillaume, qui suivra les traces de son père en embrassant la carrière de sculpteur.

Formé dans l'atelier de ses oncles, Nicolas et Guillaume Coustou, Francin reçoit dès son plus jeune âge les bases nécessaires à l'avènement d'une sculpture de grande qualité fondée sur les canons antiques enseignés à l'Académie de France à Rome dont il fut pensionnaire entre 1731 et 1736 et le Rocaille alors en vogue à la cour de Louis XV et dans les autres cours européennes.

Après une carrière parisienne durant laquelle il obtint en 1730, le premier prix de sculpture de l'Académie Royale pour un bas-relief représentant *Daniel sauvant la chaste Suzanne au moment où on la conduit à la mort*, des commandes officielles dont celle en 1743 d'un *Ganymède* aujourd'hui à Boston pour les jardins de Versailles (bosquet des Dauphins) et divers autres travaux, dont ceux de l'église Saint-Roch, Francin quittait Paris et la Cour pour la capitale de la Guyenne où il fut l'un des principaux artisans de l'embellissement de la ville.

1. Paul Courteault, *La place Royale de Bordeaux*, Bordeaux, éditions Feret 1923. Charles Marionneau, *Verberckt et Francin pour la place Royale de Bordeaux*, Bordeaux 1883.

2. A.D.Gir. C 1173.

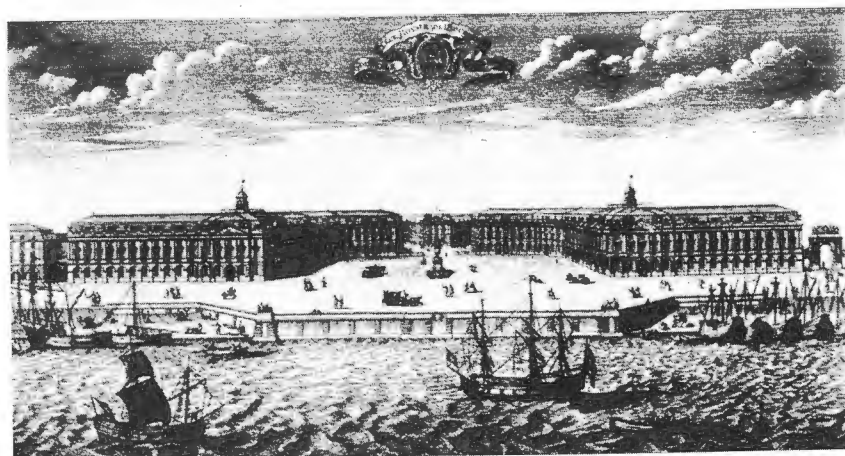


Fig. 1.— Vue de la place Royale de Bordeaux. XVIII<sup>e</sup> siècle.

A.M. de Bordeaux, cliché X-W/110.

Pour faciliter le départ du sculpteur vers la province, une allocation de 6000 livres lui fut octroyée pour paiement du salaire de ses compagnons et pour les voyages qu'il avait à effectuer entre Bordeaux et Paris où il laissa sa femme Angélique Lepaultre et leurs enfants dans un logement du vieux Louvre, paroisse Saint-Germain l'Auxerrois. En quittant la capitale du royaume, Francin abandonnait derrière lui un mariage fragile et un logement de fonction que la hiérarchie parisienne ne tardait pas à lui supprimer. Son trop long séjour à Bordeaux qui compromettait son retour à Paris fut à l'origine de cette décision d'attribuer l'habitation laissée vacante à un autre artiste.

L'endroit où le sculpteur fut logé à Bordeaux ne nous est connu qu'à partir de 1760. Des factures et quittances émises aux noms de l'architecte Roux et du vitrier Piffon mentionnent des ouvrages de maçonnerie et de vitrerie nécessaires au réaménagement de l'appartement occupé par le sculpteur à l'hôtel de la Bourse.

On peut cependant supposer que l'artiste occupa ce logement dès son arrivée, mais que des modifications y furent apportées dans l'optique de la venue éventuelle de sa famille. Pourtant, depuis l'année 1757, Francin souhaitait quitter son appartement pour une maison plus spacieuse qu'il désirait construire sur une parcelle qu'il réclamait à Tourny en récompense du travail accompli à Bordeaux. Ne l'ayant pas obtenue, il procéda à des aménagements au sein de son logement initial et attendit sa famille<sup>3</sup>.

Si la venue de son fils Guillaume à Bordeaux est une certitude, puisqu'un courrier daté du 12 juillet 1760 et signé du trésorier de la ville Letellier, mentionne que "Le Sieur Francin est en campagne, depuis bien du temps son fils ne savait pas la ou il est"<sup>4</sup>, celle de sa femme et de ses autres enfants est improbable puisque des sources d'archives<sup>5</sup> attestent dès 1754 d'un début de procédure de séparation de biens.

L'arrivée de Claude-Clair Francin au printemps de l'année 1748 sur le chantier de la place Royale<sup>6</sup> à Bordeaux, obligea Pierre Vernet à abandonner l'ornementation des pans coupés de l'hôtel de la Bourse dont il était chargé depuis le départ de l'équipe de Verberckt. L'opportunité qui lui avait été offerte de travailler sur ce chantier fut de courte durée car Tourny préférait employer des sculpteurs parisiens plutôt que des artistes locaux mais aussi et surtout parce que Verberckt ne pouvait tolérer d'être remplacé par un artisan bordelais qu'il estimait de qualité moindre. L'ambition de Tourny qui était de faire de Bordeaux un petit Paris se concrétisa, puisqu'entre 1740 et 1780 (fin du chantier du Grand Théâtre), la capitale de Guyenne se couvrit des schémas architecturaux et ornementaux élaborés dans la capitale du royaume. Si l'absence d'identité artistique locale empêcha l'avènement de quelques artistes qui auraient pu prétendre à une carrière nationale, elle permit toutefois à la ville de Bordeaux de se doter d'un ensemble homogène et cohérent.

Les intempéries du printemps achevées, Francin et certains de ses compagnons poursuivirent l'ornementation de l'hôtel de la Bourse, celle de l'hôtel de la Douane ayant été achevée par l'équipe de Verberckt avant que ce dernier ne quitte Bordeaux. Les sculptures furent à réaliser d'après les dessins fournis par Jacques Gabriel.

La place Royale de Bordeaux s'inscrit dans la tradition des places royales françaises qui marient la place à programme et la statue du souverain pour créer un ensemble

3. A.D.Gir. C 1182.

4. A.D.Gir. C 1223.

5. A.D.Gir. 3E 20549.

6. Paul Courteault, *La place Royale de Bordeaux*, Bordeaux, éditions Feret 1923. Charles Marionneau, *Verberckt et Francin pour la place Royale de Bordeaux*, Bordeaux 1883. Christian Taillard, *Bordeaux à l'âge classique*, Mollat, 1997.



Fig. 2.— Fronton de la Place Royale de Bordeaux, représentant La Grandeur des Princes ; Sculpté par Claude Francin Sculpteur du Roi gravé par Etienne Fessard Graveur du Roi, de sa Bibliothèque et de l'Académie Royale de Parme.

A Paris chez l'Auteur à la Bibliothèque du Roi rue de Richelieu La Veuve Chereau rue Saint Jacques Joullain Quay de la Megisserie

A.M. de Bordeaux. Fonds Sucq. Rec 259. XF. 110.

cohérent, homogène et symbolique (fig. 1). A Bordeaux, le parti pris architectural défini par Jacques Gabriel obéit au schéma de l'architecture classique française. Les bâtiments civils qui bordent la place ouverte sur la Garonne définissent un écrin dans lequel prenait place la statue équestre de Louis XV sculptée par Jean-Baptiste Lemoyne<sup>7</sup>. L'élévation des bâtiments est à trois niveaux avec un rez-de-chaussée à lignes de refends et à arcades, un étage noble où se trouvent l'essentiel des ornements puis un troisième niveau. Le couvrement en ardoise, hérité du principe du toit à pans brisé élaboré par Mansart est scandé de lucarnes qui ouvrent sur des combles. L'hôtel de la Douane, l'hôtel de la Bourse puis le pavillon central qui ferme la perspective du fond de la place sont bordés de rues qui convergent toutes vers la statue équestre de Louis XV qui ornait le centre de la place. Tournée vers le soleil levant, la statue du souverain accueillait les visiteurs qui entraient dans la ville de Bordeaux.

La décoration des bâtiments de cette place Royale et du socle de la statue équestre de Louis XV retinrent Francin à Bordeaux durant dix-sept années. Ce séjour du sculpteur dans la capitale de Guyenne fut entrecoupé de brefs retours à Paris où il espérait être rappelé définitivement. Entre 1748 et 1765, le travail de Francin concerna d'autres chantiers dont celui notamment de la rénovation des portes de la ville et la décoration des bâtiments du jardin public. Cette période du renouveau architectural de Bordeaux fut marquée par les personnalités de l'Intendant Tourny et du Maréchal de Richelieu, gouverneur de la province de Guyenne qui souhaitaient briser le carcan médiéval de la ville.

L'étude de l'œuvre sculptée de Francin à Bordeaux permet de distinguer deux phases différentes dans l'élaboration des sujets commandés. Nous évoquerons tout d'abord le chantier de la place Royale à l'exception des bas reliefs de la statue équestre de Louis XV, où le sculpteur évolue dans un univers rocaille. Nous poursuivrons ensuite notre réflexion avec le décor de la porte Dijeaux pour marquer un temps d'arrêt sur l'année 1754, date des ornements de la porte d'Aquitaine et de l'orientation de la sculpture de Francin vers les codes néoclassiques.

La sculpture de Francin sur le chantier de la place Royale obéit au style rocaille défini à la cour de Louis XV. Les contraintes iconographiques liées aux dessins fournis par Jacques Gabriel obligèrent le sculpteur à respecter les orientations thématiques imposées par le premier architecte des Bâtiments du roi. Trois frontons respectivement liés à la ferveur monarchique et à l'activité portuaire de la ville de Bordeaux ornent les façades ordonnancées de l'hôtel de la Bourse. On déplore aujourd'hui la disparition d'un quatrième fronton qui ornait jadis l'intérieur de la cour de l'hôtel de la Bourse et qui représentait le *Temps découvrant la Vérité*<sup>8</sup>.

7. La statue fut déboulonnée en 1792 avant d'être transportée à Rochefort où elle fut fondue et transformée en canon.

8. Fronton déposé en 1918 et dont une copie décore actuellement la façade principale de la bourse maritime.



Fig. 3.— Fronton de la Place Royale de Bordeaux, représentant Neptune qui ouvre le commerce Sculpté par Claude Francin Sculpteur du Roi gravé par Etienne Fessard graveur du Roi de sa Bibliothèque et de l'Académie Royale de Parme.  
A Paris chez l'Auteur a la Bibliothèque du Roi rue de Richelieu La Veuve Chereau rue Saint Jacques Joulain Quay de la Megisserie  
A.M. de Bordeaux. Fonds Sucq. Rec 259. XF. 110.

Pour la façade de l'hôtel de la Bourse surplombant l'actuelle place de la Bourse, Francin sculpta dans la pierre de Crazanne<sup>9</sup> la *Grandeur des Princes* (fig. 2). Le dessin de Gabriel, gravé par Etienne Fessard présente une jeune femme drapée dans une étole aux plis lourds et qui tient dans sa main droite avec l'aide d'un angelot un écu à l'effigie du roi de France et dans sa main gauche une couronne de laurier. Sous la masse nuageuse et à l'extrême droite de la figure principale, un Amour dont le regard est dirigé vers cette dernière porte une corne d'abondance contenant les attributs du roi de France dont une couronne, un sceptre et la croix du Saint-Esprit. A la droite de la composition, un angelot écrit près d'un bouclier aux Armes de France. A l'arrière plan, on devine une des pyramides d'Egypte.

La réalisation en terre cuite de ce thème par Francin présente quelques différences avec le projet ainsi qu'avec l'exécution définitive du fronton. Fidèle au dessin de Gabriel, le sculpteur a toutefois pris quelques libertés. La réduction en terre cuite exposée au musée des Arts Décoratifs montre quelques divergences avec le modèle original. Ainsi, le centre de l'écu n'est pas gravé et la pyramide porte une couronne laurée. Sur le fronton *in situ*, la pyramide a été supprimée et un casque de guerrier dont deux pendans ont été placés en trophée au sommet du fronton occupe le premier plan. Par la sculpture de ce fronton, Francin exalta la puissance royale à travers la connaissance et les conquêtes.

Cette étude iconographique permet de cerner la fonction du sculpteur qui suivant les circonstances revêt l'habit d'exécutant ou celui de concepteur. Ce rôle de créateur

sera évoqué pour Francin à travers la réalisations du décor sculpté de la porte du Chapeau Rouge et du fronton de la façade du Manège d'Equitation. L'ensemble des ornements sculptés comme les trophées, les groupes d'enfants au-dessus des portes, les agrafes, chapiteaux et mascarons sont également dus à Francin et à ses compagnons.

Sur la façade qui longe la Garonne, Francin sculpta d'après le modèle fourni par Gabriel, *Neptune ouvrant le commerce* (fig. 3). Pour ce fronton, Gabriel choisit d'aborder le thème du commerce maritime qui fit la richesse de la ville de Bordeaux. Le thème du négoce du vin est abordé avec les mascarons représentant Bacchus dont une tête de belle facture orne la façade du pavillon du fond de la place sur le côté jouxtant la rue Philippart. Dans un décor d'océan et de falaise arborée, Neptune, couronné et muni de son trident se fraye un chemin au sommet d'une vague entre un triton et plusieurs autres figures marines dont l'une s'appuie sur un tonneau en soufflant dans une corne d'Abondance alors qu'une autre porte des fleurs et des fruits. Sur le fronton qui surplombe actuellement le quai Lyautey, Francin reproduisit le modèle fourni par Gabriel tout en se permettant quelques interprétations. Ainsi, quelques variantes sont à observer dont celle entre autre de l'absence de décor et de voiles au loin.

Le fronton du côté de la place des Quinconces s'inspire une nouvelle fois du décor imaginé par Gabriel père, à l'exception toutefois de l'arrière plan qui disparaît totale-

9. Carrières proches de Rochefort.

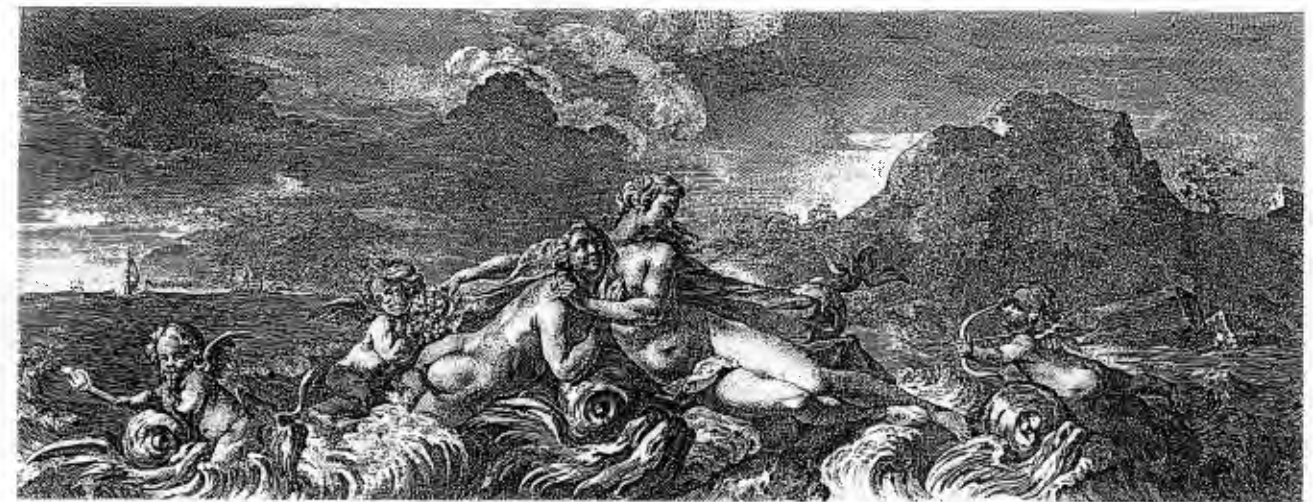


Fig. 4.— Fronton de la Place Royale de Bordeaux, représentant la Jonction des deux Rivières de la Garonne et de la Dordogne Sculpté par Claude Francin Sculpteur du Roi gravé par Etienne Fessard graveur du Roi de sa Bibliothèque et de l'Académie Royale de Parme.  
A Paris chez l'Auteur a la Bibliothèque du Roi rue de Richelieu La Veuve Chereau rue Saint Jacques Joulain Quay de la Megisserie  
A.M. de Bordeaux. Fonds Sucq. Rec 259. XF. 110.

ment sous les ciseaux du sculpteur. Le thème abordé est celui de la *jonction de la Garonne et de la Dordogne* (fig. 4) dont la rencontre des eaux forme la Gironde. Ce fronton présente deux femmes enlacées dans un décor comparable à celui du fronton mettant en scène Neptune ouvrant le commerce. Ces femmes sont encadrées par des angelots portant respectivement un arc, du raisin et une torche. Derrière l'une d'elles, émerge une queue de triton.

A la suite de la sculpture des ornements de l'hôtel de la Bourse, Francin fut chargé de la réalisation du décor du pavillon fermant le fond de la place. En marge des différents ornements similaires à ceux de l'hôtel de la Bourse, Francin réalisa la sculpture du fronton qui orne la façade principale et dont le thème évoque la *Libéralité répandant de l'argent* (fig. 5 et 6). Aucun modèle ne fut fourni à Francin pour ce fronton dont l'iconographie est née dans l'imagination du sculpteur et non dans celle de l'architecte. La Libéralité est représentée sous les traits d'un jeune femme enveloppée dans un drapé. Appuyée sur un sceptre, l'allégorie du mécénat tient une corne d'abondance dans sa main gauche. Autour d'elle, plusieurs amours, associés à des fruits et des céréales rythment la composition. Ce thème de la Libéralité fut repris un siècle plus tard par Cabirol pour le fronton du palais Rohan qui surplombe les jardins.

Pour chacun de ces frontons que Francin sculpta entre 1748 et 1755, le sculpteur reçut la somme de 2600 livres dont le trésorier Cholet s'acquitta auprès de la caisse des maisons démolies.

Les formes souples et ondulantes de la sculpture de Francin pour ces frontons avec particulièrement celui qui fait face à la place Jean Jaurès obéissent au schéma rocaille qui prône la sinuosité et la courbe. Les corps paraissent inconsistants et les formes vaporeuses. On notera toutefois pour le fronton représentant *Neptune ouvrant le commerce*, une amorce du rendu de la musculature proche des modèles antiques.

Dans la dynamique de construction de la place Royale et du renouveau du tissu urbain souhaité par Tourny, Francin fut chargé par l'intendant de la sculpture des groupes qui surmontaient les piliers de la nouvelle porte du Chapeau Rouge édifiée à l'emplacement de l'ancienne porte médiévale. La nouvelle porte, située dans l'alignement des façades des quais du côté du Château Trompette avait à l'origine été prévue par Gabriel comme pendant à la porte Dauphine construite à l'entrée de l'actuel cours de l'Intendance. Ce souhait d'obtenir une perspective depuis les quais jusqu'à l'actuelle place Gambetta ne put être réalisé, puisque plusieurs parcelles et façades interrompaient l'angle de vue et l'alignement souhaité. En détruisant certaines portes de l'ancien rempart médiéval, Tourny donna à ces nouvelles entrées de ville une fonction décorative et non défensive. Au moment où la ville de Bordeaux s'ouvrait vers son fleuve, la plupart des portes qui ponctuaient l'ancien rempart de la cité prirent l'allure d'arcs de triomphe antiques. Le projet de reconstruction de la porte du Chapeau Rouge

considérée comme la porte Royale de la ville prit forme en 1745 sous la plume de Angès Jacques Gabriel qui conçut l'ouvrage comme un élément indissociable de la place Royale située à quelques mètres de là. L'architecte obéissait ainsi au désir d'unité architecturale voulue par son père lorsqu'il élaborait le projet de la place Royale.

La nouvelle porte de Chapeau Rouge se présentait comme une porte à claire voie avec un portail central flanqué de deux vantaux en fer forgé encadrés par deux gros piliers en pierre sur lesquels prenaient place les deux groupes sculptés par Francin. Le schéma de cette porte et l'utilisation du fer forgé correspondent au goût que l'intendant avait pour ce matériau dont il connaissait et appréciait les vertus depuis qu'il était entré en possession en 1740 de forges sur son domaine de Selongy. Dès l'année 1748, Tourny avait choisi d'utiliser le fer forgé pour la reconstruction de l'ancienne porte Saint-Germain qui servit peut-être de modèle à la porte du Chapeau Rouge. Dès l'année 1751 et avant que le contrat pour les groupes sculptés ne soit signé le 16 janvier 1753 entre Tourny et Francin, le sculpteur regagna Paris où il s'employa dans son atelier du Louvre et sous l'autorité de Gabriel à la réalisation de modèles en terre cuite ou en cire des deux groupes qui devaient surmonter la porte. Ce séjour de Francin à Paris fut l'un des derniers avant son retour définitif en 1765. Jusqu'à cette année là, et depuis son arrivée à Bordeaux, le sculpteur espérait que sa mission dans la capitale de Guyenne ne serait que de courte durée. Il souhaitait en effet regagner Paris pour d'éventuelles commandes des bâtiments du Roi qui n'arrivaient pas. Peut-être eut-il alors le sentiment d'être oublié en province et écarté des chantiers intéressants de la capitale du royaume ?

Les groupes sculptés par Francin en pierre de Craizanne sont dus à l'imagination du sculpteur qui s'affranchit ici de l'autorité de l'architecte pour concevoir l'iconographie des deux groupes qui représentaient respectivement *Mercure protégeant la ville de Bordeaux* accompagné de deux figures avec des attributs désignant le commerce et *la Garonne protégeant l'Amérique* flanquée de deux Africains avec également les attributs du commerce. L'histoire de ces deux groupes disparus à la Révolution alors que les grilles de la porte étaient transformées en piques, comporte de nombreuses anecdotes dont celle de l'acheminement de la pierre de Craizanne depuis Taillebourg jusqu'à Bordeaux. Alors que Tourny et le sieur Germain signait dès 1750 un contrat de cubage pour la pierre à fournir pour les groupes de Francin, la pierre ne parvint à Bordeaux qu'en 1753. L'histoire de l'acheminement de cette pierre est ponctuée de retards successifs dus à une mauvaise coordination des gabares qui transportaient la pierre et à des contretemps qui empêchèrent ces dernières de quitter Vannes et Ruys dans le Morbihan pour Rochefort où le matériau devait être

embarqué pour Bordeaux. Il se passa trois années entre la commande de la pierre et les premiers coups de ciseaux. On note également au sujet de ces groupes, la construction d'un hangar autour de la porte du Chapeau Rouge par le charpentier Béziat qui permit comme sur le chantier de la statue équestre, de protéger le sculpteur et son équipe des intempéries dont Verberckt se plaignait qu'elles étaient nombreuses à Bordeaux. L'histoire de ces groupes s'achève par leur érection en 1762 au sommet de la porte dont le deuxième pilier n'avait été érigé par le tailleur de pierre Grégoire dit la Réjouissance qu'au cours de l'année 1757. Le 26 juin 1763, les échafaudages furent démolis et transportés au magasin de la ville.

En parallèle de la restauration de la porte du Chapeau Rouge, Portier supervisa à partir de 1750, la reconstruction de la porte des Salinières, dédiée au duc de Bourgogne. Cette porte, au schéma proche des arcs de triomphes antiques fait écho à la porte du Chapeau Rouge et conclut le chantier de la place Royale sur son côté sud. Dans l'élan de sa participation à la plupart des chantiers jouxtant celui de la place Royale, Francin fut pressenti pour la sculpture du fronton à ériger au sommet de la nouvelle porte de Bourgogne. Les thèmes retenus par les autorités royales furent, du côté de la ville, les armes de la ville et du côté de la Garonne, les armes du roi. Ces sculptures, dans la tradition des thèmes utilisés pour les entrées de ville ne virent toutefois jamais le jour. En effet, à partir du mois de juin 1754, la porte donna des signes de fragilité et menaça de s'écrouler alors que la construction n'en était encore qu'à la plate bande, le fronton n'ayant pas encore été déposé. Pour éviter l'affaissement de la structure, Portier eut l'idée de placer des tirants de fer qu'il noya dans la masse. Il n'était alors plus question d'alourdir l'ouvrage avec un décor sculpté qui compromettrait la solidité de l'ensemble.

Ce projet de sculpture pour la porte de Bourgogne ne fut pas le seul projet avorté dont Francin aurait dû être l'auteur. Le second ouvrage recensé qui aurait dû en effet se concrétiser sous les ciseaux de Francin est celui de la sculpture ornementale de la façade ouest de la nouvelle église Saint-Louis de Baccalan dessinée par Portier dans la tradition des églises parisiennes du XVIII<sup>e</sup> siècle. Cette église tant souhaitée par Tourny et dont la première pierre fut posée en 1757 et bénie en 1759 trouva sa construction définitivement arrêtée par les jurats en 1763 faute de financement. Les jurats, irrités des dépenses sans cesse grandissantes de l'intendant voulurent par ce geste marquer leur opposition. Le devis<sup>10</sup> du décor sculpté de l'église Saint-

10. Fourché, "Un projet de l'intendant Tourny. L'église Saint-Louis des Chartrons", *Revue philomatique de Bordeaux*, 1905, page 527.



Fig. 5. — Bordeaux. Place de la Bourse. Fronton par Francin. La libéralité répondant de l'argent. Pavillon du fond de la place.

Cliché M. Dubau © Inventaire général. ADMGP, 2000.



Fig. 6. — Bordeaux. Place de la Bourse. Elévations sur la place et sur la rue Saint-Rémi. Hôtel du fond de la place.

Cliché M. Dubau © Inventaire général. ADMGP, 2000.

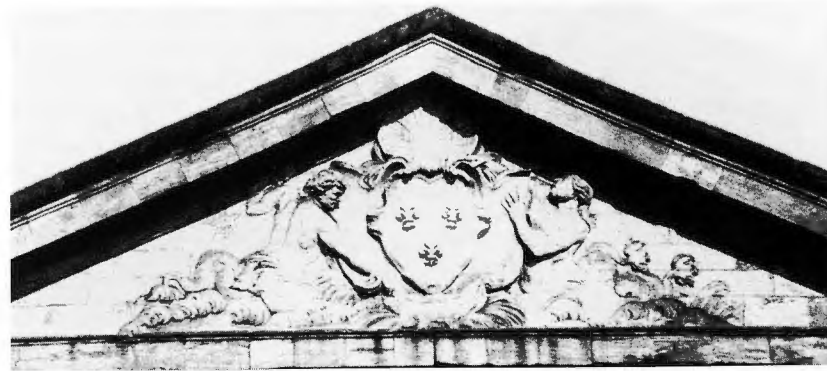


Fig. 7. — Fronton sud de la porte d'Aquitaine. Place de la Victoire. Bordeaux. Claude-Clair Francin (1702-1773). Neptune et Nérée (1754-1756).

Louis, estimé à 8772 livre prévoyait des agrafes, des consoles et des pilastres corinthiens en façade. Au dessus du portail de la façade occidentale, devait figurer un fronton représentant la *Religion avec ses attributs* au dessus d'un linteau aux armes du roi. Cette église vit toutefois le jour au XIXe siècle sous la plume de Charles Brun en arborant une silhouette néo-gothique <sup>11</sup>.

Les travaux d'urbanisme voulus par Tourny se poursuivirent par la restauration d'autres portes de ville dont celle des portes Dijaux et d'Aquitaine qui reçurent toutes deux un décor sculpté par Francin sur les thèmes déjà évoqués des armes royales et des armes de la ville.

L'histoire de la porte Dijaux débuta en 1749 avec la démolition de la porte médiévale par le maçon Ladouceur. Portier proposa des dessins pour la décoration du nouvel édifice dont Francin fut chargé dès le 15 juin 1750. Un mémoire daté de ce même jour par le charpentier Beziat fait état de la construction d'un échafaudage pour le sculpteur et de la mise en place provisoire du portail et de l'imposte de la porte. Le 6 juin 1751, Francin achevait la sculpture du fronton du côté de la place Dauphine et devait commencer le lundi suivant celle du fronton du côté de la ville <sup>12</sup>. Nous savons, puisque nous l'avons déjà évoqué pour la porte du Chapeau Rouge que le 9 octobre 1751, le sculpteur était dans son atelier parisien. Deux alternatives s'offrent à nous pour dater les sculptures du côté est de la porte Dijaux. Dans un premier cas, les sculptures étaient achevées avant le départ du sculpteur pour Paris ou celles-ci ne furent-elles entamées qu'à son retour à Bordeaux dans le courant de l'année 1752 ? Quoi qu'il en soit, les sculptures du fronton étaient achevées le 25 janvier 1753 et réglées pour une somme totale de 1800 livres.

Les thèmes évoqués sur le fronton de la porte Dijaux imaginés par Portier sont respectivement du côté de la rue, *les armes de la ville* accompagnées de palmes robustes, de cornes d'abondance et d'une tête de Neptune à la clé de l'arcature. Du côté extérieur, le fronton est sculpté *des armes et couronne (Saint-Louis) Royales* dans un cartel flanqué d'ailes ouvertes. Si la Révolution épargna la porte Dijaux,

la séance du conseil municipal du 13 mai 1872 <sup>13</sup> faillit lui être fatale en effet, lors de cette réunion, un certain Solles suggéra que la porte, gênante pour la circulation, soit transportée place du Champs de Mars. Cette proposition fut rejetée, et c'est à son emplacement originel que l'on peut aujourd'hui admirer la porte Dijaux privée néanmoins de ses deux passages latéraux.

La porte d'Aquitaine également dessinée par Portier et située sur l'actuelle place de la Victoire présente l'originalité d'être établie au centre d'un espace formé de deux demi-places en vis à vis. La reconstruction de l'ancienne porte Saint-Julien dédiée au duc d'Aquitaine lors d'une fête somptueuse où furent tirés des coups de canons débuta le 18 novembre 1753. L'érection de cette porte attira sur Tourny les foudres du comte de Saint-Florentin, irrité des dépenses engagées à l'occasion de la dédicace de la porte. La réception de l'ouvrage avec les sculptures eut lieu le 12 novembre 1758, jour où le menuisier Locupé démolit les échafaudages en chêne qui avaient servi à la sculpture du fronton de la porte.

L'attribution à Francin en 1754 des travaux de sculpture de la porte d'Aquitaine marque un tournant décisif dans la carrière de l'artiste. La réalisation du fronton de cette porte, située au sud de la ville fut l'occasion pour le sculpteur de rompre avec l'esthétique rocaille d'une grande partie de son œuvre bordelaise et de s'orienter vers des schémas proches de ceux du néoclassicisme. Ce changement esthétique, voulu par Francin se concrétisa par l'affirmation de l'anatomie des personnages marins représentés sur la face extérieure du fronton. En optant pour l'exaltation de l'anatomie humaine, le sculpteur rompait avec les volumes des corps souples du langage rocaille et s'orientait vers une esthétique proche de l'idéal antique.

11. Danièle Thomas, "L'église Saint-Louis des Chartrons", *Société Archéologique de Bordeaux*, Tome LXXXII, 1991.

12. A.D.Gir. C1161.

13. A.M. de Bordeaux. 2807 M2.

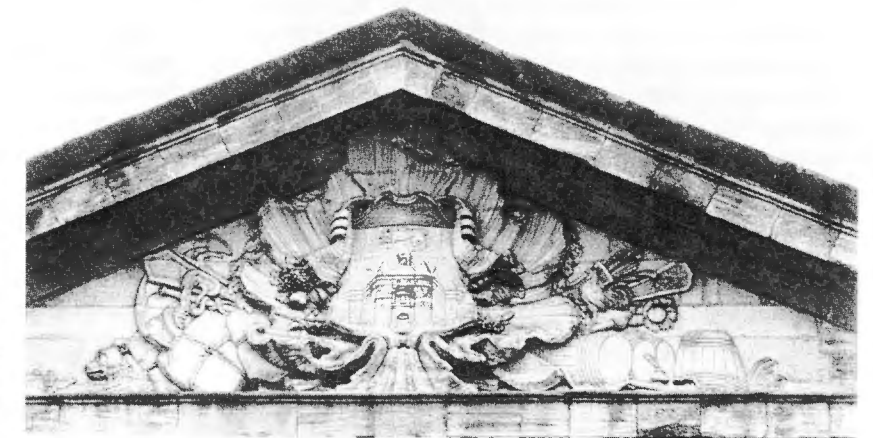


Fig. 8. — Fronton nord de la porte d'Aquitaine. Place de la Victoire. Bordeaux. Claude-Clair Francin (1702-1773). Les armes de la ville (1754-1756).

Sur ce côté de la porte, Francin ébaucha un changement de formes et de volumes qui affirmait une rupture avec l'esthétique Louis XV qui perdurait toutefois dans le décor. Il maria alors les ondulations sinueuses des flots marins à la musculature prononcée de l'idéal antique pour ne pas créer une transition trop brutale et pouvoir se familiariser avec son nouveau langage sculpté. En conjuguant les formes de l'antique enseignées au palais Mancini à la tension de la musculature, Francin trouva un compromis dont Michel-Ange avait déjà usé pour susciter l'effort et le mouvement. Cette tension des muscles que Francin affirma par la diagonale du bras droit tendu de Neptune et du bras gauche plié de Nérée se conjuguait au style encore rocaille du décor pour donner à l'ensemble de la composition un aspect mouvementé (fig. 7).

Outre ce souhait d'affirmer les volumes, Francin subit des contraintes architecturales qui l'empêchèrent de donner au bras gauche de Neptune l'ampleur nécessaire à son exercice de représentation anatomique. En effet, le rampant du fronton contraignit le sculpteur à minimiser la taille de l'avant-bras du dieu marin et à cantonner le trident nécessaire à l'interprétation iconographique à un rôle secondaire.

Une autre incongruité est à signaler pour la sculpture de cette face extérieure du fronton et concerne le traitement de la main gauche de Nérée dont les dimensions sont en désaccord avec le rapport traditionnel des équivalences anatomiques qui donnent au visage une taille plus importante qu'à la main. Dans le cas du personnage sculpté par Francin la main et le visage sont d'égale dimension. Ce rapport, contraire aux lois anatomiques procure un effet de disproportion qui ne flatte pas l'harmonie de la composition pourtant recherchée et élaborée. On peut toutefois s'interroger sur les raisons de cette disproportion et se demander s'il s'agit d'une maladresse, d'un problème de correction optique pour le spectateur ou d'un effet voulu par

l'artiste qui souhaitait par cet effet de style insister sur l'expression du visage du personnage. Cette main sans relief et plaquée sur le décor qui attire l'attention du spectateur vers le regard bienveillant de Nérée doit peut-être être considéré comme un signal plutôt que comme une maladresse. Par ce geste, "le vieil homme de la mer, doux et loyal qui n'a que des idées justes et bienveillantes et ne ment jamais" <sup>14</sup> rappelle les valeurs monarchiques et évoque des qualités dont tout souverain doit se prévaloir.

Si le fronton de la porte d'Aquitaine du côté extérieur à la ville annonce une transition dans l'art de Francin, l'étude du côté opposé confirme ce changement stylistique dans l'œuvre du sculpteur qui trouvera sa sublimation dans l'exécution des bas-reliefs de la statue équestre de Louis XV où les paysages et les situations sont suggérés par des formes épurées en méplat et la musculature des chevaux affirmée avec conviction.

Sur cette face du fronton tournée vers l'intérieur de la ville, Francin abandonna la sinuosité des formes rocailles et le chevauchement des lignes pour un langage épuré et précis dont il usa pour favoriser la lisibilité de l'image (fig. 8). Aux courbes du rocaille succédèrent la rigueur du contour qui rappelle le cerne employé par David dans son œuvre peinte. Le choix d'une sculpture à faible relief s'oppose ici à la technique du haut-relief employée jusque-là par Francin sur ses chantiers bordelais et concrétise une recherche plastique qui trouva son aboutissement dans la schématisation des barriques et des fagots de bois. Ces incisions dans la pierre de Taillebourg, proches d'empreintes, créent un effet 'minimaliste' qui confère à ce morceau de sculpture un caractère novateur dans l'œuvre du sculpteur.

14. Edith Hamilton, *La Mythologie*, Marabout, 1978.

Alors que Francin ébauchait ses premières figures inspirées ou imitées de l'idéal antique, Bouchardon atteignait le sommet dans la représentation des corps calqués sur ceux de l'Antiquité. Même si ces deux sculpteurs de la même génération ont fait l'un comme l'autre un passage dans l'atelier de Guillaume Coustou, leur art a pris des directions totalement différentes qui auraient pu pourtant converger, si Francin, trop occupé à Bordeaux mais pressenti par Gabriel pour le décor de la place Louis XV à Paris, n'avait du décliner l'offre.

En opposition avec le langage rocaille des Adam, Slodtz, Francin ou autre, celui que Cochin fils considérait comme le plus grand sculpteur et plus grand dessinateur de son siècle, opta dès le début de sa carrière pour un retour aux canons antiques. Précurseur, s'il en est du langage néoclassique, Bouchardon est peut-être par son aura à l'origine du changement esthétique constaté dans la sculpture de Francin, dont le langage s'orienta progressivement vers les formes de l'ère napoléonienne. Les motivations qui conduisirent Francin à abandonner 'l'exubérance' du langage rocaille peuvent trouver leur origine dans l'art de Bouchardon et dans l'aspect naturaliste de son œuvre dont Francin usa pour le traitement des mascarons de la ville de Bordeaux<sup>15</sup>.

L'influence de Bouchardon sur le style de Francin trouva en effet sa concrétisation dans le traitement expressif de certains mascarons de la cité girondine dont la profusion de détails et certaines caractéristiques permettent une identification systématique du personnage représenté. En insufflant à ses personnages vie et caractère, Francin leur donnait crédibilité et consistance. Ainsi, au numéro 52 du quai Richelieu, le sculpteur nous interpelle avec la figure d'un benêt pris sur le vif dont le regard ne peut nous laisser sans réactions.

En parcourant la ville et les rues pour lesquelles le sculpteur a exécuté des figures, toutes les émotions sont permises. La réussite de l'illusion donnée par les ciseaux du sculpteur ne peut laisser indifférent le promeneur, qui voit défiler devant lui des femmes en colère sur la place Dauphine dont les maisons suivent les principes d'unité et d'homogénéité définis par Gabriel, une femme rieuse au numéro 68 du cours de l'Intendance et des femmes austères et sévères dans la rue Saint-Rémy. Le traitement plastique qui insiste sur des exagérations physiques ou des difformités, procure chez le spectateur une sensation de gêne ou d'étonnement due au réalisme des attitudes et des expressions. Tous ces mascarons, évoquant le procédé des masques funéraires romains et des masques du théâtre grec, nous replonge une nouvelle fois dans l'antiquité et nous rappelle à chaque instant le lien puissant qui unit cette période à l'art de l'époque moderne.

L'aspect naturaliste de l'œuvre de Francin s'illustre également dans la représentation des deux bas-reliefs de la

statue équestre de Louis XV où chaque personnage est identifiable grâce à ses attributs ou à son emplacement dans les plans successifs. Ainsi, Louis XV est reconnaissable dans l'épisode de la bataille de Fontenoy à ses dimensions imposantes, sa position à la tête des troupes, ses vêtements et son geste de commandement. La précision dans la narration du combat et l'aspect anecdotique de l'œuvre vont jusqu'à permettre au spectateur de pouvoir identifier le lieu où se déroula la bataille. Le village et la chapelle qui les bois environnants et le cours d'eau qui traverse la composition sont des repères si précis qu'ils permettent une identification du lieu évoqué.

Si le succès de Bouchardon et l'admiration qu'il suscita chez ses contemporains sont une raison possible au changement de style de Francin, ils ne constituent pas à eux seuls l'ensemble des motifs qui auraient pu décider le sculpteur à opter pour une sculpture plus sobre et moins tourmentée. Les liens familiaux et artistiques qu'entretenait par ailleurs le fils d'Eléonore Coustou avec ses oncles peuvent fournir des éléments permettant de comprendre la sculpture de Francin.

Partagé entre la sculpture classique de Nicolas Coustou<sup>16</sup> et la formation néo-baroque<sup>17</sup> reçue dans l'atelier de Guillaume Coustou, Francin choisit pour la décoration de la ville de Bordeaux un langage rocaille où la tête de Neptune en clef de voûte de l'arc de la porte Dijaux rappelle la tête d'Hercule sculptée par l'auteur des *Chevaux de Marly* au portail d'entrée de l'hôtel des Invalides. Héritier de la sensibilité artistique de ses deux oncles, Francin achevait son œuvre sculptée en s'inspirant de l'héritage antique laissé par le plus âgé d'entre eux. La modération et la quiétude qui se dégagent de certaines œuvres de Nicolas Coustou convenaient mieux au tempérament et à la sagesse de Francin qui atteignait le crépuscule de sa vie.

La sculpture de Neptune et de Nérée sur le fronton de la porte d'Aquitaine illustre l'influence exercée par la sculpture de Nicolas Coustou sur celle de son neveu. Francin se souvient ici de *Mercure avec les attributs du commerce* réalisé en 1726 pour le fronton de l'hôtel des Douanes à Rouen. La sculpture à Rouen des personnages et plus particulièrement celle de l'homme enrubanné à la gauche de Mercure corrobore l'idée d'une sculpture à l'antique où l'anatomie est rendue par la tension des mouvements. Ce choix de la mise en valeur de la musculature des deux personnages

15. E. De Perceval, "Sculptures et mascarons de Bordeaux", dans *Bulletin archéologique*, Paris 1938-1942.

16. La copie d'après l'Antique en 1683 du gladiateur Borghèse permet à Nicolas Coustou d'affirmer son attrait pour la sculpture antique et d'exercer ses talents d'anatomiste.

17. François Souchal, *Les frères Coustou*, Editions De Boccard, 1980.

principaux ainsi que le regard de l'allégorie du commerce dirigé vers le haut de la composition peuvent être comparés avec les figures réalisées par Francin pour la porte d'Aquitaine et vont dans le sens d'une réelle influence de l'art de Nicolas Coustou sur celui de son neveu. L'œuvre de ce dernier ne se limite toutefois pas à la seule influence de l'antiquité puisque pour le fronton de l'hôtel des Douanes de Rouen, le sculpteur use de l'échange des regards et de l'opposition tête buste pour créer une dynamique chère au Baroque et au Rocaille.

L'étude stylistique de l'œuvre ornementale de Francin à Bordeaux révèle une date charnière comprise entre 1754 et 1758 et insiste sur un changement de langage plastique opéré par le sculpteur. Cette période est par ailleurs décisive puisqu'elle marque également le début des travaux du Manège d'équitation pour lequel Francin sculpta à partir de 1757 le fronton du portique. La sculpture de ce fronton, dans le prolongement de celle de la porte d'Aquitaine donnait l'occasion à Francin de poursuivre ce qu'il avait ébauché sur l'ancienne porte médiévale. Ainsi, alors que la figure d'Apollon, au centre de la composition reprenait le modèle anatomique proposé par Francin pour les personnages de Neptune et de Nérée, celle des chevaux tirant le char du dieu solaire confirmait la schématisation des formes élaborée par le sculpteur pour les barriques et les fagots représentés sur l'une des faces de la porte d'Aquitaine.

La place occupée par la sculpture de Francin au jardin public de Bordeaux s'insère dans la lignée des œuvres commandées par Tourny au sculpteur pour l'embellissement de la ville de Bordeaux. La création de ce jardin correspond à la volonté d'organiser le tissu urbain de façon homogène en rejoignant des parties de la ville jusqu'alors isolées. Phénomène social, ce havre de verdure au milieu d'une ville en voie d'aménagement est le résultat de plusieurs phases de travaux qui avaient à l'origine l'ambition de réunir deux quartiers de Bordeaux : le quartier Saint-Seurin et le quartier des Chartrons. C'est un arrêt du Conseil du 23 août 1746, qui fixa l'autorisation d'établir un jardin public sur une partie des terres appartenant à la manufacture de faïence du sieur Hustin, sur quelques hectares de la fabrique de bouteilles en verre de Mitchell et sur différents autres terrains appartenant aux familles Dumas et Giraudon. Déjà au XVe siècle, cette vaste étendue de prairie dit le "pradets" avait eu une vocation commerciale et avait regroupé différents artisans tanneurs qui quittèrent les bords du Peugue insalubre, pour ceux du ruisseau Font d'Audège.

Après l'approbation de la construction du jardin public, l'entrepreneur Voisin établit du côté de la rue Fondaudège une terrasse (1753-1755) et deux portiques

(1752-1758) à colonnade dessinés par Portier, et destinées à abriter les promeneurs les jours de pluie. Ces portiques, surmontés d'une balustrade couronnée de vases et encadrés par deux pavillons servant de logement aux portiers du jardin et abritant un café, sont ornés de chapiteaux et de différents autres ornements sculptés par des ornemanistes locaux comme Laconfourque et Massé.

Dans cette galerie, comparable aux "stoa" grecques, l'architecte fit aménager quatre niches pour lesquelles Francin<sup>18</sup> sculpta à partir de 1755 dans des blocs de marbre de Carrare provenant du piédestal de la statue équestre de la place Royale quatre groupes de *sphinx avec des enfants*<sup>19</sup>. L'entrée principale du jardin, ménagée entre les deux pavillons, laisse apparaître un portail en fer forgé dont les piliers étaient jusqu'à la Révolution surmontés de faisceaux et de groupes en pierre de Crazannes sculptés par Francin<sup>20</sup>. L'ouverture de cette entrée sur les jardins de la faïencerie de Hustin coïncida avec la création de la place du Champs de Mars qui devait accueillir les carrosses des promeneurs.

Une description des sculptures réalisées par Francin pour le jardin public de la ville de Bordeaux est à ce jour impossible, les pillages de la Révolution et le vandalisme ayant détruit toute trace de ces œuvres. Les sculptures aujourd'hui présentes au sommet du portail jouxtant la place du Champs de Mars sont celles sculptées par Bellet pour la porte Tourny. Ces groupes d'enfants porteurs d'écussons, placés en 1799 au sommet de cette entrée du jardin public qui en comporte sept, permettent d'appréhender malgré les dégradations subies, le volume occupé par les groupes de Francin.

En pendant de la terrasse et des deux pavillons, Tourny fit réaliser à partir de 1755 sur des plans de Ange-Jacques Gabriel un manège d'équitation situé au nord du jardin public. Ce manège d'équitation ou Académie Royale d'équitation servait à l'instruction gratuite des jeunes gens qui se destinaient à servir dans la cavalerie. Auparavant, cette académie s'était installée près de l'ancienne porte Saint-Germain (1639) puis aux alentours de la porte Dijaux (1691) mais n'avait pu garder très longtemps ces locaux faute d'espace ou de moyens. Avec cet emplacement au nord du jardin public, Tourny espérait avoir trouvé un lieu définitif pour cette académie. Le sort en décida autrement puisqu'en 1864, le manège fut détruit et le portique transporté

18. Des sources manuscrites envisagent une participation de Guillaume Francin à la sculpture de certains groupes du jardin public aux côtés de son père. *Société archéologique de Bordeaux*, Séance du 18 novembre 1927.

19. A.M. de Bordeaux. DD 13e.

20. Les sources d'archives laissent supposer qu'il s'agissaient de deux groupes d'enfants. *Op Cit.*



Fig. 9. — Fronton du portique du Manège d'Equitation. 166 rue Judaïque, Bordeaux. Claude-Clair Francin (1702-1773). Le char du Soleil (1757-1760).

en façade de l'école de dressage rue Judaïque. Aujourd'hui, cette école est devenue une piscine à l'entrée de laquelle subsistent le portique et le fronton de l'ancien manège d'équitation.

L'architecture du manège d'équitation, qui s'éleva de 1755 à 1759, obéissait au schéma d'un corps de logis principal avec une colonnade en façade donnant sur le jardin public. Au sommet de ce portique, Francin réalisa pour 1224 livres la sculpture du fronton voué au culte d'Apollon et de son char du soleil (fig. 9) et élaborait une sculpture dont l'iconographie inspirée de la nature est différente des thèmes traditionnels du culte monarchique et du commerce maritime entrevus pour ses précédents chantiers.

Au centre de la composition, celui que les anciens nommait Phébus, le dieu brillant et étincelant conduit un char tiré par deux chevaux qui émergent de nuages traités dans le goût rocaille. Fort et robuste, le dieu incarne l'archétype de la beauté.

Dans cette composition, deux têtes de taureau accompagnent Apollon ; l'une située à gauche du tympan porte autour du cou une guirlande de roses tandis que la seconde en bas à droite, contre une jambe de putto se distingue par l'absence d'attribut. La tête de taureau ou de vache à cornes associée au culte d'Isis, déesse égyptienne, protectrice de l'amour et maîtresse du destin insiste sur l'admiration et l'amour que l'Homme doit porter à tout ce qui rappelle la nature. La tête de cette divinité orientale, surmontée d'un disque solaire et figurée dans un mascarón à la clé de voûte de l'arcature placée à la gauche de l'entrée principale du portique, complète l'orientation iconographique choisie par le sculpteur. Alliée au culte solaire d'Apollon légué par Louis XIV, cette figure, unie à celle de Cérès à la clé de l'arcade principale prolonge l'hymne à la nature voulu par Francin.

En parallèle avec la décoration du tympan du fronton, le sculpteur parisien exécuta sur les acrotères, deux groupes qui équilibrent la composition. L'un de ces groupes représente des amours supportant une corbeille remplie des fruits de la terre, alors que le second est composé de deux personnages respectivement appuyés ou couchés contre des gerbes de blé. Le choix d'un groupe sculpté comportant des gerbes de blé s'explique par la présence de Cérès, déesse du blé, de l'orge et de la terre dont il est le pendant. La troisième tête de femme à la droite de celle de Cérès a les traits de Flore, déesse de la fécondité, des fleurs et de la nature chez les romains.

Pour cet ensemble du portique du manège d'équitation, Francin sculpta à partir de l'année 1757 et jusqu'en 1760, en plus du fronton restauré au XIX<sup>e</sup> siècle par le sculpteur bordelais Prévot<sup>21</sup>, et avec l'aide du sculpteur bordelais Etienne, des chapiteaux pilastres, des chapiteaux colonnes, les consoles des arcades latérales et les vases au sommet de la balustrade de la galerie.

C'est avec les bas-reliefs du piédestal de la statue équestre de Louis XV achevés en 1764, que Francin atteignit la maîtrise dans l'art néoclassique. C'est également à l'occasion de la remise de ces bas-reliefs aux jurats, que Francin acheva sa carrière à Bordeaux et qu'il quitta l'année suivante cette ville pour Paris où il espérait donner un second souffle à sa carrière.

21. Si le dépouillement d'archives a permis d'établir la nature des travaux de restaurations sur les parties architecturales du portique entre 1818 et 1865, il n'en n'est pas de même pour les restaurations de Prévot dont aucun devis n'a à ce jour pu être retrouvé.



Fig. 10. — Claude-Clair Francin (1702-1773). Trophée du piédestal de la statue équestre de Louis XV. L'Europe (1754-1756). Musée d'Aquitaine, Bordeaux.

Cliché n° 861612. Tous droits réservés.

En parallèle des travaux pour le jardin public, Francin sculpta à partir de 1755, quatre trophées en marbre de carrare pour les angles du piédestal de la statue équestre de Louis XV. Chacun d'entre eux représente un continent avec une iconographie liée une nouvelle fois aux thèmes du commerce maritime et aux horizons lointains découverts par des marins illustres. On déplore aujourd'hui la disparition de l'un de ces trophées, celui de l'Afrique qui n'a pu échapper aux pillages de la Révolution. Les trois trophées conservés sont aujourd'hui au musée d'Aquitaine. L'allégorie de l'Europe (fig. 10) met en scène un casque romain, une mentonnière et un cimier surmonté d'une crinière de cheval tombante. A droite du casque sur lequel est incisé un coq, l'artiste a représenté une couronne de laurier posée sur un livre ouvert, à proximité d'un pinceau et d'un marteau de sculpteur. L'iconographie de ce trophée fait de l'Europe la terre des héros, du savoir et de l'art. Les deux autres continents évoqués sont ceux de l'Amérique (fig. 11) et de l'Asie (fig. 12) respectivement illustrés par le profil d'un éléphant associé à un carapace et par une tête de caïman avec une selle surmontée de plumes d'autruche. A la suite de la sculpture de ces trophées, Francin réalisa les consoles des angles du piédestal qui représentent des coquilles terminées par des chutes de feuilles de chêne.



Fig. 11. — Claude-Clair Francin (1702-1773). Trophée du piédestal de la statue équestre de Louis XV. L'Amérique (1754-1756). Musée d'Aquitaine, Bordeaux.

Cliché n° 861614. Tous droits réservés.



Fig. 12. — Claude-Clair Francin (1702-1773). Trophée du piédestal de la statue équestre de Louis XV. L'Asie (1754-1756). Musée d'Aquitaine, Bordeaux.

Cliché n° 861613. Tous droits réservés.



Fig. 13. — Bas-relief du piédestal de la statue équestre de Louis XV. Claude-Clair Francin (1702-1773). La bataille de Fontenoy (1765). Musée d'Aquitaine. Cliché n° 861173.

La sculpture entre 1755 et 1764 des deux bas-relief qui ornaient le piédestal de la statue équestre de Louis XV conclut les recherches stylistiques entreprises par Francin qui aboutit ici à une maîtrise parfaite de l'art du bas-relief avec un langage néoclassique épuré. C'est sous l'autorité de Gabriel que Francin composa les modèles des deux bas-reliefs. L'architecte précise à ce sujet qu'il rendit visite au sculpteur dans son atelier parisien le 9 octobre 1757 et qu'il vit l'ébauche des ouvrages qui devaient habiller le piédestal recouvert de plâtre par le sieur Duprez. Il souligne par ailleurs la trop grande quantité de rochers pour la scène de *la bataille de Port Mahon* et conseille à Francin de prendre contact avec Bouchardon et Pigalle pour d'éventuels conseils. La représentation de *la bataille de Fontenoy* (fig. 13) copiée sur la peinture de Parrocel rappelle cet épisode historique où le maréchal de Saxe, sous les yeux du roi, battit les Anglo-hollandais durant la guerre de succes-

sion d'Autriche (novembre 1745). Le bas relief inspiré du tableau de Parrocel<sup>22</sup> que Pierre Lenfant avait lui-même copié reprend les caractéristiques de la toile. Au premier plan, le roi, entouré de son Etat Major, assiste au combat qui se déroule au sud de Fontenoy, à l'endroit où s'élevait la chapelle Notre-Dame des Blois. Louis XV, à cheval donne l'ordre aux escadrons français de charger. Sur la droite, le Dauphin reconnaissable à son cordon bleu est accompagné par d'Argenson, ministre de la guerre. Aux côtés du roi, le maréchal de Saxe mène le combat. Derrière le cheval de ce dernier, on aperçoit le buste d'un personnage identifié dans

22. Lors du procès verbal des scellés après le décès du peintre Parrocel demeurant à Paris, carrefour Saint-Benoît, paroisse Saint-Sulpice, plusieurs toiles représentant la bataille de Fontenoy furent retrouvées. *Nouvelles archives de l'art français*, 1884, pages 145 à 157.

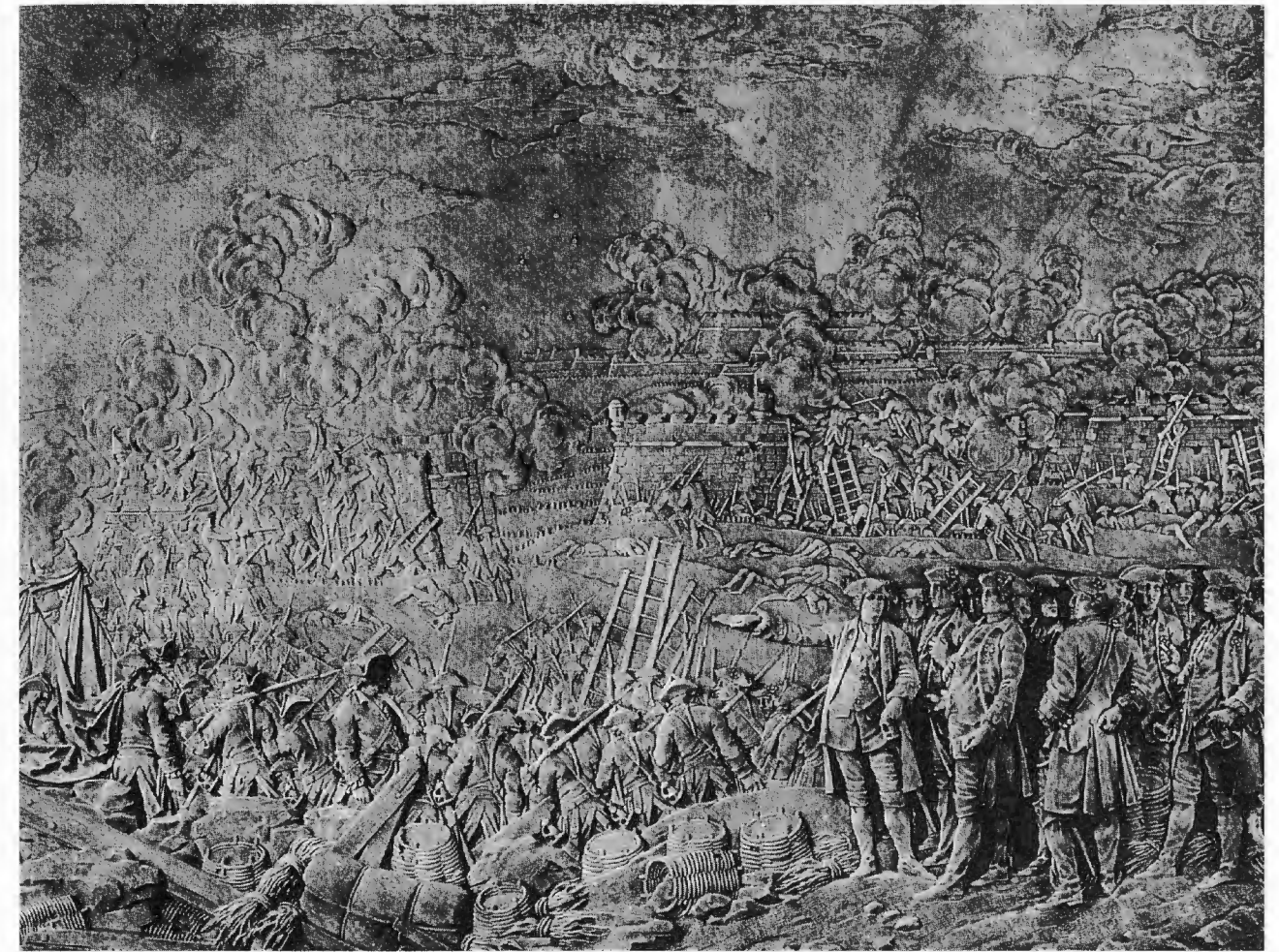


Fig. 14. — Bas-relief du piédestal de la statue équestre de Louis XV. Claude-Clair Francin (1702-1773). La prise de Port Mahon (1765). Musée d'Aquitaine. Cliché n° 861172.

la peinture de Parrocel comme étant le peintre lui-même. Si l'auteur de *la bataille de Fontenoy* a voulu se mettre en scène dans sa peinture pour souligner qu'il avait assisté aux combats, on peut imaginer que Francin aura voulu en faire de même en se représentant dans le bas-relief à la place du peintre<sup>23</sup>. Au second plan se dessinent les lieux de la bataille, l'église d'Antoine, le cours de l'Escaut, le village de Fontenoy et les bois de Bary.

Le langage plastique de ce bas-relief comme celui de la prise de port Mahon (fig. 14) poursuit les recherches de Francin sur l'esthétique néoclassique. Comme sur les frontons de la porte d'Aquitaine et du manège d'Equitation, Francin fit à peine émerger le relief de son support par des méplats et utilisa une certaine stylisation pour les derniers plans de la composition. Par ailleurs, l'utilisation d'un trait épuré confère à l'ensemble de l'œuvre un caractère de grande recherche plastique où les personnages et les situations pro-

ches d'empreintes trouvent leur force dans la suggestion. Toutefois, le caractère schématique présent dans ce bas-relief n'est pas le seul langage utilisé par le sculpteur. En effet, si l'on considère le premier plan où la plupart des personnages sont reconnaissables, on peut évoquer l'aspect naturaliste de l'œuvre. Cette caractéristique, associée au travail sur les étoffes, à la musculature des chevaux et à la recherche du mouvement qui découlent des obliques et des mouvements des différents personnages concrétise les recherches plastiques ébauchées depuis la porte d'Aquitaine et fige la sculpture de Francin dans une esthétique néoclassique. Pour le bas-relief de la prise de Port Mahon qui lui fait pendant, le sculpteur mit en scène la victoire du duc

23. Ceci n'est à ce jour qu'une supposition. Certains ont voulu voir le profil de Francin au premier plan à gauche.



Fig. 15. — Façade nord du pavillon de la Bourse. Place Jean Jaurès. Bordeaux. Claude-Clair Francin (1702-1773). Tête de femme (1748-1755).



Fig. 16. — Façade nord du pavillon de la Bourse. Place Jean Jaurès. Bordeaux. Claude-Clair Francin (1702-1773). Tête d'Eole (1748-1755).



Fig. 17. — Façade nord du pavillon central de la place de la Bourse. Bordeaux. Claude-Clair Francin (1702-1773). Bacchus (1750-1755).

de Richelieu, gouverneur de Guyenne, sur les anglais dans l'île de Minorque le 28 juin 1756. Au premier plan, le maréchal et une douzaine d'officiers de son Etat Major observent du sommet d'une colline la bataille qui se déroule au loin. Le nombre de soldats étendus sur le sol et les régiments aux drapeaux déployés insistent sur la vigueur de l'assaut qui aboutit malgré une forte résistance, à la prise de la forteresse. L'étude stylistique de ce bas-relief reprend les caractéristiques de naturalisme, de réalisme (chute des corps, cadavres, boulets de canons...), de rendu des volumes, de travail sur les drapés et de schématisation du trait déjà évoqué pour le bas-relief précédent. L'iconographie de ces deux bas-reliefs exalte le thème de la conquête militaire par le souverain et ses maréchaux. Allié aux thèmes de la bienveillance et de la générosité royale déjà entrevus pour les frontons des bâtiments de la place de la Bourse, ce thème de la bataille confère à l'image du souverain un caractère conquérant et protecteur.

La Révolution devait par ailleurs être fatale à la statue équestre de Louis XV qui fut déboulonnée en 1792 et transportée à Rochefort pour être fondue en vue de la fabrication de canons. Le naturalisme utilisé pour ces deux bas-reliefs et qui permet une identification des scènes et des personnages fut un outil utilisé par Francin pour les mascarons à thèmes profanes et mythologiques qu'il sculpta sur les chantiers de la place Royale et de la place Dauphine aujourd'hui place Gambetta ainsi qu'à leurs abords. Sur la façade de l'hôtel de la Bourse face à la place des Quinconces, Francin et son équipe réalisèrent une tête de femme à la chevelure ornée de roses que l'on pourrait identifier comme étant Flore, déesse romaine des fleurs (fig. 15). La forme ovale et alourdie du visage, la masse tombante de la mâchoire rappellent l'esthétique rocaille où les corps apparaissent sans réelle consistance. Aux côtés de Flore, Eole (fig. 16) aux joues gonflées et à la chevelure volant au vent rappelle la vocation maritime de la ville de Bordeaux. La tête d'Africain sur la façade de l'hôtel de la Bourse face à la Garonne et la tête de Bacchus (fig. 17) sur le côté du pavillon central qui longe la rue Philippart insistent sur le passé maritime et commercial de la capitale de Guyenne dont la richesse au XVIII<sup>e</sup> siècle provenait essentiellement du commerce du vin et de celui avec les Antilles, avec une référence à son activité de port négrier. Le nombre de mascarons sculptés par Francin ou son atelier est considérable. Situés aux abords des grands chantiers d'aménagement urbain comme ceux de la place Gambetta ou de la place de la Bourse, l'ensemble de ces mascarons, inspirés des masques de théâtre de la Comédia Del Arte, prennent des formes et des expressions diverses. On pourra alors surprendre au hasard d'une promenade sur le quai Richelieu, sur le cours du Chapeau Rouge ou de l'Intendance, des visages variés.

Durant l'année 1764, au moment où Francin s'apprêtait à remettre aux jurats les bas-reliefs du piédestal de la statue équestre de Louis XV, le sculpteur réalisa pour l'hôtel de la Marine vendue en 1763 à la ville de Bordeaux par les Dames de la Foi, la décoration au dessus de la porte d'entrée. Francin sculpta en pierre de Nantes et à la clé de la porte des tritons encadrant l'écu de France.

Si la carrière de Francin à Bordeaux est marquée par la sculpture ornementale, un projet atypique réalisé en 1758 est à signaler dans l'œuvre bordelaise du sculpteur. En opposition avec la sculpture en pierre ou en marbre qu'il réalisa durant les dix sept années de sa présence à Bordeaux, Francin élaborait un décor éphémère pour la tribune aux harangues depuis laquelle Richelieu, prononça un discours le 5 juin 1758. Le récent vainqueur de la prise de Port Mahon fut accueilli à Blaye, puis acheminé à Bordeaux dans un brigantin de la ville richement décoré. En posant le pied sur les quais longeant la Garonne face à la porte Cailhau, Richelieu pénétra dans un décor éphémère et chatoyant conçu par Bonfin où se mêlaient trompes l'œil et décors fastueux auquel participèrent les peintres Bérinzagio et Camagne. Le décor de cette tribune réalisé par Francin confère à son œuvre bordelaise un aspect théâtral où il mêle des ornements décoratifs sur la façade de l'édifice à une statue de Mars conquérant flanquée de deux génies tenant respectivement une couronne de laurier et de myrthe. La statue du dieu au sommet de la tribune appuyée sur un bouclier haute de 65 pieds est une allégorie du duc de Richelieu et rappelle sa victoire à Port Mahon. Ce chantier de l'éphémère conclut l'œuvre de Francin à Bordeaux.

Une interrogation subsiste toutefois sur la paternité de la sculpture du fronton de l'hôtel Saint-Savin dont certains pensent qu'elle est peut être à attribuer à Francin. Il me paraît cependant peu probable que le sculpteur ait pu participer à la réalisation de cette œuvre datée des années 1745 à 1748. En effet, même si les hypothèses les plus tardives datent ce fronton de 1748, date à laquelle Francin arriva à Bordeaux, il est peu probable que le sculpteur appelé à Bordeaux pour le chantier de la place Royale ait eu la possibilité de s'atteler à un autre chantier. On pourrait alors peut être évoquer le nom de Pierre Vernet pour la réalisation de ce fronton.

Après l'achèvement de la sculpture au dessus de la porte de l'hôtel de la Marine et la remise des bas reliefs du socle de la statue équestre de Louis XV, Francin n'avait plus aucune commande qui le retenait dans la capitale de Guyenne dont Tourny avait quitté l'intendance depuis 1757. Le sculpteur quitta alors Bordeaux en réclamant une partie des sommes qui lui étaient dues<sup>24</sup>. Il abandonna les bords de la Garonne et regagna Paris où il acheva sa carrière avec la présentation en 1767 à l'Académie Royale de peinture et de sculpture de son morceau de réception intitulé *Christ à la Colonne*. Il s'éteignit à Bourg la Reine le 18 mars 1773. Ironie du sort ou de l'histoire, c'est à l'église Saint-Roch à Paris, pour laquelle Francin avait sculpté dans les années 1740 les Pères de l'église au dessus du portail d'entrée et la tribune d'orgue que Tourny fut inhumé en 1760.

24. A.D.Gir. C1173.

## ***Pierre Clochar (1774-1853) : itinéraires d'un architecte bordelais de Paris en Italie***

par Cécile Le Bihan \*

En visitant l'exposition "Le port des Lumières", organisée par la ville de Bordeaux en 1989, j'avais remarqué, parmi les œuvres d'architecture présentées, des projets d'un certain Pierre Clochar destinés aux aménagements des terrains du Château-Trompette <sup>1</sup>.

La lecture du catalogue n'ayant pleinement satisfaite ma curiosité à son égard, je me suis donc permise, sur les conseils de Monsieur le Professeur Christian Taillard, d'en approfondir l'étude dans le cadre d'une maîtrise d'histoire de l'art, soutenue en 1993 <sup>2</sup>.

Pierre Clochar né à Bordeaux le 27 mars 1774 <sup>3</sup>. Fils unique de Marie Largeteau et de Claude Clochar (1752-1821), maître architecte de la ville de Bordeaux <sup>4</sup>, il grandit dans la demeure familiale, paroisse Sainte Eulalie, partagé entre le désir de suivre son père sur les chantiers de constructions et celui de rester auprès de sa mère gravement malade. Très vite, l'atmosphère familiale se dégrade, obligeant Claude Clochar à faire interner son épouse, loin du domicile conjugal <sup>5</sup>. Désormais, il devra se charger de l'éducation de son fils, tout en travaillant pour la ville de Bordeaux. Pierre manifeste très tôt de sérieuses dispositions pour le dessin. A sa demande, Claude Clochar envisage de l'envoyer à Paris, afin qu'il puisse profiter des meilleurs enseignements. Mais les événements révolutionnaires retardèrent quelque peu son projet. Elevé dans un milieu politique très actif, Pierre s'engage dans l'agitation politique et sociale du moment. Au mois de mai 1790, il est volontaire à l'expédition de Montauban <sup>6</sup>. La même année, il trouve le temps d'accompagner son père, soucieux de remettre en main propre aux autorités son ouvrage sur la mendicité, à Paris <sup>7</sup>.

D'après les précieux témoignages de Bellier de la Chavignerie <sup>8</sup> et de Lacaine <sup>9</sup>, entre autres, Clochar serait entré dans l'atelier du peintre Jacques-Louis David <sup>10</sup>.

\* Doctorante en histoire de l'art à l'université Michel de Montaigne - Bordeaux III. Chercheur au Centre François-Georges Pariset - Bx III.

1. *Le port des Lumières : Architecture et art urbain, Bordeaux 1780-1815*, Bordeaux, C.E.R.C.A.M., Inventaire Général d'Aquitaine et William Blake & Co. Edit., 1989, pp. 107-112.

2. Cécile Navarra - Le Bihan, *Les Clochar : architectes bordelais du XVIIIe et XIXe siècle*, T.E.R. d'histoire de l'art, université Michel de Montaigne - Bordeaux III, 1993.

3. Bordeaux, A.M. GG, n° 307. Acte de naissance de Pierre Clochar.

4. Bordeaux, A.D.Gir. C. 1157.

5. Marie Clochar, née Largeteau, mourut dans un asile de Sarlat, le 16 septembre 1793. Bordeaux, A.D.Gir. *Procès-verbal d'adjudication du 14 mai 1839*, f° 639.

6. Paris, A.Nat. F13 1714. Lettre du 21 juillet 1754 de Madame Veuve Clochar au ministre de l'intérieur.

7. Bordeaux, A.M. S. 7865. *Moyens d'empêcher et de détruire la mendicité par Claude Clochar, architecte*.

8. Emile Bellier de la Chavignerie et Louis Auvray, *Dictionnaire général des artistes de l'école française depuis l'origine des arts du dessin jusqu'à nos jours. Architectes, peintres, sculpteurs, graveurs et lithographes*, Paris, Veuve H. Loones, 1882-1885, reprint, 19, p. 266.

9. Lacaine, *Biographie et nécrologie des hommes illustres*, Paris, 1846.

10. J. David, *Le peintre Louis David, souvenirs et documents inédits, par Jules David son petit-fils*, Paris, 1880-1882, 2 vol.

Quelques mois plus tard, il intégrait celui de Jean-Baptiste Regnault. Politiquement, Clochar partageait les mêmes idées que David et Regnault<sup>11</sup>. Ce que nous nous expliquons plus difficilement, c'est la raison pour laquelle il aurait choisi une telle formation. Dans l'état actuel de nos connaissances, aucun document n'a pu jusqu'ici, nous apporter le moindre semblant de réponse. La seule chose dont nous soyons à peu près sûrs, resterait la forte incidence de l'enseignement de ces deux peintres sur l'œuvre de Clochar. A leur contact, il apprit à copier les œuvres antiques, à dessiner d'après nature. Fort de cette expérience, il maîtrisera, sans le moindre problème, la technique de la perspective.

En 1792, Pierre Clochar interrompt, non sans regret d'ailleurs, son apprentissage pour s'engager comme volontaire. Durant sept années, il servira dans l'armée du nord, face aux autrichiens et gagnera ses galons de capitaine sur les champs de bataille des Pays-Bas. D'après ses états de service, il s'initie aux métiers des armes dans le corps d'artillerie de l'armée des Ardennes<sup>12</sup>. Affecté dans la compagnie des canonniers de la section des Mathurins, il part ensuite pour le camp de Châlons-sur-Marne où le maréchal Luckner organise une armée de réserve, en prévision d'une éventuelle attaque autrichienne.

Au mois de novembre 1792, la compagnie est placée en renfort auprès des généraux Valance et Levamur, chargés de débusquer les garnisons autrichiennes retranchées au confluent de la Meuse et de la Sarthe, dans le château de Namur.

Quelques temps après, Clochar obtient une permission de trois mois. Il retourne à Paris pour entrer dans l'atelier de l'architecte et théoricien David Leroy<sup>13</sup>. Mais, très vite l'armée le rappelle au sud-est de Charleroi. Le 18 mai 1793 son régiment tient tête aux troupes de Frédéric de Saxe. Trois jours plus tard, la France perd les Pays-Bas et Clochar en profite pour regagner l'atelier de Leroy. Au mois d'août, un décret de la Convention supprime officiellement l'école d'architecture de l'académie<sup>14</sup>. Désormais, toute personne qui le désire peut obtenir le titre d'architecte. Convaincu de l'ineptie de cette décision, Leroy prend l'initiative de réorganiser son propre enseignement. Il réunit alors dans son atelier du Louvre ses meilleurs élèves, parmi lesquels Pierre Clochar, et leur dispense gratuitement des leçons<sup>15</sup>.

Nous retrouvons notre jeune recrue inscrite sur le registre des *Noms des artistes peintres, sculpteurs, architectes et graveurs, admis à la cy-devant Société Républicaine des Arts*, au mois de Brumaire 1793<sup>16</sup>. Cette société organisait régulièrement des réunions auxquelles participaient les personnalités artistiques les plus en vue. L'architecte Charles Percier y était fréquemment convié, euØl paraît plus que probable que David Leroy se soit chargé de lui proposer de

prendre Pierre Clochar comme élève. Mais, huit mois plus tard, Clochar doit une fois de plus rejoindre son armée.

Entre temps, le 19 germinal an II, son père intervient personnellement auprès du conseil général de la ville de Bordeaux, afin que lui soit donné le certificat de civisme qu'il mérite<sup>17</sup>. Fort de cette récompense, Pierre Clochar participe activement aux batailles de Fleurus (28 juin 1794), de Nivelles et de Mons. Quelques mois plus tard, son régiment reçoit l'ordre de s'installer à Charleroi. Pierre profite de ce relatif moment de répit pour fréquenter l'atelier d'un architecte local : Dukoron<sup>18</sup>. C'est alors que l'armée croit bien faire en l'affectant dans le corps de cavalerie. Furieux de cette décision, Claude Clochar saisit le comité de Salut Public afin que son fils soit rapidement nommé lieutenant adjoint du Génie<sup>19</sup>. Dès sa nomination, le 14 pluviôse an III, l'inspecteur général des fortifications charge Pierre Clochar de dresser un nouveau plan de place forte de Charleroi<sup>20</sup> (fig. 1).

Française sous Louis XIV, cette imposante forteresse fut rattachée à la Hollande par le traité d'Utrecht, avant d'être de nouveau reprise par les français lors de la guerre de succession en 1746. Restituée à l'Autriche à l'issue du

11. Il s'agit du peintre d'histoire Jean-Baptiste Regnault (1754-1829). Cf. E. Bénézit, *Dictionnaire critique et documentaire des Peintres, sculpteurs, dessinateurs et graveurs de tous les temps et de tous les pays, par un groupe d'écrivains spécialistes français et étrangers*, Paris, Librairie Gründ, 1976, tome 8, p. 653.

12. Paris, A.Nat. F13 633. *Etat des services et emplois militaires de Pierre Clochar, architecte et ancien officier du Génie, établi par lui-même*.

13. Julien-David Leroy (1724-1803).

14. Laurent Pepel, *La formation architecturale au XVIII<sup>e</sup> siècle en France*, Paris, 1980.

15. Paul Planat, *Encyclopédie de l'architecture et de la construction*, Paris, 1888-1892, t. II, p. 368.

16. Paris, A.Nat. F13 1326, dossier 11 : *Copie du registre concernant les noms des artistes admis à la Société Républicaine des Arts en Brumaire 1793*.

17. Bordeaux, arch. municipales, D. 210, f° 2, v° : *Registre des délibérations du conseil général de la ville de Bordeaux*.

18. Vincennes, Service historique de l'armée de terre, 24 YC 278 : Lettre de Claude Clochar au Comité de Salut Public en date du 25 thermidor an II : "Il est dans ce moment dessinateur chez le Citoyen duKORON (sic)".

19. Vincennes, Service historique de l'armée de terre, 24 YC 278. Contrôle troupes.

20. Vincennes, Service historique de l'armée de terre, Article 14 : Charleroi (1693-1751), pièce n° 36, *Plan de Libre sur Lambre, cy-devant Charleroi par P. Clochar, Cavalier au sixième régiment des chasseurs*.



Fig. 1. — Plan de Libre sur Lambre, cy-devant Charleroi.

Plume, encre et aquarelle. H. 0,51 ; L., 0,52.

Signé en bas à droite : Fecit Clochar, Cavalier au 6eme Régiment de Chasseurs.

Vincennes, Service historique de l'armée de terre, Article 14 : Charleroi (1693-1751), pièce n° 36.

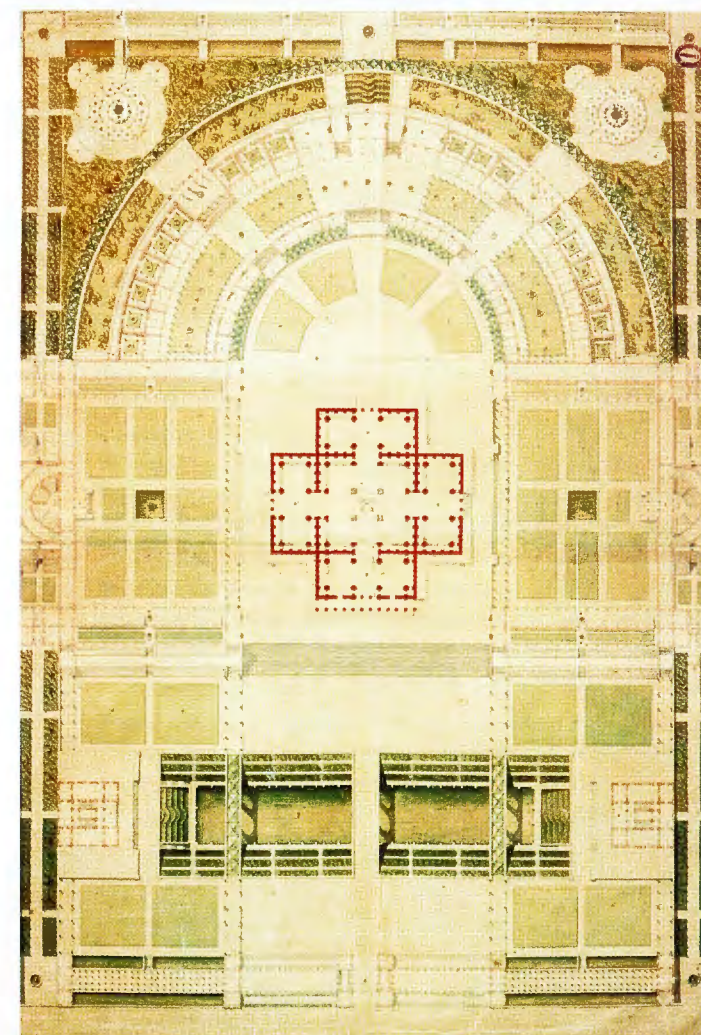


Fig. 2. — Monument consacré à l'histoire naturelle, An VI.

Plume, encre, lavis et aquarelle.

H. 1,11 ; L. 0,80 m.

Signé : P. Clochar.

Inv. Bordeaux, A.M. XXI-N-16.

traité d'Aix la Chapelle, Charleroi redevint française le 26 juin 1794. Autant dire qu'après cette fameuse bataille il ne restait que bien peu de choses de l'ancienne forteresse de Vauban. L'armée décide alors de confier à Clochar la lourde tâche d'élaborer un nouveau plan défensif de la place forte. Conservé aux archives du Château de Vincennes, ce document confirme l'inexpérience de Clochar dans ce domaine. Fortement inspiré des réalisations antérieures de Vauban, il ne présente à proprement parler aucune originalité, si ce n'est le fait qu'il s'agit là de la première grande réalisation architecturale de Clochar.

Quoiqu'il en soit, notre jeune lieutenant adjoint, reçoit, quelques temps après, l'ordre de dresser les plans de la ville et du château de Namur et celui d'achever à Maastricht de nombreux bâtiments<sup>21</sup>. Puis, dans les premiers mois de l'année 1798, Clochar se rend à Stephenswerd, chargé par le génie d'y établir "... les casernes de la porte de la Meuse et un pont-levis près de la porte de la Campagne..."<sup>22</sup>.

Surchargé de travail, Clochar tombe gravement malade. Il présente sa démission le 6 pluviôse an IV (25 mai 1798) et retourne à Paris, dans l'atelier de Percier.

Le 10 frimaire an VII de la République, un arrêt annonçant l'ouverture du second concours destiné aux aménagements des terrains du Château-Trompette est publié. Percier suggère à Clochar d'y participer. Fort de ses connaissances, son élève peut désormais rivaliser avec des architectes aussi estimables que Victor Louis<sup>23</sup>, les bordelais Combes<sup>24</sup>, Rieutord et Hyacinthe Laclotte.

Clochar retient l'idée d'un vaste projet d'ensemble consacré à l'histoire naturelle et à son enseignement, comprenant un jardin à la française, un muséum, deux amphithéâtres, une ménagerie, qui aurait pris place au centre de ce nouveau lotissement prévu en bordure de Garonne<sup>25</sup>.

L'entrée principale se situe dans la partie sud du projet. Encadré de deux galeries à portiques, prolongées par une promenade d'arbres en quinconces, un arc triomphal, dont le décor évoque les quatre parties du monde, magnifie l'universalité de la nature. Non loin, à proximité de carrés de pépinières et d'un bassin de plantes aquatiques, Clochar installe les appartements de l'administrateur et du professeur titulaire. Enfin, plus au nord, on aperçoit un portique signalant l'entrée d'un cabinet d'histoire naturelle ou "Muséum", abritant des collections réparties selon la division des trois règnes de la Nature. Au-delà du hall d'entrée, une salle regroupe les objets les plus spectaculaires de la collection (fig. 2).

Cette pièce offre l'image de la cohésion de la Nature où le Végétal, le Minéral et l'Animal se trouvent rassemblés. Plus loin, plusieurs autres salles illustrant chacune l'un des trois règnes rayonnent autour d'une bibliothèque conçue comme un temple de la Nature.

Les statues des naturalistes Pline et Buffon conduisent le regard vers une sorte d'autel qu'elles encadrent. Gardée par deux lions, attributs de Cybèle, déesse de la Terre, la personnification de la Nature exprime le lait de sa poitrine pour traduire l'image de son abondance.

Des médaillons, aux effigies des plus célèbres représentants antiques et modernes de la discipline, prennent place au-dessus des rayonnages d'une bibliothèque murale<sup>26</sup>.

De part et d'autre du muséum, deux amphithéâtres serviront pour les cours d'histoire naturelle. Enfin, une ménagerie, des volières entourées de serres, sont prévues dans la partie la plus reculée du projet.

Pierre Clochar poursuit sa participation à ce même concours en soumettant à l'approbation du jury, le 10 thermidor an VII (22 juillet 1799), deux nouveaux projets, fort différents l'un de l'autre<sup>27</sup>.

Comme Baltard et Combes, il se propose d'installer à l'emplacement des terrains du Château-Trompette, un vaste cirque de plus de soixante mètres de longueur sur trente environ de large, terminé à l'ouest par un hémicycle et pourvu de cinq rangées de gradins pour accueillir "le peuple bordelais lors des cérémonies officielles"<sup>28</sup>. Une voie "triomphale et pacifique",<sup>29</sup> de plus de quarante sept mètres de long, jalonnée de neuf piédestaux en marbre, surmontés des statues des grands hommes de la nation en est l'axe principal (fig. 3).

21. Paris, A.Nat. F13 633. *Etat des services et emplois militaires de Pierre Clochar, architecte et ancien officier du Génie, établi par lui-même*. Il est mentionné à ce sujet que Clochar est chargé d'achever à Maastricht : "tous les ouvrages concernant les magasins à poudre déjà commencés par les Hollandais, de l'atelier pour la confection des outils propres au service de la fortification, des travaux du fort et de la caserne Saint Pierre, d'un hangar pour les fourrages, du perfectionnement de deux hôpitaux et enfin de la coupe des ponts-levis pour l'approvisionnement".

22. Paris, A.Nat. F13 633. *Etat des services et emplois militaires de Pierre Clochar, architecte et ancien officier du Génie, établi par lui-même*.

23. Charles Marionneau, Victor Louis. *Sa vie, ses travaux, sa correspondance. 1731-1800*, Bordeaux, 1881.

24. Louis Combes, (1757-1818). Cf. François-Georges Pariset, "L'architecte Combes", dans *Revue historique de Bordeaux et du département de la Gironde*, t. XXII, Bordeaux, 1974.

25. Cécile Navarra-Le Bihan, "Un Temple de la Nature en bords de Garonne", in *Le Festin*, octobre 1998, n° 27-28, pp. 102-103.

26. Bordeaux, archives municipales, XXI-N-17. *Coupe du monument consacré à l'histoire naturelle et à son enseignement*. An VI. Plume et lavis. H. 0,66 ; L. 1,62 m. Signé : P. Clochar. inv.

27. Paris, A.Nat. F 13 1711. Lettre du 3 vendémiaire an X adressée par Clochar au ministre de l'intérieur.

28. *Ibid.*

29. *Ibid.*

Fig. 3. — Première distribution du terrain du Château-Trompette (Renvoi du plan), An VIII.

Plume, encre, lavis et aquarelle.  
H. 0,57 ; L. 0,45 m.  
Non signé et non daté.  
Bordeaux, A.M. XXI-N-1.

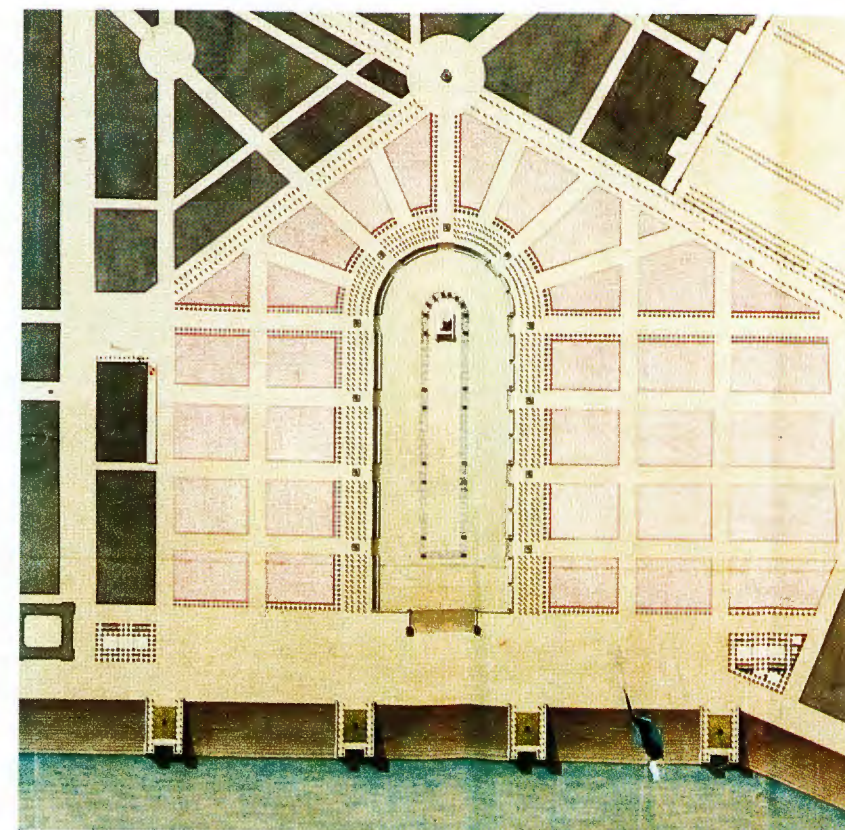
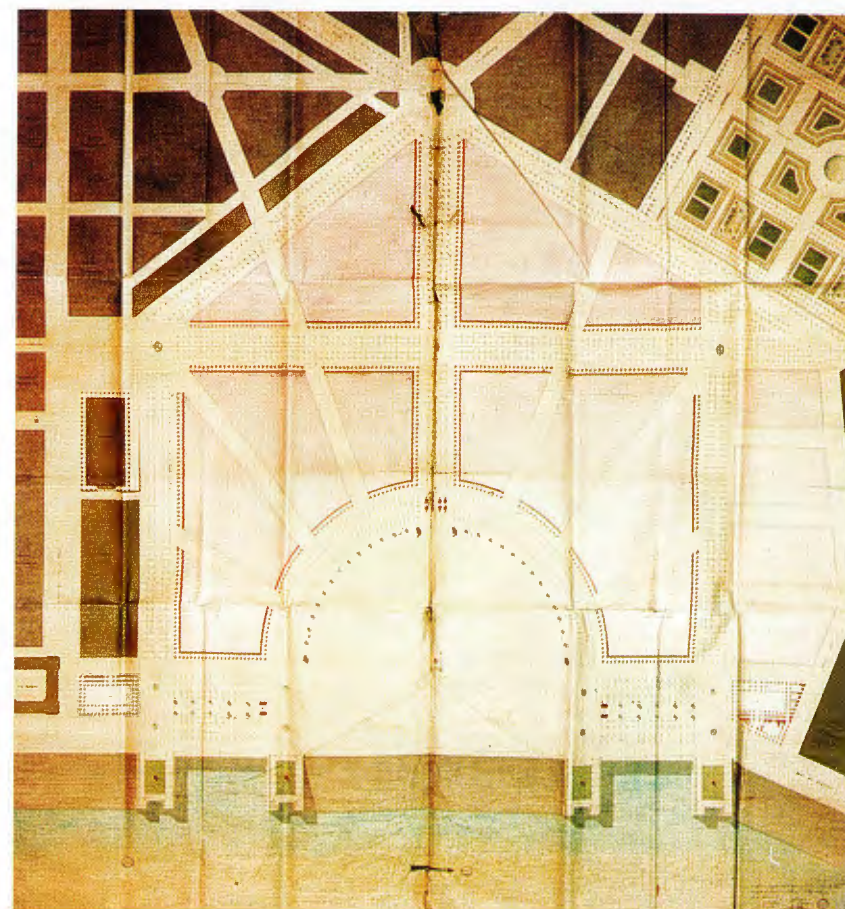


Fig. 4. — Seconde distribution générale du terrain du Château-Trompette, An VIII.

Plume, encre, lavis et aquarelle.  
H. 1, 94 ; L. 2 m.  
Bordeaux, A.M. XXI-N-2.



Conformément aux données du programme, Clochar installe à l'extrémité ouest de cette voie, une réplique de la colonne Trajane, "consacrée à la Victoire couronnant les travaux des armées française et à la Paix qui en est le fruit" (fig. 5).

La colonne se dresse sur une imposante plate-forme, réservée aux magistrats et à des musiciens, encadrée de trophées et génies des armées de terre et de mer.

Clochar envisageait de faire graver sur les quatre faces du degré inférieur les traités de paix, surmontés d'une frise d'angelots tenant des guirlandes de fruits, enrichies d'exhortations épigraphiques (fécondité, abondance...). Plus haut, la Paix, assise sur un trône, tenant une corne d'abondance et un globe terrestre accueille le visiteur. Sur les côtés, sont disposés des trophées d'armes surmontés des allé-



Fig. 5. — Dessin d'élévation de la colonne à la Victoire et à la Paix.

Plume et lavis. H. 1,04 ; L. 0,68 m.  
An VIII. Paraphé en bas à droite comme ayant mérité le troisième prix du concours pour le Château-Trompette, consistant en une somme de 6000 francs.  
Bordeaux, A.M. XXI-N-18.

gories de l'Agriculture, du Commerce et des Arts. Conformément à la tradition antique, Clochar envisage de placer sur le fût de la colonne un important bas-relief. Une Victoire couronnant les travaux des armées française coiffe l'extrémité supérieure du monument.

D'autre part, Clochar prévoit d'installer une promenade de tilleuls afin que les bordelais puissent "jouir de suite d'un ombrage frais et odoriférant", ponctué de fontaines de marbre. Enfin, à partir de la place Tourny, en haut au centre, il projette plusieurs rues délimitant trente-deux îlots d'habitations, de quatre étages, avec ou sans portiques.

Il peut paraître surprenant que Pierre Clochar, ait prévu d'installer des loggias (dites à l'italienne), dans les parties supérieures de ses bâtiments. En effet, le climat de la péninsule se prêtait davantage à ce genre de commodité que celui de Bordeaux, froid et humide en hiver.

A l'extrémité Est de son projet, et en bordure du quai, Clochar envisage de construire deux entrepôts de marchandises, l'un sur la place du Chapeau Rouge, l'autre au pavé des Chartrons. Quatre éperons en saillie sont prévus en bordure de Garonne, afin que les bordelais puissent jouir agréablement du panorama. Ils permettront également l'évacuation directe des eaux usées dans le fleuve. Des piédestaux accueillent les personnifications de la Garonne et de la Dordogne, encadrées de Mercure et de Neptune.

Fidèle à ses convictions, Clochar n'oublie pas de proposer aux autorités de convertir le jardin public en un vaste jardin botanique<sup>30</sup>.

Le deuxième projet élaboré par Clochar intéressera davantage le jury qui lui décernera d'ailleurs le troisième prix, derrière Labarre et Combes (fig. 4).

L'architecte retient l'idée d'une vaste place semi-circulaire, bordée des statues des héros français, au centre de laquelle se dresse la colonne de la Victoire. Sept avenues rayonnantes encadrent seize massifs de maisons, avec ou sans portiques. Une promenade dans l'axe de la colonne, s'ouvrant par un arc triomphal conduit le visiteur vers la place Tourny accueillant, conformément au premier projet, une fontaine monumentale dédiée aux quatre parties du Monde.

Du fait de sa situation, elle permettra de canaliser les eaux, par tout un réseau souterrain parfaitement étudié par Clochar, jusqu'aux endroits les plus reculés de la ville.

30. En 1818, Pierre Clochar sera l'un des membres fondateurs de la Société Linnéenne de Bordeaux, aux côtés de François de Paule Latapie. Cf. Bordeaux, bibliothèque municipale, D. 41 979. *Annuaire de la Société Linnéenne de Bordeaux*.

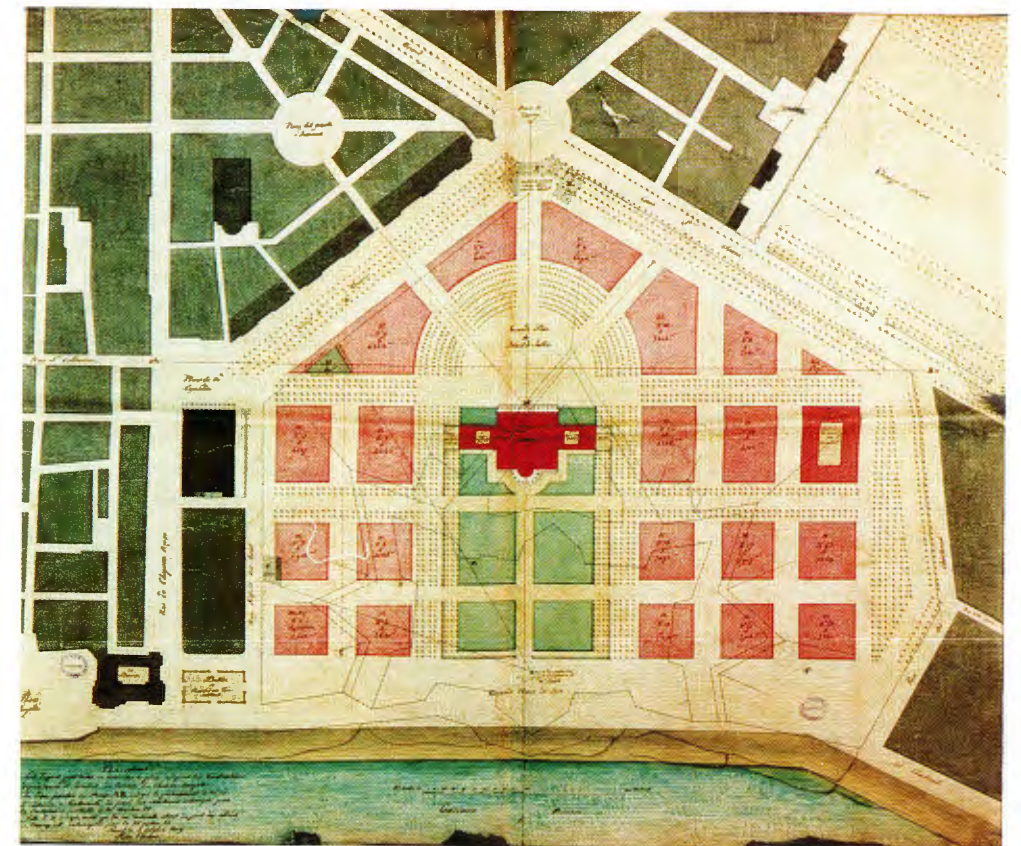


Fig. 6. — Premier projet d'un palais de justice sur le terrain du Château-Trompette. 1808 ?

Plume et Lavis. H. 0,81 ; L. 1,20 m. Signé en bas à gauche : Pietro Clochar. Bordeaux, A.M. XXI-N-5.

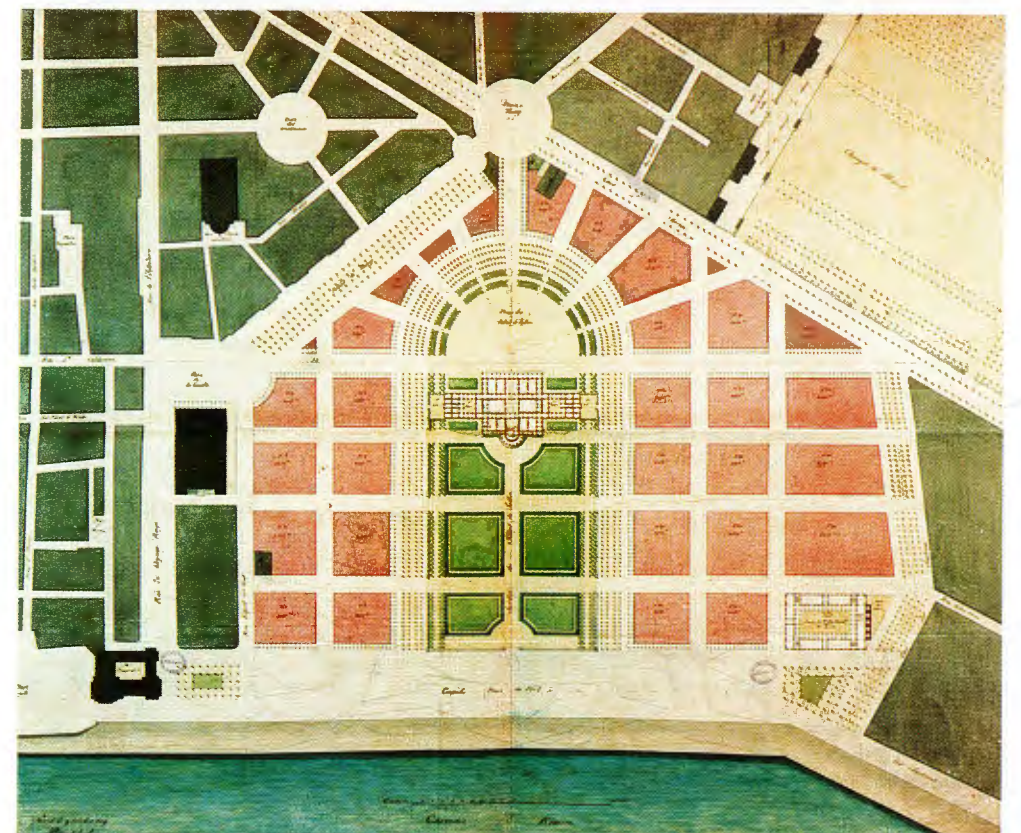


Fig. 7. — Troisième projet d'un palais de justice sur le terrain du Château-Trompette.

Daté 28 di luglio 1808.  
Signé en bas à droite : P. Clochar inv. Plume et Lavis. H. 0,81 ; L. 1,20 m.  
Signé en bas à gauche : Pietro Clochar. Bordeaux, A.M. XXI-N-15.

Enfin, près des entrepôts de marchandises, Clochar installe un bâtiment précédé d'un arc triomphal et prolongé par une série de dix piédestaux, en hommage "aux plus célèbres négociateurs des traités de paix et aux législateurs les plus éclairés et les plus vertueux"<sup>31</sup>.

Derrière les projets forts judicieux d'ailleurs de Labarre et de Combes, il est juste de reconnaître que les deux distributions de Clochar avaient totalement leur place dans ce concours. Certes, il aurait été déraisonnable d'envisager la réalisation de l'une et de l'autre, du fait de quelques petites erreurs d'appréciations architecturales. Cependant, certaines des solutions proposées par l'architecte pour alimenter notamment en eaux certains quartiers méritaient d'être retenues.

Si curieux que cela puisse paraître, Clochar ne gardera aucune rancœur de son éviction. Entre temps, il a participé, sans succès, au concours organisé à Paris, pour l'érection d'une fontaine rendant hommage au général Desaix, tué le 14 juin 1801 à la bataille de Marengo<sup>32</sup>.

Publié dans le recueil de l'architecture nouvelle de Détournelle en 1805, le projet de Clochar consistait en une fontaine de plan carré à deux vasques, au centre de laquelle s'élèverait la statue héroïque du général Desaix<sup>33</sup> (fig. 8).

En 1802, fait la connaissance de celle qui deviendra dix ans plus tard son épouse et la mère de ses sept enfants, Marie-Joseph Aubry<sup>34</sup>.

Trois ans plus tard, Clochar part en Italie, sur les traces de son maître Charles Percier. Durant plusieurs mois il sillonne inlassablement le pays mesurant, dessinant les édifi-



Fig. 8. — Projet d'une fontaine à la mémoire du général Desaix.

Gravure sur cuivre tirée du recueil de l'architecture nouvelle par Détournelle. Paris, 1805, planche 62. Paris, Ecole nationale des Beaux-Arts, 8° 12 287. H. 0,44 ; L. 0,33 m.

ces de l'antiquité et de la Renaissance. Dès son retour à Paris, en 1808, il songe à mettre au propre tous ses croquis et à les faire publier. Pour ce faire, il s'entoure de quelques collaborateurs, dont il a fait la connaissance durant sa formation parisienne, Bance<sup>35</sup>, Queverdo<sup>36</sup>, Thierry<sup>37</sup>, Hibon<sup>38</sup>.

Entre temps, le 25 avril 1808, Napoléon ratifie depuis Bayonne, un décret restituant à la ville de Bordeaux, les terrains du Château-Trompette, "afin qu'ils soient aménagés de façon harmonieuse et que l'on puisse y bâtir à la fois un palais de justice, un jardin et un magasin aux vivres"<sup>39</sup>. Trois architectes évincés du concours de l'an VI, Michel Bonfin, Louis Combes et Pierre Clochar se mettent rapidement à l'ouvrage, proposant de nouvelles distributions toutes aussi intéressantes les unes que les autres.

Des trois concurrents, Pierre Clochar se montre le plus motivé. Désormais capable de se mesurer à des artistes aussi estimables que ses adversaires, il réalise en l'espace de trois mois, trois distributions légèrement différentes qu'il remet personnellement au préfet de la Gironde, le 14 juillet 1808<sup>40</sup>.

Dans son premier projet (fig. 6), Clochar reprend l'idée du cirque gréco-romain, certes plus élargi, entouré de vingt massifs de maisons, sans portiques et bordé de promenades. Il propose d'installer la façade du palais de justice dans l'alignement du portique d'entrée du grand théâtre, ouverte

31. Bordeaux, bibliothèque municipale, D. 68406. *Mémoire explicatif des objets contenus dans la seconde distribution générale du Château-Trompette*, par Pierre Clochar, Paris, imp. de E. Charles, s. d.

32. Paris, A.Nat. F25 579, dossier n° 21.

33. Anasthase Détournelle, *Le recueil de l'architecture nouvelle*, Paris, 1815, pl. 62.

34. Clochar et Marie-Joseph Aubry célébreront leur mariage le 16 juin 1819.

35. Il s'agit du graveur Charles Bance, cité dans les textes de 1793 à 1822. Cf. E. Bénézit, *Dictionnaire critique et documentaire des Peintres, sculpteurs, dessinateurs et graveurs de tous les temps et de tous les pays, par un groupe d'écrivains spécialistes français et étrangers*, Paris, Librairie Gründ, 1976, tome I, p. 414.

36. Louis-Marie Queverdo, né en 1788. Il fut l'un des nombreux élèves du peintre Regnault. Cf. E. Bénézit, *Dictionnaire critique et documentaire des Peintres, sculpteurs, dessinateurs et graveurs de tous les temps et de tous les pays, par un groupe d'écrivains spécialistes français et étrangers*, Paris, Librairie Gründ, 1976, tome 8, p. 556.

37. Jacques-Etienne Thierry (1750-1832). Cf. *Ibid.*, t. 10, p. 146.

38. Auguste Hibon (1780-1857), graveur, élève des architectes Percier et Fontaine. Cf. E. Bénézit, *Dictionnaire critique et documentaire des Peintres, sculpteurs, dessinateurs et graveurs de tous les temps et de tous les pays, par un groupe d'écrivains spécialistes français et étrangers*, Paris, Librairie Gründ, 1976, tome 5, p. 534.

39. Bordeaux, archives départementales, 4 N 75.

40. Paris, A.Nat. F 13 215.

à l'ouest sur une vaste place en hémicycle. Trois avenues rayonnantes prolongent le regard du visiteur successivement vers la place des Grands Hommes et sur celle de la place Tourny. Quant à la troisième, Pierre Clochar n'a pas réussi, pour des raisons évidentes de symétrie, à l'installer dans l'alignement de la rue Hustin. Par ailleurs, il envisage de supprimer à la fois la maison Gobineau de Victor Louis<sup>41</sup> et trois autres bâtisses à l'extrémité des allées de Tourny. Pour des raisons évidentes, le jury s'y opposera catégoriquement. Enfin, en arrière du palais, un vaste jardin, fermé par une grille en bordure du quai a été prévu pour l'agrément des personnes travaillant dans les bâtiments judiciaires.

Jugée comme étant beaucoup plus aboutie que les deux premières et de surcroît totalement fidèle aux exigences impériales, la troisième distribution proposée par Clochar obtient l'unanimité du Jury. La façade du palais est installée cette fois dans l'axe de la rue Sainte Catherine, ouvrant ainsi une longue perspective depuis la porte d'Aquitaine jusqu'au cours Saint-Seurin<sup>42</sup>. Ainsi, conformément aux données du programme, la maison Gobineau reste en place. A la requête du Conseil des Bâtiments civils, Clochar se voit dans l'obligation d'éviter que la place de la Comédie ne soit enfermée par ce nouvel axe. Il modifie alors une des façades prévues pour l'une des zones d'habitation située à proximité du théâtre. Par soucis d'économies, les promenades prévues le long de l'allée transversale reliant la place de la Comédie au Cours Saint-Seurin sont supprimées. "J'ai supprimé, quoique à regret de mon troisième projet, ces promenades, concourant à une dépense de 439190 francs et qui occasionnent une perte trop considérable de terrain devenant trop onéreux pour la ville"<sup>43</sup> (fig. 7).

Le plan du palais de justice reste le même dans les trois projets. Clochar se propose d'édifier un vaste bâtiment carré de plus de soixante mètres de côté, pourvu de deux ailes en retour. Une telle organisation lui permet ainsi de séparer harmonieusement les différents services judiciaires. A l'est le tribunal d'appel (A), au nord le tribunal criminel (B) et enfin au sud celui de première instance (C).

L'aile Nord du bâtiment est quant à elle réservée aux prisons des condamnés sur le points d'être jugés.

Pour des raisons qui seraient trop longues à expliquer et déborderaient le cadre de notre propos, la municipalité bordelaise, en accord avec les autorités gouvernementales mettent un terme défini au projet<sup>44</sup>. Clochar abandonne alors l'espoir de laisser une de ses œuvres à la ville de Bordeaux.

Désormais, il consacrera toute son énergie à la publication d'un ouvrage d'architecture. Le *Recueil de plans, maisons et vues d'Italie* sort des presses à la fin de l'année 1809<sup>45</sup>. Désirant s'inscrire dans la lignée de prédécesseurs aussi prestigieux que Piranèse, Leroy<sup>46</sup> ou Percier-Fontaine<sup>47</sup>, pour ne citer qu'eux, Pierre Clochar y présente, "une réu-

# PALAIS, MAISONS ET VUES D'ITALIE, MESURÉS ET DESSINÉS PAR P. CLOCHAR, ARCHITECTE.



Fig. 9. — Page de titre des Palais, maisons et vues d'Italie.

nion de tous les édifices qui m'ont paru les plus dignes de leur admiration". Dans un seul et même volume sont ainsi regroupés la fois les monuments antiques, renaissants et modernes (fig. 9).

41. Christian Taillard, Christian, *Victor Louis (1731-1800)*, thèse de doctorat d'Etat, Université de Paris IV-Sorbonne, 1991.

42. Bordeaux, A.M. XXI-N-7.

43. Paris, A.Nat. F 13 215. Lettre du 9 octobre 1809 adressée par Pierre Clochar au ministre de l'intérieur.

44. Paris, A.Nat. F 13 215.

45. Pierre Clochar, *Palais, maisons et vues d'Italie, mesurés et dessinés par Pierre Clochar*, Paris, imp. P. Gueffier, 1809.

46. J. David Leroy, *Les ruines des plus beaux monuments de la Grèce*, Paris, 1778.

47. Charles Percier et P. F. L. Fontaine, *Choix des plus célèbres maisons de plaisance de Rome et de ses environs, mesurées et dessinées par Charles Percier et P. F. L. Fontaine*, Paris, Didot l'aîné, 1809.



Fig. 10. — L'arc de C. Auguste à Suze.

Gravure sur cuivre. Signée en bas à droite Bance et P.C.  
H. 0,34 ; L. 0,25 m.

Alliant le pittoresque à la précision architecturale, Clochar se fait observateur. Il n'entend pas restituer l'état originel de l'édifice, ni d'en inventer la restauration. Bien au contraire, le regard se doit d'être à la fois précis et réaliste (fig. 10).

Bien souvent de petites scènes champêtres occupent les premiers plans, tandis que les bâtiments sont relégués à l'arrière de la composition. Par ailleurs, Clochar multiplie la représentation de petites constructions rurales ou "fabriques", préfigurant en quelque sorte les immeubles de rapport du XIXe siècle.

Dès la parution de cet ouvrage, des articles élogieux paraissent dans la presse parisienne : "L'ouvrage de Monsieur Clochar offre un bon choix de monuments et la diversité du style y donne un intérêt de plus. Il a aussi l'avantage de pouvoir servir de complément aux ouvrages qui l'ont précédé, en faisant connaître beaucoup d'édifices inédits" <sup>48</sup>.

Devant l'intérêt suscité par la critique, les architectes Percier et Fontaine proposent à Clochar de collaborer à leurs côtés à la réalisation de leur recueil gravé consacré au mariage de Napoléon et Marie-Louise d'Autriche <sup>49</sup>. Deux planches portent la signature de Clochar : *La vue du feu d'artifice et de l'illumination sur la place de la Concorde* <sup>50</sup>.



Fig. 11. — Le tombeau de Gaspard Monge par Pierre Clochar. Paris, Cimetière du Père Lachaise.

Quelques temps plus tard, le 20 mai 1811, Clochar devient inspecteur des travaux des abattoirs de Montmartre <sup>51</sup>.

Au même moment, il entreprend à la demande des professeurs de l'école de Polytechnique la construction du tombeau de Gaspard Monge. Bâti selon le module du trapèze, cet étonnant monument comprend deux parties. Un haut soubassement en pierre volcanique abrite une petite salle voûtée, fermée par une grille. Au-dessus, et posé sur un socle, un édicule trapézoïdal ajouré accueille un haut piédestal sur lequel a été posé le buste de Monge. Enfin, une gorge égyptienne sommée d'un toit plat en pierre, coiffe le tombeau (fig. 11).

48. *Le Moniteur Universel*, 26 septembre 1809.

49. P.F.L. Fontaine, *Journal*, Paris, Ecole nationale des Beaux-Arts, 1987.

50. Charles Percier et P.F.L. Fontaine, *Description des cérémonies et fêtes qui ont eu lieu pour le mariage de Sa Majesté Napoléon avec Madame l'archiduchesse Marie-Louise d'Autriche*, Paris, 1810.

51. Paris, A.Nat. F 13 633.

Au mois d'octobre 1813, l'Allemagne, aux côtés des Hollandais, de la confédération helvétique et du royaume de Naples, se retourne contre la France. Le 30 janvier 1814, devant les invasions ennemies, les autorités parisiennes forment une garde nationale <sup>52</sup> dans laquelle Clochar est nommé, pour une durée d'un an, Capitaine adjoint <sup>53</sup>.

En 1815, tout en surveillant les travaux des abattoirs de Montmartre, Clochar entreprend, avec l'aide du bordelais Pierre Lacour <sup>54</sup> et du graveur Thierry, un nouveau recueil gravé consacré cette fois aux monuments et tombeaux d'Italie <sup>55</sup>. La collaboration entre les trois artistes devient rapidement difficile, retardant la publication de l'ouvrage. Bien souvent, Lacour se montre fort peu satisfait de la manière avec laquelle Clochar conçoit les dessins : "Monsieur Clochar dessinait fort mal la figure" <sup>56</sup>. Sur les conseils de son ami, Clochar accepte de revoir l'ensemble de ses croquis. En 1815, l'intégralité du recueil des *Monuments et tombeaux d'Italie* est publiée, suscitant un certain intérêt du fait de sa nouveauté. Nous avons retrouvé à ce sujet, un précieux document précisant que pendant plus de dix-sept ans, toutes les écoles des beaux-arts du pays, réclamèrent ce recueil, jugé indispensable à l'enseignement de l'architecture <sup>57</sup>.

La préface de Clochar résume parfaitement la fonction didactique de cet ouvrage : "En offrant aux artistes et aux amateurs un choix de ces monuments et tombeaux, j'essaie de leur prouver de nouveau le désir que j'ai d'être utile à l'art que je professe ; et en cherchant à en multiplier les productions, j'espère aussi que cela puisse contribuer à fixer chez nous, l'idée positive du beau et du grandiose. Puissent ceux qui sont destinés à jouir de ce bonheur, redoubler de zèle et de courage pour exploiter cette mine féconde et faire connaître les chefs-d'œuvre des architectes de la renaissance et de développer les moyens que ces maîtres recommandables ont su employer pour donner un nouvel essor à ce grand art" (fig. 12).

Désormais libéré des impératifs commerciaux nécessaires à la parution de son ouvrage, Clochar poursuit ses activités aux abattoirs de Montmartre, ne cessant toutefois de réclamer une nouvelle promotion. Ce sera chose faite le 19 juin 1826, lorsqu'il est nommé Membre du Comité consultatif des Bâtiments de Sa Majesté le duc d'Orléans <sup>58</sup>. A ce titre, il obtient le rare privilège de loger près du Louvre, rue de l'Échelle.

Durant vingt-trois années, Clochar assumera la lourde tâche de gérer les domaines privés de la famille d'Orléans, tout en offrant ses services d'expert auprès du tribunal de première instance de Paris.

Au mois de janvier 1846, Clochar met un terme à sa carrière en réalisant la sépulture de la famille Zanziacom, au cimetière du Montparnasse <sup>59</sup>. Deux ans plus tard, les soulèvements populaires du mois de février, suivis de la

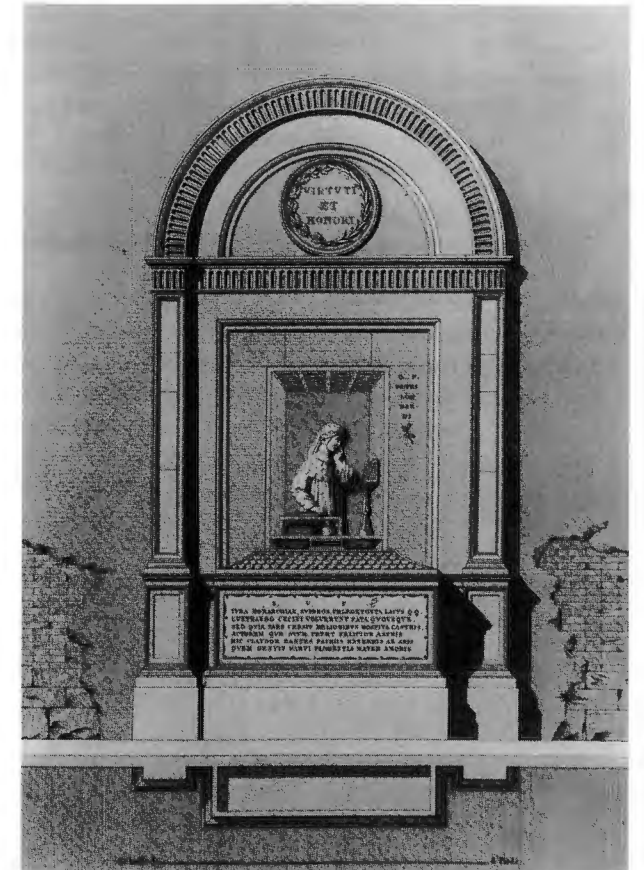


Fig. 12. — Plan et élévation du tombeau de Dante, extrait du recueil de Clochar consacré aux Monuments et tombeaux d'Italie.

Gravure sur cuivre. H. 0,36 ; L. 0,25 m.  
Signé en bas à gauche : P. Clochar del.  
Signé en bas à droite : P. Lacour et Thierry sc.

52. Lommier, *Histoire des régiments de la garde nationale parisienne : 1813-1814*, Paris, 1924.

53. Paris, A.Nat. F 13 638. Lettre du 15 août 1832 adressée par Pierre Clochar au ministre des travaux publics : «Le 30 janvier 1814, je fus nommé capitaine adjoint de la garde nationale et comme tel je dirigeai dans une partie de la ligne du nord tous les travaux de défense de la capitale».

54. Il s'agit de Pierre Lacour fils (1778-1859).

55. Pierre Clochar, *Monuments et tombeaux d'Italie, mesurés et dessinés en Italie par Pierre Clochar*, Paris, 1815.

56. Bordeaux, A.M. Fonds Delpit, Dossier n° 125. Famille Lacour.

57. Paris, A.Nat. F 21 514.

58. Paris, A.Nat. F 13 638 A.

59. René Compardon, *La noblesse impériale*, Paris, 1889.

proclamation de la Seconde République, l'incitent à démissionner de son poste auprès du Comité Consultatif des Bâtiments. Il délaisse alors son grand appartement de la rue de l'échelle pour finir ses jours, auprès de son épouse, dans un petit trois pièces de la rue Sainte-Anne. Il y meurt le 26 septembre 1853, âgé de soixante dix-neuf ans.

La fortune de Pierre Clochar fut évalué à la somme de 5458 francs <sup>60</sup>. L'inventaire après décès, enregistré le 5 octobre 1853 en présence de Maître Dreux <sup>61</sup>, notaire à Paris mentionne entre autres, une très belle collection d'ouvrages sur l'architecture, un médaillon en plâtre de l'architecte Philibert de l'Orme, plusieurs dessins d'architecture et des gravures du peintre Baron Gérard dont Pierre Clochar fit certainement la connaissance dans l'atelier de David <sup>62</sup>.

Au terme de ce propos, nous voudrions que le lecteur prenne pleinement conscience de l'itinéraire exemplaire que fut celui de Pierre Clochar. Tour à tour architecte, inspecteur des travaux des abattoirs de Montmartre, membre du Comité Consultatif des bâtiments du duc d'Orléans, il méritait depuis bien longtemps une étude qui puisse le sortir enfin de cet anonymat injustifié.

60. Paris, archives de la ville de Paris, DQ 8-1901. *Table des décès*.

61. Paris, A.Nat. Minutier Central, ET. CVIII, 1185.

62. François-Pascal-Simon Gerard, Baron (1770-1837). Cf. E. Bénézit, *Dictionnaire critique et documentaire des Peintres, sculpteurs, dessinateurs et graveurs de tous les temps et de tous les pays, par un groupe d'écrivains spécialistes français et étrangers*, Paris, Librairie Gründ, 1976, tome 4, pp. 678-679.

## *Le vitrail japonisant dans la demeure privée bordelaise à la Belle Epoque*

par Jean-Jacques Michaud \*

### **Un nouveau monde artistique à l'Est : l'empire du Soleil Levant**

En 1923 dans un article sur l'estampe japonaise et la peinture occidentale, l'historien d'art Henri Focillon a comparé le rôle du Japon pour l'Occident à celui de l'Antiquité pour la Renaissance en particulier dans le renouvellement de l'inspiration et des habitudes visuelles <sup>1</sup>. Pourtant dès la fin du Moyen Age, l'art extrême-oriental est diffusé en Europe par la route de la soie. L'art chinois est déjà bien connu et apprécié lorsque à l'exposition universelle de Londres, en 1851, deux verriers parisiens, Laurent et Gsell exposent des : "*Vitraux intérieurs chinois*" <sup>2</sup>. C'est seulement au milieu du XIXe siècle que les Japonais repliés sur eux-mêmes depuis longtemps, découvriront les autres continents. Cette ouverture avait été imposée par les Américains quinze années plus tôt sous la menace de la flotte de l'amiral Perry. Coup de force bénéfique pour ce pays qui en une génération deviendra une puissance reconnue et respectée.

On sait qu'une des œuvres emblématiques du japonisme au siècle dernier est le portrait d'Emile Zola peint par Edouard Manet en 1868 <sup>3</sup>. Il est vrai que devant cette œuvre, l'œil est attiré et intrigué par l'estampe épinglée au mur montrant un lutteur de sumo. Associé au paravent chinois situé à gauche et placé au-dessus du modèle, ce décor est sans profondeur, ni perspective. L'ambiance japonisante de l'atelier du peintre était aussi celle du cabinet de l'écri-

vain à Médan. Cette véritable révolution picturale touchera les plus grands noms de la peinture de la fin du XIXe siècle : de Manet à Bonnard en passant par Monet, Degas, Toulouse-Lautrec, Van Gogh, et Gauguin bien sûr <sup>4</sup>. Sans oublier Odilon Redon et Albert Marquet dont Matisse disait : "*Il est notre Hokusai*". On peut rappeler quelques-uns des traits de cette influence. Les sujets : personnages et animaux saisis dans la vie quotidienne, importance donnée au monde de la nature et de la flore. La composition : vue plongeante, coupée, décentrée ou en diagonale qui modifie la perspective linéaire traditionnelle. La couleur et le dessin : larges surfaces cernées de contours fluides, absence de dégradés, couleurs intenses et contrastées.

\* J.-J. Michaud, Recherche biographique sur les peintres-verriers bordelais à l'époque contemporaine, dans *Revue Archéologique de Bordeaux*, tome LXXXIX, année 1998, p. 251 à 278.

1. H. Focillon, L'estampe japonaise et la peinture en Occident dans la seconde moitié du XIXe siècle dans *Actes du congrès d'Histoire de l'Art*, Paris septembre-octobre 1921, P.U.F., 1923.

2. *Catalogue des produits de la France à l'exposition universelle de Londres*, Paris, 1851.

3. Musée d'Orsay, Paris.

4. A partir des années 1880, Gauguin réagit contre le réalisme. C'est le style pictural de l'école de Pont-Aven qui s'inspire des effets visuels du vitrail (cloisonnisme ou synthétisme).

Curieusement, l'année où Manet expose son portrait de Zola, commence au Japon l'ère Meiji dont les protagonistes ont la ferme volonté de rompre l'ancien isolement avec cette nouvelle règle : morale orientale, technique occidentale. Progressivement, les échanges se feront sur tous les plans en particulier dans les arts du feu, le Japon prenant la place tenue depuis longtemps par la Chine : "Le goût de l'exotisme extrême-oriental est lié très tôt à l'histoire des Arts décoratifs en France ; la faïence notamment, dès le début de sa grande période de développement à la fin du XVIIIe siècle, puise une grande partie de son inspiration sur les pièces de porcelaine chinoise apportées en Europe par les grandes compagnies de navigation"<sup>5</sup>. Dans ce domaine, cette influence se prolongera pendant toute la première moitié du XXe siècle.

Ainsi peut-on se demander ce que signifie le terme de japonisme ? "Tout phénomène d'influence japonais dans l'art occidental de la seconde moitié du XIXe siècle". Cette définition mis à la mode par le critique d'art Philippe Burty<sup>6</sup> dans les années 1870<sup>7</sup>, bien qu'un peu courte, recouvre néanmoins une réalité : c'est à cette époque que s'installe durablement et simultanément en France et en Angleterre l'influence du Japon dans les arts décoratifs.

## Paris et les expositions

A l'exposition universelle de Paris de 1867, ce sont encore les céramiques turques mais aussi marocaines et tunisiennes qui attirent l'attention. Dix ans plus tard, le Japon s'impose lors de l'exposition de 1878, succès largement dû à Léon Parvillée<sup>8</sup>. Viendront y contribuer l'œuvre d'un peintre-graveur Félix Braquemond<sup>9</sup> et de son célèbre service dit Rousseau du nom d'un commerçant et artiste<sup>10</sup>. Lors de cette même exposition, on peut admirer un vitrail représentant une japonaise en kimono dans le fumoir du pavillon de S.A.R. le prince de Galles<sup>11</sup>.

Dès 1880 Charles Champigneulle exécute des verrières de type naturaliste d'inspiration japonisante et quatre ans plus tard à la huitième exposition de l'Union Centrale des arts décoratifs de Paris, il présente parmi ses vitraux civils : "un délicieux paysage japonais"<sup>12</sup>.

Parallèlement se développent les études sur l'histoire de l'art japonais, sur l'originalité de leur production décorative dans le domaine de la céramique et sur les coutumes de ce pays<sup>13</sup>.

La mode du vitrail d'appartement japonisant apparaît chez les particuliers après l'exposition universelle de 1889 : "L'inspiration japonaise se rencontre fréquemment dans les vitraux destinés à la décoration des habitations ; mais aucun peintre-verrier n'a su l'utiliser avec l'adresse et le talent de

M. Carot"<sup>14</sup>. D'autres fabricants parisiens suivront comme Gugnion, Picard, Pivain, Pizzagalli, Vincent qui proposeront des verrières naturalistes ou à personnages.

## Bordeaux naturellement tourné vers l'Orient (fig. 1<sup>15</sup>)

Par son rôle maritime, Bordeaux a toujours été en contact avec l'Extrême-Orient<sup>16</sup>. Lors de la XIIe exposition de la Société Philomatique en 1882, Vieillard propose un service japonisant avec des dessins "dont l'originalité et l'esprit rendent jaloux les artistes japonais eux-mêmes"<sup>17</sup>. En 1886 une mission militaire visite les chantiers de construction maritime bordelais<sup>18</sup>. Les "Célestes" comme on les nomme, font le tour de la ville en landau découvert. Ils passent par les serres du Jardin Public pour y admirer la collection de plantes exotiques où ils pourront contempler de nombreux échantillons de la flore du Japon ! Ils ne manquent surtout pas de se rendre à la manufacture Vieillard qui vient de sortir son service *Rouge et Or* dont les dessins, puisés dans la Mangwa d'Hokusai, plairont à nos artisans verriers<sup>19</sup>.

5. J. du Pasquier, *De l'influence du japonisme sur la céramique française au XIXe siècle*, Bibliothèque Municipale de Bordeaux, Br. 51128.

6. 1830-1890.

7. 1830-1885. Catalogue de l'Exposition *Le Japonisme*, Paris, 1988, p. 16.

8. F. Regamey, *Japon pratique*, Sur l'Exposition universelle de Kyoto de 1878.

9. 1833-1914.

10. François Eugène 1827-1891. J. Peiffer, *Emaux d'Istanbul à Longwy. L'Europe de la faïence*, Klopp, 1995. Japon et japonisme p. 80.

11. *Musée universel*, 1878, t. 12, p. 356.

12. *La Gironde*, 8 octobre 1884.

13. G. A. Audsley et J. L. Bowes, *La céramique japonaise*, Paris, Firmin-Didot, 1881. L. Gonse, *L'art japonais*, 2 vol., Paris, Quantin, 1883. E. Labroue, *L'empire du Japon*, Limoges, Barbou, 1889.

14. E. Didron, *Le vitrail depuis cent ans et à l'exposition de 1889*, p. 42.

15. Emile Labroue est vice-président de la Société de géographie de Bordeaux à partir de 1882.

16. Pour l'étude des collections conservées au musée des arts décoratifs de Bordeaux : voir L. Ronteix, *Bordeaux et le Japon du milieu du XIX à nos jours*, TER, Bordeaux, 1996-1997.

17. *Catalogue officiel de la XIIe exposition de la Société Philomatique*, 1882, p. 194. J. du Pasquier, *J. Vieillard et Cie Eclectisme et japonisme*, Bordeaux, 1986, p. 70 à 72.

18. *La Petite Gironde*, 30 novembre 1886.

19. J. du Pasquier, *J. Vieillard et Cie...*, p. 84 à 94. Mangwa ou "Croquis faits au hasard". Ces dessins d'Hokusai (1760-1849) seront connus grâce aux "Documents pour l'art et l'industrie" d'Aldabert de Beaumont parus entre 1859 et 1872.

## Les vitraux à Oiseaux et fleurs

L'expression *Oiseaux et fleurs* ou *Kachoga* que reprennent les verriers désigne une école de peinture japonaise du XVIIIe siècle influencée par la Chine. Ce qui plaît, c'est une manière particulière à ces artistes ou *Yamatoé* de présenter des animaux et des plantes où le naturel est allié au pittoresque, où l'érudition n'efface pas le rustique, où l'arbre centenaire et solide côtoie l'insecte le plus éphémère et le plus fragile. Ces verrières s'inspirent certainement des paravents et des éventails, peut-être aussi des portes coulissantes intérieures peintes ou des écrans<sup>23</sup>.

Malgré tout, elles gardent comme un parfum de terroir. Si le premier plan imagine l'Orient, le second rappelle parfois nos campagnes avec des éléments d'architecture comme une solide balustrade corinthienne ou la silhouette d'un castel médiéval. On choisit un rivage, les berges d'un étang ou d'une rivière avec un horizon boisé et vallonné. Le verrier y plante des bambous, des palmiers, des herbes des marais, des roseaux et des joncs, puis à sa fantaisie et à celle de son client, des grues, des hérons, des ibis, des flamants associés à des oiseaux ; le martin-pêcheur est très prisé, mais aussi la mésange, le colibri, le rouge-gorge, le merle, l'hirondelle, la perruche et les moineaux, bien sûr. On y rencontre aussi des canards, des coqs, des faisans, des perroquets et des paons. Il y fait virevolter des papillons, des abeilles, des mouches et des libellules. Il y fait se balancer, sur des feuilles, des scarabées, des sauterelles et des coccinelles.

Il ajoute à ce tableau bucolique, une végétation qui suit avec plus ou moins de bonheur la symbolique des saisons. Cette dernière est désignée au Japon par l'expression des Quatre Princes : le cerisier, c'est le printemps ; le lotus, l'été ; le chrysanthème, l'automne ; le prunier, l'hiver<sup>24</sup>.



Fig. 1. — Les Célestes à Bordeaux en 1886, gravure tirée de l'ouvrage d'Emile Labroue "L'Empire du Japon".

A Bordeaux, lors de la XIIIe Exposition de la Société Philomatique en 1895, ce pays est à l'honneur ; de nombreux kakémonos anciens sont présentés par Charles Braquehay qui a organisé les envois<sup>20</sup>. Le journaliste loue le "réalisme moderne"<sup>21</sup> de ces peintures se déroulant verticalement, déjà à la mode dans la capitale : "Ce matin, chez Bing, été voir l'exposition Burty. Le feu a l'air d'être à la vente. Voici, je crois, le japonisme lancé, et qui va partir pour les gros prix"<sup>22</sup>.

On comprend mieux l'engouement qui va saisir les Bordelais pour cette imagerie à laquelle ils étaient déjà habitués avec les productions de leur faïencerie qui ferme ses portes la même année.

20. Charles Braquehay (1839-1907) ancien directeur de l'école municipale des beaux-arts et premier président de la Société Archéologique de Bordeaux sera consul du Japon à Bordeaux en 1900 et officier de l'Ordre Impérial du Soleil Levant. Il est l'auteur en 1896 de "L'enseignement des Beaux Arts au Japon".

21. *La Gironde*, 20 septembre 1895.

22. E. de Goncourt, *Journal des Goncourt*, 14 mars 1891, Paris, Charpentier, 1895, p. 218.

23. *Le Japonisme*, Catalogue d'exposition, Paris, 1988. L'introduction du naturalisme oriental est une réaction contre le regard porté sur la Création par l'humanisme chrétien.

24. Rappelons que tous les étrangers ont été chassés du pays par un édit de 1587 sauf les Hollandais ; beaucoup de fleurs originaires de la Chine et du Japon aboutiront en Europe en transitant par les jardins néerlandais.



Fig. 2. — Maquette à l'encre, aquarelle et gouache sur papier (23,4 cm / 42,2 cm). Des berges boisées et un horizon montagneux. En bas à gauche deux hérons avec des roses trémières et des palmiers, au centre des iris et des nénuphars, à droite une barque, un paon perché sur une barrière, des bambous et des chrysanthèmes. Dans le ciel une cigogne et un oiseau. Cadre en bambou avec en haut une guirlande, au centre un éventail et une jardinière. Au recto en haut Projet de Décoration pour vérandah — Echelle de 10 %. En bas H. Curcier Il est entendu que ces deux maquettes sont pour la véranda de Mr. Bezons. (Collection privée).

Fig. 3. — Maquette au crayon, encre et aquarelle sur papier (26,5 cm / 38,8 cm). Paysage aquatique avec des berges. A gauche un pont et un palmier, des iris et des échassiers dont l'un en vol, au centre à l'horizon le soleil et une barque au premier plan, à droite des bambous et un paon sur une balustrade en pierre surmontée d'un dais, d'un panier fleuri et de rubans. Au recto cachet : Vitraux d'églises et d'appartements Léon Delmas 13 rue Lefol Bordeaux. (Collection privée).



Fig. 4. — Dans un cabinet chinois, une verrière en douze panneaux dont quatre bombés en angle (280 cm / 300 cm). Il s'agit d'une vitrerie rectangulaire en verre opalescent blanc. Décor, peint à la grisaille et à l'émail d'oiseaux sur les branches d'un cerisier avec à droite un perroquet sur un petit palmier. Bordure à ornement du même arbre avec des feuilles peintes et des fruits dessinés au plomb sur du verre imprimé n° 4. Signé en bas à droite : H. Bruzard Bordeaux.

Mais ici l'évocation est plus large, permettant au verrier d'exprimer souvent avec bonheur ses qualités de dessinateur et de peintre. Des fleurs : capucine, chrysanthème, clématite, dahlia, giroflée, glycine, lilas, lis, liseron, œillet, orchidée, narcisse, pavot, pivoine, rose, tournesol, tulipe. Des arbres : cerisier, cognassier, érable, magnolia, mûrier, pommier, prunier, sorbier, tulipier. C'est une vaste encyclopédie florale qui s'offre au regard du visiteur, un véritable jardin pour ces premiers citadins à regretter déjà les espaces champêtres (fig. 2 à 4).

## Les vitraux à grands personnages

Ceux qui découvrent ce pays pour la première fois, sont souvent des officiers de marine, dont le plus célèbre est certainement Pierre Loti auquel on doit le récit acidulé de sa brève union avec "Madame Chrysanthème". Ce qui séduit ces voyageurs c'est l'atmosphère paisible et feutrée des intérieurs, le décor sobre et aéré dont l'ornement est souvent un simple bouquet de fleurs accompagné d'un kakémono. Plus insidieusement, ce qui les fascine, c'est celle qui règne sur cette maison : la Japonaise en kimono avec tout ce qu'elle suppose d'agrément et de plaisir facile : « C'est un Eldorado, le séjour des printemps éternels, des fleurs merveilleuses et des femmes qui ne savent pas dire non »<sup>25</sup>.

Les courbes sophistiquées formées par les plis du kimono et la torsion de la tête légèrement inclinée sur le corps, formeront la ligne en S qui fera fureur à la fin du siècle<sup>26</sup> (fig. 5 et 10). Parfois la mise en scène est plus complexe et les personnages plus nombreux. Ainsi pour une maquette de huit panneaux représentant une sorte d'embarquement à Cythère version nipponne (fig. 7).

## Les vitraux à cartouches

Si certains verriers utilisent des formules de composition classique, d'autres se tournent vers des solutions plus originales. Il s'agit d'anciens ouvriers de chez Vieillard, l'un est célèbre c'est Amédée de Caranza, et l'autre est moins connu, c'est Edmond Chauffrey. L'idée vient certainement du premier, et c'est le second qui donnera à la formule une ampleur et une originalité sans égal. Ces vitraux à cartouches sont directement inspirés des productions de la manufacture bordelaise et de ces multiples services japonisants.

Le système était à la fois original et pratique. Il était original puisqu'il permettait des compositions variées en choisissant des cartouches de formes, de taille et de couleurs différentes. Dans le meilleur des cas, en suivant la vision japonaise, on pouvait rapprocher des images n'ayant entre elles aucun caractère commun apparent, voire des impressions contraires : mouvement et calme, diversité et unité, clair et sombre. Il était pratique, car la taille des

fragments à passer au four pouvait être standard et les verrières différentes avec les mêmes cartouches en modifiant leurs dispositions et les éléments associés<sup>27</sup>.

On retrouve souvent la geisha jouant du shamisen qui est une sorte de guitare à trois cordes proche du banjo. Cet instrument distillait à Pierre Loti : « une tristesse sans nom, qui tombe sur nous comme la pluie lente d'un ciel mort »<sup>28</sup>. Apparaissent aussi des scènes de musique ou de pêche. Des divinités du foyer japonais comme Yébis apportant ses bienfaits en chevauchant une carpe. Et bien sûr, des échassiers, des perroquets ou d'autres animaux domestiques. Mais aussi des médaillons ornementaux chinois, persans ou arabes.

Sur le plan technique, grâce aux frères Vieillard réceptifs aux récentes innovations, Bordeaux a acquis une grande notoriété dans la technique des émaux polychromes en relief cerné. C'est cette méthode, appliquée au verre, qui sera utilisée, en accentuant les difficultés par l'emploi de grande plaque, de verre mince et l'application d'une couche d'émail épaisse. La réussite des cuissons ne sera sans doute pas étrangère à cette mode, le goût pour la prouesse technique étant certainement partagé par la clientèle (fig. 11 à 28)<sup>29</sup>.

## La persistance de l'éclectisme

Le nouveau goût s'installe dans l'éclectisme ambiant dont il s'arrange parfaitement mélangeant les Orient à l'Occident avec des préférences pour le Médiéval, le Renaisance, le Louis XV et le Louis XVI. Cette connaissance encyclopédique est puisée dans des recueils de planches qui apparaissent à partir des années 1880. Leurs diffusions seront grandement facilitées par les nouvelles lois plus libérales sur l'édition et par la généralisation de la photochromotypographie.

Ici encore, la peinture à l'émail relief sera particulièrement heureuse pour ce type de décor où il faut assembler des motifs extrêmement divers tout en accentuant leurs luminosités.

25. M. Dubard, *Le Japon pittoresque*, Paris, 1879, p. 48.

26. Un bon exemple est la toile de Monet "Madame Monet en kimono" peint en 1876 (Museum of Fine Arts de Boston).

27. Les verriers s'appuieront avec profit sur la tradition décorative du vitrail gothique qui se présente sous un aspect complexe avec des médaillons de forme et de taille différente dans les vitraux du XIIIe siècle comme à Chartres, Paris, Bourges et Tours. Ces principes de composition complexe existaient déjà dans l'émaillerie, l'enluminure et l'orfèvrerie. (L. Grodecki, *Le Vitrail Gothique*)

28. P. Loti, *La Troisième Jeunesse de madame Prune*, Paris, 1923, p. 52.

29. J. Peiffer, *op. cit.*, p. 287.

## Les vitraux à grands personnages



Fig. 5. — Carton au fusain sur papier (1,88 m / 48 cm). Une Japonaise en kimono se tient debout sur un rocher sous un citronnier. Elle tient dans sa main droite un éventail marqué d'un caractère japonais. Dans l'imposte, une corbeille avec des fruits et un papillon. Cadre en bambou. Inscription au verso : 2 septembre 1913 Corde. (Attribuable à Delmas. Musée d'Aquitaine, n° 92. 27. 350, cliché de J. M. Arnaud).

Fig. 6. — Maquette à l'encre, aquarelle et gouache sur papier (16,7 cm / 24,3 cm). Verrière cintrée à cadre de bambous avec des inscriptions latérales en japonais fantaisiste. Un couple de geisha ; l'une à droite est assise et joue du shamisen pendant que l'autre l'observe. Au fond le soleil, un prunier fleuri et des roseaux. Au premier plan de l'eau, un lutrin et un éventail dans l'écouillon droit. (Attribuable à Curcier. Atelier B. Fournier).



Fig. 7. — Maquette à l'encre, aquarelle et gouache sur papier (33 cm / 56 cm). Il s'agit de six panneaux centraux et de deux latéraux. Au centre un homme pousse une embarcation dans laquelle ont pris place trois japonaises dont l'une se protège avec un parapluie.



A droite, d'autres japonaises s'éventent ou pêchent. Au loin des pagodes et le soleil levant. En bordure, un riche décor fleuri avec des lanternes. Les panneaux latéraux montrent des grues, à droite en haut un masque et une autre lanterne.

Inscription au recto : Projet de verrière décorative pour fumoir dans le style japonais. Léon Delmas 1913 Architecte Albert Lubet. (Collection privée).

## Les vitraux à grands personnages



Fig. 8. — L'un des cartons de la maquette précédente (1,20m / 1,55m). Il s'agit d'une mise en plomb avec fusain et crayon rouge sur papier. On retrouve le couple sur la barque avec un paysage de rivière. (Musée d'Aquitaine, n° 92. 27. 286, cliché de J. M. Arnaud).



Fig. 9. — Le carton de l'imposte du panneau latéral droit avec un masque et une lanterne. (Musée d'Aquitaine, n° 92. 27. 282, détail de l'imposte, cliché de J. M. Arnaud).



Fig. 10. — Verrière en six panneaux de verre blanc transparent. Sous une branche de cerisier fleuri dans une attitude gracieuse presque précieuse, une geisha observe un papillon. Elle tient dans sa main droite un éventail et de l'autre main, relève délicatement son kimono bleu parsemé de fleurette jaune, dont la couleur est un discret écho des symboles qui l'accompagnent. Elle découvre ses pieds nus sur un rocher au bord de l'eau d'où émerge un iris. En bordure, deux filets de verre rouge antique encadrent un large liseré de verre cathédrale blanc. Ce dernier est orné de coquilles stylisées et rehaussé de cabochons avec des rosaces dans les écoinçons. L'ensemble du décor est peint à l'émail relief. Attribuable à Henri Curcier vers 1895.

## Les vitraux à cartouches



Fig. 11. — Porte intérieure à imposte en vitrerie rectangulaire à verre sablé. A gauche dans la partie supérieure, un perroquet et des étourneaux survolent des branches de bambous et une feuille de bananier. Cette dernière est incurvée laissant le champ à une composition sous jacente à base de sphères. Sur un cartouche semi-circulaire, une geisha assise et nimbée par l'astre nocturne, joue du shamisen. Comme des bulles, surgissent deux cives rose et bleu ainsi qu'un second cartouche cerné d'un filet en croissant de lune à son dernier quart dans lequel évoluent des oies. A droite un vol d'hirondelles passe au-dessus de glycines et d'iris sur lesquels est perché un martin-pêcheur. Deux filets de verres antiques rouge et jaune dessinent quelques courbes au contact de cives bleues pour limiter deux cartouches l'un avec les habituels hérons et roseaux, l'autre avec un pêcheur au soleil levant. La bordure est constituée de deux filets encadrant un large liseré en verre antique bleu. Ce dernier est orné de chevrons en verre opalescent rehaussé de fleurons peints au jaune d'argent avec des cives dans les écoinçons. Signature en bas à droite : E. Chauffrey. Vers 1891.



Fig. 12. — Fenêtre avec imposte donnant sur la rue en vitrerie rectangulaire à verre transparent en haut et sablé dans la partie inférieure. A gauche une branche de glycine, un oiseau, un demi-médallion à entrelacs et un cartouche avec une geisha debout qui joue du shamisen. A gauche des iris et un colibri avec deux cartouches. L'un avec un couple de hérons dont la silhouette de l'un se découpe sur le soleil levant tandis que l'autre pointe son bec dans un nénuphar. L'autre cartouche avec deux musiciens, un guitariste et un flûtiste, jouant aux pieds des bambous avec au premier plan un canard proche des illustrations réalistes voire comiques d'Hokusai.

Fig. 13. — Buisson de glycines avec des oiseaux et des papillons. La moitié inférieure droite est occupée par deux cartouches nettement décentrés. L'inférieur est un médaillon à entrelacs. Le supérieur en forme de miroir qui montre une japonaise entourée d'une nuée d'hirondelle, est relié à la bordure gauche par un galon où siègent sept mésanges perchées sur une branche semblant écouter la musicienne. Les oiseaux sont traités individuellement de façon expressive ce qui n'est pas dans la manière orientale. Chaque cartouche est cerné par la luminosité d'un fin liseré de verre antique coloré. La bordure associe de multiple filet à un liseré en chevrons avec des cives dans les écoinçons et une ébauche de décor à lambrequin en haut.

Signature sur l'un des cartouches Edmond Chauffrey, accompagnée d'inscription en japonais fantaisiste.



Fig. 14. — Vitrail complémentaire du précédent de même taille et à bordure identique avec des cartouches décentrés à droite. Des bambous sur lesquels sont perchées des mésanges occupent le panneau central. Trois cartouches sont présents : un couple d'oies, deux hérons, dont l'un tient dans son bec une grenouille, avec à leurs pieds des nénuphars et Yébis à califourchon sur une carpe géante qui apporte ses bienfaits sous la forme d'un coffret. Sous celui-ci, et curieusement isolé, un éclat de verre chenillé vert. L'ensemble est rehaussé de perles au rose à l'or, de cives, et d'ornements peints à l'émail relief. Signature : E. Chauffrey 55 crs. Champion. Vers 1893.



La bordure est particulièrement sophistiquée associant la répétition d'un motif Renaissance à vases et rinceaux en émail relief à des verres anglais aux teintes pâles : ocre, sable, parme avec des filets aux couleurs plus vives : bleu perlé interne, rouge antique et un bleu chenillé externe. Signature sur le cartouche avec la japonaise avec de pseudo-idéogrammes : E. Chauffrey. Cette calligraphie, non dénuée d'humour, semble signifier qu'il est vain de chercher l'authenticité des figures. Où, au contraire, l'artiste peut vouloir s'afficher comme un spécialiste du vitrail japonisant. Cf. H. Cabézas, "La signature des vitraux français du XIXe siècle" dans Ramage, n° 7, 1987, p. 77 à 97.

## Les vitraux à cartouches

Fig. 15 et 16. — Deux fenêtres pratiquement semblables avec impostes sur rue au rez-de-chaussée. Vitrerie en verre cathédrale blanc et teinté sur les impostes avec un simple filet d'encadrement violet. Décor à l'émail relief d'oiseaux et de fleurs associées à des cartouches. Les deux fenêtres sont signées en bas à droite : Malécot Bx.



Fig. 17. — Trois chauves-souris et un sceau japonais.

Fig. 19. — Un éventail, un oiseau, un papillon et des pivoines.

Fig. 18. — Un oiseau et une libellule.

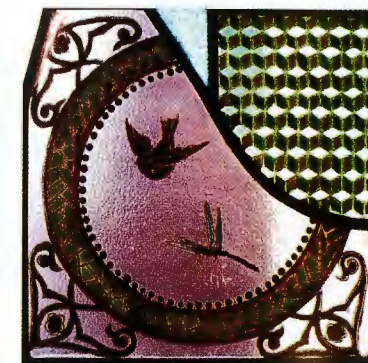
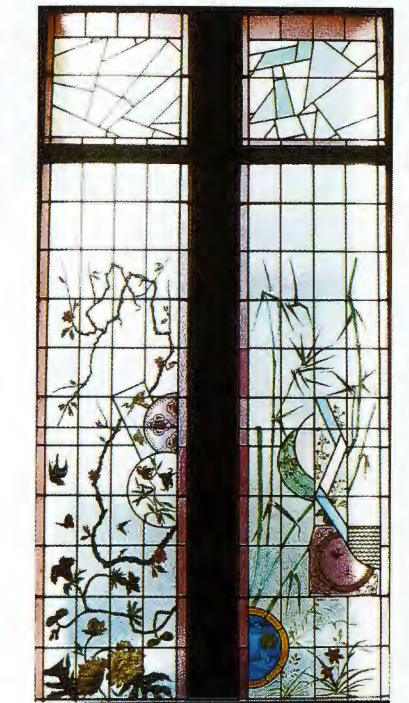


Fig. 20. — Une sarcelle.

Fig. 21. — Des musiciens.



## Les vitraux à cartouches



Fig. 22. — Des pêcheurs.

Fig. 23. — Un couple de japonaises sous un parapluie.

Fig. 24. — Sur un verre mousseline à feuilles et fleurs stylisées, une geisha dont le regard est tourné vers la droite, tient délicatement un éventail avec les trois doigts de sa main gauche. La "petite fée nipponne" selon l'expression de Pierre Loti, semble vouloir faire admirer son kimono dont le décor luxuriant aux couleurs vives, se développe autour du motif de l'oiseau phénix Hôhō. Le traitement du visage est réaliste avec un modelé accentué par l'emploi de l'émail relief. L'effet obtenu est proche des portraits effectués à la peinture à l'huile qui apparaissent au Japon à la fin du XIXe siècle. Attribuable à Chauffrey. Vers 1893.



Fig. 25. — Des coqs.



Fig. 26. — Un couple de grues en vol avec une branche de strelitzia.



Fig. 27. — Yébis sur sa carpe.



Fig. 28. — Jeune garçon donnant des chrysalides à des cigognes (absentes).

## Emergence de l'Art Nouveau

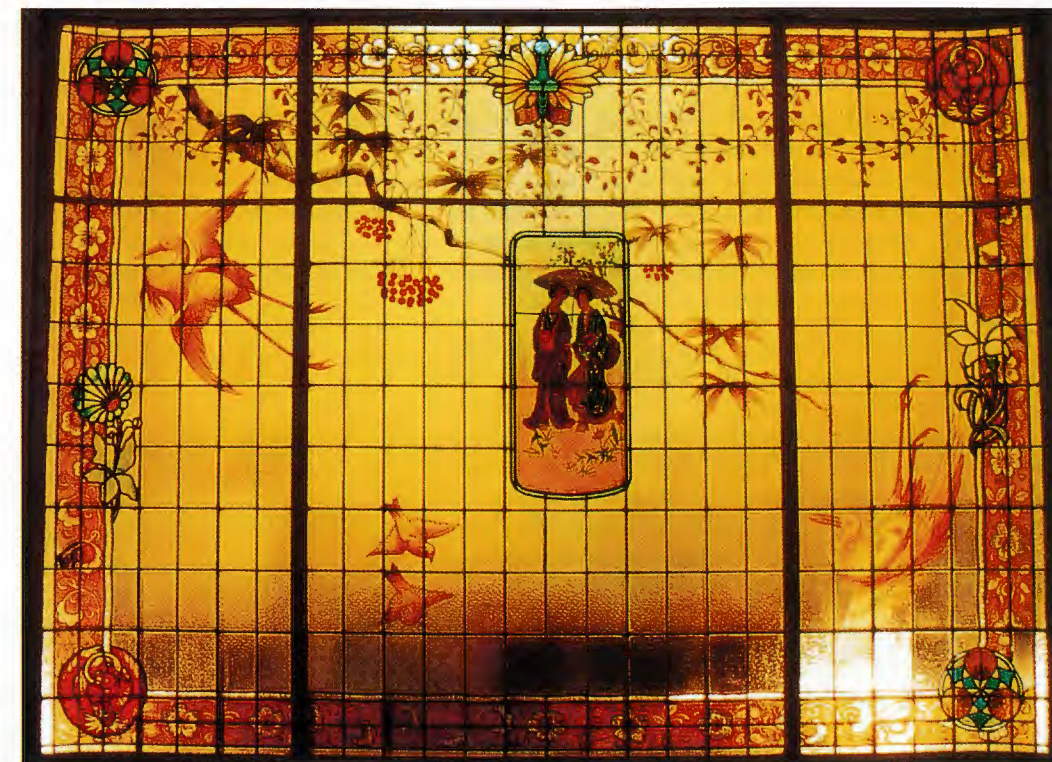
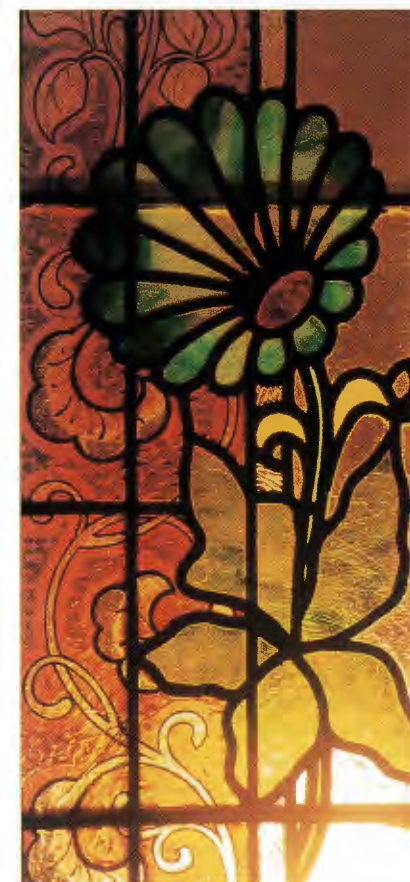


Fig. 29. — Verrière sur puits de jour formée d'un panneau central fixe et de deux châssis ouvrant latéralement (3,30/2,60 m).

Une large place est laissée au verre cathédrale translucide non peint pour obtenir un maximum de lumière.

Au centre, un cartouche avec deux silhouettes féminines se détache sous une branche d'érable accompagnée de lisérons.



La forme du cadre est plus simple et le filet est en verre chenillé bleu. Le traitement en émail relief des kimonos est plus rudimentaire et les visages sont exécutés à la grisaille. Elles se tiennent sous un cerisier à fleurs roses et elles s'abritent sous un parapluie. Peint en grisaille, il s'y associe des grues en vol et un couple d'étourneaux. Cette œuvre est signée en bas à droite : G. P. Dagrant.

L'attention est retenue par une riche bordure florale en verres peints et teints au niveau de laquelle se détachent en plus gros plan sept motifs. Les écoinçons inférieur gauche et supérieur droit, sont occupés par des phénix de couleur rouge, dont l'œil brille comme une étoile sous la forme d'une perle. Ici, il n'y a pas la présence quasi obsédante de l'iris, mais deux fleurs dessinées en lignes flexueuses et traitées en verres américains opalescents, image bien emblématique de l'Art Nouveau.

Fig. 31. — A gauche un chrysanthème représenté sous sa forme héraldique japonaise fait de seize pétales rayonnant autour d'une corolle centrale qui symbolise l'empereur et son pouvoir sur le monde.



Fig. 30. — A droite un lys.

Les verres eux-mêmes viennent contribuer à ce mélange des genres en associant sur les filets d'encadrement les verres anglais aux verres antiques et parfois les verres sablés utilisés pour les fonds comme le sol, l'eau, la lune ou le soleil : "Ces productions de prestige sont destinées à séduire la clientèle. Elles l'entraînent, par le rêve, dans un monde exotique modelé par et pour l'industrie".

Cette symphonie décorative sera surtout jouée sur les bordures<sup>30</sup>. Celles-ci sont traditionnellement le lieu privilégié d'expression où le verrier peut laisser aller librement son inspiration et sa fantaisie. Plus prosaïquement, c'est là qu'il peut utiliser les nombreuses chutes de verre et employer plus facilement des éléments répétitifs. Les bordures resteront donc : "L'élément essentiel, qui assure à l'écriture sur verre sa dynamique interne, sa fluidité et sa circularité, en un mot son plein fonctionnement"<sup>31</sup>.

### L'émergence de l'Art Nouveau

A l'aube du siècle nouveau, la Belle Epoque et l'Art Nouveau seront inséparables du japonisme.

A Paris avant d'ouvrir sa galerie de L'Art Nouveau en 1895, le marchand d'art Siegfried Bing<sup>32</sup> avait fondé en 1888 une revue, *le Japon artistique*. A l'Exposition Universelle de 1900 le Japon triomphe avec une importante délégation d'artistes et d'ouvriers.

De rudes conflits vont déchirer les professionnels parisiens du vitrail à l'apparition de ce qu'ils désigneront comme le style moderne. Le dialogue sera parfois difficile entre les partisans de la peinture sur verre traditionnelle et les avant-gardistes qui ne veulent entendre parler que de montage en plomb des verres de couleur.

A Bordeaux, un ton conciliant sera donné par Paul Berthelot<sup>33</sup> le critique littéraire qui présente la toute jeune Société littéraire et d'art moderne. Selon son expression, "les vitriers d'art" bordelais vont concilier le respect des temps et des œuvres archaïques avec le désir de faire œuvre nouvelle, bonne, profitable"<sup>34</sup>. On reste confondu devant l'aisance et la souplesse que montreront nos créateurs bordelais pour adapter les nouvelles formules proposées. Ils joueront de virtuosité pour incorporer les éléments classiques que sont les cabochons et les cives aux innovations représentées par les verres américains et les verres imprimés qui apparaissent en France entre 1890 et 1900<sup>35</sup>. Ceux-ci permettront aux verriers de faire coïncider leurs créations avec les nou-

velles théories sur l'emploi naturel et brut des matériaux. Réaliser la coexistence des expressions décoratives et des techniques différentes dans un même vitrail, voire dans la même demeure, ne posera aucun problème ni aux uns ni aux autres. Il semble au contraire que ce procédé ait été particulièrement prisé et la plupart d'entre eux passeront sans difficulté de la ligne rocaille à celle en coup de fouet (fig. 29 à 31).

### Conclusion

A la fin du XIXe siècle, le vitrail japonisant est un terrain privilégié pour observer la coexistence des courants qui tendent à disparaître comme l'éclectisme et l'historicisme ou au contraire ceux qui émergent comme l'Art Nouveau. Ce sont les bordures, lieu privilégié d'expression du verrier, qui resteront marquées le plus longtemps par des formules décoratives traditionnelles avec la répétition de motifs statiques ayant une valeur exclusivement plastique, mais dans des compositions souvent sophistiquées.

Dans tous les cas, la volonté décorative s'affirme alors que l'art japonais au moins celui de l'époque Edo<sup>36</sup> qui inspire les Occidentaux, tend vers l'émotion avec le minimum de moyens.

On connaissait le goût des Bordelais pour les arts décoratifs, on découvre que certain d'entre eux pouvaient être séduits par des formules aussi exubérantes qu'exotiques s'intégrant parfaitement en cette fin de siècle, dans le cadre d'une "architecture festive" selon l'expression de Marc Saboya.

30. Les verriers ont ici l'expérience du vitrail roman dont les bordures ont connu une époque de richesse voire de préciosité. On peut citer trois exemples : La Crucifixion à Poitiers, L'Arbre de Jessé à Saint Denis, La Lapidation de saint Etienne au Mans (L. Grodecki, *Le Vitrail Roman*).

31. J. P. Deremble et C. Manthes, *Les vitraux légendaires de Chartres*, p. 8.

32. 1838-1906.

33. 1863-1933.

34. *La Gironde*, 18 novembre 1899.

35. L'usage décoratif régional des verres imprimés fera l'objet d'une prochaine communication.

36. 1615-1868.

## La vie quotidienne des habitants du quartier Mériadeck à Bordeaux dans les années 1950 et 1960

par Jean-François Fournier

### Des gens sans histoire

Dès sa création, le quartier fut habité par des gens aux revenus modestes. Les registres de recensements conservés aux Archives Départementales de la Gironde<sup>1</sup> donnent leurs noms et leurs qualités ; c'étaient, pour la plupart, des ouvriers, des employés et des petits commerçants. C'est à la fin du XIXe siècle, quand la brocante devint l'activité principale, que la population subit une évolution avec l'arrivée de gens forts pauvres, souvent d'origines étrangères. Leur intégration fut une réussite et l'on peut dire, sans exagération aucune, qu'à Mériadeck le racisme n'existait pas ; il y avait même entre toutes ces familles une grande solidarité.

On a dit souvent que Mériadeck était un village ; c'est exact ; tout le monde se connaissait plus ou moins et les français de souche trouvaient naturel d'avoir des amis dont les parents ne parlaient qu'un étrange sabir. A cet égard, on peut dire que le patronage Saint Bruno et l'école communale du cours Anatole France furent de remarquables outils de brassage ethnique et social ; tous les enfants s'y retrouvaient, quelle que soit l'origine des parents. La communauté juive, elle, fort nombreuse avant la seconde guerre

En 1996, j'ai eu le plaisir d'évoquer devant vous un aperçu de ce que fut le marché aux puces de la place Mériadeck. En présentant ce texte, je ne pensais pas qu'il susciterait autant d'intérêt de la part des lecteurs de notre revue et qu'il me vaudrait autant de questions relatives aux habitudes des habitants de ce quartier devenu un véritable mythe. Que n'a-t-on dit et écrit à son sujet ! Certains voient dans sa destruction une œuvre de salubrité publique, d'autres, et ils sont nombreux, considèrent sa disparition comme un crime contre le passé. Chose curieuse, quand il existait, le quartier Mériadeck était unanimement dénigré alors que, maintenant, pour beaucoup de bordelais, il est devenu de bon ton d'exprimer les plus vifs regrets en parlant de son marché aux puces, de ses petites rues "si pittoresques", de ses chiffonniers dépenaillés et même de ses prostituées ! Si ce sentiment de nostalgie est compréhensible de la part de ceux qui y passèrent leur jeunesse, les souvenirs d'enfance embellissent souvent les choses les plus simples, l'opinion des autres est bien oublieuse de ce que fut réellement ce quartier, principalement dans ses dernières décennies. Il nous semble utile, pour le futur, d'apporter ici un témoignage, le moins subjectif possible, car, en matière de souvenirs, l'objectivité absolue n'existe pas, en le traitant par secteurs d'activités et, de ce fait, par catégories sociales, milieux différents qui se côtoyaient sans cesse mais, finalement, ne se mélangeaient guère.

1. A.D.Gir. série 6M.





Fig. 3. — E. Boissonnet.  
La place Mériadeck, 1931.

## Brocanteurs, chiffonniers, “gueillous” et fripiers

Les brocanteurs amenant leurs marchandises sur la place Mériadeck dans des charrettes, il fallut bien vite qu'ils trouvent des dépôts proches pour les loger. Pour avoir plus de facilités dans leurs commerces, ils vinrent habiter dans les alentours où les loyers n'étaient pas chers et, peu à peu le quartier devint principalement celui des brocanteurs, des récupérateurs et aussi de ceux qu'on appelait à Bordeaux les “gueillous”<sup>5</sup>. Pour plus de clarté, évoquons ces activités par catégories.

### Les brocanteurs

Ceux-ci s'occupaient exclusivement de l'achat et la vente des meubles, des objets mobiliers et des œuvres d'art ; c'était, pour ainsi dire, l'aristocratie du métier. Leurs magasins se trouvaient en bordure de la place Mériadeck ou dans les rues proches. Leurs activités commerciales ne différaient pas sensiblement de celles des brocanteurs d'aujourd'hui à part le fait que les marchandises mises en vente étaient notablement plus anciennes que celles proposées maintenant ; il n'était pas rare de trouver dans ces boutiques sombres, aux devantures délavées, des objets de haute époque, des portraits du XVIII<sup>e</sup> siècle et, en quantité, des faïences du XVIII<sup>e</sup> siècle qui traînaient là pendant des mois, voire des années, si elles n'étaient pas en parfait

état. La seule différence existant entre les magasins d'hier et ceux d'aujourd'hui réside dans le fait que jusqu'à la fin des années 1960, jamais un brocanteur n'aurait fait appel à un restaurateur pour réparer un objet endommagé ; c'était à l'acheteur de prendre ses risques.

### Les récupérateurs

Cette catégorie de commerçants était plus proche de l'industrie que du commerce des objets d'occasion ; ils achetaient au poids le carton, le papier, les plumes, les métaux, les bouteilles, les chiffons et les vieux pneus soit aux particuliers, cherchant à se débarrasser de vieilleries encombrantes, soit aux “gueillous” qui arpentaient les rues dans l'espoir de trouver ces matières dans quelque poubelle afin de les leur vendre. L'accumulation des chiffons et des peaux de lapins dégageant une odeur “forte”, les entrepôts des récupérateurs se sentaient de loin... C'est là que furent détruits tant d'objets qui figureraient honorablement, maintenant, dans la vitrine de marchands d'antiquités mais, en cette époque d'après guerre où les conditions économiques étaient encore difficiles, la collecte et la transformation des matières premières étaient une priorité. Quand un objet arrivait chez

5. Expression bordelaise pour désigner un chiffonnier (de gueille : guenille), le véritable mot gascon est perraquet. On disait aussi un gueille - ferraille, en référence au cri de ces gens en poussant leurs charrettes.

un récupérateur, sa destination primitive n'avait plus d'importance, seules comptaient les matières avec lesquelles il avait été fabriqué et il était, dès lors, voué à la destruction et mis en morceaux pour en retirer le bronze, le cuivre ou le laiton qu'il contenait. Que de vieux postes T.S.F. furent ainsi cassés pour en retirer les fils de cuivre !

Tous ces entrepôts étaient conçus de façon similaire et tous étaient meublés de grands récipients contenant chacun des déchets ou des objets d'un métal bien précis ; l'un était destiné au plomb, l'autre au cuivre, etc. Les objets en métal qui n'avaient pas été vendus sur la place se retrouvaient chez les récupérateurs pour être vendus au poids, c'étaient dans la majorité des cas, des ustensiles tout cabossés qui n'avaient plus grande valeur mais bien des collectionneurs et des antiquaires tenaient à ce que les récupérateurs leur montrent ce qu'ils avaient acquis dans la journée, tous, ayant en mémoire, l'aventure de vieil antiquaire qui avait trouvé là un jour, dans un lot de saletés innombrables, un authentique pique-cierge d'époque médiévale. Malgré ces précautions, n'en doutons pas, d'insignes raretés et de petits chefs d'œuvre sont partis à la fonte au cours des âges.

A notre époque où l'on jette les papiers à la poubelle avec désinvolture, le comportement des français de ce temps relativement aux papiers et aux cartons peut faire sourire mais il existait alors un circuit commercial pour ce type de marchandise. Les clochards ramassaient les papiers usagés ; quand ils avaient atteint un certain poids, ils les portaient aux récupérateurs qui, eux, après les avoir tris, pesés et payés confectionnaient des balles serrées de cordes qu'un grossiste leur achetait ensuite, avant de les revendre à une usine qui assurait leur retraitement. Plus encore que pour les métaux, on peut penser que d'insignes raretés et des documents précieux pour l'histoire locale et même l'histoire tout court se sont perdus là. Bien des fois, les clochards portaient aux récupérateurs des liasses de papier que personne ne lisait avant de les emballer en vue de leur destruction.

Le ramassage de certaine matières semble aujourd'hui presque incroyable. Les os, par exemple, étaient récupérés et vendus à des négociants qui les lavaient et les revendaient à des tabletiers qui les retaillaient et les teintaient suivant leurs besoins. Toutes les bouteilles trouvées étaient portées aux chiffonniers en gros qui les classaient par forme et par marques. Les boîtes de conserves étaient très recherchées car les négociants les revendaient à des fabricants de jouets à bas prix ; encore aujourd'hui quand on casse ces vieux jouets, il n'est pas rare de trouver au verso la marque d'une conserverie. Dans les années 1950, cela ne se faisait guère plus, et tant mieux, mais peu de temps avant la seconde guerre mondiale, les clochards revendaient aux récupérateurs tous les morceaux de pain qu'ils avaient trouvé



Fig. 4. — Osmin Ricau. Place Mériadeck vers 1950.  
Marché aux puces.

dans les poubelles, ces derniers les revendaient par sacs entiers, à des industriels qui les cuisaient et les transformaient en chapelure...

### Les “gueillous”

Cette dernière catégorie n'en était pas vraiment une, il serait plus exact de parler à son sujet de ramassis d'alcooliques et de déclassés qui parcouraient les rues pour y trouver ce qu'ils pourraient revendre. Que ramassaient-ils ? Tout ou presque. Les objets en état à peu près convenable étaient vendus sur la place Mériadeck, les cartons, les papiers et les métaux étaient destinés aux récupérateurs, nous l'avons plus haut. Il est bien connu que tous ces “gueillous” faisaient une abondante consommation de vin rouge ; ayant souvent des ennuis avec la police, car ils attribuaient un sens un peu trop large au mot récupération, ce furent eux qui donnèrent au quartier cette image qui fit sa célébrité : celui d'un repaire de chiffonniers hirsutes, sales et saouls les trois quarts du temps. A la suite de beuveries, il arrivait, pour de vagues histoires de “litrons” chapardés, qu'ils échangent quelques coups mais ces altercations ne tournaient jamais au drame ; d'autre part, il était rarissime qu'un d'entre eux cherche querelle à un passant. Quand ils étaient devenus trop alcooliques pour pousser la charrette ou la vieille voiture d'enfant dans laquelle ils transportaient leurs trouvailles, ces pauvres hères rejoignaient la triste troupe des clochards qui hantaient tout le quartier. L'hiver, vêtus de manteaux informes, de pantalons tombant sur des chaussures trouées et coiffés de chapeaux crasseux, ils ressem-



Fig. 5. — La place Mériadeck vers 1960. Photo Michel Salabert.

blaient à ces épouvantails qu'on plaçait jadis dans les champs. Ces pauvres épaves avaient des conditions de vie horribles mais étaient-ils à plaindre pour autant ? Sincèrement, je ne le pense pas ; ils avaient choisi de vivre ainsi et, encore dans les années 1960, les membres du personnel de l'hôpital Saint André évoquaient les "évasions" de miséreux de Mériadeck, amenés par la police ou par les pompiers, car trouvés malades sur la voie publique, mais qui portaient à "la cloche de bois", terrifiés à la pensée de devoir se laver chaque jour et de ne pas boire de vin. L'un d'entre eux exprimait l'opinion générale en disant à un médecin "C'est vrai qu'il fait chaud ici, mais la liberté, ah, la liberté !". A cette époque de plein emploi où des usines comme Olibet ou Tobler recrutaient des manœuvres en abondance, ils auraient pu changer de vie mais n'étaient point tentés par cette perspective.

Brocanteurs, récupérateurs et gueillous ne se connaissaient tous plus ou moins. Les rapports entre eux étaient généralement bons mais leur façon de pratiquer le com-

merce étaient rien moins qu'académique. Chaque affaire donnait lieu à des marchandages longs et truffés de grossièretés qui amusaient les habitués mais laissaient parfois les non initiés à ce genre de pratiques.

- Dis, c'est combien ce vase ?
- Cinquante francs ; une affaire.
- Une affaire ! Et bien mon salaud, quand tu te mets la main au c... c'est pas pour en faire tomber un morpion ! Allez, trente.
- Trente, tu me prends pour un c... ; quarante pas un sou de moins !
- Bon, trente cinq, mais tu es un p... de voleur.
- Trente cinq c'est bon, mais tu paies le rouge.
- D'accord.

Pour conclure le marché, les deux chiffonniers se donnaient une claque dans la main et se dirigeaient vers une sombre cave à vins à la propreté douteuse en se donnant de grandes tapes dans le dos, signes d'humeur joyeuse. C'étaient les mœurs du quartier...

## Les fripiers

De nombreux fripiers proposaient leurs marchandises aux clients dans un désordre indescriptible ; ces magasins contenaient un invraisemblable mélange de souliers, de fourrures et de vêtements disparates. Il y avait là des robes qui avaient été portées par des élégantes quelques saisons auparavant, des habits dont la coupe démodée prêtait à sourire et un nombre impressionnant de vêtements courants suspendus à des cintres, eux mêmes accrochés à des tringles de fer. Quand un client désirait en essayer un, il le demandait à la marchande avec la célèbre formule "Décrochez-moi ça" ; encore aujourd'hui, on dit d'une personne qui n'achète que des vêtements d'occasions qu'elle s'habille au "Décrochez-moi ça" mais peu de gens qui usent de l'expression ont vu, réellement, les fripiers munis de crochets à longs manches attraper ainsi vestes et manteaux. C'étaient un spectacle amusant de voir tous ces gens essayer des vêtements dont les marchandes vendaient les qualités en prenant des allures de demoiselles de grands magasins. Le jeudi, jour de congé des écoliers, les mères de familles amenaient leur progéniture se vêtir à peu de frais. Là, les scènes devenaient franchement comiques "Tu te rends compte, Bébert, un pantalon presque neuf ; si je te vois faire l'andouille avec, tu as ma main dans la g...", prévenait une maman. Le sus nommé, archétype du petit voyou, regardait le vêtement dont il faudrait prendre soin avec une nette hostilité...

De jeunes apprenties venaient acheter des robes avec lesquelles, elles étaient certaines d'être irrésistibles au prochain bal musette ; fières de leurs achats, elles portaient chacune avec une poche à la main.

## La prostitution<sup>6</sup>

Malgré nos efforts, nous n'avons pas découverts la date exacte de l'arrivée de la première prostituée à Mériadeck. D'après les documents de police conservés aux Archives de la Gironde<sup>7</sup>, il semble que ce soit dès le début du XIXe siècle que cette activité fit son apparition ; ces documents nous renseignent sur les noms des proxénètes, l'identité des filles soumises et sur leurs maladies ; il se dégage déjà de cette paperasserie administrative une impression de misère sordide.

Les maisons closes du quartier n'étaient pas, paraît-il des établissements luxueux ; à l'usage des ouvriers et des militaires, ils étaient fréquentés aussi par de nombreux paysans profitant d'un voyage à Bordeaux pour aller faire une visite à ces dames. En 1946, comme dans toute la France, les maisons closes durent cesser leurs activités du fait de la loi. Nous n'entrerons pas dans le débat des "pour" et des "contre" cette initiative ; nous nous bornerons à

signaler qu'elle n'eut aucun effet sur l'activité prostitutionnelle du quartier à part le fait qu'après la fermeture des maisons de tolérance, les filles se mirent à roder dans les rues. Jusqu'à la fin elles restèrent là, parfois vieilles et alcooliques ; elles se tenaient debout ou assises contre les murs mais, la plupart du temps, devant les portes de leurs habitations ou s'accoudant à leurs fenêtres. Ces maisons étaient de véritables taudis et, dans les années 1970-75, les ouvriers reculèrent avec horreur devant certaines masures aux murs grasseux, misérablement meublées d'un grabat ignoble, d'une vieille chaise, mais au sol jonché de bouteilles vides et d'immondices divers que se disputaient les rats. Bien des jeunes gens firent pourtant leurs "premières armes amoureuses" dans de pareils gaudes, certaines prostituées s'étant faites la spécialité "d'initier" les jeunes garçons. Quand elles voyaient passer un adolescent, elles l'appelaient en grimaçant un horrible sourire "Viens mon chéri, je serai gentille" ; d'autres faisaient des propositions encore plus crues... J'ai toujours pensé que de la part de ces femmes qui vivaient l'abjection au quotidien et devaient supporter sans rechigner toutes les perversions des clients, il y avait une forme de vengeance sociale à inculquer aux jeunes gens les vices les plus dégoûtants et à leur "passer" sans remords, à l'occasion, une maladie vénérienne. Souvent, dans ma jeunesse, j'entendis bien des membres du corps médical protester contre le laxisme qui entourait les prostituées de Mériadeck ; l'attitude de ces médecins peut paraître sévère mais il faut dire qu'ils voyaient très fréquemment arriver dans leurs cabinets de jeunes garçons ayant contracté les pires maladies avec ces filles des rues. Comme les "gueillous", quand elles étaient devenues trop vieilles pour se livrer à leurs activités, les prostituées rejoignaient les hordes de clochards errant dans les rues et, la nuit, dormaient dans quelque taudis, plus ou moins abandonné, où même simplement, à la belle étoile ou encore sous leurs charrettes recouvertes de bâches sales et délavées. Tout le monde se souvient de Titine, dite la Reine de Mériadeck, véritable loque humaine, repoussante de saleté qui, rendue à demi folle par l'abus d'alcool balbutiait continuellement des paroles indistinctes que personne, du reste, ne cherchait à comprendre. D'autres prostituées avaient une réputation sulfureuse, telle la grande M., tristement célèbre pour fournir des petites filles aux amateurs...

Dès la fin du XIXe siècle, jusqu'aux années 1960, la rue de Galles fut connue dans toute la région pour ses lieux de prostitution ; je ne vis ce triste endroit, un véritable lupa-

6. On lira avec intérêt : "La prostitution et les prostituées à Bordeaux du début du XIXe siècle au début du XXe", par Laurence Amiel. Cahiers de l'I.A.E.S., n° 8, Bordeaux, 1994, 130p.

7. ADGir. série 4M.

nar à ciel ouvert, que vers 1965, date à laquelle bien des maisons avaient déjà été détruites. C'était effroyable et cauchemardesque (je pèse mes mots) ; assises devant les portes ou se tenant aux fenêtres de leurs taudis, ces femmes inconscientes de leur déchéance, s'offraient aux regards des passants ; quand un homme s'approchait d'une d'entre elle, elle découvrait un sein et lui indiquait le prix de la passe.

Des silhouettes furtives, souvent coiffées de casquettes, allaient et venaient ; c'étaient les proxénètes qui exerçaient leur surveillance tout en faisant de nombreuses haltes dans les bouges qui se trouvaient en quantité dans chaque rue et servaient de paravents à tous les trafics possibles et à la préparation de mauvais coups.

Les enfants nés dans ces familles étaient bien à plaindre. N'ayant toujours eu sous les yeux que des exemples calamiteux, leur destin était tout tracé, avec pour étapes l'alcoolisme, la prison, parfois, l'hôpital, le corbillard et, pour finir, la fosse commune... Habitues aux spectacles les plus sordides, les gamins ne s'étonnaient plus de rien et c'est avec stupeur que j'entendis un jour une jolie blondinette d'environ dix ans revenant de l'école demander gentiment à une prostituée "Alors G., tu as bien travaillé aujourd'hui ?".

Après la Libération de 1944-1945 et avec la présence des troupes américaines, une nouvelle source de profits frauduleux apparut ; le trafic des cigarettes américaines. Tous les jeunes bordelais qui cherchaient ce produit savaient que dans les bars et les ruelles, certains proposaient "sous le manteau" des "Camel" à des prix défiant toute concurrence. Il y eut des interpellations et même des arrestations mais le trafic continua ; on affirma alors que le cerveau de l'organisation était un brocanteur de la place qui n'avait à son éventaire que des objets sans valeur, petit commerce qui lui servait de couverture et lui permettait de surveiller les opérations.

A ce trafic s'ajoutait celui des photographies pornographiques, proposées elles sous le manteau car, à l'époque, la police ne plaisantait pas avec ce genre d'activités. Elles étaient encore plus dégoûtantes que celles vendues de nos jours dans les sex-shops ; en noir et blanc, visiblement prises dans des bordels de dernière catégorie, elles dégageaient un je sais quoi de triste, de sale et de malsain.

La "pute au grand cœur" est un mythe créé pour faire sangloter le bourgeois. Un vieux garçon que je connus, en tant qu'abonné du Grand-Théâtre de Bordeaux, eut la naïveté et, il faut bien le dire, la bêtise de croire à ces balivernes ; il s'amouracha d'une prostituée qui "officiait" devant un bar de la rue Louis de Foix et ce qui devait arriver arriva : après lui avoir soutiré le plus d'argent possible et après quelques mois de vie commune, elle voulut retourner sur ce trottoir et dans ces bistrotts qui étaient sa vie ; à la suite

d'une dispute plus vive que les autres, elle le larda de coups de couteau. Cette affaire fit les gros titres de "Déetective", le journal à scandales de l'époque<sup>8</sup>.

Comme le mythe "La pute au grand cœur", la solidarité du milieu est une vaste blague ; tous ces gens se jalousaient, se détestaient et se "balançaient" allègrement. Curieux monde où les coups de couteaux n'étaient pas rares mais dont la police n'avait pas toujours connaissance. Du reste, quand elle était avertie, personne n'avait rien vu ni entendu ; les agressés ne valaient pas mieux que les agresseurs. En 1975, m'étant aperçu que les ouvriers en creusant les fondations de l'actuelle Caisse d'Epargne, étaient tombés sur un dépotoir gallo-romain et jetaient les déblais sur l'emplacement de ce qui avait été le marché aux puces quatre ans auparavant, je pus, tout en ramassant des tessons<sup>9</sup>, observer les prostituées, les "julots" et les clients. C'était hautement édifiant et si certains de ceux qui trouvent du romantisme aux gens du "milieu" avaient vu ce que j'ai vu là, ils changeraient rapidement d'avis... Néanmoins, pour ne pas avoir de problèmes, tous ces marginaux se gardaient bien de tenter la moindre action délictueuse envers les habitants honnêtes du quartier ; c'est à ce prix qu'ils étaient tolérés à défaut d'être considérés. Ce "statu quo" entre les divers éléments composant l'ensemble de la population était particulièrement amusant chez les commerçants où se rencontraient de dignes mères de familles et les prostituées ; toutes se saluaient, comme le font de bonnes voisines, mais les rapports n'allaient pas plus loin. Chacune respectait la vie de l'autre sans chercher à la partager.

Un fait curieux mérite d'être signalé : alors que l'ensemble de cette population détestait tout ce qui représentait l'ordre et l'autorité, tous étaient pleins de respect pour les religieuses. Celles-ci effectuaient leurs visites à domicile à toutes les heures du jour et de la nuit en sachant qu'elles n'auraient rien à craindre ; et si, par aventure, un voyou s'était permis une réflexion désobligeante à leur rencontre, ses voisins l'auraient vite prié de se taire. Quand elles quittaient, les religieuses évitaient les endroits les plus mal famés, mais, le croira-t-on, les prostituées les appelaient "Eh, ma sœur, voilà un petit sou pour vos pauvres". Les religieuses, un peu gênées, acceptaient néanmoins l'obole de ces malheureuses filles.

Mériadeck était vraiment un lieu "à part" et, à cet égard, un détail est révélateur ; alors qu'il existe bien des peintures des "rues chaudes" de Paris ou de Marseille, il n'existe pas, à ma connaissance, d'œuvres évoquant les ruelles de

8. Déetective, n° 1489, 20 février 1975.

9. Objets aujourd'hui au Musée d'Aquitaine. Voir *Bulletin et mémoires de la S.A.B.*, Tome LXX, années 1975, p. 91-95.

Mériadeck ; les nombreux artistes qui exécutèrent des vues du marché à la brocante ne poussèrent pas plus loin leur exploration ; à cela deux raisons : l'insécurité des lieux et leur désespérante laideur. Il manqua pour l'iconographie de ces rues et de leurs curieux habitants la présence d'un artiste de talent accepté par le "milieu" tel que l'était au début du XXe siècle à Marseille Marcel Leprin qui devint le peintre "officiel" du quartier réservé<sup>10</sup>. Certains lieux de prostitution étaient décorés de peintures murales pudiquement recouvertes lors de la fermeture des "maisons" qu'elles ornaient et redécouvertes lors des démolitions des années 1970, mais ces œuvres, faites vers 1900, ne présentaient aucun intérêt artistique et se rapprochaient stylistiquement des peintures des baraques foraines. C'est là aussi le témoignage du peu de goût qu'eurent les artistes bordelais pour le quartier.

Les photographes, comme les peintres ne s'aventurèrent pas dans ces lieux dangereux. Prendre un cliché, à leur insu, des clochards et, plus encore, des prostituées, c'était risquer recevoir une bordée d'insultes particulièrement dégoûtantes et même une bouteille dans la figure<sup>11</sup>. Et pourtant, dans les années 1930, un photographe, Monsieur M. P. reçut une étrange commande : celle de photographier les pensionnaires d'une maison à gros numéro de rue de Galles afin de confectionner un album pour les clients désirant faire ainsi leur choix. Il garda longtemps ces clichés qui, paraît-il, étaient fort curieux, car ces dames posèrent devant lui en tenue de travail et munies d'accessoires qui faisaient la joie de quelques détraqués ; mais à sa mort, son épouse brûla ces images. On peut la comprendre, mais tout un pan d'un aspect secret du Bordeaux des années 1930 a ainsi disparu.

Toute cette population étant fortement criminogène, ses éléments se retrouvaient périodiquement devant le tribunal et, ensuite à la prison du Fort du Hâ. Leurs explications, lorsqu'ils comparaissaient devant les magistrats étaient pour le moins étonnantes et elles obtenaient un franc succès comique auprès des habitués des audiences. Je me souviendrai longtemps de l'argument de cette femme, accusée de prostituer les petits garçons et les petites filles qui répondit au Président du tribunal lui faisant de sévères remontrances sur l'ignominie du délit : "Que voulez-vous, mon président personnel n'est parfait". Un misérable trouvé porteur, par une ronde de police, de bijoux de valeur affirmait au tribunal les avoir ramassés dans une poubelle ; comme le président émettait des doutes sur cette version, le malheureux répliqua "Et bien, venez faire les poubelles avec moi et vous verrez !". Je ne pense pas que les magistrats aient suivi ce conseil... A la suite de quelque bagarre, il arrivait que les adversaires se retrouvent devant un tribunal ; les litiges entre voisins étaient cocasses ; les faits par eux-mêmes étaient minables mais les explications véhémentes

et embrouillées des parties, s'exprimant en pur langage bordeluche, valaient le déplacement. En tribunal de simple police, qui ne jugeait que les délits mineurs, les faits évoqués dépassaient l'entendement. Que de chiens vindicatifs conduisirent leurs maîtres devant les juges et combien de chats, pour avoir trucidé le canari de la voisine firent de même, la propriétaire de l'oisillon défunt demandant réparation et punition pour le maître du matou assassin. D'autres épisodes de la vie quotidienne illustraient la difficulté qu'ont les gens à vivre ensemble lorsqu'ils sont mal élevés. Je revois encore la discussion de deux femmes s'accusant réciproquement d'avoir déversé un tas d'ordures devant une porte ; appelé à la rescousse pour apaiser le différent un agent de ville semblait débordé par le flot d'invectives sortant des bouches des deux harpies.

Du 10 au 28 juin 1996, une exposition a eu lieu dans le hall de l'immeuble de la Communauté urbaine de Bordeaux à l'initiative des Amis de l'ancienne commune libre de Mérideck ; cet ensemble regroupait des photographies du marché aux puces et des portraits de ses habitants les plus typiques. C'était intéressant mais nous ne souscrirons pas aux commentaires qui les accompagnaient dans le catalogue édité à l'occasion. Regretter une époque disparue est une chose, l'idéaliser en est une autre et affirmer, par exemple, que F., la doyenne des prostituées du quartier était respectée de tous<sup>12</sup>, c'est tomber dans un excès étonnant...

A la fin de son existence, ce qui avait été un quartier grouillant de vie et d'animation n'était plus qu'un ensemble de maisons isolées et de terrains vagues servant malgré les interdictions, de décharges publiques et de refuge aux clochards qui vivaient, ou plutôt survivaient là dans des abris de fortune.

De ci de là, comme des carcasses de navires échoués, se dressaient les entrepôts désaffectés des récupérateurs. Ils avaient pris, au cours de leurs années d'abandon, cette apparence sinistre et désolée qu'ont souvent les bâtiments à

10. Marseille galante, chronique d'un quartier aujourd'hui disparu. Tacussel, Marseille, 1980, p. 143 et ss.

11. Il existe à la vidéothèque de Bordeaux Aquitaine deux films consacrés à la reconstruction du quartier Mérideck : "Mérideck, un quartier neuf au cœur de Bordeaux", réalisé par C. Richard et "Les villes de demain : le quartier Mérideck à Bordeaux et Wulfen en RFA, ville nouvelle", réalisé par G. Suire, où l'on voit quelques images fugitives de la place et de quelques rues. Pudeur ou prudence, les scènes de prostitution ne sont évoquées que par des reproductions d'aquarelles. On consultera aussi la cassette vidéo "Mémoire de Bordeaux et du bordelais", 1910-1983, réalisée par M. Hayat, éditions Montparnasse.

12. Mérideck d'hier à aujourd'hui. Hall d'accueil de la Communauté Urbaine de Bordeaux, Esplanade Charles de Gaulle. Bordeaux, du 10 au 28 juin 1996, n° 13.

vocation industrielle lorsqu'ils ne sont plus utilisés. Au coin des rues, adossées aux palissades, de vieilles prostituées tentaient encore de se vendre pour quelques francs. Sales, maquillées de manière atroce, elles avaient un aspect lugubre qui démentait le qualificatif de "fille de joie" habituel-

lement attribué à ce genres de personnes. De belles âmes peuvent toujours s'émouvoir de la disparition du quartier Mériadeck, quand la municipalité décida de la faire raser, elle eut bel et bien raison. Au cœur de la ville et au fil du temps, c'était devenu un chancre.

## Activités et manifestations de la Société Archéologique de Bordeaux en 1999

### Cours public XXXVIIe année

#### Archéologie expérimentale

3 février : Jean-Michel Geneste, *Le rôle de l'expérimentation en archéologie, de la recherche à la médiation (la chasse préhistorique)*.

10 février : Jean-Claude Leblanc, *Sidérurgie extractive : techniques d'extraction et de réduction du minerai de fer*.

17 février : Christian Chevillot, *Peut-on revivre le passé grâce à l'archéologie ? Pour une clarification entre archéologie expérimentale et démonstration archéologique. I. Activités vivrières*.

24 février : Christian Chevillot, *Peut-on revivre le passé grâce à l'archéologie ? Suite. II. Artisanats divers*.

3 mars : Pierre Régaldo-Saint Blancard, *Quelques apports expérimentaux à la compréhension de la céramique médiévale et moderne*.

10 mars : Jean-Claude Leblanc, *Sidérurgie productive : techniques de forgeage et de mise en forme*.

17 mars : Jacques Collina-Girard, *Le feu avant les allumettes*.

24 mars : Eric Boeda, *L'apport de l'expérimentation à la mise en évidence d'une intelligence technique de l'Homme (outils lithiques)*.

31 mars : Anne Debaumarché, *Le "Bateau sans nom", une expérimentation de charpenterie navale et de navigation fluviale*.

### Archéologie générale

9 janvier : Mme Le Bihan, *Pierre Clochar, 1774-1854, itinéraire d'un architecte bordelais de Paris en Italie*.

13 février : Melle Catherine Château, *L'œuvre de Claude Francin (1702-1773) à Bordeaux entre 1748 et 1765 : de la sculpture rocaille à la sculpture néoclassique*.

14 mars : Mme Michelle Gaborit, *Nouvelles découvertes de peintures murales dans la cathédrale Saint André de Bordeaux*.

10 avril : Monsieur Bonnardet, *Roquetaillade-Rayne Vigneau, comparaison entre les châteaux girondins de grands seigneurs gascons qui renouent sous le Second Empire avec les styles du passé*.

15 mai : M. Jean-Luc Piat, *Découvertes archéologiques à Pellegrue à l'occasion de l'aménagement de la place de l'église*.

12 juin : M. Pierre Régaldo-Saint Blancard, *Les fouilles du Fort Louis*.

9 octobre : M. Petit, *Photos aériennes au service de l'archéologie*.

13 novembre : Melle Sophie Dutheil, *Le sculpteur Louis Coëffard*.

11 décembre : Mme Michelle Gaborit, *L'église de Saint Symphorien*.

## Groupe Jules Delpit étude de manuscrits et documents inédits

23 janvier : Mme Sandrine Lavaud, *Paysages et mise en valeur des palus de Bordeaux*.

27 février : Dr. Michaud, *Les peintres verriers bordelais à l'époque contemporaine et leur activité dans le vitrail civil privé de 1880 à 1930*.

27 mars : M. Parisot, *Regards sur le peintre Robert Charazac, (1905-1982)*.

24 avril : M. Sylvain Nadau, *Hyacinthe Laclotte et Raymond Rieutord, un tandem d'architectes bordelais au temps du Consulat*.

29 mai : M. Maffre, *La hère des marchands d'huîtres de Bordeaux à la Noël 1774*.

26 juin : Mme Stéphane de Laborie, *L'escalier bordelais en pierre dans l'architecture privée au XVIIIe*.

23 octobre : M. Pierre Régaldo-Saint Blancard, *Archéologie et tramway*.

27 novembre : M. Laurent Coste, *Le cadre de vie des Jurats bordelais au XVIIe siècle*.

18 décembre : M. Michel Fournier, *La vie quotidienne des habitants de Mériadeck dans les années 1950 et 1960*.

## Assemblée Statutaire 14 mars 1999

Elle était présidée par M. Michel Pierre, Directeur des Affaires culturelles de la Ville de Bordeaux, Mme Colette Darphin représentait le maire de Bordeaux, M. Jault, conseiller général était excusé.

Le Dr Charon, président de la Société Archéologique de Bordeaux a accueilli M. Michel Pierre et Mme Colette Darphin.

Les Sociétés Savantes et les Bibliophiles de Guyenne étaient représentés.

Le rapport moral a été lu par Mme Véronique Journu, secrétaire générale, le rapport financier par M. Xavier Roborel de Climens, trésorier, pour approbation. Ces rapports ont été approuvés à l'unanimité.

M. Michel Pierre a remis une médaille de bronze de la ville de Bordeaux à : Mme Michelle Gaborit, M. Pierre Chalmain, M. Claude Laroche, M. Christophe Sireix, M. Michel Wiedemann.

Les diplômes de la Société Archéologique de Bordeaux ont été remis à : Mme Agnès Bergeret, Mme Anne Debaumarché, Mme Rosalie Godin, M. Eric Boeda, M. Pierre Chemin, M. Christian Chevillot, M. Jacques Collina Girard, M. Yves Cortez, M. André Delpit, M. Jean-Michel Geneste, M. Patrick Lemaitre, M. Jacques Migeon, M. Jean-Luc Piat.

Une communication a été faite par Mme Michelle Gaborit sur *Les nouvelles découvertes murales dans la cathédrale Saint André de Bordeaux*.

## Visites-excursions et Journées du patrimoine

20 février : Visite de l'exposition : *La route des Indes*, au Musée d'Aquitaine.

6 mars : Visite de l'exposition : *La route des Indes*, au Musée des Arts décoratifs.

11 avril : Voyage d'étude : *Dans la vallée du Dropt*, visite de l'église de Saint Martin de Sescas, du moulin et de l'église de Bagas, des châteaux de Cases, Guilleragues et Duras, et des églises d'Allemands du Dropt et de Montéton, sous la conduite du président Charon.

18-19 septembre : Journées du patrimoine, présentation de la Société Archéologique au public.

2 octobre : Visite du *château de Benauges*, les membres de la Société Archéologique de Bordeaux étaient les invités de M. et Mme Journu.

14 novembre : Voyage d'études : *Blaye et le Blayais*, visites des églises de Magrigne, Bayon, Tauriac, de la chapelle Saint Romain, de la maison de Saint Simon, sous la conduite de M. Coudroy de Lille et visite de la citadelle de Blaye avec M. Caro.

4 décembre : Visite de l'exposition : *Regards sur les Antilles*, au Musée d'Aquitaine.

# Cercle numismatique Bertrand-Andrieu Procès-verbaux des séances de l'année 1999

## Abréviations bibliographiques

|          |                                                                                                                           |
|----------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| BMC :    | <i>Coins of the Roman Republic in the British Museum</i> , Londres, 1910, 3 vol. ; réimpr. 1970.                          |
| C :      | H. Cohen, <i>Description historique des monnaies frappées sous l'Empire romain</i> , 2e éd., Paris, 1880-1892, 8 vol.     |
| Ci :     | L. Ciani, <i>Les monnaies royales françaises de Hugues Capet à Louis XVI</i> , Paris, 1926.                               |
| Dy :     | J. Duplessy, <i>Les monnaies françaises royales de Hugues Capet à Louis XVI</i> , Paris-Maastricht, 1988-1989, 2 vol.     |
| Fillon : | B. Fillon, <i>Collection Jean Rousseau, monnaies féodales françaises</i> , Paris, 1860.                                   |
| Fried :  | R. Friedberg, <i>Gold Coins of the World</i> , 3e éd., New-York, 1971.                                                    |
| Gad :    | V. Gadoury, <i>Monnaies françaises</i> , 14e éd., 1789-1999, Monte-Carlo, 1999.                                           |
| KM :     | C. L. Krause et C. Mishler, <i>Standard Catalog of World Coins, 1601-1700</i> , 1re éd., Iola, 1996.                      |
| Laf :    | J. Lafaurie et P. Prieur, <i>Les monnaies des rois de France, Hugues Capet à Henri IV</i> , Paris-Bâle, 1951-1956, 2 vol. |
| North :  | J. J. North, <i>English hammered Coinage c. 650-1662</i> , Londres, 1960-1963, 2 vol. ; réimpr. 1975.                     |
| Robert : | P. Ch. Robert, <i>Numismatique de Cambrai</i> , Paris, 1861.                                                              |
| Seaby :  | H. A. Seaby, <i>Roman Silver Coins</i> , Londres, 1952-1987, 5 vol.                                                       |
| Sear :   | D. R. Sear, <i>Roman Coins and their Values</i> , 4e éd., Londres, 1988.                                                  |
| Syd :    | E. A. Sydenham, <i>The Coinage of the Roman Republic</i> , Londres, 1952 ; nouv. éd. New-York, 1975.                      |
| VG :     | V. Guilloteau, <i>Monnaies françaises, colonies 1670-1942, métropole 1774-1942</i> , Paris, 1943.                         |

## Liste des membres de la Société archéologique ayant participé aux travaux du Cercle

MM. Bardet, Benúsiglio, Bost, Chalmain, Charon, Debruge, Delpit, Dugros, Lecœur, Lefebvre, Lhospital, Marchand, Pujo, Sénac, Ursy, Vivez, Wiedemann.

## Composition du bureau pour l'année 1999

Président : Dr Debruge.

Conseiller et trésorier : M. Wiedemann.

Vice-présidents : MM. Bardet et Pujo.

Secrétaire : M. Sénac.

Archiviste-bibliothécaire : M. Lecœur.

## Séance du 17 janvier 1999

Présidence du Dr Debruge, président

## Dialogue numismatique :

**M. Debruge** : République romaine. Denier, 62 av. J.-C. Rome, arg., 18 mm, 3,9 g, 2 h, Seaby I Cœlia 6 ; BMC p. 475 ; Syd 893. Monnaie frappée par la famille monétaire Cœlia Calda. A l'avers C. CÆL. CALDVS et l'effigie correspondante concernent le grand père de l'officier monétaire C. Cœl. Calvus (même nom). Tribun du peuple, consul (COS figure généralement sous le cou de l'effigie, sauf sur certaines monnaies dont celle présentée), législateur célèbre pour sa loi "Lex Tabellaria" instaurant le vote secret pour les crimes contre l'Etat, d'où la tablette gravée L. D (*Liberio damno*), il s'illustre lors de la conquête de l'Espagne principalement à la prise de la ville de Clunia. Ces exploits militaires sont rappelés par les deux boucliers. Il est également *triumvir* monétaire et l'effigie du soleil ne serait qu'un jeu de mot avec le *cognomen* Calvus et le qualificatif si fréquent de l'astre du jour. D'autres monnaies du même *triumvir* monétaire sont alors évoquées. Elles confirment ou complètent les mêmes symboles caractérisant les hauts faits du grand père C. Cœl. Calvus, par exemple : enseigne marquée de HIS (Hispania) ou hure de sanglier (emblème de la ville de Clunia) ou trompette et fer de lance militaires. Elles magnifient aussi parfois le père du monétaire L. Cœl. Calvus qui était *septemvir epulon* (VII VIR EPV) d'où la représentation sur certains revers d'un *lectisternium*.

**M. Ursy** : République romaine. Denier de Pinarius Natta, 149 av. J.-C., arg., 16 X 17 mm, 3,8 g, 1 h, Syd 390. Denier de Claudia, 42 av. J.-C., arg., 18 mm, 3,9 g, 12 h, Syd 1117 ; BMC 4290. Empire romain. Constance Ier Chlore (293-306), petit bronze de type nummus, 18 mm, 2,1 g, 6 h.

**M. Marchand** : Rome. 4 monnaies, br.

**M. Lecœur** : Empire romain. Honorius (393-423), solidus, sans doute 405 X 415 Ravenne, or, 21 mm, 6 h, C 44 ; Sear 4144. Monté en broche au XIXe siècle pour Monge.

**M. Ursy** : Empire byzantin. Justinien (527-565). Solidus, or, 19 X 20 mm, 4,4 g, 6 h.

**M. Carmouze** : France. Deux monnaies anglo-gasconnes inédites du temps du roi Edouard III.

**M. Wiedemann** : Afrique de l'Est allemande. Guillaume II empereur, 1 rupie, 1905 Hambourg, arg. Congo belge. Albert, 1 fr, 1928, ni. Libéria. République, 2 cents, 1941, ni. Nigéria. République fédérale, 10 kobo, 1973, ni. Rwanda. République, 20 fr, 1977, br.

## Séance du 21 février 1999

Présidence du Dr Debruge, président

## Communication :

**M. Bardet** : "Les monnaies obsidionales".

Du latin *obsidio* voulant dire siège, les monnaies obsidionales sont peu connues et négligées par les numismates amateurs, à cause, sans doute, de leur aspect fruste, peu soigné, pour la plupart. Pourtant, elles constituent de riches et importants documents d'archives métalliques d'un passé encore récent, les témoins de l'histoire guerrière d'une époque.

Ces monnaies sont, en fait, des monnaies de nécessité ancêtres des frappes de nécessité qui fleurissent au XIXe siècle, sous l'effet des contraintes de la conjoncture économique. Mais les monnaies obsidionales sont des monnaies frappées dans des conditions bien spéciales : durant le siège d'une place forte ou d'une ville stratégique.

Dès le XIIIe siècle, les moyens militaires de défense étant supérieurs aux moyens d'attaque, le siège d'une place forte devient parfois interminable et fixe les armées, assaillants comme assiégés, longuement.

Vers le XIVe siècle, l'Europe entre dans un système d'économie monétaire, la monnaie devient alors une nécessité si contraignante que, même dans la situation momentanément imposée d'un siège, il faut créer des espèces d'urgence pour assurer le règlement des échanges et surtout la solde des troupes, constituées, en grande partie, de mercenaires qui n'hésitaient pas à désertir s'ils n'étaient pas payés. La population civile, à l'intérieur de la ville assiégée, se passait facilement d'espèces, le troc étant pratique courante.

Tout est bon pour la réalisation de frappes obsidionales : argenterie des bourgeois, objets de culte des églises, cloches, vieux canons ; face à la pénurie du métal, le cuir, le parchemin, des cartes à jouer, des livres religieux sont utilisés. Un exemple, bien connu, qui montre que la nécessité s'imposait aussi bien à l'assaillant qu'à l'assiégé, est le cas du maréchal de Turenne qui, au siège de Saint-Venant, en Artois, en 1657, fait frapper une monnaie de trente sols dans des carrés d'argent provenant de sa propre vaisselle.

Dans les villes dépourvues d'atelier monétaire, ces monnaies sont particulièrement frustes ; les flancs, sans préparation, sont rarement circulaires, plutôt découpés en carrés ou rectangles grossiers. L'or et l'argent provenant de vaisselle sont utilisés sans forme aucune.

Que sont devenues toutes ces monnaies, aujourd'hui, très rares ? Elles ont été détruites ou refondues. Les quelques exemplaires restant témoignent des dures épreuves,

parfois répétées, qu'ont eu à subir, certaines villes et places fortes stratégiques, objet des convoitises et, aussi, de l'esprit de revanche de divers belligérants.

Sont alors étudiées différentes monnaies émises pendant les sièges de Strasbourg en 1592, en 1814, en 1815, les sièges de Mayence en 1688, en 1793, les sièges de Cambrai en 1581, en 1595, les sièges d'Aire sur la Lys en mai 1641, en décembre 1641, en 1710, le siège de Lille en 1708, le siège de Tournai en 1709, le siège de Groningue en 1672, le siège de Lyon en 1793, le siège de Maëstricht en 1794, les sièges de Mantoue en 1796 - 1799, le siège de Luxembourg en 1795, les sièges des villes espagnoles de Gérone, Tarragone, Saragosse, Lérida, Palma de Majorque en 1808 et 1809, les sièges de Zamosc en 1809 et 1813, le siège de Venise en 1813, les sièges de Cattaro (1813), de Zara (1813), Palma Nova (1814), le siège d'Anvers (1814).

La communication est illustrée par la présentation de monnaies tirées du fonds O. Miller et de collections privées :

Siège de Lille (1708). 20 sols aux armes, br. 10 sols, br. Siège de Mayence (an 2). 5 sols, br., VG 449. Siège de Maastricht (1794). 100 stuivers uniface, arg., VG 449. Siège de Mantoue (1799). Soldo di Milan, br. coulé, VG 817. Siège de Luxembourg (1796). 1 sol, br., VG 461. Siège de Gérone (1808). 1 duro, arg., VG 2137. Siège de Majorque (1808). 30 sueldos, arg., VG 2141. Siège de Tarragone (1809). 5 pts, arg., VG 2145. Siège de Barcelone (1809). 5 pesetas, arg., VG 2089. Siège d'Anvers (1814). 5 cent, br., VG 2236. Blocus de Strasbourg (1814). Décime, br., VG 2324. Blocus de Strasbourg (1815). Décime, br., VG 2330.

## Présentation :

**M. Wiedemann** : Empire russe. Zone d'occupation allemande (première guerre mondiale). 4 monnaies de nécessité.

## Séance du 21 mars 1999

Présidence du Dr Debruge, président

## Communication :

**M. Lecœur** : "Le Franc, 1<sup>re</sup> partie".

La communication est illustrée par la présentation de francs d'or et d'argent frappés avant la Révolution :

Franc à cheval Jean II, 1361 X 1364, or, 28,5 mm, 3,81 g, 5 h, Ci 361 ; Laf 297 ; Dy 294. Franc à pied Charles V, 1365 X 1380, or, 27 mm, 3,88 g, 5 X 6 h, Ci

457 ; Laf 371 ; Dy 360. Noble Edouard III, 1361 X 1369, or, 33 mm, 7,70 g, 11 h, Fried 10 ; North 1232. Franc Henri III, 1578 Paris, arg., 33 mm, 14 g, 11 h, Dy 1130 var. Demi-franc Ligue au nom d'Henri III, 1590 Bordeaux, arg., 30 mm, 6,97 g, 3 h, Dy 1160 var. Demi-franc Henri IV, 1595 Bordeaux, arg., 30 mm, 6,85 g, 1 h, Dy 1212A var. Quart de franc Louis XIII, 1638 Toulouse, arg., 24 mm, 3,55 g, 11 h, Dy 1323 ; KM 93. X 3.

En complément, **M. Bardet** présente une imitation du franc d'or frappée par l'évêché de Cambrai (XIVe siècle), 3,82 g, Robert 120-2 pl. 16/6 ; Fillon 3 ; Fried 3.

## Présentations :

**M. Bénusiglio** : Monnaie antique de très petit diamètre paraissant se rattacher à la Sicile (Catane ?). Rome. Monnaie de très petit diamètre dite d'interrègne (Aurélien-Tacite ?).

**M. Ursy** : Confédération thessalienne. 2, br. Empire romain en Gaule. Victorinus, antoninien, br. saucé. Byzance. 2, frappées à Constantinopolis, br.

**M. Marchand** : Monnaie longostalète (Ier s. av. J.-C.).

**M. Dugros** : Monnaies françaises contremarquées : Louis XVII. Ecu constitutionnel Louis XVI, 1793 A, arg. Chouans. 2 fr Napoléon I lauré, 1808 A, arg. Suisse. Canton de Berne (1816). Ecu au bandeau Louis XV, 1765 Bayonne, arg. ; pour 40 batzen. Ecu constitutionnel Louis XVI, 1792 Paris, arg., tranches regravées ; pour 40 batzen. Henri V. 5 fr Louis-Philippe tête nue, 1831 A, arg. Satiriques. Sedan. 1 fr 1868 Strasbourg. Casque et col allemands. 5 fr Napoléon III, 1870 A.

## Séance du 18 avril 1999

Présidence du Dr Debruge, président

## Communication :

**M. Bost** : "Valait-il la peine de frapper la monnaie divisionnaire à Segobriga et dans les autres cités de la péninsule Ibérique à l'époque julio-claudienne ?"

La communication est illustrée par la projection de transparents.

## Présentation :

**M. Wiedemann** (par le canal de M. Pujo) : reproductions de gravures du XVIIIe siècle qu'il remet au Cercle. L'une représente le cabinet des médailles du duc Louis-Philippe Joseph d'Orléans, l'autre Nicolas Warin, graveur d'illustrations, descendant du graveur de monnaies.

## Séance du 16 mai 1999

Présidence de M. Bardet, vice-président

### Communication :

M. Delpit : “Les testons français”.

Le *Grand Larousse encyclopédique* nous apprend que “teston” est un nom masculin qui vient de l’italien “testone” (de *testa*, tête ; la tête du roi étant empreinte sur ces monnaies), monnaie qui succéda au gros tournois.

L’*ABC du Collectionneur* indique qu’un teston est une monnaie d’argent frappée à l’effigie des rois de France, entre 1513 et 1575, et dont la valeur variait de 10 sous 2 deniers à 12 sous et 6 deniers. C’est donc sous le règne de Louis XII que ce type apparut. Ont été frappés des multiples (triple et quadruple teston en essai) et sous-multiples (demi-teston).

Louis XII (1498-1515). Son règne est particulièrement intéressant au point du vue numismatique. C’est l’époque où notre numéraire adopte les caractéristiques de la Renaissance. Plus de légendes gothiques, celles-ci sont remplacées par des lettres latines. L’influence italienne est marquée par l’adoption des monnaies d’argent à flan épais avec pour type le portrait du roi ordonné le 6 avril 1514. Le teston est frappé en France à Lyon, Paris, Rouen et Tours (autant de types d’effigie que d’ateliers) pour un titre de 0,938, soit 11 deniers 18 grains, et un poids de 9,57 à 9,32 g, donnant 25 pièces 1/2 au marc.

François Ier (1515-1547). La numismatique de François Ier multiplie le portrait du roi. La série très nombreuse des testons nous le montre à toutes les époques de son règne.

Henri II (1547-1559). En effet, pour remédier à la déficience des graveurs particuliers des diverses monnaies, qui souvent ont fait du portrait de François Ier de véritables caricatures, fut créé au mois d’août 1547 l’office de tailleur général. Le graveur général était chargé de fournir à tous les ateliers les poinçons nécessaires aux graveurs particuliers pour la confection des coins monétaires. Cette véritable réforme comporte diverses innovations : inscription du numéro d’ordre du roi à la suite de son nom, inscription du millésime de frappe sur toutes les espèces. C’est à cette même époque que fut introduit en France le procédé mécanique, inventé en Allemagne, pour la frappe des monnaies. Ce procédé remplaçait la frappe au marteau par un travail obtenu à l’aide de 3 machines : le laminoir, l’emporte-pièce et le balancier. Cette invention fut bientôt complétée par la virole permettant de décorer les tranches, de cannelures ou de légendes. Ce dernier progrès est dû à un Français : Aubin Olivier. Le système monétaire de Henri II est la continuation de celui de François Ier, basé sur le teston et le douzain. La hausse constante du prix de l’ar-

gent nécessitera dès 1550 pour le teston d’en augmenter officiellement le cours, porté à 11 s. 4 d. t. (11 s. t. en 1543). Il existe de nombreuses variétés d’effigie sur les testons et demi-testons. Les poinçons ont souvent servi indifféremment. La déclaration du 31 janvier 1549 spécifie que les poinçons destinés aux écus à l’effigie royale serviront aussi pour les pièces d’argent.

Charles IX (1560-1574).

Henri III (1574-1589).

La communication est illustrée par la présentation de pièces de monnaie principalement tirées du fonds O. Miller :

Louis XII. Teston de Milan, Ci 1000 ; Dy 723. François Ier. Teston à la couronnelle 1521 X 1540, Ci 1110 ; Laf 667 ; Dy 810. Autre, Ci 1113 ; Laf 659 ; Dy 794. Teston 1540, Ci 1117 ; Laf 757 ; Dy 897. Autre, Ci 1121 ; Laf 766 ; Dy 904. Teston du Dauphiné, Ci 1140 ; Laf 683a ; Dy 821. Autre, Ci 1143 ; Laf 687a/c ; Dy 826. Autre, Ci 1148 ; Laf 692 ; Dy 833. Henri II. Teston, Ci 1264 ; Laf 819 ; Dy 981. Autre, Ci 1266 ; Laf 821 ; Dy 983. Autre, Ci 1269. Autre, Ci 1271. Teston au moulin, Paris, Ci 1279. Autre, Ci 1282 ; Laf 825 ; Dy 987. Autre, Ci 1285 ; Laf 828 ; Dy 990. Autre, Ci 1287 ; Laf 821a ; Dy 983a. François II. Teston, n° 796. Charles IX. Teston, Ci 1356 ; Laf 895 ; Dy 1063. Autre, Ci 1359 ; Laf 899 ; Dy 1069. Teston morveux (Orléans par les Huguenots), Ci 1361 ; Laf 903 ; Dy 1073. Autre, Ci 1362 ; Laf 907 ; Dy 1077. Henri III. Teston, Ci 1413 ; Laf 965 ; Dy 1126b. Autre, Ci 1414 ; Laf 966 ; Dy 1126.

### Présentations :

M. Dugros : Alsace et atelier de Strasbourg. Alsace. Charles Ier cardinal, teston, 1604, arg., 28 mm, 7,5 g. Ensisheim, landgraviat de Haute-Alsace. Léopold archiduc, taler, 1620, arg., 36 mm, 28,4 g, EL 224. Strasbourg. Louis XIV, 33 sols aux insignes, 1705, arg., Ci 2060. 40 sols, 1713, arg., Ci 2061. 4 deniers, 1697, br., Ci 2017. Napoléon I, 5 fr, 1806, arg., VG 1498. Louis-Philippe, 5 fr, 1845, VG 2963. Napoléon III, 5 fr, 1869, VG 3746.

M. Ursy : Jeton.

## Séance du 20 juin 1999

Présidence du Dr Debruge, président

### Communication :

M. Wiedemann : “Histoire de la collection de monnaies”.

La collection est un ensemble d’objets réunis pour être mis hors d’usage selon K. Pomian. Elle est faite de sémiophores, objets visibles renvoyant à une réalité invisi-

ble. Antoine Schnapper a étudié la collection, dans les formes qu’elle prend en Occident à la Renaissance et durant le grand siècle, dans deux ouvrages d’une richesse extraordinaire. Nous extrayons de ses deux livres l’essentiel de ce qui suit.

La collection se proposait d’être un résumé de la création entière, elle groupait des curiosités naturelles prises dans tous les règnes de la nature et des productions humaines exotiques et antiques. La numismatique se plaçait parmi les collections d’antiques, elle occupait les médaillistes, qui étaient 29 sur 121 curieux cités en 1692 à Paris. Mais il y avait parmi eux des collectionneurs futiles qui spéculaient et revendaient et des érudits qui publiaient des recherches sur les objets qu’ils détenaient. Quelques grands seigneurs s’y étaient mis selon l’abbé Michel de Marolles en 1657.

Les médailles, dont on n’était pas persuadé alors qu’elles servaient de monnaie, étaient classées parmi les monuments qui servent à compléter, voire à rectifier les sources littéraires de la connaissance de l’Antiquité. Elles étaient associées aux bibliothèques comme les instruments de mathématiques, les globes et cartes. Mais surtout elles fournissaient une série de portraits historiques des empereurs et des rois, qui, complétée par des artistes et des savants, formait les galeries de portraits d’hommes illustres du même format qui couraient sur le haut des bibliothèques et transposés en gravures sur bois, décoraient des livres qui contiennent leurs éloges, tels ceux de Paul Jove, d’André Thévet, de Théodore de Bèze. L’effigie des grands hommes doit permettre une comparaison avec leurs écrits et inciter à suivre leurs traces.

Les médailles antiques étaient abondantes et à la portée de bourses modestes. Une littérature spécialisée se développa. Les monnaies ne fournissaient pas seulement à l’*antiquaire* des portraits, les revers apportaient des renseignements sur tous les aspects de la civilisation. On s’efforçait de trouver les équivalents modernes des espèces monétaires antiques, mais on n’avait pas l’idée d’étudier les monnayages et les ateliers monétaires.

Le classement des monnaies antiques hésitait encore entre des principes différents : la suite des portraits impériaux, la différence des métaux et des modules, l’origine historique ou géographique des pièces. Joseph Pellerin proposa dans ses publications un classement géographique des monnaies des peuples et des villes. Eckhel, garde du cabinet impérial de Vienne, distingua les monnaies des villes, des peuples et des rois d’une part, et les monnaies des Romains d’autre part. Il divisait le monde antique en régions suivant la géographie de Strabon, tournant autour de la Méditerranée en commençant par le Nord. La numismatique a changé d’objet depuis. Au lieu d’accumuler des séries de belles médailles, elle réduit son objet à une figure et à

quelques lignes de texte, la description du trésor est devenue plus importante que les pièces elles-mêmes. La science a tué la collection.

### Bibliographie :

Schnapper (Antoine), (1988). *Le Géant, la licorne et la tulipe. Collections et collectionneurs dans la France du XVIIe siècle. I. - Histoire et histoire naturelle*. Paris, Flammarion, 415 p. ill.

Schnapper (Antoine), (1994). *Curieux du grand siècle. Collections et collectionneurs dans la France du XVIIe siècle. II. - Œuvres d’art*. Paris, Flammarion, 576 p.

“Le Cabinet des médailles”, dans *Revue de la BNF*, n° 3, automne 1994.

Grivel (Marianne). “Le Cabinet du Roi”, dans *Revue de la Bibliothèque Nationale*, 5<sup>e</sup> année, n° 18, hiver 1985, p. 36-58.

Marolles (Michel de). *Mémoires de Michel de Marolles abbé de Villeloin [1657] avec des notes historiques et critiques* [par l’abbé Pouget]. Amsterdam, 1755, 3 t.

Marolles (Michel de). Onzième discours : “De l’excellence de la ville de Paris, servant de suite au premier, par lequel nous avons montré que les Parisiens, & le reste des François, ne sont point Barbares”. *Ibidem*, t. 3, p. 194-224.

La communication est accompagnée de la présentation d’une gravure.

### Présentations :

M. Bénusiglio : Rome. Petit bronze où figureraient, au droit, une impératrice (Domitia ?) et, au revers, un paon.

M. Ursy : Allemagne. Comté de Wied. Frédéric-Alexandre, jeton, br.

M. Lecœur : France. 2 F Droits de l’Homme, 1998, ni.

## Séance du 17 octobre 1999

Présidence du Dr Debruge, président

### Communication :

M. Ursy : “Les monnaies de Louis XIII”.

Le monnayage de Louis XIII se trouve à la charnière de deux mondes, l’un hérité des traditions séculaires des maîtres monnayeurs avec la frappe au marteau, l’autre tourné vers l’avenir et la mécanisation avec la frappe au balancier qui fut bien difficile à instaurer en France, suite aux essais de Briot et de Warin.

Aux espèces héritées du passé, principalement du règne de Henri III, avec le double tournois, le franc d’argent et le quart d’écu, s’opposent les magnifiques séries de Warin, louis d’or et écu d’argent, d’une facture irréprochable et de la plus grande pureté de style, véritable témoin de l’art du XVIIe siècle.

La communication est illustrée par la présentation de monnaies et d'illustrations.

Présentations :

M. Wiedemann : gravures sur papier représentant la première, une médaille commémorant l'annexion des villes de la Décapole impériale, la deuxième, une médaille au nom d'un amiral néerlandais, la dernière, une ville et des blasons à déchiffrer. Maroc, Hassan II, 10, 5, 1 1/2 dirhams et 20 "centimes". L'année de la frappe est exprimée dans les deux calendriers, hégirien et grégorien.

Séance du 21 novembre 1999

Présidence du Dr Debruge, président

Communication :

M. Pujo : "Les statères d'Egine".

Les premières monnaies du monde occidental sont des monnaies de la Grèce. Elles ont été émises à Egine, petite île du golfe Saronique, proche d'Athènes.

Le commerce maritime a fait la richesse d'Egine et a créé les conditions favorables à la naissance de la monnaie dans cette île, vers 570 avant J.-C. La monnaie essentielle d'Egine est un statère d'argent de 12,2 g portant au droit une tortue de mer et au revers un carré creux dont la forme évolue de 570 à 456. Vers 456 avant J.-C., la tortue de terre remplace la tortue de mer à l'avvers des statères d'Egine. Le carré creux éginète du revers, non perpendiculaire, que l'on trouve de 480 à 431 cède à partir de 404 environ la place au carré creux éginète perpendiculaire et des lettres et un dauphin apparaissent dans ses cantons au IV<sup>e</sup> siècle (c'est souvent le nom même de la cité qui est désigné ainsi).

L'étude et le volume des trésors retrouvés montre que le monnayage d'Egine a été énorme. Le premier et le plus important de son temps, il a influencé de nombreux monnayages en Grèce continentale comme dans les îles grecques avant d'être supplanté par le monnayage d'Athènes au milieu du Ve siècle avant J.-C.

Présentations :

M. Ursy : France. Louis XIII, plateau de monnaies qui n'avaient pu être présentées, avec sa communication, lors de la séance précédente.

M. Wiedemann : Chypre. 50, 20, 10, 5, 2, 1 de l'unité monétaire. Géorgie. République, 50, 20, 10, 2, 1 de l'unité monétaire. Italie. 200 et 100 liras.

Séance du 19 décembre 1999

Présidence du Dr Debruge, président

Communication :

M. Lecœur : "Le Franc (2<sup>e</sup> partie)".

La communication est illustrée par la présentation de monnaies :

5 fr, an 6 K, arg., Gad 563. 5 fr, an 12 H, arg., Gad 577. 2 fr, 1807 L, arg., Gad 496. 1 fr, 1812 A, Gad 447. Demi-franc, 1808 A, arg., Gad 398. Quart de franc, an 13 U, arg., Gad 346. 5 fr Charles X, 1830 K, arg., Gad 644. 5 fr Louis-Philippe, 1830 A, arg., Gad 675. 5 fr Oudiné, 1849 A, arg., Gad 719. 20 fr, 1852 A, or, Gad 1060. 100 fr, 1869 BB, or, Gad 1136. 5 fr Commune de Paris, 1871 A, arg., Gad 744. 1 fr, 1898, arg., Gad 467. 20 fr, 1914, or, Gad 1064a. 2 fr, 1922, br. alu., Gad 533. 10 fr, 1929, arg., Gad 801. 5 fr Bazor, 1933, ni., Gad 753. 5 fr, 1940, br. alu., Gad 761. 2 fr, 1943, alu., Gad 536. 50 fr, 1952, br. alu., Gad 880. 100 fr, 1954, cu. ni., Gad 897. 50 F, 1977, arg., Gad 882. Certificat de la Banque de France de versement d'or pour la Défense nationale (1915 X 1918).

Présentation :

M. Bénusiglio: Ville de Paris. Médaille en argent frappée en 1970.

Société Archéologique de Bordeaux

1 place Bardineau, 33000 Bordeaux — Tél. 05 56 44 48 18  
permanence le jeudi après-midi

Conseil d'administration pour l'année 1999

|                        |                                                |
|------------------------|------------------------------------------------|
| Présidents d'honneur : | M. le Professeur MARCADÉ, membre de l'Institut |
| Président :            | M. J. CHARON                                   |
| Vice-présidents :      | M. P. COUDROY DE LILLE                         |
|                        | M. P. PUJO                                     |
| Secrétaire Général :   | Mme V. JOURNU                                  |
| Trésorier :            | M. X. ROBOREL DE CLIMENS                       |

|               |                                           |
|---------------|-------------------------------------------|
| Conseillers : | Mme MULLER,                               |
|               | MM. AVISSEAU, BÉNUSIGLIO, COUSTET, FAIVRE |
|               | LACOSTE LAGRANGE, LASSERRE, PUYRAVEAU,    |
|               | RÉGALDO-SAINT BLANCARD, VIVEZ             |

### ***Comité directeur des publications***

J.-B. FAIVRE,  
P. RÉGALDO-SAINT BLANCARD,  
X. ROBOREL DE CLIMENS

*avec la collaboration pour le présent volume de*

M.-F. LACQUE-LABARTHE,  
P. COUDROY DE LILLE

## ***Revue archéologique de Bordeaux*** ***tome XC, année 1999*** ***Sommaire***

|                                                                                                                                                                         |     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| <i>In memoriam</i><br><i>Le docteur Jacques Charon</i> .....                                                                                                            | 3   |
| Dany BARRAUD, Jean-Michel GENESTE<br><i>Bilan et orientation de la recherche archéologique en Aquitaine en 1999</i> .....                                               | 5   |
| <i>Travaux et recherches en Gironde en 1999</i> .....                                                                                                                   | 11  |
| Jean-Pierre BOST<br><i>Valait-il la peine de frapper la monnaie divisionnaire dans les cités</i><br><i>de la péninsule Ibérique à l'époque julio-claudienne ?</i> ..... | 41  |
| Agnès BERGERET, Marie-Noëlle NACFER<br><i>Le cimetière carolingien de la gare Citram à Bordeaux</i> .....                                                               | 47  |
| Agnès BERGERET, Marie-Noëlle NACFER, Michel GOURDIN<br><i>Le sarcophage mérovingien de la gare Citram à Bordeaux</i> .....                                              | 59  |
| Christian CORVISIER<br><i>Le château de Rauzan</i> .....                                                                                                                | 65  |
| Pierre LECŒUR<br><i>Le Franc , notre monnaie au cours des siècles</i> .....                                                                                             | 101 |
| Susanne WOLFF<br><i>L'échec d'une canonisation au XVe siècle, le cas de Pey Berland</i> .....                                                                           | 113 |
| Laurent COSTE<br><i>Demeures de jurats bourgeois bordelais dans la seconde moitié du XVIIe siècle</i> .....                                                             | 127 |
| † Jacques CHARON<br><i>La soutenance de thèse de philosophie de Jean de Paty</i><br><i>au collège de la Madeleine en 1721</i> .....                                     | 133 |

Catherine CHATEAU  
L'œuvre de Claude-Clair Francin à Bordeaux entre 1748 et 1765,  
de la sculpture Rocaille à la sculpture néoclassique ..... 139

Cécile LE BIHAN  
Pierre Clochar (1774-1853) :  
itinéraires d'un architecte bordelais de Paris en Italie ..... 157

Jean-Jacques MICHAUD  
Le vitrail japonisant dans la demeure privée bordelaise à la Belle Epoque ..... 169

Jean-François FOURNIER  
La vie quotidienne des habitants du quartier Mériadeck à Bordeaux  
dans les années 1950 et 1960 ..... 181

Activités et manifestations de la Société Archéologique de Bordeaux en 1999 ..... 191

Cercle numismatique Bertrand-Andrieu  
procès-verbaux des séances de l'année 1999 ..... 193

Recommandations aux auteurs

La Revue archéologique de Bordeaux publie des articles originaux concernant l'archéologie, l'histoire et l'histoire de l'art à Bordeaux et en Gironde.

L'appel à fournir des articles fait d'ordinaire suite à une communication présentée lors d'une des réunions de la Société. Cet appel ne constitue cependant pas un engagement de publication : les articles seront soumis à un ou des recenseurs choisis pour leur compétence sur le sujet abordé ; des modifications justifiées peuvent être demandées aux auteurs.

Les textes, sauf accord exceptionnel, ne doivent pas dépasser 20 pages, soit environ 60 000 signes. Ils seront fournis sous la double forme d'un tirage papier et d'une disquette MacIntosh ou PC au format Word ou récupérable comme tel ; aucun dactylogramme, aucun manuscrit ne seront acceptés. Tous essais de mise en page sont inutiles et peuvent même constituer une gêne : le texte doit être une saisie " au kilomètre ".

Le style de caractères normal est le romain. L'italique est réservé aux citations de textes anciens dans leur orthographe d'origine, aux mots et aux citations en latin ou en langue étrangère, aux titres d'ouvrages ou de revues. Le gras doit être limité à des effets exceptionnels. Le souligné, sauf cas particulier, est à proscrire. De même les mots en majuscules.

Les titres intermédiaires seront hiérarchisés par un système logique et clair de numérotation. Cette numérotation ne sera pas conservée dans la mise en page définitive ; une hiérarchisation graphique lui sera substituée. Aucun titre ne doit être saisi en majuscules.

Les notes sont consacrées à des références, à des justificatifs, éventuellement à des précisions ou à des nuances qui alourdiraient le texte. Elles ne doivent pas constituer de longs développements. Si nécessaire, il est possible de fournir des annexes et d'y renvoyer.

Pour la bibliographie, toutes les références seront données en notes et non entre parenthèses dans le texte. Les références de type " op. cit. " sont à proscrire. Il est recommandé de n'utiliser en notes que des codes (auteur et date, indication de la page concernée) et de rassembler en une annexe ces codes suivis des références bibliographiques ; cette annexe, dont la présence est vivement souhaitée, doit constituer un document à part du texte. Les références doivent être complètes et rédigées selon les normes en vigueur : pour un ouvrage, " Nom, Prénom. Titre de l'ouvrage. Lieu, éditeur, date. " ; pour un article, " Nom, Prénom. Titre de l'article. Revue, année, tomes, pages. ".

Il est demandé aux auteurs de fournir un résumé de leur contribution. Il s'agit d'une présentation synthétique de la matière de l'article, qui ne doit pas excéder 1000 signes. Il sera édité dans la table des matières et diffusé en même temps qu'elle. En cas d'absence de ce document ou parce qu'il n'est pas jugé conforme, le comité directeur des publications le rédigera et le proposera à l'auteur.

Les figures seront numérotées en une seule série continue, qu'il s'agisse de photographies, de dessins, de diagrammes ou de tableaux. Le texte comportera des renvois précis sous la forme " (fig. 1) ". Si ce type

d'appel ne se justifie pas, des annotations portées en marge du texte papier indiqueront les liens logiques entre texte et iconographie. La liste des figures avec leurs légendes constituera un document à part.

Toutes les illustrations doivent être libres de droits. Sauf accord exceptionnel, leur nombre maximal pour un article de taille normale est de douze. Elles répondront aux dispositions suivantes :

| Original                   | Impression                          | Support demandé                                                  |
|----------------------------|-------------------------------------|------------------------------------------------------------------|
| Photographie noir et blanc | Noir et blanc (simili)              | Positif noir et blanc                                            |
| Photographie couleur       | Noir et blanc (simili)              | Positif couleur                                                  |
| Diapositive                | Noir et blanc (simili)              | Diapositive et tirage papier                                     |
| Diapositive                | Couleur (quadrichromie)             |                                                                  |
| Dessin noir et blanc       | Noir et blanc (trait)               | Calques originaux ou disquette (Adobe Illustrator de préférence) |
| Dessin en niveaux de gris  | Noir et blanc (simili)              |                                                                  |
| Dessin en couleurs         | Deux, trois couleurs, quadrichromie |                                                                  |

Aucune photocopie ne sera admise, sauf cas exceptionnel.

Le format fini de la revue est de 210 x 270 mm. Les pages sont justifiées sur 170 mm, avec deux colonnes de 80 mm. Les illustrations seront ramenées à ces dimensions. Il importe d'en tenir compte, notamment pour les épaisseurs de traits et les corps des légendes internes aux dessins.

Le comité directeur des publications peut être amené à refuser des illustrations de mauvaise qualité, à en demander de nouvelles ou à leur en substituer d'autres. De même des dessins ou des tableaux peuvent être repris ou adaptés à une configuration particulière. En ces cas, l'auteur sera consulté.

Une prémaquette des articles sera fournie aux auteurs pour correction. Ce n'est pas le lieu des repentirs qui modifieraient gravement le texte : dès lors qu'il a été reçu par la Société, il est considéré comme une version définitive.

Les auteurs doivent être membres de la Société. Ils recevront 25 tirés à part. S'ils en désirent un plus grand nombre, ils doivent en faire impérativement la demande par écrit, au plus tard lors de la remise de la prémaquette corrigée ; le coût leur en sera indiqué et ultérieurement facturé.

# Publications de la Société Archéologique de Bordeaux

## Ouvrages

|                                                                        |          |
|------------------------------------------------------------------------|----------|
| J.-P. TRABUT-CUSSAC, <i>Livre des hommages d'Aquitaine</i>             | 60 F     |
| Dr A. CHEYNIER, <i>Pair-Non-Pair</i>                                   | (épuisé) |
| J.-A. BRUTAILS, <i>Les vieilles églises de la Gironde</i>              | (épuisé) |
| A. NICOLAI, <i>Histoire des faïenceries de Bordeaux au XIXe siècle</i> | 1 500 F  |
| J.-A. BRUTAILS, <i>Album</i>                                           | (épuisé) |
| <i>Catalogue du Centenaire</i>                                         | 125 F    |
| <i>Fouilles de Parunis, de Mithra aux Carmes</i> (1988)                | 50 F     |

## Collection «Mémoires»

|                                                                                 |               |          |
|---------------------------------------------------------------------------------|---------------|----------|
| 1 <i>Archéologie des Eglises et des Cimetières en Gironde</i>                   | (1989)        | 150 F    |
| 2 <i>Aux origines de l'archéologie en Gironde : François Daleau (1845-1927)</i> | (1990)        | 80 F     |
| 3 <i>L'Art du Fer forgé en pays bordelais de Louis XIV à la Révolution</i>      | (1993) broché | (épuisé) |
|                                                                                 | relié         | (épuisé) |

## Collection «Pages d'Archéologie et d'histoire Girondines»

|                                                                                                             |       |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| 1 Marie-France LACQUE-LABARTHE, <i>Meubles bordelais, meubles de port</i>                                   | 50 F  |
| 2 Robert COUSTET, <i>Le couvent de l'Assomption et les prémices de l'architecture néo-romane à Bordeaux</i> | 45 F  |
| 3 Christophe SIREIX (dir.), <i>Les fouilles de la place des Grands-Hommes à Bordeaux</i>                    | 100 F |
| 4 Michèle PEYRISSAC et Hélène GUENET, <i>Bordeaux, le lycée Montaigne</i>                                   | 50 F  |

## *Publications de la Société Archéologique de Bordeaux*

### Revue

Les Sociétaires reçoivent le tome de la Revue Archéologique de Bordeaux correspondant à l'année de leur cotisation. Il leur est demandé de prévenir le secrétariat de tout changement d'adresse les concernant. Toute personne étrangère à la Société, notamment toute personne morale, collectivité, association ou société, peut souscrire un abonnement.

**Cotisation pour 2001 : 180 F. Pour les étudiants : 115 F.**

Les cotisations doivent être réglées avant la fin du premier trimestre, par chèque bancaire ou postal au compte de la Société Archéologique de Bordeaux.

(CCP BORDEAUX 306 80 S)

**Société Archéologique de Bordeaux**

**Hôtel des Sociétés Savantes, 1 place Bardineau, 33000 Bordeaux - Tél. : 05 56 44 48 18**

**Païement cotisation = entrée gratuite au Musée d'Aquitaine**

### **Cession de tomes isolés (sauf épuisement)**

|                                        |       |
|----------------------------------------|-------|
| Bulletins récents (depuis 1960)        | 160 F |
| Bulletins entre 1923 et 1960           | 70 F  |
| Bulletins anciens (entre 1873 et 1923) | 120 F |
| Tables 1924-1973                       | 70 F  |



Société Archéologique de Bordeaux  
1 place Bardineau  
33000 Bordeaux

*Pour le comité directeur des publications*  
Jean-Bernard Faivre, Pierre Régaldo-Saint Blancard, Xavier Roborel de Climens

---

Maquette de la couverture :  
*Presse-Papiers*

Maquette intérieure et composition :  
*Concept 99*  
1 rue Charles Boubès  
33700 Mérignac

Impression : 2-4940  
*La Nef-Chastrusse*  
87 quai de Brazza  
33015 Bordeaux cedex

---

Dépôt légal : avril 2001.

Sommaire

|                                                                                                                                                             |     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| <i>In memoriam, le docteur Jacques Charon</i> .....                                                                                                         | 3   |
| Dany BARRAUD, Jean-Michel GENESTE, <i>Bilan et orientation de la recherche archéologique en Aquitaine en 1999</i> .....                                     | 5   |
| <i>Travaux et recherches en Gironde en 1999</i> .....                                                                                                       | 11  |
| <br>                                                                                                                                                        |     |
| Jean-Pierre BOST, <i>Valait-il la peine de frapper la monnaie divisionnaire dans les cités de la péninsule Ibérique à l'époque julio-claudienne ?</i> ..... | 41  |
| Agnès BERGERET, Marie-Noëlle NACFER, <i>Le cimetière carolingien de la gare Citram à Bordeaux</i> .....                                                     | 47  |
| Agnès BERGERET, Marie-Noëlle NACFER, Michel GOURDIN, <i>Le sarcophage mérovingien de la gare Citram à Bordeaux</i> .....                                    | 59  |
| Christian CORVISIER, <i>Le château de Rauzan</i> .....                                                                                                      | 65  |
| Pierre LECŒUR, <i>Le Franc, notre monnaie au cours des siècles</i> .....                                                                                    | 101 |
| Susanne WOLF, <i>L'échec d'une canonisation au XVe siècle, le cas de Pey Berland</i> .....                                                                  | 113 |
| Laurent COSTE, <i>Demeures de jurats bourgeois bordelais dans la seconde moitié du XVIIe siècle</i> .....                                                   | 127 |
| † Jacques CHARON, <i>La soutenance de thèse de philosophie de Jean de Paty au collège de la Madeleine en 1721</i> .....                                     | 133 |
| Catherine CHATEAU, <i>L'œuvre de Claude-Clair Francin à Bordeaux entre 1748 et 1765, de la sculpture Rocaille à la sculpture néoclassique</i> .....         | 139 |
| Cécile LE BIHAN, <i>Pierre Clochar (1774-1853) : itinéraires d'un architecte bordelais de Paris en Italie</i> .....                                         | 157 |
| Jean-Jacques MICHAUD, <i>Le vitrail japonisant dans la demeure privée bordelaise à la Belle Epoque</i> .....                                                | 169 |
| Jean-François FOURNIER, <i>La vie quotidienne des habitants du quartier Mériadeck à Bordeaux dans les années 1950 et 1960</i> .....                         | 181 |
| <br>                                                                                                                                                        |     |
| Activités et manifestations<br>de la Société Archéologique de Bordeaux en 1999 .....                                                                        | 191 |
| Cercle numismatique Bertrand-Andrieu<br>procès-verbaux des séances de l'année 1999 .....                                                                    | 193 |